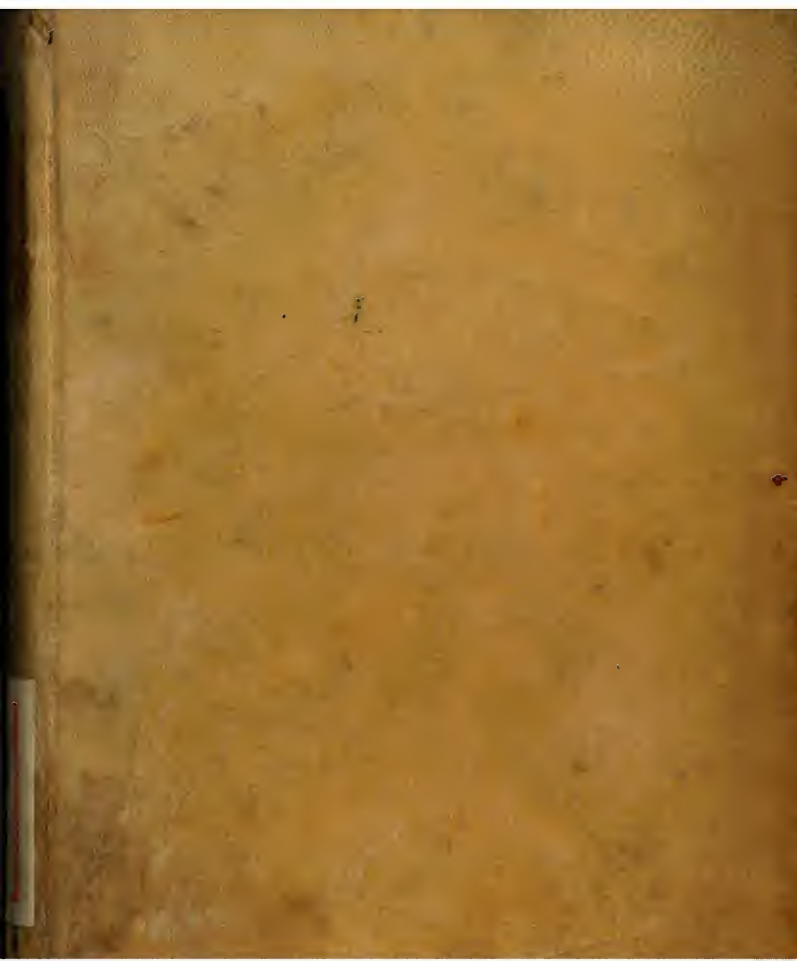




BIBL. NAZ

Vitt. Emanuele III

165

A

17

NAPOLI

XXXX-1A-7

709

6

34

LA
**DISCIPLINE
ECCLESIASTIQUE**

DE
EGLISES REFORMEES DE FRANCE,
AVEC

Les Observations des Synodes Nationaux sur tous ses Articles.

A quoi l'on a joint.

**LA CONFORMITE DE LA DITE DISCIPLINE
AVEC CELLE DES ANCIENS CHRETIENS.**

Et la Discipline du Synode de Dordrecht.



A AMSTERDAM,

Chez JAQUES DESBORDES, vis-à-vis la Grande Porte de la Bourse,

M D CCX.

1940

[illegible]

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

[illegible][illegible]



A V E R T I S S E M E N T

Sur cette Nouvelle Edition.

 N desiroit depuis long-tems une nouvelle Edition de la Discipline Ecclesiastique des Eglises Reformées de France, qui ne se trouvoit plus dans les boutiques des Libraires. Pour satisfaire à ce desir, on vient de l'imprimer sur la meilleure copie de toutes celles qui ont paru, dont Mr. d'Huiffeau prit le soin, l'ayant accompagnée de plusieurs Observations judicieuses sur tous les Articles de la Discipline, tirées des Synodes Nationaux, qui se sont tenus en France depuis la Reformation.

Et afin qu'on juge mieux de ce Recueil d'Observations, qui contient l'Histoire des Articles de la Discipline, & des changemens que les Synodes y ont fait de tems en tems, on a mis à la tête de cet Ouvrage la Préface de Mr. d'Huiffeau, qu'il adressa en forme d'Epître Dedicatoire à tous les Pasteurs des Eglises Reformées de France, auxquels il rend raison de son travail.

Mais pour rendre cette nouvelle Edition plus utile, & plus agreable au public, on y a joint, par le conseil de plusieurs Pasteurs, & de quelques autres personnes savantes & pieuses, l'excellent Ouvrage de Mr. Larroque, auteur de *l'Histoire de l'Eucharistie*, intitulé, *Conformité de la Discipline Ecclesiastique des Protestans de France avec celle des Anciens Chrétiens*. On verra dans la Préface de ce savant homme, qu'on a faite aussi imprimer, les raisons qu'il a eues de composer cet Ouvrage, & les avantages que les Reformez en peuvent tirer, pour

A V E R T I S S E M E N T.

fermer la bouche à ceux qui les accusent de nouveauté ; puis-que dans la chose même qui est le plus sujette au changement, je veux dire, le Gouvernement Ecclesiastique, ils se sont toujours conformez, autant que les tems & les lieux l'ont pû permettre, à la pratique de l'Ancienne Eglise.

Aussi l'on peut dire que tous ceux qui ont jugé sans passion de la Discipline Ecclesiastique des Reformez de France, n'ont pû s'empêcher de l'estimer, & d'y admirer cette sainte severité, tempérée avec une sage prudence, par la douceur & la charité Chrétienne, qui regnent dans tous ses Réglemens. La seule chose qui seroit à désirer, c'est qu'elle fût observée comme elle l'a été autrefois dans ce malheureux Royaume, d'où la persecution nous a chassé. Quoi qu'il en soit, une Discipline si sage, & qui est l'ouvrage de plusieurs Synodes Nationaux, ne peut qu'être bien reçue de tous les Protestans. On nous assure même qu'on l'observe dans plusieurs Eglises Françaises d'Allemagne. Mais quand cela ne seroit pas, elle est assez recommandable par elle même, pour occuper une place dans les Bibliothèques des Curieux, & sur tout dans celles des bons Reformez. Enfin ceux qui sont sortis de France pour leur Religion, se feront un saint plaisir, & trouveront une es- pece de consolation dans la lecture de cette Discipline, qui en leur mettant devant les yeux la sage conduite des Eglises dont ils étoient Membres, rappellera dans leur memoire ces tems heureux & tranquiles, où ils pouvoient avec liberté en observer les Réglemens.

Pour rendre cet Ouvrage plus accompli, on a mis à la fin la Discipline Ecclesiastique qui fut dressée par le fameux Synode de Dordrecht, pour l'usage des Eglises Reformées du Pais-Bas.

A MESSIEURS
LES PASTEURS
DES
EGLISES
QUI SONT MAINTENUES EN FRANCE,

SOUS LA FAVEUR DES EDITS DU ROY.

MESSIEURS ET TRES-HONOREZ FRERES,

Si c'est avec raison qu'on a dit autrefois que les Loix tiennent le même rang & ont les mêmes fonctions dans les Republiques, que les nerfs peuvent avoir dans nos corps, qui servent à en unir étroitement tous les membres, & leur donner la force & tous les mouvemens qui leur sont propres? Je croi aussi que l'on peut dire, en plus forts termes, que la Doctrine & la Discipline sont les liens sacrez de la sainte Societé des Fidèles, qui est l'Eglise; & les deux principes de tous les beaux & salutaires mouvemens que font voir les membres de ce mystérieux Corps. La doctrine enseigne ce qu'il faut croire & ce qu'il faut faire; & la Discipline, comment il le faut faire. La Doctrine inspire à l'ame du Fidèle les plus saintes pensées, les plus fermes, & les plus genereuses résolutions: & c'est la Discipline qui en régle toute la conduite extérieure, & les circonstances. En un mot, la Doctrine est l'ame qui anime l'Eglise; & la Discipline achève de lui donner ses traits, & ses admirables linemens, qui la rendent extérieurement & si belle & si aimable. Ce sont ces deux mystiques colonnes qui répondent à celles que Salomon posa autrefois dans le saint Temple, qu'il consacra au Dieu d'Israël; & qui, selon les noms que leur donna ce Sage Prince, marquent la force & la fermeté que Dieu donne à son Eglise, pour subsister contre les portes même de l'Enfer.

C'est dans cette vûe que nos Pères se sentant être obligez de sortir de la Communion de Rome, après avoir fait tout leur possible pour n'en venir point à une si sensible séparation, jugerent que pour maintenir la societé qu'ils avoient formée, il falloit d'abord travailler & à l'éclaircissement de la Doctrine dont ils faisoient profession, & à l'établissement d'une exacte Discipline. Aussi vit-on paroître presque en même tems en ce Royaume, & leur Confession de foi, qui est l'abregé de la doctrine

trine qu'ils avoient tirée des saints Ecrits ; & un corps de leur Discipline, qui fut dressé au premier Synode National, tenu à Paris, l'an 1559. Les feux que l'on allumoit alors de toutes pars, pour détourner ces grands hommes, par l'horreur des supplices, du glorieux dessein qu'ils avoient formé, ne servirent qu'à enflammer davantage leur zele, & les rendre plus fermes dans la profession de la verité, & plus religieux observateurs de l'ordre de la Discipline de l'Eglise. C'a été dans l'enceinte de la Capitale du Royaume, qu'a été conceüe cette forme exquise de nôtre gouvernement Ecclesiastique : & c'est delà qu'on l'a vue éclore, comme par miracle, pour être portée par tous les endroits de ce grand Etat, où il se trouvoit des personnes qui se vouloient joindre à nôtre Communion, & pour être en suite de cela retouchée par nos Assemblées Synodales, afin de parvenir ainsi par degrez jusqu'à la perfection où vous l'avez à présent.

Aussi ces bonnes ames, que nous faisons gloire de suivre, ne furent pas long-tems sans voir le fruit de leurs saints & pieux labeurs : Il n'y eut presque point d'intervalle, entre le tems auquel ils semèrent, & celui de leur recolte. Plusieurs reconnoissans que cette Discipline si exacte étoit comme une haye vive, qui renfermoit ces troupeaux, qui auparavant paroissoient comme épars : & les distinguoit dans leur conduite d'avec ceux qui n'avoient pas mêmes sentimens dans la doctrine, entrèrent avec joye dans ce sacré parc, & s'y renfermerent volontairement avec les autres, s'affujettissans sans contrainte à un ordre, qu'ils jugerent leur être très-salutaire. On vit incontinent toutes sortes de gens, de tous sexes, de tout âge, & de toutes conditions, acquiescer librement à tous nos Réglemens : jusques-là qu'on a vu des personnes de la plus haute naissance, & du plus illustre rang, recevoir entre nous les censures de l'Eglise avec un profond respect ; baiser la houlette pastorale, dont on se servoit pour les ramener dans leur vrai chemin, & se presenter, après leur faute, devant les Pasteurs avec autant d'humilité, qu'en avoit l'Empereur Theodose aux pieds de Saint Ambroise. Et, comme si le vœu solemnel que nos premiers Réformateurs avoient fait, entrant dans cette Sainte Communion, n'eût été un assez puissant engagement à suivre constamment tout ce que cette Discipline exigeoit d'eux ; Ils voulurent encore, par des ordres particuliers, serrer ce nœud plus étroitement, & le rendre pour jamais indissoluble : A quoi se rapportent tous ces réglemens postérieurs, ou qui obligent à une soigneuse lecture de cette Discipline, comme cela se voit sur l'article 8. du chapitre 5. ou qui semblent y assujettir par des ordres plus exprès : ou qui engagent par des sermens solennels, & souvent réitérez, tous les Députés des Synodes Nationaux, à ne se départir jamais de la pratique & observation de ces saints Décrets.

J'avouë que ce n'étoit pas l'intention de ces Auteurs de nôtre Réformation, que cette Discipline fût portée sous la Presse pour être mise en lumière, & exposée à la veuë d'un chacun : Ils n'estimoient pas à propos de rendre si publique cette forme de gouvernement de leur Société, en un tems où elle n'osoit encore se produire elle-même, pour la contradiction qu'elle rencontroit de toutes parts : où elle n'avoit d'autre protection que celle du Ciel, & pour asyle que les antres & les deserts. Elle voyoit que sa profession étoit tellement odieuse à ceux de dehors, qu'elle étoit souvent tirée en cause pour les plus innocentes actions, & condamnée sur les moindres soupçons. Elle attendoit donc un tems plus favorable, où elle pût faire goûter la sincérité de sa conduite, & la justice de ses procédures. Joint que ceux qui avoient mis la première main à la disposition de ces statuts de l'Eglise, avoient reconnu qu'ils pourroient être retouchés par ceux qui les suivoient, qu'on en pourroit rendre le corps plus parfait, & découvrir beaucoup de choses qu'ils n'avoient encore pû reconnoître. Aussi le dernier Article de leur Discipline, & qui a toujours subsisté sans aucune alteration, porte expressement, que si *l'utilité de l'Eglise le requiert, ces Articles pourront être changez* : déclarant seulement les précautions qu'il faudra apporter en ce cas. Or il n'eût pas été si aisé de polir & de perfectionner cet œuvre étant imprimé, que lors qu'il n'y a eu que des manuscrits, qui n'ont eu de force qu'entant qu'ils ont été conformes aux originaux, auxquels on a toujours eu recours dans les difficultez importantes ; Mais depuis que par la faveur du Ciel cette Société religieuse a obtenu quelque relâche, & qu'elle a eu moyen de respirer : qu'elle s'est veuë dans le calme après les tempêtes, qui l'ont d'abord agitée, & que l'innocence de ses déportemens lui a attiré le support de ses compatriotes, & la protection de ses Princes, qui par leurs favorables Edits lui ont donné la liberté de vaquer avec assurance à ses devotions, & se conduire selon ses règles particulières ; Elle n'a plus été si scrupuleuse en cet égard, & on a vu sur ce sujet divers Arrêtez des Synodes Nationaux, qui sont assez connoître que depuis plusieurs années les vœux de tous ceux de nôtre profession se portent à avoir une édition de nôtre Discipline bien correcte, accompagnée de toutes les décisions de nos Synodes Nationaux sur chacun de ses articles. Dès le Synode de Vertueil 1567. on avoit eu quelque pensée de donner charge au Confesseur de Lion de la faire imprimer : Au Synode de Montpellier 1598. sur ce qui fut représenté touchant la variété des exemplaires de la Discipline, on nomma des Commissaires pour travailler à la mettre en bon ordre, & la coucher en termes clairs & significatifs : & il eût été à desi-

rer que dès lors on eût publié aussi-tôt après cette judicieuse revision. Depuis ce tems-là les Synodes ont pris connoissance des labeurs particuliers de ceux qui avoient travaillé sur cette Discipline: & ils les ont encouragés par leurs approbations, & le jugement avantageux qu'ils ont fait des soins & du zèle de personnes si affectionnées au bien public. Enfin le dernier Synode tenu à Loudun l'an 1659. suivant les traces des précédens, témoigna combien seroit utile au public un travail de cette nature, & chargea un personnage des plus célèbres de la Robe d'y mettre la main, recommandant à tous ceux qui auroient quelques mémoires; ou autres lumières requises à cette fin, de lui en donner communication; mais la mort l'ayant prévenu dans le tems où il se préparoit à l'exécution de cet ordre, nous a privé de ce fruit de ses labeurs, & de l'effet de cette commission, dont il se fût dignement acquité.

Plusieurs raisons sembloient obliger nos Synodes Nationaux à nous procurer l'avantage d'une édition de cette Discipline telle que j'ai dit. Cette grande diversité de manuscrits différens fait naître souvent des difficultés considérables, & donne beaucoup de peine dans les décisions particulières: De tous ceux qui me sont tombez entre les mains, je n'en ai pas trouvé deux qui fussent absolument semblables: & chacun sçait que même entre les éditions déjà faites, il y a grande diversité en plusieurs endroits. On a donc estimé que cette règle, qui est commune à toutes nos Eglises, devoit être plus uniforme; pour obvier aux contestations qui peuvent naître sur ses diverses leçons. Ils ont outre cela considéré qu'il seroit à propos que chacun de ceux qui sont appelez au gouvernement de l'Eglise eût toujours devant les yeux un recueil de toutes les décisions des Synodes Nationaux sur cette Discipline, à la pratique de laquelle ils doivent continuellement vaquer, & même y porter les troupeaux qui leur sont commis; Et voyant que la difficulté, qui se trouvoit à en faire des copies manuscrites bien exactes, les rendoit moins soigneux à s'acquiescer de ce devoir, ils ont estimé que l'édition qu'on en feroit les tireroit de cette peine. Ils ont même eu ce sentiment que plusieurs particuliers, amateurs de l'ordre, seroient bien aises d'avoir toujours en main cette règle de leur conduite, pour former là-dessus leurs actions, & y assujettir leurs familles; & qu'ainsi ce seroit un aide aux particuliers quiourneroit à l'avantage de toute l'Eglise; ils ont espéré aussi que cela ne nous nuiroit pas envers ceux de dehors, qui venant à reconnoître quelle est la règle de nos mœurs, & de toute nôtre conduite, ne nous accuseroient plus de suivre une Religion qui donne toute licence, & porte au libertinage ceux qui la professent; & n'attribueroient plus, après cela, à nôtre Profession les déréglemens des particuliers, mais seroient gran-

grande distinction entre nôtre ordre général, & le défaut de quelques-uns, pour justifier le premier en blâmant le second.

Mais la principale considération qui a porté ces vénérables Assemblées, non seulement à consentir à cette édition, mais même à l'ordonner, & en prescrire les conditions, c'est qu'ils ont vu qu'il n'étoit plus désormais en leur pouvoir d'en arrêter la publication, veu celles qui en avoient déjà été faites, tant par quelques-uns de nos Imprimeurs, que par ceux de dehors, & celles encore, que selon toute apparence on devoit faire. De sorte que considérant que toutes les raisons, qui en pouvoient empêcher l'édition, ne subsisteroient plus, & que celles qui étoient déjà faites, seroient très-défectueuses, capables, par conséquent, de faire naître quelque contestation: Ils ont pensé qu'il falloit désormais porter leurs soins, non pas à rechercher les moyens de supprimer les éditions précédentes, mais à en procurer une si exacte, & si correcte, que l'on y pût avoir recours en toute sécurité: & que l'on s'y arrêtaît comme à l'édition Authentique de nôtre Loi fondamentale. Et si l'ordre du dernier Synode National eût été exécuté sur ce fait, on auroit eu à cet égard tout ce qui se pouvoit souhaiter: mais puis qu'il a plu à Dieu d'en disposer autrement & que nous ne pouvons r'entrer dans les termes où le dernier Synode nous avoit mis, qu'à la tenue d'une autre Assemblée de même nature: Il est bon en attendant ce nouvel ordre, que nous ne demeurions pas absolument destituez de quelque plus sûre & plus fidèle adresse en cette matière, que celle des précédentes éditions; Ce sont même les vœux de chacun, & comme une voix publique parmi nous qui le demandent hautement. Surquoi il faut que je vous informe de ma conduite en cette occurrence, & que je vous instruisse de ma procédure; ne desirant rien entreprendre, ni même faire la moindre démarche, sans me soumettre à votre jugement.

Quelques Imprimeurs & Libraires, poussez du motif de leur intérêt propre, voyant qu'il ne se trouvoit plus d'exemplaires des éditions précédentes de nôtre Discipline, & croyant que s'ils la remettoient sous la Presse, leur avantage particulier se trouveroit joint à celui du Public, qui sembloit soupirer après une nouvelle édition de ce Livre. Dans ce dessein ils s'adresserent à moi, & me prièrent de passer les yeux sur celle qui avoit été faite ci-devant à Saumur, & d'y ajoûter les décisions du dernier Synode de Loudun, estimans que par là ils la rendroient plus parfaite que toutes les autres, & par conséquent de meilleur débit: car ils croyoient que l'édition de Saumur étoit la moins fautive, comme ayant été conduite par une personne de très-grand mérite, & se persuadoient qu'il ne lui manquoit que cette addition des Arrestez du dernier Synode,

pour la rendre accomplie. Je ne crus pas leur devoir refuser un office de cette nature, qui pouvoit même servir en quelque sorte au public de nos Eglises, au bien duquel je consacre très-volontiers l'Emploi du petit talent qu'il a plu à Dieu me départir. Mais je vois avoué que n'ayant pas encore jusques alors examiné & vérifié particulièrement les citations marginales des éditions précédentes, je fus grandement surpris, & même touché d'indignation, quand je commençai à reconnoître le désordre étrange, & les fautes signalées qui s'y rencontrent. Je remarquai aussi-tôt que ce n'étoit que de misérables lambeaux tirez de-çà de-là du recueil de nos Synodes Nationaux, sans aucun ordre, & bien souvent même selon les intérêts & autres motifs particuliers de ceux qui y avoient mis la main; qu'ils avoient obmis les principales & plus importantes Décisions; qu'ils en alleguent, qui ont été depuis corrigées, sans faire aucune mention des Arrestez postérieurs où elles ont été changées: ce qui peut donner lieu à des fautes signalées dans la pratique de la Discipline: qu'il y a diverses Décisions mises hors de leur place: qu'il y a des choses répétées inutilement sur des articles qui se suivent immédiatement, & quelque fois sur un même article: & que par un grand défaut de prudence & de charité, on nomme souvent les personnes, les Consistoires, les Colloques, & les Synodes Provinciaux qui ont été censurés dans les Nationaux, pour avoir violé les réglemens, ou n'en avoir pas été assez religieux observateurs: ce qui tend à publier & éterniser quelques légères fautes, qui ont été aussi-tôt corrigées par ces exhortations fraternelles, ou qui donne un sensible déplaisir à ces Compagnies, & aux familles entières dont les particuliers ainsi censurés ont été membres.

Je confesse qu'un objet si confus & si embrouillé, capable de rebuter beaucoup de ceux-là même qui ont plus de lumière & d'intelligence que moi, me découragea d'abord, & me fit quitter la pensée d'y mettre la main, par le sentiment de ma faiblesse pour un ouvrage de telle importance; mais enfin me voyant sollicité puissamment par les prières réitérées de ceux qui s'étoient premièrement adressés à moi; encouragé par le conseil de quelques personnes considérables, qui m'assureoient qu'elles connoissoient mieux ce que je pouvois en cela que moi-même: & finalement vaincu par le desir ardent que j'ai toujours eu de contribuer quelque chose de ma part au bien & à l'édification de nos Eglises; j'entrepris ce travail, sous l'espérance que Dieu, à la gloire duquel je le raporte entièrement, me favoriseroit du secours de sa grace.

Mais si tôt que je fus entré dans cette carrière, je rencontrai des difficultés plus grandes, & des obstacles plus difficiles à surmonter que ceux que j'avois déjà résolu de franchir: C'est que n'étant pas pourveu d'exem-
plaires

DE M. D'HUISSIAU.

plaires de nos Synodes Nationaux qui fussent corrects ; celui sur lequel je travaillai d'abord étant très-défectueux & imparfait ; jusques-là qu'il y a tel Synode dont il ne raporte pas le tiers des Décisions : Il me fallut commencer par la révision, la comparaison & correction de quelques Exemplaires de tous nos Synodes ; ce qui ne s'est pû faire si exactement qu'il n'y ait quelque chose à dire, faute d'un Original, ou d'un Exemplaire très-correct, qui auroit sans doute rendu cet ouvrage plus complet.

Cependant ayant encore surmonté ces nouvelles difficultés, voici comme j'ai disposé mes Observations sur cette Discipline, tirées du corps de nos Synodes Nationaux. D'abord je recherche l'origine de chaque Article, pour sçavoir quel Synode l'a dressé, ou lui a donné son fondement : afin que chacun voye en quel tems à peu-près on a pensé aux choses particulières, qui regardent notre gouvernement Ecclesiastique. Après cela je remarque toutes les corrections, changemens ou additions qui y ont été faites par les Synodes suivans. En suite je raporte les actes des Synodes qui confirment, qui recommandent, ou qui éclaircissent plus particulièrement lesdits Articles, & même ceux qui censurent les contrevenans, sans les nommer pourtant en particulier, pour faire voir simplement quelle considération les Synodes ont fait des reglemens de notre Discipline, & non pour taxer aucun ; afin qu'ainsi voulant servir au public, je n'offense aucun particulier. J'y ajoute enfin en quelques endroits, mais très-rarement, quelques reflexions particulieres que j'ai crû necessaires, pour faire connoître l'importance des sujets qui se rencontrent, & rendre raison de quelques changemens qui se sont faits. Je croi devoir encore vous avertir que je n'ai pas voulu de mon chef corriger le texte ancien de la Discipline en quelques endroits, bien que les Synodes y aient apporté quelque changement ; me contentant de rapporter les termes desdits Synodes dans les Observations, comme cela se voit en l'article 53. du chap. I. estimant qu'il faut laisser cela à quelque édition autorisée ; veu du tout qu'en ceci mon procédé ne porte aucun prejudice.

Après toutes ces veilles & fatigues de cabinet, la première démarche que je fis, avant que de produire chose aucune en public, ce fut de communiquer mon dessein, selon l'ordre de cette même Discipline, au Consistoire de l'Eglise, laquelle je sers, qui loua la pensée que j'avois, m'exhorta à continuer, & cependant remit le jugement definitif de cette affaire au Synode de notre Province qui se devoit tenir peu de tems après. Cette Assemblée donc convoquée en cette ville, ayant appris ce qui se passoit sur ce fait, soucrivit aux louanges qu'il avoit pû au Consistoire de me donner : mais afin que la piece fust plus Authentique, & plus conforme, entant qu'il se pouvoit, aux intentions du Synode National, elle

me donna avis de communiquer mon travail aux Eglises qui avoient été nommées par ledit Synode dernier, & de plus aux Examineurs de la Province, & même à Messieurs mes Collegues. Mais lesdites Eglises, auxquelles je m'adressai par ordre de nôtre Synode, me témoignèrent que leur commission étoit limitée à la personne désignée par le dernier Synode National : & ainsi que ce seroit passer au de-là de leur pouvoir, d'autoriser en vertu d'une telle commission l'ouvrage d'un autre, que celui qui étoit spécifié dans l'Acte du Synode, qui la leur auroit donnée. Je me vis donc ainsi réduit aux termes de n'attendre autre avis que ceux de nos Examineurs, & desdits Sieurs mes très-honorez Collegues, qui aussi m'ont assisté de leurs prudens conseils, dont j'ai fait toute la considération possible.

J'eusse pû, en me contentant de fournir simplement aux Imprimeurs ce qui manquoit aux éditions précédentes, laisser rouler la Presse, sans autres précautions; puisque ce n'étoit pas un livre nouveau; mais seulement la reveüe d'un qui a déjà été imprimé trois fois. Mais je suis trop religieux observateur de l'ordre, sur tout en une occasion où il est question de le faire valoir par la publication de son fondement, qui est cette Discipline, pour le negliger, quoi qu'en une rencontre je m'en pouvois impunément dispenser. Et bien que j'aye estimé de rendre par ce moyen cette Edition plus fructueuse que les précédentes; je ne prétends pas néanmoins qu'elle apporte aucun préjudice aux exactes Observations, & aux louables travaux de quelques-uns de vous sur ce même sujet; ou même de ceux qui pourroient cy-après y vaquer en l'autorité de quelque Synode National, selon les intentions qu'il a fait paroître en son dernier acte sur ce fait. Car celui à qui il avoit donné cet ordre étant dé-cédé avant l'exécution; le Synode retourne dans les mêmes termes où il étoit auparavant, & rentre en plein droit de disposer de cette commission en faveur de qui il lui plaira, & qu'il jugera le plus capable de s'acquitter d'une telle charge: Et si quelqu'un étoit entre nous si téméraire que de vouloir débiter son labeur particulier sur cette Discipline, à la faveur d'une telle commission, il meriteroit un grand blâme. Ainsi donc cette Edition ne doit être proprement prise que comme une simple correction des precedentes, & pour un petit service que j'ai taché de rendre à nos Eglises, en attendant quelque autre Edition plus accomplie, & mieux autorisée: Car il faut que nous contribuions tous quelque chose à la structure de ce saint Tabernacle, où Dieu habite par son saint Esprit, & opere par sa grace. Plusieurs d'entre vous y apportent l'or & les pierres de leurs doctes écrits, ou pour l'éclaircissement des Oracles sacrez, ou pour la decision des Controverses, tels que sont ceux qu'on a veu paroître encore

encore depuis quelques années à la gloire de nôtre commun Maître, à l'édification de ses Troupeaux, au maintien de la verité, à la confusion de l'erreur, & à l'honneur de leurs Auteurs. Pour moi qui n'y apporte que quelque peu de bois, de fil, & de laine, j'espère de la bonté de Dieu que mon Offrande sera acceptable parce qu'elle est franche & volontaire; même qu'elle est aucunement proportionnée à mes forces, petites d'elles-mêmes, mais encore de beaucoup affoiblies par les grandes épreuves auxquelles il a plu à Dieu de m'exposer & dont plusieurs d'entre vous ont bonne connoissance.

Je sçai que quelques feüilles de cet ouvrage ayant été portées en divers lieux, & étant tombées en diverses mains, on en a fait des jugemens divers, & quelques-uns ayant observé des choses qu'ils ont estimé demander quelque correction, je croi qu'il sera à propos de les satisfaire en cet endroit, puis que l'humilité Chrétienne nous appelle à recevoir avec respect tous les charitables avis qu'on nous donne, & satisfaire à chacun en toute modestie. Il y en a donc qui estiment que je particularise trop certaines choses qu'ils tiennent inutiles, & que c'est être trop exact de remarquer jusques aux lieux & aux tems précis auxquels se sont faits les moindres changemens de quelques termes de ces Articles. J'avoue que si cette Discipline ne devoit être maniée que du peuple pour la direction de ses mœurs & de sa vie, cela pourroit sembler trop scrupuleux: mais cet ouvrage doit servir aux Ministres & aux autres qui sont appelez au gouvernement de l'Eglise, & qui par consequent ne sauroient trop exactement rechercher toutes les circonstances de la loi qui leur sert de règle; afin qu'approfondissant les choses de la sorte, ils en connoissent plus parfaitement la nature & le genie. D'autres estiment qu'au moins il ne falloit pas tant insister sur les Décisions des premiers Synodes; où cette Discipline n'étant pas encore si bien digérée qu'elle a été depuis, il s'y rencontre diverses particularitez qui paroissent un peu creuës, & qui ne s'accroissent pas assez bien au gout des esprits de ce tems: Que même la plûpart de ces choses ayant été reformées par les Synodes suivans, il sembloit plus à propos de se contenter des Décisions, qui sont proprement la règle que nous avons à suivre. Pour moi je suis d'un sentiment bien different, n'y ayant rien qui me satisfasse davantage dans l'examen des choses qui me touchent particulièrement, que d'en voir l'origine, les progrès, & les changemens qui leur sont arrivez: Nous jugeons bien mieux des qualitez de ces hommes illustres dont on nous écrit la vie, quand on nous fait remonter jusqu'à leur âge le plus tendre; & c'est un plaisir sensible de considérer les premieres démarches de leur vertu, & voir qu'ayant commencé par de si foibles efforts, elle s'est peu à peu fortifiée par le tems & par l'exercice. Bien que la

E P I T R E

perfection de nos arbres soit réservée à cette saison, j'ou l'on les voit chargés de fruits en état d'être recueillis: nous ne laissons pas de les visiter avec plaisir dans la saison de leurs fleurs, & même dès-lors qu'ils commencent à nouer leurs boutons, & allonger le tuyau de leurs feuilles. Nous voyons dans ces commencemens de nôtre Reformation les louables efforts de nos premiers Réformateurs, qui ne pouvant pas prévoir tout ce qui auroit pû arriver, & donner lieu à quelque correction, ou éclaircissement de leurs Reglemens, en dressioient, qui dans leur simplicité & naïveté font paroître combien cette Société étoit innocente: l'ardeur de son zèle, & la pureté de ses mœurs n'exigeant pas encore toutes ces loix, & ne demandant pas toutes les précautions qu'on a été obligé d'y apporter depuis. Je la regarde donc, cette sainte Société, dans ses premières allures, comme je fais l'ancienne Eglise du tems de ces bons Patriarches, qui vivoient au milieu de leurs familles dans une si grande simplicité, que la seule volonté d'un père & son exemple faisoit toute la Discipline de sa maison, & on ne voyoit point alors tant de dereglemens, & tant de licence qu'on vit depuis, dans les tems mêmes auxquels le peuple avoit reçu ce grand Corps de loix & d'ordonnances, que Dieu leur donna par le Ministère de Moÿse. Plût à Dieu que nos mœurs fussent aussi réglées qu'étoient celles de nos Pères dans les commencemens de nôtre Reformation, nous fallût-il retourner à nos principes, & reprendre nôtre première Discipline si nue & si succincte qu'elle ne renfermoit que quarante petits articles, au lieu de celle que nous avons maintenant, qui en quatorze Chapitres renferme deux cens vingt-deux Articles, & bien plus amples que les premiers. J'ajouterai à cela que je ne me pouvois plus dispenser de bonne grace de rapporter ces premières Décisions, puis que plusieurs en avoient déjà été publiées par les précédentes Editions, & particulièrement par celles que nos adversaires ont mises au jour avec leurs censures: si bien, quel l'effet qui en pouvoit naître dans les esprits étant déjà produit, on auroit encore pû blâmer cette Edition comme defectueuse, si j'avois omis ce qui se trouve dans les autres, ou croire que si je l'eusse fait à dessein, j'aurois improuvé de mon chef la conduite & les pensées des premiers fondateurs de nôtre Discipline, de quoi je suis très-éloigné.

On dit aussi que sur les Articles où les Synodes ont varié, établissant une chose en un tems, & puis autorisant la pratique contraire en un autre, comme cela se voit spécialement sur l'Article 5. du Chapitre des Mariages, je me devois abstenir de rapporter si exactement toutes les Décisions de chacun des Synodes qui ont touché à cet Article, & m'arrêter simplement à la dernière de toutes, puis que c'est celle qui nous doit régler à présent, & que cela ne sert qu'à nous exposer au blâme d'inconstance; veu
que

que comme quand on change si souvent de route, c'est un indice qu'on n'est pas assuré d'être dans le bon chemin; ainsi c'est une marque qu'on n'a pas trouvé la vérité, quand on passe si frequemment d'un sentiment à un'autre. Or comme c'est ici la plus plausible objection qui se puisse faire contre cette Edition: Il faut que je fasse voir la foiblesse de son fondement, & que justifiant ainsi mon procédé, j'obtienne l'approbation de toutes personnes non préoccupées. Je confesse que s'il étoit question des Articles de la Doctrine, cette remarque auroit de la force; quoi qu'il soit même de la générosité & de la conscience d'un chacun de reconnoître ses fautes, se retracter ouvertement, & renoncer à ses erreurs, si-tôt qu'on en est convaincu, à l'imitation d'une des plus grandes lumières de l'Eglise: mais quant à la Discipline, qui n'est que le recueil des Réglemens qui se font selon les circonstances des choses qui arrivent, & que souvent ce sont les plus grands dérèglemens qui donnent lieu aux meilleures loix; je ne voi pas qu'il y ait sujet de blâmer d'inconstance & de légèreté ceux, qui étant établis pour leur conservation les changent selon l'exigence des cas, & s'accoutument ainsi dans l'administration de leurs charges à ce qui est du bien de la Société dont ils ont le gouvernement en main. Nos premiers Réformateurs n'ont pas appréhendé ce blâme; puis qu'ils ont clos, comme j'ai dit, cette Discipline par un article qui porte expressement, *que tous les Articles qui y sont contenus, ne sont point tellement arrêtés entr'eux, que si l'utilité le requiert, ils ne puissent être changez.* Et pour ne rien dire de ce qui se pratique à cet égard en tous les États les mieux policez, où l'on n'a jamais trouvé mauvais les changemens faits selon la nécessité des Loix & Ordonnances de l'Etat, & des Edits & Déclarations du Prince: Comme l'on ne blâme pas un habile Architecte, pour lui voir souvent remuer la pierre qu'il pose, l'approchant & la reculant, la haussant & la baissant, selon quel l'avertit l'application qu'il lui fait de sa règle & de son niveau. C'a été aussi la pratique ordinaire de l'Eglise; elle demeure ferme & constante dans les Articles de la Foi; mais elle ne fait point de scrupule de changer ceux de la Discipline, selon que les conjonctures le requierent: Veu que suivant le dire de S. Augustin sur ce sujet, *la diversité des maladies oblige à employer des remèdes differens à la guérison des malades. Ep. 90.* Et c'est en ce sens que Tertullien a dit, *que la règle de la Foi est toujours une, & est seule immuable, & non sujette à être réformée: mais cette règle de la Foi demeurant ferme & constante, les autres choses qui regardent la Discipline souffrent bien quelque nouvelle correction, de Vel. Virg. c. 1.* De sorte que bien loin de blâmer une pratique si salutaire, on la doit regarder comme un louable effet des soins & de la vigilance de ceux qui ont la conduite de l'Eglise, & qu'ainsi ceux qui publient

blient leur franchise en cet endroit, ne font aucun préjudice à la mémoire de ces grands hommes.

Ces difficultez ayant été ainsi levées, je ne croi pas me devoir mettre en peine de répondre à deux sortes de personnes qui demandent en cette édition des choses toutes contraires: les uns témoignent qu'ils eussent désiré que j'eusse fait plus de reflexions particulières que je n'ai fait sur les principales matières de cette Discipline: les autres au contraire disent qu'ils ne demandent que le pur & simple raport des Décisions des Synodes, & qu'on laisse la liberté à chacun d'y faire telles reflexions que bon lui semblera: & que vouloir déclarer son sentiment sur ces matières, c'est vouloir faire passer des opinions particulières à la faveur de l'autorité publique. Mais je croi avoir suivi un temperament capable de satisfaire aux uns & aux autres: En ce que si d'un côté je n'ai pas crû me devoir dispenser de faire quelques remarques dans des occasions, que j'ai estimées importantes: ce n'a été que très-rarement, & avec une telle retenue, que je ne me saurois persuader qu'aucun s'en puisse raisonnablement offenser, & croire que j'aye voulu interposer avec temerité mon jugement en des choses qui dépendent absolument de celui du public.

Il faudroit peut-être que je disse ici quelque chose des reproches outrageux, que font à nôtre Discipline ceux de nos averfaires qui l'ont fait imprimer à Paris, savoir le dèffunct sieur Verron, & quelques autres: mais je croi que cela seroit aucunement superflu; car que doit-on attendre de la part de ceux-là à qui toutes nos actions & toutes nos demarches sont odieuses, qui condamnent en nous les choses les plus innocentes, & veulent faire passer pour criminel tout ce qu'en d'autres personnes ils exaltent davantage? Ce que nous disons après les Peres de l'Eglise, est un blasphème en nôtre bouche, & un oracle en la leur: Ce que nous pratiquons à leur imitation dans la conduite de l'Eglise, est admirable en eux, mais abominable en nous: comme si nos yeux & nos mains étoient capables de souiller generalement tout ce que nous voyons & manions. Que diroit on de gens qui soutiennent que de tous les Reglemens de nôtre Discipline, il n'y en a pas un qui ait son fondement en l'Ecriture sainte, ni en termes exprès, ni en conséquences suffisantes? Qui nous accusent d'être des Conducteurs aveugles: qui nous mettent au rang de ceux, *qui coulent le moucheron & engloutissent le Chameau. Matth. 23. 24.* Parce que nous defendons les Dances, les Comedies, les jeux de Cartes, & autres divertissemens de cette nature, contre lesquels les Peres même, dont on parle tant, ont si souvent declamé: pendant que nous maintenons avec l'Apôtre, que le *Mariage est honorable entre tous, & la couche sans macule: mais que Dieu jugera les paillards & les adultères. Heb. 13. 4.* D'où nous infè-

inferons que c'est à tort que l'on oblige une infinité de personnes, par le vœu du célibat, à renoncer à un état, qui remédie aux désordres que l'Apôtre a condamné. Que diroit on du raisonnement de ces gens, qui de ce que nous disons dans notre Confession de Foi, qui est le recueil de notre Doctrine, que *nous rejettons toutes inventions humaines, & toutes Loix qu'on voudroit introduire, sous ombre du service de Dieu*, inferent que donc on doit rejeter tout ce que prescrit notre Discipline, puis qu'elle ne contient que des inventions des hommes, comme s'il n'y avoit pas toute différence entre la Doctrine, dont nous avons toutes les Décisions distinctement portées par la Parole de Dieu, & la Discipline, qui n'est fondée que sur quelques regles générales contenues dans les saints Ecrits, comme est celle de *faire toutes choses avec ordre & bien-séance*: La liberté du détail de cet ordre étant laissée à l'Eglise, pour en user comme elle le jugera à propos, & avec prudence, selon la circonstance des lieux, des tems, & des personnes: Mais cela suffit pour vous faire connoître de quel esprit sont portez ces Messieurs, quand il est question des choses qui nous concernent. Et comme la passion qu'ils ont contre nous, ne nous doit aucunement ralentir la charité que nous devons avoir pour eux, elle ne doit pas aussi diminuer le respect & la vénération que nous devons avoir pour cette sacrée regle de notre conduite.

Laisant donc à part ceux de dehors, sur qui nous n'avons aucune juridiction, regardons de près à notre devoir en ce qui concerne la pratique de cette sainte Discipline. Elle nous a été confiée par nos Peres, qui nous en ont établis les Dépositaires publics, & nous ont chargez de son administration. Nous ne sommes pas seulement sujets à ses ordres, comme tous ceux de notre Profession; nous devons encore conduire les autres par ses Reglemens, faire valoir son autorité à leur égard, & employer ses censures contre les refractaires. Et je ne voi point de meilleur moyen de réussir dans un si louable devoir, que de leur servir de modèle dans cette pratique, & porter devant eux le flambeau d'une vie sainte & innocente: Il faut qu'en nos personnes tous ces Reglemens deviennent des Exemples, & que cette Discipline, qui est morte sur le papier, paroisse vivante & agissante dans nos mœurs. Jamais un Pere de famille ne reglera mieux sa maison, que lors qu'il en commencera la Reformation par lui-même, autrement nous encourrions les reproches que S. Paul fait à ceux qui paroissent si ardens zelateurs de la Loi de Moïse. *Rom. 2. Tu as (dit-il) le parfait modele de la connoissance & de la verité: mais en instruisant les autres, tu ne te corriges point toy-même: En exhortant les*

autres à fuir le larcin, tu ne fais point de difficulté de ravir le bien d'autrui. Tu maintiens selon ta Loi, qu'on ne doit point souiller la couche du prochain, & tu te pollues d'adultères. Tu fais profession d'avoir en abomination les Idoles, & tu commets des sacrilèges. En un mot, tu te glorifies d'avoir une Discipline toute sainte, & tu deshonores Dieu par la transgression de ta propre Discipline ! ô que celui qui sçait la volonté de son Maître, & ne la pratique point, sera bien plus rudement traité, que celui qui en obmet l'observation faute de connoissance ; & que je prise bien plus un simple laboureur qui vit d'une façon réglée, sans savoir si particulièrement les Articles de la Discipline, qu'un Ministre qui sçait jusques aux moindres Décisions des Synodes sur chacun de ces Articles, duquel cependant la vie est tout-à-fait irrégulière. La speculation de cette règle est bien moins difficile, & moins à craindre que n'en est le maniment. Chacun peut dire son sentiment de ces Ordres, mais peu réussissent dans la pratique. Or c'est là le principal de notre Charge ; nous ne sommes pas seulement appelez à être la lumière du monde par la publication d'une pure doctrine, mais aussi à être le sel de la terre par une vie sainte, & des mœurs exemplaires. Il ne faut pas apporter dans notre Ministère de simples paroles, ou tout au plus des desirs infructueux, (comme a fort bien dit quelqu'un de notre tems sur un autre sujet) il faut mettre la main à l'œuvre, & payer même s'il est besoin de sa personne, & de sa vie. Et si par lâcheté ou negligence nous laissons rouiller cette épée dans son fourreau, & que nous ne l'employons à propos, elle doit être employée contre nous mêmes, sur qui doivent être lancez les foudres les plus redoutables de ces censures. Et ce qu'il y a de plus terrible en ce fait, c'est que nous avons à rendre conte à celui qui fonde nos reins & voit jusques au fonds de nos cœurs. Nous sommes même dès à présent responsables au public de notre conduite en cet égard. Ceux de dehors y cherchent occasion de nous blâmer, & rendre notre Police absurde, & ridicule : Au dedans il y a des Esprits intraitables, qui ne se pouvant assujettir à l'ordre, le condamnent pour avoir lieu d'excuse : Ceux-là même qui ont plus de docilité, ne peuvent empêcher quelquefois de syndiquer nos Reglemens, & improuver notre exactitude dans leur observation. Ils disent que nos Loix sont trop sévères, sur tout en un siècle qui n'est pas si rigide que celui de nos Peres, que les défauts sont changez en habitudes, qu'il faut user de support où il n'y a plus lieu d'amendement, dissimuler avec prudence ce qui ne peut être corrigé, user de remèdes palliatifs, quand les playes ne se peuvent plus guerir. Que c'est un étrange con-

contre-tems de vouloir se defigurer le visage aux Fêtes publiques, & au milieu des festins les plus innocens : Comme si la Police Chrétienne devoit être sujette au caprice des particuliers, & à l'inconstance des peuples, aussi bien que celle des Etats de la terre, & que le torrent de la coutume dût entraîner l'Eglise avec le reste du monde; Ha! qu'il est difficile de garder mesure, & suivre toujours une même route entre tant de vents & si differens. Mais si nous voulons cingler avec succez en une mer où regnent l'inconstance & l'agitation, tournons nos yeux vers le Ciel, & ayons pour guide l'Astre favorable qui nous regarde: Il éclaire jour & nuit, & perce en faveur des siens tous les nuages qui interceptent sa lumière aux autres; Il nous découvre la route qu'il nous faut tenir : Et si nous ne regardons qu'à l'acquit de notre devoir, & à plaire plutôt à notre Souverain, qu'aux plus vils d'entre ses sujets: tous nos ennuis seront bien-tôt dissipés, la contradiction des hommes fera plutôt le sujet de notre compassion, que celui de notre chagrin; nous trouverons de la gloire en ce qui abbat les autres; & après tout, sachans que c'est la cause de Dieu que nous maintenons, & que selon le dire de notre grand Maître, *quiconque nous rejette le rejette*; nous lui laisserons la défense de ses propres intérêts; nous contentant de les maintenir de notre part avec une douceur & débonnairété vraiment Chrétienne, & avec cette sainte complaisance tant recommandée, & si bien pratiquée par le grand Apôtre des Gentils; attendant le fruit de notre esperance & de nos labeurs; de celui seul qui en est le témoin irréprochable, & qui en sera le Juge équitable.

Pour la fin, benissons Dieu du profond de nos cœurs, de ce que par les soins de son admirable Providence nous avons obtenu une Régle si accomplie de notre devoir; de ce que par la merveille de sa puissance elle a passé jusques à nous à travers tant d'oppositions & de contradictions; & sur tout de ce que nous avons l'avantage de nous en pouvoir servir avec liberté. Ne nous rendons pas indignes de cette faveur par la negligence, & le mépris d'une si seure adresse; mais n'oublions pas aussi dans les mouvemens de notre reconnoissance ce que nous devons à ce sacré Organe duquel Dieu se sert pour nous procurer & affermir cette liberté, & nous faire sentir les effets de sa Divine Protection; j'entends le glorieux Monarque que Dieu nous a donné comme par un effet miraculeux de ses favorables inclinations envers cet Etat. Espandons sans cesse nos vœux & nos larmes, pour obtenir du Ciel la conservation de sa personne sacrée, le succez de ses grandes & généreuses entreprises, la bénédiction abondante de sa mai-

E P I T R E &c.

son Royale, & la paix & prosperité de ce grand Etat que Dieu a soumis à son sceptre. Faisons lui connoître par une prompte obeïssance à ses volonte, & par la sincerité de nos services, que nous avons une Discipline, qui ne nous oblige pas seulement à craindre Dieu, mais aussi nous engage à honorer le Roi qui porte l'Image de Dieu en terre, & à nous soumettre franchement à tous ceux qu'il lui plaît établir sur nous pour le gouvernement, pour la justice & la police. Et qu'ainsi nous attirions de plus en plus les graces de Dieu sur nos personnes, & sur les Troupeaux qui sont commis à nos soins; & que transmettant à nôtre posterité le sacré dépôt de cette Discipline, aussi pur que nous l'avons reçu de nos Peres, nous puissions rendre un bon compte de nôtre administration à celui qui nous a donné charge de la faire valoir à sa gloire, & au bien de son Eglise. Ce sont les vœus ardens & continuels de celui qui se qualifie en toute sincerité,

Messieurs & très-honorez Frères,

A Saumur, le 30.
Avril 1666.

Votre très-humble, & très-obeïssant
Serviteur, & Frère au Seigneur,
D'HUISSIAU.

P R E F A C E

DE M. LARROQUE.

CE que sont les Loix dans un Etat, cela même sont les Canons dans l'Eglise; Toutes les Societez des hommes, tant Politiques qu'Ecclesiastiques, ont toujours eu besoin de quelques Réglemens pour la conduite de ceux qui les composent, & pour parvenir sous leur adresse au but qu'on se propose, qui est la douceur de la vie, avec le repos de la conscience, & la tranquillité de l'esprit. L'homme se devoit porter volontairement de lui-même à l'obéissance de ces Loix, dans la seule vûe du plaisir qu'il y a de faire son devoir, & de la consolation qu'on rencontre dans la pratique de la vertu: outre que de là dépend le bon-heur que tout le monde cherche, mais que tout le monde ne trouve pas, parce qu'il le cherche mal: Cependant de la manière dont nous sommes faits, il faut que d'autres motifs nous pousse, & que d'autres principes nous fassent agir; ces motifs sont la crainte de la peine & l'espérance de la récompense, les deux grands ressorts qui donnent le branle, s'il faut ainsi dire, à tout l'Univers, & qui engagent puissamment les hommes à fuir le mal & à faire le bien: Les Législateurs aussi les ont employez dans le monde, les Apôtres & leurs Successeurs dans l'Eglise; & Dieu même s'en est servi envers le premier Homme, lui promettant la vie & l'Immortalité, s'il lui étoit toujours fidèle & obéissant, & le menaçant au contraire de la mort s'il étoit si mal-heureux que de négliger l'exécution de ses ordres, & de violer la sainteté de ses Loix; *dès le jour que tu mangeras* Gen. 2. 17. *de l'arbre de Science de bien & de mal, tu mourras de mort.*

L'homme étant une créature raisonnable, il étoit convenable à la sagesse de Dieu de lui donner des Loix pour lui servir de guide & d'adresse durant tout le cours de sa vie; c'est pourquoi il ne l'eût pas plutôt créé qu'il écrivit dans son cœur ces enseignemens que nous appellons le droit naturel, dont l'exercice devoit faire sa joie & son repos; de sorte que s'il eût toujours perseveré dans son innocence, il n'eût pas eu besoin de Juges ni de leurs Tribunaux, sa conscience lui auroit tenu lieu de tout, les conseils en auroient toujours été salutaires, les jugemens justes & droits, & toutes ses Ordonnances auroient abouti à la pratique de cette maxime importante du Fils de Dieu, qu'il a puisée dans les sources mêmes de la nature; *de ne pas faire aux autres ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fit.*

Mais le péché ayant troublé cette juste économie & obscurci les lumières qui l'accompagnoient, toutes ces instructions de la nature ont été sans force, & ces enseignemens sans vertu; Il est pourtant vrai que Dieu conserva dans l'homme après sa chute, ou du moins qu'il y excita de nouveau par l'efficace de sa Providence quelques tristes restes de cette belle & pure lumière dont l'entendement avoit été illuminé en partant immédiatement de sa main; & c'est de là que sont venues à tous les peuples ces notions communes & générales, qu'il y a un Dieu, qu'il gouverne toutes choses, qu'il punit les coupables, & qu'il récompense les bons, que l'honneur est une Loi qui a lieu parmi tous

les hommes, & qu'il ne le faut pas simplement concevoir comme immortel & bienheureux, mais aussi comme amateur des hommes, de la conduite desquels il prend un soin particulier en leur faisant du bien tous les jours; ce fut par là que les habitants de l'Isle de Malthe conclurent que saint Paul étoit un meurtrier, quand ils virent qu'une vipère avoit saisi sa main, & là dessus ils prononcèrent que la vengeance du Ciel le poursuivoit, & qu'elle ne lui permettoit pas de vivre plus long tems; c'est encore de ce même principe que procédoit la connoissance que l'Apôtre attribuoit aux Gentils, quand il dit; les

Act. 28. Gentils qui n'ont point de loi, sont naturellement les choses qui sont de la loi, & n'ayant point la loi, ils se tiennent lieu de loi à eux-mêmes. Ils montrent que l'œuvre de la loi est écrite dans leurs cœurs, leur conscience leur rendant témoignage, & leurs pensées s'accusant, ou aussi s'excusant entr'elles.

Rom. 2. 14.
15.

Mais après tout, le péché ayant presque éteint toutes les lumières de la nature, & rendu inutiles toutes ses instructions, Dieu fut obligé d'en renouveler la connoissance par la publication de sa Loi, qui contient en substance les mêmes préceptes que ceux que Dieu avoit gravez au commencement dans le cœur de l'homme; & parce que plus la corruption est grande, plus il faut multiplier les Loix, pour en reprimer l'impetuosité & la violence, & pour en arrêter le débordement & l'excès, Dieu qui connoissoit le génie du peuple des Juifs, qui étoit un peuple de col roide & incirconcis de cœur, comme parle l'Ecriture, un peuple enclin à la désobéissance & à la rébellion; Dieu dis-je ne se contenta pas de la publication de sa Loi Morale, il y joignit les Loix Cérémonielles & Politiques, afin que les Israélites fussent retenus plus facilement dans leur devoir sous le joug pèsant de cette sévère Discipline.

Dela il s'ensuit par la règle des contraires, que plus la sanctification est avancée, & moins on a besoin de Loix, ce qui faisoit dire à saint Paul que la loi n'est pas donnée pour le juste, mais pour les injustes & les incorrigibles. Les premiers Chrétiens n'avoient que très peu de Décisions & de Decrets dans leur Discipline; parce qu'étant pleins de piété & de zèle, & que travaillant avec une application incroyable à l'œuvre de leur sanctification, ils agissoient d'eux-mêmes conformément à la nature de l'Evangile & à l'intention de Jesus-Christ, & pratiquant avec soin cette maxime de l'Apôtre que toutes choses se doivent faire honnêtement & par orare dans l'Eglise de Dieu: Ils suivoient avec plaisir les divins mouvemens de la grace, & les inspirations de cet Esprit saint que Dieu avoit répandu si libéralement & en si grande mesure sur son Eglise dans le premier établissement de la Religion Chrétienne; car pour les Canons qu'on attribue aux Apôtres, & pour les Constitutions qui portent aussi leur nom, ce sont des pièces qui furent forgées dans les Siècles suivans, & après que ce nouveau Peuple eut commencé de dégénérer de la première ardeur de son zèle, & qu'il eut donné quelque atteinte à l'innocence de sa vie, & à la pureté de ses mœurs; & comme la corruption s'augmenta insensiblement, on vit croître aussi le nombre des Canons & des Ordonnances; car il arrive d'ordinaire que les mauvaises actions multiplient les bonnes Loix, sans lesquelles il seroit impossible de remédier à tous les désordres & à tous les scandales, que la licence introduit par tout où elle règne, & où les pechez demeurent impunis.

Il est arrivé quelque chose de semblable dans notre Réformation, qui a eu beaucoup de rapport avec le premier établissement du Christianisme : Car on peut dire que par une grace particulière du Ciel, les premiers Réformez étoient si saints en leur vie, si purs en leur conversation, si sages en leur conduite, si modestes en leurs paroles, & si humbles en leurs actions, que toute leur étude & toute leur application ne tendoit qu'à la piété & à la vertu, sans qu'il fût nécessaire de les y porter par un grand nombre de Réglemens; aussi leur Discipline consistoit au commencement en quarante petits Articles qui furent dressés par le premier Synode National qui se tint à Paris l'an 1559. au lieu que celle que nous avons aujourd'hui en renferme en quatorze chapitres deux cens-vingt-deux, & bien plus amples & plus étendus que les premiers.

La raison de cette différence vient du changement qui arriva avec le tems en ceux qui vivoient dans notre Communion, & qui étoient membres de nos Eglises : s'ils eussent toujours marché sur les traces de leurs Ancestres, & qu'ils eussent été des portraits fidèles de leur innocence & de leur pureté, il ne leur eût fallu que très-peu de règles, parce que le seul désir de la vertu eût assaisonné toutes leurs démarches, animé tous leurs mouvemens, mortifié leurs passions & leurs convoitises, & allumé dans leur ame une divine flamme, qui eût élevé toutes leurs pensées de la terre au Ciel, & qui en les arrachant par un saint effort de l'amour des créatures, les eût attachés inséparablement à l'amour du Créateur.

Mais parce qu'il y a toujours de l'homme en l'homme, & que la chair ne l'emporte que trop souvent sur l'esprit, ils dégénérèrent peu à peu du zèle de leurs Pères, & leur piété tombant insensiblement dans une langueur extrême, ils se laissoient aller à plusieurs défauts, qui déshonoroient la sainteté de leur profession, & qui obligèrent les Conducteurs à augmenter de tems en tems le nombre de leurs Ordonnances, pour arrêter par l'autorité de ces Loix le cours de ces desordres, & pour faire tarir la source de ces déreglemens; en quoi ils imitèrent sagement la conduite des Anciens Pères, qui voyant un grand relâchement dans la morale des Chrétiens ajoûtoient à leurs Constitutions de nouveaux Décrets, à mesure que les péchez des hommes leur en presentoiient la matière & les occasions; sachant bien que c'étoit le véritable moyen de conserver dans toute sa pureté une Religion qui avoit été cimentée par le sang de Jesus-Christ, & consacrée par son Esprit.

Au fond, quelque étendue que puisse être aujourd'hui notre Discipline, & quelque accord que soit le nombre de ses Canons, j'ose dire que jamais Discipline ne fut plus sage, & qu'on n'a jamais vu de Police Ecclésiastique plus judicieusement faite que celle-là : si on prend la peine de la lire sans préoccupation, on demeurera d'accord de cette vérité, & à moins que d'être extrêmement prevenu à son désavantage, il faudra avouer que les reglemens en sont justes, que les constitutions en sont saintes, & que tous les decrets n'ont pour but que la gloire de Dieu, & la sainteté de ceux qui se soumettent à l'observation de ses Loix; toutes les parties de ce corps répondent les unes aux autres, elles marchent d'un pas égal, & concourent toutes à une même fin; la forme du gouvernement qu'elle prescrit est simple à la vérité, mais elle est Evangélique, l'ordre qu'elle veut qu'on suive est plein d'exacritude, & si la po-

P R E F A C E

police qu'elle établit est éloignée d'éclat & de pompe, elle est toute détrempée dans la justice & dans l'équité; en un mot tout y a été arrêté avec un esprit de charité & de douceur.

Après cela que blâmera-t-on en cette Discipline? Sera-ce l'établissement de ses Ministres? mais il en faut pour instruire les Peuples. Sera-ce la manière de leur établissement? mais elle est conforme à celle qu'on observoit dans la primitive Eglise. Sera-ce les qualitez qu'on désire en eux? mais ce sont celles-là même que saint Paul désire de ceux qui se consacrent au saint Ministère. Sera-ce les devoirs auxquels on les oblige? mais on suit encor en cela les préceptes de ce même Apôtre, puis qu'on les oblige à prêcher la Parole de Dieu, à administrer les Sacramens qu'il a institués, à vivre sans reproche, à être les modèles de leurs Troupeaux dans leurs paroles & dans leurs actions, à les édifier par leur Prédication & par leur exemple, sous peine de graves censures à ceux qui ne s'aquittent pas comme il faut de ces justes devoirs, jusqu'à suspendre & à déposer ceux qui commettent des fautes scandaleuses, & qui méritent la suspension ou la déposition.

Condamnera-t-on nos Ecoles? mais l'usage en est trop ancien & trop nécessaire: car il faut instruire les jeunes gens, & les élever avec soin, afin qu'ils puissent être un jour en la main de Dieu des organes propres pour la propagation de la vérité, & pour l'établissement du règne de son Fils.

Si l'on s'en prend à nos Consistoires, on sera voir qu'il y a eu dès le commencement en chaque Eglise un Sénat Ecclésiastique, qui prénoit connoissance de tout ce qui regardoit le bien & l'édification du Troupeau.

Si l'on en veut à nos Anciens Laïques Ecclésiastiques, nous justifierons que leur institution est presque aussi ancienne que l'établissement du Christianisme, & que la primitive Eglise s'en étant servie avec succès pendant plusieurs Siècles, nous nous en servons aussi fort utilement à son exemple.

Pour ce qui est des Diacres, tout le monde sait qu'ils ont été institués par les Apôtres, & parmi nous ils répondent très bien au dessein de leur institution, puis qu'ils ont soin des pauvres, & qu'ils leur distribuent les aumônes & les charitez des gens de bien comme leur véritable patrimoine.

Quant à l'union des Eglises, saint Paul témoigne assez de quelle importance elle est, lors qu'il nous exhorte de garder l'unité de l'esprit par le lien de la paix, & d'être un seul corps & un seul esprit, comme étant appelés à l'espérance d'une même vocation; les Anciens Docteurs n'ont rien recommandé avec plus de soin que cette sainte union, ni rien combattu avec plus d'ardeur & de zèle que les divisions & les schismes qui déchirent l'Eglise, & qui mettent en pièces la robe sans couture de notre Seigneur.

Nos Colloques ne sont proprement que des assemblées des Ministres & des Anciens d'une certaine classe ou détroit de pais, députés par leurs Eglises pour délibérer tous ensemble des affaires qui se présentent & qui concernent le repos & la consolation de ceux qui les envoient; de sorte qu'on ne sauroit les condamner, qu'on ne condamne en même tems les Synodes qu'on nomme Diocésains, avec lesquels ils n'ont pas peu de ressemblance.

Qui pourroit trouver à redire à nos Synodes Provinciaux & Nationaux, puis qu'ils sont fondés sur la pratique de l'ancienne Eglise, & sur l'autorité

et des Canons qui en recommandent si souvent la tenuë & la convocation.

Il faudroit être bien chagrin pour reprendre ce que nous faisons dans nos Assemblées, dont tous les saints exercices consistent en l'invocation du Nom de Dieu, au chant de ses loüanges, dans la Prédication de sa Parole, & dans l'administration de ses Sacremens.

Ces Sacremens étant les seaux de son Alliance, & les Symboles de nôtre Rédemption, on ne peut les célébrer avec trop de respect, ni apporter trop de révérence quand on les administre, & c'est ce respect & cette révérence qu'on a tâché d'inspirer parmi nous aux Fidèles, par les réglemens qu'on a faits touchant l'administration du saint Bâême, & la célébration de la sainte Eucharistie.

On n'a pas eu moins de soin de conserver la sainteté du Mariage, dont on a éloigné toute sorte d'impureté & de souillure, & rapporté toutes les précautions imaginables pour le rendre légitime.

Enfin par les avertissemens qui regardent les particuliers, on a fait connoître à toute la terre, qu'on n'a eu d'autre dessein que de former les Chrétiens à la piété & à la sanctification, & généralement à toutes les vertus qui sont dignes du nom qu'ils portent, & de la profession qu'ils font.

Voilà en substance toute nôtre Discipline, qui quelque innocente qu'elle soit n'a pas laissé de rencontrer des Aversaires, qui animez d'un esprit contraire à celui du Christianisme, l'ont décriée & la décrient encore tous les jours, déclament contre elle dans leurs chaires, tâchent de la rendre odieuse par les calomnies dont ils la noircissent, & par les reproches injustes qu'ils lui font; comme si ceux qui l'ont composée & qui l'ont réduite dans la forme où nous l'avons, n'avoient eu pour but que d'ouvrir la porte à la licence, de fomentier le vice, & d'autoriser les débauches & les excès: mais qu'ils disent ce qu'il leur plaira, Dieu, qui met en évidence les secrets des cœurs, sera le Juge de nôtre innocence, & couvrira un jour de confusion & de honte ceux qui nous déchirent si cruellement.

Je veux pourtant espérer de la bénédiction de sa grace, que la lecture de cet Ouvrage les désabusera, & qu'y remarquant une entière conformité entre nôtre Discipline & celle des Anciens Chrétiens, ils seront contraints de changer de langage, de peur qu'en condamnant l'une, il ne condamnent aussi l'autre: leur ressemblance est trop grande pour ne les pas approuver toutes deux. Il est vrai que pour appercevoir cette ressemblance, il faut consulter la conscience, imposer silence à ses passions, & se défaire des préjugés qui nous aveuglent, & qui troublent nôtre jugement, moyennant cela ils découvriront aisément cette conformité que je propose, & l'ayant découverte ils prononceront en nôtre faveur: car il n'y auroit point de justice à faire passer pour des blasphêmes dans nôtre bouche, ce qui passe pour des Oracles dans celle des Pères, non plus qu'à rejeter cette Règle de nôtre conduite, puis que c'est la même que la leur.

C'est ce que j'entreprends de faire voir dans ce Livre, & pour rendre la chose plus sensible, j'ai examiné depuis le commencement jusqu'à la fin tous les articles l'un après l'autre, afin qu'on ne crût pas que j'avois dessein d'éblouir les yeux des Lecteurs, en établissant une conformité trop vague & trop générale, & que pour sauver l'honneur de nôtre Discipline, je ne voulois pas descendre dans

P R E F A C E

le détail & dans le particulier. En effet la première chose que je fais, c'est de produire le texte de chaque article, je rapporte ensuite des Decrets des Conciles & des témoignages des Pères autant qu'il en faut pour justifier la ressemblance, dont il est question : de cet article, je passe à un autre, & je continue de la même manière jusqu'au dernier : Et je puis dire en bonne conscience que je n'ai usé dans ce travail de fraude ni d'artifice ; qu'on y verra regner par tout une grande simplicité, & si quelquefois on y désire plus d'art & plus d'adresse, je suis persuadé qu'on n'aura jamais sujet d'y désirer plus de fidélité : Parce que j'ai eu particulièrement en vûe de faire si bien ressembler ces deux Disciplines, & d'en représenter si naïvement les traits & les linéamens, qu'on pût prendre facilement l'une pour l'autre, comme il arrive assez souvent à des sœurs jumelles, & reconnoître dans la nôtre une fidèle copie du prototype & du véritable original.

Au reste j'avertis le Lecteur que pour en avoir usé comme je viens de dire, je ne me suis pas néanmoins assujéti à mettre en lettre de citation tout ce que j'allègue de l'antiquité, de peur que l'édition n'en fût disforme : Parce que tout l'Ouvrage n'est qu'un tissu continuel de Canons & de témoignages : C'est pourquoi je me suis contenté de le faire, lors que je l'ai crû nécessaire, & dans les lieux qui le demandoient absolument. Secondement, il doit être encore averti que je ne rapporte pas toujours les Décrets entiers, mais simplement ce qui fait au sujet que j'examine, réservant le reste pour l'éclaircissement de quelque autre article s'il y peut servir. Et enfin que dans les choses qui sautent aux yeux, & qui sont dans l'approbation de tout le monde, je ne me suis pas autrement scrupuleusement à citer par tout les propres termes des Auteurs, mais seulement le sens & la substance, ce que j'ai pourtant fait d'une telle manière, qu'on n'aura pas sujet de blâmer ma conduite, si on prend la peine de confronter aux Originaux ce que j'en transcris.

Bien que tout ce que j'ai écrit jusqu'ici dû être plus que suffisant, pour fermer la bouche à la calomnie, & pour justifier nôtre Police Ecclésiastique ; cependant il y a des esprits si chagrins & si mal tournez, & avec cela si mal prévenus contre nous, qu'ils font passer pour criminelles les choses les plus innocentes, & condamnent légèrement ce qui est digne de l'estime & de l'amour des honnêtes gens ; par exemple, si nous défendons les Danses, les Comédies, les Jeux de hazard, les Momeries, les licences du Mardi gras, & autres divertissemens de cette nature, ils disent que nous sommes des Conducteurs aveugles, & ils nous comparent injurieusement à ces hypocrites de l'Evangile à qui Jesus-Christ reproche *qu'ils content le moucheron, & qu'ils engloissent le chameau* ; sans considérer qu'en agissant de cette manière ils ternissent la gloire des saints Pères, qui ont déclamé si hautement contre les mêmes choses, & appliqué de rudes censures à tous ceux qui s'adonnaient à ces divertissemens mondains ; si la préoccupation ne les aveugloit, ils tiendroient un autre langage, & ils inféreroient de la sévérité de ces Loix, que ceux qui les ont faites étoient conduits par l'Esprit de Dieu, qui leur inspiroit tant d'amour pour la vertu, & tant d'averfion contre le vice, qu'ils interdissoient à ceux, qui dévoient vivre sous leur autorité & sous leur conduite, l'usage de toutes les choses qui étoient capables de donner atteinte à la pureté de leur morale, & d'arrêter les progrès de leur piété & de leur sanctification.

Mais

Mais les censeurs de notre Discipline n'en demeurent pas là, ils prétendent qu'elle favorise le libertinage, parce qu'elle permet à ceux qui se séparent pour cause d'adultère de se remarier à quelqu'autre ; & on peut dire que ce seul article ouvre aux Prédicateurs de l'Eglise Romaine un champ fort vaste pour déclamer contre nous, & qu'ils en prennent occasion ou pour mieux dire prétexte de nous noircir, comme si nous étions les protecteurs du vice & les ennemis de la vertu ; il y a même parmi eux des personnes qui sont considérables par le rang qu'elles y tiennent, qui ne nous traitent pas plus charitablement, parce que n'ayant que peu ou point de connoissance de l'ancienne Discipline des Chrétiens, ils s'imaginent qu'elle n'étoit pas différente de celle qu'ils suivent aujourd'hui. & sur ce faux préjugé ils regardent comme des libertins ceux qui enseignent que le lien du mariage peut être dissout pour cause d'adultère ; cependant c'est la doctrine de Jesus-Christ, qui déclare formellement dans l'Evangile, qu'il n'y a que l'adultère qui soit une cause légitime de la dissolution du mariage & quant à la couche & quant au lien ; je sais bien que S. Augustin & quelques autres ont trouvé de la difficulté dans l'explication des paroles de notre Seigneur, & qu'ils n'ont pu se résoudre à les expliquer de la manière que je viens de dire : Du moins S. Augustin confesse en divers endroits de ses Ecrits, que la question touchant la dissolution des mariages pour cause d'adultère est très obscure, & très embarrassée, & c'est ce qui lui a fait écrire sur cette matière des choses qui sembleroient contraires, si on ne distinguoit les tems auxquels il s'est appliqué à l'examen de cette question.

Car il est certain qu'en ce qu'il en a écrit avant le second Concile de Milève, qui fut assemblé en l'an 416. de Notre Seigneur, il paroît irrésolu & indéterminé, trouvant par tout de grandes difficultés, des embarras presque insurmontables, & des profondeurs qu'il n'est pas aisé de pénétrer ; Ceux qui voudront prendre la peine de lire ce qu'il en dit dans le chap. 3. du Livre contre Adimant, dans le 7. du Livre touchant le bien Conjugal, dans les chap. 8. & 25. du premier livre des Mariages Adultérins, c'est-à-dire, des mariages déshonorez par l'adultère, & joindre à ces témoignages qui sont dans le sixième Tome, ces autres qui se trouvent dans le quatrième, savoir le chap. 19. du livre de la Foi & des Oeuvres, la dernière question du livre des 83. Questions, & le chap. 16. du premier livre du Sermon de Notre Seigneur sur la montagne ; ceux dis-je qui prendront la peine de lire tous ces lieux que je viens de marquer, demeureront d'accord de l'irrésolution & de l'embarras de S. Augustin dans l'explication du sujet dont il s'agit ; sur tout s'ils considèrent cette confession sincère qu'il fait dans un des lieux que j'ai indiquez, ayant, dit-il, ainsi traité & examiné ces choses selon ma portée, je n'ignore pourtant pas que la question touchant les mariages est très obscure & très difficile, & je n'ose pas même dire que j'aye encore expliqué dans cet Ouvrage, ni que je puisse, si vous me pressez, résoudre à l'avenir dans quelqu'autre toutes les difficultés qui l'accompagnent ; Et confesse la même chose, bien qu'en des termes un peu différens, en retraçant les livres où se trouve le témoignage qui justifie ce que j'ai dit de son incertitude, & déclare avec son humilité ordinaire qu'il ne croit pas avoir donné à cette matière l'éclaircissement qu'elle désire.

Depuis ce Concile de Milève ce saint Docteur a composé plusieurs Ouvra-
ges

l. 1. de adult. conjug.
c. 25. T. 6.
l. 2. Re-
tract. c.
57. T. 1.

P R E F A C E

ges dans lesquels il s'explique plus clairement qu'il n'avoit fait dans les autres : par exemple dans le chapitre 19. du premier livre des Rétractations, il dit *qu'il est sans difficulté qu'on peut délaisser sa femme pour cette fornication quise commet dans les adultères* ; Dans sa lettre 89. à Hilarius question 4. il reconnoît *que par les loix de Jesus-Christ il n'est pas permis de délaisser sa femme , si ce n'est pour cause de paillardise, Et que Jesus-Christ a défendu de la répudier pour aucune autre cause que pour celle de l'adultère* ; & dans le Traité 9. sur saint Jean, *il est permis de délaisser sa femme pour cause de paillardise, parce qu'elle a la première refusé d'être femme , en ne gardant pas la foi conjugale à son mari*. A juger des sentimens de S. Augustin par ces derniers témoignages, qui sont plus formels & plus positifs que les premiers, on pourroit conclure qu'il a crû après avoir bien examiné la chose que le lien du mariage étoit dissout par l'adultère ; néanmoins parce que dans les autres Ecrits il n'a pû se satisfaire, ni résoudre toutes les difficultez dont cette question lui a toujours paru enveloppée, je n'ai pas voulu me servir de son autorité pour l'établissement de la Conformité de nôtre Discipline avec celle des premiers Chrétiens.

Ce Concile de Milève, dont j'ai déjà parlé, défend dans le 17. de ses Canons qui est le 102. dans le Code Africain, il défend à celui qui est repudié par sa femme, & à la femme repudiée par le mari, de se remarier à d'autres, & leur enjoint de demeurer ainsi, ou de se reconcilier, les menaçant de les mettre au rang des pénitens s'ils méprisent ce Decret que les Pères du Synode prétendent être conforme à la Discipline Evangelique & Apostolique : mais premièrement ils ne déclarent pas s'ils parlent d'une séparation causée par l'adultère ou par quelqu'autre motif, pour lequel Jesus-Christ ne permet pas de se séparer : Secondement la conduite de S. Augustin qui assistoit à ce Concile me persuaderoit ou que les Pères de Milève parloient des séparations hors la cause d'adultère, ou pour le moins que s'ils ont eu égard aux divorces fondez sur la paillardise, S. Augustin n'a pas laissé d'écrire depuis la convocation de cette Assemblée, qu'il est permis de répudier sa femme pour cause d'adultère : En troisième lieu, quand même le Concile avec quelques Docteurs se seroit expliqué plus clairement, & qu'il auroit condamné formellement les seconds mariages de ceux qui se seroient séparés pour cause de paillardise, il ne s'en suivroit pas de là que je n'aye fait voir que nôtre Discipline ne permet dans cette occasion que ce que permettoit l'ancienne Discipline de l'Eglise Chrétienne, puis que je l'ai prouvé par les témoignages de plusieurs de ses Docteurs, par les Canons de divers Conciles ; par les Decrets de quelques Papes dans leurs Synodes, & par la pratique de toute l'Eglise Gréque, pratique que le Concile de Trente n'osa condamner après les remontrances des Ambassadeurs de la République de Venise.

Il y a plus, c'est qu'un Docteur célèbre de la Communion Romaine a suffisamment justifié sans penser à nous l'innocence de nôtre conduite sur le point dont il est question, dans un livre qu'il donna au public il y a deux ou trois ans touchant le pouvoir des Rois & des Souverains sur les mariages ; car dans la troisième partie article 1. chapitre 5. il a amplement étalé aux yeux du Lecteur la tradition de l'Eglise sur la matière de la dissolution des mariages pour cause d'adultère ; au lieu que je me suis contenté de rapporter dans mon Ou-
vrage

Tom. 2.

Tom. 9.

DE M. LARROQUE.

vrage ce qu'il y a de plus décisif dans cette Tradition, & de moins sujet à la chicane & à la contestation. Quoi qu'il en soit, après tant d'éclaircissements, il y a sujet d'espérer qu'on ne se recriera plus tant contre cet Article de notre Discipline, qui a donné sujet à ceux qui ne nous aiment pas de nous reprocher que nous favorisons le vice & le libertinage.

Je pourrois si je voulois relever d'autres reproches de quelques petits Disputeurs contre la sainteté de nos Loix Ecclesiastiques, qu'ils ont traitées fort injurieusement, comme si elles étoient directement opposées à la Police du premier Christianisme, & comme si ceux qui les ont faites avoient pris plaisir de s'éloigner entièrement de son usage & de sa pratique : mais en vérité il vaut bien mieux que je laisse au Lecteur la liberté de juger de notre innocence, après qu'il aura lu toute la pièce : car outre que je ne saurois repousser ces injures & ces médisances, sans faire connoître des personnes qui ne l'ont guère été par leur propre mérite, c'est qu'il faudroit que je fisse un livre & non pas une Préface, si j'entreprendois de répondre par le menu à toutes les calomnies qu'ils ont avancées, & à toutes les fausses accusations dont ils se sont servis pour rendre odieuse notre Religion en décrivant notre Discipline.

Laisant donc là ces accusateurs injustes, il faut avant que de finir cette Préface que je die un mot de quelques autres dont le savoir est plus connu & la réputation mieux établie, & qui marchant néanmoins, par un faux zèle, ou par quelque autre motif que je ne connois pas, sur les traces des premiers, ne nous déchirent pas moins cruellement; je parle de ces Messieurs, qui nous accusent de renverser la Morale de Jesus-Christ par certains dogmes que nous enseignons, accusation inique s'il en fut jamais : car si nous renversons la Morale de l'Evangile, il faut de toute nécessité que celle que nous suivons soit pernicieuse; & comment notre Morale pourroit elle être pernicieuse, puis qu'elle produit une sainte Discipline, dont les réglemens sont autant d'images des maximes de la Morale? Je ne veux pas en être le juge, je les prie simplement de lire ce que j'ai écrit pour établir la ressemblance de notre Discipline avec celle des anciens Chrétiens, & je suis persuadé que le lisant avec un esprit libre de préjuger, ils confesseront de bonne foi que mes parallèles sont justes, & que j'ai fait si bien ressembler le portrait avec son Original, qu'il sera difficile de discerner l'un d'avec l'autre, tant il y a de rapport & de conformité entre les deux; & après cela il me sera permis d'insérer de la sainteté de notre Discipline celle de notre Morale, & de la sainteté de notre Morale & de notre Discipline la vérité de notre Doctrine, & par conséquent la pureté de notre Religion.

Je sais bien qu'il n'est pas absolument impossible, qu'on n'ait une mauvaise Morale avec une bonne Doctrine; car encore que ces choses marchent d'ordinaire ensemble, & que la sainteté de l'une soit suivie de la pureté de l'autre, il pourroit pourtant arriver que quelqu'un entreprendroit d'allier une doctrine pure avec une Morale corrompue, ou une sainte Morale avec une dangereuse doctrine; cependant parce que la Morale suit naturellement la doctrine, que le plus souvent une doctrine Orthodoxe produit une vertueuse Morale, & que lorsque les Dogmes sont véritables, les Loix de la Morale sont justes, je veux bien que ceux qui intentent des accusations atroces contre nous, comme contre

tre des ennemis de la Morale de Jesus-Christ, je veux bien qu'ils jugent de notre doctrine par notre Morale; parce qu'après cela ils jugeront de notre Morale par notre Discipline: car il n'est rien de plus raisonnable que de juger de l'une par l'autre. Si notre Discipline donc est pure, il s'ensuivra que notre Morale est sainte, & notre Doctrine par conséquent véritable par leur propre raisonnement; s'ils disent que notre Discipline n'est pas pure, ils accusent d'impureté celle de l'Ancienne Eglise, puisque la nôtre en est une copie fidèle & un portrait naïf; si aussi ils reconnoissent qu'elle est bonne, il faudra qu'ils confessent que toute notre Religion est pure, puisque la Doctrine sera véritable, la Morale sainte, & la Discipline innocente.

Il ne falloit donc pas faire de si gros Livres pour dire des injures, ni prendre un si grand tour pour bâtir sur de mauvais principes, & pour en tirer des conséquences fausses & illégitimes; je dis fausses; car il n'est rien de plus faux que ce qu'on écrit, que nous renversons la Morale de Jesus-Christ par notre Doctrine de la Justification; je dis illégitimes; parce que quand même les conséquences qu'ils nous attribuent se tiroient de notre doctrine, ce qui n'est pas, on ne pourroit nous les imputer avec justice, puis que bien loin de les reconnoître pour nôtres, nous les détestons de tout notre cœur. Qu'avons-nous fait à ces Messieurs, pour devenir l'objet de leurs médisances & de leurs calomnies? où est cette douceur & cette modération que l'Esprit de J. Christ inspire? où est cette charité Chrétienne qui ne pense point à mal? Veut-on regagner à nos dépens ce qu'on a perdu? Veut-on se remettre en grace à notre préjudice, & nous faire servir de victime pour apaiser un parti qui les incommode, & contre lequel ils ne sont plus en état de parier? Faut-il s'en prendre à nous s'ils n'ont pas réussi dans leurs entreprises? Le ciel ne bénit pas nos desseins, lors que la chair y a autant de part que l'esprit; lors que nous mêlons nos intérêts avec ceux de Dieu, que nous faisons servir la Religion à la Politique, & que nous voulons faire je ne sais quel mélange des potées de chair d'Egypte avec le lait & le miel de Canaan: Le tems viendra que nous comparoîtrons tous devant un Tribunal redoutable, sur lequel sera assis un Juge incorruptible, qui lisant dans nos cœurs, & qui pénétrant jusques dans le fond de nos Ames, nous fera rendre compte de nos pensées, de nos paroles, & de nos actions; & bien-heureux seront ceux dont la conduite aura été sincère, & dont les actions auront eu la foi & la charité pour principe, & la gloire de Dieu pour fin.

Liprintes vulgairement Lestines étoit une Maison Royale dans le Diocèse de Cambrai.

Vernum Palatium en étoit une autre entre Compiègne & le Monastère de S. Denys, & si j'ai nommé ce lieu là Vernon en quelque endroit de cet Ouvrage, c'est que *Vernum* a plus de rapport à Vernon qu'à Verneuil; au fond de quelque manière qu'on le nomme on fait bien que ce n'est pas Vernon sur la rivière de Seine.

Forum Julii, Friul dans l'Autriche; Urbs Carnorum.

Editions de quelques Livres dont Mr. Larroque s'est servi.

<i>La Bibliothèque des Pères.</i>	Paris 1644
<i>Les Tomes des Conciles généraux & particuliers.</i>	Paris 1636
<i>Les Conciles de France par Sirmond.</i>	Paris 1629
<i>Le Supplément des Conciles de France.</i>	Paris 1666
<i>Le Code des Canons de l'Eglise Universelle, qui comprend les Canons des Conciles de Nicée, d'Ancyre, de Néocésarée, de Gangres, d'Antioche, de Laodicée, de Constantinople, d'Ephèse, & de Calchedoine.</i>	Paris 1661
<i>Le Code Africain.</i>	Paris 1661
<i>L'Histoire Ecclesiastique d'Eusebe.</i>	Paris 1659
<i>Socrate & Sozomène.</i>	Paris 1668
<i>Théodoret, Evagrinus, Théodorus Lecteur.</i>	Paris 1673

Rolle des Synodes Nationaux tenus en France.

I. Le premier à Paris le 25. Mai,	1559
II. A Poitiers le 20. Mars,	1560
III. A Orléans le 25. Avril,	1562
IV. A Lion le 10. Aoust,	1563
V. A Paris le 25. Octobre,	1565
VI. A Vertueil le 1. Septembre,	1567
VII. A la Rochelle le 2. Avril,	1571
VIII. A Nîmes le 8. Mai,	1572
IX. A Sainte-Foie le 2. Février,	1578
X. A Figeac le 2. Aoust,	1579
XI. A la Rochelle le 28. Juin,	1581
XII. A Vitré le 26. Mai,	1583
XIII. A Montauban le 15. Juin,	1594
XIV. A Saumur le 13. Mai,	1596
XV. A Montpellier le 26. Mai,	1598
XVI. A Gergeau le 9. Mai,	1601
XVII. A Gap le 18. Mai,	1603
XVIII. A la Rochelle le 1. Mars,	1607
XIX. A Saint Maixant le 26. Mai,	1609
XX. A Privas le 23. Mai,	1612
XXI. A Tonneins le 2. Mai,	1614
XXII. A Vitré le 18. Mai,	1617
XXIII. A Alez le 1. Octobre,	1620
XXIV. A Charenton le 1. Septembre,	1623
XXV. A Castres le 15. Septembre,	1626
XXVI. A Charenton le 1. Septembre,	1631
XXVII. A Alençon le 27. Mai,	1637
XXVIII. A Charenton le 24. Decembre,	1644
XXIX. A Loudun le 10. Novembre,	1659
	T A.

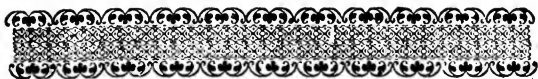
T A B L E

DES

CHAPITRES CONTENUS

EN CE LIVRE.

CHAP. I.	Des Ministres.	Page 1
II.	Des Ecoles.	98
III.	Des Anciens & Diacres.	115
IV.	Du Diaconat.	133
V.	Des Consistoires.	141
VI.	De l'Union des Eglises.	185
VII.	Des Colloques.	192
VIII.	Des Synodes Provinciaux.	197
IX.	Des Synodes Nationaux.	218
X.	Des Exercices sacrez de l'Assemblée des Fidèles.	235
XI.	Du Baptême.	245
XII.	De la Cene.	279
XIII.	Des Mariages.	292
XIV.	Des Réglemens ou Avertissemens particuliers.	339
	Discipline des Eglises Reformées du Pays-Bas.	377



L A
DISCIPLINE
D E S
E G L I S E S
R E F O R M É E S
D E F R A N C E.

CHAPITRE PREMIER.

Des Ministres.

ARTICLE PREMIER.



OUR proceder à l'Election de ceux qu'on veut employer au Ministère de la Parole de Dieu, on se gouvernera selon la règle de l'Apôtre: C'est qu'examen & inquisition sera faite de leur doctrine & de leurs mœurs, autant diligemment que faire se pourra.

OBSERVATIONS.

Cet article est fondamental, aussi a-t-il été mis à la tête de la Discipline, pour faire voir à chacun que comme le saint Ministère est le moyen duquel Dieu se sert pour entretenir son Eglise, la pureté de la doctrine & la sainteté des mœurs sont absolument requises en celui qui doit être admis à cette sainte charge.

A

Le

Le Synode de Gergeau 1601. ajoute, après ces mots, de leur doctrine, ceux-ci. & s'ils sont propres à enseigner.

Ces dernières paroles, autant diligemment que faire se pourra, ont été ajoutées au Synode de la Rochelle 1571.

Sur la question proposée au Synode de Lion 1563. comment on se doit comporter envers un Ministre qui a été admis sans examen, & depuis sa vocation s'est trouvé insuffisant: le Synode est d'avis qu'il aille estudier durant quelque temps, pour faire connoître combien l'instruction & le savoir sont requis en un Ministre.

On peut rapporter à cet article ce qui a été arrêté en quelques Synodes, touchant l'ordre qu'on doit tenir dans la recherche de personnes propres à servir dans le Ministère pour être pourvus de cette charge. Celui de Charenton 1631. porte que désormais, quand pour la difficulté du temps une Eglise sera contrainte de recourir à quelque Académie ou Province voisine pour être pourvue, elle ne pourra prendre cet expédient, ou la Province voisine & Académie accorder sa demande, que par l'avis des Eglises voisines du même Colloque, duquel elle sera apparoir par leurs lettres qui porteront approbation de la Province. Depuis cela quelque Province a été censurée au Synode d'Alençon pour n'avoir pas observé ce règlement. Et le Synode de Charenton 1644. déclare que nulle Eglise particulière ne pourra faire recherche d'aucun Pasteur, ni l'établir de fait en suite après cette recherche, sans l'avis, soit du Synode en corps, soit des Pasteurs voisins, en attendant l'agrément du Synode, savoir Provincial. Conformément à un règlement pris au Synode de Saint Maixant 1609. qui porte que nulle Eglise ne pourra rechercher aucun Pasteur hors de la Province, sans premièrement avoir pris l'avis des Colloques ou Synodes Provinciaux.

C O N F O R M I T E.

Jesus Christ ayant établi le Ministère de la Parole pour conduire ses enfans à la jouissance du salut qu'il leur a acquis par le mérite de ses souffrances; c'est avec raison que les Auteurs de notre Discipline ont commencé cet excellent Ouvrage par les articles qui regardent l'élection & l'établissement des Ministres, qui sont les Organes dont Dieu se sert pour l'assemblage des saints, & pour l'édification du corps de Christ, comme parle S. Paul. Plus cette Charge est importante, plus on doit prendre garde que ceux qu'on y appelle soient enrichis des dons nécessaires pour s'en acquies dignement, c'est à dire, qu'ils soient propres à enseigner: ce que le Synode National de Gergeau ajouta en l'année MDCI. à l'article que nous examinons, ensuite de ces paroles, de leur doctrine: Il est vrai que la pureté de la doctrine doit être accompagnée de la sainteté des mœurs, afin que s'ils sont la lumière du monde par leur prédication, ils soient aussi le sel de la terre par leur bonne vie. L'Apôtre, qui connoissoit parfaitement bien l'importance de ce divin emploi, a pris un soin particulier de prescrire dans le chap. 3. de la 1. Epître à Timothée, & dans le chap. 1. de l'Epître à Tite, toutes les qualitez qu'il desirait en un bon & fidèle Ministre de l'Evangile. S. Pierre en traite encore, mais d'une manière plus générale, dans le chap. 5. de sa première Epître.

De là vient que S. Clement remarque dans son Epître à l'Eglise de Corinthe, que les Apôtres prêchoient la Parole dans les Villes & à la Campagne, & qu'ils établissoient pour Evêques de ceux qui devoient croire, les prémices de ceux qu'ils avoient convertis, c'est à dire les premiers de ceux qui émus par leur prédication avoient embrassé la profession de l'Evangile; mais il remarque aussi qu'ils n'en faisoient les conducteurs des fidèles qu'après les avoir éprouvés par le Saint Esprit. Tertullien portoit apparemment sa pen-

DES MINISTRES.

pensée sur cette pratique, lors que décrivant, dans le chap. 39. de son Apologie, les assemblées des Chrétiens de son temps, il dit que les Anciens qui avoient été éprouvés, y présidoient; cette épreuve comprenant sans doute la doctrine & les mœurs: c'est aussi dans cette même vûe que le 4. Concile de Carthage assemblé l'an 398. de nôtre Seigneur, & composé de plus de deux cens Evêques, ordonne dans le 1. Canon, d'examiner avant Tom. 1. toutes choses celui qui doit être consacré Evêque, pour sçavoir s'il est d'un naturel sage, Concil. s'il est propre à enseigner, tempéré dans ses mœurs, chaste dans sa vie, sobre, vaquant p. 727. toujours à ses affaires, humble, affable, plein de compassion, s'il a de l'étude, s'il est instruit dans la Loy du Seigneur, s'il interprète sobrement & avec prudence l'Ecriture Sainte, s'il est exercé dans les dogmes de l'Eglise, & s'il peut expliquer d'une manière claire & simple les doctrines de la Foi. Le 1. Concile de Nicée avoit aussi parlé de cet examen dans les Canons 9. & 10. & on verra sur l'article 4. l'exactitude qu'on apportoit pour avoir de bons témoignages de ceux qu'on vouloit établir dans le Ministère de l'Eglise.

I I.

Les nouveaux introduits en l'Eglise, singulièrement les Moines & Prêtres, ne pourront être élus au Ministère, sans diligente & longue inquisition & épreuve, tant de leur vie, que de leur doctrine, approuvée par l'espace de deux ans pour le moins, depuis leur conversion, & confirmée par bons témoignages des lieux où ils auront conversé: & ne leur imposera-t-on les mains, non plus qu'aux incônus, que par l'avis des Synodes Provinciaux & Nationaux.

OBSERVATIONS.

Cet article est une dépendance du précédent, & dont la nécessité est toute évidente. Le commencement de l'article jusqu'à ces mots, que de leur doctrine, est du Synode de Paris 1559. Ces paroles suivantes, approuvée par, jusqu'à celles-ci, auront conversé, sont du Synode de la Rochelle 1607. Les mots suivans jusques à la fin sont du Synode de Montauban 1594. Il est vrai que le Synode de Montpellier 1508. a ajouté aux Synodes Provinciaux les Nationaux.

Les Deputés de Normandie ayans demandé au Synode de Lion 1563. quelque correctif à cet article: le Synode ordonne qu'il demeure en son entier & soit diligemment observé.

Le Synode de Vitry 1617. ordonne qu'on examine soigneusement les Moines, qui viennent nouvellement à la connoissance de la vérité, pour voir s'ils sont propres aux études de Theologie, & leur donner l'entretenement nécessaire; ou les employer à autres vacations selon leur capacité.

Les Deputés de Saintonge ayans demandé au Synode de Loudun 1659. prolongation du temps de deux ans ordonné aux Moines qui se rangent à nôtre communion avant que de les recevoir au saint Ministère, à cause des scandales qu'ils donnent par leur mauvaise conduite. La Compagnie n'a pas cru devoir rien ajouter aux deux années d'épreuve portées par cet article: mais bien d'exhorter les Eglises avec les Colloques & Synodes de ne se hâter pas en la recherche de telles personnes & en leur réception: mais de tirer d'eux toutes les

preuves de leur sincérité qui seront jugées nécessaires, en attendant le temps porté par la Discipline selon leur prudence; comme étant le moindre qui leur puisse être prescrit.

Es d'autant que la condition des relaps est pire que celle de ceux qui sortent directement de la communion de l'Eglise Romaine: Le Synode de la Rochelle 1607. a fait ce reglement à leur occasion, en prolongeant de beaucoup le temps de leur épreuve. Ceux qui ayans été Moines ou Prêtres, & depuis, après avoir fait profession de la verité, sont retournés à leur vomissement, & derechef ont abjuré la religion Romaine, demandent être receus à la Proposition pour aspirer au saint Ministère, ne pourront être receus à aucun exercice de la sainte Theologie, qu'ils n'ayent par l'espace de dix ans témoigné leur repentance; lequel temps expiré, encore ne seront receus à cela que par l'avis du Synode National.

C O N F O R M I T É.

Cet article est fondé sur l'autorité de S. Paul, & sur la raison; je dis sur l'autorité de S. Paul, qui déclare positivement que le Ministre de l'Evangile ne doit point être nouveau converti, de peur, dit-il, qu'étant enflé d'orgueil il ne tombe dans la condamnation du calomniateur. Je dis en second lieu sur la raison; car si on examine avec soin la doctrine & les mœurs de ceux qui aspirent à la charge du saint Ministère, quoi qu'ils soient enfans de l'Eglise par leur naissance, ou du moins qu'ils se soient joints à sa communion depuis plusieurs années, à plus forte raison doit-on apporter la même précaution, & encore davantage; à l'égard de ceux qui sont venus parmi nous il y a très-peu de temps: un arbre nouvellement planté ne résiste pas aussi facilement aux injures du tems, à la rigueur du froid, ni à la véhémence du chaud, comme s'il avoit pris des racines bien profondes: un nouveau converti n'a pas assez de lumière ou d'expérience pour la conduite d'un troupeau; outre qu'il faut du tems pour juger de la sincérité de sa conversion, parce que les hommes ne pénètrent pas dans le cœur, & que de plus les actions d'un hypocrite ont exterieurement beaucoup de ressemblance avec celles d'un véritable Chrétien.

Mais si cet article, dont il est question, est appuyé de l'autorité de l'Ecriture & de la lumière de la raison, il ne l'est pas moins de la Tradition; Tertullien reproche aux Hérétiques, qu'ils établissent au Ministère de l'Eglise des Néophytes & de nouveaux convertis. Le grand Concile de Nicée en fit un Canon exprès l'an 325. de Jesus Christ, dans lequel les Pères se plaignent qu'on avoit fait plusieurs choses par nécessité ou autrement au préjudice de la Règle Ecclesiastique, comme d'avoir accordé trop tôt le saint Baptême à ceux qui passaient du Paganisme au Christianisme, sans avoir été assez longtemps catéchisez, & de les avoir promus aux premières charges de l'Eglise immédiatement après le Baptême: Après cela ils défendent de rien faire de semblable à l'avenir, parce, disent-ils, qu'il faut du tems à un catéchumène, & une plus longue épreuve, après qu'il a été baptisé; ce qu'ils confirment par les paroles de l'Apôtre que nous avons déjà citées. Environ quarante ans après, le Concile de Laodicée, dont les Canons ont été mis dans le Code des Canons de l'Eglise Universelle, fit ce Decret qu'on lit dans le 3. Canon, Il ne faut pas promouvoir aux Ordres sacrez ceux qui ont été nouvellement baptisez; c'est à quoi regardent encore les Canons 12. & 13. de ce même Concile. Cette même défense a été depuis souvent réitérée, car sans parler du Canon 80. de ceux qu'on attribue aux Apôtres, où on la lit encore aujourd'hui, elle se trouve en divers autres lieux des Ecrits des anciens Peres; ceux qui prendront la peine de lire dans le premier Tome des Conciles de France le 11. Canon du 4. Concile d'Arles de l'an 524. la lettre du Pape Felix 4. à Césaire Evêque d'Arles, de l'an 528. le 6. Canon du 3. Concile d'Or:

*De presc.
c. 41. edit.
Paris.
1664.*

Can. 2.

DES MINISTRES.

d'Orleans de l'an 538. & le 9. du 5. du même lieu, avec le 12. d'un Synode Romain aux Evêques de France, dont le tems est incertain; ceux, dis-je, qui prendront la peine de lire tous ces lieux-là, y remarqueront facilement le règlement dont il s'agit, de même que dans le Canon 3. du 1. Concile de Barcelone qui se tint l'an 599. & dans le 18. ou 19. du 4. de Toledé de l'an 633. f.
Tom. 4.
Concil. p.
531. &
587.

I I I.

S'il advient que quelque Evêque ou Curé aspire au Ministère de l'Evangile, il ne pourra être esleu, que premièrement il ne soit vrai membre de l'Eglise, renonçant à tous ses benefices & autres dépendances de l'Eglise Romaine; & faisant reconnoissance de toutes ses fautes commises durant le temps passé, selon qu'il sera advisé par le Consistoire, & après longue expérience & preuve de sa repentance & bonne conversation.

OBSERVATIONS.

Cet article a été dressé au Synode d'Orleans 1562. ajoutant seulement, qu'ils pourront être receus au saint Ministère selon l'ordre contenu en la Discipline Ecclesiastique. Le Synode de Gergeau a mis le tems passé, au lieu, du tems de leur ignorance, qui étoient les termes portez par l'ancien règlement.

Au Synode de Lion 1563. Un Abbé de Limosin, faisant profession de Docteur, instruit le peuple, qui étoit volontiers, mais continuant de nourrir ses Moines, & ne se rangeant point à l'Eglise, les particuliers qui l'ont ouï, & notamment les Ministres qui en avoient donné la permission, & les y avoient exhortez, sont vivement censurez.

C O N F O R M I T E.

Ceux dont il s'agit dans ce règlement étant à peu près les mêmes que les autres dont je viens de parler sur l'article précédent, il faut suivre à leur égard la même conduite, puis qu'ils ne peuvent être considérez dans la communion où ils viennent d'entrer, que comme de nouveaux convertis.

I V.

Le Ministre de l'Evangile (hors les temps difficiles, en cas de très-grande nécessité, auxquels il pourra être élu par trois Pasteurs avec le Consistoire du lieu,) ne sera admis à cette sainte charge que par le Synode Provincial, ou par le Colloque, pourveu qu'il soit composé de sept Pasteurs pour le moins: lequel nombre ne se trouvant en quelque Colloque, il en appellera des voisins jusques à la concurrence d'icelui: & sera présenté celui qui doit être élu avec bons & valables témoignages, non seulement des Academies ou Eglises particulieres, mais aussi du Colloque de l'Eglise en laquelle il aura le plus conversé.

Le fondement de cet article se voit au septième de la Discipline dressée au Synode de Paris 1559. portant, qu'un Ministre ne doit être esleu pour le représenter par un seul Ministre, mais par deux ou trois Ministres & leurs Consistoires, ou par le Synode Provincial, lequel aux lieux où il y a des Eglises dressées sera appellé autant que faire se pourra. Il paroît que ce reglement fut pris dans un tems auquel les Eglises n'avoient peu encore établir un ordre si exact que celui qui a suivi, comme il est dit au Synode de la Rochelle 1571.

Le Synode de la Rochelle 1571. ordonne qu'au défaut du Colloque soient appelez trois ou quatre Ministres.

Le Synode de Verteuil 1567. amplifie beaucoup cet article, & y donne grande lumiere; disant que ceux qui seront demandez pour être employez au Ministère de l'Evangile en quelque Eglise, seront envoyez avec temoignage de leur vie & doctrine au Colloque ou Synode de la Province du lieu qui les demandera, lequel Colloque ou Synode les pourra examiner, si bon lui semble, & deputer trois ou quatre Ministres pour les presenter aux Eglises qui les auront demandez, lesquelles Eglises les orront une fois ou deux, & jusques à trois, si bon leur semble, pour connoître si elles les auront pour agreables: & en ce cas lesdits Ministres leur imposeront les mains avec le Consistoire du lieu, & les établiront là pour Pasteurs; que s'il y a de la difficulté sur leur reception, le Consistoire & les Deputez en connoîtront, & les frais de ces procedures se feront aux despens des Eglises qui les auront demandez.

Le Synode de Nîmes 1572. y a encore ajouté diverses choses, qui regardent tant cet article que les deux suivans, & cela dans un même acte; & veut que deux ou trois Ministres soient appelez pour fortifier le Consistoire.

Le Synode de Gergeau 1601. ordonne que le Ministre sera esleu par le Colloque, & autant que faire se pourra par le Synode Provincial. Mais en tems de persecution ou autre grande calamité, par deux autres Ministres avec le Consistoire.

Le Synode de la Rochelle 1607. a défini le nombre de trois Pasteurs, qui ne l'étoit pas dans ce premier article, y ayant l'alternative deux ou trois.

Le Synode de Saint Maixant 1609. à la requisition des Deputez du Languedoc, fait un reglement fort exprès sur le fait de la Reception des Ministres, tant pour cet article que pour les suivans; afin d'être observé generalement en toutes les Provinces. Et cet article fut couché à peu près comme il est à présent.

Au Synode de Privas 1612. Sur la proposition des Deputez de Bourgogne, demandans de n'être astraits au reglement du Synode de Saint Maixant, qui ordonne que sept Pasteurs se trouvent à l'examen de celui qui est appellé au saint Ministère, & ce en consideration de la grande distance des lieux de leurs Eglises, qui leur en rend l'execution impossible, ven même que leurs Colloques pour la plupart n'ont que cinq Pasteurs; Le Synode pour plusieurs considerations très importantes n'a pas voulu changer l'article, étant d'avis que l'examen soit plutôt différé jusques au Synode Provincial.

Au Synode d'Alex. 1620. Toutes les Provinces sont exhortées à se regler en l'élection & ordination des Pasteurs à l'ordre prescrite en cet article: & les Provinces

vinces particulieres du bas Languedoc & des Cevenes, qui commencent par l'examen, exhortées de se conformer audit article.

Enfin l'article fut dressé, tel que nous l'avons, au Synode de Charenton 1631. Et la sont exhortez tous les Consistoires de ne sortir de l'ordre accoustumé, (notamment en appellant plusieurs Pasteurs d'une même Eglise pour l'ordination des Ministres,) sinon lors qu'ils y seront contraints par une nécessité très urgente, de laquelle, comme de ce qui sera survenu d'extraordinaire, lesdits Consistoires rendront compte aux Synodes Provinciaux, & les Provinciaux aux Nationaux. Le Synode néanmoins ratifiant ce qui s'étoit passé sur ce sujet en Anjou, sans tirer à consequence.

Depuis au Synode de Loudun 1659. Sur la remontrance des Deputez de Xaintonge & Poitou, au sujet de l'Examen des Proposans en Consistoires fortifiez. La Compagnie ordonne que les reglemens portez par la Discipline seront exactement observez, & les actes du Synode National de Charenton. Et que l'Examen des Proposans se fera, tant que Dieu en donnera le moyen, en Colloques & Synodes, & non ailleurs: si ce n'est pour de grandes considerations, & en cas d'urgentes nécessitez, dont les Eglises rendront compte aux Synodes Provinciaux, & les Provinciaux au National. Cependant approuve ce qui a été fait aux Consistoires de Paris & Saumur, comme étant conforme aux Reglemens susdits.

Quant à ce qui concerne la nécessité & validité des témoignages requis en ceux qui se presentent pour être receus au Ministère, & dont est faite mention en cet article: les Synodes Nationaux en ont suignement recommandé l'observation. Le Synode de la Rochelle 1607. écrivait à Messieurs de l'Eglise de Geneve, les exhorte de prendre soigneusement garde sur les Estudians en Theologie; & lors qu'ils demanderont des témoignages, ne les leur accorder qu'avec bonne connoissance de leur vie & de leur diligence.

Au Synode de Vitry 1617. Il est enjoint aux Professeurs des Academies de ne donner aisement des témoignages aux Escoliers, qu'après un bon examen de leur vie & capacité. Davantage sont exhortez à ne leur donner plus grand témoignage, que ne merite l'avancement qu'ils auront fait es études des bonnes Lettres, Philosophie, & Theologie.

Au Synode d'Allez 1620. sur la requisition des Deputez de Normandie, pour obtenir un Reglement sur ce fait, ven les inconveniens qui surviennent tous les jours à cette occasion. La Compagnie ne jugeant pas qu'il soit besoin d'un nouveau Reglement, enjoint à toutes les Provinces d'observer bien exactement ceux qui sont en la Discipline Ecclesiastique & es actes des Synodes Nationaux pour n'imposer legerement les mains à aucun. Et parce que les inconveniens susdits proviennent bien souvent des témoignages trop avantageux qui se donnent aux Escoliers par les Docteurs & Professeurs des Academies, ils seront avertis de n'en donner ci après aucuns par faveur & contre la verité, & sincerité de leurs consciences. Est semblablement defendu aux Provinces de recevoir un Escolier d'une autre Province, sans la requisition expresse & bon témoignage de la Province dont il sort.

Le Synode d'Alençon 1637. enjoint que outre les attestations que les Escoliers au partir des Academies ont accoustumé de tirer des Professeurs & Regens, sous lesquels ils ont avancé leurs études; ils en prendront des Pasteurs & du Consistoire

l'histoire, qui rendront témoignage de leur conversation & conduite.

Le Synode de Londun 1659. sur la proposition faite par les Deputez des Provinces des Cevenes & bas Languedoc, de limiter un certain tems de l'âge des Etudiants en Theologie pour leur réception au Saint Ministère, afin d'empêcher les inconveniens qui ont été remarquez en quelques lieux, pour en avoir promeu à cette charge en une trop grande jeunesse. La Compagnie n'a pas jugé à propos de rien changer dans l'ordre de la Discipline; Mais bien d'exhorter toutes les Provinces de n'en admettre aucun à l'Examen, de la pieté, gravité, & prudence duquel elles n'ayent de suffisans témoignages, qui ne seront donnez par les Pasteurs & Professeurs qu'avec grande circonspection.

C O N F O R M I T E.

Il y a deux chefs dans cet article, dont l'un regarde le nombre des Ministres qui doivent assister à la reception de celui qu'on a dessein d'admettre à la charge du saint Ministère; & l'autre concerne les témoignages de celui qui se présente pour être examiné. Pour le premier de ces deux chefs, touchant le nombre des Pasteurs dont la présence est nécessaire pour l'établissement d'un autre, il n'est rien de plus sage ni de plus judicieux que ce que nôtre Discipline ordonne. Pendant que l'Eglise jouit de paix & qu'elle est en pleine liberté, il est raisonnable que le Ministre de l'Evangile soit admis à cette sainte Charge par tous les Ministres de la Province assemblez en Synode, ou du moins par ceux qui composent le Colloque de la Classe où il doit servir, pourveu qu'ils ne soient pas au dessous du nombre de sept. Mais dans les tems durs & difficiles, & dans une urgente nécessité, il suffit de trois; c'est le réglemant du premier Concile de Nicée, qui s'en explique en ces termes dans le quatrième de ses Canons; *Il faut que l'Evêque soit établi par tous les Evêques de la Province, que si cela est difficile, à cause de quelque urgente nécessité, ou à cause de la longueur du chemin, qu'il y en ait trois qui s'assemblent pour faire l'Ordination, ceux qui sont absens y consentant & l'approuvant par leurs lettres.* J'avoue que le Canon parle proprement de l'Ordination qui se faisoit par l'imposition des mains, comme nous verrons dans la suite; mais cela n'empêche pas qu'on ne le doive appliquer à toute la Vocation; le Canon 19. du Concile d'Antioche de l'an 341. dit en substance la même chose.

Mais à propos de ces tems difficiles dont nous avons parlé, pendant lesquels trois Pasteurs suffisoient pour l'établissement d'un Ministre, l'Histoire Ecclesiastique louant la pieté & le zèle d'Eusebe Evêque de Samosate, remarque de lui entr'autres choses une action très-considérable; c'est que dans le tems que les Ariens persecutoient les Catholiques sous l'Empereur Valens, ce saint homme sachant qu'il y avoit plusieurs Eglises dénuées de Pasteurs, *il s'équipa en gendarme, & mettant une tiare sur sa tête, il parcourut la Syrie, l. 4. c. 13. la Phœnicie, & la Palestine, établissant des Prêtres, des Diacres, & même des Evêques dans les Eglises qui en avoient besoin.*

J'ai dit qu'il établissoit même des Evêques, soit qu'on l'entende des Evêques qui étoient déjà promus à cette dignité, & qu'il établissoit dans les Eglises qui en avoient besoin, comme on le recueille de Théodoret, ou bien d'autres personnes Orthodoxes, qu'il consacroit, & à qui il donnoit l'Ordination dans le moment qu'il leur assignoit des Eglises, & qu'il les y plaçoit, comme l'explique Mr. de Valois dans ses Notes sur ce lieu, & sur le chap. 4. du 5. livre, ce que je trouve plus conforme au dessein d'Eusebe, & à la grandeur de son entreprise; & il ne faut que lire le chap. 4. du 5. livre de l'Histoire de Théodoret, pour justifier ce que je viens de dire d'Eusebe de Samosate, qu'il établissoit des Evêques dans les Eglises qui en avoient besoin, & pour y voir en même tems divers exemples d'Ordinations par l'imposition des mains d'un seul: Quoi qu'il en soit, la conduite de ce Prelat, qui n'a
jamais

jamais été condamnée de personne, nous montre que dans les tems sâcheux, & lorsqu'il y va du salut & de la conservation de l'Eglise, on peut relâcher quelque chose de la rigueur des Loix & des Canons, selon la remarque de Synesius Evêque de Ptolemais dans P. 210. son Epître 67. où il fait mention de l'Ordination d'un Evêque par un autre seul dans des *edit. Paris.* tems difficiles & pleins de confusion; & je ferai voir sur l'article 8. plusieurs exemples de 1631. ces sortes d'Ordinations, hors même des tems difficiles, & tels que nôtre Discipline les présuppose: en attendant je remarque que le vénérable Bede, dans son Histoire Ecclesiastique d'Angleterre, écrit qu'Ithamar Evêque de Rochester consacra tout seul deux Archevêques de Cantorbery l'un après l'autre successivement.

Je viens au second chef de cet article qui concerne les témoignages que doivent présenter ceux qui se consacrent au saint Ministère. Les Pasteurs devant être le modele de leurs troupeaux en paroles & en conversation, il est juste qu'on ait de bons témoignages de leur vie & de leur doctrine avant que de les établir dans ce divin emploi, jusques-là que S. Paul souhaite qu'ils aient bon témoignage de ceux de dehors, de peur qu'ils ne tombent dans le reproche, & dans le piège du Diable; c'est pourquoi l'Eglise l'a toujours ainsi pratiqué, n'admettant à cette charge que ceux à qui on rendoit de bons & de suffisants témoignages, tant pour la capacité, que pour la conduite: c'est à quoi tendoit l'épreuve dont S. Clement Disciple des Apôtres, & Tertullien, ont déjà parlé: De là vient que saint Cyprien veut que le Pasteur soit établi en la présence de tout le Peuple, qui connoît parfaitement la vie de Ep. 67. chacun, & qui a considéré de près sa conversation, afin qu'après avoir découvert ou ses *ult. edit.* défauts ou ses vertus, l'Ordination, qui aura été faite par le suffrage & par le jugement de tous, soit juste & légitime; & ailleurs il dit au peuple, qu'il a accoutumé de le consulter, Id. ep. 33. lors qu'il veut faire l'Ordination de quelque Clerc, afin qu'ils examinent & qu'ils présentent tous ensemble les mœurs & les bonnes qualitez de chacun.

Saint Basile s'étant plaint du relâchement de la Discipline & du mépris des Canons, qui pouvoit causer avec le tems de grands desordres dans l'Eglise, il dit que l'ancienne coutume des t. 3. ep. Chrétiens étoit d'éprouver soigneusement, & de faire une enquête très-exacte de la vie & de 181. Pa. la conversation de ceux qu'on établissoit dans le Ministère de l'Eglise, pour découvrir s'ils étoient *ris. 1638.* médisans, jorogues, querelleux, s'ils sçavoient conduire leur jeunesse, & s'ils étoient en état de marcher droitement dans le chemin de la sanctification, sans laquelle nul ne verra Dieu. Au reste, cette coutume lui semble si sainte & si louable, qu'il veut absolument qu'on en rétablisse l'usage dans tout son Diocèse, qu'on repurge l'Eglise de ceux qui sont en-arez à son service d'une autre maniere, comme étant indignes de la servir, & qu'à l'avenir on n'y reçoive que ceux qui auront été deüement examinez, & jugez dignes des emplois qu'on a dessein de leur donner.

Je ne répéterai pas ici ce que j'ai allégué du 4. Concile de Carthage sur le premier article. Je dirai seulement que dans le 3. Tome de la Bibliothèque des saints Peres, & dans les Pandectes des Canons qu'on a imprimées à Oxford ces dernières années, il y a une Epître Canonique de Théophile Evêque d'Alexandrie, dont le 6. Canon traite des Ordinations, dans lesquelles il desiré l'élection & le consentement du Clergé, l'examen de l'Evêque, & le témoignage du peuple.

Dans les Livres des Sacremens de Grégoire I. l'Evêque doit notifier au peuple les noms de P. 236. ceux qui doivent être promus, afin que si quelqu'un des assistans sçait quelque chose qui en *Paris.* puisse empêcher l'Ordination, il le déclare librement & en bonne conscience: de là vient que 1642. Leon premier desiré en ces occasions le témoignage du peuple, comme il s'en explique dans son Epître 89. & le Pape Eugène II. dans un Synode convoqué à Rome environ l'an 826. de Jesus Christ, & qui se trouve dans la 2. partie de la Collection Romaine de Holstenius, imprimée à Rome l'an 1642. Eugène, die-je, avec le Synode, prescrit par les propres termes de l'Apôtre la maniere de l'Ordination; c'est à dire qu'il desiré que celui qui la doit recevoir soit *Cap. 1.* orné des qualitez que S. Paul recommande, & qu'il se soit rendu approuvé à tout le monde par ses bonnes œuvres.

L'Empereur Alexandre Sévère approuvoit tellement cet usage & cette pratique, de même que la publication qu'on faisoit de ceux qui devoient être admis dans le Ministère de l'Eglise dont je parle sur l'article 10. qu'il vouloit qu'on la suivit dans l'établissement des Gouverneurs des Provinces de l'Empire, & des autres Magistrats.

*Ælius
Lampr.
in Alex.
Sever.
L. 1. c. 9.*

Les Pères du premier Concile de Nicée, dans la lettre qu'ils écrivirent à l'Eglise d'Alexandrie, & que Socrate & Théodoret nous ont conservée, ces Pères appellent cela, *proposer au peuple les noms de ceux qui devoient être promus à quelque Dignité de l'Eglise*. S. Chrysostome dans l'Homélie 18. sur la seconde Epître aux Corinthiens, établit & confirme cette pratique par l'exemple des Apôtres, qui en usèrent ainsi, lors qu'il fut question de l'élection de Matthias, & de celle des sept Diacres. On voit quelque chose de semblable dans les Epîtres 61. & 76. de Synesius. Suivant cela, Nicetas dans la vie de S. Ignace Patriarche de Constantinople, que les Latins tiennent pour Oecuménique, mais qui est rejeté par les Grecs, Nicetas remarque qu'on en nomma plusieurs pour remplir ce Siège vaquant, & que S. Ignace fut préféré à tous.

V.

L'Examen de celui qui sera présenté, se fera premièrement par Propositions de la Parole de Dieu, sur les textes qui lui seront donnez, l'une en François nécessairement, & l'autre en Latin, si le Colloque ou Synode le juge expedient : pour chacune desquelles lui seront données vingt-quatre heures de temps pour se preparer. Si par elles il contente la Compagnie, on connoitra par un Chapitre du Nouveaux Testament, qui lui sera présenté, s'il a profité en la langue Grecque, jusques à le pouvoir interpreter, & de la langue Hebraïque on verra s'il en sçait au moins jusques à se pouvoir servir des bons livres pour l'intelligence de l'Ecriture, à quoi sera ajouté un essai de son industrie sur les plus nécessaires parties de la Philosophie, le tout en charité, & sans affectation de questions épineuses & inutiles. Finalement on tirera de lui une breve Confession de sa Foi en Latin, sur laquelle on l'examinera par la dispute. Et si après cet examen il est trouvé capable, la Compagnie lui remontrant le deu de la Charge à laquelle il est appelé, lui donnera le pouvoir, qui lui est donné au Nom de Jesus-Christ, d'administrer tant la Parole que les Sacremens, après son entiere ordination en l'Eglise en laquelle il est envoyé, laquelle sera avertie de son Election par actes & lettres du Synode ou Colloque, portées & lueës par un Ancien.

OBSERVATIONS.

Cet article a été ainsi dressé au Synode de St. Maixant 1609. Il est vrai qu'au lieu qu'à la fin de l'article après ces paroles, en laquelle il est envoyé, il y avoit à St. Maixant, puis on deputa deux Ministres pour le présenter au peuple, on a mis les autres qui se trouvent ici, sçavoir, laquelle sera avertie &c. jusques à la fin. Ce fut au Synode de Tonneins 1614. que cela fut arrêté.

Au

DES MINISTRES.

II

Au Synode d'Orleans 1562. à la requisition du Pasteur dudit lieu. Fut remis à la liberté des Consistoires d'adviser & juger qui sont ceux qui pourront assister à l'examen de la doctrine de ceux qu'on veut élire au Ministère, en advisant à ce qui est propre à l'édification de ceux qui voudront y assister: sauts toutefois qu'ils puissent permettre à d'autres, qu'à ceux qui sont desdits Consistoires, d'examiner ceux qu'on doit élire.

Au Synode de la Rochelle 1607. sur la demande des Provinces d'Orleans & Berry, qu'on limitât un tems égal aux Proposans qui se presentent aux Synodes & Colloques pour venir prêts de leurs Propositions. La Compagnie a jugé qu'il fera plus expedient de laisser cela comme auparavant en la liberté & prudence desdites assemblées.

Au Synode de Vitré 1617. sur la proposition des Deputez de la Province d'Anjou, qu'il ne seroit pas nécessaire de limiter aux Proposans un tems si court, qu'il est porté par cet article de la Discipline, pour se preparer à faire leur Proposition. Le Synode ne voulant rien changer audit article a remis (comme le precedent) à la prudence des Synodes & Colloques, de prolonger le tems selon la connoissance qu'ils auront de la promptitude ou tardiveté desdits Proposans.

Au même Synode les Deputez de l'Isle de France demandans que ce qui est porté par cet article, que l'on denoncera au Pasteur esleu le pouvoir qui lui est donné au nom de Jesus-Christ d'administrer tant la Parole que les Sacremens, soit reiteré devant tout le peuple par les Pasteurs qui auront la charge de lui imposer les mains. La Compagnie n'a pas estimé à propos de rien changer. Et sur ce que les Estrangers envoient quelquefois en France leurs Proposans pour y être receus au Ministère: Le Synode de la Rochelle mil six cens sept article troisieme des observations sur la Discipline ordonne, qu'aucune Eglise n'entreprendra à l'advenir, quelque sollicitation qui lui puisse être faite, d'examiner, & imposer les mains aux Pasteurs qui doivent servir hors de France, mais que toutes se conformeront en cela à la Discipline & aux reglemens des Synodes Nationaux.

C O N F O R M I T E.

Après tout ce que j'ai dit jusqu'icy, on ne sçauroit raisonnablement douter qu'on n'ait examiné de tout tems dans l'Eglise ceux qui devoient travailler pour son édification, & vaquer à la prédication de la Parole & à l'administration des Sacremens; je veux bien que cet examen ait été different selon la diversité des lieux & des personnes qui devoient faire l'Office d'Examineurs, les uns le faisant avec plus d'exacritude & de rigueur, & les autres avec plus de charité & de support; & je ne sçai si on a jamais vû sur ce sujet de règlement plus severe ni plus exact que celui que nôtre Discipline prescrit. Quoi qu'il en soit, le fait est constant, c'est à dire, que l'examen de la vie & de la doctrine, de quelque maniere qu'on le fit, précédoit l'Ordination: le Canon 19. du 1. Concile de Nicée, le 12. de celui de Laodicee, & le 1. du 4. de Carthage l'ordonnant ainsi; bien que le dernier le fasse plus amplement que les deux autres, & qu'il déclare par le menu les questions qu'on devoit faire, & les articles sur lesquels on devoit interroger ceux qui devoient être appelez à l'Episcopat: & je ne doute pas que ce ne fût dans la veüe de Part. 1. cet examen que Grégoire I. blâmoit, dans son Pastoral, la témérité de ceux qui étant c. 1. t. 1. ignorans & sans connoissance, vouloient faire la charge de Pasteurs, sans considérer que Parif. la conduite des ames est Part des arts, c'est à dire la plus belle & la plus excellente 1586.

de toutes les sciences, & avec tout cela la plus difficile, la plus épineuse, & la plus pénible; & qui par conséquent demande plus d'étude & plus d'application qu'aucune autre. Quelle honte seroit-ce à un Pasteur, pour parler encore avec le même S. Grégoire dans le même Ouvrage, s'il cherchoit à apprendre dans le tems qu'il doit résoudre les difficultés qu'on lui propose? Au lieu qu'il doit être toujours en état de donner aux fidèles les éclaircissemens qu'ils demandent sur les choses de la conscience & du salut.

Cette loisible coutume dura encore long-tems après la mort de Grégoire; mais depuis le 9. Siècle on réduisit insensiblement à si peu de chose l'examen des Pasteurs, qu'il ne falloit pas être fort éclairé pour répondre aux demandes qu'on faisoit; & enfin on fit consister en cérémonies la meilleure partie de la vocation & de la consécration de ceux à qui on confioit la conduite des Troupeaux; ou, quoi qu'il en soit, on se mit si peu en peine de leur capacité, qu'on vit naître avec le tems d'une pratique, si éloignée de celle des premiers Chrétiens, cette grossière ignorance, qui a été la source & le principe de la plupart des maux & des désordres qui sont arrivés à l'Eglise dans l'Occident. Ce n'est pas qu'on n'ait fait divers réglemens pour remédier à ce grand abus, mais il étoit trop enraciné, outre que la faveur & l'autorité avoient plus de part à ces promotions, que la gloire de Dieu & l'instruction des peuples; l'autorité sur tout des Evêques de Rome, qui ayant attiré à eux avec le tems la meilleure partie de la Puissance Ecclesiastique, s'aviserent environ l'onzième Siècle de faire demander ou de demander eux mêmes aux Evêques qu'on examinoit, & dans le moment même de l'examen, s'ils ne promettoient pas soujection & fidélité en toutes choses à S. Pierre & à son Eglise, à son Vicaire, & à ses Successeurs, comme il paroît par l'Ordre Romain, qui fut vrai-semblablement écrit en ce tems là, & où on lit encore aujourd'hui, entre les questions qu'on faisoit à l'Evêque qu'on examinoit, celles qui regardent l'obéissance & la fidélité que je viens de toucher; & l'on voit dans le Pontifical Romain imprimé à Venise l'an 1582. le formulaire du serment qu'on leur fait faire, & à quoi ils s'engagent en le faisant, & qui sont des choses entièrement éloignées de la Discipline du premier Christianisme.

t. 10. Bibl.
Pat. p.
107.

Pag. 25.

t. 1. Conc.
cil. Gall.
p. 512.

t. 16. Bibl.
Pat. p. 94.

t. 1. Conc.
Gall. p.
538. an.
743.

Je sçai bien que dès l'an 722. de Jesus Christ, Boniface Archevêque de Mayence fit un serment au Pape Grégoire II. lors de son Ordination & de sa promotion à l'Episcopat; mais ce serment ne contient proprement qu'une Profession de Foi, & le devoir essentiel d'un Légat Apostolique & d'un Vicaire du saint Siège, comme on parle, qui est de faire observer les Canons aux Evêques, & d'avertir le Pape des difficultés insurmontables qu'il y rencontrera. Je sçai bien encore que ce même Prelat fit assembler un Concile, comme il le raconte dans sa lettre 106. à l'Evêque Cuthbert, dans lequel il fit faire une semblable Profession aux Evêques qui y assistoient; mais outre que tout cela ne se fit que par l'ordre des Princes & des Evêques du Royaume comme on le recueille de la lettre même de Boniface, & par le 1. Canon du Synode de Liptines, où le Prince Carloman proteste que par l'avis des Evêques & des Grands du Royaume il a établi des Evêques par toutes les Villes, & qu'il leur a donné pour Chef & pour Supérieur l'Archevêque Boniface, Légat du saint Siège, outre cela, dis-je, ces exemples que je viens d'alléguer n'eurent point de suites, si ma mémoire ne me trompe, avant le tems que j'ai marqué.

VI.

Celui duquel l'Election aura été notifiée à l'Eglise, proposera publiquement la Parole de Dieu par trois divers Dimanches, sans pouvoir administrer les saints Sacremens, ni benir les mariages, tout le Peuple l'oyant, afin qu'il puisse reconnoître sa maniere d'enseigner. Le dit Peuple étant expressement averti que s'il y a quelqu'un qui sçache quelque empêchement, pour lequel l'Election de celui qui sera ainsi nommé

nommé ne puisse être amenée à effet, ou qu'il n'agrée point, on vient le faire entendre au Consistoire, qui oyra patiemment les raisons d'un chacun pour en juger. Le silence du peuple sera tenu pour exprès consentement: Mais s'il y a contestation, & que le nommé étant agreable au Consistoire, ne le fût au peuple, ou à la plupart d'icelui, sa réception sera différée, & sera le tout rapporté au Colloque ou Synode Provincial, pour connoître, tant de la justification du nommé, que de sa reception. Et combien que ledit nommé fût là justifié, il ne sera toutefois donné au peuple contre son gré pour Pasteur, ni même au mécontentement de la plus grande partie: ni le Pasteur aussi contre son gré à l'Eglise: & le différent sera vuide par l'ordre que dessus, aux frais & dépens de l'Eglise qui l'aura demandé.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de Paris 1559. Il est dit que lors que le Pasteur sera présenté au peuple pour être reçu, s'il y a opposition, ce sera au Consistoire d'en juger, & s'il n'y avoit consentement d'une part & d'autre, le tout sera rapporté au Synode Provincial, qui connoistra tant de la justification du Ministre que de la Reception d'icelui, si le Consistoire ou la plupart du peuple y consent.

Au Synode de Nîmes 1572. Il fut ordonné que le Pasteur élu dans le Colloque ou Synode seroit nommé au peuple pour l'ouir deux ou trois semaines durant, ou autre tems qui sera avisé, pour connoître sa manière d'enseigner, avertissant expressement le peuple que s'il y a quelqu'un qui sçache quelque empeschement &c. qui sont les termes de l'art. present.

Ce même article fut retouché & amplifié au Synode de Saint Maixant 1609. Et enfin redigé comme il est à present au Synode de Tonneins 1614.

Le Synode de Castres 1626. ajoute ces mots, ne benir les Mariages.

Le Synode de Gergeau 1601. substitue ces mots, la reception sera différée, à ceux-ci, son Election demeurera suspendue.

Au Synode de Vière 1583. ont été ajoutez ces mots, au Colloque ou Synode Provincial.

Ces paroles, ni aussi le Pasteur contre son gré à l'Eglise, sont du Synode de Gergeau 1601.

Les dernières paroles, Et le différent sera vuide &c. jusques à la fin, sont du Synode de S. Maixant 1609.

Le Synode de Gergeau 1601. improuve la Coutume de quelques Eglises étrangères qui envoient les Ecoliers Proposans prêcher quelques mois aux Villages avant que de leur imposer les mains. Même arrêté fut pris ès Syn. de Gap. 1603. Et de la Rochelle 1607. Au Synode de Gap particulièrement furent les Pasteurs de l'Eglise de Geneve priez de n'envoyer les Ecoliers Proposans aux Villages administrer les Sacramens avant l'imposition des mains, & sur tout ceux qui doivent être employez dans ce Royaume, pour les inconveniens qu'on en avoit ressentis. Et de plus il fut arrêté au même Synode, que les Diacres des terres de Messieurs de Berne, ou autres lieux, venant en France pour y exercer le Mi-

ministre sans avoir été auparavant dûëment examinez, & envoyez pour recevoir l'imposition des mains; ou bien qui n'ayant été Pasteurs d'un certain troupeau, auroient neantmoins presché ailleurs, & administré les Sacremens, comme il se pratique en quelques Eglises étrangères; ne laisseront de subir nouvel examen, & d'être receus en la même forme que ceux qui n'ont exercé le Ministère. Et quant à ceux qui ayant été dûëment examinez & ayant receu la main d'affociation dans les Eglises étrangères, auroient été donnez pour Pasteurs à un certain Troupeau, ils seront admis & receus aux Synodes Provinciaux en la forme portée par la Discipline.

Le Synode de Charenton 1644. Confirmant les reglemens pris dans les Synodes de Gergean, Gap, & la Rochelle, sur l'entreprise des Proposans, qui s'ingèrent de monter en Chaire pour faire leurs Propositions, qui tiennent lieu de Predications devant le peuple, aux jours & heures ordinaires des Assemblées. A la requisiion de la Province de Naintonge, interdit à tous Pasteurs & Consistoires d'en laisser gagner la pratique és Eglises particulieres, ou l'introduire de leur chef.

C O N F O R M I T É.

Quoi qu'un Ministre ait été jugé capable par le Synode, ou par le Colloque qui l'aura examiné, cela ne suffit pas pour son établissement, il faut de plus que le Troupeau qu'on lui destine soit satisfait de sa prédication; c'est pourquoi il est obligé d'y faire trois actions avant que de recevoir l'imposition des mains, afin que si sa manière de prêcher plait au peuple, on lui affecte son Ministère: mais d'un autre côté, si tout le peuple, ou du moins la plus grande partie, témoignent qu'ils ne sont pas édifiés de sa prédication, & que son Ministère ne leur est pas agréable, notre Discipline ordonne judicieusement qu'on ne passera pas outre. En effet, comme on ne sauroit contraindre un Ministre de donner son Ministère à une Eglise pour laquelle il n'auroit pas d'inclination; de même, on ne peut obliger une Eglise à se servir du Ministère d'un homme dont elle n'approuve ni la conduite ni la prédication; c'est une espèce de mariage qui desire le consentement réciproque des deux parties; il n'y a rien de plus ferme ni de plus utile, disoit à ce propos 8. p. 148. Grégoire de Nazianze, *que de prendre volontairement la conduite de ceux qui vous agréent pour conducteur*; & voici la raison qu'il en alléque: *Notre Loi (dit-il, parlant des Canons de l'Eglise) notre Loi ne veut pas qu'on conduise les gens par force, elle souhaite que cela se fasse de gré à gré & sans contrainte.*

t. 1. Orat. ciproque des deux parties; il n'y a rien de plus ferme ni de plus utile, disoit à ce propos 8. p. 148. Grégoire de Nazianze, que de prendre volontairement la conduite de ceux qui vous agréent pour conducteur; & voici la raison qu'il en alléque: Notre Loi (dit-il, parlant des Canons de l'Eglise) notre Loi ne veut pas qu'on conduise les gens par force, elle souhaite que cela se fasse de gré à gré & sans contrainte.

Et parce qu'il arrive assez souvent que les Ministres n'ont rien contribué de leur part au refus que les Eglises font de leur Ministère, bien qu'il leur eût été destiné, & que ce refus n'a d'autre principe que le caprice d'un peuple inconstant, les anciens Canons y ont pourvû, en déclarant que ces Pasteurs seront participants de l'honneur de la charge & des fonctions du Ministère, & que les Synodes Provinciaux leur procureront quelque établissement ailleurs: Le Canon 18. du Concile d'Antioche de l'an 341. est formel là-dessus. *Si un Evêque ne va pas à l'Eglise pour laquelle il a été consacré, & que cela n'arrive point par sa faute, mais par la contradiction du peuple, ou pour quelque autre sujet dont il n'est point la cause, qu'il soit participant de l'honneur & du Ministère, pourvu qu'il n'apporte point de trouble aux affaires de l'Eglise où il se retire, & qu'il receive ce que le Synode de la Province aura arrêté par son jugement.* Toute la différence qu'on apperçoit entre ce Canon & l'article de notre Discipline, c'est qu'alors les Pasteurs qu'on envoyoit aux Eglises avoient reçu l'Ordination, au lieu que parmi nous on la doit recevoir dans l'Eglise même où on est envoyé; à cela près, on ne peut pas souhaiter une plus grande conformité, le Canon 36. de ceux qu'on a supposés aux Apôtres prescrit en substance la même chose que celui d'Antioche.

Après

Après tout, par la disposition des Canons, on ne pouvoit donner aux Eglises des Conducteurs qui ne leur étoient pas agréables ; c'est ainsi que le Pape Célestin l'écrivit dans le 5. siècle aux Evêques des Provinces de Vienne & de Narbonne, qu'on ne donne point d'Evêque à t. 1. Conc. ceux qui s'opposent à son établissement, & qu'on demande le consentement du Clergé & Gall. du Peuple, & s'ils le desrent avoir pour Pasteur. Leon I. Successeur de Célestin après Sixte p. 57. III. écrit à peu près la même chose à Anastase Evêque de Thessalonique, & prétend que l'Evêque doit être demandé par le Clergé & par le Peuple, & que sans cela on ne le doit p. 84. c. 5. point envoyer, de peur que le peuple, qui aura reçu malgré lui un Evêque qu'il ne desiroit Tyen pas, ne le méprise ou ne le baise, & que n'ayant pu avoir celui qu'il vouloit, il ne se 1652. relâche outre mesure dans les choses de la piété & de la religion. Le 5. Concile d'Orléans renouvelle l'an 549. dans le Canon 11. les anciens Decrets, & prononce Sentence de Dépo- t. c. Conc. sition, sans espérance de rétablissement, contre ceux qui s'ingèrent dans l'Episcopat d'une au- Gall. tre manière, & qui usurent par violence la conduite d'une Eglise malgré le Clergé & les p. 280. Fidèles qui la composent, & sans y avoir été appelez par aucune Ordonnance légitime : Et le 3. de Paris assemblé l'an 557. employe encore à cette même fin le Canon 8. qui est conçu en des termes qui ne sont pas moins forts que ceux du Synode d'Orléans. *ibid.*

On n'auroit jamais fait s'il on entreprenoit de rapporter tous les témoignages des Anciens touchant la part que les Fidèles avoient en l'élection de leurs Conducteurs ; car outre tout ce que j'ai écrit jusqu'ici, il y a encore un grand nombre d'autres preuves de cette vérité : par exemple, ce que dit Corneille Evêque de Rome dans Eusèbe de l'Ordination de Novatian en p. 245. la charge de Prêtre ; car on recueille aisément de ce récit que le peuple avoit acoutumé de donner les suffrages dans ces occasions. Les Pères du 1. Concile de Nicée parlent formellement *Apud Theodor.* de l'élection du peuple, dans la lettre qu'ils écriront à l'Eglise d'Alexandrie ; l'Empereur Constantin écrivant à ceux de Nicomédie, il leur dit qu'il est en leur pouvoir de prendre tel Pasteur qu'ils voudront, & que cela dépend de leur jugement ; le Concile de Calcédoine dans l'Act. 11. parlant de l'Eglise d'Ephèse, il dit qu'on lui donnera un Evêque qui sera élu par p. 50. les suffrages de tous ceux qu'il doit paître ; & dans l'Act. 16. il est encore fait mention T. 3. Con- des suffrages du peuple ; ceux qui prendront la peine de lire le chapitre 20. du livre 4. de cil. p. 410. l'Histoire Ecclesiastique de Théodoret, le 15. du 5. livre de celle de Socrate, le 19. du 8. de celle de Sozomène, le 12. du 2. de celle d'Evagrius, avec les Lettres 67. 76. de Synesius, y trouveront divers exemples de la pratique que j'examine. *462.*

Le 9. siècle nous fournit un Traité exprès des Elections des Evêques, composé par Flore Diacre de l'Eglise de Lyon, & qui est inséré tout entier dans le 2. Tome des Oeuvres d'Agobard Evêque du même lieu, de la dernière impression qu'on doit aux soins de M. Baluze ; cet excellent Ecrivain établit dans tout ce petit Traité les droits du peuple, & prouve qu'il a toujours eu sa part à la vocation de ses Pasteurs, & que cela se pratiquoit encore de son tems, même dans l'Eglise Romaine : En effet, la vocation d'un Pasteur n'étoit pas censée légitime, si les suffrages du Clergé & du peuple n'y étoient intervenus : ce qui continuoient encore dans le 12. siècle, du moins en Occident, comme il paroît par un Traité d'Arnulphe Archidiacre de Séz, & puis Evêque de Lisieux, contre Gérard Evêque d'Angoulême ; car il dit dans le chap. 2. qu'il n'y a point d'apparence que le Clergé ni le peuple aient eu part à son élection ; & I. 2. spici- dans le 7. où il lui reproche qu'il a usurpé l'Archevêché de Bourdeaux, il parle de la sorte, la leg. p. 343. demande du peuple n'a point précédé, non plus que l'élection du Clergé ; je passe plus avant, & 363. je dis que la même pratique s'observoit au commencement du 13. siècle : c'est pourquoi un Concile d'Avignon, célébré l'an 1219. par les Légats du Pape Innocent III. fut obligé de le défendre dans le chapitre 5. Nous défendons aux Laïques de se mêler, par eux-mêmes, ou par *Ubi supra* quelqu'autre personne, de l'élection d'un Evêque, ou de quelqu'autre Conducteur de l'Eglise : p. 613. & peut-être que le Concile fit ce Decret dans la vue des Albigeois, qui suivoient sans doute l'ancien usage, & avec qui les Légats de ce même Pape eurent une conférence dans la ville de Montreal près de Carcassonne, trois ans auparavant, dont il a été fait mention dans le chap. 18. de la 2. partie de l'Histoire de l'Eucharistie. Au fond, je croi que depuis ce Concile d'Avignon,

T. 7. Con- vignon, on priva peu à peu entièrement le peuple de ses justes droits; De là vient à mon avis
cil. p. 885. que le Pape Grégoire X. qui ordonna beaucoup de choses touchant les élections dans son
ad 887. Concile de Lyon de l'an 1274. ne dit quoi que ce soit des suffrages des fidèles, bien qu'il parle
 plusieurs fois en termes généraux de ceux qui élisent.

VII.

Celui qui aura accordé d'être élu au Saint Ministère, recevra la charge qui lui sera donnée, & à son refus, sera sollicité par exhortations convenables: mais on ne le pourra contraindre.

OBSERVATIONS.

Cet article a été ainsi couché dès le Synode de Paris 1559.

On peut rapporter à cet article celui qui se trouve en suite au même Synode 1559. Sçavoir que, Les Ministres qui ne pourront exercer leur charge aux lieux où ils avoient été ordonnez, s'ils sont envoyez ailleurs par l'avis de l'Eglise & n'y voudront aller, diront leurs causes de refus au Consistoire, & là il sera jugé s'ils sont excusables. Mais comme cet article a été dressé dans les temps où la nécessité obligeoit d'envoyer ainsi les Pasteurs pour le bien & l'édification des Troupeaux, il a été omis, depuis que les Eglises du Royaume ont joint d'une profonde paix à la faveur des Edits, l'usage n'en subsistant plus.

CONFORMITE.

*Can. 7.
 t. 1. Con-
 cil. Gall.
 p. 250.*

Dès le moment qu'un homme a consenti qu'on jettât les yeux sur lui pour l'établir dans la Charge du saint Ministère, il s'est engagé par une espèce de promesse, qu'il est obligé en conscience d'accomplir, de sorte qu'on a droit de lui remontrer son devoir, & de l'exhorter à subir sans répugnance le joug qu'il avoit eu dessein de s'imposer. Cependant, parce que ces sortes d'actions doivent être libres, & que la contrainte ne doit point avoir de part à l'Oeuvre du Seigneur, on n'en peut user raisonnablement envers ceux qui refusent d'accepter cet emploi, quelque inclination qu'ils y eussent auparavant; suivant cela le 3. Concile d'Orléans, assemblé l'an 538. de J. Christ, décharge les Ecclésiastiques qui ont été promus aux Ordres par force & malgré eux, il les décharge de leur emploi, sans les priver de la communion; mais quant aux Evêques qui ont la hardiesse de faire de telles Ordinations, le Synode leur impose une année de pénitence, & leur interdit les fonctions de leur Ministère. Le Canon 36. de ceux qui portent le nom des Apôtres, est un peu différent de cette pratique, & a quelque chose de plus sévère; Au fond, l'ancienne Discipline n'a jamais approuvé dans ces occasions la force ni la violence, bien qu'on en trouve quelques exemples dans l'Histoire Ecclésiastique.

VIII.

L'élection des Ministres sera confirmée par prières & impositions des mains; toutesfois en évitant toute superstition, selon le formulaire qui s'ensuit.

OBSERVATIONS.

Ces article est encore du Synode de Paris 1559. Ces paroles, Le formulaire qui s'ensuit, sont du Syn. de Vitre 1583. au lieu de celles cy, selon le formulaire

laire qui en a esté dressé, de sorte qu'il paroît que ce fut en ce Synode que fut inseré dans la Discipline le formulaire de l'imposition des mains en la reception des Pasteurs.

Au Syn. de Paris 1565. Il fut arrêté, que, parce qu'en cet Art. il est dit qu'en la confirmation des Ministres on usera de l'imposition des mains, toutefois sans nécessité, on doutoit si les Eglises qui ne l'ont accoustumé s'y doivent assujettir pour en user désormais, attendu qu'il n'y a de cela ni commandement ni promesse, on n'y établiroit aussi aucune obligation ou nécessité. Toutefois qu'on mettroit peine à se conformer en cette Ceremonie les uns aux autres, autant que faire se pourroit, parce qu'elle est propre à edification, & conforme à la coûtume des Apôtres, & à l'usage de l'Eglise ancienne.

Le Synode de la Rochelle 1571. veut qu'il soit ajouté que l'imposition des mains ne sera de nécessité, comme étant de la substance de l'ordination des Pasteurs, combien que l'usage en soit saint & bon.

Au Synode de Gap. 1603. La Province de l'Isle de France est exhortée d'observer soigneusement les articles 4. & 8. de la Discipline en l'Election & reception des Pasteurs : comme aussi d'imposer publiquement les mains en la presence du peuple, & non aux Consistoires & Colloques, laquelle exhortation sera commune à toutes les Eglises.

Au Synode de Gerseau 1601 art. 14. des faits Generaux est arrêté d'écrire aux Pasteurs & Docteurs de Leyden, pour les prier de n'imposer les mains aux Proposans François qui sont en leur Université: mais de les envoyer en France pour recevoir l'imposition des mains dans les Eglises qui leur seront adressées.

Et le Synode de Vitré 1617. art. 14. des faits Particuliers, sur la demande que fit un particulier de Normandie desirant prendre un Proposant hors du Royanme, lui en laisse la liberté. à condition qu'étant prêt il sera présenté à la Province & receu par elle selon les regles de la Discipline.

Le Synode de Loudun 1659. Veut que cet article soit soigneusement observé en toutes les Eglises, & que ceux qui ne s'y conformeront entierement soient censurez.

Outre l'Examen, Envoy, Imposition des mains, & autres choses requises par la Discipline en l'Installation des Ministres, il avoit été ordonné dans les temps sacheux, sçavoir au Synode de Paris 1559. que l'on ordonneroit des prieres publiques & extraordinaires avec jeûnes, toutefois sans scrupule, ou superstition, ce qui est contenu en l'article 3. du Chap. 10. de la Discipline. Et au Synode d'Alex. 1620. sur la proposition de la Province d'Anjou, si le jeûne doit être célébré au temps de l'ordination des Pasteurs, a esté ordonné de ne rien innover en la pratique precedente, se conformant cependant quand besoin sera à l'art. 3. du Chapitre 10. de la Discipline.

La manière de l'Imposition des mains, observée ordinairement dans les Eglises de France, en la reception des Ministres.

TOut ce que dessus ayant été observé, deux Pasteurs, qui pour cet effet auront été députez par le Synode ou Colloque, pour imposer les mains à celui qui aura été élu, s'étans transportez sur le lieu, celui

celui d'eux qui fera l'exhortation, traitera succinctement de l'institution & excellence du Ministère, alleguant les témoignages de l'Ecriture Sainte convenables à ce propos, comme Ephes. 4. 11. Luc. 10. 16. Jean 20. 21. 1 Cor. 4. 1. 2. 2 Cor. 5. 18. 19. 20. 1 Tim. 1. 2. &c. & autres semblables, exhortant un chacun d'y prendre bien garde, afin que tant le Ministre que le peuple fasse bien son devoir : Le Ministre, en s'acquittant d'autant plus soigneusement de sa Charge qu'il la connoit être précieuse & excellente devant Dieu, & le peuple recevant en toute reverence la Parole de Dieu, qui lui sera annoncée par celui qui lui est envoyé. Puis soit lu devant tous ce qui est écrit 1 Tim. 3. Tite 1. & 1 Pier. 1. où l'Apôtre enseigne quel doit être le Ministre. Et afin que Dieu fasse la grace à celui qui est élu de s'en bien & fidèlement acquitter, soit faite une courte priere à ce propos, en laquelle ledit Pasteur inserera ces mots, ou autres semblables. *Qu'il te plaise, ô Dieu, orner des dons & graces de ton S. Esprit ce tien serviteur, legitement élu selon l'ordre établi en ton Eglise, le fournissant abondamment de toutes les dons nécessaires pour se bien acquitter de sa Charge, à la gloire de ton Saint Nom, à l'édification de ton Eglise, & au salut de celui que t'est maintenant dédié & consacré par notre Ministère.* Et alors il lui mettra les mains sur la tête; celui qui prie étant debout au bas de la Chaire, & celui pour lequel il prie, à genoux; & après la priere faite, le nouveau Pasteur s'étant relevé, les deux Deputez par le Colloque ou Synode lui donneront devant tout le peuple la main d'association : & sera ce formulaire, avec le reglement susdit, unanimement observé par toutes les Eglises.

OBSERVATIONS

Sur le formulaire de l'Imposition des mains ici inséré.

Le premier formulaire de l'Imposition des mains en la reception des Pasteurs, au moins dont nous pouvons avoir connoissance, fut dressé par Monsieur de Chaudien, & inséré dans les actes du Synode de la Rochelle 1571. article 41. des observations sur la Discipline, & commence par ces mots. Le Ministre qui presente au peuple celui qui a été élu au Ministère, traitera succinctement, &c. Depuis il a été inséré dans la Discipline au Synode de Vitre 1583. comme il a été dit sur l'article précédent.

Au Synode de Gergeau, est déclaré particulièrement le lieu où doit être placé ce formulaire, savoir au commencement de l'article 8. Et au Synode de Tonneins 1614. il est couché dans les termes exprès dans lesquels il est à present conçu.

Depuis ces paroles & fidèlement acquitter, celles qui suivent, soit faite une courte priere, &c. jusques à la fin de l'article, ont été ajoutées au Synode de S. Maixant 1609. article 4. des Observations sur la Discipline.

Au

Au Synode de Montpellier 1598. Toutes les Eglises ont été exhortées d'observer les articles qui regardent la reception des Pasteurs avec le formulaire de l'imposition des mains, à peine de censures contre les refractaires, art. 2. des Observ. sur la Discipline.

Le Synode de Gap. 1603. veut que les Eglises suivent une même forme en l'imposition des mains des Pasteurs, par laquelle celui qui est reçu sera à genoux, & se fera ladite imposition au jour du Dimanche, ou autre jour d'assemblée solennelle. Est aussi condamnée la coutume de ceux qui sont monter dans la Chaire celui auquel les mains sont imposées, comme celle des Eglises où l'imposition des mains se donne par un autre que celui qui a prêché.

Quant à ce qui regarde la main d'association; Le Synode de Tonneins 1614. sur la proposition des Députés de Bourgogne en interpretation de cet article, a jugé que la main d'association ne doit être donnée à ceux qui sont élus au Ministère, qu'immédiatement après l'ordination, & que leur accordant la seance aux Colloques ou Synodes, on ne doit encore les admettre à y donner leur voix décisive.

C O N F O R M I T É.

Il y a plusieurs considérations à faire sur cet article, & sur le formulaire que nous venons de représenter; premièrement le Ministre, à qui appartient le droit de faire la Prédication, doit traiter dans son Sermon de l'institution & de l'excellence du Ministère, & des devoirs de cette importante Charge; sur quoi nous trouvons une infinité de belles choses dans les Ecrits des anciens Pères de l'Eglise, & quantité de saintes réflexions, capables d'inspirer aux Pasteurs un zèle ardent, & une affection sincère dans les fonctions de leur emploi; sans parler de ce que Grégoire I. a fait un Ouvrage entier pour expliquer les fonctions de cette excellente Charge; & il est fort vrai-semblable que dans le tems de l'Ordination on faisoit connoître à ceux qui la devoient recevoir, à quoi les obligeoit la conduite des âmes dont Dieu committoit le salut à leurs soins: le premier Canon du 4. Concile de Carthage l'insinué ainsi, lors qu'après avoir touché toutes les matieres sur lesquelles il veut qu'on examine celui qu'on doit établir dans le Ministère, il ajoute, *quand Tom. 1. il aura reçu l'Episcopat au nom de Jesus Christ, qu'il ne suive pas ses plaisirs, ni les Concil. mouvemens de son cœur, mais qu'il acquiesce à ces Decrets des Pères.* p. 727.

Et je ne doute pas que ce que l'on pratiquoit en Afrique du tems de ce Concile dans l'Ordination des Evêques, ne les avertit tacitement de leur devoir; car nous apprenons du *se. l'id. p. cond Canon*, que deux Evêques lui mettoient sur la tête le Livre des Evangiles, & qu'ils l'y 728. tenoient pendant l'action; nous lisons à peu près la même chose dans les Constitutions L. 8. c. 4. qu'on nomme Apostoliques, & dans le Pontifical Romain, & dans le chap. 11. du 2. livre *Paris. du Rationel de Durand. S. Chrysostome*, ou plutôt quelque autre sous son nom, nous en- 1618. seigne dans l'Homélie qu'il y a un seul Legislatteur de l'Ancien & du Nouveau Testament, T. 6. p. 10. il nous enseigne dis-je que la raison pourquoi on pratiquoit cette cérémonie dans l'Ordin. *Paris. nation des Evêques*, c'étoit pour les avertir, que pour être les Chêfs des autres, ils ne 1624. faisoient pas d'être sujets eux-mêmes à ces divines loix; & obligez d'en recevoir les ordres. Au reste, il paroît par tout ce que je viens de dire, que l'Auteur du livre des divins Offices, qu'on attribue faussement à Alcuin Précepteur de Charlemagne, & Amalarius Fortunatus qui vivoit du tems de Louis le Debonnaire, il paroît qu'ils se sont trompez, quand ils ont écrit le premier dans le chap. 37. & l'autre dans le 14. du 2. livre des Offices Ecclesiastiques, que cette cérémonie, que je viens de toucher, n'étoit pas appuyée de l'autorité des Anciens.

La seconde considération regarde l'imposition des mains, que les Apôtres ont employée dans l'établissement des Diacres Act. 6. 6. & dans celui des Ministres & des Pasteurs sous le nom d'Anciens Act. 14. 23. car le terme Grec, qu'on peut rapporter aux suffrages du peuple, comprend d'ordinaire l'imposition des mains, dont il est fait expresse mention 1 Tim. 4. 14. & 5. 22. cérémonie que les anciens Chrétiens ont toujours pratiquée dans ces occasions. Je me rendrois ennuyeux si je rapportois tous les témoignages qui confirment cette vérité: c'est pourquoi je me contenterai d'indiquer quelques lieux de l'Antiquité où il est parlé de cette imposition des mains: S. Cyprien en fait mention dans son Epître 68. de la dernière édition, Corneille Evêque de Rome dans le même S. Cyprien Epître 46. Eusèbe dans les chap. 8. 23. & 43. du 6. livre de son Histoire Ecclesiastique, & dans le 32. du 7. livre. S. Basile dans le 1. Canon de sa 1. Epître Canonique à Amphiloche, & dans la 192. aux Prêtres de Nicopolis. Le grand Concile de Nicée dans le Canon 9. celui d'Antioche dans les Canons 10. & 17. & le 4. de Carthage dans le 2. Je passe sous silence une infinité d'autres preuves qui favorisent l'usage de cette sainte cérémonie, pour remarquer que dans le tems même qu'on avoit ajouté beaucoup d'autres choses à cette imposition des mains, on la regardoit néanmoins toujours comme la principale; jusques-là que dans des thèses qui furent soutenues à Paris l'an 1633. le 7. de Juin, on enseigne que dans les Ordres où l'imposition des mains a lieu, elle suffit *ad valorem firmitatemque Sacramenti*; ce qui est aussi le sentiment de plusieurs savans Theologiens, dit le Jésuite Sirmond: nous sommes à la vérité dans un autre sentiment; car nous ne croyons pas que les Ordres soient un Sacrement; mais j'ai allégué cet exemple pour faire voir, que ceux-là mêmes qui ont accompagné l'Ordination des Pasteurs de plusieurs cérémonies qui ne sont pas de la première ni de la plus pure Antiquité, ne laissent pas de donner le premier rang à l'imposition des mains.

La troisième chose qu'on doit observer, c'est que la prière étoit jointe à l'imposition des mains, comme il paroît par les passages de l'Ecriture sainte qui ont été cités dans la section précédente; ce qui fut suivi religieusement par ceux qui vinrent après ces premiers Ministres de Jesus-Christ: le 2. Canon du 4. Concile de Carthage nous représente un des Evêques implorant la bénédiction de Dieu sur celui à qui on impose les mains; S. Basile dans ses Morales dit que cela se doit faire *avec prière & supplication*. S. Ambroise n'en parle pas autrement dans son livre de la Dignité Sacerdotale, pag. 476. & dans l'Epître 60. De là vient que le Diacre Hilaire dans le 3. tome des Oeuvres du même S. Ambroise, expliquant le vers. 14. du chap. 4. de la 1. Epître à Timothée, considère les impositions des mains comme autant de paroles mystiques, par lesquelles celui qui a été élu est confirmé pour l'Oeuvre du Ministère: S. Jérôme dit positivement sur le chap. 58. du Prophète Esaïe que l'Ordination s'accomplit, non seulement par la prière, mais aussi par l'imposition des mains. Théodoret dans le chap. 19. de son Histoire Religieuse, qui est dans le 3. tome de ses Oeuvres imprimées à Paris l'an 1642. Théodoret joint ces deux Actions ensemble, c'est à dire l'imposition des mains & la prière, comme deux choses que l'on ne doit point séparer dans l'Ordination d'un Pasteur. Il y a 25. ans qu'on imprima à Londres les Lettres de Photius Patriarche de Constantinople dans le 9. siècle, & à la fin de ces Lettres on en ajouta cinq autres de ce même Patriarche, qui ont été prises sur un ancien Manuscrit d'Orient; dans la 4. de ces cinq, il témoigne qu'on n'imposoit les mains à un Evêque, que pour implorer la grace du S. Esprit qui est propre à un Pasteur: c'est assurément dans cette vue que le Concile de Saragosse de l'an 592. dans le Canon 9. appelle cela la *Bénédition*, de même que le 4. de Carthage, & le 1. de Barcelonne de l'an 599. Canon 3. la *Bénédition de la consécration*; le 1. d'Orléans de l'an 511. Canon 10. parle de la *Bénédition de l'imposition des mains*.

Cette troisième considération nous ouvre le chemin à une quatrième, qui regarde la posture de celui qui est consacré, & de celui qui le consacre. On voit clairement par tout ce que je viens d'écrire, que celui qui consacroit étoit debout, & celui qui étoit consacré à

genoux;

genoux; autrement il eût été très difficile & presque impossible de lui imposer les mains, & de prier Dieu en le tenant sur sa tête, afin qu'il lui plût lui communiquer libéralement les dons- & les grâces nécessaires pour se bien acquitter de la Charge dont il l'honorait. Mais quand même on ne recueillerait pas de ce raisonnement, qui est très juste, la vérité de cette pratique, Théodoret ne nous permettrait pas d'en douter: car il remarque dans le chap. 15. du 4. Livre de son Histoire Ecclesiastique, que lors qu'il fut question de donner un successeur à Eusèbe Evêque de Samosate, le Synode de la Province jeta les yeux sur Antiochus son neveu, & qu'après son élection, on le conduisit vers la sainte Table, & qu'on le fit mettre à genoux en cet endroit-là pour recevoir l'imposition des mains.

Il reste maintenant à dire quelque chose du nombre des Pasteurs qui doivent assister à cette sainte cérémonie; le 4. Canon du 1. Concile de Nicée ordonne que cela se fasse par tous les Evêques de la Province, ou si cela ne se peut, qu'il y en ait du moins trois, les autres approuvant par leurs lettres l'Ordination; le 19. de celui d'Antioche prescrivit en partie la même chose, c'est à dire qu'il déclare qu'il seroit à souhaiter que tous les Evêques de la Province s'y trouvaissent; mais lors qu'il y a quelque difficulté, il ne spécifie pas comme celui de Nicée le nombre de ceux qui y doivent assister, il dit simplement qu'il faut qu'il y en ait plusieurs qui soient présents, ou qui consentent par lettres. Le 1. des Canons qu'on attribue aux Apôtres veut que l'Evêque soit établi par deux ou par trois Evêques: De là vient qu'encore que selon la disposition de la plupart des Canons trois Evêques aient été d'ordinaire employez pour l'Ordination d'un Pasteur, on ne laisse pas de voir des exemples contraires à cet usage.

Diofcorus Evêque d'Alexandrie fut établi par deux Evêques; cependant les Pères du Concile de Calcédoine le reconnoissent pour légitime Evêque avant sa Déposition, & le nomment souvent le très-reverent Evêque. Théodoret écrit qu'Evagrius fut consacré Evêque d'Antioche par Paulin seul, qui en fit ce moyen son successeur avant que de mourir: toutefois cela n'a pas empêché que Siricius & Innocent I. Evêques de Rome, & presque tous les Occidentaux, ne l'aient considéré comme un légitime Pasteur. Anatolius, à ce qu'écrit Eusèbe dans son Histoire Ecclesiastique, reçut l'imposition des mains de Théodore Evêque de Césarée de Palestine, qui en fit son Coadjuteur, à cause de sa vieillesse, en le faisant Evêque, sans qu'il parût qu'aucun autre Evêque ait assisté à cette cérémonie, quoi qu'il fût aisé d'en appeler d'autres; il est vrai que ceci arriva avant le 1. Concile de Nicée; mais outre que les autres exemples que nous avons allégués sont postérieurs à ce Concile, il ne faut que lire le chap. 4. du 5. livre de l'Histoire Ecclesiastique de Théodoret, pour y voir divers exemples d'Ordinations d'Evêques par l'imposition des mains d'un seul, à quoi l'on peut ajouter le chap. 19. de son Histoire Religieuse; & le 19. du livre 8. de l'Histoire de Sozomène, qui font mention de deux Ordinations faites, ou sur le point de l'être, sans grande nécessité, par un seul Evêque, long-tems après ce même Concile. On ne doit donc pas trouver étrange si nôtre Discipline n'en nomme que deux, vu même que ces deux représentent le Synode ou le Colloque que les envoye, & qu'ils ne font rien qu'en vertu du pouvoir & de l'autorité dont ces Compagnies les ont revêtus, & que de plus un seul suffit pour la validité de la consécration, comme nous venons de le faire voir. Mais avant que de finir cette matière, il faut résoudre une difficulté qui se présente, savoir si on peut imposer les mains à deux Ministres tout à la fois; car il arrive quelquefois dans nos Eglises qu'on en appelle deux ensemble, & il y en a qui sont en peine de savoir si un Ministre leur peut donner à tous deux l'Ordination dans le même moment. A quoi je répons que si on considère l'origine de cette cérémonie, & la nature de la chose même, on le résoudra facilement à imposer les mains à deux Ministres à la fois. Pour ce qui est de l'origine de la cérémonie, chacun sait qu'elle vient des Juifs, ou plutôt des Patriarches, qui l'ont pratiquée avant que leurs Descendants fussent les Maîtres de la Judée; & il ne faut pas douter que Jésus Christ & les Apôtres ne l'aient empruntée de là quand ils s'en sont servis. S'il paroit donc que quelqu'un des Patriarches ait béni deux personnes à la fois, en mettant une main sur la tête de l'une, & une main sur celle de l'autre, on sera ce me semble suffisamment autorisé pour imposer les mains à

T. 3. Conc.

p. 539.

Hist. Eccl.

l. 5. c. 23.

L. 7. c. 32.

p. 288.

deux Ministres en même tems. Pour savoir si les Patriarches en ont ainsi usé, il ne faut que lire le chapitre 48. du livre de la Génèse, pour voir que Jacob bénit les deux fils de Joseph, en mettant à dessein sa main droite sur la tête d'Ephraïm qui étoit le plus jeune, & sa gauche sur la tête de Manassé qui étoit l'aîné.

Mais afin qu'il ne reste là-dessus aucun scrupule, il ne faut que jetter les yeux sur la nature de la chose même, c'est à dire sur la prière; qui est proprement ce qu'il y a d'essentiel dans ces sortes d'actions, l'imposition de la main ou des mains n'étant qu'un simple geste extérieur, pour designer ceux pour qui on implore la bénédiction de Dieu, afin qu'elle repose sur eux, s'il faut ainsi dire, à peu près comme les mains reposent sur leurs têtes; Or personne ne doute qu'on ne puisse prier pour deux aussi-tôt que pour un; De là vient que dans l'Histoire d'Eusèbe il est parlé de recevoir des prières par la main, pour dire recevoir la benediction de Dieu par l'imposition des mains; de sorte que c'est en substance la même chose que s'il eût dit, recevoir la benediction de Dieu par la prière & par l'imposition des mains, comme il parle dans le chap. 1. du 2. Livre. En effet, les Anciens appelloient cette cérémonie qu'ils pratiquoient en diverses occasions, ils l'appelloient des prières par la main, ou bien des prières de la main ou des mains, ou comme s'en explique S. Augustin en quelque endroit de ses Ecrits, la prière de l'imposition des mains.

L. I. c. 13.
P. 34.

T. 7. l. 2.
c. 26. de
pecc. mer.
& rem.

IX.

Ceux qui seront élus signeront la Confession de Foi arrêtée entre nous, & la Discipline Ecclesiastique, tant dans les Eglises où ils seront élus, que dans celles où ils seront envoyez.

OBSERVATIONS.

L'ordre de faire signer la Confession de Foi à ceux qu'on reçoit Pasteurs fut pris dès le Synode de Paris 1559. Au Synode de la Rochelle 1571. fut ajouté, & la Discipline Ecclesiastique.

Au Synode de Gap 1603. article 3. des Observations sur la Discipline, cet article est soigneusement recommandé, & à cette fin est enjoint à tous Synodes Provinciaux, Colloques & Consistoires, d'avoir une copie tant de la Confession de Foi, que de la Discipline.

Au Synode de Privas 1612. Il fut enjoint à tous Pasteurs servans, & aux Proposans qu'on recevroit, de signer un certain article touchant la maniere de nôtre justification. Cette matiere ayant été remise sur le tapis au Synode de Tonneins 1614. elle fut éclaircie & couchée d'autre façon qu'elle n'avoit été au Synode precedent.

Au Synode de Charenton 1644. Il fut dressé un acte au sujet du peché originel, & fut enjoint à tous Colloques & Synodes, qui procederoient à la reception des Ecoliers, pour servir au S. Ministère, de les obliger à la signature de cet acte. Mais depuis cela au Synode de Loudun 1659. il fut dit, que sur la lecture de l'article du susdit Synode de Charenton concernant le Peché originel, plusieurs Provinces ayant demandé instamment qu'il plût à cette Compagnie d'y apporter quelque moderation: Elle a trouvé à propos d'ordonner qu'à l'avenir les Pasteurs & Proposans qui se presenteront au Saint Ministère, seront seulement obligés à souscrire au X. & XI. article de la Confession de Foi des Eglis-

Eglises de ce Royaume : En défendant cependant de rien écrire, ou prêcher contre l'imputation, dont ledit Synode a fait mention au susdit article, sans rien changer au surplus d'icelui.

C O N F O R M I T E.

La première partie de cet article, qui regarde la Confession de Foi, que doivent signer ceux qu'on établit dans le Ministère de l'Eglise, revient premièrement à ce qui se pratiquoit dans l'ancien Christianisme, où quand on recevoit la Charge d'Evêque & de Pasteur, on étoit nécessairement obligé de souscrire à la Confession de Foi de Nicée, & à ce qui fut déterminé en conséquence dans les trois Conciles Oecuméniques suivans, touchant la Divinité du S. Esprit, & touchant la Personne & les deux natures de Jesus Christ. Secondement, cela revient encore à ces Lettres Communicatoires, que les nouveaux Evêques écrivoient aux autres pour les assurer qu'ils étoient d'une même Communion, & qu'ils avoient une même croyance; en voici un exemple célèbre & de la première Antiquité, c'est à dire du 3. siècle, dont Eusèbe nous a conservé la mémoire dans son Histoire Ecclésiastique, en nous conservant la Lettre qu'écrivirent à toutes les Eglises les Pères du Concile d'Antioche, où Paul de Samosate fut condamné: Dans cette Lettre ils donnent avis entre autres choses de l'Ordination de Domnus dans l'Eglise d'Antioche, en la place de l'Hérétique qu'ils avoient déposé, & ils donnent cet avis, afin qu'on écrive à Domnus qui étoit le légitime Evêque, & qu'on reçoive de lui des Lettres Communicatoires: S. Cyprien à la fin de sa Lettre 67. au Pape Etienne, Faites-nous savoir, lui dit-il, qui a été substitué à Arles en la place de Marcien, afin que nous sachions à qui nous devons adresser nos frères, & à qui écrire; Théophile Evêque d'Alexandrie avertit à la fin de sa 1. & de sa 3. Lettres Paschales tous les Evêques d'Egypte de l'établissement des nouveaux Evêques en la place de ceux qui étoient morts, & leur dit, Ecrivez à ceux-ci, & recevez d'eux selon la coutume des Lettres Pacifiques & Ecclésiastiques.

L. 7. c. 30.
p. 282.

T. 3. Bibl.
Pat. p. 94.
E. 112.

Pour ce qui est de la Discipline Ecclésiastique, il y a une infinité de réglemens qui obligent ceux du Clergé à l'observation des Canons qui faisoient la Discipline des Anciens Chrétiens; de sorte qu'on ne recevoit ni Evêque, ni Prêtre, ni Diacre, qui ne se soumit à ces loix, & qui ne reconnût ens'y soumettant, que c'étoit par elles qu'il devoit conduire les ames qui étoient commises à ses soins. Je serois trop long si je voulois ramasser tous les lieux de l'Antiquité, où l'on recommande aux Ecclésiastiques la pratique de la Discipline, & l'observation des Canons; il suffira d'en indiquer quelques-uns, pour justifier une vérité reconnue de tous ceux qui se sont appliqués à la lecture des Ecrits des anciens Docteurs, particulièrement des Conciles; celui de Carthage de l'an 419. Ordonne à ceux qui doivent imposer les mains à un Evêque, ou à un autre du Clergé, de leur faire entendre avant toutes choses les Decrets des Synodes, afin qu'ils n'ayent pas sujet de se repentir d'avoir fait quelque chose contre les Statuts du Concile. Le Pape Célestin environ le même tems commence ainsi sa Lettre aux Evêques de la Pouille & de la Calabre, qui est la troisième en ordre; Qu'il ne soit permis à aucun Prélat ni à aucun Prêtre d'igno-

Cod. Afric. Jus-
tel. Can.
18.

T. 1. Conc.
Pag. 502.
guorer

gnorer les Canons, ni de rien faire qui soit contraire aux Constitutions des Pères; car qu'est-ce qui sera digne de nos soins, si en donnant trop de licence au peuple, on viole au gré de quelques uns la règle des Canons?

- Le premier Canon du Concile de Calcédoine veut qu'on observe tous les Canons qui avoient été faits jusques-là dans les Synodes; le 33. du 3. Concile d'Orléans de l'an 538. & le 6. du 4. de l'an 541. avec plusieurs autres que je passe sous silence, prescrivent la même chose. Les Pères n'en font pas demeurez-là; car non contents d'avoir recommandé aux Ecclésiastiques l'observation des Canons, ils l'ont même exigée d'eux formellement dans le moment de leur consécration; C'est ainsi que s'en sont expliqués les Pères du 4. Concile de Tolède dans le Canon 27. l'an 633. de notre Seigneur; car ils obligent les Prêtres & les Diacres qui sont établis dans les Paroisses, de promettre à l'Evêque de vivre chastement & saintement, & d'observer religieusement les loix & la Discipline de l'Eglise; le Canon 10. du Concile 11. du même lieu, convoqué l'an 675. de Jésus Christ, engage tous ceux qui entrent dans les Ordres sacrez, à garder la Foi Catholique, & à s'assujettir entièrement aux règles Canoniques; & afin qu'on ne s' imagine pas qu'il n'y avoit que les Prêtres & les Diacres qui fussent obligés à l'observance rigoureuse des Canons & des loix Ecclésiastiques, le Concile de Merida en Portugal étendit cette obligation aux Evêques & aux Métropolitains l'an 666. dans le Canon 4.*
- T. 1. Conc. Gall. p. 589.*
- Ibid. p. 824.*
- Ibid. p. 802.*

X.

Les Ministres ne seront élus sans leur assigner un certain Troupeau, & seront propres aux Troupeaux qui leur auront été assignez, & ne pourra une Eglise prétendre droit sur un Ministre en vertu d'une promesse particuliere faite par lui, sans le Colloque ou Synode Provincial.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode d'Orléans 1562. art. 4. Obs. sur la Discipline, confirmé au Synode de Lion 1563. article 8. des faits Generaux, en ces termes. Quant aux Proposans, quand ils seront recensés au S. Ministère, certain Troupeau leur sera assigné pour y demeurer toujours, l'autorité demeurant aux Synodes, de changer les Ministres pour de certaines considérations, avec le consentement des Eglises suivant la Discipline. Ceci a été depuis recommandé au Synode d'Alençon 1637.

Ces paroles Et ne pourra une Eglise, &c. jusques à la fin, sont de Figeac 1579.

Et sur ce que plusieurs au prejudice de cet article ne s'engageoient aux Eglises, en leur reception, qu'à temps seulement: Au Synode de Gergeau 1601. il fut résolu, qu'en imposant les mains aux Ministres, on ne les envoyera plus pour un an à certaine Eglise: mais que la forme prescrite en la Discipline sera étroitement suivie. Cela même fut confirmé au Synode de la Rochelle 1607. qui porte que, pour obvier aux contestations qui surviennent entre les Eglises pour

les

les Pasteurs qui se donnent à tems, & reservent en leur reception le droit prétendu de se retirer quelque tems après : les Provinces sont exhortées de garder inviolablement cet article, & ne recevoir aucun Pasteur sans lui assigner un certain Troupeau auquel il demeurera propre. *Et depuis au Synode de Vitré 1617. sur la remontrance faite par les Deputez de Normandie, est ordonné que désormais aucun Pasteur, qui aura affecté son Ministère à quelque Eglise, ne pourra s'en départir sans l'avis du Synode ou Colloque, qui y aura tel égard qu'il sera expédient. Et c'est pour cela qu'au Synode d'Allez 1620. Sur la demande de la Province d'Anjou, que doit faire une Eglise ou Province, lors qu'ayant un Proposant capable d'être employé, elle n'a le moyen de l'employer, & est requise par une autre Province de le lui prêter. La Compagnie ordonne, Que nul ne soit envoyé sans lui assigner un certain Troupeau, qui lui soit propre. Que si l'Eglise ou Province n'a moyen d'employer ledit Proposant, elle le pourra ceder charitablement à l'Eglise qui le demandera, à laquelle il demeurera propre. Et au Synode de Loudun 1659. Plaintes ayant été portées contre une Province, comme ayant contrevenu à cet article, en recevant quelques Pasteurs sans leur assigner un Troupeau, & sans avoir pris connoissance d'un fonds assuré pour l'entretien du Ministère dans les lieux où ils les ont envoyez. La Compagnie a jugé ladite Province digne de censure, & ordonne que le reglement sera exactement observé par toutes les Provinces, dont on rendra compte au Synode National. Ce même Synode impute la coustume d'une autre Province, d'envoyer des Pasteurs aux Eglises pour une année d'épreuve, & par provision, lui enjoignant de se conformer désormais à la pratique des autres Provinces, & aux réglemens de la Discipline. Et ensuite fait un reglement general en ces termes. La Compagnie ayant été avertie, qu'en certaines Provinces on donne des Pasteurs pour un an aux Eglises pour les éprouver, & qu'on apporte trop de facilité au changement desdits Pasteurs, blâme tels desordres, & enjoint à toutes les Provinces de se conformer au reglement du Synode de Gergeau (ci-dessus rapporté) ce qui sera notifié à toutes les Eglises par la lecture du present acte. Tout cela montre combien les Synodes ont eu à cœur d'affecter en propre les Pasteurs à leurs Troupes.*

Mais parce que l'on passe souvent d'une extrémité à l'autre, quelques Provinces ayant voulu exiger serment des Proposans qu'elles reçoivent, de ne se départir jamais du service du Troupeau qui leur étoit assigné, prétendant d'être autorisés en cela par tous ces reglemens; le Synode de Charenton 1644. impute cette pratique, & fait ce reglement. La Compagnie interdit à toutes Provinces de tirer, au prejudice du droit des Synodes Nationaux, & de l'édification commune des Eglises, serment des Ecoliers, qu'ils ne se départiront jamais du service de l'Eglise, ni de la Province en laquelle ils sont premierement reçus au Ministère de l'Evangile.

C O N F O R M I T E.

Le Concile de Calchédoine a fait un Decret considerable sur ce sujet, qui se trouve dans le 6. de ses Canons, où le Synode défend de recevoir ni Prêtre ni Diacre, ni aucun de l'Ordre Ecclesiastique, sans lui assigner un Troupeau,

peau, c'est à dire sans *Titre*, pour parler avec les Ecrivains des derniers siècles; il casse toutes les Ordinations qui ne seront pas faites dans la forme qu'il prescrit, & interdit le Ministère à ceux qui auront été établis d'une autre manière, pour punir par ce moyen la hardiesse des Ordinateurs. Mais pour bien entendre le sens de ce Canon, il faut savoir que le Concile appelle *Ordination absolue*, une Ordination qui n'attache pas à un certain lieu; car c'est ce qu'emportent les termes Grecs dont il se sert, qui est justement ce que nous disons, *élire sans assigner un certain Troupeau*. Voici de quelle manière est conçu le Canon; *Il ne faut imposer les mains absolument à qui que ce soit, ni à Prêtre, ni à Diacre, ni à aucun de ceux qui sont dans l'Ordre Ecclesiastique, à moins que celui qui doit recevoir l'Ordination n'ait été publié & nommé dans quelque Eglise de la Ville, ou de la Campagne, ou dans quelque Oratoire de Martyr, ou dans un Monastere; & quant à ceux qui sont absolument établis, le Synode ordonne que cette imposition des mains sera nulle, & que ceux qui l'auront reçue, ne pourront servir dans l'Eglise, ce qui rejaillira sur ceux qui l'auront donnée*. La France fit demander au Concile de Trente l'exécution de ce Decret, comme nous l'apprenons des Memoires de Mr. Dupuy, & nous avons vu sur l'article 4. ce que disoit l'Empereur Alexandre Sévère de cette pratique des Chrétiens qu'il approuvoit extrêmement.

P. 369.
cap. 3.
Paris.
1644.

Le Concile de Valence en Espagne prescrivit à peu près la même chose que celui de Calcedoine l'an 524. dans le 4. Canon. *Qu'aucun des saints Evêques n'ordonne personne, que premierement il n'ait promis de s'attacher à un certain lieu; afin que par ce moyen on n'ait point la liberté de se détourner des règles de la Discipline Ecclesiastique*. Le Pape Jean VIII. dans un Synode qu'il tint à Ravenne l'an de notre Seigneur 877. composé de 130. Evêques, le Pape Jean VIII. dis-je y fit ce Decret; *Celui qui juge à propos d'établir un Prêtre, qu'il lui assigne une Eglise, où il demeure toujours servant au Seigneur*. Atton Evêque de Verceil, qui vivoit dans le 10. siècle, allegue le Canon du Concile de Calcedoine dans son Capitulaire cap. 30. & dans le 31. il dit qu'il faut bâtir des Eglises en des lieux commodes, les consacrer par prières, & mettre en chacune des Pasteurs.

Collect.
Rom. part.
2. c. 14.
p. 162.
T. 8. spicil.
Dach. p.
13. Paris.
1668.

Ces Decrets pourtant n'ont pas empêché qu'il n'y ait eu des personnes consacrées & établies dans le Ministère de l'Eglise, sans être liées à aucun Troupeau particulier, comme Paulin qui fut avec le tems Evêque de Nole en Italie, S. Jérôme & le Moine Macédonius: car ils furent faits Prêtres sans qu'on leur assignât des Troupes; mais cela ne préjudicia point à ce que nous avons dit; parce que les deux premiers n'acceptèrent qu'à cette condition l'emploi dans lequel on souhaitoit de les engager, comme il paroît par l'Epître 6. de Paulin à Sévère, par la 45. à Alipius, & par la 61. de S. Jérôme chap. 10. Pour ce qui est de Macédonius, on usa à son égard d'une espece de violence, si nous en croyons Théodoret dans le chap. 13. de son Histoire Religieuse. On peut ajouter à ces exemples celui des Moines Barfes & Eulogius, qui au dire de Sozoméne furent faits Evêques par honneur seulement, & sans leur assigner aucune Eglise: Barfes toutefois fut avec le tems Evêque d'Edesse, & Eulogius après lui.

L. 6. c. 34.

XI.

Ceux qui seront élus au Ministère, doivent entendre qu'ils sont en cette Charge pour toute leur vie, s'ils ne sont déchargés légitimement pour bonnes & certaines considérations, & ce par le Synode Provincial.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode de Paris 1559. Ces paroles, s'ils ne sont déchargés, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571. Au Synode de Lion 1563. Un Ministre de Normandie est censuré pour avoir de soi même quitté le Ministère.

Le Synode de Paris susdit ajoute cette reflexion sur l'article. Quant à ceux qui sont apelez pour quelque tems, auxquels on auroit fait promesse d'intermission pour certaines causes, il sera avisé de pourvoir à l'Eglise où ils sont, afin qu'ils fassent leurs affaires: mais si les Eglises ne pouvoient pourvoir au Troupeau sinon par eux, il ne leur sera point permis d'abandonner l'Eglise pour laquelle Jesus-Christ est mort.

CONFORMITE.

Le 7. Canon du Concile de Calcedoine *défend à ceux qui ont été une fois receus dans le Clergé, de porter les armes, & d'exercer aucune Dignité mondaine; c'est à dire que le Synode veut qu'ils demeurent toujours dans la Profession qu'ils ont embrassée, & qu'ils n'abandonnent point le Ministère de l'Eglise.* Rusticus Evêque de Narbonne ayant écrit au Pape Leon I. qu'il étoit tellement touché des scandales qui arrivoient à toute heure, qu'il souhaitoit de renoncer aux fonctions de l'Episcopat, pour mener une vie plus douce & plus tranquille: Ce Pape répondant à la Lettre de cet Evêque, lui fait connoître qu'il ne peut en bonne conscience quitter la Charge qu'il a reçue, ni renon-
T. 1. Conc. Gall. p. 111.
 cer à l'emploi qui lui a été confié: C'est dans cette même vûe que le Pape Felix IV. écrit l'an 528. à Césaire Evêque d'Arles, que l'établissement des Conducteurs des Eglises doit être ferme & immuable. L'an 895. il se tint un Concile à Triburie auprès de Mayence, composé de 22. Evêques, qui renou-
T. 1. Conc. Gall. p. 214.
 vèlerent dans le Canon 17. celui de Calcedoine que nous venons de citer, & qui anathématise ceux du Clergé qui ne se repentent pas d'avoir quitté leurs Charges, & qui ne les reprennent pas. Le Pape Calliste II. tint un Synode à Toulouse, dont les Canons sont rapportez dans le chap. 18. du 3. livre de Mr. de Marca, *De concordia Imperii & Sacerdotii.* Le 10. de ces Canons excommu-
T. 5. Parr. 2. p. 211.
 nique les Ecclesiastiques dont nous parlons, *jusqu'à ce qu'ils se soient repentis de leur prévarication.* Long-tems auparavant, c'est à dire dans le 5. Siècle, S. Cyrille d'Alexandrie se plaint de cet abus dans son Epître Canonique; *Il y a, dit-il, une autre chose Paris. qui ne s'accorde pas avec les Decrets de l'Eglise, c'est qu'il y a des Prêtres qui 1638.*

présentent des renonciations par écrit : car s'ils sont dignes d'exercer le Ministère sacré, il faut qu'ils y demeurent, & s'ils en sont indignes, ils n'en sortent pas à cause de leur renonciation; mais parce que leurs propres actions les condamnent. De là vient que Loup Abbé de Ferrières en Gâtinois disoit dans le

Ep. 29. 9. Siècle, que comme il n'y a que la paillardise qui puisse dissoudre le mariage charnel, de même il n'est pas permis de se décharger du soin Pastoral qu'on a une fois receu, tandis qu'on peut contribuer au salut des brebis.

Parif. 1664. Cependant, il y a plusieurs exemples de ceux qui en divers tems, & en divers lieux, ont renoncé à l'Episcopat pour le bien de la paix, c'est à dire, qu'ils ont cessé d'en faire les fonctions, & de vâquer à la Charge du saint Ministère : C'est ainsi qu'en usa Eustathius Métropolitain de Pamphylie, à qui le

T. 3. Conc. pag. 428. 429. Concile Oecuménique d'Ephèse conserva l'an 431. le nom, l'honneur, & la Communion d'Evêque. Martyrius Evêque d'Antioche se retira à cause du

L. 1. p. 545. dereglement de son Clergé, de la desobéissance de son peuple, & des vices de son Eglise; mais en se conservant l'honneur & la Dignité du Ministère, comme l'écrit Théodorus Lecteur dans son Histoire Ecclésiastique. Dans le

T. 3. Conc. p. 800. Siècle suivant, il arriva à peu près la même chose à Paul Evêque de la même ville d'Antioche dans le 6. Siècle : Et dès la naissance du Christianisme, S. Clement, Disciple des Apôtres, conseilloit aux Pasteurs, dont les Eglises étoient troublées à leur occasion, il leur conseilloit de s'en aller ailleurs, & de suivre les desirs de la multitude, avec promesse d'obtenir une grande gloire en notre Seigneur; ajoutant même que ceux qui vivent selon la règle que Dieu a prescrite, en ont usé & en useront toujours ainsi; parce qu'ils ne doivent avoir rien plus à cœur que la paix & l'édification des Troupeaux. Le Pape Innocent III. dans le 1. Livre des Decretales Tit. 9. c. 10. *nisi cum pridem*, propose diverses causes pour lesquelles il est permis de renoncer à la conduite d'un Troupeau; par exemple, le reproche que la conscience nous fait de quelque crime, l'infirmité du corps, le défaut de science, la méchanceté du peuple, quelque grand scandale, & quelque irrégularité personnelle : ce sont à peu près les causes pour lesquelles ce Pape a cru qu'on pouvoit demander d'être déchargé du Ministère de l'Eglise.

XII.

La Charge des Ministres est principalement d'évangéliser & annoncer la parole de Dieu à leurs peuples, & seront exhortez de s'abstenir de toute façon d'enseigner étrange & non convenable à édification, & se conformer à la simplicité & stile ordinaire de l'Esprit de Dieu, se donnans garde qu'il y ait aucune chose en leurs Predications qui puisse apporter prejudice à l'honneur & autorité de l'Ecriture sainte. Ne prêcheront sans avoir pour sujet de tout leur propos un Texte de l'Ecriture sainte, qu'ils suivront ordinairement : & du Texte, ils en prendront & exposeront le plus qu'ils pourront, s'abstenans de toutes amplifications non nécessaires, de digressions longues & sans occasion;

d'un

d'un amas de passages de l'Ecriture hors le besoin, & d'un recit vain de diverses expositions. N'allegueront que bien sobrement les Ecrits des Anciens Docteurs, & beaucoup moins les histoires & Auteurs profanes. Ne traiteront aussi la Doctrine en forme scholastique, ou avec mélange des langues. Bref, fuiront tout ce qui peut servir à ostentation, ou en donner soupçon en quelque sorte. A quoi les Consistoires, Colloques & Synodes tiendront la main soigneusement.

OBSERVATIONS.

Cet article étant de la dernière importance, puis qu'il s'y agit de la principale fonction du Ministère, les Synodes l'ont aussi-~~Et~~ plus soigneusement & plus fréquemment recommandé qu'aucun autre.

Au Synode de sainte Foi 1578. Quant à la façon de traiter l'Ecriture, les Ministres seront exhortés d'expliquer & interpréter le plus de texte, &c. qui sont à peu près les termes mêmes de l'article, jusqu'à ceux-ci, ne traiteront aussi, &c. Ce Synode même rend la raison de la défense des citations des Docteurs anciens, savoir afin de laisser à l'Ecriture son autorité.

Au Synode de Gergeau 1610. les Synodes Provinciaux, Colloques, & Consistoires, sont chargés de tenir la main à l'observation exacte de cet article. Ety sont ajoutés ces mots, que l'on ne traitera point la doctrine en forme de disputes scholastiques, & qu'on se gardera du mélange des langues. De plus, que les Pasteurs prendront un texte de l'Ecriture Sainte qu'ils suivront ordinairement.

Le Synode de Gap 1603. Enjoint à tous les Synodes Provinciaux, Colloques, & Consistoires, sous très-grièves peines, d'avoir l'œil sur les Pasteurs qui contreviennent à cet article, comme aussi sur ceux qui s'éloignent des explications conformes à la parole de Dieu, & se laissent emporter à celles des Pères ou Scholastiques, s'étendant en allégories, & entremêlant des discours Philosophiques, produisant les livres des Pères en la chaire, ou même qui au tems de Careême, ou semblables saisons, prennent les mêmes textes que les Prédicateurs de l'Eglise Romaine.

Au Synode de la Rochelle 1607. article 5. sur la Discipline, cet arrêté du Synode de Gap est étroitement recommandé, & pour le bien pratiquer à l'avenir est enjoint qu'és censures qui se font dans les Consistoires, Colloques, & Synodes, on s'enquerra diligemment de la tradition, & façon de prêcher de chaque Pasteur, & on tirera serment de ceux qui en seront enquis pour dire ce qu'ils en savent, & afin qu'ils puissent mieux répondre sur chaque point, on lira ledit article de la Discipline.

Au Synode de S. Maixant 1609. article 5. sur la Discipline. Est enjoint aux Provinces de rapporter en bonne conscience aux Synodes Nationaux le devoir que font les Pasteurs de tenir la forme des saines paroles en la prédication de la parole de Dieu.

Le Synode de Privas 1612. sur celui de Saint Maixant, recommande aux Provinces sous peine de censures, de veiller diligemment sur les Pasteurs qui

ne preschent la saine doctrine, & usent de façons de parler éloignées de la simplicité de l'Ecriture, ou même de sentences Latines, Grecques, & Hebraïques, & mêlant trop d'Histoires prophanes. Sont les Députés des Provinces au prochain Synode National tenus de charger leurs memoires du devoir qu'y auront fait les Provinces.

On peut rapporter à cet article ce qui a été arrêté dans les Synodes Nationaux au sujet des affaires politiques.

Le Synode de Vitré 1617. Defend à tous Pasteurs de prescher leur propre sentiment en choses politiques contre les résolutions des Assemblées generales, & enjoint aux Consistoires, Colloques, & Synodes Provinciaux, de veiller soigneusement sur tels Pasteurs, & les poursuivre par toutes censures Ecclesiastiques, mêmes jusques à suspension de leur Ministère. Semblable jugement est fait des Pasteurs qui s'entrechoquent en leurs predications sur ces matieres.

Le Synode d'Alex 1620. sur celui de Vitré en ce qui regarde cet article, & la remontrance qui y fut faite de quelques Pasteurs qui avoient contrevenu audit arrêté en l'Assemblée de London, ne voulut pas entrer en l'Examen du passé pour étonner toute semence de division. Mais pour l'avenir défend à tous Pasteurs de mêler en leurs predications, qui ne doivent avoir pour matiere que la parole de Dieu, aucuns discours d'affaires politiques, sous peine, à ceux qui y contreviendront, d'enourir toutes sortes de censures, voire jusqua suspension du S. Ministère, comme exposans à opprobre l'Eglise de Christ, à quoi les Provinces prendront soigneusement garde, pour en demander compte à leurs Députés au retour des Assemblées generales, aussi bien que de ceux qui s'ingerent d'en traiter en leurs Ecrits.

Le Synode de Charenton 1623. ordonne que l'article de Vitré reiteré au Synode d'Alex sur ce sujet, soit lu dans les Consistoires, & charge les Synodes Provinciaux de tenir la main à son execution. Et le même Synode article 11. des Faits particuliers, sur quelques remontrances faites par les Députés de l'Isle de France pour empêcher toute division dans les Eglises, & maintenir la saine Doctrine, enjoint à tous Pasteurs, soit dans leurs Ecrits, soit en leurs exhortations, de se contenir dans la simplicité Chrestienne, retrancher de leurs predications & Ecrits toutes questions curieuses, & de s'exposer à tous ceux qui entreprendront de choquer le sentiment de nos Docteurs, & particulièrement de ceux du Ministère desquels Dieu a voulu se servir pour établir la Reformation, & rapporter tous leurs enseignemens à la paix de l'Eglise & à l'édification des consciences.

Au Synode d'Alençon 1637. est fait un règlement fort exact, de la façon dont on aura à se gouverner dans les Predications, Leçons, & Ecrits, au sujet des divers sentimens que l'on pourroit avoir sur le fait de la Doctrine, ne voulant pas qu'on se departe de la simplicité de l'Ecriture sainte, & des declarations communes de la créance orthodoxe fondée sur elle, & approuvée par les Synodes Nationaux, notamment de Charenton 1623. même d'user d'expressions nouvelles, & sujettes à mauvaise interpretation, de disputer sur telles questions & interpretations contentieuses les uns contre les autres par Ecrits, Polémiques, &c. Ce règlement est fort ample & regarde particulièrement ceux qui se mêlent d'écrire, dont est parlé en l'art. 15. ci-dessous. Cet arrêté est le 7. des faits généraux d'Alençon. En

En éclaircissement de ce qui regarde en cet article de la Discipline l'ordre donné aux Pasteurs de prendre pour sujet de leurs Predications ordinaires quelque livre de l'Ecriture sainte pour l'exposer de suite. Le Synode de Charenton 1644. declare que l'intention des Synodes Nationaux, qui ont arrêté cet article, n'a nullement été d'empêcher que les Pasteurs n'édifient leurs Eglises par l'explication de quelques lieux de l'Ecriture choisis exprès pour les jours extraordinaires, comme des Cenes: ni d'imposer aucune nécessité de suivre l'interprétation du même livre, qui a servi de sujet à la predication du Dimanche, dans les jours de la semaine, esquels la plupart du peuple, attaché à ses occupations domestiques, ne peut assister à la predication, attendu qu'il seroit privé de sa principale edification; mais de laisser pour ce regard chacun des Pasteurs en sa liberté.

On peut rapporter à cette liberté ce qui a été arrêté au Synode de Vitry 1583. article 20. des Faits generaux, sur la question faite par les Députés de Poitou, s'il est expedient que les Ministres aillent visiter les Malades de Peste, qui est que la Compagnie laissant cela à la prudence des Consistoires, est d'avis cependant que le Ministre voyant le danger approcher, prepare son Eglise en ses predications ordinaires à patience par consolations spirituelles, prenant quelque texte propre pour cet effet.

Le Synode de Loudun 1659. sur la requisition des Députés de Berri, à ce que la Compagnie interpose son autorité, pour obliger ceux qui preschent l'Evangile, à se retenir dans la simplicité recommandée de l'Apôtre, & bannir de leurs predications toutes affectations & vanitez; a jugé qu'il ne se pourroit rien ordonner de plus judicieux, ni de plus saint que ce qui est porté par cet article de la Discipline & les reglemens des Synodes precedens, seulement en recommande l'observation exacte à tous Pasteurs, & enjoint aux Consistoires, Colloques & Synodes, de veiller soigneusement sur ceux qui y contreviendront, &c.

On peut encore rapporter à cet article l'arresté du Synode de Saumur 1596. qui sur la requeste des Députés du bas Languedoc, à ce que nul Pasteur n'expose l'Apocalypse sans l'avis de son Colloque, a résolu que telle exposition ne s'entreprendra sans l'avis & conseil du Colloque, ou Synode Provincial.

C O N F O R M I T E.

La Predication de la Parole étant la principale fonction du saint Ministère, ceux qui ont composé nôtre Discipline ont eu soin d'en prescrire exactement aux Ministres le sujet & la manière: car ce sont les deux choses qui sont contenues dans ce grand Article: Pour ce qui regarde le sujet de leurs Predications, il le faut toujours prendre dans l'Ecriture sainte, le Concile de Laodicée appelle cela la Dispensation de la Parole de la Foi, & de la droite Parole; & c'est dans cette vûe que celui de Carthage de l'an 398. ordonne dans le Canon 20. que l'Evêque s'applique seulement à la lecture, à la prière, T. I. Conc. & à la predication de la parole de Dieu. C'est pourquoi dans le t. il ae. p. 728. s're qu'il soit instruit dans la loy du Seigneur, & éclairé dans l'intelligence de l'Ecriture. Le Concile 11. de Tolède, assemblé l'an 675. de nôtre Seigneur,

T. 4. *Concil. p. 820.* gneur, employe le 2. de ses Canons à prescrire aux Pasteurs leur devoir, disant qu'ils doivent avoir toujours à la bouche l'épée de la vérité, être puissans à exhorter par la saine doctrine, & à convaincre les contredisans, & ne se détourner point de la lecture de l'Ecriture sainte, puis qu'ils ont reçu la Charge de la Prédication; & après avoir remarqué que le Prédicateur muet n'est pas en état d'instruire son Troupeau: cette Assemblée déclare que le véritable Pasteur doit chercher ceux qui dépendent de sa conduite, ou pour les instruire sans orgueil s'ils sont encore dans l'ignorance, ou pour se réjouir avec eux des progrès qu'ils auront faits dans la connoissance des mystères de leur salut.

T. 1. *Concil. Gall. Ibid. c. 3. & 10.* Le Concile de Reims de l'an 813. enjoint aux Evêques & aux Pasteurs dans le 14. Canon, *de prêcher à tout le monde la parole de Dieu.* Le 6. d'Arles de la même année veut que toute l'occupation des Evêques soit l'instruction & la prédication, parce

T. 3. *Concil. Gall. p. 111.* que l'ignorance est la mère de toutes les erreurs, & qu'on annonce la parole de Dieu, non seulement dans les Villes, mais aussi dans toutes les Paroisses. L'an 858. Hérald Evêque de Tours fit un Capitulaire extrait des anciens Canons, dans le 9. desquels il ordonne, *Que les Prêtres prêchent à tous les fidèles les doctrines de la Foi, l'incarnation de Jesus Christ, sa mort, sa résurrection, son Ascension, le don du S. Esprit, & la rémission des péchez.* On peut ajouter à tout cela le Canon 58. des Apôtres.

Si après les Décrets des Conciles, nous consultons les anciens Docteurs, ils témoigneront aussi que les Pasteurs sont appelés particulièrement pour prêcher l'Evangile, & pour annoncer à leurs Auditeurs la parole de la vérité; *Mes brebis*, disoit à ce propos Grégoire de Nazianze, *mes brebis entendent ma voix*, c'est à dire, celle que j'ai reçue des divins Oracles, que j'ai enseignée d'une même manière, & sans m'accommoder au tems, pendant tout le cours de ma vie, & que je ne cesserai d'enseigner; & S. Jérôme dans le 3. livre de ses Commentaires sur le chap. 16. de Jérémie, dit que le devoir des Pasteurs c'est d'enseigner; C'est de quoi les avertissoit le Livre des Evangiles qu'on leur mettoit sur la tête en leur imposant les mains.

Ceci paroîtra plus clairement, si après avoir considéré le sujet & l'argument de la prédication des Ministres de l'Evangile, nous en examinons la manière, qui selon nôtre Discipline doit être simple, conforme à l'Ecriture, propre à édifier, éloignée des épines de l'Ecole, & de toute ostentation. Il faut maintenant voir si les anciens Chrétiens en ont usé autrement: Le Concile de Carthage de l'an 398. que nous avons souvent cité, desire dans le 1. Canon, *qu'on enseigne les Doctrines de la Foi avec simplicité.* Origène dans l'Homélie 16. sur le Levitique veut qu'on dispense la Parole à propos, & qu'on s'accommode à la portée de chacun, en donnant aux uns du lait à boire, & aux autres de la viande ferme & solide à manger, & dans la 7. Homélie sur Josué, il avertit de fuir la beauté, l'éclat, & les ornemens des Philosophes & des Rhéteurs, des Poètes, & des Ecrivains du siècle, de qui Valentin, Basilides & Marcion ont emprunté leurs Hérésies; dans le livre 9. de ses Commentaires sur le chap. 12. de l'Epître aux Romains, il dit qu'il ne faut pas avoir tant d'égard à plaire à l'Auditeur, qu'à l'émouvoir, &

à lui

T. 1. p. 110. *Parvif. 1574.*

Ibid. p. 185.

Ibid. t. 2. p. 593.

à lui inspirer l'amour de la vertu, remarquant à cette occasion qu'il arrive assez souvent que les plus éloquens & les plus diferts Prédicateurs chatouillent l'oreille avec des paroles attrayantes de la science humaine, mais qu'ils ne touchent pas le cœur; au lieu que quelquefois ceux qui s'étudient à la simplicité, & qui prêchent sans façon, en convertissent plusieurs à la Foi, humilient les superbes, & portent les pécheurs à la repentance.

Saint Basile dans ses Morales dit plusieurs choses qui s'accordent très-bien avec les préceptes contenus dans l'article dont nous cherchons la conformité avec l'ancienne Discipline des Chrétiens: par exemple, *qu'il ne faut pas enseigner autrement que comme nous l'avons appris de l'Evangile; qu'il faut enseigner toutes les choses que notre Seigneur nous a prescrites dans l'Evangile, & par le Ministère des Apôtres, & toutes celles qui leur sont conformes; que ceux à qui la prédication de la doctrine de notre Seigneur a été commise, ne doivent rien taire des choses qui plaisent à Dieu, de peur qu'ils ne se rendent coupables de la mort de ceux qui périssent; qu'il ne faut pas annoncer la parole de Dieu par ostentation, ni flatter ceux qui l'écoutent, pour servir à nos plaisirs, ou à nos commoditez; mais agir comme si nous parlions pour la gloire de Dieu en sa présence, & que pour prêcher l'Evangile il ne faut pas se servir des prérogatives & des avantages qui nous relèvent par dessus les autres, de peur que cela n'obscurcisse la grace de Dieu.* On ne peut rien voir de plus conforme à nos réglemens. T. 2. reg. 70. c. 5. 6. 7. 23. 26.

Au fond, tout ce que j'ai rapporté sur cet article est fondé sur les préceptes & l'exemple de S. Paul, je dis sur ses préceptes, *Retien*, dit-il à Timothée, *le vrai modele des saines paroles que tu as ouïes de moi, dans la Foi & dans la charité qui est en Jesus Christ: mets ces choses en memoire, protestant devant le Seigneur qu'on ne dispute point de paroles, qui est une chose dont il ne revient aucun profit, mais qui cause la ruine des Auditeurs: Prêche la parole, insiste en tems & hors de tems, repren, tance, exhorte avec toute douceur d'esprit, & avec toute doctrine, condamnant ceux qui ayant les oreilles chatouilleuses, s'assemblent des Docteurs selon leurs desirs.* Je dis en second lieu sur son exemple; car il déclare que *Jesus Christ l'a envoyé pour evangeliser, non point avec une sagesse de parole, ni avec excellence de bien parler, & que sa prédication n'a point été en paroles attrayantes de science humaine.* 1. Tim. 1. 13. & 2. 14. & 3. 2. 2 Tim. 3. 1 Cor. 1. 17. & 2. 14.

XIII.

Les Eglises sont averties de mettre en usage plus fréquent le Catechisme, & les Ministres de le traiter & expliquer par interrogations & réponses succintes, simples & familières; s'accommodans à la rudesse du peuple; sans entrer en long discours des lieux communs: même ce sera le devoir des Ministres de catechiser chacun en son Troupeau, une ou deux fois l'an, & exhorter un chacun de s'y ranger soigneusement.

OBSERVATIONS.

Parce que la connoissance de la verité, qui s'aquiert par une soigneuse instruction de la jeunesse. est souverainement requise pour s'affermir dans la Profession de la vraie religion, les Synodes ont eu de tout tems en une singuliere recommandation l'observation exacte de cet article.

Dès le Synode de Lion 1563. Sur la proposition, savoir si les fideles au dessous de dix ans seront reçus à répondre au Catechisme, il est dit que les Ministres regarderont prudemment à ce qui est bienfaisant pour l'édification. Au même Synode de Lion sur la question proposée, savoir si aux lieux où on presche en un temple la parole de Dieu à son de cloche, il est expedient qu'en certaine chambre dudit lieu, tant hommes que femmes s'assemblent à heures certaines, à ce que suivant l'ordre de la lecture des versets de chacun Chapitre de la parole de Dieu, à l'interrogation du Ministre les uns & les autres tant hommes que femmes répondent en interpretant le sens de l'Auteur. A été répondu que cet ordre est de mauvaise & dangereuse consequence, & que le Ministre du Croisil s'y est justement opposé, c'est pourquoi les Eglises seront adverties de n'introduire une telle coutume:

L'Article, ainsi qu'il est presentement couché dans la Discipline, fut dressé au Synode de Ste. Foi 1578. Touchant le formulaire du Catechisme qu'il faut suivre, il fut dit au Synode de Vitré 1583. Que les Provinces viendroient préparées au prochain Synode, pour aviser s'il faut retenir le Catechisme de M. Jean Calvin, ou en prendre un autre plus court, ou prendre seulement le Symbole, l'Oraison Dominicale, & les Commandemens pour le sujet du Catechisme.

Au Synode suivant qui est celui de Montauban 1594. sur la proposition faite par les Deputez de Xaintonge selon la resolution prise au Synode de Vitré, il a été arrêté que l'on retiendra le formulaire de M. Calvin, & qu'il ne sera permis aux Ministres d'en expliquer d'autre: mais toutefois qu'on fera cette explication par réponses & demandes familières, & quant aux Catechismes généraux qu'on fait annuellement devant la Cene, on catechisera tout le peuple sans exception selon l'ordre que chacune Eglise trouvera le plus expedient.

Au Synode de Saumur 1596. cette proposition fut encore remise sur le tapis par Monsieur Merlin, & les Provinces chargées derechef d'en venir préparées au prochain Synode, & que cependant il ne sera rien innové en la pratique ordinaire. Ce qui a été suivi, car cette affaire n'a pas été examinée les Synodes immédiatement suivans. Mais au Synode de Gap. 160. Il est dit, que la forme des Catechismes tiendra selon qu'il est pratiqué en la plupart des Eglises, & ceux qui au lieu d'icelle proposent un texte de l'Ecriture sainte pour y accommoder le Catechisme, seront exhortés de ne rien innover, mais de se ranger à l'ordre commun. Et quant aux Catechismes généraux, qui se font devant la celebration de la Cene en public ou en particulier, il est laissé à la discretion des Pasteurs & des Consistoires, d'examiner chacun en particulier ou non, selon l'utilité qu'on jugera en pouvoir réussir.

Au Synode de Vitré 1617. Il est ordonné, que l'usage du Catechisme soit frequ-

quent en toutes les Eglises, & que l'explication qui s'en fera par discours des Pasteurs, en demandes & réponses, soit laissée en la liberté des Consistoires selon la capacité des enfans qui se trouveront en chacune Eglise.

Le Synode d'Alez 1620. reitère cette injonction de l'usage fréquent des Catechismes, comme très-utile & nécessaire, & ordonne aux Provinces d'en rendre compte au prochain Synode National.

Le Synode-suivant de Charenton 1623. reitère la même injonction, & le même ordre aux Provinces. Et sur ce que la Province de Normandie requiert qu'il fût fait un règlement qui obligât les Pasteurs de visiter à certains tems de l'année toutes les familles de leur Troupeau, pour connoître le profit qu'elles font en la piété, & les exhorter en icelle. Le Syn. ne jugeant pas à propos de faire un nouveau règlement là-dessus. Exhorte néanmoins les Pasteurs & les Consistoires de veiller soigneusement sur les Troupes qui leur sont commis, suivant la parole de Dieu, & l'exemple de ceux qui ont été fideles en sa maison. Et le Synode de Castres 1626. enjoint expressément à toutes les Eglises cette pratique.

Au Synode de Char. 1644. il est dit que, Veu qu'en plusieurs des plus grandes Eglises de ce Royaume, l'édification commune a requis que les Catechismes de tous les Dimanches se traitent par lieux communs & non par questions, & réponses familières, & que pour faciliter l'instruction de ceux qui ne sont avancez en connoissance, elles ont substitué des Catechismes extraordinaires à certains jours precedens les Cenes: Leur usage étant approuvé, toutes les autres sont exhortées à se conformer à l'ordre prescrit par la Discipline, autant que Dieu leur en donnera le moyen. Et en cas qu'elles ne puissent catechiser les enfans de Dimanche en Dimanche, choisiront certain jour sur semaine pour cela, sur tout avant les Cenes. Les Synodes Provinciaux demeurant chargez du devoir fait en cela en chacune des Eglises particulieres de leur ressort, pour en répondre au National prochain.

Suivant quoi au Synode suivant de Loudun 1659. Il est dit que d'autant que la piété & la sanctification dépendent de la droite connoissance des mysteres de la Religion, la Compagnie, confirmant l'arrêté du dernier Synode National de Charenton, qui porte &c. Il est ordonné qu'il sera exactement observé dans toutes les Eglises, qui prendront entr'elles les ordres qu'elles jugeront les plus propres, eu égard à leur état particulier, pour l'instruction des fideles. Qu'en toutes celles où il se fait deux Prédications le Dimanche, on emploiera la dernière à expliquer le Catechisme par lieux communs, en s'accommodant à la capacité des plus foibles, en tous les Temples des Villes où il y en a plusieurs. Exhorte les Eglises, où il y a des prédications tous les jours, de faire ce qu'elles pourront pour en changer quelques unes en des Catechismes familiers, & celles qui sont plus populeuses, & éparées en divers quartiers, de s'efforcer pour entretenir un homme capable d'instruire les enfans en tous les quartiers des villes & de la campagne, ou du moins de choisir pour Anciens en chaque quartier des personnes qui ayent la capacité & la volonté de rendre ce bon service à l'Eglise de notre Seigneur: & les peres & les meres d'avoir un soin particulier de l'instruction de leurs enfans, en les enseignant eux mêmes, ou les commettant à des maîtres, qui les forment à la piété dès leur

bas âge. Enjoint aux Colloques & Synodes, de prendre tous les ans connoissance de l'ordre qui sera observé par les Pasteurs & Consistoires; & en cas qu'il s'y trouve quelques difficultez, elle donne l'autorité aux Synodes Provinciaux d'en juger: Et ce qui sera par eux ordonné, sera exécuté, nonobstant & sans prejudice de l'appel, jusques au Synode National, auquel du tout sera rendu compte. Et afin que les Pasteurs puissent s'acquitter plus soigneusement de cette partie si nécessaire de leur Ministère, & avoir le tems de s'appliquer à l'étude, & se mieux preparer pour leurs actions publiques, afin de donner plus de satisfaction à leurs Auditeurs par l'explication claire, judicieuse, & solide de l'Ecriture, les Eglises où les Ministres sont obligés à faire plus de deux actions publiques par semaine, sont exhortées de leur donner le moyen de les rendre plus completes, & de s'appliquer plus utilement à l'instruction de la jeunesse, par des Catechismes familiers, en les déchargeant d'une partie de leurs exercices; à quoi les Colloques & les Synodes sont obligés de prendre garde, à ce que les Pasteurs & les Troupeaux fassent ce qui est le plus utile pour l'édification du peuple & la gloire de l'Evangile.

Au même Synode sur l'appel interjeté par l'Eglise de Xaintes de l'acte du Synode de la Province de Xaintonge tenu à Cozes en Juin 1659. par lequel, sur ce qu'il a été informé qu'outre le grand Catechisme ordinaire qui se fait tous les Dimanches, on en fait un autre par demandes familières aux enfans entre le presche du matin & ledit grand Catechisme, cette pratique n'étant pas suivie par les autres Eglises de ladite Province; a été exhortée ladite Eglise de Xaintes de se ranger à l'ordre, & garder l'uniformité. La Compagnie se sentant obligée de louer le zele & la diligence de l'Eglise de Xaintes à pourvoir à l'instruction de ceux qui sont commis à ses soins: Juge qu'il eût été à désirer que ladite Province l'eût laissée en sa liberté, ou qu'en lui donnant avis sur la difficulté qu'elle a rencontré en l'ordre que ladite Eglise a établi au milieu d'elle pour le tems qu'elle a choisi pour ses Catechismes, elle en eût elle-même pris quelqu'un propre pour produire le même fruit, & qui eût été exempt des inconveniens qu'elle a trouvé en celui de ladite Eglise, auquel elle eût pu se conformer; exhortant ladite Eglise, & toutes les autres, de s'affermir en ce louable dessein de procurer de toute leur puissance l'instruction des particuliers selon le reglement établi en cette Assemblée.

C O N F O R M I T E'.

L'instruction des Peuples étant la fin que Jesus Christ s'est proposée dans l'établissement du Ministère de la Parole, il est de la prudence de ceux qui sont appelés à instruire les autres, de commencer par les choses les plus essentielles de la Religion, & qui sont les plus aisées à comprendre, comme sont les points fondamentaux du Christianisme, dont nous avons le Sommaire dans le Symbole des Apôtres: C'est pour cela que dans la primitive Eglise on institua les Catéchismes, dans lesquels on expliquoit familièrement aux Catéchumènes les vérités du Ciel, dont la connoissance est nécessaire pour être sauvé, & sans laquelle ils ne pouvoient recevoir le saint Baptême. De ce genre, par exemple, sont les Catéchèses de S. Cyrille de Jerusalem, dans lesquelles

quelles il explique les Articles du Symbole, conformément à la portée de ceux qu'il instruisoit, pour les mettre en état d'être baptisez, & plonger dans les eaux mystiques de ce Sacrement de notre naissance spirituelle. Mais pour monter plus haut que S. Cyrille, dès les premiers commencemens de la Religion Chrétienne, il y eut à Alexandrie des Ecoles publiques & des lieux destinez à ces sortes d'exercices, & où l'on enseignoit les rudimens de la Foi, ou, comme parle l'Apôtre, *les rudimens du commencement des paroles de Dieu.* *Euseb. Hist. l. 5. c. 10. & l. 6 c. 6. cum. 3. & c. 26. cum. 17. & 29.*

Dans le second siècle, Pantænus célèbre Philosophe tenoit cette Ecole, & y faisoit l'office de Catéchiste; Clement Alexandrin lui succeda, & eut pour successeur Origène, âgé seulement de dix huit ans. Origène laissa la conduite de cette Ecole à Héraclas, & Héraclas à Denys, & ces deux derniers furent successivement Evêques d'Alexandrie. Les Auteurs donc de notre Discipline ont eu raison d'exhorter les Eglises à rendre plus fréquens les Catechismes, qui sont d'une grande utilité, & d'une singulière édification.

XIV.

Les Ministres avec leurs familles feront actuelle résidence en leurs Eglises, sur peine d'être dépoulez de leur Charge.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de Montauban 1594. Il fut dit, que les Colloques & Synodes veilleroient à ce que les Pasteurs residassent dans leurs Eglises tant que faire se pourroit, *article 10. des Faits Gen.*

Au Synode de Gap 1603. *article 2. des Faits Generaux.* Tous les Pasteurs étant obligez de resider en leurs Troupeaux; Il est enjoint à ceux qui demeureroient hors de leurs Eglises de s'y retirer dans un mois après l'avertissement qui leur en sera fait, à peine de suspension de leur Ministère, dont les Députez donneront avis à leurs Provinces incontinent après leur retour; afin que les Synodes Provinciaux y tiennent la main. *Ce qui fut confirmé dans un fait particulier au 1. article des Faits Particuliers de la Rochelle 1607.*

Le Synode de Privas 1612. conformément à ces reglemens ordonne de la censure de quelques particuliers qui y ont contrevenu, *article 5. des Faits particuliers.*

Le Synode de Vitry 1617. ordonne en l'article 40. des faits Gen. que cet article soit observé en toutes les Provinces. Et d'autant qu'il étoit apparu de la contravention en quelques-unes, il est enjoint à tous Pasteurs d'aller faire résidence actuelle avec leurs familles sur les lieux où sont leurs Eglises dans trois mois après la signification de cet arrêté, & en cas de desobéissance, ordonne qu'ils seront suspendus du S. Ministère: les Colloques & Synodes font aussi exhorter d'y tenir la main, & pourvoir les Eglises d'autres Pasteurs, qui s'obligent à resider sur les lieux. Et le Consistoire de Montauban chargé de faire savoir aux Eglises la suspension de leurs Pasteurs, & la liberté qu'elles ont de se pourvoir d'autres, selon les regles de la Discipline Ecclesiastique, &

le prochain Synode National sera averti du devoir que les Provinces auront fait en cet endroit. *Le Synode suivant d'Alex 1610. sur ladite injonction, après la lecture des lettres de quelques Ministres coupables d'avoir violé ce règlement, Et avoir ouï les Députés de leur Province. La Compagnie les jugeant coupables de rebellion à la Discipline, de mépris des Synodes Nationaux, de desertion de leurs Troupeaux, & usurpation du S. Ministère, après la sentence de suspension au sujet de leur desobeïssance, censure la Province du support qu'elle a eu pour eux, & confirme les sentences prononcées contr'eux, un seul excepté, à cause de sa grande vieillesse, & les louables services qu'il avoit rendus dans la vigueur de son âge.*

Au Synode de Charenton 1623. l'article fut inséré dans le Corps de la Discipline, en ces mots. Les Ministres feront residence dans leurs Eglises sur peine d'être deposez de leurs charges. Mais au Synode de Castres 1626. Il fut couché dans les mêmes termes esquels nous l'avons à present. Et en consequence est faite injonction à tous les Pasteurs du haut Languedoc d'y obeir à peine de deposition, & aux Synodes Provinciaux de répondre au National du devoir qu'ils auront fait de reprimer les désaillans. Au même Synode, quelques Pasteurs particuliers sont exceptez de cette severe injonction à cause du pitoyable état de leurs Eglises, en attendant que Dieu leur donne quelque moyen de se reestablishir. Et au Synode de Charenton 1631. le Colloque d'Albigeois est exhorté de tenir la main à l'exécution de l'arresté de Castres, & censurer en l'autorité de la Compagnie les contrevenans à cet article de la Discipline.

Et dans les faits particuliers du même Synode est faite très-expressse injonction à un Pasteur particulier à la residence, à faute dequoi la Province procederoit contre lui selon la Discipline. Même ordre est pris pour un autre particulier au Synode d'Alençon 1637. Un autre dans le même Synode, notwithstanding la dispense qu'il en avoit obtenué de la part du Synode de l'Isle de France, où étoit son Eglise; Est obligé d'y demeurer, & néanmoins l'Eglise exhortée de lui accorder quatre mois chacun an pour vacquer à ses affaires en sa maison, sans qu'il discontinuât ses exercices.

Au Synode de Charenton 1644. La pratique de cet article est recommandée à toutes les Provinces qui auront inspection mutuelle les unes sur les autres, & répondront respectivement du devoir par elles fait au Synode National prochain.

Enfin au Synode de Loudun 1659. Les Provinces ayant rendu compte du soin qu'elles prennent d'obliger les Pasteurs à la residence au milieu de leurs Troupeaux. La Compagnie confirmant les réglemens précédens sur ce sujet, enjoint à tous les Synodes & Colloques d'y tenir la main, & d'y proceder selon la connoissance exacte qu'ils prendront de l'état des Eglises, & des Pasteurs, avec charge de proceder par toutes sortes de censures contre ceux qui se trouveront refractaires.

C O N F O R M I T E.

Dans les premiers siècles, les Pasteurs étoient si pleins de zèle pour la gloire de Dieu, & si soigneux de l'édification de leurs Troupeaux, qu'il n'étoit pas nécessaire

nécessaire de leur recommander la résidence, puis qu'ils n'avoient garde de la faire que dans les lieux qui leur étoient assignez, & où demeuroient les familles qui dépendoient de leur conduite: nous ne voyons pas aussi dans ces tems-là des Canons qui leur enjoignent cette résidence, parce qu'ils s'y portoitent d'eux-mêmes volontairement, & qu'il étoit inouï qu'un Pasteur ne fût pas sa demeure au milieu de son Troupeau, à qui il doit ses soins & sa présence. S. Cyprien se plaignoit autrefois de certains Evêques, qui se chargeant des affaires séculières, abandonnoient leurs Eglises, & les soins de cette administration sainte, dont ils devoient rendre conte à notre Seigneur; & dans son Epître 56. à ceux de Thibari, il fait connoître que dans la conjoncture présente il lui étoit impossible de s'éloigner de son Eglise, & du peuple que Dieu avoit confié à sa conduite.

De lapsis.

Saint Ambroise témoignoit suffisamment qu'il étoit profondément persuadé de la nécessité de la résidence, quand il écrivoit à l'Empereur Théodose, que si l'horreur, qu'il avoit du Tyran Eugène, l'avoit obligé de quitter Milan pour un peu de tems, il y étoit retourné dès aussi-tôt que l'orage avoit été dissipé: *Je me suis bûlé, lui écrit-il, de retourner, dès le moment que j'ai appris que celui, dont j'avois crû devoir éviter la présence, s'en étoit allé; car je n'avois pas abandonné l'Eglise de Milan que la Providence de Dieu a commise à mes soins; mais je ne voulois pas voir celui qui s'étoit rendu coupable de sacrilège;* Il parle d'Eugène qui usurpa l'Empire, après avoir fait mourir cruellement l'Empereur Valentinien le jeune. Ce S. Docteur représente ailleurs les pertes que cause à l'Eglise l'absence du Pasteur; sur tout, quand il remarque que le peuple cesse de fréquenter les saints exercices, & non-seulement le peuple, mais que ceux du Clergé même deviennent plus négligens dans les choses de la piété & de la religion. S. Augustin déclare nettement dans les Epîtres 138. & 227. qu'il ne s'éloignoit de son Eglise que dans les nécessitez indispensables.

L. 7. ep.

58. 1. 5. p.

322. Pa-

ris. 1632.

1b. serm.

5. ad pop.

p. 127.

Dans une requête qui fut présentée par quelques Moines aux Empereurs Théodose le jeune & Valentinien III. contre Nestorius, ils lui reprochent entre autres choses, qu'il se sert pour l'exécution de ses violences de Clercs étrangers qu'il fait venir d'ailleurs, c'est à dire d'un autre Clergé que du sien; *Bien que selon les Canons Ecclesiastiques, disent-ils, il ne leur soit pas permis de demeurer dans un autre Evêché, ou dans une autre Eglise, mais seulement dans les lieux & dans les villes où ils ont reçu l'Ordination par l'imposition des mains pour y vivre paisiblement.* Il n'est pas aisé de dire avec certitude si ces Canons dont ils parlent étoient rédigés par écrit, ou plutôt si ce n'étoient pas des usages & des coutumes établies dans les Eglises par une longue pratique; car ce terme de *Canon ou de Règle* a quelquefois cette signification dans les Ecrits des Anciens; & ce qui me le persuaderoit ainsi, c'est que jusqu'au 5. Siècle que cette requête fut présentée, il n'avoit pas été fort nécessaire de faire des Canons, pour obliger les Pasteurs à faire résidence dans leurs Eglises, si ce n'est qu'on veuille appliquer à cette résidence les Canons qui défendent la translation des Evêques d'un lieu à un autre, dont nous aurons à parler dans la suite.

T. 2. Conc.

p. 222...

Je sçai bien que le Concile de Sardique avoit fait dès l'an 347. de notre Seigneur quelques Decrets qui regardent en quelque façon la résidence: mais outre

outre que ces Canons n'étoient pas encore fort connus en Orient, ils ne furent pas faits proprement pour l'établissement de la résidence, ni pour y assujettir précisément les Evêques, mais seulement pour leur apprendre en la présupposant comme une obligation inviolable, dans quelles occasions, & pour quel tems il leur étoit permis de s'absenter légitimement de leurs Eglises; en effet, dans le 8. Canon, les Pères de Sardique reconnoissent que les Evêques peuvent aller en Cour, si l'Empereur les y appelle, ou si la protection & la défense des pauvres, des veuves & des orphelins les y engage: Il est vrai que dans les Canons 9. & 10. ils modifient la permission donnée dans le précédent, & ne permettent proprement aux Evêques d'aller eux-mêmes à la Cour, que lors qu'ils seront mandez par le Prince; ils agréent pourtant qu'ils envoient un de leurs Diacres pour obtenir quelque grace en faveur des personnes misérables; mais ils l'agrément sous des conditions sages & judicieuses, & qu'on doit regarder comme des précautions nécessaires contre l'ambition des Evêques; à qui le même Concile défend positivement, *d'être absens de leurs Eglises plus de trois semaines, à moins que quelque pressante nécessité ne les y forçât.*

Can. 14.
15.

Concil.
Francfort.
cap. 55.
T. 2. Conc.
Gall. p.
201.

Lors que sous la seconde famille de nos Rois, le Prince jettoit les yeux sur quelque Evêque pour en faire son Archichapelain, il falloit qu'il demandât permission au Synode, & au Pape, les Evêques de Rome ayant déjà beaucoup de pouvoir en France; il falloit, dis-je, qu'il leur demandât en quelque façon la permission de se détacher de son Eglise, pour se tenir auprès de sa personne; parce que tout le monde étoit alors persuadé que les Pasteurs étoient obligez en conscience de faire leur demeure au milieu de leurs Troupeaux.

T. 5. Conc.
pag. 430.

Je croi que la pluralité des bénéfices, comme on parle aujourd'hui, a donné une mortelle atteinte à la résidence, & qu'elle a introduit par ce moyen l'ignorance dans l'Eglise, & avec l'ignorance la superstition qui en est la fille. Cette malheureuse coutume a été long-tems inconnue dans le Christianisme; puis que le premier Canon qui la condamne formellement est, si ma mémoire ne me trompe, le 5. du 16. Concile de Tolède, qui se tint l'an 693. de Jesus-Christ: j'avoue que le 10. du Concile de Calchédoine défend aux Clercs de s'enrôler dans deux Eglises en même tems; mais celui de Tolède est express sur le sujet que j'examine, *qu'on ne consie pas à un seul Prêtre plusieurs Eglises, parce qu'il ne peut pas faire le service en toutes, ni secourir les peuples dans les fonctions Sacerdotales.* Depuis ce tems-là, ces sortes de défenses ont été fort fréquentes dans l'Occident, comme il seroit aisé de le justifier, si c'étoit ici le lieu de le faire; il suffit de rapporter pour cette-heure la demande que le Roi Charles IX. fit faire sur ce sujet au Concile de Trente par ses Ambassadeurs; *Qu'on consie un seul bénéfice à un seul, en ôtant, pour ce qui regarde la pluralité, la différence des bénéfices compatibles & incompatibles, parce que cette distinction, qui est nouvelle & inconnue aux anciens Decrets, a causé aussi de grands maux à l'Eglise Catholique; & qu'on donne les bénéfices réguliers aux réguliers, & les séculiers aux séculiers; & pour ceux qui en possèdent maintenant deux ou plusieurs, on qu'ils retiennent seulement celui qu'ils choisiront dans peu de tems, on qu'ils encourrent les peines portées par les anciens Canons.*

Mémoire
pour le
Concile de
Trente
art. 14.
15. p. 370.
371.

Quoi

Quoi qu'il en soit, le zèle s'étant refroidi, & les Conducteurs s'étant relâchez dans le soin qu'ils prenoient de l'édification & du salut de ceux qui étoient soumis à leur conduite, il falut de toute nécessité faire des loix pour la résistence, au lieu qu'autrefois ils s'y portoient de leur propre mouvement, pour s'acquitter en bonne conscience des fonctions de leurs Charges. Le Pape Eugène II. voyant dans le 9. Siècle que les Pasteurs se dispensaient de demeurer au milieu de leurs Troupeaux, il fit dans un Synode Romain un Decret qui a pour titre, *que les Evêques ne demeurent point hors de leurs Diocèses*; le Canon est conçu en ces termes; *les Evêques doivent être toujours dans leurs Eglises, pour travailler avec pieté à leur édification, parce que l'absence de l'Evêque devient souvent le malheur du peuple*: & dans le Canon suivant, il veut qu'on bâtit des Cloîtres auprès des Eglises pour la demeure des Clercs inférieurs, & afin qu'ils y vâquent à l'étude des Disciplines Ecclesiastiques. Le Concile de Meaux de l'an 845. fit encore une Ordonnance à peu près semblable, *qu'il ne soit aucunement permis aux Prêtres de loger par tout où ils voudront, mais qu'ils soient toujours dans leurs Eglises, à cause des divins mystères, & pour rendre aux fidèles les services qu'ils leur doivent, & qu'ils n'ayent pas la liberté de demeurer ailleurs.*

*Collet.
Rom. part.
2. c. 6. 7.
p. 23. 24.*

*T. 3. Conc.
Gall. c.
36. p. 42.*

Depuis que l'abus se fut glissé à cet égard dans l'Eglise, il ne faut pas douter qu'on n'ait fait divers réglemens, pour rétablir les choses dans l'ancien usage, & pour en faire voir l'importance & la nécessité; parce qu'en effet l'obligation de la résidence est plus grande que plusieurs ne s'imaginent; puis que les Pasteurs se doivent tout entiers à leurs Troupeaux, & que toutes les fonctions de leur Ministère leur sont destinées: Cependant quelques Decrets qu'on ait faits pour rétablir l'ancienne Discipline, on n'a pu empêcher qu'il ne soit arrivé dans les derniers Siècles une extrême négligence dans la pratique d'une chose si sainte & si sacrée; c'est pourquoi du tems de nos Pères, la question de la résidence fut agitée avec beaucoup de chaleur dans le Concile de Trente, jusques-là que les Prélats Espagnols s'opiniâtèrent à faire déclarer qu'elle est de droit divin; ce qui embarrassa les Légats, & donna une furieuse alarme à la Cour Romaine; car on prévoyoit que si cet article passoit, on ôteroit au Pape une partie de son autorité, on aboliroit la pluralité des Bénéfices qui a causé tant de mal dans l'Eglise, & qu'on priveroit les Cardinaux de ce qui soutient l'éclat de leur Pourpre, en les privant des Bénéfices faute de résidence; mais on trouva le moyen de pacifier ces différens, & de terminer la chose d'une manière agréable à l'Evêque de Rome & à toute sa Cour: Ce même Concile pourtant dans la Session 24. & dans le Decret de la Réformation, semble avoir voulu apporter quelque remède au mal qui naît du défaut de la résidence; mais il l'a fait d'une manière qu'il a laissé la porte ouverte à l'abus, qui bien loin de diminuer est allé tous les jours en augmentant.

*Hist. du
Conc. l. 6.
p. 592. ad
600. & p.
612. ad
bib. avec
le livre 2.
p. 309.
310. 311.
à Troyes
1627.*

Mais afin qu'on ne chicane pas sur ce que nôtre Discipline enjoit aux Ministres de faire actuelle residence dans leurs Eglises avec leurs familles, c'est à dire avec leurs femmes & leurs enfans, comme si les anciens Evêques n'avoient jamais été mariez, & comme s'ils n'avoient jamais vécu dans leurs Eglises avec leurs familles, il faut que je justifie nôtre pratique par quelques exemples. Le premier sera celui du vénérable vieillard Chrémon Evêque de

Nil en Egypte; car Eusèbe raconte dans le chap. 42. du liv. 6. de son Histoire Ecclesiastique, que lors de la persecution de Décus, il se retira en une montagne avec sa femme qui vivoit toujours avec lui, & dans le chapitre 9. du 8. livre, il parle de Phileas Evêque de Thmuis dans la Thébaïde, qui souffrit le Martyre sous Dioclétien, quoique le Juge qui le condamna eût fait ce qu'il avoit pu pour l'obliger à renier Jesus Christ, en l'exhortant sur tout d'avoir pitié de sa femme & de ses enfans. Spyridion Evêque de Trimythunte dans l'île de Chypre, du tems de l'Empereur Constantin, vivoit dans son Eglise avec sa femme & ses enfans, comme le temoigne Sozomène: il ne faut que lire le chapitre 22. du 5. livre de l'Histoire Ecclesiastique de Socrate, pour voir divers exemples d'Evêques mariez, & vivans avec leurs femmes. On ne peut pas douter que Synésius n'en ait usé de même, puis qu'il n'accepta l'Episcopat de Ptolemais qu'à cette condition, à ce qu'il nous dit lui-même dans sa lettre 105. Et il y a grande apparence que la plupart des Evêques d'Orient vivoient dans leurs Eglises avec leurs femmes & leurs enfans, jusqu'à la fin du 7. Siècle, que le 6. Concile ordonna qu'ils renonceroient à leurs femmes, & qu'ils ne vivoient plus avec elles, Can. 12. Ce qui leur avoit toujours été permis avant ce Decret, selon la remarque du Moine Blassares in *Synagm. Alphab. litt. G. cap. 16. & 17.* Outre que dans ce même Canon, les Pères reconnoissent qu'il y avoit plusieurs Evêques dans la Libye, dans l'Afrique, & ailleurs, qui vivoient avec leurs femmes; ce qui s'accordoit très bien avec le 5. Canon qu'on nomme des Apôtres, lequel défend aux Evêques, aux Prêtres & aux Diacres, à peine de suspension, & même de Déposition, de se séparer de leurs femmes sous prétexte de religion.

XV.

Ceux auxquels Dieu a donné des graces pour écrire, sont avertis de le faire d'une façon modeste, & bienséante à la Majesté de Dieu; conséquemment de n'écrire d'une façon ridicule & injurieuse: laquelle modestie & gravité ils garderont aussi dans leurs Predications ordinaires. Seront choisis par les Provinces ceux qui auront reçu les graces d'écrire, & s'il advient que quelques Livres se publient contre la vraie Religion, ils leur seront envoyez, afin d'y répondre, étant député un Colloque en chaque Province, qui ait le soin de prendre garde à ce qui sera écrit & publié, pour en départir les copies.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Paris 1565. article 27. a été dressé cet article de la Discipline, jusqu'à ces mots, Seront choisis par les Provinces, &c.

Au Synode de Gap 1603. Il est dit que, Ceux des freres qui auront remarqué quelque chose censurable dans les Ecrits des Ministres, en avertiront les Synodes Provinciaux, qui se convoqueront au plutôt après le départ de cette
Assèm.

Assemblée. Conformément à cet arrêté fut vivement censuré un Pasteur particulier au Synode de la Rochelle 1607. pour avoir entrepris d'écrire sans charge & contre les réglemens de la Discipline, & ordonné que le livre seroit supprimé, & Messieurs de Geneve remerciez d'en avoir arrêté les Copies, & priez de l'abolir du tout pour l'avenir.

A ceci se doit rapporter ce qui a été cité ci-dessus au Synode de Charenton 1623. sur l'article 12. Comme pareillement ce qui a été rapporté sur le même article de la Discipline du Synode d'Alençon 1637. au sujet, tant des Predications, que des Ecrits.

Le Synode d'Allez 1620. ordonne que cet article de la Discipline soit leu dans tous les Consistoires, pour remedier au scandale qui revient de la contravention de quelques Pasteurs audit article, & que les Consistoires en rendent compte aux Colloques & Synodes Provinciaux, & eux aux Nationaux.

Et quant à ce qui concerne l'autre partie de l'article, qui est touchant les réponses qui se doivent faire aux Ecrits faits contre la Religion. Le Synode de Nîmes 1672. ordonne que le Synode de Languedoc deputé deux ou trois de ceux qu'il estimera plus propres pour écrire & faire réponse aux Ecrits des avversaires, & qu'ils seront avertis de se conduire en cette rencontre selon l'article de la Discipline, sur ce fait.

Au Synode de Montauban 1594. article 1. des Faits Generaux. Il est dit qu'en chaque Province seront choisis personnes propres, pour répondre aux Ecrits des avversaires, sans toutefois ôter la liberté aux autres Freres d'y employer les dons & graces que Dieu leur aura départies, le tout aux frais de la Province où ladite réponse sera faite. Et quant à ceux qui s'ingerent de faire imprimer des livres, sans au préalable les avoir communiquez aux Colloques ou Synodes suivant la Discipline, ils seront grièvement censurez, & leurs Ecrits suppriméz.

Au Synode de Gergeau 1601. A été ordonné, que ceux qui seront chargez par le Synode National, de répondre aux Ecrits des avversaires, seront remboursez des frais faits pour l'impression sur le General des deniers ostroyez par Sa Majesté pour les Eglises de ce Royaume: mais ceux qui en sont chargez par quelque Province, ladite Province pourvoira à leur remboursement.

Au Synode de Charenton 1623. La Province de Dauphiné requerant, que le Synode donne charge à quelques personnes choisies de faire des recueils des Ecrits des Peres, pour les Controverses & Histoire Ecclesiastique. Le Synode, vû la multitude des livres publiez sur telles matieres, & les Recueils ci-devant faits par divers Docteurs Orthodoxes, ne juge point necessaire de charger quelqu'un en particulier d'un tel travail, exhortant néanmoins tous ceux à qui Dieu a donné des dons, de les employer à dresser l'Histoire Ecclesiastique, ou traiter les Controverses, ou commenter l'Ecriture, selon que l'édification de l'Eglise le requerra.

Et au Synode de Charenton 1631. Il est dit que, désormais les deniers appartenans aux Eglises ne seront divertis à l'impression des livres de ceux qui auront écrit sans charge expresse du Synode National.

CONFORMITE.

Pag. 3.
Paris.
1666.

T. 2. Paris.
1665.

La liberté d'écrire n'a jamais été plus grande que dans les premiers Siècles de l'Eglise, où chacun écrivoit de la manière qu'il jugeoit la plus propre & la plus convenable, sans qu'on fût obligé de communiquer ses Ouvrages à quelques Examineurs, pour en avoir l'approbation: Cependant, parce qu'il y a eu de tout tems parmi les Chrétiens des Evêques & des Pasteurs plus propres à écrire les uns que les autres, on les employoit d'ordinaire à la défense de la vérité contre les Hérétiques & les Schismatiques. C'est par ce principe que le Livre de Phœbadius ou Fœgadius Evêque d'Agen en Guyenne, écrit contre les Arriens d'Orient & d'Occident, tient la place de l'Epître d'un Concile de Vaison de l'an 358 & en porte le nom dans le Supplément des Conciles de France. S. Augustin a été jusqu'à sa mort la plume de toute l'Afrique contre les ennemis de l'Eglise, particulièrement contre les Donatistes & les Pélagiens; & S. Fulgence dans le Siècle suivant lui succéda en quelque manière dans le même emploi, sur tout pendant le tems que plus de 60. Evêques d'Afrique, dont il étoit du nombre, furent exilés dans l'Isle de Sardaigne: car bien qu'il fût le plus jeune de tous, l'Auteur de sa vie remarque qu'il en étoit *la langue & l'esprit*; & l'on peut dire encore à la gloire de ces deux celebres Ecrivains, qu'ils ont exactement pratiqué la retenue, la bien-séance & la moderation, que nôtre Discipline desire en tous ceux qui mettent la main à la plume pour l'établissement de la vérité; exemples qu'on doit soigneusement imiter, & condamner en même tems l'emportement d'Agobard Evêque de Lyon, qui écrivant dans le 9. Siècle contre Amalarius Fortunatus, le déchire cruellement; mais plus encore celui de Lucifer Evêque de Caillari contre l'Empereur Constantius dans la Bibliothèque des Pères tom. 9. de l'édition de Paris 1644.

XVI.

Les Ministres ne pourront prétendre de primauté les uns sur les autres.

OBSERVATIONS.

Cet article est tiré du premier de la Discipline qui fut dressée à Paris en 1559.

CONFORMITE.

Saint Jérôme nous apprend dans ses Commentaires sur l'Epître à Tite, & dans sa Lettre à Evagrius, qu'au commencement du Christianisme les Eglises étoient conduites par l'avis commun des Prêtres ou des Anciens, c'est à dire, comme parle S. Paul, par le Presbytere & par la Compagnie des Anciens, & cette forme de gouvernement dura, *jusqu'à ce que par l'insinuation du diable il se fit des partis dans la Religion*, dit le même S. Jérôme; car alors il falut avoir recours à l'élection; de sorte que pour éviter les Schismes & les

Divi-

Divisions, on en choisissoit un de cette Compagnie, à qui l'élection donnoit la préférence sur les autres; au lieu qu'auparavant c'étoit le tems de la promotion, comme le témoigne le Diacre Hilaire dans ses Commentaires sur le chap. 4. de l'Eptre aux Ephésiens, qui sont parmi les Oeuvres de S. Ambroise; car il dit *qu'au commencement on appelloit Evêques les Prêtres, & que l'un étant mort, l'autre lui succédoit*: c'est à dire qu'on deferoit à celui des Prêtres le plus ancien en promotion le premier rang, cette primauté étant une primauté d'ordre, & non pas de puissance ni d'autorité sur les autres, la seule primauté que nôtre Discipline dérend; En effet, le premier reçu tenoit le premier rang dans le Presbytère, à peu près comme le Doyen des Conseillers dans un Parlement, ou comme le Doyen des Chanoines dans un Chapitre.

De là vient aussi qu'après l'établissement de la Hiérarchie dans l'Eglise, l'égalité s'observa toujours entre les Pasteurs, à la réserve du pouvoir des Métropolitains sur les Evêques de leurs Provinces; encore étoit ce un pouvoir fort limité, puis qu'il consistoit simplement dans le droit de convoquer les Synodes de leurs Provinces, d'y presider, & de prendre connoissance de toutes les affaires Ecclesiastiques qui se passoient dans l'étenduë de leur ressort seulement, mais qu'ils ne pouvoient terminer que par l'avis de leurs Suffragans, comme on parle aujourd'hui. Pour tous les autres, ils n'avoient d'autre prérogative que le rang selon le tems de leur reception; ce qui s'observe religieusement parmi nous: Suivant cela, S. Augustin trouve étrange que dans la Lettre que le Primat de Numidie écrit à ses Coévêques pour les assembler en Synode; il trouve étrange, dis-je, qu'il y soit nommé le troisième, sachant qu'il y en avoit beaucoup d'autres avant lui; *ce qui est injurieux*, dit-il, *aux autres*. *Ep. 207.*
tres, & m'expose à l'envie; & dans la vie de S. Fulgence Evêque de Ruspe en Afrique, que le Jésuite Chifflet a fait imprimer à Dijon l'an 1649. avec les Oeuvres du Diacre Ferran, il est remarqué chap. 20. que dans les Assemblées des Evêques exilés en Sardaigne il étoit assis le dernier, quoi qu'il fût le plus considérable par son mérite, parce qu'il avoit été promu le dernier à l'Episcopat. Le Canon 86. du Code Africain le prescrit ainsi: Le 24. du 1. Concile de Braga de l'an 563. ordonne la même chose, aussi bien que le 3. du 4. Concile de Tolède de l'an 633 & la Lettre 112. du liv. 7. de Grégoire I. à quoi nous pouvons ajouter la 6. Lettre de Hincmar chap. 16. dans le Tom. 16. de la Bibliothèque des Pères pag. 408. C'est la raison pourquoi en Afrique on étoit obligé de marquer le jour de la Promotion, & le Consulat. Cod. African. Can. 89. qui est le 14. du Concile de Milève. Théodore Archevêque de Cantorbery tint un Synode l'an 679. dont le 8. Canon est conçu en ces termes, *Apud Be-*
que nul Evêque ne se préfère à un autre par ambition, mais qu'ils connoissent *dam Hist.*
sous le tems & le rang de leur Ordination. *l. 4. c. 3.*

XVII.

Les Ministres présideront par ordre en leurs Consistoires, afin qu'aucun ne pretende supériorité sur son Compagnon, & ne pourra aucun d'eux donner temoignage de chose importante, sans l'avoir premièrement communiqué aux Ministres ses Freres & Compagnons.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562. jusqu'à ces mots. Et ne pourra, &c. Le surplus jusqu'à la fin touchant les temoignages, est du Synode de Vertueil 1567. article 2.

On peut rapporter à cette 2. partie de l'article ce qui a été résolu au Synode de Montauban 1594. sur la proposition des Deputez de Xaintonge, touchant les lettres qu'on écrit d'Eglise à autre, & de Colloque ou Synode à autre, savoir, que nulles lettres ne feront foi qu'elles ne soient signées d'un Pasteur, & d'un Ancien conjointement, ou de deux Anciens, où il n'y a point de Pasteurs; & seront adressées aux Consistoires, ou particulièrement aux Pasteurs, pour les communiquer prudemment aux Consistoires, ou à quelque partie des Anciens selon l'occurrence des affaires. Ceci regarde aussi l'article suivant.

CONFORMITE.

Cet Article n'est qu'une suite du precedent: car s'il y doit avoir égalité entre les Pasteurs, sans qu'ils puissent prétendre superiorité les uns sur les autres, il est juste quand il y en a plusieurs dans une même Eglise, qu'ils president chacun à son tour & en son rang dans le Consistoire; & qu'aucun d'eux ne fasse rien de son propre mouvement, & sans en prendre les avis de ses Collegues, & même de tous ceux qui ont part à la conduite du Troupeau, sur tout lors qu'il est question de choses d'importance.

XVIII.

On se gardera de la coutume qui s'est trouvée en quelques lieux, de députer certains Ministres par les Synodes Provinciaux pour visiter les Eglises. Etant suffisant l'ordre dont on a usé jusques ici pour avoir connoissance des scandales. Et est condamnée cette maniere de nouvelles charges & états, pour être de dangereuse consequence, comme aussi sont rejettez tous noms de superiorité, comme Anciens de Synodes, Surintendans, & autres semblables. Si seront les advertissemens pour assembler les Colloques ou Synodes, ou des choses qui en dependent, adressés à une Eglise, & non à un certain Ministre, ou autre particulier d'icelle. Que si d'aventure ils étoient adressés à quelqu'un des Ministres ou Anciens pour quelques considerations, ceux qui les auront reçus les apporteront au Consistoire, pour être avisé & délibéré sur iceux.

OBSERVATIONS.

Cet article est fondé sur le 13. du Synode d'Orleans 1562.

C O N-

CONFORMITE.

Il n'y a rien dans cette Discipline qui ne soit entierement conforme à l'Antienne, selon laquelle chaque Evêque étoit simplement obligé de visiter tous les ans son Diocèse; mais il ne lui étoit pas permis d'en visiter d'autre que le sien; je dis premierement qu'il étoit obligé de visiter son Diocèse, comme il seroit aisé de le justifier par une infinité de Canons, le 8. du Concile de Tarragone de l'an 517. y est formel: *Nous ordonnons par cette Constitution que l'ancienne coutume soit observée, & que chaque Evêque visite toutes les Eglises de son Diocèse.* Le 35. du 4. de Tolède de l'an 633. renouvella ce Decret, avec cette clause, que si l'Evêque étoit malade, ou occupé en d'autres affaires, il fit faire la visite par quelques-uns de ses Prêtres ou de ses Diacres; cette restriction ouvrit la porte à la négligence des Pasteurs, qui faisoient par autrui ce qu'ils devoient faire par eux mêmes: au lieu que si on eût laissé le Canon du Concile de Tarragone en toute sa force, & sans y apporter aucun temperament, les Evêques n'auroient pas manqué de l'exécuter ponctuellement. Cependant le Concile de Trente dans la session 24. chap. 3. de la Réformation, n'a pas fait difficulté de suivre l'adoucissement du Concile de Tolède, quoi qu'il ne favorisât que trop la nonchalance des Conducteurs: Ce que nos Rois ayant meurement considéré, ils firent dans le 9. Siècle diverses Ordonnances, par lesquelles ils enjoignent purement & simplement aux Evêques, de visiter tous les ans leurs Diocèses, lib. 7. cap. 94. & 109. de l'édition de Paris 1588. Il y a encore plusieurs autres Capitulaires qui prescrivent la même chose, mais qu'il n'est pas nécessaire de rapporter ici.

T. 3. Conc.
p. 802.
Paris.
1636.
T. 4. Conc.
p. 590.

T. 9. Conc.
p. 414.

C'est pourquoi je passe à l'autre considération, pour faire voir qu'un Evêque n'avoit droit d'inspection que sur son Diocèse, hors duquel il ne lui étoit pas permis de rien entreprendre. De là vient que le Concile d'Antioche de l'an 341. déclare dans le 9. Canon, que chaque Evêque a pouvoir sur son Diocèse, pour l'administrer sagement, & pour avoir soin de toute l'étendue du pais qui dépend de la Ville où il fait sa demeure; & dans le Canon 22. on fait ce règlement, *qu'un Evêque ne se transporte point dans une autre Ville qui n'est point soumise à sa conduite, ni dans un canton de pais qui ne lui appartient point, pour y imposer les mains à quelqu'un, ni pour y établir des Prêtres ou des Diacres sujets à un autre Evêque, si ce n'est que cela se fasse de l'avis de l'Evêque même du lieu: Et si quelque Evêque est assez hardi pour entreprendre de telles choses, que l'Ordination qu'il aura faite soit nulle, & pour lui qu'il soit censuré par le Synode.* Et comme ce Concile défend aux Evêques de rien entreprendre hors de leurs Diocèses, celui de Constantinople de l'an 381. le défend dans le 2. Canon aux Métropolitains hors de leurs Provinces.

Et quant aux noms de supériorité que nôtre Discipline condamne, outre qu'ils sont contraires à la simplicité de l'Evangile, & à l'égalité qui étoit au commencement entre les Pasteurs, l'Eglise d'Afrique les avoit en quelque maniere bannis du milieu d'elle, pour porter les Evêques à l'humilité, & pour éloigner de leur esprit toute pensée d'ambition & d'orgueil; car elle fit ce Canon qui est le 39. dans le Code Africain de Mr. Justel, *qu'on n'appelle point Prince*

des

De Haret. Baptiz. pag. 282. ult. edit. Parif. 1666.
des Evêques, ou fouverain Prêtre, ou quelque chofe de femblable, l'Evêque du premier Siege; mais qu'on le nomme feulemment Evêque du premier Siege. S. Cyprien avoit dit long tems auparavant, parlant de lui & des Evêques qui étoient dans l'Afrique, aucun de nous ne fe porte pour Evêque des Evêques, ou comme on lit dans quelques exemplaires, aucun de nous n'a arrêté en foi-même qu'il fût Evêque des Evêques.

XIX.

Un Miniftre ne pourra avec le S. Miniftre exercer la Medecine, ou la Jurifprudence; il pourra toutefois par charité donner confeil & affiftance aux malades de fon Troupeau, & des lieux circonvoifins, pourvu qu'il ne foit diverti de fa Charge, & n'en tirera gain; excepté le tems de trouble & perfecution, feulemment quand il ne pourroit exercer fa Charge en fon Eglife, & ne feroit entretenu par elle. Seront exhortez ceux qui feront ainfi vaquans à la Medecine, Jurifprudence, ou autre diftraction, de s'en déporter, & s'addonner du tout à leur Charge, & à l'étude des faintes Lettres. Et contre ceux qui ne voudront y obéir, les Colloques & Synodes font avertis de proceder par l'ordre de la Difcipline. Comme auffi contre ceux qui s'occupent tellement à l'instruction de la Jeunefle, que cela les pût empêcher de vaquer à leur principale Charge. A quoi les Synodes Provinciaux, Colloques & Confistoires tiendront la main, mêmes jufques à la fufpenfion des Miniftres.

OBSERVATIONS.

Il fut demandé au Synode de Poitiers 1560. Savoir fi un Juge pouvoit exercer le Miniftre avec la Judicature. A quoi le Synode répond, que cela feroit fupporté pour un tems, & non approuvé, parce que, fi le Miniftre requiert tout l'homme, il fe doit du tout demetre de l'office de Judicature.

Au Synode de Lion 1563. Le frere N. fera exhorté par lettres de continuer fon Miniftre, en renonçant à la Plaidoirie, & autres negotiations qui le détournent de fa Charge, & où il feroit rebelle, fera du tout depofé & retranché du Corps de l'Eglife.

Au Synode de la Rochelle 1571. Sont faites défenfes aux Miniftres d'exercer la Medecine ou autre état, métier ou vacation.

Au Synode de Ste Foi 1578. fut dressé l'article tel qu'il eft couché jufqu'à ces paroles, exerce fa Charge en fon Eglife.

Ces paroles, comme auffi ceux, &c. jufqu'à leur Charge, font du Synode de Montauban 1594. Et ces dernieres, à quoi les Synodes, &c. jufqu'à la fin, font du Synode de Gergeau 1601. Le même ajoute par deux fois dans l'article, la Jurifprudence.

Ce même article fut confirmé au Synode de la Rochelle 1581. Et fur ce que la
Cum-

Compagnie fut avertie que quelques Ministres s'employent plus à l'exercice de la Medecine qu'à leur Charge. Il est ordonné aux Députés de leur Province, de les exhorter de se conformer audit article selon leur devoir, & qu'autrement leur Colloque ou Synode procedera contr'eux selon l'ordre de la Discipline.

Au Synode de l'itré 1583. aux appellations. Ces arrêts est executé en la personne d'un des Pasteurs d'Angoumois.

Cependant au Synode de Montpellier 1598. article 5. des appellations, Il est porté, qu'en égard au peu d'assistance que reçoit N. de son Eglise, & le long tems qu'il y sert, la Compagnie lui permet d'instruire la jeunesse, confirmant par ce moyen le jugement du Synode du bas Languedoc.

Le Synode de S. Maixant, exhorte les Colloques & Synodes d'avoir l'œil sur les Pasteurs qui s'employent à l'Alchimie, pour les censurer grièvement.

Le Synode d'Allez 1620. Sur la question de la Province de Dauphiné, si un Ministre peut exercer la profession de la Philosophie avec le Ministère, il juge que ces deux professions ne sont pas convenables ensemble.

Cependant le même Synode declare, qu'un Ministre peut être Professeur en Theologie, & en langue Hebraïque, bien qu'il ne soit pas bien-seant qu'il exerce la Profession de Philosophie, & la langue Grecque, (laquelle pour la plupart du tems est employée en l'explication des Auteurs Payens & prophanes) s'il n'est déchargé du Ministère. Seront toutefois les Professeurs en Theologie, & en langue Hebraïque, qui sont Ministres, reputez Pasteurs du lieu où ils seront, le consentement de l'Eglise y intervenant, & y prêcheront la Parole de Dieu à certains jours, étans déchargés au reste de l'administration de la Discipline Ecclesiastique, & des autres charges ordinaires du Ministère.

Et sur ce qu'au Synode de Charenton 1623. Les Députés d'Anjou demanderent l'explication de cet arrêts en ce qui concerne les Professeurs en Theologie & langue Hebraïque qui sont Pasteurs. La Compagnie, confirmant l'arrêts d'Allez, declare que les Eglises ne sont pas obligées à leur donner gages, ni à les employer à si frequens exercices que les Pasteurs ordinaires, remettant à la prudence & discretion des Consistoires, de convenir avec lesdits Professeurs touchant l'exercice de leur Ministère, & l'entretienement qu'ils jugeront raisonnable.

On peut rapporter à cet article ce qui a été ordonné au Synode d'Allez susdit, au sujet des Ministres qui se mêlent des affaires politiques, & se faisant députer aux assemblées politiques & en Cour, chargeoient le Ministère de blâme, étoient detournés de leur vocation, & incommodoient grandement leur Troupeau. La Compagnie faisant defense à tous Pasteurs d'accepter à l'avenir aucunes deputations en Cour, ni autres de la part des Grands, ni vers les Grands. Et quant aux Assemblées politiques, exhorte les Provinces d'y deputer plutôt par Colloques que par les Eglises: prie l'Assemblée Generale prochaine de confirmer ce reglement, & autant que faire se pourra de décharger les Pasteurs des Assemblées Politiques. Est enjoint aux Synodes Provinciaux d'avoir l'œil sur les Pasteurs qui auront accepté telles deputations, pour les poursuivre par censures severes jusques à suspension de leur Ministère. Que si les Synodes

Provinciaux s'y rendent negligens , le Synode National en connoitra.

C O N F O R M I T E'.

*Hist. Eccl.
lib. 7.
cap. 32.
pag. 288.
T. 2. Conc.
Gall.*

*Pandect.
Canon.
tom. 3.
pag. 129.
Oxford
1672.
Theodor.
t. 3. p. 988.
Paris.
1642.
L. 8. c. 6.*

On dit que la Philosophie demande un homme tout entier, nous le pouvons dire avec plus de raison du Ministère de l'Evangile, aux fonctions duquel on doit donner tout son tems & toute son étude, bien loin qu'on soit en état de faire d'autre profession avec le S. Ministère, par exemple d'exercer la Medecine: C'est pourquoi parmi nous il n'est pas permis à un Ministre d'embrasser une autre vocation avec le Ministère: un Pasteur peut bien avoir connoissance de la Jurisprudence & de la Medecine, & s'en servir même charitablement pour le bien de ses prochains, en donnant conseil aux uns, & en procurant du soulagement aux autres, comme faisoit Théodoret Evêque de Laodicée, dont Eusèbe parle si avantageusement; mais avec tout cela, il faut qu'il s'applique tout entier à la conduite de son Troupeau, sans qu'il puisse en bonne conscience lui dérober une bonne partie du tems qu'il lui doit, pour l'employer à l'exercice de quelque autre profession, au prejudice de celle à laquelle il s'est principalement consacré; De là vient que le Canon 10. du Concile de Mayence de l'an 813. & le 100. de celui d'Aix la Chapelle de l'an 816. défendent aux Ecclesiastiques de rien prendre pour avoir secouru quelque malade par les règles de la Medecine qui ne leur étoit pas inconnue; sans doute pour les avertir qu'ayant été consacré au service de l'Eglise, ils ne devoient pas employer le tems à l'exercice ordinaire de la Medecine, des lumieres de laquelle ils avoient la liberté de se servir charitablement en certaines occasions pour le soulagement de leurs prochains, sans aucune espérance de salaire, & pourvu que cela ne les détournât pas de leur principal emploi; car alors on le leur défendoit absolument, comme fit le Patriarche Lucas de Constantinople à ses Diacres. Théodoret fait à la verité mention d'un certain homme qu'il nomme Pierre, & qu'il represente comme une personne très recommandable, & il remarque dans les Lettres 114. & 115. qu'il avoit été honoré de la dignité de Prêtre, & que cependant il exerçoit la Medecine; mais il paroît clairement par tout ce qu'il en dit, que cet homme n'étoit attaché au service d'aucune Eglise, quoi que cela fût contre la disposition des Canons, & qu'ainsi rien n'empêchoit qu'il n'exercât ordinairement la Medecine. Au reste, rien n'empêche qu'on n'applique à cet Article des Canons 6. 81. & 83. des Apôtres. L'exemple de Gerontius Evêque de Nicomédie, dont parle Sozomène, pourroit trouver ici sa place; si son Episcopat eût été bien legitime; car étant très bon Medecin, il secouroit utilement les habitans de Nicomédie, qui le regretterent fort après sa deposition.

XX.

Les Ministres exhorteront leurs peuples à garder modestie dans leurs accouffremens, eux-mêmes en cet endroit & tous autres se donnant en bon exemple, s'abstenant de toute braveté en leurs habits, de leurs femmes & de leurs enfans.

OBSERVATIONS.

Cet article fut ainsi dressé au Synode de Paris 1565.

Au Synode de Privas 1612. La Compagnie sur plusieurs plaintes des contraventions à cet arrêté, donne charge très-expresse à tous les Moderateurs des Colloques & Synodes Provinciaux de corriger tels excès par censures & reprehensions, & que les refractaires soient, en l'autorité de la Compagnie, suspendus de leurs charges, jusqu'à ce qu'ils aient ôté le scandale. Et afin d'y veiller de plus près, on permet à tous particuliers, suivant la forme de la Discipline, d'avertir leurs Consistoires des excès susdits, & en demander la correction, laquelle déniée, ils se pourront adresser aux Colloques pour en tirer censures, & contre ceux qui les supporteront en leurs défauts. Même règlement fut réitéré à Alez 1620.

Le Synode de Charenton 1623. Enjoint aux Consistoires de lire le règlement fait sur la modestie des habits des Pasteurs & de leur famille. Enjoint de plus aux Colloques & Synodes de tenir la main à ce que ladite lecture se fasse annuellement, & d'en rendre compte au prochain Synode National.

Le Synode de London 1659. réitere ce règlement, & veut qu'il soit religieusement observé, & tenu dans les Consistoires.

Et d'autant que l'ordre, que les Synodes veulent que les Ministres observent dans leurs familles pour l'édification publique, dépend en bonne partie des semences qu'ils épousent, on peut rapporter à cet article le règlement qui fut pris à ce sujet au Synode de Lion 1563. en ces mots. Touchant les Ministres qui causent du scandale en contractant des mariages trop inégaux, le Synode est d'avis que les Consistoires procedent par censures contre ceux qui faillent en cet égard.

CONFORMITE.

Les Anciens Docteurs de l'Eglise ont été très soigneux de recommander aux Chrétiens la modestie que prescrit notre Discipline, particulièrement aux femmes qui pèchent contre ses loix plus souvent que les hommes. Clément Alexandrin n'oublie rien pour les porter à la pratique de cette vertu; car après avoir allégué ces paroles de S. Paul, *que les femmes se parent d'un vêtement Lib. 2. bonnête, avec pudeur & modestie, non point avec tresses, ni or, ni perles, ni Padag. c. habillemens somptueux, mais de bonnes œuvres, comme il est séant à des fem- 12. p. 211. mes qui sont profession de servir Dieu; (1 Tim. 2. 9. 10.)* Après cela, dis-je, 212. Paris. cet ancien Docteur fait voir que puis que le vêtement n'a été donné que pour 1641. rious couvrir, il n'y doit avoir rien de superflu; que le saint ornement des mains ne sont pas les bracelets, mais la facilité qu'on doit avoir à distribuer de ses biens à ceux qui n'en ont pas, & le soin qu'on doit prendre de la conduite de sa famille; que celui des pieds c'est la promptitude à bien faire, & l'acheminement à la justice; que la pudeur & la modestie sont les chaînes & les coliers que Dieu même a faits, & qu'il n'y a point de véritable ornement que celui de la sagesse; que les femmes ne doivent pas souffrir qu'on leur perce les oreilles pour y mettre des pendans, mais les avoir toujours ouver-

*Id. lib. 3.
c. 2. pag.
216. 217.*

*De cult.
Fœm. cap.
12. 13.
Paris.
1654.*

*De habit.
Virg. p.
165. Pa-
ris. 1666.*

*Lib. 5. ep.
200. Pa-
ris. 1638.*

tes à l'instruction qu'on leur donne, & appliquer leurs yeux à la contemplation des choses du Ciel; & dans le même Ouvrage, il parle si fortement contre les ajustemens inutiles & superflus, que je me dispense volontiers de rapporter tout ce qu'il en dit, me contentant de remarquer en general qu'il ne craint point d'assurer, que sous la mollesse de ces ajustemens mondains on trouve non l'image de Dieu, mais celle du Démon. Tertulien n'en parle pas en d'autres termes, exhortant les femmes Chrétiennes à faire voir par la modestie de leurs habits la différence qu'il y a entre les Servantes de Dieu, & celles du diable, il veut qu'elles soient en exemple à celles qui ne font pas profession de l'Evangile, & que Dieu soit glorifié en leurs corps par des vêtemens convenables à la modestie & à la pudeur, & que quand elles sortent de leurs maisons, elles soient parées des ornemens des Prophetes & des Apôtres, de probité, de chasteté & d'innocence, pour attirer par ce moyen sur elles l'amour & la benédiction de Dieu. S. Cyprien marche sur les traces de Tertullien qu'il appelloit son Maître, & il ne condamne pas avec moins de severité que lui tous ces ornemens du siècle, & tous ces ajustemens mondains, *qui ne servent*, dit-il, *qu'à cacher ce que Dieu a formé en l'homme*, & à faire paroître ce que le diable a inventé. Je serois trop long si je voulois transcrire ce qu'en dit S. Chrysostome cette Bouche d'or de l'ancienne Eglise; qu'on lise seulement son Homélie 8. sur le chapitre second de la premiere Epître à Timothée, & on verra de quelle maniere il s'y prend, & avec quelle eloquence il déclame contre le luxe, la somptuosité des habits, la magnificence des ajustemens, contre le fard, la frisure des cheveux, les pendans d'oreilles, les perles & les pierres précieuses, à toutes lesquelles choses il oppose la pudeur, la modestie & l'honnêteté, dont il recommande l'usage & la pratique. Isidore de Péluse a remarqué fort judicieusement que ces ornemens extérieurs nuisent à une laide femme & à une belle; à la premiere, parce qu'ils lui reprochent sa laideur; à la seconde, parce qu'on s'amuse à parler de ses ajustemens, sans rien dire d'elle.

XXI.

On suppliera les Princes & autres Seigneurs suivans la Cour, qui ont, ou voudront avoir des Eglises dressées en leurs maisons, de prendre leurs Ministres des Eglises deuëment Reformées, & où il y en aura plus d'un, avec suffisante assurance de leur legitime vocation, & par le congé des Colloques ou Synodes. Lesquels en premier lieu signeront la Confession de Foi des Eglises de ce Royaume, & la Discipline Ecclesiastique. Et afin que la Prédication de l'Evangile ait plus de fruit, on les priera aussi de faire dresser, chacun en sa famille, un Consistoire, composé du Ministre, & des plus aprouvez gens de bien de ladite famille, qui seront élus Anciens & Diacres, jusqu'au nombre suffisant, par lequel Consistoire les scandales & vices de ladite famille

mille seront reprimez, & l'ordre de la Discipline commune des Eglises entreteenu. Davantage lesdits Ministres se trouveront aux Synodes Provinciaux, autant qu'il leur sera possible; pour cet effet la charge étant donnée à l'Eglise, laquelle convoquera le Synode, de les y appeler: mais notamment se trouveront lesdits Ministres, ou partie d'iceux, selon qu'ils seront députez par les autres, aux Synodes Nationaux, & viendront aussi accompagner d'Anciens, qui puissent informer ledit Synode de leur vie & conversation: & quand se trouveront plusieurs d'eux ensemble, aucun d'entr'eux ne pourra pretendre prééminence ou domination sur les autres, suivant l'article de la Discipline. Et lors que lesdits Princes & Seigneurs feront séjour en leurs maisons, ou autres lieux où il y auroit Eglise dressée, afin de pourvoir aux divisions, ils seront suppliez de vouloir que l'Eglise de leur famille soit jointe avec celle du lieu, pour n'en faire qu'une Eglise, comme il sera avisé par l'amiable conference des Ministres de part & d'autre, pour suivre ce qui sera le plus expedient.

OBSERVATIONS:

Cet article fut dressé au Synode d'Orleans 1562.

Le Synode de la Rochelle 1581. veut que les Princes & Seigneurs soient avertis de pratiquer l'article de la Discipline, d'envoyer leurs Ministres aux Synodes Nationaux.

Au Synode de Vitre 1583, Il est dit que cet article a été rayé, & celui-ci mis en la place. Les Princes & Seigneurs qui voudront demander d'une Eglise des Ministres pour servir à la leur, pour quelque tems, auront égard à n'en requérir de celles où il n'y en a qu'en, & d'avantage que ce ne soit sans le contentement & congé, tant de l'Eglise, que du Colloque.

Au Synode de Montauban 1594. Il fut arrêté qu'après cet article, il seroit ajouté, que les Consistoires des maisons des Princes & Seigneurs seroient separez des Consistoires des Eglises où ils resident, sinon qu'il s'agit d'une affaire commune à l'un & à l'autre Consistoire, ou qu'il fût question de quelque grand scandale notoire à l'Eglise, & donné par quelqu'un de la maison dudit Prince ou Seigneur, & en autres occurrences où les deux Consistoires trouveront bon de se joindre ensemble.

Le Synode de la Rochelle 1607. Sur la lecture de cet article, ordonne qu'on écrira aux Seigneurs de ce Royaume, faisant profession de la Religion Reformée, pour les exhorter, lors qu'ils iront à la Cour, ou feront quelque voyage, d'avoir soin de mener un Pasteur avec eux.

Au Synode de Tonneins, en interpretation de cet article, a été arrêté, que les Pasteurs exerçans leur Ministère dans les maisons des Princes & grands Seigneurs, ne pourront entrer en nomination pour être députez dans les Synodes Nationaux, sinon en la Province en laquelle sera l'Eglise & le Consistoire,

re, auquel selon la Discipline ils seront ajoints au tems que se fera ladite députation.

Au Synode de Vitre 1617. Les Députés de l'Isle de France, demandant l'interprétation de cet article en ce qui concerne la jonction des Eglises & Consistoires des maisons des Princes & Seigneurs aux Eglises & Consistoires des lieux où ils seront séjour. La Compagnie les a renvoyez à la pratique de l'article du Synode de Montauban, des observations faites sur la Discipline, qui éclaircit cet article. Et est rapporté ci-dessus.

C O N F O R M I T E'.

- T. 1. Conc.* Dès l'an 506. de nôtre Seigneur, le Concile d'Agde en Languedoc fit un
Gall. Can. Canon qui regarde en quelque maniere ce réglemant; car il permet à ceux,
 21. p. 165. qui pour la commodité de leur famille veulent avoir un Oratoire, ou comme on parle aujourd'hui, une Chapelle à la campagne, outre les lieux où l'on s'assemble d'ordinaire, il leur permet d'y faire le service, à la réserve des grandes & principales fêtes; car dans ces occasions il leur enjoint de se ranger en leurs Paroisses, excommuniant même les Ecclesiastiques qui servent dans ces Oratoires, s'ils entreprennent quelque chose au préjudice de ce Decret, à moins que ce ne soit par l'ordre ou par la permission de l'Evêque, dans le Diocèse duquel se trouve la Chapelle. De là vient que le Pape Leon IV. défend aux Laïques d'établir un Prêtre dans quelque Eglise que ce soit sans le consentement de l'Evêque. Le Concile de Meaux de l'an 845. exhorte les Princes & les Seigneurs de faire en sorte que leurs Prêtres qui servent dans leurs Chapelles soient en état de retrancher & de bannir de leurs maisons toutes sortes de vices, & soigneux d'instruire les Domestiques, parce que les Prêtres des Paroisses & les Ministres des Evêques en usent ainsi à l'égard des personnes les plus abjectes & de moindre considération. Agobard Evêque de Lyon dans le même Siècle se plaint dans un traité qu'il a fait du droit du Sacerdoce, il se plaint, dis-je, de l'abus qui régnoit parmi les grands Seigneurs
T. 1. pag. 134. 135. à l'égard de leurs Prêtres & de leurs Chapelains, & du mépris qu'ils en faisoient, retirant d'eux des services tout à fait indignes du rang qu'ils devoient tenir; & parce que ces Prêtres demeuroient dans les maisons des personnes de qualité, on les nommoit leurs Prêtres, & on disoit le Prêtre d'un tel Seigneur; ce que le Pape Nicolas I. ne put souffrir, comme il paroît par la
Paris. 1466.
Pag. 121. Chronique de Hugues de Flavigny, qui est dans le premier Tome de la Bibliothèque du Pere Labbe imprimée à Paris l'an 1657. Il y a dans le 6. Tome des Conciles divers Canons d'un Synode, qui selon quelques-uns a été assemblé à Pavie environ l'an 850. dans le 18. desquels les Prêtres, dont nous
Pag. 444. parlons, sont appelez *Acephales*, & ceux qui en ont chez eux avertis de n'en recevoir d'autres que ceux qui auront été examinés par les Evêques, & qui
Tom. 7. auront de bons témoignages de leurs Ordinateurs. Le Pape Urbain II. dans
Concil. le Canon 9. d'un Concile qu'il tint à Melphes l'an 1090. tient à peu près le
 p. 504. même langage, & fait un semblable Decret.

XXII.

Il ne sera loisible au Pasteur de laisser son Troupeau, sans le congé du Colloque ou Synode Provincial de l'Eglise à laquelle il aura été donné.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559. article 18.

Le Synode d'Orleans 1562. declare, que les Pasteurs ne pourront quitter leurs Eglises, ni s'ajoincre à une autre, sans le consentement du Synode Provincial de l'Eglise où ils ont été envoyez.

Au Synode de Lyon 1562. fut proposé une question par les Députez de Nismes, savoir, si en bonne conscience un Ministre peut quitter son Eglise en cas que sa femme ne le veuille suivre, & après avoir fait tout son possible pour l'y induire. La Compagnie refout cette question, en disant, que tout considéré, ledit Ministre doit mettre toute peine pour obliger sa femme à le suivre, que cependant il demeure en liberté, sauf à reprendre sa Charge, lors qu'il aura peu reduire sa femme à ce qui est de son devoir.

Au Synode de Vertueil 1567. Il est dit, que les Pasteurs, auxquels on auroit promis tems pour aller étudier, s'adresseront aux Colloques ou Synodes, pour avoir congé pour ce faire, sans lequel congé, ils ne pourront partir de leurs Eglises, & sur tout, lors que par leur départ l'Eglise demeure dépourveüe.

Le Synode de Montpellier 1598. ordonne, que ceux des Pasteurs qui, à raison des troubles, sont partis de leurs Eglises & Provinces sans en avoir obtenu congé, y doivent retourner comme leur appartenant de droit, & sur tout, dans les Eglises qui les en requerront & leur en donneront le moyen.

Le Synode de S. Maixant 1609. ne veut pas même, qu'un Pasteur aille rendre quelque service à d'autre Eglise que la sienne à la prière de quelques particuliers, sans le congé du Consistoire, ou de trois Anciens article 4. des appellations.

Au Synode de Privas 1612. quelque Province a été censurée pour n'avoir pas suivi ce règlement. Et le même Synode refuse à une des principales Eglises de ce Royaume le Ministère d'un Pasteur, en considération de ce que sa Province ne lui avoit pas voulu donner son congé. Et le Synode d'Alex 1620. refuse la même chose à une autre, parce que l'Eglise & la Province d'où étoit le Pasteur qu'elle recherchoit n'en avoient point été avertis.

Conformément à cela le Synode de Charenton 1631. censure grièvement un Pasteur pour s'être retiré de son Eglise sans congé. Et le Synode de London 1659. improuve la grande facilité de quelque Eglise & de son Pasteur à demander & consentir une telle separation.

Le Synode de Vitré 1617. ordonne, que désormais aucun Pasteur, qui aura affecté son Ministère à quelque Eglise, ne s'en pourra départir sans l'avis du Colloque ou Synode de la Province, qui y aura tel égard qu'il sera expedient.

Le

Le Synode de Charenton 1623. enjoint aux Provinces de ne consentir à l'avenir au congé & à la separation d'un Pasteur d'avec son Eglise, sans être auparavant pleinement informé des causes dudit congé & separation.

C O N F O R M I T E'.

Ce réglemeut est très judicieux pour empêcher les Pasteurs de laisser leurs Troupeaux légèrement, & sans congé de ceux qui ont pouvoir de disposer de leur Ministère; cela est conforme au 3. Canon du Concile d'Antioche de l'an 341. qui défend aux Prêtres & aux Diacres, & à tous ceux qui sont dans le Clergé; d'abandonner leurs Eglises pour aller en d'autres, suspendant du Ministère ceux qui en useront autrement, sur tout si après l'avertissement de leurs Evêques, ils ne retournent pas dans les Eglises qu'ils ont quittées, & déposant même sans espérance de rétablissement ceux qui persévéreront dans cette desobéissance, avec menace aux Evêques qui les recevront d'être censurés par le Synode selon leur mérite; ou comme veut le Concile de Calchédoine, excommuniez avec les deserteurs, jusqu'à ce qu'ils retournent à leurs Eglises. Rapportez encore à ceci le 23. du même Concile, le 16. d'Antioche, le 14. 15. 16. des Apôtres, avec le 13. & 18. d'Ancyre.

Can. 10.
E 20.

XXIII.

Les deserteurs du Ministère seront finalement excommuniez par le Synode Provincial, s'ils ne se repentent, & ne reprennent la Charge que Dieu leur a commise.

O B S E R V A T I O N S.

Le Synode de Vertueil 1567. déclare, que tous Ministres qui sont chargez d'avoir laissé leur Eglise, & d'en être partis sans congé, seront tenus de comparoitre avec congé du Synode du lieu d'où ils sont partis, au premier mandement qu'il leur en sera fait, afin de s'en purger: & à condition qu'ils soient trouvez innocens, les frais du voyage seront répétez sur l'Eglise qui les a chargez de désertion.

Ce fut au Synode de la Rochelle 1581. que l'article fut couché dans les termes desquels il est conçu à présent.

Le Synode de sainte Foi 1578. Ordonne aux Synodes & Colloques, de faire toute diligence de bien observer & pratiquer l'article 13. du chapitre premier, touchant les deserteurs qui se séparent légèrement de leurs Eglises.

Au Synode de Lion 1563. fut donné charge expresse au Colloque de Dieppe, de censurer très vivement un Pasteur, pour avoir quitté le Ministère, à la persuasion de sa femme.

CONFORMITE.

Le Concile de Séville de l'an 619. dans le Canon 3. rélègue pour quelque tems le déserteur dans un Monastere, après l'avoir dépouillé du rang & de l'honneur du Ministère ; mais sans lui ôter l'espérance de l'y rétablir, ensuite d'une peine proportionnée à sa faute, afin de réprimer par ce moyen la licence des deserteurs. Gratien allègue ce Canon dans son Decret c. 21. q. 2. *placuit ut si.* T. 4. Conc. p. 159.

XXIV.

Les Ministres ne feront vagabons, & n'auront la liberté de s'ingerer de leur propre autorité où bon leur semblera.

CONFORMITE.

Le Concile d'Ancyre de l'an 314. fit un Decret qui est assez conforme à ce règlement de notre Discipline. *Si ceux qui ont été consacrez Evêques, dit-il, ne sont pas reçus dans l'Eglise pour laquelle ils ont été nommez, & que cependant ils entreprennent de s'ingerer en d'autres, & de faire violence à ceux qui sont établis, & d'émouvoir contr'eux des seditions, qu'ils soient déposés; mais s'ils veulent demeurer dans le Presbytere, où ils étoient auparavant Prêtres, qu'ils ne perdent pas l'honneur de l'Episcopat; au lieu que s'ils excitent des seditions contre ceux qui y sont établis Evêques, il faut qu'ils soient même privés de l'honneur du Presbyterat, & entièrement déposés.* Le premier Concile de Tours, assemblé l'an 462. de notre Seigneur, veut qu'on excommunie celui du Clergé qui délaisse son Eglise sans la permission de son Evêque, pour s'établir en un autre lieu. Celui de Vannes ordonne à peu près la même chose contre les Ecclesiastiques vagabons l'an 465. Dans le Concile de Valence en Espagne, convoqué l'an 524. on fit une semblable Constitution contre les Clercs inconstans & vagabons, Can. 5. Tom. 3. Concil. pag. 820. Voyez sur l'article 22. Synésius dans son Epître 67. déclame contre ces Ecclesiastiques vagabons, soit Evêques ou autres du Clergé, & estime qu'on leur doit interdire toutes sortes d'honneurs publics parmi le Clergé, & l'entrée même de toutes les autres Eglises, pour les obliger de retourner dans les leurs. Can. 18. T. 1. Conc. Gall. p. 126. Can. 11. Ibid. p. 138. c. 5.

XXV.

Le Ministre d'une Eglise ne pourra prêcher en une autre, sans le consentement du Ministre d'icelle, sinon qu'il fût absent, auquel cas ce sera au Consistoire de lui en donner autorité; & si le Troupeau est dissipé par persécution ou autre trouble, le Ministre étranger tâchera d'assembler les Diacres & Anciens; ce que ne pouvant faire, il lui sera néanmoins permis de prêcher pour réunir le Troupeau.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de Paris 1559. cet article fut dressé en ces termes, qui est le dixième de la Discipline établie alors. Ceux qui s'ingèrent au Ministère, au lieu où déjà le Ministère de la parole de Dieu seroit dressé, seront avertis suffisamment de desister, &, au cas qu'ils persévèrent, seront declarez schismatiques, & quant à ceux qui les suivront, on fera le même avertissement, & s'ils sont contumaces & obstinez, seront aussi declarez schismatiques.

Au Synode de Poitiers 1560. sur la question si un Ministre doit tant déserter à un Consistoire, que de s'abstenir d'aller prescher ailleurs quand il le pourra faire, sans incommoder son Eglise, il fut répondu, qu'il doit regarder ce qui est expedient pour la gloire de Dieu, & s'y appliquer, entretenant toutefois son Consistoire en paix tant qu'il pourra.

Le Synode d'Orleans 1562. article 4. ordonne que les Ministres qui se départent de leur Eglise, même avec congé, soit qu'ils soient envoyez ailleurs, ou non, doivent retourner à leur Eglise, ou attendre la determination du Synode Provincial, & cependant ne pourront prêcher que de l'avis de deux ou trois Ministres prochains, & ce afin que les Ministres ne soient vagabonds, & ne puissent de leur propre autorité s'ingerer où bon leur semblera.

Le Synode de Lion 1563. exhorte les Pasteurs à avancer le Regne de Dieu le plus qu'ils pourront, non seulement en leurs Eglises, mais aussi ailleurs, quand faire se pourra sans incommoder leur Troupeau.

CONFORMITE.

Nous avons déjà remarqué sur l'Article 18. qu'un Evêque n'avoit pas droit d'entreprendre quelque chose hors de son Diocèse, dans l'enceinte duquel il étoit obligé de renfermer toutes les fonctions de son Ministère, & nous l'avons justifié par divers Canons, qu'il n'est pas nécessaire de répéter; il suffira d'ajouter à ceux-là le Canon 20. du 6. Concile Oecuménique, qui est encore plus formel que tous les autres pour le sujet dont il est maintenant question :

114. Conc. p. 328. *Voici de quelle maniere les Pères l'ont conçu; Qu'il ne soit pas permis à un Evêque d'enseigner publiquement dans une autre Ville qui n'est pas de sa juridiction: Et s'il y en a quelqu'un qui soit surpris faisant cela, qu'il cesse d'être Evêque, & qu'il fasse simplement les fonctions de Prêtre.*

XXVI.

Le Ministre qui se fera ingeré; encore qu'il fût approuvé du peuple, ne pourra être approuvé des Ministres prochains, ou autres; mais en sera deferée la connoissance au Colloque ou Synode de la Province.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559: à la reserve de quelques termes qui furent ajoutés au Synode de Nismes 1572. Le Synode de la Rochelle 1581. y

réforma encore quelques autres termes. Mais enfin, il fut tout-à-fait concédé dans les termes où il est à présent au Synode de Vitre 1583.

On peut fort bien rapporter à cet article celui qui fut inséré dans la Discipline dressée à Paris 1559. & qui en est l'onzième, qui porte, que si un peuple entre lequel le Ministère ne sera point établi, auroit élu un Pasteur, les prochaines Eglises le solliciteroient amiablement & instamment, de conférer avec elles, & l'exhorteront de signer la Confession de Foi, & l'ordre de la Discipline arrêtée entre nous : & en cas qu'il ne voulût signer ladite Confession, seront assemblez trois ou quatre Ministres des prochaines Eglises, avec leurs Anciens, & lors sera déclaré Schismatique, & sera le peuple averti de se garder & abstenir d'un tel personnage. Que si seulement il ne se vouloit ranger à la Discipline arrêtée entre nous, il ne pourra pas pourtant être réputé Schismatique, jusqu'à ce qu'il en soit ordonné par le Concile Provincial.

CONFORMITE.

Le Concile d'Antioche, que j'ai assez souvent cité, autorise absolument ce règlement dans le Canon 16. qui est exprimé en ces termes : *Si un Evêque qui est sans employ, s'ingère de lui-même dans une Eglise vacante, & usurpe cette place sans l'autorité d'un parfait Synode, qu'il en soit chassé, encore qu'il soit approuvé de tout le peuple, qu'il aura attiré à lui.* Le Canon 53. du Code Africain contient un Decret solennel contre ces Pasteurs, qui après s'être emparés par leurs artifices de l'esprit des peuples, s'ingèrent dans les Eglises sans aucune légitime vocation; jusques-là que le 3. Concile de Carthage, qui fit ce Decret l'an 397. ordonne qu'ils en seront chassés par autorité publique. Le Pape Gélase I. établit à peu près la même chose dans son Epître 9. aux Evêques de Lucanie Tom. 3. Concil. pag. 636.

XXVII.

Les Ministres ne seront envoyez dans les autres Eglises, sans lettres authentiques, ou autres suffisans témoignages des lieux desquels ils seront envoyez, lesquels seront mis entre les mains du Consistoire du lieu où ils seront envoyez, pour y être gardez soigneusement.

OBSERVATIONS.

Cet article est encore du Synode de Paris 1559. article 8. de la Discipline dressée alors.

CONFORMITE.

Outre les Canons que je viens d'alléguer sur l'article précédent, & qui favorisent également celui-ci, il y en a d'autres qui ne lui sont pas moins favorables; par exemple, ceux qui défendent de recevoir à la Communion dans une autre Eglise un Ecclesiastique qui ne montre point de témoignage de

son Evêque, & ceux encore qui enjoignent aux Evêques de se contenter de leurs Diocèses, sans rien entreprendre sur ceux des autres, comme nous l'avons fait voir, & comme on le peut encore prouver par le 10. Canon du Concile de Carthage, qu'on nomme d'ordinaire le premier, & qui fut convoqué sous Gratus l'an de Jesus Christ 348. ou 49. Tom. 1. Concil. pag. 566. On peut ajoûter à tout cela le Canon 33. des Apôtres, qui défend expressement de recevoir aucun Ecclésiastique sans Lettres de recommandation & sans examen; & le 41. de Laodicée. Dans l'ancienne Discipline on appelloit les Lettres dont il est question, des Lettres de congé, dont nous parlerons sur l'art. 4. du chap. 4.

XXVIII.

Nul Ministre qui se dira être abandonné de son Eglise, ou persécuté, ne pourra sur cela être reçu par une autre Eglise, sans que par bons témoignages il fasse paroître au Colloque & Synode, comme il se fera conduit & gouverné; & sera le tout remis à la prudence & discrétion du Colloque ou Synode Provincial.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559. qui à la fin de l'article 8. de l'ancienne Discipline porte, Si les Ministres n'étant point envoyez se présentent pour être reçus, ils ne le pourront être sans qu'il paroisse deüement comment ils se seront gouvernez, & pour quelle cause ils auront laissé leurs Eglises.

Enfin l'article fut dressé tel qu'il est à présent au Synode de la Rochelle 1571.

Au Synode de Gap 1603. fut établi ce règlement. Afin que désormais les Pasteurs qui ont été mis en liberté par les Assemblées Ecclesiastiques, ne puissent s'attribuer la licence de courir de Province en Province, pour s'introduire dans les Eglises particulières, sans permission des Colloques ou Synodes, ce qui tourne au deshonneur du Ministère, & à un manifeste scandale; le Synode ordonne, que, quand quelque Pasteur sera tiré du service de son Eglise, quand même il ne pourroit être affecté sur le champ à un autre Troupeau, il sera obligé de demeurer dans le détroit de sa Province, soit en qualité de Pasteur déchargé, soit en tel emploi que la Province jugera à propos, jusqu'à ce qu'il se présente quelque Eglise, soit dedans, soit dehors la Province, qui desire de l'obtenir pour être son Pasteur.

Au Synode de Vitry 1617. sur ce que les Députés de la Province du haut Languedoc demanderent que les Pasteurs promoteus au Saint Ministère hors du Royaume, ne fussent reçus à exercer leur Ministère dans les Eglises de ce Royaume, que leurs témoignages n'eussent été examinez aux Colloques ou Synodes Provinciaux, la Compagnie a ordonné, que toutes les Provinces se conformeront entièrement à l'article 9. des Observations sur le Synode de Gergeau, fait au Synode de Gap. Quant à cet article de Gap, il porte, que, ceux qui ayant

ayant été deuëment examinez, & ayant reçu la main d'association dans les Eglises étrangères, auroient été donnez pour Pasteurs à un certain Troupeau, ils seront admis & reçus aux Synodes Proviniaux, en la forme portée par la Discipline.

An Synode de Vitre 1617. quelques Provinces sont censurées, pour avoir admis quelques Pasteurs sans attestation, contre cet ordre, comme le Synode de Sainte Foi 1578. avoit fait auparavant.

CONFORMITE.

Cet article ne tend encore qu'à arrêter les entreprises des Ministres qui s'ingèrent d'eux-mêmes dans les Eglises sans vocation, & sans avoir de bons témoignages de leur conduite, ni du sujet pour lequel ils se disent délaissés de leurs Eglises; c'est pourquoi nôtre Discipline renvoie la décision de ces choses à la prudence des Synodes, conformément au Concile d'Antioche de l'an 341. Can. 16.

XXIX.

Quand un Ministre se trouvera destitué d'Eglise, ayant deuëment obtenu congé & décharge de celle à laquelle il servoit, ce sera au Colloque ou Synode de la Province de le pourvoir dans un mois: Que si dans ce terme il n'est pourvû d'Eglise par le Colloque ou Synode de la Province, il sera en sa liberté de se pourvoir d'une Eglise hors de ladite Province; là où Dieu lui donnera le moyen, selon l'ordre de la Discipline.

OBSERVATIONS.

An Synode de Figeac 1579. article 21. il est dit, que, désormais, & sans préjudice de ce qui s'est fait par le passé, si un Ministre d'une Province étant destitué d'Eglise, il n'y a place en son Colloque, il pourra être prêté à l'Eglise qui le demandera, encore qu'elle soit hors de sa Province, & ce jusqu'au prochain Synode. Et si en ce Synode on ne le peut employer en ladite Province, il demeurera propre à l'Eglise à laquelle il aura été prêté, s'il y consent, & l'Eglise aussi.

Le Synode de la Rochelle 1581. article 7. porte qu'en confirmation de cet article de la Discipline & de celui de Figeac, La Compagnie a été d'avis, que les Pasteurs ayant eu deuëment congé de leurs Eglises, si le Colloque ou le Synode de la Province où ils servoient ne les pourvoir d'Eglise dans un mois après qu'ils auront obtenu ledit congé, il se pourront donner à une Eglise hors de ladite Province où Dieu leur en donnera le moyen, selon l'ordre de la Discipline.

Le Synode de Privas 1612. témoigne trouver fort mauvais qu'une certaine Province ait déchargé un Pasteur du service de son Eglise sans lui en donner un autre.

Le Synode d'Alençon 1627. donne ordre à un Pasteur de se retirer par devers son Synode, qui est exhorté de pourvoir à sa satisfaction, & au cas qu'il soit libéré de son Eglise, & ne puisse être pourvu commodement dans ladite Province, il lui sera permis de se retirer ailleurs.

Le Synode de Castres 1612. infirme le jugement d'une Province particuliere, pour avoir tiré un Pasteur de l'Eglise qu'il servoit sans lui en assigner un autre, & sur tout pour avoir preferé un Ecolier à un Pasteur déjà reçu, & ordonne que le Ministère audit Pasteur sera continué à son Eglise jusqu'à la tenue du Synode de la Province. Le même Synode fait un règlement à cette occasion, selon toute apparence, par lequel il interdit à toutes les Provinces de preferer en la provision des Eglises les Ecoliers aux Pasteurs déjà reçus, à peine aux Moderateurs des Synodes & Colloques, qui souffriront la violation de ce règlement, d'encourir la suspension de leurs charges.

Le Synode de Charenton 1631. déclare, qu'à cause des difficultez qui se sont rencontrées en l'observation du règlement pris au Synode National de Castres, ordonnant que les Pasteurs déjà reçus seront toujours préferés aux Ecoliers, desquels l'ordination pourroit être demandée par les Eglises particulieres, la Compagnie levant la commination prononcée au cas de contravention audit règlement contre les Moderateurs des Colloques & Synodes Provinciaux, & moderant l'article, entant qu'il impose nécessité précise de donner la préférence aux Pasteurs; exhorte cependant les Provinces à suivre cet ordre autant qu'il leur sera possible, & ne s'en départir que lors qu'elles y seront contraintes par une evidente nécessité.

C O N F O R M I T E.

Ce règlement dit quelque chose de plus que le précédent; car il parle des Ministres qui se trouvent sans Eglise, après avoir obtenu congé de celles qu'ils servoient, & en avoir été séparés pour de bonnes & suffisantes raisons, & auxquels néanmoins il n'est pas permis de s'établir dans quelqu'autre, que par l'autorité des Colloques & des Synodes, selon l'ancienne Discipline.

XXX.

L'autorité est donnée aux Synodes Provinciaux de changer les Ministres pour certaines considerations, leurs Eglises ouïes, & leurs raisons bien & deuëment examinées, mais en cas de discord, le tout sera vuïdé au Synode National, pendant lequel tems rien ne sera innové.

O B S E R V A T I O N S.

Le fondement de cet article est du Synode de Lion 1563. Mais l'article fut dressé tel qu'il est à present au Synode de Nîmes 1572.

Le Synode de la Rochelle 1607. expliquant cet article de la Discipline, declare, que par leurs Eglises ouïes, il entend le Consistoire & les principaux du peuple; & par ces mots, pour certaines considerations, il entend généralement

lement tout ce qui pourra survenir; & non celles qui procedent des censures.

Le Synode de Castres 1626. déclare, que par le discord, mentionné au susdit article, doit être entendu, tant celui qui peut être meu par les Pasteurs, que par l'Eglise, ou les membres de l'Eglise entr'eux.

Au Synode de Montpellier 1598. sur ce qu'un Pasteur demanda d'être transféré de son Eglise en quelque autre de la Province, à raison de sa vieillesse & indisposition. La Compagnie juge que sa demande est juste, & donne charge au Synode du bas Languedoc de moyenner cet échange, par l'avis toutefois de son Eglise, & du Synode du haut Languedoc.

Le Synode de Gergeau 1601. sur une semblable demande d'un Pasteur du haut Languedoc, au sujet des indispositions de sa femme, le renvoie au Synode du bas Languedoc, pour y aviser avec toute la charité & toute la considération requise.

Le Synode de Privas 1612. censure une Province pour avoir détaché un Pasteur de son Eglise, nonobstant l'appel de ladite Eglise, & renvoie ledit Pasteur dans son Eglise dans trois mois, & en cas de contravention le suspend de son Ministère.

Et d'autant qu'il peut arriver que les contestations & appellations qui surviennent sur tels jugemens, retardent leur effet, & par conséquent le bien & l'édification publique, que les Synodes Provinciaux veulent quelquefois procurer par ces changemens; Le Synode de Charenton 1644. déclare, qu'en cas que les Pasteurs, qui par sentence des Synodes Provinciaux ont été tirez de leurs Eglises, s'efforcent d'arrêter l'effet du jugement prononcé sur leur fait, en se portant pour appellans au Synode National, & par ce moyen se maintiennent dans la confusion, & la rendent entend qu'en eux est sans remède: La Compagnie ordonne que les appellans subiront le jugement de celle des Provinces voisines qui tiendra la première son Synode, & connoitra provisionnellement de l'appel, en attendant le Synode National.

CONFORMITE.

Les translations des Pasteurs d'une Eglise en une autre ont été exactement défendues dans l'ancienne Eglise, à cause des abus qui s'y commettoient; & parce que ces translations étoient d'ordinaire les effets de l'avarice & de l'ambition; car on ne transféroit guère d'une plus grande Eglise en une plus petite; mais le plus souvent, & presque toujours, d'une plus petite en une plus grande. Le Canon 15. du 1. Concile de Nicée, le 21. de celui d'Antioche de l'an 341. le 1. du Synode de Sardique de l'an 347. & plusieurs autres, interdisent ces sortes de changemens, qui n'ont d'autres motifs, comme disent les Pères de Sardique, que l'avarice, l'ambition, & la passion de dominer.

Cependant, toutes ces défenses n'ont pas empêché qu'on n'ait transféré divers Evêques d'une Eglise en une autre. Socrate dans son Histoire Ecclesiastique rapporte un assez grand nombre d'exemples de ces translations faites avant & après le Concile de Nicée. Le Pape Boniface I. dans le commencement du 5. Siècle, établit Périgènes Evêque de Corinthe, au lieu qu'il étoit auparavant de Patras, comme il paroît par la Lettre que ce Pape en écrivit à Rufus Evêque de Thessalonique; Socrate n'a pas aussi oublié cet exemple.

Mais

L. 7. c. 35.
36. 37.
Collet.
Rom. part.
1. p. 52.

Mais afin qu'on ne s'imagine pas que toutes ces translations n'ont été que les fruits funestes du relâchement de la Discipline des premiers Chrétiens, & qu'elles n'étoient appuyées de l'autorité d'aucun Canon, il faut sçavoir qu'il y avoit des occasions où ces changemens étoient permis; par exemple, une plus grande édification de l'Eglise; car alors on pouvoit transférer un Pasteur d'une Eglise en une autre, pourvu que cela se fit par l'autorité du Synode, comme notre Discipline le prescrit. Le 14. des Canons, qu'on attribue aux Apôtres, s'en explique en ces termes : *Il n'est pas permis à un Evêque de quitter son Eglise pour aller en une autre, encore qu'il y soit convoié & attiré par plusieurs; à moins qu'il n'y ait quelque raison considérable qui l'y oblige, comme si sa prédication y peut être en une plus grande édification, & y faire fructifier davantage la piété, & encore ne le doit-il point faire de lui-même, mais par l'exhortation & par le jugement de plusieurs Evêques.* Le 4. Concile de Carthage de l'an 398. a fait une Ordonnance pareille à celle-là dans le Canon 27. car après avoir défendu de passer par ambition d'une Eglise en une autre, il ajoute que si l'utilité de l'Eglise le désire ainsi, cela se peut faire par le jugement du Synode, qui en mettra quelqu'autre en la place de celui qu'il envoie ailleurs. De là vient que le Pape Gélase I. ne condamne pas simplement ces translations, mais seulement lors qu'elles se font sans aucun sujet. Hincmar Archevêque de Reims dans le 9. Siècle, autorise ces changemens quand il y a nécessité, ou utilité, & que cela se fait par l'ordre du Synode, & il produit même plusieurs exemples de cette pratique. Je ne dis rien de la 1. Epître de Pélagie II. qui établit ou plutôt qui approuve par de semblables motifs ces sortes de translations, parce que je suis persuadé qu'elle est fautive & supposée.

T. 1. Conc.
p. 728.

Ep. 9. to.

3. Concil.

pag. 636.

Ep. 45.

cap. 7.

T. 2. pag.

744. Pa-
ris. 1645.

XXXI.

Quand un Ministre sera persécuté, ou, pour autre cause, ne pourra exercer sa Charge en l'Eglise dans laquelle il avoit été ordonné, il pourra être renvoyé ailleurs par ladite Eglise, ou bien changement se fera de lui avec quelque autre pour un tems, du gré & consentement des Eglises: mais si le Ministre ne veut obéir au jugement des deux Eglises, il dira ses causes de refus au Consistoire: & là sera jugé si elles sont raisonnables; que si elles ne sont jugées telles, & néanmoins le Ministre persiste à ne vouloir accepter ladite charge; le différend sera rapporté au prochain Synode Provincial, ou bien au Colloque, si les Eglises sont d'un même Colloque.

OBSERVATIONS.

Cet article fut dressé au Synode de Paris 1559. & est le 17. de la Discipline d'alors. Il y a été ajouté depuis quelque chose pour éclaircissement, comme au Synode de Vitry 1583. ces dernières paroles, si lesdites Eglises sont d'un même Colloque.

C. O. N.

CONFORMITE

Les Anciens Chrétiens, qui avoient prévu l'inconvénient que touche nôtre Discipline dans cét Article, ont fait divers Canons pour y remédier. L'an 347. de nôtre Seigneur, le Concile de Sardique conceut en ces termes le dernier de ses Canons : *Si on fait violence à un Evêque, & qu'on le chasse injustement, en haine de la Discipline qu'il a exercée, ou de la foi Catholique qu'il a confessée, ou de la vérité qu'il a défendue, & qu'étant innocent, & fuyant le péril, il vienne en une autre Eglise, qu'on ne l'empêche pas d'y demeurer, jusqu'à ce qu'il s'en puisse retourner, & qu'on ayt mis fin au mal qu'il souffre; parce qu'il y auroit de la dureté de ne pas recevoir avec toute sorte d'humanité & de bienveillance celui qui endure persécution.* Le Concile de Calchédoine, qui ne veut pas qu'on quitte l'Eglise où on a servi dès le moment de sa promotion, *excepte ceux qui ayant été contraints d'abandonner leur pays, ont passé en une autre Eglise :* Suivant cela, le Pape Grégoire I. établit un certain Evêque nommé Jean, qui avoit été chassé de son Eglise par les ennemis qui s'étoient emparez de ce lieu-là, il l'établit, dis-je, en une autre, à condition de retourner dans sa première Eglise, si elle peut recouvrer son ancienne liberté : C'est ainsi qu'il en use encore envers Agnellus Evêque de Fundi, qu'il affecte pour la même raison à l'Eglise de Terracine : On en usa de même en France dans le 9. Siècle, en faveur d'Aétard Evêque de Nantes; la ville ayant été pillée & ruinée par les Bretons & par les Normans, car il fut fait Archevêque de Tours, comme le témoigne Hincmar qui vivoit en ce tems-là, & qui en raconte succinctement l'histoire dans l'Eptre 45. que nous avons citée sur l'Article précédent; & tout ce qu'il blâme en la conduite d'Aétard, c'est de vouloir retenir les Eglises de Tours & de Nantes ensemble, contre la défense du Concile de Calchédoine: hors cela il approuve fort, que quand un Pasteur est persecuté & chassé de son Eglise, on le pourvoye d'une autre. Le Moine Blastares est de même sentiment, & il l'appuye des Canons 13. & 22. du Concile d'Antioche, *in syntagmate list. A. cap. 9. pag. 22.*

XXXII.

Les Ministres pourront être prétez, avec leur gré, par le Confistoire, selon que l'édification de l'Eglise le requerra: mais le prest ne se fera que par l'avis de deux ou trois Ministres, ou même du Colloque, si c'est pour plus long-tems que six mois.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode de Lion 1563. le reste de l'article depuis ces mots, Mais le prêt &c. jusques à la fin est du Synode de Vitre 1583.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il est porté, que nonobstant toutes appellations,

tions, le Colloque pourra prêter un Pasteur hors de la Province pour trois mois, & le Synode Provincial pour six.

Le Synode de Charenton 1631. en interpretation de l'article susdit du Synode de la Rochelle, permet aux Synodes Provinciaux d'étendre le prest des Pasteurs jusqu'au terme d'un an, nonobstant l'appel des Eglises desquelles les Pasteurs prêtés seront tirez.

CONFORMITE.

Saint Paul dit que la charité est le lien de la perfection, & tous ceux d'une même Communion devant être unis par ce lien sacré, ils seront obligés en conscience de se donner dans les occasions des marques réciproques d'un amour sincère & véritable; & parce qu'il n'y en a point de plus sensibles que celles qui ont pour but notre instruction & notre consolation, on ne peut se les refuser, sans blesser les loix de la charité chrétienne: C'étoit par un tel principe, que quand il y avoit parmi les Anciens Chrétiens quelque Eglise déstituée de Pasteur, celui qui en étoit le plus proche étoit obligé d'en avoir soin, & de la visiter de tems en tems, pour lui départir ses instructions & ses consolations; il y en a plusieurs réglemens dans les monumens de l'Antiquité Ecclésiastique, particulièrement dans les Epîtres de S. Grégoire, & tous ces réglemens reviennent en substance à ce que prescrit ici notre Discipline.

XXXIII.

Les Ministres prêtés, quand le tems du prest sera expiré, rentreront en la puissance des Eglises desquelles ils seront partis.

OBSERVATIONS.

Ceci est du Synode d'Orléans 1562. article 4. qui dit, que si les Pasteurs sont envoyez pour quelque tems, ce tems expiré ils retourneront en la puissance de l'Eglise dont ils sont partis. Declare d'abondant ledit Synode, qu'au cas que ledits Pasteurs ne fussent reçus de l'Eglise à laquelle ils auroient été envoyez, il leur sera libre de retourner en l'Eglise d'où ils seront partis, ou d'attendre la determination du Synode Provincial, pendant lequel tems ils ne pourront prêcher que par l'avis de deux ou trois Ministres prochains. Le même Synode article 21. déclare, que bien qu'une Eglise, qui auroit envoyé un Ministre pour un tems, ce tems expiré le puisse demander: toutefois elle aura égard à la nécessité de l'Eglise à laquelle ledit Ministre aura été envoyé, & en ordonnera comme la gloire de Dieu & l'édification de l'Eglise le requiert.

Le Synode de Paris 1565. a fait un réglement conçu en ces termes. A cause que plusieurs Eglises, depuis qu'un Ministre leur a été prêté, se tiennent à cela, & ne font aucune diligence d'en recouvrer ailleurs, même ne veulent permettre qu'icelui étant requis de son Eglise, retourne; en quoi il semble qu'elles se veulent approprier, par prescription, celui qui ne leur a été donné que par prest, dont seroient survenus & pourroient survenir de grands troubles

bles aux Eglises; combien que les Consistoires doivent être avertis de n'être tant adonnés au bien particulier de leurs Eglises, qu'ils n'ayent aussi égard à l'édification commune des autres, si que rapelant le Ministre qu'ils auroient presté, ne doivent, s'il leur est possible, laisser l'Eglise dépourvue, mais y en envoyer un autre: toutefois où cela ne se pourroit faire, la Compagnie pour obvier à ce que dessus, & aussi pour éguiser la diligence des Eglises qui n'ont des Ministres que par prest, à ce qu'elles fassent tout devoir d'en recouvrer qui leur soient propres, est d'avis que les avertissant six mois devant, le Ministre qui leur a été prêté étant requis de l'Eglise à laquelle il est propre & obligé, étant mandé, y retournera, & obeitra à son Consistoire, sans que là-dessus intervienne l'autorité d'un Synode.

Le Synode de Castres 1626. déclare, que conservant les droits de chaque Province, il permet à celle du haut Languedoc, de retirer un des Pasteurs prêtés à l'Eglise de Montagnac en basse Guienne, & à celle-ci d'en rapeler un des siens qui seroit pour lors à l'Eglise de Realmont au haut Languedoc, & cela quand la nécessité, & l'édification des Eglises desdites Provinces le requerra. Ce qui est conforme au règlement susdit.

C O N F O R M I T E'.

Quand une Eglise emprunte pour quelque tems le Ministère d'un Pasteur qui est affecté à une autre qui consent à ce prest, il ne faut pas douter que le terme du prest étant expiré, il ne rentre dans la puissance de l'Eglise qui l'a prêté, & qui en le prêtant n'a pas renoncé à son droit. Dans l'ancienne Eglise, dès le moment qu'un Troupeau étoit pourvu d'un Pasteur, celui qui le visitoit pendant sa viduité, c'est à dire, pendant qu'il étoit sans Conducteur, n'y retournoit plus, ni n'exerçoit les fonctions de son Ministère que dans le sien.

XXXIV.

Si dans un an après le terme du prest expiré, l'Eglise ne répète son Pasteur, il appartient à celle qui l'avoit par prest, si toutefois ledit Pasteur y consent: mais s'il n'y consent, il se rangera à l'avis du Colloque ou Synode de l'Eglise à laquelle il avoit été prêté; & aura lieu aussi ce Règlement pour les Ministres, qui, pour la persécution, se seroient rendus à d'autres Eglises, & la persécution passée ne seroient redemandez de leurs premieres Eglises dans un an, lequel commencera après l'avertissement qui en aura été fait ausdites premieres Eglises par lesdits Ministres.

O B S E R V A T I O N S.

C'est conformément à cet article qu'au Synode de Charenton 1631. il fut ordonné sur un fait particulier que, venant, depuis l'arrêt du Synode de Castres,

tres, porté par l'acte qui est rapporté sur le precedent article, cinq ans s'étoient écoulés sans que le Pasteur du haut Languedoc qui y est mentionné fût rendu à ladite Province, ou qu'elle l'eût rapelé, il est donné à la Province de basse Guienne, pour continuer son Ministère, comme propre Pasteur en l'Eglise qu'il avoit servie durant ledit tems.

C O N F O R M I T E'.

Parce qu'il peut arriver qu'une Eglise, qui aura prêté un de ses Ministres ; ne le rappelle pas après le tems pour lequel elle l'avoit prêté, on ne fait pas difficulté de le donner absolument à celle qui l'avoit par presté, le silence de l'autre étant alors considéré comme une espèce de consentement ; ce que l'on doit aussi appliquer à ceux qui s'étant attachez à d'autres Eglises à cause de la persécution, ne seroient pas redemandez par les leurs, quand la persécution est passée : car dans ces occasions, c'est autant que si on leur avoit accordé ces Lettres de congé, que les Anciens appelloient *Dimissorias*, avec lesquelles un Ecclésiastique pouvoit servir dans une autre Eglise de la même Province, ou bien de quelqu'autre.

XXXV.

Celui qui sera destitué d'Eglise, pour n'avoir pû être employé dans la Province, & aura été presté ailleurs hors de ladite Province par le Colloque, jusqu'au tems du Synode de ladite Province, s'il n'est employé par ledit Synode en la Province, il demeurera propre à l'Eglise à laquelle il aura été prêté, s'il y consent, & ladite Eglise aussi.

O B S E R V A T I O N S.

Cet arrêté se trouve ainsi couché au Synode de Figeac 1579. Désormais, & sans préjudice de ce qui s'est fait par le passé, si un Ministre d'une Province étant destitué d'Eglise, il n'y a place dans son Colloque, il le pourra prêter à l'Eglise qui l'a demandé, encore qu'elle soit hors de la Province, & cela jusqu'au prochain Synode d'icelle, & si en ce Synode on ne le peut employer dans ladite Province, il demeurera propre à l'Eglise à laquelle il auroit été prêté, s'il y consent, & l'Eglise aussi.

C O N F O R M I T E'.

Cet Article dépend des précédens, & n'est proprement qu'une suite des réglemens que nous venons d'examiner ; c'est pourquoi il n'est pas nécessaire de rien ajouter à ce que nous avons dit.

XXXVI.

Afin que les Troupeaux s'acquittent de leur devoir envers les Pasteurs,

teurs, comme la Parole de Dieu les y oblige, & qu'occasion ne soit donnée aux Pasteurs de se déplaire, mêmes de s'en départir, lesdits Troupeaux seront avertis de leur administrer les choses nécessaires.

OBSERVATIONS.

Le Synode de Poitiers 1560. Veut qu'avertissemens soient faits à tous les Consistoires des Eglises, à ce que désormais ils s'acquittent mieux de leur devoir envers leurs Pasteurs, en subvenant à la nécessité d'eux, & de leur famille, parce que les scandales en sont parvenus même jusqu'aux pais étrangers, à cause de l'ingratitude & méconnoissance dont plusieurs ont usé en cet endroit.

Le Synode de Vertheuil 1567. declare que ceux qui auront le moyen d'aider & contribuer pour l'entretenement du Ministère de l'Evangile, seront exhortez & pressiez par toutes admonitions d'y faire leur devoir, voire jusqu'à être apelez au Consistoire.

Le Synode d'Alez 1620. dit, que comme ainsi soit que plusieurs Eglises se voyent tous les jours en danger de faillir par faute de moyens d'entretenir le S. Ministère; toutes les Eglises sont exhortées, autant qu'elles desireront l'avancement du regne de Jesus-Christ, de s'évertuer de dresser quelque fonds, soit par donations entre vifs, soit par legs testamentaires des particuliers, soit par autres voyes convenables, à ce que le sacré thresor du Ministère de la Parole de Dieu puisse être à tousjours conservé au milieu de l'Eglise, & la posterité instruite d'âge en âge en la vraye Religion.

Le Synode de Charenton 1623. expliquant celui d'Alez porte, que l'article d'Alez, concernant les moyens d'entretenir le S. Ministère, sera lu dans les Consistoires, qui sont exhortez d'en procurer l'exécution, entant que faire se pourra.

CONFORMITE.

La première fois que Jesus Christ envoya ses Disciples prêcher l'Evangile, il leur défendit de faire provision d'or ni d'argent, alléguant pour raison de cette *Matth. 10. 10.* défense, *que l'Ouvrier est digne de sa nourriture.* S. Paul, qui travailloit de ses propres mains pour n'être à charge à personne, établit néanmoins dans ses Epîtres la reconnoissance que les Troupeaux doivent à leurs Pasteurs, disant que personne ne va à la guerre à sa solde; que celui qui plante la vigne, en doit manger du fruit, & celui qui paît le Troupeau, du lait du Troupeau; que ce que la Loi dit, tu n'emmuseras point le bœuf qui foule le grain; doit être appliqué aux Ministres de l'Evangile, qui doivent recueillir des biens temporels, de ceux à qui ils sèment les spirituels; que ceux qui s'occupoient aux choses sacrées, mangeoient de ce qui étoit sacré, & que ceux qui servoient à l'autel, participoient à l'autel; *que de même aussi le Seigneur a ordonné que 1. Cor. 9. 14.* ceux qui annoncent l'Evangile, vivent de l'Evangile.

La charité des Chrétiens qui vinrent après les bien-heureux Apôtres étoit si servente, qu'ils ne laissoient manquer de rien ceux qui étoient appelez pour les

les instruire dans la connoissance des Myſteres du Ciel; & quoique dans les premiers Siècles ils vécuſſent des oblations volontaires des fideles; cependant elles ſuffiſſoient abondamment pour leur entretien, & pour la nourriture des pauvres; & parce que ces oblations ſe partageoient entre les Eccleſiaſtiques, chacun en avoit ſa portion, ou du moins ils conſumoient en commun celles qui leur étoient deſtinées, & en ſoulageoient même les néceſſitez des Clercs & des autres frères qui étoient dans l'indigence, & que S. Cyprien déſigne par

Ep. 66. p. Sportulantes fratres; expreſſion qui ſe trouve dans le Teſtament de Perpetuë 109. Evêque de Tours dans le 5. Siècle, & que Dom Luc Dachery a mis dans le 5. Tome de ſon Recueil. Le Canon 25. du Concile d'Antioche ordonne que

l'Evêque reçoive des biens de l'Egliſe ce qu'il en faut pour les uſages néceſſaires de la vie, & pour lui, & pour les frères qui logent dans ſa maiſon; & le 36. du Synode d'Agde de l'an 506. veut que tous les Clercs qui ſervent dans l'Egliſe ſoient payés avec ſoin, reçoivent de leurs Evêques les gages qui ſont dûs à leurs labours, à proportion du ſervice qu'ils rendent, ou ſuivant la diſpoſition des Canons. 168. Après tout, quand les biens furent entrez en foule dans

l'Egliſe, on les diviſa en quatre portions en pluſieurs Provinces, & alors l'Evêque en avoit une, le Clergé une autre, la troiſième étoit pour les pauvres, & la quatrième pour les réparations des Eglises; mais dans les païs où on les diviſoit en trois, comme en Eſpagne, un tiers étoit pour l'Evêque, un tiers pour le Clergé, & l'autre tiers pour les pauvres & pour l'entretien des Temples.

XXXVII.

Même pour obvier à l'ingratitude de ceux qu'on a trouvé traiter indignement leurs Paſteurs, cet ordre ſera ſuivi de leur avancer un quartier de la penſion qui leur a été promiſe par chacun an.

OBSERVATIONS.

Cet article eſt du Synode de Figeac 1579. article 33.

CONFORMITE.

Si la charité des Chrétiens d'aujourd'hui étoit auſſi grande, que l'étoit celle des Chrétiens des premiers Siècles, ceux qui ont travaillé à la compoſition de nôtre Diſcipline n'auroient pas été obligés de faire tant de réglemens pour pourvoir à la ſubſiſtance des Miniſtres, qui auroient toujours trouvé dans la bonne volonté de leurs Troupeaux de quoi ſoulager leurs néceſſitez; mais cette charité s'étant refroidie, & les peuples n'étant que trop enclins à payer d'ingratitude ceux qui s'employent à leur inſtruction, il a fallu multiplier les loix pour leur procurer un entretien médiocre, ſans lequel le Miniſtère ne ſçauroit ſubſiſter.

XXXVIII.

Et pour l'avenir, de peur que du mauvais devoir en cela il n'arrive de la dissipation aux Eglises, ceux qui seront élus pour conduire l'action des Colloques, s'enquerront des Anciens de chacune Eglise, de l'entretien qu'ils donnent à leurs Ministres, & de la diligence qu'ils font de leur administrer ce qui leur aura été ordonné, afin que par l'autorité des Colloques il y soit pourvû.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1581. article 36.

Conformement à cet arrêté, rapport ayant été fait au Synode de Charenton 1631. par les Députés de Bourgogne des necessitez extrêmes auxquelles se sont trouvez réduits les Pasteurs servans dans un certain Colloque par le manquement des deniers d'ostroi, attendu que les peuples ne contribuoient du tout rien pour leur entretien. La Compagnie touchée d'un juste ressentiment d'une si grande ingratitude, enjoint à toutes les Eglises dudit Colloque de se ranger à leur devoir : à faute dequoi, elles seront privées du Ministère de l'Evangile, selon l'article suivant de la Discipline.

CONFORMITE.

Les Ministres des Protestans de France ne vivant d'ordinaire que des justes contributions de leurs Troupeaux, il étoit de la prudence des Auteurs de leur Discipline de lever toutes les difficultez qui pourroient retarder ou arrêter ces contributions volontaires, desquelles dépend leur subsistance, n'ayant point de fonds pour les entretenir.

XXIX.

Quand l'assistance nécessaire sera déniée au Pasteur, & qu'il en aura fait plaintes & remontrances, & que trois mois seront passez, il sera loisible audit Pasteur de s'allier à une autre Eglise, par l'avis du Colloque ou Synode Provincial; & en cas de nécessité trop urgente, les Colloques ou Synodes pourront accourir le terme de trois mois; même si la nécessité presse, & que trois mois se passent sans qu'il y soit pourvû, combien que le Pasteur en ait fait plainte; pour être mis en liberté, il suffira qu'il appelle en son Consistoire deux Ministres prochains, & il ne sera tenu d'attendre l'avis d'aucun Colloque ou Synode, sinon en cas que l'une desdites Assemblées fût convoquée dans le même mois, à laquelle il se pourra retirer.

OBSERVATIONS.

Le Synode de Paris 1559. veut, que les Eglises soient exhortées de secourir leurs Pasteurs, & de leur administrer les necessitez, & que si le secours necessaire leur est dénié après ces exhortations, en ce cas, il leur sera permis de s'allier à une autre Eglise.

Le Synode de la Rochelle 1571. ajoute ces mots, par l'avis du Colloque ou Synode Provincial.

Le 2. Synode de Paris 1565. déclare que, quand un Ministre se plaindra de l'ingratitude de son Eglise, le Synode Provincial en connoitra, ayant égard tant à la pauvreté de l'Eglise qu'aux moyens & facultez du Ministre, & là où se trouveroit en l'Eglise une ingratitude trop grande & continuée long-tems, il fera en la puissance du Synode Provincial de le transporter, & envoyer ailleurs; & là dessus toutes les Eglises seront averties de n'être si ingrates envers leurs Pasteurs qu'elles sont ordinairement, & mieux se représenter & reconnoître leurs saints labours, non pour les enrichir, mais pour leur donner une honneste suffisance & contentement.

Le Synode de Sainte Foi 1578. ordonne, que les Synodes & Colloques procedent par toutes censures contre les ingrats envers leurs Pasteurs suivant cet article de la Discipline.

Le Synode de Figeac 1579. après avoir donné l'ordre porté par l'article 37. de la Discipline, ajoute, que si les Eglises ne font leur devoir en cet égard, & que trois mois se passent sans que le Pasteur ait rien reçu de son quartier, nonobstant qu'il en ait souvent fait plainte au Consistoire, & aux plus aparens de l'Eglise, en ce cas le Pasteur se pourra retirer de ladite Eglise, apelant au Consistoire d'icelle les deux plus prochains Pasteurs, devant lesquels il déclarera les causes de son départ, afin que le Pasteur soit exempt de tout blâme, & ledit Pasteur traité avec telle ingratitude ne sera pour cela tenu d'attendre l'avis d'aucun Colloque ni Synode, sinon au cas que l'une desdites Assemblées fût convoquée dans le même mois, à laquelle il se pourra adresser.

Le Synode de la Rochelle 1571. dit, qu'en cas de nécessité trop urgente, le Colloque ou Synode pourra accourir ledit terme de trois mois.

C O N F O R M I T E'.

Puis que selon la doctrine de Jesus Christ ceux qui annoncent l'Evangile doivent vivre de l'Evangile, on ne peut raisonnablement refuser à un Ministre à qui le Troupeau ne fournit pas les choses nécessaires à sa subsistance, on ne peut, dis-je, lui refuser la liberté de se donner à un autre qui soit plus sensible & plus reconnoissant, sur tout quand il n'a point de quoi vivre d'ailleurs. Il est vrai que cela ne se doit faire sans l'avis de ses Supérieurs, c'est à dire, sans l'avis du Colloque ou du Synode Provincial, qui peut disposer de son Ministère.

XL.

En la connoissance & jugement qui sera fait de l'ingratitude du peuple,

ple, sur la plainte du Ministre, toutes circonstances seront prudemment considérées, & aura-t-on égard principalement, tant à la pauvreté des Eglises, qu'aux facultez & moyens de celui qui fait la plainte, afin de suivre ce que requerra la gloire de Dieu, l'édification de l'Eglise, & l'honneur du Ministère.

OBSERVATIONS.

Le Synode de Vertenil 1567. ordonne, que ceux qui auront moyen d'aider & de contribuer pour l'entretienement du Ministère de l'Evangile, seront exhortez, & pressiez par toutes admonitions d'y faire leur devoir, jusqu'à en être apelez au Consistoire.

Le Synode de la Rochelle 1571. veut que, l'on ait égard en ces censures, tant à la pauvreté de l'Eglise, qu'aux facultez du Ministre, & ne veut pas qu'il soit loisible de proceder contre les ingrats par censures & excommunication.

Le Synode de Nîmes 1572. ajoute, que, le Colloque avistra jusqu'où procedera contre les ingrats avec meure & grande consideration de toutes les circonstances, & sur tout ayant égard à la gloire de Dieu, & à l'honneur du Ministère.

Le Synode de Figeac 1576. veut, que, la censure que meritent les ingrats, en chaque Eglise, leur soit faite par leur propre Consistoire, selon la Discipline Ecclesiastique.

Au Synode de Vitré 1583. il est dit, que sur la question proposée par les Députez de l'Isle de France, comment il faut proceder contre les ingrats envers leurs Ministres, & ceux qui doivent contribuer aux frais Ecclesiastiques. La Compagnie est d'avis, qu'ayant égard aux blâmes & calomnies que l'Eglise en pourroit encourir, ils seront seulement exhortez & avertis par vives remontrances: même, s'il est besoin, cela se fera en la Compagnie des principaux Chefs de famille, sans toutefois qu'on leur puisse, pour ce seul égard, interdire la participation aux Sacremens.

Au Synode de Montauban 1594. il est dit, qu'atendu que l'ingratitude des particuliers se montre plus grande que jamais envers leurs Pasteurs touchant leur entretien, ce qui menace l'Eglise d'une totale dissipation; Il a été avisé que les ingrats s'étant montrez refractaires à plusieurs avertissemens qui leur auroient été faits par le Consistoire, il sera par lesdits Consistoires procédé contre eux jusqu'à les priver des Sacremens.

Au Synode de Gergeau 1601. il est remis à la prudence des Consistoires de proceder contre les particuliers ingrats des Eglises, ou par les contraintes qui nous sont permises par Sa Majesté, ou par obligations particulieres, ou par censures Ecclesiastiques, jusqu'à la suspension de la Cene après de graves remontrances solennelles, ou autres moyens que les Consistoires aviseront, pour en user discrettement & charitablement. Même arrêté fut pris au Synode de Montauban, & au troisième de la Rochelle.

Au Synode de la Rochelle 1607. il est dit, que les moyens de pourvoir à l'ingratitude de ceux qui refusent la subvention due aux Pasteurs, établis par le

Synode de Gergeau, sont remis à la prudence des Consistoires, pour en user discrètement, & charitablement.

Suivant ce règlement, le même Synode censure un Pasteur pour s'être trop promptement servi de cette liberté.

Les Synodes Nationaux ont été si soigneux de pourvoir aux manquemens des Eglises envers leurs Pasteurs qu'ils ont condamné d'ingratitude celles qui n'ont pas voulu fournir aux frais faits par eux en choses qui regardent l'intérêt du public.

Au Synode de Charenton 1644. il est dit que, les Eglises, desquelles les Pasteurs & Anciens sont tirez en cause pour s'être employez à l'exercice de leurs charges, selon la Discipline, & suivant l'Edit, sont tenues de les indemniser en toute charité; & en cas qu'elles soient surchargées, que les autres, tant du Colloque que de la Province, les aideront à porter ces frais, la Compagnie ne pouvant juger que très-inexcusable l'ingratitude des Eglises qui ont abandonné leurs Pasteurs & Anciens, poursuivis en justice & emprisonnez, pour avoir suivi leur vocation. Et conformément à ce règlement, le même Synode ordonne que les frais faits par quelques Pasteurs particuliers, au sujet des pratiques & poursuites des avversaires, seront refondez par les Eglises, en gardant ces proportions, que les Consistoires des Eglises, au service desquelles lesdits Pasteurs ont été apelez, portent le tiers desdits payemens, le Colloque dans le département duquel elles sont, un tiers, & la Province l'autre tiers.

Et pour obvier à tout ce qui pourroit retarder ou traverser le payement des Pasteurs, par la malice des particuliers. Le Synode de Montauban 1594. veut, que quand il y aura plainte d'un Ministre contre son Eglise, à cause de l'ingratitude, & que là-dessus l'Eglise chargeât de blâme le Pasteur, ou le Pasteur son Eglise, on n'y aura point d'égard, si ce n'est quelque cas énorme, à raison duquel il échueût suspension ou déposition dudit Pasteur, dont le Synode Provincial jugera. Néanmoins on ne laissera pas de pourvoir à l'ingratitude insidite, & les Eglises seront censurées d'avoir teu si long-tems ce qui devoit être promptement remontré.

Au Synode de S. Maixant 1609. sur la question des Députez du bas Languedoc, comment on se doit comporter contre ceux qui en faveur de leurs parens & amis délinquans, contre lesquels les Consistoires ont procédé par censures Ecclesiastiques, selon la Discipline, se bandent avec eux contre les Consistoires, s'abstiennent des prêches & des Sacremens, & dénieient le payement ordonné. La Compagnie ordonne qu'on procedera contr'eux par toutes censures Ecclesiastiques, à quoi les Synodes & les Colloques Provinciaux tiendront la main.

Et parce que quelques Eglises se rendoient moins soigneuses au payement des Pasteurs qu'elles avoient entretenus étant Ecoliers, le Synode de Montpellier 1598. déclare, que les Eglises qui ont entretenu des Ecoliers & se servent aujourd'hui de leur Ministère, si elles les traitent indignement, comme ne leur donnant pareille pension qu'à leurs Compagnons, seront censurées; & si elles se montrent refractaires, les Colloques ou les Synodes pourront licentier lesdits Pasteurs, & les pourvoir d'autres Eglises, selon la Discipline.

CONFORMITE.

Au fond, il faut soigneusement prendre garde de ne rien faire en ces occasions qui préjudicie tant soit peu à la gloire de Dieu, à l'édification de l'Eglise, & à l'honneur du Ministère, ou qui choque les loix de la charité Chrétienne.

XLI.

L'Eglise qui sera trouvée ingrate, ne sera pourveuë de Pasteur, qu'elle n'ait au préalable pleinement satisfait de ce qu'elle pourra devoir à celui duquel elle aura été privée.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Figeac 1579. qui veut, que, lors que quelques Pasteurs se sont retirez de leur Eglise faute de payement, ladite Eglise ingrate ne soit pourveuë d'un autre Pasteur, lequel cependant se souviendra toujours de ne s'obliger à aucune Eglise hors de la Province où il étoit, que le jugement de ladite Province n'y intervienne.

Cependant parce qu'il pourroit arriver des inconveniens notables dans l'exécution de ce reglement, au sujet de la pauvreté des Eglises, les Députez de l'Isle de France, requerant éclaircissement sur ce sujet, au Synode de Montpellier 1598. la Compagnie fut d'avis qu'il falloit mettre difference entre ingratitude & impuissance. Que là où il aparoissoit de l'ingratitude d'une Eglise, l'article seroit observé, & non autrement.

CONFORMITE.

Cet Article est une suite des précédens, & est fondé sur la justice & sur l'équité, pourvu qu'on distingue exactement entre impuissance & ingratitude, la première étant digne de pitié & de commisération, & la seconde de châtement & de blâme.

XLII.

Les Ministres qui auront quelques biens & facultez, pourront néanmoins prendre gages de leurs Troupeaux, même il est expedient qu'ils en prennent pour la consequence, & pour éviter le préjudice qu'ils pourroient faire aux autres Pasteurs & aux Eglises, mais bien seront-ils exhortez d'en user selon que la nécessité des Eglises & la charité le requerront.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de la Rochelle 1571. il fut dit, que les Ministres qui auroient quelques biens, pourroient néanmoins pretendre quelques gages des Eglises, & toutefois seroient exhortez d'en user selon que la necessité de l'Eglise & la charité le requiert.

Ces paroles, qu'il est expedient que les Ministres prennent gages, pour la consequence, & pour obvier au prejudice qu'ils pourroient faire aux autres, & mêmes aux Eglises, ont été ajoutées au Synode de Nismes 1572.

CONFORMITE.

Les anciens Canons autorisent assez ce réglement, en distinguant les biens des Evêques de ceux des Eglises, ces derniers ne pouvant être aliénés, au lieu que l'Evêque pouvoit disposer en mourant de ceux qu'il avoit en propre, ou s'il n'en dispoit pas par Testament, ils appartenoint de droit à ses héritiers, sans qu'il fût permis à l'Eglise de les troubler dans cette succession. Le Canon 24. du Concile d'Antioche y est formel, & régle tellement la chose qu'il n'y restoit après cela aucune difficulté; & je ne doute pas que le Fourbe qui a supposé aux Apôtres les Canons qui portent leur nom, n'ait emprunté de celui d'Antioche le 4. des siens, qu'il a un peu diversifié pour colorer la fraude & l'inhospitalité; car il dit que l'Evêque a quelquefois femme & enfans qui sont ses légitimes héritiers: Je ne doute pas non plus que les Pères du Concile de Calchédoine n'ayent eu en vûe le même Canon un peu plus de cent ans après le Synode d'Antioche, quand ils défendent au Clergé dans le Canon 22. de dissiper les biens de l'Evêque après sa mort, & qu'ils allèguent les anciens Canons qui ont défendu la même chose; c'est à cela même qu'on peut rapporter le Canon 32. du Code Africain qu'on attribue au Concile de Carthage de l'an 419. Quoi qu'il en soit, il paroît clairement par tout ce que je viens d'écrire, que les Pasteurs qui avoient quelques biens en propre pouvoient néanmoins prendre la portion de ceux de l'Eglise, qui par les Decrets des Conciles étoient destinez à l'entretien de l'Evêque.

XLIII.

Il ne sera permis à un Pasteur de posséder aucun heritage sous titre de Pasteur, mais si sa pension, ou partie d'icelle étoit assignée sur quelque possession, rente ou revenu, le tout sera administré par les Diacres, ou autres personnalités à ce commis & députez, par les mains desquels le Ministre recevra sa pension pour ôter tout soupçon d'avarice, & afin que par telles sollicitudes il ne soit distrait de sa Charge.

OBSERVATIONS.

Ces paroles, Pour ôter tout soupçon d'avarice, sont du Synode de Vitré 1589.

Et pour montrer combien les Synodes Nationaux ont eu en recommandation, d'ôter aux Ministres toute occasion de se distraire des fonctions de leur charge par des soins d'affaires & intérêts pecuniaires, ont été faits divers réglemens au sujet des deniers que le Roi leur octroyoit autrefois.

Le Synode de Gap 1603. défend à tous Pasteurs, sous peines de très grièves censures, de tirer payement de leur pension par autre voye que l'ordonnance des Synodes.

Au Synode d'Alez 1620: il fut dit, que comme ainsi soit que chaque Eglise soit obligée de faire une pension certaine à son Pasteur, les deniers de l'octroi du Roi ne seront point maniez par les Pasteurs, mais par les Consistoires. Et se feront les frais des Synodes, & autres Assemblées Ecclesiastiques, par les Eglises mêmes: tant pour détourner tout blâme de dessus le Pasteur, que pour ne les divertir de leurs Exercices par le soin des choses terriennes. Et sera fait enquête dans les Synodes de ceux qui en feront autrement, pour les corriger par toutes censures Ecclesiastiques: cela n'empêchant néanmoins que les Pasteurs ne puissent retenir les deniers d'octroi, & en donner quittance, pourvu qu'ils en tiennent conte à leurs Eglises, sans faire paction pour iceux avec elles.

Au Synode de Castres 1626. défense fut réitérée aux Pasteurs de prendre partie de leur subvention sur les deniers de l'octroi du Roi, attendu que lesdits deniers doivent être touchés par les Eglises, & demeurer en leur disposition: Et que les Pasteurs doivent tirer, non des pensions incertaines, mais un entretenement certain & limité de leurs Troupeaux. Le même Synode défend d'employer les deniers de la liberalité du Roi à d'autres usages qu'à ceux auxquels ils sont ordonnez par la distribution des Synodes Nationaux, favoir aux Pasteurs, veuves & orphelins des Pasteurs, Ecoliers, & frais des Synodes, lors que la commodité des Eglises le requerra.

Au Synode d'Alez susdit, sur l'avis de quelques d'sants qui se trouvoient en quelque Province, comme particulièrement de ce que quelques uns des Pasteurs étoient commis à la recette des deniers des Colloques, ce qui peut attirer du blâme sur leur Ministère, & du divertissement aux exercices de leur vocation. La Compagnie enjoint à ladite Province d'ôter ces desordres, & rendre conte au prochain Synode National du devoir qu'elle y aura fait.

La même Province ayant demandé au Synode de Charenton 1623. qu'il fût permis aux Pasteurs de continuer ladite recette des deniers des Colloques. La Compagnie censure grièvement ladite Province, pour avoir contrevenu au réglemeut qui lui fut donné par le Synode d'Alez: Enjoignant aux Pasteurs de se départir de ladite recette, incontinent après le retour des Députés de ladite Province, qui sont chargez de leur faire savoir la presente ordonnance. Et avenant que quelqu'un y contrevienne à l'avenir, le Synode ordonne dès à present qu'il soit suspendu du Saint Ministère, jusqu'au Synode National prochain, où il comparoitra pour rendre conte de ses actions: Enjoignant aux Moderateurs des Colloques ou des Synodes d'y tenir la main, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom.

C O N F O R M I T E.

S. Cyrille d'Alexandrie ordonne quelque chose de semblable dans son Eptre Canonique, quand il déclare qu'il faut conserver aux Eglises les Vases sacrez & les immeubles, & laisser aux Evêques, qui sont les fonctions de l'E-piscopat, la dispensation de la dépense qu'il convient faire; soit qu'elle pro-cède des revenus des biens Ecclesiastiques, ou de quelque libéralité qui vienne d'ailleurs. Le Concile d'Antioche avoit déjà ordonné quelque chose d'ap-prochant dans le Canon 25. & depuis S. Cyrille, celui de Calchédoinne dans le 26.

T. 5. Part.
2. p. 211.

XLIV.

L'Eglise, au service de laquelle un Ministre sera mort, aura soin de la veuve & enfans d'icelui, & si elle n'en a le moyen, la Province y suppléera.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode de Vertneil 1578.

Au Synode de sainte Foi 1577. il fut ordonné, qu'en chaque Province on fe-roit un memoire des veuves & enfans des Pasteurs qui sont morts au service de leurs Eglises, pour être subvenus & entretenus aux despens communs des-dites Eglises de chacune Province autant que la necessité le requerra.

Au Synode de Montpellier 1596. il est dit, que pour tenir la main à l'exec-ution des articles 44. & 48. du chapitre premier de la Discipline, la Compagnie enjoint aux Synodes Provinciaux d'aporter aux Nationaux témoignage du de-voir qu'ils auront fait envers les Pasteurs, qui à raison de leur indisposition ne pourront exercer leur charge, semblablement envers les veuves & orphelins des Pasteurs décédez, afin que si l'Eglise, le Colloque ou la Province n'avoit le moyen d'y subvenir, il y soit pourvû par le Synode National.

Au Synode de Gergeau 1601. Les Synodes Provinciaux sont avertis d'avoir le soin de pourvoir aux pauvres veuves & enfans des Ministres décédez au ser-vice de leurs Provinces & Eglises.

Cet article a toujours été très religieusement observé en tous les Synodes Na-tionaux, qui ont eu un très-grand soin des intérêts des veuves & des enfans des Pasteurs décédez dans le service. Comme cela se voit par une infinité d'exem-ples particuliers, dans les Synodes de la Rochelle 1607. d'Alez 1620. de Castres 1626. & de Loudun 1659. Cela paroît encore en ce que la Discipline, non con-tente d'avoir recommandé ce devoir en cet endroit, le réitere encore avec un ré-glement bien exprès au chapitre 8. des Synodes Provinciaux article 12.

On peut même rapporter à cela le règlement autorisé au Synode de Charonton 1631. touchant le payement des gages entiers du Pasteur à sa veuve durant la premiere année de sa viduité. Car il porte, que l'apel d'une Eglise particuliere, déniaut à la veuve d'un Pasteur l'année de sa viduité, est jugé non recevable,

la Compagnie ne trouvant pas raisonnable d'infirmier les réglemens pris dans les Provinces du haut Languedoc & des Cevenes, de payer à toutes les veuves des Pasteurs, sans exception, ladite année de viduité, outre les arrerages d'us ausdits Pasteurs, jusqu'à-leurs décès, par les Eglises qu'ils ont servies.

Ce soin a passé jusqu'à ce point, qu'au Synode de la Rochelle 1607. sur la question des Députés du bas Languedoc, savoir, si un Colloque se peut opposer à la donation faite par le Synode de la Province à la veuve d'un Pasteur, sous prétexte que la veuve est morte avant le tems du payement de la somme donnée; & si la mort peut faire révoquer l'assistance lors que les heritiers de la veuve sont necessiteux; la Compagnie a jugé, que non, & a censuré le Colloque qui a fait telle opposition.

C O N F O R M I T E'.

Ce réglemant est fondé en partie sur la charité, & en partie sur la reconnaissance qu'une Eglise doit à un Ministre qui est mort à son service, & dont elle est obligée de donner des marques en la personne de sa veuve & de ses enfans.

XLV.

Les Ministres seront sujets aux censures.

O B S E R V A T I O N S.

Tout ce qu'il y a à remarquer sur cet article, est que les Synodes ont voulu que l'on apportât une grande circonspection dans les jugemens & dans les censures prononcées contre les Pasteurs, attendu que cela est de grande consequence, & va au deshonneur de la profession.

Le Synode de Tonneins 1614. censure toutes les procédures d'une Province, pour avoir reçu des memoires non signez, & sans accusateur, contre un Pasteur, & l'avoir censuré sans sujet, & n'avoir fait enregistrer la censure, ni produit aucun acte de son jugement. Et partant approuve l'appel dudit Pasteur, & a infirmé la sentence du Synode Provincial en toutes ses parties.

Cependant comme il est necessaire que la vie & les mœurs des Pasteurs soient exemplaires, les Synodes les obligent à répondre de leur conduite, & les expose aux censures quand le cas y échet. Ainsi quelques plaintes ayant été portées au Synode de Virré 1617. par un Libraire de Geneve, contre un Pasteur particulier, les Députés de la Province ayant été ouys. La Compagnie exhorte son Synode de l'envoyer au plutôt à Geneve, se justifier devant le Magistrat, pour lever le blâme de dessus le S. Ministère, & à faute de ce, le poursuivre par la Discipline, jusqu'à suspension du Saint Ministère.

Et pour ce qui regarde l'ordre qu'on doit tenir dans les Synodes Nationaux, aux jugemens qui se font des Ministres apelans, & presens ausdits Synodes Nationaux, celui de Vertueil 1567. ordonne que les Ministres qui seront apelans ausdites Compagnies, en fortirom lors seulement que l'on traitera de leurs affaires.

faïres, sinon que ceux desquels le fait seroit tel qu'il leur pourroit apporter quelque prejudice; & ceux qui pour crime & malversation seroient apelans ou appelez, ne seront point du tout admis à l'Assemblée, sinon à leur fait propre pour être ouïs.

C O N F O R M I T E.

Tous les Pasteurs étoient sujets aux Canons, & par conséquent aux censures qui étoient réglées par ces Canons; c'est une vérité constante, & qui ne reçoit point de difficulté parini ceux qui ont quelque connoissance de la pratique de l'ancienne Eglise. Le Concile de Turin de l'an 397. dans son Epître Synodale, dit qu'ils font assemblez pour garder le bien de la paix, & les Decrets des Canons, & pour appliquer aux pensées de plusieurs une médecine profitable; & dans le Canon 5. parlant d'un certain Prêtre nommé Exupérantius, il dit, *qu'il a été privé de la Communion du Seigneur, parce qu'il avoit fait quelque chose contre la Discipline Ecclesiastique.* C'est pour cela que le Concile de Calchédoine veut qu'on observe les Canons qui avoient été faits jusques là par les saints Pères: & le Synode de Chalon sur Saône de l'an 650. enjoint à tout le monde dans le Canon 2. de garder inviolablement les Decrets des Conciles. De là vient que le 4. Concile d'Orléans de l'an 541. qui est dans le même Tome des Conciles de France, parle dans le Canon 37. des censures qui se faisoient dans les Synodes. C'est à quoi on pourroit encore rapporter les Canons 3. & 22. du Synode d'Antioche & le 25. de celui de Calchédoine, & dans le Canon 4. du 7. Concile de Tolède de l'an 646. il est dit expressément, que si quelque Evêque est assez téméraire pour violer le Decret du Concile, on lui appliquera la censure & la correction que les Pères ont décernée contre les transgresseurs des Canons.

XLVI.

L'Office des Ministres, est de régler, & eux & leurs Troupeaux, grands & petits, par la Parole de Dieu, & par la Discipline Ecclesiastique: mais il appartient aussi au Magistrat de veiller sur tous Etats, même sur les Ministres, & prendre garde s'ils cheminent droitement en leur vocation: & pourtant s'ils défont, le Magistrat les fera avvertir de leur devoir par la Discipline Ecclesiastique, aux Consistoires, Colloques & Synodes, sinon que les fautes soient punissables par les Loix, desquelles la connoissance appartient au Magistrat.

O B S E R V A T I O N S.

Il n'y a rien de remarquable dans les Synodes sur cet article, sinon, que celui de Gergeau 1601. ajoute, après ces mots, grands & petits, ceux ci, de quelque qualité & condition qu'ils soient.

CONFORMITÉ.

Origène traite amplement de ces devoirs des Pasteurs en divers endroits de ses Ecrits, où il enseigne comment ils doivent agir à l'égard d'eux-mêmes, & à l'égard de ceux qui sont commis à leurs soins, & pour qui ils ne doivent avoir ni trop d'indulgence, ni trop de rigueur, mais leur ouvrir la porte du Royaume des Cieux par leur doctrine & par leur exemple, sans se la fermer à eux-mêmes par une conduite déréglée & vicieuse; il faut voir sur tout ce qu'il en dit dans l'Homélie 7. sur Josué, qui est dans le premier Tome de ses Oeuvres, & dans la 25. sur S. Matthieu, qui est dans le second de l'édition de Paris de l'an 1574. Saint Basile donne plusieurs règles dans ses Morales T. 2. p. 480. ad 491. pour la conduite des Pasteurs, qui doivent être, à ce qu'il dit, en exemple aux autres, & faire les premiers ce qu'ils desireroient que les autres fassent, présenter l'Evangile avec une sainte liberté, & lui rendre témoignage, quoi qu'il y en ait qui le défendent, & qui persécutent jusqu'à la mort ceux qui le font. Il veut qu'ils rendent grâces à Dieu pour ceux qui se convertissent, & qu'ils le prient pour eux, afin qu'ils deviennent meilleurs de jour en jour; qu'ils aient soin non seulement de ceux qui sont présents, mais aussi de ceux qui sont absents, & qu'ils n'oublient rien de ce qu'il faut faire pour leur édification, & pour leur salut, souhaitant qu'ils s'y emploient constamment, & en public, & en particulier; il dit de plus, que le Pasteur doit être miséricordieux & plein de compassion, particulièrement envers ceux dont les âmes sont mortellement malades, qu'il doit subvenir charitablement à leurs nécessités corporelles, sans abuser de son pouvoir, au désavantage de ceux qui dépendent de sa conduite, & sans s'élever au dessus d'eux, mais plutôt en prendre occasion de pratiquer envers eux l'humilité. Il ajoute pour la fin, que celui qui est établi dans l'Eglise pour conduire les autres, ne doit rien faire ni dire qu'avec beaucoup de prudence & de circonspection, pour se rendre agréable aux yeux de Dieu, comme s'il devoit être approuvé par leur jugement & par leur témoignage.

Je pourrois alléguer plusieurs autres Docteurs de l'Eglise, pour confirmer la même chose, mais parce que ce que j'ai écrit suffit pour l'établissement de cette vérité, je passe à la considération de ce qui est ajouté dans l'article que nous examinons, *qu'il appartient au Magistrat de veiller sur les Ministres, & de prendre garde s'ils cheminent droitement en leur vocation, &c.* Les bons Rois d'Israël l'ont ainsi pratiqué sous l'ancienne Dispensation, obligeant les Ministres du Sanctuaire à faire leurs charges, & à observer religieusement toutes les choses qui concernoient le service de Dieu; sous l'Oeconomie de la Grace les exemples des Constantins, des Théodoses, des Marciens, des Leons, & de plusieurs autres, qui ont assemblé divers Conciles pour le bien de la Religion Chrétienne, & pour préserver l'Eglise du venin des Schismes & des Hérésies; tous ces exemples, dis-je, ne nous permettent pas de douter que les Princes & les Souverains n'aient droit de veiller sur les Evêques & sur les Pasteurs, & qu'ils ne soient obligez en conscience de procurer l'avancement de la gloire de Dieu, & la conservation de son service en toute sa pu-

reté : & sans sortir de nôtre France, qui ignore aujourd'hui quels ont été pour cela les soins de nos Rois en une infinité de rencontres? ce grand nombre de Conciles qu'ils ont convoquez, & prescrit même à plusieurs le sujet & la matière de leurs délibérations, en est aussi une preuve authentique, & les Capitulaires qui nous restent de Charlemagne, de Loüis le Debonnaire, & de Charles le Chauve, en sont autant d'irréprochables témoins. C'est dans cette
L. 4. de vit. Const. c. 24. & l. 1. c. 44. vûë que Constantin dit dans Eusèbe que Dieu l'a établi Evêque, pour avoir soin des choses qui se passoient hors de l'Eglise, & dans le même Ouvrage il est qualifié *commun Evêque établi de Dieu*. Dans l'Action 6. du Concile de Calchédoin, on donne à l'Empereur Marcien le titre de *Sacerdos*. S. Remi appelle Clovis l'Evêque du pays. Tom. 1. Conc. Gall. p. 204. Les Pères du Concile de Mayence de l'an 813. nomment Charlemagne le *Directeur de la vraie Religion, & le Défenseur de la sainte Eglise*. Ce que le Synode 6. de Paris de l'an 829. dit de Loüis le Debonnaire, & de Lothaire son fils.

C'est apparemment par ce même motif, que dans la Lettre 98. de Loup de Ferrieres, où il est question de la promotion d'Enée à l'Evêché de Paris dans le 9. Siècle, le bienfait du Prince est joint à celui de Dieu, comme si on eût été persuadé en France que le Roi tenoit la place de Dieu dans l'établissement des Evêques. De là vient encore qu'au lieu que Loup écrit dans la Lettre 29. qu'Aldric fut fait Evêque de Sens par le commandement de
T. 2. spicil. Cesar, le Moine Clarius, dans sa Chronique de S. Pierre Vif de Sens, p. 710. dit que cela arriva par la volonté de Dieu, pour insinuer que ce pouvoir, dont les Princes étoient alors en possession, leur avoit été donné du Ciel; C'est la raison pourquoi dans le 2. Canon du Synode de Thionville de
T. 3. Conc. Gall. p. 13. l'an 844. il est dit que les Evêques sent donnez de Dieu, *designez régulièrement par les Princes* (ils entendent les Enfans de Loüis le Debonnaire) & consacrez par la grace du S. Esprit. Dans la vie de Nicetius qui étoit Evêque de Lyon dans le 6. Siècle, & que le Jesuite Chifflet a fait imprimer, comme ayant été écrite à la fin du même Siècle, il est remarqué que
Paulin. illust. p. 96. la bienvenillance du Prince l'accorda par la volonté de Dieu pour Evêque à cette Eglise.

XLVII.

Les Ministres seront deposez, qui enseigneront mauvaise doctrine, & qui après avoir été suffisamment exhortez, ne desisteront. Ceux qui n'obeiront aux saintes exhortations prises de la Parole de Dieu, qui leur seront faites par le Consistoire. Ceux aussi qui seront de vie scandaleuse, ceux qui seront convaincus d'heresies, schismes, rebellion contre l'Ordre Ecclesiastique, & blasphemes manifestes, dignes de peine civile, simonie, & toute corruption de presens, brigues pour occuper le lieu d'autrui, desertion de leur Troupeau, sans congé licite & juste occasion, fausseté, parjure, paillardise, larcin, yvrognerie, biterie digne d'être punie par les Loix, usure, jeux défendus par les Loix,

DES MINISTRES.

83

Loix, & scandaleux, danſes & telles diſſolutions, crime portant infamie, crime qui meriteroit en un autre ſeparation de l'Egliſe, & ceux qui ſeront totalement inſuffiſans de faire leur charge.

OBSERVATIONS.

Tout cet article & les ſuivans ſont du Synode de Paris 1559.

C O N F O R M I T E.

La Vérité, dont le ſacré Dépôt fut confié aux Apôtres, & après eux à leurs Succelleurs, a toujours été ſi chère & ſi précieuſe à ceux d'entre eux qui ont été imitateurs du zèle & de la piété de ces premiers Miniſtres du Fils de Dieu, qu'ils n'ont pu ſouffrir qu'on l'altérât, ſans châtier rigoureuſement ceux qui ſemoient de l'yvroye parmi ce bon grain, particulièrement les Paſteurs, qu'ils dépoſoient de leurs Charges dès le moment qu'ils enſeignoient des doctrines contraires à cette céleſte vérité. Quand Paul de Samofate Evêque d'Antioche, pouſſé par l'eſprit malin, eut l'inſolence d'enſeigner dans le 3. Siècle, que Jeſus-Chriſt n'étoit qu'un ſimple homme, les Paſteurs des Eglifeſ y accoururent de toutes parts, comme contre le Diſſipateur & l'ennemi du Troupeau & de la Bergérie du Seigneur; mais cét Héréſiarque ayant évité l'arrêt de ſa condamnation dans le premier Synode tenu à Antioche contre lui l'an 12. de l'Empereur Gallien, & environ l'an 266. de nôtre Seigneur, parce qu'il promit de changer de ſentiment; il fut enſin dépoſé l'an 270. dans une autre Aſſemblée dans la ville d'Antioche. En l'an trois cens quarante-fix, Euphrate Evêque de Cologne fut auſſi dépoſé par un Concile convoqué dans la même ville, pour une impiété à peu près ſemblable à celle de Paul de Samofate, car il nioit que Jeſus Chriſt fût Dieu. C'eſt par ce même principe qu'on a anathématisé dans l'ancienne Eglife, Pélagius, Céleſtius, Julien & leurs Sectateurs, Neſtorius, Eutyches, & pluſieurs autres, ſans toucher à ce qu'on fit contre Arius dans le premier Concile de Nicée. Je ne diſ rien ici des vices ſcandaleux, pour leſquels les Miniſtres méritent la Dépoſition; parce qu'il en ſera parlé ſur les Articles ſuivans; j'ajouterai ſeulement que le Canon 45. des Apôtres prive de la Communion l'Evêque, le Prêtre, & le Diacre, qui prient ſeulement avec les Hérétiques, c'eſt à dire, ſelon l'interprétation de Baſſamon, s'ils ont quelque communication avec eux; mais il les dépoſe, s'ils leur permettent de faire quelque fonction Eccléſiaſtique, & le 46. s'ils admettent leur Baptême & leur oblation.

*Eufeb.
Hiſt. Eccl.
lib. 7. cap.
28. 29. 30.*

*T. 1. Conc.
Gall. p.
11.*

XLVIII.

Ceux ne ſeront dépoſez, qui par maladie, vicilleſſe, ou autre tel inconvenient, ſeront rendus incapables d'adminiſtrer leur charge; auquel cas, l'honneur leur demeurera, & ſeront recommandez à leurs

Eglises pour les entretenir, étant pourvus d'un autre qui fasse leur charge.

OBSERVATIONS.

Il n'y a point d'article en toute la Discipline sur lequel les Synodes Nationaux aient tant fait d'observations, & tant pris de réglemens, & qu'ils aient fait pratiquer plus soigneusement que celui-ci.

Le Synode d'Orleans 1562. sur la proposition faite par Monsieur Bretagne Pasteur, juge que quand un Ministre ne peut aucunement exercer sa charge, il n'en doit recevoir aucun émolument, en cas qu'il soit pourvu d'ailleurs, entant qu'il ne semble pas juste de donner les deniers sacrez à celui qui ne peut vaquer aux choses saintes. Mais aussi si le Pasteur en a besoin, il est bien raisonnable que ces deniers soient employez à le faire subsister avec sa famille: Car si la charité se doit principalement exercer envers les domestiques de la Foi, beaucoup plus envers ceux qui ayant consumé tout leur tems pour se donner au S. Ministère, se voyent, par l'âge ou par les indispositions, hors d'état de rendre service selon leur desir, & non par leur faute. Ce fut pour cela que cet article fut dressé dès lors que fut faite la Discipline Ecclesiastique au Synode de Paris 1559.

Le Synode de Montpelier 1598. déclare (ainsi qu'il est rapporté sur l'article 44.) que pour tenir la main à l'exécution des articles 48. du I. chapitre de la Discipline, & 12. du chapitre VIII. la Compagnie enjoint aux Synodes Provinciaux, d'apporter au National témoignage du devoir qu'ils auront fait envers les Pasteurs, qui à raison de leur indisposition ne peuvent exercer leurs charges. A ce que, comme il a déjà été dit, il y soit pourvu par les Synodes Nationaux, en cas que les Eglises ou les Colloques & Synodes Provinciaux n'en aient pas le moyen.

Au même Synode, dans la distribution des deniers d'octroi, il est dit expressément, qu'y doivent être compris les Ministres, qui par vieillesse ou indisposition ne peuvent exercer leur charge. Même au Synode de Gergeau, un certain Pasteur ayant été déchargé pour son grand âge, il lui est adjugé sur les deniers d'octroi la cote de deux Pasteurs, le Synode promettant de l'alouer aux comptes que la Province (d'où il étoit) lui rendroit. Et au Synode de Gap 1603. sur l'avis de la continuation des necessitez dudit Pasteur, lui sont assignées deux autres portions de deniers d'octroi. Il seroit trop long de faire l'énumération de tous les Pasteurs âgés ou indisposés, dont les Synodes Nationaux ont pris soin, pour faire en sorte que l'on les assistât selon leurs necessitez. Il sera bon seulement de remarquer, que ce soin des Synodes en faveur des Pasteurs déchargés pour leurs infirmités, a passé jusques-là, que le Synode de Tonneins 1614. ayant su que quelque Province avoit diminué de la pension qui lui avoit été accordée en faveur d'un Pasteur déchargé; La Compagnie enjoint à ladite Province de lui restituer le passé, & lui laisser l'entière jouissance pour l'avenir: déclarant qu'elle entend que cet ordre soit désormais gardé, tant pour lui que pour tous autres de semblable condition; sans que les Provinces en puissent disposer autrement. Le même Synode en la personne d'un autre Pasteur qui se

plai-

plaignoit de ce que sa Province l'avoit chargé des frais communs avec les autres, pour le recouvrement des deniers d'octroi à proportion de la part qui lui écheroit. La Compagnie entend que ladite Province lui laisse à l'avenir sa portion toute franche. Et depuis cela, les Synodes assignans quelque portion desdits deniers aux Pasteurs déchargez, déclarent qu'elle sera franche, comme il apert par le Synode d'Alez 1620. au sujet d'un Pasteur de Provence.

Et non seulement les Synodes Nationaux ont eu soin des Pasteurs tombez dans quelques longues indispositions, au sujet desquelles ils ont été déchargez, mais encore de ceux qui ont été visitez de quelque maladie considerable, & même ont eu des pertes, & ont été obligez de faire quelques dépenses extraordinaires, comme cela se voit au Synode d'Alençon 1637. en la personne d'un Pasteur du Vivarets. Et au Synode de Castres 1626. qui avance 100. livres à un Pasteur déchargé du bas Languedoc, qui est encore recommandé à la charité de sa Province au sujet de sa disette. Le même Synode avance 300. livres à un autre Pasteur dans sa grande nécessité. Chose semblable se fait au Synode de Charenton 1644. Et le Synode de Loudun 1659. loue la charité de quelque Eglise envers un Pasteur déchargé, & ordonne pour un autre, que la subvention de trois cens livres; qui lui étoit faite, soit portée jusqu'à quatre cent.

CONFORMITE.

La vieillesse & les maladies n'étant pas des sujets légitimes de Déposition, c'est avec raison qu'on les excepte ici du nombre des choses pour lesquelles on a accoutumé de dégrader les Evêques & les Pasteurs, & de les remettre au rang des Laïques dont ils étoient auparavant distinguez. Pour ce qui est de la vieillesse, il est certain que dans la primitive Eglise, quand un Pasteur étoit fort avancé en âge, & qu'à cause de cela il ne pouvoit pas fournir à toutes les fonctions de son Ministère, on en choisissoit quelqu'autre pour le soulager, mais en lui conservant l'honneur de la Charge & l'entretien nécessaire. C'est ainsi qu'on en usa environ le commencement du 3. Siècle envers Narcisse Evêque de Jérusalem âgé de 116. ans; car on lui donna, par le consentement des Evêques voisins, Alexandre qui avoit été Evêque en Cappadoce, pour l'aider à soutenir le poids de ce pesant fardeau. Ce fut par ce même principe que Theotecnus Evêque de Césarée de Palestine consacra Evêque un certain Anatolius, avec lequel il partagea les soins de son Diocèse, qu'ils gouvernèrent tous deux ensemble pendant quelque tems. Ce sont les deux plus anciens exemples des Coadjuteurs des Evêques, comme on parle aujourd'hui, ils furent établis d'abord pour soulager les Pasteurs, qui pour leur grande vieillesse ne pouvoient pas remplir tous les devoirs de l'administration Pastorale; mais depuis ce tems là la faveur & l'ambition ont eu plus de part à l'établissement de ces Coadjuteurs, que la nécessité; bien que le Concile d'Antioche de l'an 341. l'ait expressement défendu dans le Canon 23. Ce que S. Augustin ignoroit quand Valère en fit son Coadjuteur, & le désigna son Successeur, comme le remarque Possidius dans le chap. 8. de sa vie, où il prend, si je ne me trompe, le Concile d'Antioche pour celui de Nicée, dont le 4. Canon prescrit simplement la manière de la promotion des Evêques, au lieu que le

*Ensch.
Hist. Eccl.
lib. 6. cap.
11.*

*Id. ib. lib.
7. cap. 32.
p. 288.*

23. d'Antioche défend positivement à un Evêque de s'établir un Successeur, & par même moyen un Coadjuteur.

Je viens aux maladies, & autres accidens semblables; pour lesquels nous n'estimons pas qu'on puisse déposer un Ministre: nous ne trouvons pas à la vérité dans les premiers siècles de l'Eglise aucun règlement sur ce sujet; parce que vraisemblablement personne ne s'avisait alors de contester à un Pasteur qui ne pouvoit à cause de quelque maladie vaquer aux fonctions de sa Charge, personne, dis-je, ne s'avisait de lui contester ni le nom ni la qualité de Pasteur, non plus que les choses nécessaires à sa subsistance. Du tems de Grégoire I. les choses ayant apparemment changé de face à cet égard, ce

T. 2. Pag. Prêlat fit une Constitution, qui se trouve encore dans le livre 11. de ses Lettres indiction 6. epist. 7. & 8. par laquelle il ordonne qu'on pourvoira d'un Coadjuteur l'Evêque, qui par maladie ne sçauoit prendre soin de son Troupeau, qui ne laissera pas d'être obligé de l'entretenir comme auparavant. C'est

Ibid. l. 7. à peu près ainsi qu'il en use envers l'Evêque de Rimini, qu'une très grande *Ind. 2. ep.* douleur de tête rendoit par sa propre confession incapable des fonctions Episcopales: c'est pourquoi il demanda d'en être absolument déchargé, afin qu'on

49. pag. j en mit un autre en sa place, ce qu'on n'eût pu faire sans son consentement, *886.* mais seulement lui donner un Coadjuteur. Les Evêques de France en usèrent autrement envers Heriman ou Herman Evêque de Nevers, qui étoit travaillé d'une extrême douleur de tête, mais il leur résista fortement aussi bien qu'à Vuenilon Evêque de Sens son Métropolitain; car ils en vouloient mettre un autre en sa place malgré lui; mais en ayant écrit au Pape Nicolas I. *Supplém. Concil.* l'an 862. de notre Seigneur, il improuva ce qu'ils avoient fait à cet égard, *Gall. pag. 166.* érudant avec adresse la question qu'ils lui avoient proposée touchant la Décretale supposée de Melchiades.

T. 3. Conc. Dans l'Appendice qui est à la fin des Lettres de Loup Abbé de Ferrières de *Gall. an. 862. pag.* la dernière édition, il y a une Lettre d'Innocent III. à l'Archevêque de Tours, *187. 188.* écrite l'an 1209. par laquelle il veut qu'on oblige l'Evêque de Périgueux à céder l'Episcopat à un autre, parce qu'il étoit inutile & incapable de s'acquitter de cet emploi, & que de plus il dissipait les biens de l'Eglise, bien qu'il estime que la première cause fust pour la cession. Mais Innocent VI. l'an 6. de son Pontificat, c'est à dire environ l'an 1360. de notre Seigneur, écrit à Gerlac Archevêque de Mayence de donner un Coadjuteur à Salvien Evêque de Vuornes, à cause de son grand âge & de son infirmité, sans laisser au Coadjuteur aucune espérance de lui succéder après sa mort; la Lettre se trouve dans le même Appendice.

Apud Be- Marc Patriarche d'Alexandrie ayant demandé à Balfamon celebre Canoniste *scrip. an-* Grec, qui vivoit à la fin du 12. Siècle, si un homme manchot, ou qui n'au- *not. in* roit qu'un œil, seroit digne de la dignité Sacerdotale, & s'il seroit permis à *Can Ap.* celui qui après son Ordination auroit été mutilé en quelque partie de son corps, *tom. 2.* de faire le Service divin, ou non. Balfamon après avoir allégué, pour résoudre *Pand. q.* la difficulté qu'on lui proposoit, les Canons 77. & 78. de ceux qui portent *P. 37.* le nom des Apôtres, il ajoute qu'on ne doit pas établir dans les Charges Ecclesiastiques ceux qui à cause de leurs maladies & de leurs infirmités sont incapables d'en faire les fonctions; mais pour ceux qui depuis leur Ordination sont

sont tombez dans quelque incommodité, il déclare que si cette incommodité ne les empêche point de vaquer à l'exercice de leur vocation, il leur est permis de s'y employer & de célébrer les divins Offices; mais si l'incommodité est telle qu'elle les empêche, il veut qu'ils cessent d'en faire l'exercice, mais qu'on leur conserve l'honneur & la Dignité avec la jouissance des choses nécessaires à leur subsistance. Matthieu Paris remarque dans son Histoire d'Angleterre sur l'an 1095. que Lanfranc Archevêque de Cantorbery dans un Synode qu'il tenoit à Vuellminster l'an 1075. jugea que l'ignorance de la Langue Françoisse en un Evêque, avec l'incapacité d'assister aux Conseils du Roi, étoit une juste cause de Déposition; & c'est là-dessus qu'il fonda celle de Vulfstan Evêque de Vuorchester. Qu'on juge par là du génie de ce Prélat, & qu'on ne s'étonne plus de ce que la doctrine de la Transsubstantiation, qu'il défendoit avec tant de chaleur, fit tant de progrès, au préjudice de l'ancienne foi de l'Eglise en un tems si peu éclairé.

Au reste, le Lecteur sçaura s'il lui plaît que les anciens Canons ne mettoient pas les Incommoditez des Démoniaques, & de ceux qui étoient tourmentez par l'esprit malin, au rang de celles pour lesquelles il n'étoit pas permis de déposer les Pasteurs; au contraire, ils éloignoient des Ordres Ecclesiastiques tous ceux qui en étoient atteints, ou s'ils y étoient déjà promûs, on les en ôtoit, comme il paroît par le Canon 29. du Concile d'Elibéri en Espagne, assemblé l'an 305. de Jesus Christ, par le 16. du 1. Concile d'Orange de l'an 441. dans *l'1. Conc. pag. 235.* le 1. Tome des Conciles de France, par le 13. de l'11. de Tolède de l'an 675. Tom. 4. Concil. pag. 825. C'est à quoi revient encore ce que le Pape Gélase I. écrit aux Evêques de Lucanie à la fin du 5. Siècle cap. 21. Tom. 3. Concil. pag. 636. On peut ajouter à tous ces témoignages la Distinction 33. de Gratien cap. 3. & 4.

XLIX.

Les vices scandaleux, punissables par le Magistrat, comme meurtre, crime de leze Majesté, & autres qui redonderont au grand deshonneur & scandale de l'Eglise, meritent que le Ministre soit déposé, encore qu'ils eussent été commis, non seulement avant son élection, mais du tems même de son ignorance: & ce au cas que demeurant au Ministère, il apporte plus de scandale à l'Eglise, que d'édification, de quoi les Synodes connoîtront.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559. qui ajoute seulement que les autres vices, non scandaleux, sont remis à la prudence & au jugement du Synode Provincial.

Les dernières paroles, Au cas que demeurant au Ministère, &c. jusqu'à la fin, ont été ajoutées au Synode de la Rochelle 1571.

CONFORMITE.

Saint Paul, qui prescrit à son Disciple Timothée les qualitez que doit avoir un bon Pasteur, desire entr'autres choses qu'il soit *irréprehenfible*: les premiers Chrétiens marchant sur les traces de ce grand Apôtre, ont toujours éloigné avec soin des Charges Ecclésiastiques ceux dont la réputation n'étoit pas bien établie, sur tout les vicieux & les scandaleux, qu'ils n'y admettoient jamais; & ils étoient même si sévères, que quand ils découvroient après l'Ordination de quelqu'un qu'il avoit commis quelque grand péché avant sa promotion, par exemple le péché de fornication ou d'adultère, on lui infligeoit une peine qui étoit en quelque maniere proportionnée à la grandeur de sa faute; mais beaucoup moindre pourtant que s'il l'avoit commise depuis son Ordination. Le Concile de Néocésarée, qui fut convoqué, à ce que l'on croit, l'an 314. de notre Seigneur, & dont les Decrets font partie du Code des Canons de l'Eglise Universelle, ce Concile nous instruit suffisamment de ces deux choses que je viens de toucher: car dans le Canon 9. il interdit la célébration des divins Myfteres, à celui qui aura confessé, ou qui aura été convaincu d'avoir péché en son corps avant sa promotion, lui permettant néanmoins, en considération de ce qu'il vit bien depuis son établissement dans l'Ordre de la Prêtrise, d'en faire les autres fonctions: mais dans le premier, les Pères déposent entierement le Prêtre qui aura commis fornication ou adultère, c'est à dire depuis sa promotion aux Ordres sacrez. Le Concile de Valence en Dauphiné exclut l'an 374. par son 4. Canon, des Dignitez de l'Eglise, les Diacres, les Prêtres, & les Evêques, qui déclarent dans le tems de leur Ordination qu'ils sont coupables de quelque crime qui mérite la mort: & celui d'Orleans de l'an 511. & le premier de ceux qui ont été tenus en ce lieu-là, dépose & excommunie dans le 9. Canon le Diacre ou le Prêtre qui aura commis quelque crime Capital; Ordonnance que le Synode d'Epaune renouvelle dans le Canon 22. l'an 517. dans le même Tome des Conciles de France. La rigueur de l'ancienne Discipline est même allée jusques là que de suspendre le Prêtre qui a été accusé de quelque mauvaise action par le peuple qui a été commis à ses soins, bien que l'Evêque n'ait pu prouver la chose par des témoins légitimes; & la suspension devoit durer jusqu'à ce qu'il eût dignement satisfait, c'est à dire, jusqu'à ce que son innocence paroisse à ceux qui l'avoient crû coupable. Nous l'apprenons du moins ainsi d'un fragment d'un Concile de Lérida en Espagne, assemblé, selon la commune opinion, l'an 524. de Jesus Christ. Ceux qui sont convaincus de quelque mauvaise action, sont exclus des Ordres sacrez par le Canon 61. des Apôtres.

Mais parce qu'en examinant l'article 47. nous avons remis à traiter des vices scandaleux dont il y est fait mention, quand nous considérerions celui-ci & les suivans, il faut nécessairement que nous disions quelque chose de chacun. Le Concile de Lérida, que je viens de citer, ordonne dans le même lieu de déposer ceux qui seront convaincus de fausseté, de parjure, de larcin, de fornication, & de tels autres crimes, sous lesquels on peut comprendre l'ivrognerie, & la batérie digne d'être punie par les loix, deux vices qui sont encore

T. 1. Conc.
Gall. pag.
19.

Ibid. p.
180.

T. 3. Conc.
p. 817.
c. 10.

core exprimez dans cet Article 47. de nôtre Discipline, sans toucher au Canon 55. du Synode de Laodicée, qui défend aux Ecclesiastiques de faire des festins où chacun contribuë son écot & sa portion, ni au 24. qui leur interdit l'entrée du Cabaret. Le Concile d'Epaune, qui a été allégué ci-dessus, met *le faux témoignage au rang des crimes Capitaux, pour lesquels il veut qu'on dépose les Pasteurs.* Le 3. d'Orléans de l'an 538. parle de l'adultère, du larcin, de la fausseté, du parjure, ou faux témoignages dans les Canons 7. & 8. Tom. 1. Conc. Gall. & le 42. des Apôtres dépose formellement pour le jeu & pour l'ivrognerie; & le 25. pour les mêmes péchez que le 3. d'Orléans, & le 54. prive de la Communion celui du Clergé qui sera surpris mangeant dans le Cabaret, si ce n'est qu'en voyageant il loge par nécessité dans l'Hôtellerie, & le Canon 19. du 4. Concile de Tolède de l'an 633 exclut du Ministère de l'Eglise ceux qui sont tachez de quelque crime, ou qui portent quelque note d'infamie.

Can. 13.
cum 22.

Pour ce qui regarde la Simonie, qui selon nôtre Discipline mérite la déposition, S. Basile n'a pas eu d'autre sentiment, comme il le témoigne dans la lettre qu'il écrit aux Evêques de son Diocèse, & qui dans la nouvelle édition qu'on a faite en Angleterre il y a quatre ans des Epîtres Canoniques des saints Pères fait le Canon 91. de ce saint Docteur. Le second Canon du Concile de Calchédoin condamne sans rémission toutes les Ordinations Simoniaques, & dépose tant celui qui donne que celui qui reçoit l'Ordination pour de l'argent, & ne traite même pas plus favorablement les entremetteurs de ce sale trafic & de ce honteux commerce. Le 29. des Canons qu'on attribué aux Apôtres est conçu en ces termes: *Que l'Evêque, le Prêtre, ou le Diacre, qui a obtenu cette Dignité par argent, soit déposé, avec celui qui lui a imposé les mains, & retranché de la Communion.* Il y a une infinité d'autres Canons qui ne sont pas plus favorables à ceux qui mettent à prix une grace qui ne peut être vendue ni estimée, comme parlent les Pères de Calchédoin.

Les brigues que nos Réformateurs condamnent, & sous lesquelles ils comprennent l'appui & la faveur des personnes considérables, dont le crédit & la recommandation contribuent à la promotion de quelqu'un, les brigues dis-je sont aussi prohibées par l'ancienne Discipline: S. Chrysostome les condamne hautement dans sa troisième Homélie sur le chap. 1. du livre des Actes des Apôtres. S. Jérôme n'en fait pas moins dans ses Commentaires sur le chap. 1. de l'Epître à Tite. Le Pape Hormisdas dans sa Lettre 25. aux Evêques d'Espagne, marche sur les traces de ces deux illustres Ecrivains. Grégoire I. en une infinité d'endroits de ses Ecrits, défend de conférer les Ordres & de promouvoir aux Charges de l'Eglise par des motifs de faveur & de considération pour les personnes de qualité; c'est ainsi qu'il s'en explique dans les Lettres 22. & 48. du second livre, dans la 56. du quatrième, dans la 5. du septième, & dans la 50. du neuvième. On peut ajouter à tous ces témoignages, ce qu'il en écrit dans l'Homélie quatrième sur les Evangiles, & dans son Explication Morale sur Job: le Canon 30. de ceux qui portent le nom des Apôtres est formel là dessus: *Si un Evêque emploie les Puissances du siècle pour avoir une Eglise, qu'il soit déposé, & privé de la Communion, avec tous ceux qui ont communication avec lui.* L'onzième Canon du 5. Concile

T. 3. Conc.
p. 757.

l. 9. c. 17.
& l. 12.
c. 25.

T. 1. Conc.
G II. p.
280.

d'Orléans de l'an 549. prescrit quelque chose de semblable.

La Batterie & la violence, dont les suites sont quelquefois funelles, sont punies par la déposition dans le Canon 65. des Apôtres. *Si quelqu'un du Clergé, ayant debat avec un autre, lui donne un coup dont il meure, qu'il soit déposé, à cause de sa promptitude & de son emportement; & le 27. assujettit à la même peine les batteurs en général.*

L'Ancienne Discipline dépose les Ecclesiastiques usuriers, aussi-bien que la nôtre, comme il paroît par le Canon 17. du premier Concile de Nicée, qui menace formellement de cette peine tous ceux du Clergé qui tomberont dans ce péché, après la définition & la défense de ce grand Synode. On peut ajoûter à ce Canon le 4. du Concile de Laodicée, bien qu'il ne soit pas si exprès ni si positif: le 44. des Apôtres est formel là-dessus.

Le crime de Lèze-Majesté n'a pas été oublié dans nôtre Discipline, puis qu'il fournit une juste & plus que suffisante cause de déposition: *Si quelqu'un, dit le Canon 84. des Apôtres, si quelqu'un injurie le Roi ou le Prince, qu'il soit puni; s'il est du Clergé, qu'il soit déposé; & s'il est Laïque, qu'il soit excommunié.*

Quant à la desertion des Troupeaux que les Pasteurs laissent sans congé, elle est punie de la même peine par le 3. Canon du Concile d'Antioche de l'an 341. & par le 10. & 20. de celui de Calchédoine. Reste à dire quelque chose du schisme, qui est d'ordinaire accompagné de rebellion contre l'ordre Ecclesiastique, & du mépris des avertissemens & des remontrances qui sont faites aux auteurs de ces partialitez & de ces divisions, par ceux qui en ont le droit & le pouvoir. Le 6. Canon du Concile de Gangres dans la Province de Paphlagonie, convoqué l'an 325. de Jesus Christ, ou à mon avis bien plus tard, contient ce Decret. *Si quelqu'un fait des assemblées particulieres hors de l'Eglise, & si par mépris de l'Eglise il entreprend de faire ce qu'on ne doit pas faire ailleurs que dans l'Eglise, sans avoir même un Prêtre du consentement de l'Evêque, qu'il soit anathème.* Le 31. des Canons qui portent le nom des Apôtres prononce Sentence de déposition contre un Prêtre qui méprisant son Evêque, quoi qu'il n'ait rien fait indigne de la justice & de la piété, fait des assemblées à part, & dresse Autel contre Autel, parce qu'en agissant de cette maniere, il fait paroître sa tyrannie & son ambition: Il est vrai qu'il veut qu'on l'avertisse trois fois avant que de le dégrader. Le 5. Canon du Concile d'Antioche est trop beau pour ne le pas rapporter ici. *Si un Prêtre, dit-il, ou un Diacre, méprisant son Evêque, & se séparant lui même de l'Eglise, fait une congrégation à part, & dresse un Autel, & n'écoute point son Evêque quand il le rappelle, ni ne se met en état de lui plaire & de lui obeir à la première ni à la seconde fois qu'il l'appelle, qu'il soit absolument déposé, sans qu'il puisse trouver rémede à son mal, ni reprendre sa place & sa dignité; & s'il continué à exciter des troubles & des séditions dans l'Eglise, qu'il soit puni par le bras séculier comme un séditionnier.* Le premier Concile Oecuménique de Constantinople de l'an 381. employe son 6. Canon contre ceux qui tâchent de confondre & de renverser l'Ordre Ecclesiastique: Et le 1. du premier Concile d'Ephèse, assemblé l'an 431. de nôtre Seigneur, prive de tout pouvoir sur les Evêques de la Province, & de toute Communion Ecclesiastique, le Métropoli-

politain qui en se séparant du sacré Synode Oecuménique, a adhéré ou adhérera au conseil & à l'assemblée de l'Apostasie & de la révolte; le déclare de plus incapable d'exercer aucune charge, l'assujettit à tous les Evêques de la Province, & à tous les Metropolitains voisins qui font profession de la foi Orthodoxe; & pour accroître sa peine, il le dégrade de l'Épiscopat. On pourroit peut-être joindre à ce Decret les Canons 3. 4. & 5. du même Concile.

Quoi qu'il en soit, la rébellion & le mépris des remontrances, qui sont d'ordinaire inséparables du Schisme & de la Division, ne trouvoient pas dans la Discipline des Anciens Chrétiens un traitement plus doux que dans la nôtre, puis qu'après deux ou trois avertissemens & citations, on procédoit, comme nous avons déjà vu, à la dégradation des Ecclesiastiques opiniâtres & rebelles. C'est ainsi qu'on en usa envers Nestorius, qui fut cité trois fois avant que d'être condamné, comme cela se justifie par les Actes du 1. Concile d'Ephèse. C'est encore le procédé qu'on tint envers Macaire Evêque d'Antioche Monothélite vers la fin du 7. Siècle, dans le 6. Concile Oecuménique, convoqué à Constantinople par l'Empereur Constantin Pogonat ou le Barbu, & l'on peut dire que c'étoit la pratique ordinaire de l'Eglise. Le Canon 74. des Apôtres s'en explique fort clairement; car il ordonne que quand un Evêque sera accusé, les Evêques l'appelleront, & que s'il se présente, & qu'il confesse ou qu'il soit convaincu du péché dont on l'accuse, ils décréteront contre lui la peine qu'il aura méritée; mais si étant appelé il ne comparoit pas, il veut qu'on envoie deux Evêques pour le citer une seconde fois; & s'il fait encore défaut, qu'on en envoie encore deux pour l'appeler une troisième; & si par mépris & rébellion il ne se présente après ces trois sommations, il autorise le Synode de prononcer contre lui ce qu'il jugera à propos, de peur qu'en fuyant le jugement, il ne semble avoir gagné sa cause.

J'avois oublié à dire un mot des danses & autres dissolutions qui sont défendues à nos Ministres dans l'Article 47. qui est très conforme au Canon 54. du Concile de Laodicée, sur tout si l'on considère aussi le 53.

L.

Si un Ministre est convaincu de crimes énormes & notoires, il sera promptement déposé par le Consistoire, y apellant le Colloque, ou à faute d'icelui deux ou trois Pasteurs non suspects. Et en cas que le Ministre delinquant se plaigne du témoignage & de la calomnie, ce fait sera rapporté au Synode Provincial; s'il a prêché doctrine heretique, il sera promptement suspendu par le Consistoire, le Colloque, ou deux ou trois Ministres appelez pour cela, comme dessus, en attendant que le Synode Provincial en ait défini, & toutes sentences de suspensions, pour quelque cause que ce soit, tiendront nonobstant apel, jusqu'au jugement définitif.

OBSERVATIONS.

Cet article est encore du Synode de Paris 1559.

Le Synode de Nîmes 1572. après ces mots, s'il a presché doctrine heretique, ajoute ceux-ci, & la soutient opinialement.

Ces dernières paroles, & toutes sentences de suspensions, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1607.

Quant aux procédures qui se doivent tenir à l'endroit d'un Pasteur accusé, quelques uns se persuadant qu'il falloit plus de deux ou trois témoins pour le condamner, le Synode de Tonneins 1614. sur la demande de la Province de Dauphiné, si ce nombre suffit, tant contre un Pasteur, que contre un Ancien, pour rendre le témoignage valable, juge, que la chose est sans aucune difficulté.

CONFORMITÉ.

Bien que cet Article se trouve déjà expliqué par tout ce que j'ai dit sur le précédent, je ne laisserai pas d'ajouter encore quelque chose pour un plus grand éclaircissement; je dis donc qu'on en usa ainsi à l'égard de Paul de Samosate Evêque d'Antioche, qui étant convaincu d'hérésie fut promptement déposé, comme nous l'apprenons d'Eusèbe. Le Canon 25. des Apôtres ordonne d'infliger la même peine aux Evêques, aux Prêtres & aux Diacres qui seront convaincus de fornication, de parjure & de larcin; & un Concile de Lérida, dont nous avons déjà parlé, n'agit pas avec plus de douceur contre les Ecclesiastiques convaincus de péchez énormes & crians, alléguant pour raison que ces personnes vicieuses sont en scandale au peuple de Dieu. Le second Concile de Séville de l'an 619. desire dans le Canon 6. que cela se fasse par l'autorité du Synode, à qui il renvoye de même que nôtre Discipline le jugement définitif de ces dépositions. Tom. 4. Concil. pag. 559.

*Hist. Eccl.
l. 7. c. 29.
30.*

*T. 3. Conc.
p. 817.
c. 10.*

LI.

Les causes de la déposition ne seront pas déclarées au peuple, si la nécessité ne le requiert, de laquelle ceux qui auront jugé de ladite déposition connoîtront.

OBSERVATIONS.

Cet article est aussi du Synode de Paris 1559.

CONFORMITÉ.

Ce règlement à l'égard des Ministres déposés est semblable à celui du Pape Leon I. à l'égard de ceux qui étoient dans la pénitence publique; car ayant appris qu'en divers endroits de l'Italie les Evêques faisoient reciter publiquement les péchez de ceux qui devoient faire pénitence, il condamne cette pratique,

Ep. 80.

tique, & défend expressement d'en user de cette maniere à l'avenir; & long-tems avant Leon, S. Basile déclare que les Pères avoient défendu de notifier *Ep. can. c. 34.* au peuple les femmes coupables d'adultere, ou par leur propre confession, ou après en avoir été convaincues.

LII.

Les Synodes Nationaux seront avertis par les Provinciaux, de ceux qui seront déposés, afin de ne les recevoir.

OBSERVATIONS.

An Synode de la Rochelle 1571. il fut dit, que les Provinces feroient averties, l'une par l'autre, de la déposition des Ministres, afin que les déposés ne soient reçus dans les autres Eglises.

Depuis l'article fut couché tel qu'il est à present au Synode de Vitré 1583.

An Synode d'Aléz 1620. il est porté, que, d'autant qu'il se peut faire qu'en la corruption du siecle quelqu'un étant déposé en un Colloque, ou en une Province, s'ingere en une autre pour prescher, avant que le Synode National se tienne, par lequel toutes les Eglises puissent être averties de ladite déposition. Le Synode exhorte les Pasteurs & les Consistoires de n'admettre legerement à la Chaire aucun d'une autre Province, s'ils n'en ont une ample connoissance. Et quant aux revoltés, ils seront promptement publiés & notifiés par les Pasteurs des lieux où est venu la revolte, afin qu'on ne soit surpris par eux.

CONFORMITE.

Dans la primitive Eglise, quand quelque Pasteur avoit été déposé, on en donnoit avis à toutes les Eglises, afin que chacun fût averti de ne le pas recevoir: Suivant cela, après que le Synode d'Antioche eut déposé dans le 3. Siècle Paul de Samosate à cause de son hérésie, il écrivit une belle & grande Lettre à tous les Evêques, & à toutes les Eglises généralement, pour les informer pleinement de tout ce qui s'étoit passé en la condamnation de cet Hérétique. *Ensch. Hist. lib. 7. c. 30.* Alexandre Evêque d'Alexandrie ayant condamné Arius & ses adhé-
rants, il en écrivit pareillement à tous les Evêques de l'Eglise Catholique, afin, leur dit-il, *Socrat. Hist. Eccl. lib. 1. c. 6. p. 13. ult. edit.* que vous ne les receviez pas, si par aventure ils avoient l'audace d'aller vers vous, & que vous n'ajoutiez point de foi à ce qu'Ensebe ou quel-
qu'autre vous pourra écrire en leur faveur. Saint Hilaire, Evêque de Poitiers, nous apprend dans ses Fragmens que les Evêques Occidentaux assemblés à Sir-
mum l'an 350. de notre Seigneur, ayant frappé d'Anathême l'Hérétique Pho-
tin, ils envoyèrent aux Orientaux le Decret de sa condamnation, pour les in-
former, selon la coutume, de ce qu'ils avoient fait contre lui. Theodoret nous a conservé dans son Histoire Ecclesiastique la Lettre d'un Concile des
Evêques de l'Illyrie, écrite environ l'an 370. par laquelle entr'autres choses ils
informent les Eglises de Dieu & les Evêques du Diocèse d'Asie, de la Dépo-
lib. 4. c. 9.

T. 3. Conc.
pag. 468.

sition de quelques Ecclesiastiques infectez de l'impieté d'Arius, dont ils expriment les noms. Suivant cela, les Pères de Calchédoine disent dans la Relation aux Empereurs, que le Synode de Sardique avertit les Orientaux de ce qu'il avoit fait contre les restes d'Arius, comme les Orientaux s'en formèrent ceux d'Occident de leur Decret contre Apollinarius. On alloit même plus avant, car on publioit ces sentences de Dépositions dans les Eglises qui en avoient été averties; en effet, S. Augustin dans son 3. Livre contre Petilien, chap. 39 fait mention d'un Diacre nommé Splendonius qui fut déposé dans les Gaules, & dont le Decret de sa dégradation fut publié dans les Eglises d'Afrique, après qu'elles en eurent été averties par les Prélats qui l'avoient condamné.

LIII.

Les Ministres déposez pour crimes qui meritent peine capitale, ou qui portent note d'infamie, ne pourront être remis en leurs charges, quelque reconnoissance qu'ils fassent. Quant aux autres fautes plus legeres, après la reconnoissance, ils pourront être remis par le Synode National, toutefois pour servir à une autre Eglise, & non autrement.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1571. Mais au lieu qu'il y avoit dans ledit article ces mots, par le Synode National, il fut dit au Synode de Vitre 1583. que l'on mettroit ceux-ci, par le Synode Provincial.

Et au Synode de Montauban 1594. sur l'avis demandé par la Province du bas Languedoc, touchant les Ministres, qui ayant été déposez, auroient toutefois depuis conversé honnestement, sans donner aucun scandale, & même un long tems s'étant passé depuis leur déposition, s'il est permis de les employer à prescher, & administrer les Sacrements, après avoir été rétablis au Ministère, en la Province même où ils auroient été déposez. A été avisé qu'il n'est pas expedient, vu même que cela est contraire à la Discipline.

C O N F O R M I T É.

Le Canon 28. de ceux qu'on a supposé aux Apôtres ordonne de retrancher entierement de la Communion de l'Eglise, l'Eveque, le Prêtre ou le Diacre, qui ayant été déposé pour des crimes notoires, a néanmoins l'insolence de reprendre le Ministère qui lui avoit été confié. Le 4. du Concile d'Antioche ne lui laisse aucune espérance de rétablissement, non pas même la liberté de se défendre & de plaider sa cause dans un autre Synode. Le Canon 5. ne traite pas plus favorablement les rebelles & les schismatiques; le 14. & le 15. confirment le jugement du Synode de la Province, si ce n'est que les avis fussent partagés, auquel cas ils prescrivent d'appeler d'autres Juges de quelque Province voisine. Le 29. du Concile de Calchédoine parlant des Evêques, qui du degré de l'Episcopat sont descendus à celui du Presbyteriat, il déclare que

que s'ils sont condamnés pour de justes causes, ils ne sont pas même dignes de l'honneur de la Prêtrise. On pourroit peut-être rapporter à ce même règlement les Canons qui défendent de recevoir à la Communion, dans une Eglise ou dans une Province, ceux qui auront été excommuniés en une autre, comme le 5. du 1. Concile de Nicée, le 6. de celui d'Antioche, le 32. des Apôtres, & plusieurs autres.

Après tout, la constitution de notre Discipline, que nous examinons, donne pouvoir aux Synodes de rétablir ensuite d'une juste reconnaissance ceux qui auroient été déposés pour des fautes plus légères, mais pour servir dans une autre Eglise, qui est en substance un des Decrets du Concile de Lérida, que nous avons cité plusieurs fois; il y a quelque chose d'approchant dans le Canon 21. du Concile *in Trullo*, à la fin du 7. Siècle. Tom. 5. Concil. pag. 329. *T. 3. Conc. p. 817. c. 10.*

LIV.

Les coureurs, c'est à dire, ceux qui n'ont aucune vocation, & qui s'ingèrent au Ministère, seront reprimés. Et tout ce que les Synodes Provinciaux en ordonneront, quant à l'interdiction du Ministère, aura la même force que si le National l'avoit ordonné.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Poitiers 1560. article 6.

On peut rapporter à cet article ce que le Synode de Montauban 1594. a arrêté, qu'un Ministre suspendu ne pourra faire les prières publiques.

CONFORMITE.

On peut appliquer commodément à cet Article le Canon 6. du 1. Concile Oecumenique de Constantinople, puis qu'il a été fait contre ceux qui tâchent de confondre & de renverser l'Ordre Ecclesiastique. L'an 752. il se tint un Concile à Verberie ou Verberri en Valois (c'étoit une Maison Royale dans le Diocèse de Soissons près de Compiègne) dont le Canon 14. est contre les Evêques coureurs & vagabonds. Le 22. de celui de Mayence de l'an 813. dans le même Tome pag. 281 regarde encore les Coureurs; de même que le 101. du Synode d'Aix la Chapelle de l'an 816. la même pag. 376. Et enfin le 5. du second Concile de Toul qui tint à Toul dans ce Diocèse l'an 860. par l'ordre de Charles le Chauve & de Lothaire. On peut ajoûter à tous ces Canons le 13. du Synode de Vernon, sous Pepin l'an 755. Tom. 1. Concil. Gall. pag. 31. *T. 2. Conc. Gall. p. 162. ibid. p. 162.*

LV.

Ceux qui seront déclarés coureurs, Apostats, hérétiques, schismatiques, seront dénoncés par toutes les Eglises, afin qu'elles s'en don-

donnent garde, & la liste en sera portée des Synodes Provinciaux aux Nationaux.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode de Lion 1563. article 5.

Quant à ces dernières paroles, & la liste &c. jusqu'à la fin, elles furent ajoutées au Synode de Vitry 1583. aussi bien que le mot d'Apostats.

Ce règlement fut pris au Synode de Vertueil 1567. article 1. Que nul ne seroit mis au rang des coureurs, sans l'autorité du Synode National, que premierement les Eglises voisines n'ayent procédé selon l'ordre reçu à l'encontre d'iceux, & fait tout devoir de les contenir. Et sera fait rolle desdits Coureurs séparé du corps des articles des Synodes. Ce qui a été depuis très-exactement observé en tous les Synodes suivans.

CONFORMITE.

Ce que nous avons dit sur l'Article 52. convient très bien à celui-ci, c'est pourquoi il n'est pas nécessaire de le répéter.

LVI.

Ceux qui auront été mis au rang des coureurs, par l'avis du Synode National, ne pourront être rayez, sinon par un autre National.

OBSERVATIONS.

Cet article fut ainsi dressé au Synode de Vertueil mil cinq cens soixante & septe.

CONFORMITE.

Il n'y a rien dans ce règlement qui ne soit conforme à la disposition des anciens Canons, qui renvoyent d'ordinaire aux Synodes la décision des différens, afin qu'étant terminéz par cette voye, tout le monde acquiesce à ces décisions, particulièrement lors qu'elles venoient des Synodes de tout le Diocèse, qui comprenoit plusieurs Provinces, & auxquels répondent nos Nationaux; cela paroît par plusieurs Canons des Conciles de Nicée, d'Antioche, du 1. de Constantinople, & d'autres. Le 22. du Concile de Mayence, que nous avons allégué sur l'Article 54. remet expressement au jugement du Synode la question des Ecclesiastiques Coureurs.

LVII.

Ceux qui s'ingerent au Ministère dans les Provinces, & dans les lieux où déjà le pur Ministère sera établi, seront avertis suffisamment de

de desister, &c, au cas qu'ils persévèrent, ils seront déclarez schismatiques, comme aussi ceux qui les suivront, si après le même avertissement ils ne les quittent.

OBSERVATIONS.

Le Synode de la Rochelle 1571. ajoute le mot de Province à celui de lieux.

CONFORMITE'.

Personne, dit l'Apôtre, ne se doit attribuer l'honneur du Ministère, à moins qu'il n'y soit appellé légitimement. C'est donc avec raison que les Auteurs de notre Discipline veulent qu'on réprime la témérité de ceux qui s'ingèrent dans le Ministère sans vocation, & dans les Provinces & lieux où le véritable Ministère est établi; C'est dans cette vûë que l'Auteur des prétendues Constitutions Apostoliques défend aux Laïques de faire aucune fonction du sacré Ministère de l'Eglise, comme de baptizer, de célébrer l'Eucharistie, & d'imposer les mains, & déclare que ceux qui l'entreprendront sans y être appelez, seront punis du supplice d'Ozias. C'est par ce même motif que les anciens Canons défendent aux Evêques à peine de déposition, de rien entreprendre hors de leurs Diocèses, & d'y faire des Ordinations au préjudice de leurs confrères; c'est justement ce que porte le 35. des Apostres. On y pourroit joindre le 12. Le 16. du premier Concile de Nicée dit quelque chose d'approchant; le 8. du 1. Concile d'Ephèse de l'an 431. est plus formel; car à l'occasion des usurpations que l'Evêque d'Antioche faisoit sur l'Isle de Chypre, les Pères ordonnent que chaque Province jouïra de ses privilèges, & défendent aux Evêques d'envahir & de se rendre maîtres des lieux qui n'ont pas été de tout tems sous leur conduite, avec ordre exprès de restituer ceux qu'ils auront usurpez, afin qu'on ne foule aux pieds l'autorité des anciens Canons. On peut ajouter à tout cela une partie de ce que j'ai remarqué sur l'article 18. & sur le 24. Et de plus, ce que Socrate écrit d'un certain Ischyas qui étoit du Diocèse de saint Athanase, & qui n'ayant jamais été promu à la dignité de Prêtre, eut néanmoins l'audace d'en prendre le nom & d'en faire les fonctions; ce que l'Historien juge digne de plusieurs morts. Il est vrai que ce téméraire en usa apparemment ainsi dans la pensée qu'il seroit favorisé des Ariens ennemis de S. Athanase; ce qui arriva en effet; car ils le promurent à l'Episcopat, comme il paroît par le chapitre 20. du 2. livre du même Socrate: Sozomène le nomme Ischyron dans le chapitre 12. du 3. livre de son Histoire.

*Lib. 3.
c. 10. Pa-
ris: 1618.*

*lib. 1. c.
27. edit.
Vales.*

CHAPITRE SECOND.

Des Ecoles.

ARTICLE PREMIER.

Les Eglises feront tout devoir de faire dresser des Ecoles, & donneront ordre que la jeunesse soit instruite.

OBSERVATIONS.

Comme l'instruction de la jeunesse est de très-grande importance, puis que c'est la pepiniere de l'Eglise, on a pris très grand soin, dans tous les Synodes Nationaux, de faire en sorte qu'il y eût des Ecoles & des Colleges en divers lieux pour l'éducation des jeunes gens, tant en la pieté qu'aux bonnes lettres.

Au Synode de Saumur 1596. il a été avisé, qu'il est expedient d'avertir les Provinces de s'efforcer d'établir chacune un College en leur Province, & toutes ensemble deux Academies du moins. Les lieux tant des Colleges, que des Academies, seront nommez par les Provinces. Et dès à présent cette Compagnie a jugé cette ville de Saumur propre à y dresser un College, & quand Dieu en donnera le moyen, une Academie, & a prié Monsieur du Pleffis, Gouverneur de ce lieu, de continuer la bonne volonté qu'il a déclarée sur ce fait, & chacun de cette Compagnie est prié d'y exhorter ceux de sa Province.

Le Synode de Montpellier 1598. ordonne, que l'on fasse paroître du devoir que les Provinces auront fait pour l'établissement des Academies, & rendront compte des deniers qui leur sont assignez; chaque Province nommant des Receveurs pour cet effet. La même exhortation est réitérée au Synode de Gerçeau 1601.

Au Synode de Privas 1612. il est remis à la prudence des Provinces de dresser plusieurs Ecoles, si faire se peut, ou même de soulager de quelques portions les Ecoles déjà dressées.

Le Synode de la Rochelle 1607. accorde à chacune des Provinces qui n'ont point d'Academie la somme de trois cent livres, pour être employées à l'établissement de Colleges au milieu d'elles.

Au Synode de Vitré 1617. une Province est censurée pour avoir divertie la somme ordonnée pour l'entretien de son College à de petites Ecoles.

Au Synode de Charenton 1631. sur ce que les deniers d'octroi avoient cessé, & que les Academies & Colleges en ressentoient du détriment, pour empêcher qu'elles ne tombassent dans une totale ruine à cette occasion, la Compagnie, en attendant que les Eglises puissent recueillir les fruits accoutumés de la libéralité du Roi, a arrêté que le quint des aumônes reçues en toutes les Eglises étant mis à part, certaine somme sera extraite & employée à l'entretien des
Aca-

Academies & Colleges par forme de prêt seulement, jusqu'à ce que les deniers de l'Octroi de Sa Majesté étant reçus, le remplacement entier s'en puisse faire au soulagement des pauvres, sur lesquels l'emprunt aura été fait. Pour cet effet chaque Synode Provincial nommera un Consistoire, qui aura la charge de recevoir les sommes extraites du quint des aumônes des Eglises particulieres, & de les envoyer à celles des Academies qui lui sera ordonné, selon le département qui sera fait ci-après; tant des Academies que des Colleges: de tirer quittance du Conseil Academique, & de retirer en vertu d'icelles des mains du Sieur du Candal, ou de ses Commis, les sommes avancées, pour les refonder sur les premiers deniers clairs aux Eglises particulieres, à proportion de ce qu'elles auront fourni, & cela par quartier, à commencer du present mois d'Octobre de cette année. *Le département & Cottisation est faite en suite dans le même Synode.*

Mais parce que, nonobstant tous ces réglemens & ces ordres, les Academies & Colleges étoient encore mal payez, enfin il a été dressé au Synode d'Alençon 1637. un ample & important réglemant sur ce fait, conçu en ces termes. Bien qu'il soit connu de tous que l'instruction de la Jeunesse, & l'entretien des Ecoles où elle est instruite, sont absolument nécessaires à la subsistance de l'Eglise, au maintien de la pieté, & à la propagation de la doctrine salutaire au milieu d'elle, & que tous fideles, par l'intérêt de la gloire de Dieu, par l'amour de sa vérité, & pour leur commune édification, doivent à qui mieux mieux se sentir émus à rechercher des moyens convenables à l'avancement d'un dessein, d'une justice, & d'une utilité si évidente: Néanmoins, parce que plusieurs, ou découragés par la difficulté du tems, ou trop attachés à leur propre intérêt, ont ralenti leur zele, & négligé l'exécution des réglemens dressés ci-devant sur ce sujet: pour remédier à un si grand & si préjudiciable manquement, pour perpetuer en l'Eglise de Dieu le Ministère de l'Evangile, & pour y conserver religieusement le bon dépôt de la vérité; le Synode National assemblé par la permission du Roi à Alençon, exhorte toutes les Eglises, & les Seigneurs, les Gentilshommes, & les particuliers, de préférer le service de Dieu, la gloire de son saint Nom, & l'établissement de l'ordre en sa Maison, à toutes considerations humaines: Consacrant à Sa Majesté Divine, chacun selon ses facultez, leurs offrandes volontaires: & égalier entr'eux les charges nécessaires à la subsistance des Academies, & Colleges, usant en cet exercice, de charité, de pieté, & de support envers les plus foibles. Enjoint à tous Synodes Provinciaux, Colloques, & Consistoires, de prendre en eux-mêmes les expédiens propres pour fournir les sommes auxquelles ils ont été respectivement cottisés, se rendre sollicités du paiement actuel desdites sommes, & tenir la main à ce que les Professeurs & Regens qui servent dans lesdites Academies & Colleges puissent toucher d'an en an les appointemens qui leur sont assignez, pour servir à leur vocation avec courage. Ce qui sera notifié à toutes les Eglises par la lecture du present acte.

Il y a divers autres reglemens touchant les payemens des Academies, & de ceux qui y servent, la distribution des deniers destinez à cela, la recette, l'ordre, & la façon de rendre les contes; que nous n'avons pas jugé à propos d'insérer ici, comme ne regardant pas proprement le fait de la Discipline Ecclesiastique,

que, bien qu'il y en ait plusieurs inserez confusement dans la Discipline imprimée à Paris.

Le Synode de la Rochelle 1607. exhorte les Provinces voisines des Academies dressées, de veiller sur elles, pour répondre au prochain Synode du devoir qui s'y fait, ou des défauts qui s'y trouvent.

Le Synode de Gergeau 1601. ordonne, que le Colloque de Quercy prenne garde à ce que l'Academie de Montauban soit pourvue de bons Professeurs, & qui s'acquittent bien de leur devoir. Comme aussi les autres Colloques sont chargez, de tenir la main à leurs Academies.

Le Synode de saint Maixant 1609. veut que les Conseils Academiques soient composez de Pasteurs & d'Anciens seulement, à la nomination du Synode Provincial.

Il y a divers autres réglemens particuliers touchant ceux qui servent dans les Academies: comme du Principal, au Synode de Charenton 1623. de la Profession en Grec, au même Synode: & autres qui sont recueillis avec les Loix des Academies, & qui sont inserez dans la Discipline imprimée à Paris, que nous ômettons, comme ne regardant pas proprement la Discipline de l'Eglise.

Et non seulement les Synodes ont travaillé à l'établissement des Colleges & Academies, pour l'éducation & l'instruction de la Jeunesse: mais même ils ont porté leurs soins à les pourvoir des choses requises à faciliter les études de ceux qui y servent, comme sont les Bibliothèques; & à leur donner les Loix, & les réglemens nécessaires pour leur conduite.

Ce fut au Synode National d'Allez, que lesdites Loix furent établies au nombre de XVIII. où on pourra avoir recours, en cas de besoin. On y apprendra particulièrement l'ordre qui y a été pris pour l'établissement des Conseils Academiques, different de celui qui a été rapporté ci-dessus au Synode de S. Maixant.

Le Synode de Charenton 1622. y ajoute un réglement particulier, touchant les Catechismes qu'il veut que l'on fasse voir aux Ecoliers, tant en Grec qu'en Latin & en François, & cela, selon la portée des Ecoliers, pour leur en faire apprendre par cœur une section chaque Samedi, & leur en donner une familiere explication.

Le Synode de Loudun 1659. louë la coûtume de l'Academie de Dië, de prendre connoissance des progres de ses Ecoliers, aussi bien dans la piété que dans les Lettres humaines, & leur assigner des prix pour cet effet, & exhorte les autres Academies & Colleges de nôtre Communion de faire le semblable.

Au Synode de Gap 1603. Les Academies sont exhortées d'avoir, autant qu'il leur sera possible, une Bibliothèque commune, & particulièrement d'avoir la grande Bible d'Anvers en plusieurs langues.

Et au Synode de Castres 1626. dans l'ordre general qui fut pris d'exhorter toutes les Provinces, & en chacune les Eglises opulentes, à dresser des Bibliothèques, pour le soulagement des Pasteurs, il est dit, que l'on fera particulièrement entendre cela, outre les Eglises de Paris & de Montpellier, aux Academies de Nîmes & de Montauban, pour faire voir que l'on a regardé principalement au bien & à l'utilité des Academies en ce fait des Bibliothèques.

CONFORMITE.

L'instruction de la jeunesse étant de la dernière importance pour l'établissement de la vérité, pour l'avancement de la gloire de Dieu, & pour l'édification de son peuple, on a eu raison d'en procurer parmi nous les moyens : en quoi nos pères ont imité soigneusement l'exemple des premiers Chrétiens qui ne négligeoient rien pour l'éducation de leurs enfans ; car sans toucher à la Grammaire ni à la Rhétorique dont ils leur faisoient fréquenter les Ecoles, jusqu'à ce que l'Empereur Julien, qui s'attira par sa desertion de la vérité le surnom d'Apostat, eut défendu aux maîtres de ces deux Arts de les enseigner aux Chrétiens, ce qu'Ammien Marcellin, quoique Payen, condamne comme une action directement opposée aux loix de la clémence & de l'équité, sans *lib. 25.* toucher dis-je à ces choses, non plus qu'aux autres sciences humaines, dont la connoissance ne leur a pas été indifférente : Qui ne sçait que leur principale étude a été dans l'intelligence des veritez de l'Evangile, & des mysteres de la pieté & de la religion ? C'est pour cela que dès les premiers commencemens du Christianisme ils eurent des Ecoles publiques où l'on enseignoit les principales matieres & les points fondamentaux de la religion du Fils de Dieu, comme nous l'avons justifié sur l'art. 13. du chap. premier.

Maintenant, pour descendre plus bas, je remarque que Charlemagne, qu'on doit regarder comme le premier restaurateur des sciences dans une bonne partie de l'Occident, je remarque qu'il a eu soin d'établir des Ecoles dans les Monasteres & dans les Maisons Episcopales pour l'instruction des jeunes gens, c'est ce qu'il prescrit particulièrement dans son Capitulaire de l'an 789. Théodulphe Evêque d'Orleans déclare dans le sien, qui fut fait huit ans après l'autre, qu'il y avoit plusieurs Ecoles en divers lieux de son Diocèse qu'il nomme, & ordonne de plus qu'il y en ait dans les bourgs & à la campagne. Le second Concile de Châlon sur Saône fit un Decret qui mérite ici sa place, & qui est de l'an 813. *T. 2. Conc. Gall. p. 152. c. 72.* Il faut que conformément à l'Ordonnance de l'Empereur Charles, Prince doué d'une singuliere douceur, force, prudence, justice *ib. p. 215. c. 19. 20.* & temperance, il faut que les Evêques établissent des Ecoles où l'on apprenne les sciences & les doctrines de l'Ecriture Sainte, & où l'on instruisse des personnes dont notre Seigneur puisse dire avec raison, vous êtes le sel de la terre, & qui puissent être l'assaisonnement des peuples, & dont la doctrine résiste non seulement à diverses Hérésies, mais aussi aux sollicitations de l'Antechrist, & à l'Antechrist même, & qu'ainsi on dise d'eux à bon droit à la louange de l'Eglise, mille boucliers y pendent, & toutes les armes des vaillans hommes. Le Synode de Paris qu'on nomme le 6. supplie l'an 829. *ib. lib. 3. p. 549. Can. 12.* Louïs le Debonnaire, de vouloir, en marchant sur les traces de son Prédecesseur, procurer par son autorité l'établissement de quelques Ecoles publiques, pour le moins en trois lieux les plus commodes de son Empire, afin que les travaux de son Père & les siens ne soient pas sans fruit, outre que cet établissement fera très-utile & très-glorieux à l'Eglise de Dieu, & qu'il rendra par cette action son nom immortel. Le Concile de Meaux de l'an 845. veut que chaque Evêque ait un homme docte, de bonnes mœurs, & d'une vie *T. 3. Conc. Gall. p. 41. 42. Can. 35.* irré-

irrépréhensible, pour instruire les Prêtres, qui sont chargez de la conduite des peuples, dans les veritez de la foi, & dans l'observation des Commandemens de Dieu, & pour les former à la prédication, afin que le flambeau de la Parole de Dieu éclaire toujours l'Eglise qui est la Maison du Dieu vivant: c'est encore le sujet du Canon 18. du 3 Concile de Valence en Dauphiné assemblé dix ans après celui de Meaux: du 34. d'un Synode Romain dans le 9. siècle, sous le Pape Eugène 2. & qui est répété & amplifié dans un autre sous Leon IV. dans le même siècle.

Collect.
Rom. part.
2. p. 43.
89.

II.

Les Regens & Maîtres d'Ecole signeront la Confession de Foi, & la Discipline Ecclesiastique, & les Villes & les Eglises n'en recevront aucun, sans le consentement du Consistoire du lieu.

OBSERVATIONS.

Cet article fut dressé au Synode d'Alez 1620. comme très important, puis qu'il est très nécessaire de donner à la jeunesse des Conducteurs qui l'instruisent, non seulement dans les belles lettres, mais aussi dans les bonnes mœurs, & dans une bonne doctrine pour la piété.

On peut rapporter à cet article le règlement pris au même Synode d'Alez, au sujet des Professeurs en Philosophie, qui est, qu'ils prendront garde en traitant les questions de Physique & de Metaphysique, qui ont quelque correspondance à la Theologie, de le faire en telle sorte qu'ils ne dérogent aux principes de la vraie Religion, & ne forment aucun scrupule en l'esprit de la jeunesse contraire à la piété.

Au Synode de Charenton 1631. il fut enjoint aux Professeurs en Philosophie, d'enseigner la Metaphysique, qui avoit été négligée jusqu'alors dans les Academies. Et il fut dit seulement, que lesdits Professeurs en Philosophie, au lieu d'entreprendre sur la profession en Theologie, se contiendront dans leurs bornes, sans s'étendre en questions inutiles. Il recommanda aussi aux Conseils Academiques, de tenir la main à ce que les premiers Elemens de la Logique soient enseignés dans les premières Classes, afin que les Ecoliers sortans des Colleges puissent être préparés à de plus hautes leçons.

Et afin que les Professeurs, & autres servans dans les Academies, ne soient distraits des fonctions de leurs charges par d'autres exercices, le Synode d'Alez suscit, sur la proposition de la Province de Poitou, que les Professeurs & les Principaux des Colleges & Academies n'exercent point la Medecine, pour éviter toute distraction de leur Profession, & que plutôt leurs gages leur soient augmentez, afin qu'ils ne soient contrainsts de s'appliquer à autre chose, la Compagnie ne jugeant pas chose facile de faire un réglemant arrêté sur cela, laisse à la liberté, & prudence des Conseils Academiques établis dans les Academies, de reconnaître ce qui sera utile & convenable.

Et comme les Synodes ont pris soin de régler les mœurs & la conduite de ceux qui

qui servent dans les Academies, aussi ont ils en égard à leur faire rendre le respect qui leur est dû par ceux qui sont sous leur conduite, & à maintenir leur autorité, & celle des Conseils Academiques, qui ont inspection sur toute l'Ecole.

C'est à cela qu'on doit rapporter l'ordre pris au Synode de Charenton 1623. que les Ecoliers, de quelque classe qu'ils soient, seront tenus de reverer tous ceux qui enseignent, en quelque classe qu'ils soient. Et pour cet effet, il n'y aura aucun apelé à l'instruction de la jeunesse, même en la plus basse Classe, qui ne soit capable d'exercer ladite profession.

Et pour ce qui est de l'autorité des Conseils Academiques, afin qu'elle ne soit affoiblie par l'évocation des affaires Academiques au Magistrat, le Synode de la Rochelle 1607. déclare, que, si dans les Academies, lors qu'il est question de la vocation des Professeurs & Regens, il intervient quelque différent, & qu'une des parties contendantes se pourvoit hors des Assemblées Ecclesiastiques, tel sera poursuivi par toutes censures Ecclesiastiques, jusqu'à Excommunication en cas de rebellion. Et si déjà il est pourvû de quelque profession; La Compagnie ordonne qu'il soit cassé de gages, & déclaré indigne de toute charge Académique. Et sur ce qu'il étoit arrivé quelque chose de cette nature à Montauban, où on avoit porté à la Chambre une affaire Académique, quelques-uns de ce même Synode furent députez vers Messieurs les gens du Roi de la Chambre faisant profession de la Religion, pour leur représenter, combien il est préjudiciable aux Eglises, que les differens des Academies se terminent en leur Cour, à ce que, selon leur zele & pieté, ils pourvoyent au passé, & fassent qu'à l'avenir rien ne se passe au préjudice de la liberté des Eglises. Et au Synode de London 1659. un Pasteur est censuré pour avoir contrevenu à ce règlement.

C'est à ceci qu'on peut rapporter le jugement des Synodes Nationaux, sur le fait de certains Intendans que les Synodes Provinciaux vouloient établir sur les Academies. Le Synode de S. Maixant 1609. sur l'apel de Monsieur Beraud, & en explication de l'article du Synode de la Rochelle 1607. déclare, que son intention n'a pas été d'introduire des Intendans ordinaires hors ceux qui sont du lieu, permettant seulement aux Consistoires & aux Conseils Academiques, d'y en appeler extraordinairement aux occasions qu'ils trouveront à propos, & ainsi n'approuve point cette Intendance instituée par le Synode Provincial dont il y avoit apel.

CONFORMITÉ.

Les Régents & Maîtres d'Ecole qui servent dans nos Academies, sur tout les Professeurs en Théologie, étant appelez pour enseigner à leurs Ecoliers les mêmes vérités, que celles que les Ministres sont obligés de prêcher à leurs Troupeaux, & pour les faire vivre sous les loix d'une même Discipline, il est juste qu'ils signent, de même que les Ministres, nôtre Confession de foi & nôtre Discipline, afin que leurs leçons soient toujours conformes à la première, & leurs actions à la seconde, tant à leur égard, qu'à l'égard de ceux qui dépendent de leur conduite. Je ne répéterai pas ici ce que j'ai dit sur l'art. 9. du chap. 1. & que l'on peut appliquer commodement à celui que nous examinons:

nous ; il suffira d'ajouter que ce qu'on desire de nos Régents, est en substance une même chose que les Protestations que font les Docteurs dans les Universitez des Latins, de ne rien dire ni écrire qui soit contraire à l'Ecriture & aux Decrets des Conciles.

III.

Les Docteurs & Professeurs en Théologie seront élus par le Synode de la Province où sont les Academies, & seront examinez, tant par les leçons qu'ils feront sur le Vieil, & sur le Nouveau Testament, suivant l'édition authentique des textes Hebreux & Grecs qui leur seront donnez, que par dispute d'un ou de plusieurs jours, ainsi qu'il sera avilé, & étant trouvez capables, s'ils ne sont Pasteurs, la main d'affociation leur sera donnée, ayant promis, au préalable, de fidelement & diligemment faire leur charge, & de traiter l'Ecriture en toute pureté, selon l'analogie de la Foi, & selon la Confession de nos Eglises, laquelle ils signeront.

OBSERVATIONS.

Ce fut au Synode de Gap 1603. que cet article fut couché dans les termes où il est à présent. Car au Synode de Nîmes 1572. il avoit été dressé confusément avec le precedent : mais depuis on les a separez & distinguez comme ils sont à présent. Le Synode de Nîmes veut que l'on prenne une bonne & suffisante preuve de la vie & de la doctrine desdits Professeurs, & qu'on les avertisse qu'ils sont consacrez à toujours au service de Dieu, & de son Eglise, & qu'ils se soumettent aux avis des Colloques & des Synodes, où ils seront appelez, quand il sera question de la décision de quelque point de doctrine, s'ils sont sur les lieux.

Bien que par cet article l'élection des Docteurs & Professeurs en Theologie soit attribuée au Synode de la Province où est l'Academie, néanmoins par les réglemens des Synodes Nationaux, la nomination & presentation en est concédée aux Conseils Academiques, & l'examen & reception au Synode Provincial. Le Synode d'Alez 1620. dit, que les Docteurs & Professeurs en Theologie seront nommez & presentez par le Conseil Academique extraordinaire, aux Synodes Provinciaux, pour être examinez & reçus suivant l'article 3. du 2. chap. de la Discipline.

Et au Synode de Charenton 1631. il est dit, que l'article 9. des loix generales des Academies, dressées au Synode d'Alez, sera conçu en ces termes. Les Docteurs & Professeurs en Theologie ayant été préalablement nommez par le Conseil Academique extraordinaire, ladite nomination sera portée au Synode Provincial pour en juger, & si elle est approuvée, ordonner de l'examen & reception de ceux qui auront été nommez, suivant l'article 3. du 2. chap. de la Discipline.

Le même Synode n'ayant pu accorder à l'Academie de Saumur un personnage qu'elle demandoit pour Professeur en Theologie, renvoye au Conseil Academique le soin de jeter les yeux sur quelqu'autre, comme cela étant de son droit.

Quant à ce qui concerne la necessité indispensable de l'examen des Professeurs en Theologie, elle est tellement établie par les Synodes Nationaux, qu'il n'y a point de règlement plus expressement & plus soigneusement recommandé. Quand ils affectent quelque particulier Professeur en Theologie à une Academie, c'est sous cette condition expresse de subir, au préalable, l'examen selon la Discipline, comme cela se voit au Synode de Vitré 1617. d'Allez 1620. où furent même prononcées quelques censures contre ceux qui n'avoient pas observé ce règlement, en une occasion particuliere. Pareille chose fut faite au Synode de Charenton 1631. Et celui de Charenton 1644. accordant un Professeur à l'Academie de Nismes, le fait sous les mêmes conditions, sçavoir, d'observer toutes les formes prescrites par la Discipline. Et au Synode de Loudun 1659. La Compagnie confirmant les établissemens faits de quelques Professeurs en Theologie, en certaines Academies, ordonne que les réglemens de la Discipline, & des Synodes Nationaux, seront religieusement observez, en l'examen de ceux qui seront élus pour la Profession en Theologie.

Quant à ce qui est de l'ordre qu'on doit observer dans ledit examen, le Synode d'Alençon 1637. a fait ce règlement sur la requisition de la Province du Berry. La Compagnie ordonne, que désormais, quand il sera question de pourvoir les Academies de Professeurs en Theologie, la Province en laquelle sera l'Academie ou la Profession qui vaque, comme aussi les quatre Provinces adjacentes, députeront, à leurs frais, pour assister à l'examen de celui qui sera reçu en ladite Profession.

Et comme les Synodes ont toujours eu grand soin de faire en sorte que lesdites places des Professeurs en Theologie ne demeurent vacantes; bien qu'ils aient laissé le soin de les pourvoir & de les remplir aux Conseils Academiques, conjointement avec les Synodes des Provinces où sont lesdites Academies, ils ont encore, de tems en tems, fait certaines indications de personnes sçavantes & studieuses, qu'ils ont exhorté à se tenir prestes pour telles charges, en cas de besoin, comme cela s'est vu au Synode d'Alençon 1637. & en divers autres Synodes, suivant un règlement pris au Synode d'Allez 1620. par renvoi du Synode de Vitré 1617. en ces termes. Sur ce que les Provinces étoient exhortées par le Synode de Vitré, de penser aux moyens de faire que les Academies ne demeurent dépourvues de Professeurs en Theologie; la Compagnie ayant ouï les avis de plusieurs Provinces, ici representez par leurs Députez; a arrêté qu'on choisiroit pour cet effet certain nombre de Pasteurs qui servent en nos Eglises, sans faire aucuns fonds, ni choisir des Ecoliers, comme moins propres à la conduite de la jeunesse qui est dans les Academies.

Le même Synode de Vitré 1617. voulant faciliter l'établissement des Professeurs en Theologie dans les Academies, ordonne, que la Province en laquelle sera l'Academie, avec le Conseil Academique, ayant jeté les yeux sur quelque Pasteur, de la volonté duquel ils seront assurez, le pouront, en l'autorité de cette Compagnie, tirer de son Eglise, après l'avoir toutefois pour-

veué d'un autre Pasteur, pour lequel effet il lui sera accordé deux mois.

Enfin le Synode de Loudun 1659. a fait un réglemen exprès sur ce fait, conçu en ces termes. Sur la proposition faite par les Députés de la Province de Xaintonge, à ce qu'on fasse nomination dans toutes les Provinces de deux personnes, qui se preparent pour la Profession de Theologie, & que les Conseils Academiques soient obligez de jeter les yeux sur quelqu'un des designez, pour pourvoir les chaires de Theologie lors qu'elles se trouvent vacantes; la Compagnie n'a pas jugé à propos de rien changer dans les réglemens precedens, qui donnent la liberté aux Conseils extraordinaires des Academies, de nommer des Professeurs en Theologie, sans être obligez de se restreindre à ceux qui avoient été designez, & en suite procurer leur établissement selon les réglemens des Synodes Nationaux, particulièrement de ceux d'Allez, d'Alençon & de Charenton.

Même parce qu'il peut arriver quelque détriment aux études des Proposans durant le tems que les charges sont vaquantes, depuis le décès de ceux que Dieu a retirez, jusqu'à l'installation d'un nouveau Professeur, les Synodes y ont voulu pourvoir par quelques réglemens. Celui de Gap 1603. porte, que lors que la place de quelque Professeur vient à vaquer en quelque Academie, il est permis aux Professeurs avec les Pasteurs & le Consistoire, de nommer quelqu'un par provision qui fasse lecture, en attendant le Synode de la Province. *Et celui de la Rochelle 1607. dit, que les Pasteurs des Eglises, dans lesquelles sont dressées des Academies, seront exhortez, aux heures extraordinaires, & par l'avis du Conseil Academique, de faire quelques leçons en Theologie, pour se rendre capables au besoin d'en exercer la Profession.*

Et pour montrer combien les Synodes ont eu à cœur d'obliger les Professeurs en Theologie à s'attacher fort exactement à l'exercice de leurs charges, sans en être divertis par d'autres fonctions: c'est que bien que le Synode de Lion 1563. permette aux Professeurs Ecclesiastiques de se pouvoir trouver aux Consistoires & aux Synodes; cependant pour montrer que cela ne les doit pas obliger à vaquer ordinairement aux affaires de l'Eglise, ce qui pourroit les distraire de leur charge: Le Synode d'Allez 1620. article 3. des Academies, ordonne, que les Professeurs en Theologie, qui sont aussi Pasteurs de l'Eglise, ne se trouveront point aux Colloques ny aux Synodes Provinciaux & Nationaux, s'ils n'y sont envoyez avec des lettres des Eglises, ou appelez par les Synodes ou Colloques, lors qu'il s'y traite des choses concernant l'Academie, ou des points de doctrine importants. Et en l'article suivant du même Synode, il est dit que les Professeurs en Theologie, & langue Hebraïque, qui sont Ministres, & reputez Pasteurs du lieu où ils sont, y precheront la parole de Dieu, en certains jours. Etans déchargés, au reste, de l'administration de la Discipline Ecclesiastique, & des autres charges ordinaires du Ministère. Au Synode de S. Maixant 1609. il est enjoint aux Provinces, en faisant leurs députations aux Assemblées Nationales, tant Politiques qu'Ecclesiastiques, d'exemter les Professeurs en Theologie des Assemblées Politiques & des députations en Cour; & quant aux Synodes Nationaux, il est laissé à la prudence des Synodes Provinciaux de les y envoyer. Et au Synode de Privas 1612. les Députés de la Province de Berry requièrent qu'on empêche la contravention de l'article de S.

Maixant,

Maixant, qui défend les Assemblées Politiques aux Professeurs en Theologie : La Compagnie est d'avis qu'on le fasse observer, punissant de suspension de leurs charges, pour six mois, ceux qui accepteront de telles députations.

Les Synodes ont pris outre cela un grand soin de régler les fonctions de cette charge. Le Synode d'Alez 1620. entre les Loix des Academies, veut qu'il y ait deux Professeurs en Theologie, pour le moins, en chaque Academie, l'un desquels explique l'Ecriture sainte, sans s'étendre au long en Lieux Communs : & l'autre les Lieux Communs. Et s'il est possible d'en avoir trois, l'un exposera le Vieil Testament, & l'autre le Nouveau, & le troisième les Lieux Communs, lesquels ils parachevera en trois ans, pour le plus, le tout aussi brièvement & solidement que faire se pourra en forme scholastique. Et pour s'accommoder tant mieux au profit des Ecoliers, les Professeurs en Theologie s'obligeront à dicter quelques sommaires de leurs leçons.

Item le même Synode ordonne, que chaque Professeur en Theologie fasse quatre leçons la semaine; qu'ils exercent, outre cela, les Ecoliers en Propositions toutes les semaines, tant en Latin qu'en François, selon l'ordre & les jours qui seront établis par le Conseil Academique. Que, de plus, il y ait une dispute particuliere en Theologie chaque semaine; & une publique, par chaque Professeur, une fois le mois.

Le même Synode enjoint aux Docteurs & Professeurs en Theologie, des'abstenir, autant qu'il sera possible, de questions curieuses, & de vaines recherches des Scholastiques Romains, & de ne s'étendre en la refutation des heresies, non connues entre nous, qu'autant qu'il en est necessaire pour l'interpretation des passages de l'Ecriture Ste, qu'ils expliqueront, gardant, en leurs leçons, la gravité & la simplicité qui se remarque dans les Ecrits de ceux dont Dieu s'est servi, en ces derniers tems, pour r'alumer le flambeau de son Evangile.

Au Synode de la Rochelle 1607. il fut dit, que les Professeurs en Theologie des Academies de ce Royaume seroient exhortez, de mesurer tellement leurs leçons des lieux communs, qu'en trois ans, pour le plus, ils les aient exposez & expliquez entierement.

Il y a outre cela un Acte du Synode d'Alez 1620. qui regarde particulièrement les Professeurs en Theologie, qui sont aussi Pasteurs, pour les pourvoir d'Eglise, & leur en assigner quelqu'une en particulier, afin de satisfaire ainsi à l'Article 10. du chap. 1. de la Discipline. Cet article porte, que, quant aux Ministres qui exercent aujourd'hui les Professions en Theologie, & ne sont pourtant réputez Pasteurs des lieux où ils demeurent, ils seront suportez jusqu'au Synode National prochain, auquel ils représenteront l'avis des Eglises où ils séjourneront, & seront pourvus d'Eglises.

C O N F O R M I T E.

Le Concile de Châlon, que nous avons allégué sur le 1. article, renvoie aux Evêques, & par conséquent à leurs Synodes, le choix & l'établissement de ceux qui devoient enseigner la Théologie & la science du salut : & celui de Meaux, que nous avons encore cité sur le même article, en prescrit les dons &

& les qualitez & pour la doctrine & pour les mœurs ; de sorte que nous pouvons dire que cela revient à peu près au règlement de nôtre Discipline, si vous exceptez la forme & la manière de l'inauguration dont ces deux Conciles ne parlent pas. Le Pape Alexandre III. dans son Concile de Latran de l'an 1189. employe le Canon 18. pour pourvoir à l'établissement & à la conservation des Ecoles, en assignant quelque bénéfice aux Maîtres & aux Regens ; c'est le sujet du Canon 11. d'un autre Concile de Latran, trente & six ans après celui-là, sous Innocent III. qui déclare même qu'il y doit avoir dans chaque Eglise Métropolitaine un Docteur en Théologie pour expliquer aux Prêtres & à d'autres l'Ecriture Sainte, & pour leur apprendre les choses nécessaires à la conduite des âmes.

T. 7. Conc.
part. 2.
p. 660.

lb. p. 810.

IV.

Afin qu'il y ait nombre de Pasteurs, & que les Eglises puissent être toujours pourvues de personnages capables de les conduire, & de leur annoncer la Parole de Dieu : les Eglises sont averties de choisir des Ecoliers déjà avancez aux bonnes lettres, & de bonne esperance, pour entretenir aux Universitez, afin que là ils soient preparez & façonnez pour être employez au Saint Ministère, préférant les enfans de Ministres pauvres, propres aux lettres, dont les Colloques connoîtront. Les Rois, Princes & Seigneurs, seront suppliez & exhortez d'avoir ce soin, & d'y employer quelque portion de leur revenu : comme aussi les Eglises opulentes. Les Colloques & les Synodes Provinciaux en feront les avertissemens & les sollicitations où ils verront être bon, & suivront toutes voyes propres, à ce que des choses si nécessaires soient mises en effet, & si les Eglises seules ne le peuvent faire, les voisines se joindront ensemble, afin que pour le moins il y en ait un entretenu pour chaque Colloque, & que plutôt le cinquième denier des aumônes soit mis à part, s'il se peut faire commodément, pour y être employé.

OBSERVATIONS.

Comme l'Eglise subsiste par le moyen du Ministère, aussi le Ministère se conserve par le moyen de ceux que l'on substitue aux autres que la mort empêche de subsister toujours, & de vaquer à l'exercice de leurs charges. Cet article donc est de grande importance, & a été avec raison soigneusement recommandé par les Synodes Nationaux.

Dès le Synode de Paris 1565. il fut pris un règlement sur ce fait, portant qu'à cause du défaut des Ministres qui se voyoit pour lors par tout, & pour pourvoir aussi à l'avenir, qu'il y en ait pour substituer aux autres : Les Eglises seront exhortées par les Freres, Deputez des Provinces, principalement celles qui
ont

ont moyen, d'entretenir des Ecoliers aux Universitez, pour, étant instruits & façonnez, être employez au Ministère.

Au Synode de sainte Foi 1578. les Députez des Provinces sont chargez d'avertir & exhorter les susdites Provinces, à faire tout devoir de faire instruire la jeunesse, & aviser aux moyens de dresser des Ecoles, pour l'instruire & la façonner un jour à l'Eglise de Dieu, au fait du Ministère.

Au Synode de Figeac 1579. il fut dit, que les Rois, les Princes & les grans Seigneurs, & même ceux qui possèdent des biens Ecclesiastiques; comme aussi les Synodes Provinciaux, les Colloques & les Eglises opulentes, seront suppliez & exhortez d'employer quelque portion de leurs biens & revenus, pour faire étudier en Theologie des Ecoliers avancez aux bonnes lettres, pour être puis après consacrez au S. Ministère, & qu'à cette fin leur seroit écrit au nom de la Compagnie.

Au Synode de la Rochelle 1581. il est dit, que pour l'entretenement des pauvres Ecoliers Proposans aspirans au Ministère, le Roi de Navarre, Monsieur le Prince, & les autres Seigneurs de la Religion, seront suppliez humblement, d'y faire leur devoir, & aussi, que les particuliers seront exhortez par les Eglises, de s'y bien employer, afin qu'en chaque Colloque il y ait, pour le moins, un Proposant entretenu, & que de plus, si cela se peut faire commodement, on mettra à part le cinquième denier des aumônes, pour l'entretenement desdits Proposans.

Au Synode de Montauban 1594. il est dit, qu'on fera diligemment garder en tous les Colloques l'article de la Discipline touchant l'entretenement des Ecoliers aspirans au Ministère. Et les Synodes Provinciaux en feront rapport, & en rendront compte au Synode National, afin qu'il paroisse du devoir qu'on y aura fait: mais d'autant que les expédiens contenus audit article ne sont pas suffisans, & que les moyens des Eglises sont petits, on remet le tout à l'Assemblée de Ste Foi.

Et sur ce qu'au Synode de Montauban 1594. les Députez de Xaintonge proposerent, touchant les Proposans qui ayant été entretenus quelque tems par les Eglises, pour aspirer au S. Ministère, n'y auroient pu être apelez, ou bien ayant changé d'avis auroient pris une autre vocation, il fut arrêté, que si, par faute de bonne volonté, il arrive qu'ils ne se soient employez au S. Ministère, ils seront tenus de restituer aux Eglises ce qu'elles auroient fourni pour les avancer, quand ils en auront le moyen.

Le Synode de Charenton 1623. sur un fait particulier, ordonne qu'à l'avenir il ne sera payé aucun argent pour ce sujet, sans caution de restitution.

Et le Synode de la Rochelle 1607. conformément à cet arrêté, ordonne qu'un particulier entretenu à Sedan par l'Isle de France, & servant ailleurs que dans ladite Province, conte avec elle, & lui restitue ce qu'il a touché. Même jugement fut donné au même Synode, au sujet d'un qui avoit été entretenu par la Province de Poitou. Pareil jugement fut donné contre deux Pasteurs (en faveur encore de l'Isle de France) au Synode de Vitré 1617.

Et depuis, à cette occasion, il fut pris un règlement au Synode de Privas 1612. portant, que les Proposans entretenus en leurs Provinces, ne pourront être reçus au Ministère, que par le consentement de la Province qui les a en-

tretenus. Et les Proposans entretenus par les Eglises particulieres ne pourront aussi être reçus au Ministère, sans le consentement desdites Eglises.

Et le Synode d'Alençon 1637. passe plus avant, ordonnant, que les Eglises, par l'assistance desquelles les Ecoliers auront été avancez aux études, jouiront par préférence à toutes autres du droit de les employer, & toutes sont exhortées de s'entre-aider en charité.

Et en cas que lesdites Provinces ou Eglises n'employent lesdits Proposans quand ils sont en état d'être reçus, il leur est permis après certain tems de se donner à une autre Eglise ou à une autre Province, comme cela a été jugé au Synode de Vitry 1617. contre la Province de Bretagne.

Pour remédier à cet inconvenient, il fut pris un règlement au Synode de la Rochelle 1607. portant, que les Ecoliers ne seront reçus par les Provinces, pour être entretenus aux Ecoles des deniers procedans de la liberalité du Roi, qu'ils n'ayent achevé leurs études en Humanité, fait leur Cours en Philosophie, & qu'ils ne se soient obligez, ou ayent de bons répondeurs de la somme qu'ils recevront, en cas que par leur faute ils ne servent au Ministère.

Cependant, parce que cela semble un peu rude pour les enfans des pauvres Pasteurs, il fut dit au Synode de S. Maixant 1609. que les enfans des Pasteurs peu moyennez sont exceptez de la rigueur de l'article, portant que les Ecoliers ne seront entretenus des deniers de la liberalité du Roi, qu'ils n'ayent achevé leurs études en humanité, & fait leurs cours en Philosophie, & a été remis à la discretion des Synodes & des Colloques, de les admettre en tel âge, & de telle capacité qu'ils jugeront être bon.

Et au Synode d'Allez 1620. il est dit, que sur le règlement requis par la Province de Poitou, pour l'âge que doivent avoir les enfans des Pasteurs lors qu'ils seront reçus pour Ecoliers entretenus par les Provinces; la Compagnie remet ce tems à la prudence des Colloques & des Synodes, selon l'ordonnance du Synode National de S. Maixant.

Au Synode de Saumur 1596. Les Provinces sont exhortées d'entretenir le plus grand nombre de Proposans qu'il leur sera possible, & les Princes, les Seigneurs, les Gentilshommes, les Communautéz, &, en general, tous ceux à qui Dieu a donné des moyens, d'en employer une partie pour l'entretienement desdits Proposans, & principalement ceux qui jouissent de quelques benefices.

Et d'autant que quelques Eglises, qui auroient contribué à l'entretien des Proposans, se servant après de leur Ministère, & se voulant prevaloir de cette consideration, ne faisoient pas leur devoir envers eux pour leur subvention. Le Synode de Montpellier 1598. fit cet arresté: Les Eglises qui ont entretenu des Ecoliers, & qui se servent aujourd'hui de leur Ministère, si elles les traitent indignement, comme ne leur donnant pareille pension qu'à leurs Collegues, seront censurées. Et si elles se montrent refractaires, le Colloque ou le Synode pourra licentier lesdits Ministres, ou les pourvoir d'Eglise, selon la Discipline. Et parce que quelque fonds destiné à l'entretenement des Proposans avoit été diverti par un particulier; le même Synode prend un très-grand soin pour lui en faire rendre conte, bien que ce fût une personne de haute condition.

Ce qui avoit été dit en cet article, de ceux qui possédoient quelque benefice on reve-

revenu Ecclesiastique, fut rayé au Synode de Gergeau 1601. parce que les Synodes n'ont point approuvé la jouissance de cette nature de biens.

Le Synode de Gap 1603. fait cet arresté: Chaque Province sera tenuë d'entretenir certain nombre d'Ecoliers nommez en la distribution des deniers d'octroi du Roi: lesquels Ecoliers seront obligez d'aller étudier dans les Universitez au choix des Provinces qui les entretiendront, & ne seront lesdits Ecoliers reçus au S. Ministère en la Province, sans apporter bons & suffisans témoignages de leurs mœurs & de leur doctrine, des Pasteurs & Professeurs des Academies où ils auront étudié.

Et parce que l'on remarquoit beaucoup d'abus dans le choix qui se faisoit desdits Proposans entretenus, il fut pris un ample réglemant sur ce sujet au Synode de Charenton 1623. en ces mots. Le Synode voulant pourvoir à ce qui doit être observé en l'admission des Ecoliers en Theologie, entretenus par les Provinces, ordonne que désormais les Provinces prendront soigneusement garde au choix des Ecoliers qui doivent être entretenus par les Colloques, pour servir un jour au Saint Ministère, ayant sur tout égard à leur vie, à leur jugement & à leurs autres dons naturels, examinant les attestations des Consistoires & des Colleges où ils auront conversé. Et n'admettront à ce nombre que ceux qui auront fait leurs cours en Philosophie, & qui en seront foy par leurs lettres de Maîtrise, ou autres témoignages équivalents. N'en recevront qu'avec bonne & suffisante caution, pour restituer les sommes reçues, en cas d'apostasie, ou de promotion à une autre vocation que du Ministère. Et pour y proceder avec plus de précaution, & obvier à des nominations de personnes de peu d'esperance; lesdits Ecoliers seront examinez, non seulement par les Colloques qui les presenteront, mais aussi par le Synode de la Province, qui seul est autorisé de les recevoir.

Les Colloques ou Provinces qui les envoient aux Academies pour y être entretenus comme leurs Nourrissans, en donneront avis au Conseil des Ecoles, où ils les enverront, pour veiller plus particulièrement sur eux, & ne les congédier que de l'avis de leur Colloque. Seront tenus les Professeurs de les examiner, tous les ans, pour le moins, deux fois, pour tenir leurs Colloques avertis de leur conversation, & de leur étude. Et seront les enfans des Pasteurs preferrez aux autres, *ceteris paribus.*

Les Synodes ont même pris des réglemens touchant les lieux & les Academies où lesdits Proposans doivent étudier. Celui de la Rochelle 1607. dit, que les Ecoliers en Theologie, & nommément ceux qui seront entretenus aux dépens des Provinces & des Eglises particulieres, feront le cours de leurs études dans les Academies dressées dans ce Royaume, dans lesquelles sont comprises celles de Bearn, de Sedan, de Geneve, & il ne leur sera permis d'aller aux Academies étrangères, sans permission des Synodes Provinciaux, qui leur prescrirent les lieux & le tems de leur demeure.

Les Synodes ont encore réglé les deportemens des Ecoliers étudiants en Theologie, & leurs emplois dans les Academies. Le Synode de Vitré 1617. enjoint aux Conseils Academiques, & aux Consistoires, de faire choix des Proposans les plus avancez, & leur commander de faire la lecture dans l'Eglise, devant la prédication, & de censurer les Proposans qui refuseront de se ranger à ce devoir.

Les

Les loix générales des Academies, dressées au Synode d'Alce 1620. ordonnent, que les Ecoliers en Theologie seront enrollez par le Recteur, après Examen fait par le Conseil Academique ordinaire, tant de leur vie & de leurs mœurs, par bonnes & valables attestations, que du profit & de l'avancement qu'ils auront fait, tant dans les lettres humaines, qu'en Philosophie, pour y être renvoyez s'ils ne se trouvent assez avancez. Ordonnent de plus, qu'ils se trouvent à toutes les leçons en Theologie, propositions & disputes : comme aussi de proposer, de soutenir des Theses, & d'argumenter chacun successivement, du premier au dernier, selon l'ordre de l'immatriculation ; sauf que les nouveaux pourront être excusés de la proposition & de la dispute publique par l'espace de 6. mois, ou un an, au jugement & discretion des Professeurs, &c.

Au Synode de Vitré 1617. il est enjoint expressément aux Conseils des Academies, de faire que les loix & les réglemens Academiques, dressés par les Synodes Nationaux, soient exactement observez, afin que les défauts qui ont été ci devant remarquez, ne se trouvent plus, mais que les Ecoliers se maintiennent dans la modestie seante à leur profession, & soient diligens à ouïr les Lecteurs dans les langues Hebraïque & Grecque, & se trouver aux disputes de Theologie. Et, afin que lesdits réglemens soient mieux observez, les Syn. Provinciaux dans lesquels il y a des Academies, sont chargez de députer deux Pasteurs qui seront hors des Eglises où seront les Academies, qui s'en iront, à certains tems, & principalement avant la tenue des Synodes, visiter les Academies, & connoître du devoir que font, tant les Professeurs, que les Ecoliers, & du tout en faire raport au Synode ; & les Deputez des Provinces dans lesquelles sont lesdites Academies, apporteront au Synode National prochain les loix & les réglemens Academiques ci-devant faits, & feront apparoir du devoir qu'ils auront fait à les faire observer.

Sur tout est considerable le réglement pris pour la conduite des Proposans, au dernier Synode tenu à London 1659. en ces mots. Les Deputez des Provinces ayant d'une commune voix fait diverses plaintes de la corruption qui se glisse parmi les Ecoliers de nos Academies, nommément parmi ceux qui étudient en Theologie, & ce au sujet de leur longue chevelure, de leurs habits mondains, & d'autres vanitez, & excez de cette nature, la Compagnie témoignant la juste douleur qu'elle a reçue de ces desordres, & mue du zele qu'elle a pour la Maison de Dieu, exhorte vivement tous les Professeurs, & tous les Directeurs des Academies, comme aussi les Consistoires des lieux où elles sont, d'employer tous leurs soins & toute leur autorité, pour reprimer ces abus, qui tournent en oprobre à nôtre religion, qui sont en scandale aux gens debien, & qui tendent à profaner le Sanctuaire du Dieu vivant : procedant contre les refractaires, jusqu'à les suspendre de la sainte Cene, à rayer leurs noms de la Matricule des Etudians, & ôter aux Proposans toute esperance de parvenir à la charge du S. Ministère. Elle enjoint donc très expressément aux Ecoliers, & particulièrement à ceux qui étudient en Theologie, de s'abstenir de tous les abus ci-dessus exprimez, & de toutes les choses qui s'éloignent de la modestie & de la sainteté qui doit réluire en ceux que Dieu appelle pour être les Pasteurs du Troupeau de Christ. Afin qu'au lieu de donner de sinistres impressions d'eux, ils commencent, de bonne heure, à remplir la Maison de Dieu de la
bonne

bonne odeur d'une vie vraiment digne d'un si saint emploi, & ne tombent dans les peines deüés à la rebellion. La Compagnie ordonne aussi que les Synodes Provinciaux, au sein desquels les Academies se trouvent recueillies, députeront tous les ans quelque Pasteur, pour s'y transporter, & voir les progrès des Ecoliers, qui sont tant dans les Classes que dans la Philosophie & dans la Theologie, particulièrement pour remedier, en l'autorité de notre Seigneur Jesus, & de cette Assemblée, au déreglement qui vient d'être remarqué: A l'effet dequoi les Commissaires, députez par la Compagnie, se transporteront au plutôt dans les lieux où sont les Academies, sçavoir pour Saumur, &c. Lesdits Commissaires seront aussi entendre aux Etudiens en Theologie, que la Compagnie ordonne qu'ils fassent la lecture publique de l'Ecriture sainte aux jours de prêches dans les Assemblées de l'Eglise.

Quant à ce qui est de la closture de cet article touchant le quint denier des aumônes, pour être employé à l'entretien de quelque Etudiant, il y a eu divers réglemens sur ce fait. Dès le Synode de Montpellier 1598. il fut dit, que pour faciliter l'exécution de l'article 4. du chap. 2. de la Discipline, & empêcher les fautes qu'on y pourroit faire, la Compagnie enjoit aux Diacres, d'apporter à un chacun Colloque ou Synode, les contes qu'ils auront rendus des deniers des pauvres, afin de voir si le cinquième denier de ladite recepte aura été desalqué pour l'entretenement des Proposans.

Le Synode de Gerseau 1601. dit, que pour l'exécution de ce qui est contenu à la fin de cet article, il a été arrêté, que les Pasteurs avertiront leurs Troupeaux, que, des deniers qui se donnent pour les pauvres, on retirera le cinquième denier, pour l'entretenement des Proposans.

Au Synode de Gap 1603. sur la lecture de cet article de la Discipline, il est dit, que les Provinces disposeront du quint denier des aumônes, pour l'employer aux Proposans entretenus par la Province en general.

Au Synode de S. Maixant 1609. sur la remontrance faite par les Députés de l'Isle de France. La Compagnie ordonne aux Provinces dans lesquelles sera établi l'ordre de porter les contes des deniers des pauvres aux Colloques ou aux Synodes Provinciaux, pour en employer le quint à l'entretien des Proposans, de continuer, autant qu'elles verront être expedient. Et s'il y a en ces Provinces quelques Eglises qui y repugnent, il leur est enjoit de se conformer à la pluralité, sur peine de privation du Ministère. En consequence de quoi une Eglise particuliere s'étant dispensée d'exécuter cet ordre, il lui est enjoit de s'y assujettir désormais, bien qu'elle eût été laissée à sa liberté au Synode precedent de la Rochelle 1607. qui l'exhortoit seulement à bien pezer ce qui étoit le plus expedient. Et sur ce que cette affaire fut encore rapportée au Synode de Privas 1612. la Compagnie a renvoyé les parties au jugement dudit Synode de la Rochelle.

CONFORMITE.

Il paroît par le Canon 14. du Synode d'Epaune, assemblé l'an 517. de notre Seigneur, qu'on en usoit dès ce tems-là de la manière que notre Discipline le prescrit; car il ordonne à celui du Clergé qui aura reçu quelque gra-
Tit. Conc.
Gall. p.
127.

tification & quelque présent de la libéralité de l'Eglise en laquelle il servoit, il ordonne de le rendre, s'il arrive qu'il soit promu à l'Episcopat dans une autre; il me semble qu'on ne peut entendre cela que de l'assistance qu'on lui avoit faite pendant ses études, puis que dès le moment que quelqu'un entroit dans le service d'une Eglise, elle lui devoit la subsistance & l'entretien. C'est dans cette vûe que Théodulphe Evêque d'Orléans permet aux Prêtres de son Diocèse l'an 797. d'envoyer leurs neveux ou quelqu'un de leurs parens dans celle des Ecoles qu'il nomme, laquelle leur plaira le plus, pour y être instruits & élever. Il y a quelque chose d'approchant dans les Séminaires, dont le 2. Concile de Tolède a comme jetté les fondemens l'an 530. de Jesus Christ; & le 4. du même lieu l'an 633. Can. 23. ou 24. Tom. 4. Concil. pag. 588. Il n'y a pas jusqu'au Concile de Trente qui n'ait fait un Decret dans la session 23. l'an 1563. pour l'établissement de ces Séminaires, Tom. 9. Concil. pag. 409. cap. 18.

T. 2. Conc.
Gall. p.
215. c. 19.
T. 3. Conc.
Gall. p.
840.
C. 17. l. 1.

V.

En chaque Eglise on dressera Proposition de la Parole de Dieu entre les Ecoliers, selon que la commodité des lieux & des personnes le portera, auxquelles assisteront les Pasteurs, tant pour y presider, que pour dresser lesdits Propofans.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode de Poitiers 1560. Et les dernières paroles, auxquelles assisteront, &c. jusques à la fin, sont du Synode de Gergeau 1601.

Le Synode de Lion 1563. improuve la coutume de ceux qui envoioient çà & là des Propofans pour prescher, & la raison qu'ils alleguoient, de ce que par le Synode de Poitiers ci-dessus il étoit bien permis aux Diacres de catechiser, fut trouvée sans fondement, & ainsi ils furent censurés, veu le scandale qui s'en étoit ensuivi, & qu'ils n'avoient pas voulu acquiescer aux exhortations faites par le Synode de leur Province. Semblablement le Synode de Gergeau 1601. declare qu'il n'est pas bon d'introduire la coutume de quelques Eglises étrangères, qui envoient les Ecoliers Propofans prêcher durant quelques mois aux Villages, avant que de leur imposer les mains.

Au Synode de Charenton 1644. il est dit, qu'en confirmation du réglemeut pris par les Synodes de Gergeau, de Gap, & du troisième de la Rochelle, sur l'entreprise des Propofans qui s'ingèrent de monter en Chaire pour des Propositions, qui tiennent lieu de Prédications devant le peuple, dans les jours & heures ordinaires des Assemblées; la Compagnie, à la requisition de la Province de Xaintonge, interdit à tous Pasteurs & Consistoires, d'en laisser gagner la pratique dans les Eglises particulières, & de l'introduire de leur chef.

Enfin, au Synode de Londun 1659. il est dit, que l'article 5. des Observations sur la Discipline du Synode de Charenton 1644. qui défend de faire monter les Propofans en chaire aux heures destinées pour les Predications, sera reli-

religieusement observé, & ceux qui le transgresseront, seront censurés par les Synodes & Colloques.

C O N F O R M I T É.

Les exercices qui sont ici prescrits n'ont d'autre veü que de former à la prédication les Etudiens en Théologie, & de les mettre en état de pouvoir annoncer l'Evangile avec édification; ce qui s'accorde très bien avec les réglemens des Synodes de Châlons, & de Méaux, que nous avons produits sur l'Article premier.

C H A P I T R E T R O I S I È M E.

Des Anciens & des Diacres.

A R T I C L E P R E M I E R.

DAns les lieux où l'ordre de la Discipline n'est pas encore établi, les Elections tant des Anciens que des Diacres se feront par les voix communes du peuple avec les Pasteurs: mais où la Discipline seroit déjà, ce sera au Consistoire avec les Pasteurs, de choisir les plus propres, avec prières très-expresses. Et sera leur nomination faite audit Consistoire à haute voix, & à ceux qui auront été choisis, les charges seront leuës au Consistoire, afin qu'ils sçachent à quoi on les veut employer. S'ils consentent, on les nommera puis après au peuple par deux ou trois Dimanches, afin que le consentement aussi du peuple y intervienne. Et s'il n'y a opposition au troisième Dimanche, ils seront reçus publiquement, eux se tenans debout devant la Chaire, avec prières solennelles, & ainsi seront ordonnez en leurs charges, signans la Confession de Foi, & la Discipline Ecclesiastique: mais s'il y a opposition, la cause sera vuïdée au Consistoire; & si là on ne peut s'en accorder, le tout sera remis au Colloque ou Synode Provincial.

O B S E R V A T I O N S.

Le fondement de cet article est du premier Synode National de Paris. Ces paroles; avec prières très-expresses, sont du Synode de Figeac 1579. Ces autres paroles, & sera leur nomination faite audit Consistoire à haute voix, sont du Synode de Montauban 1594. Comme aussi ces mots, au troisième Dimanche, ils seront reçus publiquement, eux se tenans debout devant la chaire, avec prières solennelles. Le Synode de Paris susdit veut, que lesdits Anciens &

Diacres signent la Confession de Foi, & la Discipline Ecclesiastique, & protestent publiquement de les garder.

Pour ce qui regarde l'élection des Anciens & Diacres, étant arrivé quelque desordre en une Eglise particulière, le susdit Synode de Vertueil prononça ce jugement. La Compagnie étant avertie qu'en quelque Eglise, à cause du murmure de quelques-uns du peuple contre le Consistoire, savoir, qu'ils ne s'assujétiront pas aux censures du Consistoire, & que pour faire cesser ces murmures, le Consistoire auroit pris avis de laisser l'élection du nouveau Consistoire à la voix du peuple, chose qu'elle a trouvée fort mauvaise & dangereuse, elle a avisé que cette Eglise sera avertie de se conformer aux autres dans l'exercice de la Discipline, savoir que les Anciens & les Diacres seront nommez par le Consistoire, & puis presentez au peuple, pour être reçus.

Au Synode suivant de la Rochelle 1571. sur ce qu'une des Eglises de l'Isle de France ne pouvoit s'assujétir à ce règlement, bien qu'elle eût été plusieurs fois exhortée de laisser cette élection au Consistoire, qu'elle vouloit faire dépendre du peuple, la Compagnie déclare, que lettres lui seront écrites de la part du Synode, pour l'exhorter d'acquiescer à l'ordre de la Discipline reçue dans les Eglises de France. Et que si les particuliers veulent encore être ouïs, & enseigner, ils s'adresseront au Synode de la Province.

Le même Synode de la Rochelle, étant averti qu'il y avoit quelques Eglises, qui dans l'élection des Anciens employoient quelques façons contraires à la Discipline, envoyant des Ministres pour recueillir les voix du peuple, l'un après l'autre, rejette & impute toutes telles façons de faire, exhortant lesdites Eglises, de se ranger à l'ordre accoutumé entre nous, suivant l'article de la Discipline sur ce fait, & à faute de cela, lesdites Eglises seront censurées.

Le Synode de Gap 1603. sur cet article, dit, que la coutume, qui est en quelques Eglises d'imposer les mains aux Anciens, sera abolie.

Au Synode de la Rochelle 1607. il est dit, que la coutume qui s'est trouvée en quelques Eglises, dans lesquelles les Anciens qui sortent nomment ceux qui doivent entrer, a été improuvée, & il a été ordonné, que la nomination se fera par la voix commune de tout le Consistoire, selon la Discipline. Et au même Synode, il est enjoint aux frères de Normandie, de se conformer aux autres Eglises en la reception des Anciens, le plutôt que faire se pourra. Et conformément au susdit règlement de la Rochelle, au Synode de Tonneins 1614. quelques particuliers sont censurés, de ce que contre les arrêts des Synodes Nationaux, les Anciens sortant de charge nomment ceux qui y entrent; au lieu que la chose appartient à la voix commune du Consistoire.

Au Synode de Castres 1626. il a été jugé, que celui qui aura accepté la charge d'Ancien, ne peut être forcé à exercer ladite charge, si avant la reception il revoque le consentement qu'il avoit donné auparavant.

Au Synode d'Allez, sont vivement censurés les brigues qui s'étoient rencontrées en quelques Eglises sur le choix des Anciens.

Au Synode de London 1659. Les Députés de la Province de Dauphiné, ayant représenté que quelques uns, lors de leur reception à la Charge d'Ancien, ont refusé de se lever, selon qu'il est porté par cet article, & demandé
si on

si on laissera cette partie de l'ordre à observer en la reception des Anciens, à la liberté de ceux qui sont appellez à cette Charge ; La Compagnie ordonne, que le contenu en l'Article sera observé par toutes sortes de personnes, & la Province censurée pour avoir souffert qu'il ait été violé.

Quant aux qualitez & conditions requises en ceux qui sont appellez à cette Charge, les Synodes en ont statué de cette sorte.

Au premier Synode de Paris, il fut demandé si on pouvoit recevoir un Banquier à la Charge d'Ancien. La réponse fut, que s'il se méloit des dépenses & dispenses de la Cour de Rome, non seulement il ne devoit être admis à aucune Charge Ecclesiastique, mais devoit être excommunié, si après les avertissemens il ne s'en déportoit.

Le Synode de Poitiers 1560. déclare, qu'au commencement de l'établissement d'une Eglise on pourra élire pour Anciens, ceux qui n'auront pas encore abjuré l'erreur, pourveu qu'ils promettent de n'y retourner jamais.

Au Synode de Tonneins 1614. à la requisition de la Province d'Anjou. Le Synode enjoint aux Consistoires, de faire choix, dans l'élection des Anciens, de personnes irréprehensibles, selon la Discipline, & d'observer soigneusement l'article qui concerne les qualitez requises en ceux qui sont appellez à de telles charges ; à quoi les Colloques & les Synodes des Provinces sont chargés de tenir la main.

Au Synode de Privas 1612. Sur la question des Députés de la Province d'Anjou, quel tems on peut donner à ceux qui étant sortis du Papisme, & s'étant rangés parmi les Eglises Reformées, peuvent être appellez à la Charge d'Anciens ; la Compagnie leur ordonne le même tems que pour la reception au Ministère, qui est de deux ans.

Sur la question qui fut proposée au Synode de Poitiers 1560. savoir, s'il est licite d'élire pour Ancien en une Eglise déjà dressée, quelqu'un qui par infirmité auroit changé de Religion, mais depuis auroit été reçu à la paix de l'Eglise. La réponse fut, que, si la faute étoit recente, on ne le devoit pas élire.

Au Synode de Loudun 1659. à la requisition des Députés du bas Languedoc, il a été arrêté qu'on choisira pour la Charge d'Anciens, ceux qui sont résidans dans l'étendue de l'Eglise qui les élit, & qu'ils en seront censés Membres, tant qu'il se pourra : Et, s'il s'y rencontre des difficultés, elles seront viduées au Colloque, ou au Synode d'où dépend ladite Eglise.

Les mêmes Synodes ont réglé l'ordre que doivent tenir les Anciens dans l'Eglise. En celui de Montauban 1594. il est porté, que, les Anciens des Eglises communiqueront à la Cène avec les Pasteurs au commencement de l'Action, & le peuple, en tel ordre que le Consistoire jugera être expedient pour l'édification de l'Eglise.

Et sur ce que quelques Magistrats pretendoient avoir droit de marcher à la Communion avant les Anciens, il fut rendu ce jugement au Synode de la Rochelle 1607. L'ordonnance du haut Languedoc, & haute Guienne, exécutée par Monsieur Raffin en la ville de Millau, pour l'ordre des Anciens de l'Eglise, en la célébration de la sainte Cène, devant les Juges & les Consuls, conforme aux determinations des précédens Synodes Nationaux, a été approuvée & ratifiée, l'appel desdits Magistrats mis au neant, sur lequel aussi ils n'ont point fait d'instance.

Quelques-uns voulant, en considération de quelque charge éminente, se porter pour Anciens dans l'Eglise, le Synode de Privas 1612. déclare, que celui qui aura été nommé Conseiller de la Province, & par là prétend se porter pour Ancien, ne sera pourtant pas reçu en ladite charge, s'il n'y entre par les formes prescrites par la Discipline.

C O N F O R M I T E.

Après avoir parlé des Ministres & des Ecoles, où ils doivent faire leurs études pour parvenir à la charge du saint Ministère, l'ordre veut que nous traitions de ceux qui partagent avec eux les soins de la conduite des Troupeaux, c'est à dire des Anciens & des Diacres, qui sont parmi nous des personnes Laïques servant dans l'Eglise, & distinguées des Ministres, ou pour parler avec les Pères, du Clergé : C'est donc de ces deux sortes de personnes & de leur élection que je dois parler dans l'examen de cet Article, selon le dessein & l'intention des Auteurs de notre Discipline.

Je commencerai par les Diacres, qui, comme chacun sçait, sont d'institution Apostolique : En effet, nous apprenons du chapitre 6. du Livre des Actes, que les Apôtres voulant se donner tout entiers à la prédication de l'Evangile, ils obligèrent l'Eglise de Jérusalem de jeter les yeux sur quelques personnes, à qui on rendit bon témoignage, & pour la sagesse, & pour la piété ; afin qu'ils pussent se décharger sur elles du soin des pauvres, qu'ils expriment *par le service des Tables*, & vâquer par ce moyen sans distraction à la prière & à l'administration de la Parole. S. Chrysostome remarque sur celui que ce fut alors que se fit la première institution des Diacres, dont le nom n'étoit pas encore connu, c'est à dire dans l'Eglise Chrétienne ; car pour la Judaïque, elle a eu ses Diacres, à ce qu'écrivit S. Epiphane dans l'Hérésie des Ebionites, qui est la 30. on les appelloit Azanites ; & c'est peut-être de là que les Apôtres ont tiré l'origine des Diacres Chrétiens ; & on les nomma ainsi, parce qu'ils servoient aux Tables & à la distribution des deniers des pauvres. C'est à ce même tems-là que rapportent l'origine du Diaconat, ceux qui après S. Chrysostome ont écrit sur le Livre des Actes des Apôtres, comme Bèda & Oecuménus.

Pour ce qui est des Anciens Laïques, tels que sont les nôtres, je n'en trouve pas l'institution dans l'Ecriture, comme j'y trouve celle des Diacres ; car par les Anciens des Eglises Chrétiennes, dont il est parlé en divers endroits du Nouveau Testament, je suis persuadé qu'il faut entendre les Pasteurs mêmes, qui étoient appelez indifféremment Anciens, ou Prêtres & Evêques ; je n'en excepte pas même ce fameux passage du chap. 5. vers. 17. de la première Epître à Timothée, *Que les Anciens qui président bien, soient estimez dignes de double honneur, principalement ceux qui travaillent à la prédication de la Parole, & à l'instruction.* Il est constant que ces Anciens étoient tous d'un même Ordre, c'est à dire qu'ils étoient tous Pasteurs ; mais parce qu'il y en avoit plusieurs en chaque Eglise, & que les uns étoient plus propres à la prédication de la Parole que d'autres, on leur donnoit des emplois différens selon la diversité des dons ; il ne faut pas à mon avis d'autre preuve de

cette

cette vérité, que le droit de présider que S. Paul attribué indifféremment à tous, ce qu'il n'auroit eu garde de faire, s'ils n'avoient tous été d'un même Ordre; le terme Grec aussi, dont il se sert, inarque d'ordinaire une présidence qu'il n'est dû qu'aux Pasteurs, que les Anciens désignent assez souvent par ce nom, particulièrement S. Justin Martyr.

Mais avec tout cela, je ne doute nullement que l'origine de nos Anciens ne soit très ancienne, & qu'elle n'approche de bien près du Siècle des Apôtres, s'ils n'en sont plutôt eux mêmes les Auteurs; & ce qui me confirme dans cette pensée, c'est qu'ils établirent dans l'Eglise un gouvernement semblable à celui de la Synagogue, un Presbytère Chrétien à l'instar du Presbytère Judaïque; & comme il y avoit des Anciens du Peuple Judaïque, qui avoient part au gouvernement de la Synagogue, il est fort vrai-semblable qu'il y eut aussi des Anciens du Peuple Chrétien qui en eurent à celui de l'Eglise, sinon dès la première naissance du Christianisme, du moins après que le nombre des Chrétiens fut accru d'une manière considérable; car il faut penser alors à établir cette forme de gouvernement que je viens de toucher, & dont les Ecrivains sacrez n'ont pas marqué le temps de l'établissement; parce qu'ils n'ont peut-être pas eu d'occasion particulière de le faire, comme S. Lucien eut d'écrire l'histoire de l'institution des Diacres, laquelle nous seroit peut-être inconnue, si le murmure des Grecs contre les Hébreux, parce que leurs veuves étoient méprisées au service ordinaire, ne l'avoit obligé de la consigner par écrit.

Quoi qu'il en soit, afin qu'on ne s'imagine pas que je mets en avant de simples conjectures, & des conjectures entièrement dénuées de l'autorité de la Tradition, je produis le témoignage formel d'Hilaire Diacre Romain, Ecrivain du 4. Siècle, qui parle de la sorte. *La Synagogue, & l'Eglise après, In 1. Tim. a eu des Anciens, sans le conseil desquels on ne faisoit rien dans l'Eglise, & je ne sçai par quelle négligence cela a été aboli, si ce n'est peut-être par la non-ambros. chalance des Docteurs, ou plutôt par leur orgueil, pour faire accroire qu'ils font quelque chose.* Il paroît clairement par ces paroles du Diacre Hilaire, que *Tom. 3. l'Eglise a eu ses Anciens de même que la Synagogue, & qu'il y avoit déjà p. 582. très long-tems qu'elle avoit commencé de s'en servir, quand il écrivoit ses Commentaires sur les Epîtres de S. Paul; car il se plaint de l'abolition de ce saint usage, qui selon toutes les apparences dura un tems considérable après son institution, & dans les lieux même, où, selon le témoignage de cet ancien Docteur, il avoit été éteint par la négligence & par la malice des hommes vains & ambitieux; ce qui justifie, ce me semble, ce que j'ai dit de son Antiquité, c'est à dire, qu'il en faut rapporter le premier établissement ou aux Apôtres, ou du moins à leurs premiers Successeurs, quand même nous n'en trouverions pas les traces dans les monumens des Ecrivains Ecclésiastiques qui suivirent immédiatement le siècle des Apôtres.*

Cependant, qui sçait si Claude, Ephébe, Valère, Biton & Fortunat, que S. Clément Disciple des Apôtres envoya à l'Eglise de Corinthe, avec cette *Epist. ad Corinthe. excellente Lettre qu'il lui écrivit, pour pacifier les troubles dont elle étoit pag. 75. travaillée, qui sçait, dis-je, s'ils n'étoient pas de ces Anciens dont nous cherchons l'origine & l'institution? car il ne dit quoi que ce soit qui nous puisse faire*

faire croire qu'ils fussent ni Diacres ni Pasteurs. Au fond, vers le milieu du 3. Siècle, Firmilien Evêque de Césarée en Cappadoce, & un des plus célèbres Prélats de son tems, fait mention des Anciens qu'il joint aux Pasteurs, pour la discussion des affaires qui regardoient le bien & l'édification des Eglises, *Nous nous assemblons tous les ans, dit-il, & Anciens & Pasteurs, pour disposer des choses qui ont été commises à nos soins, & pour traiter par avis communs des plus grandes & des plus importantes* : Environ cinquante ans après, Mensurius Evêque de Carthage, ayant reçu ordre de se rendre à la priam pag. suite de la Cour de l'Empereur, il confia, dit Optat Milévitain, à la garde 144. de quelques Anciens plusieurs ornemens d'or & d'argent qui appartenoient à l'Eglise; mais après en avoir fait un mémoire, qu'il mit entre les mains d'une vieille femme, avec ordre de le donner à son Successeur, s'il arrivoit qu'il mourût en ce voyage, comme en effet il y mourut; de sorte que Cécilien ayant été établi en la place de Mensurius, cette femme ne manqua pas de lui donner le mémoire qu'elle avoit, & en vertu duquel il fit appeler ces Anciens, à qui Mensurius avoit confié ce dépôt, dans la persuasion où il étoit qu'ils étoient gens de bien & de bonne foi, mais ces perfides s'étant accommodés pour satisfaire leur avarice de cet or & de cet argent dont ils étoient les Dépositaires, Cécilien fut frustré de son attente; & comme il se mit en devoir de les contraindre, ils arrachèrent de la Communion de l'Eglise une partie du peuple, & commencèrent ce Schisme des Donatistes qui a été si funeste aux Eglises d'Afrique; & ce qui prouve invinciblement que c'étoient des Anciens Laïques comme les nôtres, c'est qu'Optat les distingue expressément de Botrus & de Céléstius qui étoient du Clergé de l'Eglise de Carthage, & qui n'ayant pu parvenir à l'Episcopat, où leur ambition les faisoit aspirer, se joignirent à ces Anciens infidèles avec Lucilla femme puissante & factieuse, & qui en vouloit de longue main à Cécilien.

Voilà déjà des argumens assez convaincans de la vérité du fait que nous examinons; néanmoins parce que plusieurs se sont imaginez que notre pratique à l'égard des Anciens est nouvelle & inconnue à l'ancienne Eglise; il ne sera pas hors de propos d'insister plus long-tems sur cette matière, & d'alléguer encore d'autres preuves pour établir plus fortement l'antiquité de l'usage que nous défendons. Je commencerai par les Actes de la purgation de Cécilien & de Felix d'Aptonge son Ordinateur, qui sont à la fin des Notes de feu Mr. de l'Aubépine Evêque d'Orléans sur Optat Evêque de Milève en Numidie. Dans ces Actes, qui sont antérieurs au 1. Concile de Nicée, il y a diverses choses qui regardent directement notre sujet, comme ce qui est dit à l'occasion de l'argent que Lucilla femme de qualité avoit donné pour faire Majorin Evêque, *que tous les Evêques, les Prêtres, les Diacres, & les Anciens en avoient connoissance*, & quelques lignes plus bas, un Evêque nommé Purpurius écrit à Silvain Evêque de Cirthe qui étoit accusé de plusieurs choses, *d'employer ceux de son Clergé, & les Anciens du peuple, qui sont des hommes Ecclésiastiques, afin qu'ils informent de la nature de ces dissensions*; & dans la même page il est parlé des Clercs & des Anciens de l'Eglise de Cirthe, & dans la page suivante il est fait mention d'une Lettre écrite au Clergé & aux 176. Anciens, & six pages après un certain Maxime dit, *je parle au nom des Anciens du peuple Chrétien de la Loi Catholique*. S. Au-

S. Augustin dans son 3. Livre contre Cresconius parle du Prêtre *Pérgrin* Tom. 7.
des Anciens de l'Eglise de la Contre Mafitane; le titre de la Lettre 137. est p. 191.
conceu en ces termes : *A mes frères bien aimez, le Clergé, les Anciens, &* c. 56.
tout le peuple de l'Eglise de Bonne ou Hippone, à laquelle je sers en l'amour de Tom. 2.
Jesus-Christ. Il y a dans les Sermons de ce même Père sur les Psaumes une p. 250.
Lettre Synodale du Concile Cabarfuffitan, qui parlant de Primien Donatiste, Tom. 8. in
dit qu'il a été donné pour Evêque au peuple de Carthage, *selon la demande* Pf. 36.
que les Anciens de l'Eglise en avoient faite par Lettres; & dans la page suivante, Conc. 2.
il est encore fait mention des Lettres & des Députés *des Anciens de l'E-* p. 119.
glise. Dans le Sermon 19. des paroles du Seigneur, qui est le 3. dans l'Ap- extr.
pendice du 10. Tome, il fait voir en quoi consistoit une partie des devoirs Pag. 732.
de leurs Charges. Le Canon 100. du Code Africain, qu'on attribue au Concile
de Carthage de l'an 407. parle jusqu'à trois fois *des Anciens à nova Germania*,
& parce qu'il y avoit quelque différent entre cette Eglise & Maurentius son E-
vêque, & que cependant les Anciens députez pour cela au Synode ne compa-
roissoient point, le Concile accorda à Maurentius les Juges qu'il demanda,
& laissa au choix *des Anciens*, quoi qu'absens, la nomination de ceux qu'il
falloit encore pour rendre le nombre complet; & ce qu'il y a de très remar-
quable dans cette conjoncture, c'est que ces Anciens défendoient le droit du
peuple, qui étoit la partie directe de l'Evêque, qui se plaignoit de leurs outra-
ges & de leurs calomnies.

Tout ce que j'ai écrit jusqu'ici, fait voir clairement, que quand le Diacre
Hilaire se plaint de ce qu'on a aboli l'usage *des Anciens*, il a égard vrai-sem-
blablement à l'Italie où cela pouvoit être arrivé en divers lieux, bien que la
même pratique continuât ailleurs, comme je l'ai justifié par plusieurs exem-
ples postérieurs au tems qu'écrivoit ce Diacre Romain; Je passe plus avant, &
je dis que cet usage n'étoit pas entièrement éteint en France ni en Sicile à la
fin du 6. siècle; je dis premièrement en Sicile; car le Pape Grégoire I. écrit
à Jean Evêque de Palerme, & lui recommande deux choses, l'une *d'établir un*
Receveur avec le consentement des Anciens & du Clergé qui rende compte tous Tom. 2.
les ans pour ôter tout soupçon de fraude; l'autre de ne pas croire facilement Lib. 11.
les rapports qu'on lui pourra faire de quelqu'un de son Clergé; *mais d'exami-* ind. 6. ep.
ner soigneusement la vérité en présence des Anciens de son Eglise. Je dis en 16. 49. p.
cond lieu que ce même usage s'observoit aussi en France; en effet, Grégoire 1083.
de Tours nous a conservé la Lettre d'une assemblée d'Evêques, faite à Poitiers Hib. lib.
par l'autorité du Roi, pour remédier aux desordres du Monastère de sainte 10. cap.
Radégonde, & dans cette Lettre l'Abbesse confesse entr'autres choses qu'elle 16.
a reçu des erres pour le mariage de sa Nièce qui étoit Orphéline, qu'elle les
a reçevus *en présence de l'Evêque, du Clergé, & des Anciens*; Et l'an 585. le
Roi Gontran fait expresse mention *des Anciens de son Eglise*, qu'il distingue du
Clergé, dans l'Edit qu'il adresse aux Evêques & aux Juges de son Royaume.
Tom. 1. Conc. Gall. p. 391. Je ne sçai si Agobard, Evêque de Lyon dans le
9. Siècle, ne portoit pas sa pensée sur ces mêmes Anciens, lors que se plai-
gnant des personnes de qualité qui abusoient des Prêtres qu'ils avoient dans leurs
maisons, il dit qu'à l'occasion de ces Prêtres Domestiques, *ils abandonnoient* Lib. de ju-
les Eglises, les Anciens, & le service public. re Sacerd.
p. 135.
Tom. 1.

Maintenant il faut que je dise quelque chose de la forme & de la manière de l'élection de nos Diacres & de nos Anciens. Le règlement que j'examine distingue les lieux où la Discipline n'est pas encore établie de ceux où elle est déjà receuë; dans les premiers, il veut que l'élection se fasse par les suffrages du peuple & des Pasteurs; dans les autres, il ordonne que la nomination s'en fera dans le Consistoire, & qu'elle sera notifiée au peuple, pour avoir ou son consentement, ou son refus; parce que leur établissement dépend de l'agrément & de l'approbation du peuple, la nomination qui s'en fait dans le Consistoire n'ôtant pas au peuple son droit, puis que la plupart de ceux qui la font, c'est à dire, les Anciens & les Diacres, représentent le peuple, & sont revêtus de ses droits & de son pouvoir: C'est donc du peuple que dépend parmi nous ou immédiatement ou médiatement l'établissement des Diacres & des Anciens; & en cela notre Discipline a suivi religieusement la pratique des saints Apôtres, qui remirent à la liberté du peuple l'élection des sept Diacres, dont S. Luc raconte l'histoire dans le chap. 6. du Livre des Actes; & ce n'est pas seulement à l'égard des Diacres que les Apôtres en ont ainsi usé, ils voulurent même que toute l'Eglise de Jérusalem eût part à l'établissement de Matthias, qui d'un commun accord fut ajoûté au nombre des onze Apôtres; & quand ils établissoient des Pasteurs ordinaires, ils le faisoient, sans doute, par l'avis des assemblées & des peuples, à la conduite desquels ils les destinoient; exemple que les Chrétiens qui vinrent après imitèrent fort soigneusement, comme nous l'avons fait voir sur l'art. 4. du 1. chapitre: Notre Discipline ne prescrit donc rien pour ce qui regarde l'élection de nos Anciens & de nos Diacres, qui ne soit très conforme à la pratique des Apôtres & à celle des premiers Chrétiens: En effet, si dans les premiers Siècles du Christianisme le peuple avoit bonne part à la vocation de ses Ministres, à plus forte raison en avoit-il à l'établissement des Anciens, qui étoient, s'il faut ainsi dire, les exécuteurs de sa puissance, & les dispensateurs de ses droits; & si nos Ministres sont obligés par l'Article 9. du 1. chapitre de signer notre Confession de Foi & notre Discipline Ecclésiastique, conformément à ce qui se pratiquoit dans la primitive Eglise, on ne doit point trouver étrange que nous y obligions aussi nos Anciens & nos Diacres, puis qu'ils composent un même corps avec les Ministres de chaque Eglise, & qu'ils partagent avec eux la conduite des mêmes Troupeaux.

II.

On n'élira désormais, autant qu'on s'en pourra passer, pour Anciens & Diacres de l'Eglise, ceux qui ont des femmes contraires à la vraie Religion, suivant le dire de l'Apôtre. Toutesfois, afin que l'Eglise ne soit pas privée du travail de plusieurs bons personnages, qui, à cause de l'ignorance passée, ont leurs femmes de Religion contraire, ils seront supportez, pour cette nécessité du tems seulement, pourvu qu'ils fassent paroître du devoir qu'ils font, à bien instruire leurs dites femmes, & à les solliciter à se ranger à l'Eglise.

OBSERVATIONS.

Cet article fut ainsi dressé au Synode de Sainte Foi 1578.

Le Synode de la Rochelle 1607. déclare, que si quelqu'un faisant profession de la Religion Réformée, épouse femme de Religion contraire, il ne pourra être admis, non seulement aux Charges purement Ecclesiastiques, mais aussi à celles qui seront données à tems pour les affaires des Eglises, comme celle de Syndic & celle de Procureur. Et celui qui seroit déjà reçu & employé, tombant en telle faute, sera déposé.

CONFORMITE.

Après avoir établi, comme nous avons fait, le premier Article, celui-ci n'a point de difficulté : car si S. Paul desire que les *Diacres retiennent le mystère de la foi en une conscience pure*, il veut aussi que leurs femmes *soient fidèles en toutes choses*, & par conséquent en celles de la piété & de la Religion, qui devoit être la seule Religion de Jesus Christ, & dans les maris & dans les femmes, pour éviter les grands inconvéniens qui naissent de la diversité des Religions, & que Tertullien représente très-bien à sa femme dans le second livre qu'il lui écrit. 1 Tim. 5;

III.

L'Office des Anciens est de veiller sur le Troupeau, avec les Pasteurs, faire que le peuple s'assemble, & que chacun se trouve aux saintes Congregations; faire rapport des scandales & des fautes, en connoître & en juger avec les Pasteurs; & en general, avoir soin avec eux de toutes choses semblables qui concernent l'ordre, l'entretien & le gouvernement de l'Eglise: ainsi en chaque Eglise, il y aura une forme de leur Charge par écrit, selon la circonstance du lieu, & du tems.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article, comme des suivans, est du Synode de Paris 1559.

Le Synode de Nîmes 1572. ajoute, après ces paroles, que le peuple s'assemble, celles-ci, pour veiller en general & en particulier sur l'Eglise. Et après ces autres mots, rapporter les scandales, ajoute ceux-ci, pour en connoître & pour en juger avec les Pasteurs. Et après ces paroles, de toutes choses semblables, ajoute, qui concernent l'ordre, l'entretien, & le gouvernement de l'Eglise.

CONFORMITE.

Lib. 3.
p. 142. de
l'Edi. de
Cambrige.
1658.
Apolog.
c. 29.

Dans l'Eglise Chrétienne il y a toujours eu des personnes établies pour prendre garde à la conduite de ceux qui en étoient membres, & pour veiller sur leurs Troupeaux, afin qu'il ne s'y commît rien de scandaleux, rien qui fût indigne de la profession de l'Evangile. Origène du moins nous apprend que de son tems, c'est à dire dans le 3. Siècle, on en usoit ainsi; car il déclare dans sa réponse à Celsus, qu'il y avoit dans les Eglises *des gens établis pour s'informer de la vie & des mœurs de ceux qui embrassoient le Christianisme, pour les chasser des saintes Assemblées, lors qu'ils commettoient de mauvaises actions, & pour y recevoir au contraire avec affection ceux qui vivoient bien, afin de les rendre meilleurs de jour en jour.* Tertullien avoit assez insinué avant Origène cette même pratique, en parlant dans son Apologétique des censures qu'on appliquoit aux pécheurs dans les Assemblées des Chrétiens, qui retranchoient de leur Communion ceux qui étoient convaincus de péchez atroces; par exemple, d'idolâtrie, de meurtre, & de fornication, conduite qui présuppose qu'il y avoit dans chaque Eglise des personnes chargées de veiller sur les mœurs & sur la vie des particuliers; & ces personnes étoient celles-là même que nous appellons *Anciens*, qui est aussi le nom que S. Augustin leur donne dans le Sermon 19. des paroles de notre Seigneur, & qui est aujourd'hui le 3. dans l'Appendice du 10. Tome, dans ce Sermon, que d'autres attribuent à Maxime Evêque de Turin, & qui est le 66. entre ceux de S. Ambroise, on y trouve & le nom & l'emploi *des Anciens* tel à peu près qu'ils l'ont parminous; car l'Auteur, quel qu'il soit, après avoir remarqué que les gens de guerre & ceux qui étoient en quelque Charge ne pouvoient souffrir qu'on les reprît, & qu'on leur remontrât leur devoir, il parle de la sorte; *Quand les Anciens les reprennent de quelque faute, & qu'on reproche à quelqu'un d'eux, pourquoi il s'est enivré? pourquoi il a pillé le bien d'autrui? pourquoi il a commis un meurtre? Il répond incontinent, que serois je? étant homme du monde & homme de guerre, fais-je profession d'être Moine, ou du Clergé?*

IV.

L'Office des Diaçres, est de recueillir, & de distribuer, par l'avis du Consistoire, les deniers des pauvres, des prisonniers, & des malades, les visiter, & en avoir soin.

OBSERVATIONS.

Cet article est tout entier du susdit Synode de Paris 1559.

CONFORMITE.

Il paroît par le chapitre 6. du Livre des Actes des Apôtres que l'Office des Dia-

gres

eres est tel que nôtre Discipline le représente, puis qu'ils furent premièrement établis pour servir aux Tables, c'est à dire, pour avoir soin des pauvres : Oecuménus dans ses Commentaires sur ce chapitre des Actes, que je viens de citer, remarque expressement qu'on les institua pour distribuer avec soin aux veuves & aux Orphélins les choses qui étoient nécessaires à leur subsistance : Suivant cela, les ennemis de Cécilien Evêque de Carthage lui reprochoient comme un grand crime, qu'étant Diacre il empêchoit qu'on ne portât à manger aux Martyrs, au lieu qu'il leur en devoit porter lui-même. Le Cardinal Jouin, qui présidoit au Concile de Basle, rémontre au Pape Eugène IV. qu'il y a des choses qu'il doit faire lui-même, & d'autres qu'il peut commettre aux soins de ceux qui sont au dessous de lui, à l'exemple des Apôtres, qui pour vâquer plus librement à la prédication de la parole, instituèrent sept Diacres, qui servoient aux Tables, & à l'administration des choses inférieures.

*Fascicul.
rerum ex-
per. &
jug. fol.
32. verso
colonia*

Il est pourtant vrai que du tems de Justin Martyr, c'étoit le Pasteur qui faisoit aux pauvres la distribution des deniers destinez à leur entretien, & qui prouvoient de la charité des fidèles; mais cette distribution se faisoit apparemment par le ministère des Diacres. Tertullien dans son Apologétique témoigne à la vérité qu'on avoit soin des pauvres, des orphélins, des vieillards, de ceux qui avoient perdu leur bien par quelque naufrage, de ceux qui travailloient aux mines, qui étoient relégués dans les Isles ou renfermez dans les prisons en haine de l'Evangile; mais il ne déclare pas par qui cela se faisoit. L'Eglise de Rome du tems de Corneille son Evêque, c'est à dire, vers le milieu du 3. Siècle, nourrissoit plus de 1500. nécessiteux, tant veuves, qu'autres, qui étoient dans l'indigence, ou affligés de quelque maladie & de quelque infirmité. La charité de celle d'Antioche n'étoit pas moins recommandable que celle de l'Eglise Romaine, comme nous l'apprenons de quelques Homélies de S. Chrysostome sur S. Matthieu, particulièrement des Homélies 67. & 86. Il est vrai que nous ne sçavons pas avec certitude si les Diacres étoient chargez de ces soins dans ces deux Eglises, du tems de Corneille & du tems de S. Chrysostome; mais nous sçavons bien que les Diacres parmi nous vâquent aux mêmes choses pour lesquelles les Apôtres les établirent, c'est à dire, qu'ils ont soin des pauvres & des nécessiteux, conformément à leur première institution. C'est dans cette vûë que Fabien, Evêque de Rome, partagea à sept Diacres, dans le 3. Siècle, les quatorze quartiers de la Ville de Rome, c'est à dire, afin qu'ils eussent soin des pauvres qui étoient dans chacun de ces quartiers, comme on le lit dans le Breviaire Romain sur le 20. jour de Janvier, & comme le remarque Binius sur la vie de Fabien Tom. 1. Concil pag. 114. Mais ce que les Diacres faisoient au commencement, on le fit avec le tems par le ministère des Oeconomes, dont les anciens Canons font si souvent mention, en telle sorte néanmoins, que l'Evêque avoit le principal pouvoir dans la distribution, qui ne se faisoit pourtant pas sans la participation de ces Oeconomes, quand ils eurent pris la place des premiers Diacres; & c'est ainsi que j'explique ce que dit Sozomène de S. Epiphane liv. 7. chap. 27. qu'on lise ce que j'écrirai sur l'art. 2. du chap. 4.

*1535.
Apolog. 2.
p. 99.
Cap. 39.
Apud
Euseb.
Hist. lib. 6.
c. 43. p.
244.*

V.

L'Office des Diacres n'est pas de prêcher la Parole de Dieu, ni d'administrer les Sacremens: néanmoins, pour la nécessité du tems, le Consistoire pourra élire quelques Anciens & Diacres, pour catechiser par les familles: comme aussi il est permis aux Anciens, en l'absence des Pasteurs, de faire les prières publiques dans les jours ordinaires, quand ils seront élus par le Consistoire, & suivront en cela le formulaire ordinaire: &, en la lecture qui se fera, on ne lira que les livres Canoniques du Vieil & du Nouveau Testament. Quant aux Diacres qui ont accoutumé de catechiser publiquement en quelques Provinces, où ils & pelez les inconveniens qui en sont arrivez, & qui en pourroient arriver ci-après, on exhorte les Eglises, où cette coutume n'est introduite, de s'en abstenir, & les autres, où elle seroit, de la quitter, & de faire que lesdits Diacres, s'ils sont trouvez capables, se rangent au Ministère de l'Evangile, le plutôt qu'il leur sera possible.

OBSERVATIONS.

Le Synode de Paris 1559. permet aux Anciens & aux Diacres, de catechiser par les maisons: Et, au cas qu'il s'en trouve quelqu'un propre, & qui promette de se dedier & de se consacrer perpetuellement au service de Dieu, dans le S. Ministère, alors il pourra être élu par le Consistoire, pour catechiser en public, selon le formulaire reçu dans nos Eglises, & cela pour l'éprouver, sans qu'il puisse cependant administrer les Sacremens.

Au Synode d'Orleans, fut proposée la question, savoir, si les Diacres peuvent catechiser publiquement, vu les inconveniens qui en étoient arrivez, & qui furent représentés. L'affaire fut remise au Synode suivant, & cependant les Eglises où cette coutume n'étoit pas encore introduite, furent exhortées de s'en abstenir: Et quant à celles où la coutume avoit déjà lieu, elles furent aussi semblablement exhortées à faire que les Diacres, qui en seroient capables, se rangeassent au Ministère le plutôt qu'il seroit possible. L'affaire demeura dans ces termes, & a été ainsi couchée à la fin de cet article.

Ce fut au Synode de la Rochelle 1581. qu'il fut dit, qu'il est permis aux Anciens de faire les prières publiques en l'absence des Pasteurs, aux jours ordinaires, étant élus à cela par le Consistoire.

Ces mots, & suivront le formulaire ordinaire, sont du Synode de Gergeau 1601.

Ces paroles, Et en la lecture qui se fera, on ne lira que les livres Canoniques du Vieil & du Nouveau Testament, sont du Synode de Torneins 1614.

Au Synode d'Allez 1620. sur la question de la Province de Provence, si un personnage appelé à la Charge d'Ancien peut faire la lecture de la Parole de Dieu

Dieu dans l'Eglise, & les prières publiques, en l'absence des Pasteurs, même dans les petites Eglises où il n'y a pas dans les Consistoires de personnes propres à cette lecture : La Compagnie a estimé, que le Consistoire a liberté de choisir celui qui sera propre à cette lecture, & à faire les prières, encore qu'il ne soit en la Charge d'Ancien, pourvu qu'il soit d'âge & d'humeur convenable, & qu'il signe la Confession de Foi, & la Discipline Ecclesiastique.

C O N F O R M I T E'.

Ce que je viens de dire de l'emploi des Diacres, justifie hautement la défense qui leur est faite ici de prêcher la Parole de Dieu, & d'administrer les Sacramens, parce qu'ils n'ont pas été institués pour cela, comme l'a remarqué Oecuménus sur le chap. 6. des Actes des Apôtres, & dont nous avons rapporté les paroles en examinant l'Article précédent; je n'ignore pas que Philippe, l'un des sept Diacres établis par les Apôtres, n'ait prêché l'Evangile, mais je dis que ce n'a pas été en qualité de simple Diacre qu'il l'a prêché, mais en vertu d'une vocation particulière, par laquelle Dieu en fit un Héraut de sa grace, & un Dispensateur de ses Mystères, c'est pourquoi il est qualifié du titre d'*Evangéliste* dans le chapitre 21. vers. 8. du Livre des Actes : car je ne touche pas ici à ce qu'il fit à Samarie où il prêcha Christ, ensuite de cette grande persécution qui fut suscitée contre l'Eglise de Jérusalem, après la mort de S. Etienne; Art. 8. parce qu'il ne fit rien en cela que les autres dispersés ne fissent ailleurs, en vertu d'une vocation générale que chaque fidèle a droit d'exercer en certains tems & en certains lieux. Pour ce qui est du Baptême & de l'instruction de l'Eunuque de Candace Reine des Ethiopiens, l'Histoire sainte nous apprend que Philippe en reçut l'ordre exprès par le ministère d'un Ange. Dans l'ancienne Eglise, il n'étoit pas permis aux Diacres d'annoncer la parole de Dieu, tandis qu'ils étoient dans le Diaconat; il falloit pour le moins qu'ils passassent du Diaconat au Presbytariat pour avoir droit de prêcher; j'ai dit pour le moins; car si en Orient il étoit permis aux Prêtres de prêcher, il en étoit autrement en Occident, où les seuls Evêques ont fait cette fonction pendant plusieurs Siècles. Le premier Prêtre qui ait prêché publiquement en Afrique, c'est S. Augustin, par le pouvoir que lui en donna Valère son Evêque, qui étoit Grec de naissance; ce qui fut trouvé irrégulier, parce que c'étoit contre la pratique & l'usage des Eglises d'Afrique, comme le remarque Possidius dans la vie de S. Augustin. Si parmi nous il se trouvoit quelque Diacre qui fût capable & qui eût la volonté d'exercer le Ministère, on le feroit passer d'un degré à l'autre, & alors il pourroit prêcher la Parole, & administrer les Sacramens, au lieu que les Diacres ne furent pas institués au commencement pour l'un ni pour l'autre.

En effet, si leur première Institution ne leur permettoit pas de prêcher, elle ne leur permettoit pas non plus d'administrer les Sacramens : car ces deux choses vont d'ordinaire ensemble, de sorte que si en leur interdisant la prédication, on leur a permis avec le tems d'administrer les Sacramens, outre qu'on a séparé des choses qui doivent être jointes, on a outrepassé les bornes de leur vocation. De là vient qu'Oecuménus Ecrivain du 10. ou 11. Siècle, que j'ai déjà cité plusieurs fois, reconnoît que les Diacres de son tems sont entièrement différens de

ceux

Voï supra.

ceux que les Apôtres établirent, & un Ordre tout autre que le premier. Du tems de Justin Martyr, c'est à dire, dans le deuxième Siècle, les Diacres distribuoient le pain & le vin de l'Eucharistie, après qu'ils avoient été bénis & consacrés par le Pasteur, ce qui venoit apparemment d'une fausse interprétation qu'on donnoit à ces Tables, pour le service desquelles les Diacres furent institués : car ce n'étoient nullement des Tables Eucharistiques ; mais des Tables communes, où se faisoit la distribution des choses nécessaires à l'entretien des veuves, des Orphelins, & autres nécessiteux, & où peut-être les Chrétiens prenoient quelquefois ces charitables repas qui ont été quelque tems en usage dans l'Eglise.

Apolog. 2.

De Coron. cap. 3. p. 102.

Tertullien, un peu plus jeune que Justin Martyr, témoigne qu'on ne recevoit l'Eucharistie que de la main de ceux qui présidoient, c'est à dire des Evêques & des Pasteurs ; il y a apparence que c'étoit alors l'usage des Eglises d'Afrique, & un usage qui ne s'observoit pas par tout. Le 2. Canon du Concile d'Ancyre de l'an 314. permet aux Diacres, qui n'ont rien fait indigne de leur rang, de distribuer l'un & l'autre symbole ; mais dans la même année le Concile d'Arles le leur défend dans le Canon 15. car le terme d'*offrir*, dont il se sert, se prend pour admettre, selon l'explication qu'en donne le 15. Canon du second Concile du même lieu l'an 462. Le grand Concile de Nicée leur défend simplement de donner l'Eucharistie aux Prêtres. Le Canon 25. de celui de Laodicée semble leur interdire absolument la distribution du Pain & du Calice : *Il ne faut pas, dit-il, que les Ministres donnent le pain, ni qu'ils bénissent le Calice.* Dans ce tems-là, le terme de Ministres désignoit ordinairement les Diacres ; mais dans les Canons de ce Concile, il designe un degré inférieur, c'est à dire les Soudiacres. Au fond, il faut demeurer d'accord que nous n'avons rien innové dans le Diaconat, & que nos Diacres sont toujours demeurez dans les justes bornes de leur première Institution, qui étoit de servir aux Tables, & d'avoir soin des veuves, comme remarque S. Jérôme dans l'Epître 85.

T. 1. Conc. Gall. Ibid. Can. 18.

V I.

Les Anciens & Diacres peuvent bien assister aux propositions de la Parole de Dieu qui se font par les Ministres, outre les prédications ordinaires, ou par les Ecoliers Proposans, & même aux censures qui leur sont faites, & en dire leur avis : mais la décision de la Doctrine est principalement réservée aux Ministres & Pasteurs, & aux Docteurs en Théologie deüement appelez en leurs Charges.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de Poitiers 1560. il fut dit, que, quand il y auroit contestation ou debat sur les articles de la Foi, & de la doctrine, ou heresie, qui ne se pourra vuidier par disputes dans les Conciles generaux ou Provinciaux, les Diacres & les Anciens seront choisis pour réduire leur voix à pareil nombre que les Ministres. Mais quant aux autres faits & réglemens de police, toutes les voix seront recueillies, encore que celles des Diacres & Surveillans passent en nombre celles des Ministres.

Le commencement de cet article est du Synode de Vertueil 1567. où il fut couché en cette sorte. Les Anciens & les Diacres peuvent assister aux propositions de la Parole de Dieu qui se font par les Ministres, & aux censures d'icelles, & même dire leur avis si bon leur semble en toute liberté.

Au Synode de la Rochelle 1571. furent ajoutées ces paroles, outre les Predications ordinaires. Il fut dit outre cela qu'ils auroient la liberté de donner leur avis sans decider de la doctrine.

Ces mots, & aux Docteurs en Théologie deüement appelez en leurs charges, sont du Synode de Nîmes 1572.

Ces autres paroles, Mais la decision de la doctrine est principalement réservée aux Ministres & Pasteurs, sont du Synode de Vitry 1583. Et sur ce qu'au Synode de Sauxmur 1596. on voulut faire ôter le mot principalement, il fut dit qu'il demeureroit.

Ces mots, ou par les Ecoliers Proposans, sont du Synode de Gergeau 1601.

Conformément aux susdits Reglemens, il fut rendu ce jugement au Synode de Montpellier 1598. Sur l'appel des Anciens de l'Eglise de Montpellier, du Synode Provincial, pour ne leur avoir été demandé leur avis, sur la proposition faite par Monsieur Peyral leur Proposant : La Compagnie a déclaré que les Anciens ne peuvent appeller en tel cas, sans en avoir communiqué à leurs Pasteurs ou au Consistoire, & a ordonné que les voix des Anciens seront recueillies sur les Proposans : Mais quant il est question du jugement de la doctrine, la decision en appartient aux seuls Ministres, suivant la Discipline.

C O N F O R M I T E.

Otre les Predications ordinaires que les Ministres font dans le Temple, ils avoient accoustumé d'en faire tour à tour en particulier, dans les Colloques qu'ils tenoient plusieurs fois tous les ans, & on nommoit ces exercices des *Propositions*, semblables à celles qu'on fait faire à nos Etudians en Théologie pour les former peu à peu à la prédication ; c'est pourquoi ces sortes d'exercices sont sujets aux censures de ceux devant qui on les fait ; car ils ont été institués, pour juger des progrès que font dans leurs études, tant les Ministres que les Proposans ; & parce qu'il y a des Anciens & des Diacres qui y assistent quelquefois, ou dans les Colloques en qualité de Députés, ou dans le Consistoire dont ils sont membres, on leur permet d'en dire leur avis, ce qu'on ne doit pas trouver étrange après tout ce qui a été dit jusqu'ici des Anciens, vû même qu'on réserve aux Ministres la decision de la doctrine.

VII.

L'Office des Anciens & des Diacres, comme nous en usons aujourd'hui, n'est pas perpétuel : toutefois, d'autant que les changemens sont dommageables, ils seront exhortés de continuer en leurs charges, tant que faire se pourra, & s'ils s'en départent, ce ne sera point sans le congé de leurs Eglises.

DES ANCIENS

OBSERVATIONS.

Dès le premier Synode de Paris 1559. il fut dit, que l'office des Anciens, comme nous en usons presentement, n'est pas perpetuel.

Au second Synode de Paris 1565. il fut dit, que bien que l'office des Anciens, comme nous en usons aujourd'hui, ne soit pas perpetuel, comme il est porté par le susdit article du precedent Synode de Paris, toutefois les Eglises sont exhortées de ne les changer, sinon pour de grandes causes, desquelles le Consistoire connoitra, afin que l'Eglise soit, le plus qu'il sera possible, gouvernée par des gens de bien, & exercez en sa conduite.

Ces paroles de la fin, & sont diligemment exhortez de continuer en leurs charges, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de Nismes 1572.

Au Synode de Toncains 1614. il est porté que Le tems de la décharge des Anciens est laissé à la prudence des Synodes Provinciaux. Ordonnant néanmoins, que celui qui auroit été député par une Province, pour se trouver au Synode National, demeurera en la charge d'Ancien, jusqu'à ce qu'il ait exécuté celle qui lui a été commise, & en ait rendu conte, quand même le tems de la décharge seroit venu.

Le Synode de la Rochelle 1607. pour obvier aux divisions d'une Eglise particuliere, au sujet des Charges Ecclesiastiques, trouve bon, qu'aussi tôt que ladite Eglise sera pourveüe d'un Pasteur, le tiers du Consistoire soit changé, & le second tiers au bout d'un an, & le reste un an après: & la nomination, tant des deux tiers qui devroit demeurer, que de celui qui y entrera, soit faite par la pluralité des voix de tout le corps du Consistoire, laissant en liberté ceux qui voudront être déchargez: & ce régleme est conseillé à ladite Eglise à la requisition de sa Province, sans préjudice des autres. Et sera ledit régleme continué à l'avenir dans ladite Eglise.

Au Synode de Loudun 1659. Les Députez de la Province de Normandie, ayant demandé que la Compagnie pourveût selon sa prudence au desordre qui se trouvoit en une Eglise particuliere de ladite Province, à l'occasion de la longue demeure des Anciens dans la fonction de leurs charges, & ayant lu un memoire qui contient les demandes de quelques uns de ladite Eglise, & leurs raisons, à ce qu'on détermine un certain tems, en sorte que la demeure desdits Anciens dans leur charge ne soit pas perpetuelle. La Compagnie a renvoyé leur demande au Synode de Normandie, selon l'arresté du Synode National de Toncains, lequel en attribué la connoissance aux Synodes Provinciaux, & ledit Synode de Normandie y pourvoira selon sa prudence, après avoir pris une exacte connoissance de l'état de ladite Eglise.

C O N F O R M I T E.

L'établissement des Diacres & des Anciens dépendant de l'Eglise, en qui réside originellement tout le droit, & toute la puissance du gouvernement, & cette Eglise n'ayant pas jugé à propos de rendre ces Charges perpétuelles, de peur qu'elle ne trouvât pas toujours des personnes qui voulussent les accepter pour
tout

toute leur vie, elle a accordé à ceux qui les remplissent la liberté de se retirer, pourvu qu'ils le fassent dans les formes, & avec le congé de l'Eglise qui les avoit appelez à ces emplois.

VIII.

Les Diacres, ni aussi les Anciens, ne pourront prétendre de primauté ou domination les uns sur les autres, soit en nomination au peuple, soit en seance, ou en ordre de dire leur avis, & autres choses dépendantes de leurs charges.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559. Les dernières paroles, soit en nomination au peuple, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1581.

Etant survenu différent entre les Procureurs Anciens, & les Marchands Anciens, dans une Eglise particulière, pour la préseance, l'affaire fut portée au Synode de Loudun, & fut renvoyée au Consistoire de ladite Eglise, pour en juger souverainement, selon les réglemens des Synodes Nationaux : ordonnant cependant de faire observer exactement l'article de la Discipline sur ce sujet.

Ces réglemens sont, qu'au Synode de S. Maixant 1609. sur un apel fait par un Pasteur du jugement du Synode Provincial, aprouvant la préseance entre les Anciens, selon l'ordre de la reception : La Compagnie n'a pas jugé convenable, que les Provinces fassent des règles de prééminence, & censure la Province d'en avoir fait article : remettant à la prudence des Consistoires à pourvoir aux confusions qui y pourroient survenir, & rendre à chacun ce qui lui appartient.

Et le Synode de Castres 1626. déclare non recevable un apel de cette nature, qui regarde la prééminence des Anciens, & interdit à ceux qui appellent à l'avenir de telles sortes d'affaires, de se présenter en ces Assemblées.

CONFORMITE.

Si les Ministres ne peuvent pas prétendre primauté les uns sur les autres, comme nous l'avons amplement justifié sur l'article 16. du chapitre premier, il ne seroit pas raisonnable que les Anciens ni les Diacres voulussent s'attribuer quelque domination sur leurs Compagnons & sur leurs égaux.

IX.

Les Anciens, & les Diacres seront déposez, pour les mêmes causes que les Ministres de la Parole de Dieu, en leur qualité. Que si, étant condamnez par le Consistoire, ils en appellent, ils demeureront suspendus

dus de leurs charges, jusqu'à ce qu'il en soit ordonné par le Colloque ou par le Synode Provincial.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559. Au même Synode fut proposée une question, savoir, si on devoit déposer des Anciens incapables, qui n'auroient été élus dans les commencemens de l'Eglise, que pour en élire après d'autres plus capables. La réponse fut, que si les Anciens sont tellement incapables qu'ils ne puissent exercer leurs charges, selon les determinations de la Discipline, ils doivent être déposés; mais s'ils pouvoient aucunement satisfaire à leur charge, ils ne le pouvoient être sans leur consentement.

Au Synode de Poitiers 1560. un Ancien étant accusé de paillardise, qu'il ne confessoit pas, & bien qu'il n'y eût pas de preuve suffisante, toutefois le bruit en étoit grand, & la fille l'accusoit, & y avoit enfant issu de cette conjonction, on demanda comment on avoit à proceder. Il fut répondu, qu'il seroit suspendu de sa charge, & que la connoissance du fait seroit rapportée au Synode Provincial, auquel appartient la connoissance de l'apel.

Au Synode de Lion 1563. il fut arrêté, que ceux qui ont charge en l'Eglise, & changent de Religion, bien qu'en tems de persecution, seront déposés, & ne pourront, après cela, être reçus à la Communion sans faire penitence publique, le tout avec moderation, suivant la Discipline Ecclesiastique.

Au Synode de la Rochelle 1607. Sur la question proposée par Monsieur Beaud, si un Ancien de l'Eglise accusé de crime énorme, étant justifié par le Juge inferieur, & sa partie apelant au superieur, peut exercer sa charge en l'Eglise, nonobstant l'apel; La Compagnie a été d'avis qu'il s'en doit abstenir jusqu'à sentence definitive.

CONFORMITE.

Les Anciens & les Diacres composant avec les Ministres un même Corps, c'est à dire un même Consistoire, & partageant avec eux les soins de la conduite des Troupeaux, il est juste qu'ils soient punis de mêmes peines que les Ministres, lors qu'ils commettent les mêmes fautes, dont nous avons amplement traité sur les Art. 47. & 49. du 1. chapitre, où le Lecteur peut avoir recours.

X.

La restitution des Anciens & des Diacres, qui ont été déposés, ne se fera point, que selon & en la manière que la restitution des Pasteurs déposés se peut faire.

OBSERVATIONS.

Cet article n'étant qu'une suite, & une dépendance nécessaire, & comme naturelle du précédent, les Synodes n'en ont rien dit, ne s'y pouvant rien ajouter pour son éclaircissement.

CONFORMITÉ.

Cet Article est une suite nécessaire du précédent; car si les Anciens & les Diares sont déposés pour les mêmes causes que les Ministres, il est évident que la restitution s'en doit faire de la même manière: qu'on lise ce que j'ai écrit sur l'Article 53. du chapitre premier.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Du Diaconat, ou de l'administration des deniers des pauvres par les Diares.

ARTICLE PREMIER.

LES deniers des pauvres ne seront administrés par autres que par les Diares, selon l'avis & le règlement du Consistoire.

OBSERVATIONS.

Ceci est du Synode de la Rochelle 1571. Et ces dernières paroles, Selon l'avis & le règlement du Consistoire, sont du Synode de Gergeau 1601.

Pour procurer le bien & l'utilité des pauvres, les Synodes ont pris des ordres, & fait quelques réglemens considérables. Le Synode de Montauban 1594. déclare, que quand il y aura somme notable de deniers des pauvres dans une Eglise, & que l'urgente nécessité ne requerra pas de l'employer pour leur subvention; les Diares, par l'avis des Consistoires, en pourront faire faire prêt à gens solvables, pour faire valoir & profiter le tout à l'utilité des pauvres, & cela suivant l'ordonnance du Roi, & la règle de la charité. A la charge néanmoins, qu'on les puisse promptement retirer, en cas de nécessité.

Le Synode de Montpellier 1598. dit, que puis qu'il est du devoir de ceux qui ont la conduite de l'Eglise, de procurer le bien & le profit des pauvres, par tous moyens légitimes. La Compagnie a jugé être permis, quand il y aura quelque notable somme de deniers dans la bourse desdits pauvres, de la faire profiter, afin qu'arrivant quelque nécessité, les pauvres en puissent recevoir un plus grand soulagement.

Les Synodes ont mis aussi au rang des sujets dignes de la charité des fidèles,

les, les prisonniers & les captifs, & sur tout ceux qui le sont pour la cause de la Religion. Au Synode de Charenton 1631. Toutes les Eglises sont exhortées à contribuer libéralement leurs aumônes pour le soulagement, la délivrance & le rachapt de plusieurs fideles retenus captifs entre les Turcs, & desquels la misère est extrême, & digne de grande commiseration.

Au Synode de Loudun 1659. il fut dit, que, sur la lecture de l'article du Synode National de Charenton 1644. concernant le rachapt des captifs : La Compagnie ayant reconnu que les aumônes faites ci-devant par les fideles pour ce sujet, ont été très-utilement employées dans ce pieux dessein, suivant les contes qui en ont été rendus, & examinés : & vu la nécessité de la continuation de ce saint œuvre, la Compagnie en a recommandé l'exécution dans les Provinces, suivant l'ordre porté par ledit article.

Et au Synode de la Rochelle 1607. Les Eglises desquelles quelques membres sont prisonniers, pour la cause de la Religion, sont exhortées de les aider, & de leur envoyer de leurs charitables aumônes.

Et bien que les pauvres, faisant profession de la Religion, soient l'objet naturel de la charité de ceux de leur profession, les Synodes leur ont permis en certaines occasions, de tirer assistance réglée des autres. Le Synode de S. Maixant 1609. sur la question des Députés de la basse Guienne, la Compagnie a jugé, qu'en bonne conscience un fidele peut recevoir la subvention octroyée par sa Majesté aux pauvres qui ont été incommodez, en portant les armes pour son service.

C O N F O R M I T E,

Ce que j'ai remarqué sur l'Art. 4. du chapitre 3. suffit pour l'éclaircissement de celui-ci, & pour établir la conformité de notre Discipline avec celle des Anciens Chrétiens; on y peut ajoûter l'ordre que le Pape Grégoire I. donne à Anthème son Souddiacre, d'avoir soin des pauvres des lieux où il l'envoyoit.

Lib. 1.
inl. 9.
ep. 37.

I I.

Dans les distributions ordinaires, il est nécessaire qu'un, ou deux Ministres soient présents, tant que faire se pourra, mais sur tout, à la reddition des contes.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article, aussi bien que le suivant, est du Synode de Paris 1565.

Au Synode de Montpellier, il fut mis, il est nécessaire, au lieu qu'auparavant, il y avoit, il est bon.

Au Synode de Loudun 1659. sur ce qui fut proposé par les Députés de la Province de Bourgogne, touchant l'administration des deniers des pauvres, & la reddition des contes par ceux qui les ont maniez. La Compagnie a jugé que la connoissance, & la reddition en appartient au Consistoire, selon l'ordre por-

porté par la Discipline, & que ceux, qui en violant les réglemens tirent ces affaires hors les Compagnies Ecclesiastiques, doivent être poursuivis par toutes sortes de censures, comme contempteurs des réglemens, & rebelles au Consistoire.

C O N F O R M I T E.

Quoi que je puisse renvoyer le Lecteur pour l'explication de cèt Article où je l'ai renvoyé pour le précédent; cependant j'ajouterai à tout ce que j'ai dit quelques réglemens qui ne sont pas trop éloignez du sujet que nous examinons, par exemple, les Canons 7. & 8. du Concile de Gangres assemblé en l'an 325. de nôtre Seigneur, comme on dit d'ordinaire, mais plus tard, où il est défendu de disposer des revenus de l'Eglise, sans le consentement de l'Evêque, ou de celui qu'il a établi pour la distribution de ces charitez. Les Canons 24. & 25. du Synode d'Antioche de l'an 341. ordonne à l'Evêque de faire cette distribution par l'avis des Prêtres & des Diacres. Le Capitulaire de Charlemagne de l'an 789. renouvelle la défense du Concile de Gangres. T. 2. Conc. Gall. c. 47. p. 146.

I I I.

Le peuple sera averti de la reddition des contes, afin qu'il soit en la liberté d'un chacun de s'y trouver, tant pour la décharge de ceux qui manient les deniers, que pour faire connoître à chacun la nécessité de l'Eglise & des pauvres, afin qu'on s'évertue d'autant plus à y contribuer.

O B S E R V A T I O N S.

Le Synode de Paris se contentoit de louer la coûtume de ceux qui avertissoient le peuple &c. Mais le Synode de la Rochelle 1571. en fait une injonction telle qu'elle est portée maintenant dans l'article, savoir que le peuple sera averti, &c.

C O N F O R M I T E.

Saint Augustin faisoit quelque chose de semblable à ce que nôtre Discipline prescrit ici : car quand les deniers de l'Eglise manquoient, il avertissoit le Peuple Chrétien, qu'il n'avoit pas de quoi soulager les nécessitez des Pauvres : ce qu'il n'auroit pas fait vrai-semblablement, si d'un autre côté il ne leur eût donné connoissance de l'emploi qu'il faisoit de leurs charitez, & des biens dont la dispensation lui étoit commise, & dont il se déchargeoit sur les personnes qu'il jugeoit les plus propres à cela, comme le raconte Possidius dans le chap. 24. de sa Vie. August. 10. l. 1. p. 13.

I V.

Pour empêcher les desordres qui surviennent tous les jours, à cause des Attestations qu'on donne aux Pauvres, chaque Eglise nourrira les siens. Et en cas que quelqu'un fût contraint pour ses affaires de voyager, les Ministres examineront soigneusement en leurs Consistoires, si les causes en sont justes, & en ce cas leur donneront lettres adressantes à la prochaine Eglise, sur le droit chemin du lieu où ils vont, spécifiant le nom, l'âge, la stature, le poil, le lieu où ils vont, la cause de leur voyage, & l'assistance qui leur a été faite: & ne feront les dattes du jour & an oubliées. Lesquelles lettres les Eglises auxquelles elles seront adressées retiendront, & leur en donneront d'autres à la prochaine. Et toutes Attestations données par ci-devant seront lacerées.

O B S E R V A T I O N S.

Dès le Synode de Paris 1565. cette matiere fut amplement decidée. Car il est dit, que pour obvier aux abus que plusieurs coureurs commettent, allant quetter, & mandiant d'Eglise en Eglise, avec des attestations des Ministres, desquelles ils se servent en tous lieux pour dérober la substance des pauvres, la Compagnie est d'avis que les Ministres soient désormais avertis de donner peu de telles attestations, & encore de n'en donner qu'à ceux qu'ils connoîtront gens de bien, craignans Dieu, de bonne conscience, & pressés de grande nécessité, & specifier, en elles, le nom & la qualité de ceux auxquels ils les donneront, & l'assistance qu'on leur aura faite, & dater le jour & le lieu d'où ils partent, & celui où ils vont, & pour quelle occasion. Et ceux qui les portent les feront reconnoître & renouveler d'Eglise en Eglise par où ils passeront, par les Ministres, qui specifieront toujours de quoi on leur aura assisté, & le jour, jusqu'à ce qu'ils soient aux lieux où ils voudront s'arrêter: duquel present réglement toutes les Eglises ayant été averties, dans la fin du mois d'Avril prochain, tous les témoignages qui seront après cela donnez en autre forme, que celle ci-dessus déclarée, sont estimez nuls & cassez.

Le Synode suivant de Vertueil 1567. veut, que les Eglises soient averties, que l'article du Synode dernier de Paris, touchant les témoignages qui se donnent aux passans, doit être étroitement observé, & que la datte y sera mise, tout du long, & non en chiffre.

Au Synode de sainte Foi 1578. il est dit, que les Ministres & les Anciens ne donneront aucune attestation, sans exprimer & déclarer les lieux, les personnes, & le chemin que veulent tenir ceux qui les obtiennent, ce qu'étant autrement, lesdites attestations seront rompues, & ceux qui les auront données censurez au prochain Synode ou Colloque.

Au Synode de la Rochelle 1581. Il est dit par l'article qui parle des témoignages qu'on donne aux passans, que désormais pour de bonnes causes, les premiers témoignages ne seront rompus ni retenus, jusques à ce que ceux qui
les

les portent, soient parvenus aux lieux où ils prétendront aller, & où étant parvenus, lesdits témoignages seront rompus, où on en donnera de nouveau, & seront rarement donnez des témoignages.

Au Synode de Montpellier 1598. l'article fut dressé tout tel qu'il est maintenant couché dans la Discipline.

Le Synode de Gap. 1603. dit, que les Provinces sont exhortées, d'observer étroitement l'article 4. du 5. chap. de la Discipline, en toutes ses parties. Et les Ministres & les Anciens qui y contreviendront, seront grièvement censurés dans les Colloques, & dans les Synodes Provinciaux.

Le Synode de la Rochelle 1607. porte, que les Synodes Provinciaux sont avertis, de s'enquerir diligemment des Pasteurs & des Anciens, qui donnent des témoignages contre la forme prescrite dans la Discipline, pour les censurer. Et désormais tous Pasteurs donnant attestations aux Artisans, & autres, qui ne les demandent, sinon pour être reconnus pour membres de l'Eglise, spécifieront qu'ils ont promis de ne point s'en servir, pour mandier, ni pour courir d'Eglise en Eglise; & que, s'ils en abusent, ils entendent qu'elles soient lacerées.

Le Synode de S. Maixant 1609. déclare, qu'il est remis à la prudence des Consistoires, de juger des pauvres qui doivent être reçus en chaque Eglise, pour les y assister, & de ceux qui doivent être renvoyés aux lieux de leur naissance, ou première résidence. En quoi ils sont exhortés de se comporter en charité, tant à l'égard des pauvres, que des Eglises auxquelles on les renvoie.

Au Synode de Tonneins 1614. à la demande de la Province de l'Isle de France. La Compagnie a ordonné, que les réglemens des Synodes précédens, touchant les attestations, soient étroitement observés, & que les Consistoires qui en donneront en autre forme, soient grièvement censurés: pour cet effet, tous ceux qui ont charge, dans les mains desquels tomberont de telles attestations, seront exhortés de les garder, pour les représenter aux Synodes Provinciaux, ou aux Colloques desquels dépendent les Eglises qui les auront accordées.

Le Synode de Charenton 1623. enjoint d'examiner soigneusement, tant lesdites attestations, que ceux qui les portent, pour tirer de leur bouche le témoignage de leur Religion, & de leur instruction.

On peut rapporter à cet article les ordres que les Synodes Nationaux ont pris touchant les Moines, qui embrassent la profession de la Religion, au sujet de leurs necessitez, & des attestations qui leur sont données, pour passer commodément aux lieux où on les envoie.

Au Synode de la Rochelle 1607. il est dit, que les Moines qui veulent faire profession de la Religion, ne soient reçus dans l'Eglise, qu'ils ne soient trouvez instruits dans les rudimens de la Religion Reformée, & qu'ils seront renvoyés par les Eglises auxquelles ils s'adresseront, aux Provinces desquelles ils sont natifs, avec attestation de ce à quoi on les aura jugés propres.

Au Synode de saint Maixant 1609. Sur la proposition de la Province de Poitou, requerant la Compagnie de chercher quelque bon expédient, pour empêcher les abus qui se commettent par les Moines sortis du Convent, qui courent çà & là, il a été répondu, qu'il n'y a point de meilleur expédient que

l'observation de l'acte du Synode de la Rochelle, qui les renvoie à leurs Provinces. Et la demande de la Province de Berry, de faire fonds pour entretenir de telles gens, n'a pas été jugée à propos.

Au Synode de Tonneins 1614. les Députés d'Orléans, demandant quelque changement en l'article du Synode National de la Rochelle, qui a fait un règlement pour les Moines qui sortent des Convents, à ce qu'ils soient renvoyés chacun à sa Province, ce qui tourne à grande charge, sur tout à celles qui sont foibles. La Compagnie n'a pas jugé devoir rien changer en l'article, seulement elle exhorte les Provinces d'user de prudence en la réception de telles gens; & de charité à ne charger point les Provinces qui ont besoin de soulagement.

Au Synode de Vitré 1617. Les Députés de Bourgogne demandant un règlement pour la réception & pour la dépense des Moines qui viennent des pays étrangers.

Il est ordonné, que les Provinces, auxquelles telles gens s'adressent, les examineront soigneusement, & verront s'ils sont propres aux études de la Theologie, pour leur donner l'entretienement nécessaire, ou les employer à une autre vocation, selon leur capacité, & lesdites Provinces en conteront au Synode National qui y aura égard.

Au même Synode, en explication de l'article du Synode de la Rochelle 1607. & de Tonneins, touchant le règlement de la dépense des Moines, qui sont profession de la Religion Reformée. Il est ordonné, que désormais les Eglises & les Provinces, qui auront premièrement reçu lesdits Moines, ne pourront repeter sur celles, desquelles ils sont originaires, les frais qu'elles auront faits à leur réception.

Le Synode de Castres 1626. confirmant les réglemens des Synodes précédens, pour le deffray des Moines, a ordonné, que quand quelque Moine ne pourra subsister en la Province de laquelle il est originaire, & ladite Province ne voudra rien contribuer pour son entretienement; la Province, en laquelle il est en charge, s'adressera au Receveur general des Eglises, & reprendra sa mise sur les deniers de la Province de laquelle le Moine sera sorti.

Enfin cette matière ayant été tant de fois agitée dans les Synodes, celui de Charenton 1631. déclare, que ne pouvant rien changer en l'article concernant les Moines, il exhorte les Provinces à user de prudence & de charité, dans la pratique qu'on en fera.

C O N F O R M I T E.

On ne peut nier qu'il ne se commette de grands abus, & qu'il ne s'en soit commis de tout tems dans l'Eglise, à l'occasion des attestations & des témoignages qu'on donne à ceux d'une même Communion qui veulent aller d'un lieu à un autre, afin qu'ils soient reconnus pour membres d'une Eglise, & même assistent en cas de besoin. Les anciens Chrétiens ont tâché de remédier à ces inconvéniens par deux moyens; le premier, en ordonnant que chaque Eglise nourrit ses pauvres; le second, en ordonnant ces témoignages avec beaucoup de circonspection; qui sont justement les deux moyens que nôtre Discipline prescrit.

Quant

Quant au premier de ces deux moyens, le 4. Concile de Carthage de l'an 398. déclare que les Pauvres & les vieillards de l'Eglise doivent être plus assistez que les autres; & que les jeunes veuves qui sont foibles de corps, doivent être nourries aux dépens de l'Eglise, dont elles sont veuves. Dans le second Concile de Tours, convoqué l'an 567. de Jesus Christ, le 5. Canon a pour titre que chaque Ville nourrisse ses Pauvres, & est conçu en ces termes; que chaque Ville fournisse selon ses forces des vivres nécessaires à tous ceux de ses habitants qui sont Pauvres & incommodés, & que tant les Curez des villages, que tous les paisans qui y demeurent, nourrissent chacun leur pauvre, afin d'empêcher qu'ils ne soient errans & vagabonds par les autres Villes. Dans le 3. Concile du même lieu assemblé l'an 813. il y a divers réglemens sur ce même sujet; car les Pères veulent dans les Canons 11. 16. 36. qu'il soit permis aux Evêques de tirer du trésor de l'Eglise, selon les règles canoniques, en présence des Prêtres & des Diacres, ce qui sera nécessaire pour nourrir la famille & les Pauvres de cette Eglise. Que les dîmes, qui seront données aux Eglises particulières, soient distribuées avec grand soin par les Prêtres, selon l'ordre des Evêques, pour l'usage de l'Eglise & des Pauvres. Qu'on fasse sçavoir à tout le monde, que chacun doit s'appliquer à nourrir & entretenir en tout tems sa famille & ses Pauvres; parce que c'est une chose impie & odieuse à Dieu, que ceux qui possèdent de grandes richesses, & qui sont dans l'abondance de toutes sortes de biens, n'assistent pas les misérables & les indigens; c'est à quoi revient encore le Canon 14. du 6. Concile d'Arles de la même année: Que chacun ait soin de ses Pauvres dans un tems de famine, ou de quelq'n'autre nécessité; parce qu'il est écrit, bien heureux sont les miséricordieux, car ils obtiendront miséricorde. L'Empereur Charlemagne a ordonné la même chose dans le premier Livre de ses Capitulaires cap. 124. 128. 132. & dans un autre Capitulaire qu'il fit ensuite des Synodes qu'il convoqua en l'an 813. & qui est dans le second Tome des Conciles de France par Sirmond; & je ne doute pas que cette sainte Discipline n'ait été religieusement pratiquée dans les premiers Siècles du Christianisme, où les Chrétiens étoient pleins de charité, sans qu'il fût nécessaire de les porter à l'exercice de cette vertu par l'autorité des Loix ni des Canons.

Je viens au second moyen que j'ai proposé, & qui regarde les attestations & les témoignages, qu'on ne doit donner qu'avec beaucoup de circonspection, afin que ceux à qui on les donne n'en abusent dans les lieux où ils vont & par où ils passent; ces sortes de témoignages ont été fort en usage dans l'ancienne Eglise, où on les appelloit des Lettres, auxquelles on donnoit divers noms selon les divers égards sous lesquels on les considéroit; à l'égard de ceux qui les écrivoient, elles ont été appellées *Ecclesiastiques*; à l'égard de la liaison qui étoit entre ceux qui les écrivoient & ceux qui les recevoient, on leur a donné le nom de *Communicatoires* ou *pacifiques*; De plus, on les a nommées *Canoniques*, à cause du réglemeut qui les rendoit nécessaires, & *Lettres Formées*, parce qu'elles étoient conçues en certains termes, & avec certaines marques qui leur étoient particulières, & qu'elles portoient, s'il faut ainsi dire, l'empreinte de la fraternité Chrétienne.

Mais outre tous ces égards, il y avoit celui des personnes en faveur de qui

ces Lettres étoient écrites, & alors on les appelloit en général *des Lettres de recommandation*, dont S. Paul fait mention dans le chap. 3. de la seconde Epître aux Corinthiens: Cependant, ce terme général n'a pas empêché qu'à ce dernier égard on n'en ait fait quelquefois de trois sortes: premièrement il y avoit *Litteræ Dimissoriae*, Lettres de Congé, en vertu desquelles les Ecclésiastiques d'une Eglise étoient admis à faire les fonctions de leur Ministère dans une autre, & pouvoient même être reçus dans son Clergé, & en être membres, pourvu qu'elles fussent absolument *Dimissoriae*, comme il paroît par le Canon 17. du 6^e Concile Oecuménique. Secondement *Litteræ Commendatitia*, Lettres de recommandation, qu'on donnoit aux Clercs étrangers & inconnus, ou aux Laïques qui avoient été séparés de la Communion, afin de les recommander comme fidèles, & comme étant hors des censures de l'Eglise. Le Canon 13. du Concile de Calchédoine parle des premiers, *quand il défend de permettre aux Clercs étrangers & inconnus de faire le service dans une autre Eglise, sans avoir des Lettres de recommandation de leurs Evêques; & Zonaras, célèbre Canoniste Grec, fait aussi mention des derniers sur le Canon 11. du même Concile, & sur les Canons 12. & 13. de ceux qu'on a supposés aux Apôtres. Le Moine Blastares fait à peu près la même remarque dans son Recueil Alphabétique des Canons. Enfin, le Concile de Calchédoine veut qu'on donne aux Pauvres des Lettres Pacifiques seulement. Voici de quelle manière il s'en explique dans le Canon 11. Nous ordonnons que tous les Pauvres, & ceux qui ont besoin d'assistance, aient en voyageant des Lettres Ecclésiastiques seulement Pacifiques, & non pas des Lettres de recommandation; parce qu'on ne doit donner des Lettres de recommandation qu'à ceux dont on suppose quelque chose.* Je remarque pourtant que cette distinction n'a pas toujours été observée, & que le Concile d'Antioche défend dans le Canon 7. de recevoir aucun étranger sans ces mêmes *Lettres Pacifiques*, que celui de Calchédoine accorde aux Pauvres & aux nécessiteux. Grégoire de Nazianze s'exprime là-dessus d'une manière qui fait assez connoître que c'étoient *des Lettres de recommandation*, comme a traduit l'Interprète; En effet, dans sa 3. Oraison, qui est la 1. contre Julien l'Apôstat, il dit qu'entre plusieurs choses dont ce lâche Deserteur de la vérité vouloit introduire l'usage & la pratique parmi les Gentils à l'imitation des Chrétiens, il desiroit sur tout établir l'usage de ces *Lettres de recommandation*, par lesquelles, dit cet ancien Docteur, nous envoyons d'un pays à un autre ceux qui sont dans la pauvreté & dans l'indigence. Sozomène dans son Histoire Ecclésiastique écrit la même chose de cet Empereur, & dit qu'en vertu de ces Lettres, par lesquelles les Chrétiens s'entrecommendoient les étrangers de leur Communion, on les logeoit, & on avoit soin d'eux par tout où ils alloient, & de quelques pays qu'ils vinssent, ni plus ni moins que s'ils eussent été connus & amis de longue main, & qu'on en usoit ainsi à cause du témoignage que ces Lettres leur rendoient, & qui étoient comme la marque & le symbole de leur Profession; & c'est à mon avis ce que Tertulien appelle la *contestération de l'Hospitalité*, c'est à dire la marque & le signe, à la vue duquel on exerçoit le droit de l'Hospitalité envers ceux qui le faisoient paroître: & il est vrai-semblable que Lucien regardoit à cette coutume, lors que parlant de Pérégrin, il dit qu'en voyageant il trouvoit assez de

sub.

T. 5. Conc.
p. 327.

Cap. 9.
Litt. A.
pag. 25.

Tom. 1.
p. 102.

Lib. 5.
cap. 16.

Dial. de
Pereg.

Substance parmi les Chrétiens dont il étoit accompagnée avec abondance de toutes choses.

Il y a encore quelque chose à considérer sur cette matière, sçavoir que les Chrétiens étoient si circonspects à recevoir ces *Lettres de recommandation*, qu'ils examinoient ceux qui les portoient, & les obligeoient à rendre raison de leur foi, pour éviter la fraude & la surprise. Le Canon 58. du Concile d'Elibéri ou Eluira en Espagne de l'an 305. le prescrit ainsi, le Canon 33. des Apôtres T. 1. Conc. p. 237. n'est pas moins exprès, sans parler des Interprétations de Balsamon, Zonaras, & Aristenus, Canonistes Grecs qui l'ont entendu de cette manière. Je ne sçai si Lucien ne faisoit pas encore allusion à cette pratique des Chrétiens, quand il disoit qu'ils recevoient certains Dogmes, dont il fait mention, sans en rechercher exactement la vérité; mais je sçai bien que nous en usons dans cette occasion, comme les premiers Chrétiens, non seulement par coutume, mais par l'ordre même de nos Synodes Nationaux; celui de Charenton, dont le règlement est rapporté sur l'Article que nous examinons, celui de Charenton de l'an 1623. *enjoins d'examiner soigneusement tant les attestations, que ceux qui les portent, pour tirer de leur bouche témoignage de leur Religion, & instruction.* Vbi supra.

Quant à l'ordre que notre Discipline prescrit pour donner & renouveler d'Eglise en Eglise les *Lettres de recommandation*; C'est le même en substance que celui qu'établit le Synode de Sardique l'an 347. de notre Seigneur dans les Canons 8. 9. 10. 11. particulièrement dans ce dernier, où il ordonne aux Evêques qui sont sur le chemin, d'examiner ces *Lettres de recommandation*, & de demander à ceux qui les portent la cause & le sujet de leur voyage, ou pour souscrire à leurs Lettres s'il est juste, ou pour leur refuser la Communion, s'ils les ont frauduleusement obtenues.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Des Consistoires.

ARTICLE PREMIER.

EN chacune Eglise il y aura un Consistoire, composé de personnes qui en auront la conduite, à sçavoir des Pasteurs & des Anciens: Et les Pasteurs doivent presider dans cette Compagnie, comme aussi dans toutes les autres Assemblées Ecclesiastiques.

OBSERVATIONS:

Le fondement de cet article est du Synode de Poitiers 1560.

Il fut ainsi dressé au Synode de la Rochelle 1571. Les Ministres & les Anciens.

ciens font le Consistoire, auquel les Ministres doivent présider, & les Diacres y peuvent assister, quand le Consistoire le jugera à propos.

Au Synode de Nîmes 1572. il fut aussi résolu. Les Ministres de la Parole de Dieu, & les Anciens, font le Consistoire de l'Eglise, auxquels les Ministres doivent présider. Et néanmoins, les Diacres pourront, & devront, assister au Consistoire par l'avis dudit Consistoire, veu que les Eglises, pour la nécessité des tems, ont jusqu'ici heureusement employé lesdits Diacres au gouvernement de l'Eglise, comme exerçans aussi la Charge d'Anciens; les Diacres qui seront aussi désormais élus ou continuez, auront, avec les Pasteurs & les Anciens, le gouvernement de l'Eglise. *Et c'est sur ce règlement qu'ont été dressés les deux premiers articles de ce chapitre.*

Le Synode de Montauban 1594. a ajouté ces dernières paroles, comme aussi en toutes autres Assemblées Ecclésiastiques.

C O N F O R M I T E.

Dès le premier établissement des Eglises Chrétiennes, il y a eu dans chacune un certain nombre de personnes, à qui la conduite en étoit commise, & qui étoient distinguez du reste du peuple par les charges qu'ils exerçoient, & par le choix qu'on avoit fait d'eux pour avoir soin de tout le Troupeau; & c'est ce que nous appellons *Consistoire*, Origène le nomme le *Sénat Ecclésiastique*, & en fait un parallèle avec le Sénat politique de chaque ville, pour faire voir que le Sénat Ecclésiastique l'emporte de beaucoup par dessus l'autre, étant composé de personnes qui ont plus de lumière & plus de vertu, que ceux qui sont membres des Sénats Politiques des Villes. Le Sénat Ecclésiastique ou le Consistoire est composé parmi nous de Ministres & d'Anciens, & on ne doit pas trouver étrange que nous joignons les Anciens aux Ministres, après tout ce que nous avons dit sur le chapitre 3. particulièrement sur l'Article I. où nous avons amplement justifié que les *Anciens* ont eu part pendant plusieurs Siècles au gouvernement des Eglises; & cela auroit apparemment toujours duré, si l'ambition des Evêques & de leur Clergé n'eût aboli insensiblement cette louable pratique; le Diacre Hilaire, comme nous avons vu, s'en plaignoit déjà de son tems. Mais quoi que les Anciens partagent avec les Ministres les soins des Troupes, c'est pourtant aux Ministres qu'appartient le droit de la présidence: C'est pourquoi dans les témoignages que nous avons allégués, pour prouver que l'Eglise s'est servie fort utilement dans les premiers Siècles d'Anciens Laïques comme les nôtres, ils sont nommez d'ordinaire après le Clergé.

II.

Quant aux Diacres, vu que les Eglises, pour la nécessité du tems, les ont jusqu'ici heureusement employez au gouvernement de l'Eglise, comme exerçant aussi la Charge d'Anciens, ceux qui seront ci-après élus ainsi, ou continuez, auront, avec les Pasteurs, & les Anciens,

ciens, le gouvernement de l'Eglise. C'est pourquoi ils se trouveront ordinairement avec eux aux Consistoires, même aux Colloques & aux Synodes, s'ils y sont envoyez par le Consistoire.

OBSERVATIONS.

Il a été remarqué sur l'article précédent, que celui-ci a son fondement dans le règlement du Synode de Nîmes, comme aussi dans celui de la Rochelle 1571. qui portoit, que les Diacres peuvent assister au Consistoire, quand il le jugera à propos.

CONFORMITE.

Le soin des Pauvres faisant une des parties les plus considérables du gouvernement de l'Eglise, c'est avec raison que nous y admettons les Diacres, puis qu'ils ont été proprement instituez pour prendre ce soin là, comme il a été montré ci-dessus.

III.

Dans les lieux où l'exercice de la Religion n'est pas établi, les fideles seront exhortez par les Colloques, d'avoir des Anciens, & des Diacres, & de suivre la Discipline Ecclesiastique. Et il sera avisé dans lesdits Colloques à quelle Eglise ils se pourront ranger pour leur commodité, & pour l'entretienement du Ministère; d'où ils ne pourront aussi se séparer, sans le communiquer ausdits Colloques.

OBSERVATIONS.

Cet article fut ainsi dressé au Synode de Nîmes 1578.

Au Synode de S. Maixant sur un fait particulier dans les appellations, il est ordonné, qu'à l'avenir il ne sera permis à aucun, de s'allier à une autre Eglise, sans le congé du Colloque, ou du Synode Provincial, qui en pesera les raisons.

CONFORMITE.

Dans les lieux où il n'y a point d'exercice public de nôtre Religion, bien qu'il y ait un nombre considérable de familles qui en font profession, il faut prendre garde qu'elles ne vivent pas sans Discipline; & pour cet effet, il faut établir au milieu d'elles des Diacres & des Anciens, pour avoir soin des Pauvres, & pour veiller sur les mœurs & sur la conduite des particuliers, dont ils rendront conte au Consistoire de l'Eglise, à laquelle ils seront joints pour les exercices publics de la piété & du service de Dieu; & il ne faut pas douter qu'on ne fit quelque chose de semblable dans la Primitive Eglise; par exemple, du tems de S. Justin Martyr, qu'on s'assembloit des Villes & de la campagne en un même lieu; *Apolog. pag. 98.*

lieu ; ce qui fait voir que ces Assemblées ne se faisoient pas par tout ; bien que selon toutes les apparences il y eût par tout un ordre établi pour la conduite des Chrétiens , & afin qu'ils ne fissent rien qui fût indigne de la sainteté de leur Profession.

IV.

Il n'y aura qu'un Consistoire en chaque Eglise, & il ne sera permis d'établir un autre Conseil, pour aucune affaire de l'Eglise. Que si en quelque Eglise il se trouve un autre Conseil établi, séparé du Consistoire, il sera promptement ôté. Néanmoins, le Consistoire pourra appeler avec soi, quelque-fois, tels de l'Eglise que bon lui semblera, quand l'affaire le requerra, sans toutesfois qu'on puisse traiter d'affaires Ecclesiastiques, qu'aux lieux où le Consistoire s'assemble ordinairement.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Poitiers 1560. en ces mots. Il a été arrêté, qu'il n'y aura dans chaque Eglise, qu'un Consistoire, composé des Ministres, des Diacres & des Anciens, exerçant leurs charges, lequel pourra appeler pour Conseil tels que bon lui semblera, quand l'affaire le requerra.

Au Synode de Lion 1563. sur le fait proposé par l'Eglise d'Issoudun, savoir, s'il sera bon d'avoir, outre le Consistoire, un Conseil pour vuider les affaires de l'Eglise; après diligente inquisition, le Synode est d'avis, que les Consistoires doivent décider de toutes les affaires de l'Eglise, sans avoir pour cet égard un Conseil extraordinaire composé d'autres personnes, que de ceux qui ont charge en l'Eglise.

Au Synode de Paris 1565. sur la demande de quelques Eglises, qu'il leur fût permis d'établir un Conseil dans leur ville, composé de gens sages, & expérimentez, bien qu'ils n'eussent aucune charge dans l'Eglise, alleguant pour raison, les tems fâcheux où on étoit pour lors, & que d'heure à autre il se présente beaucoup d'affaires d'importance, auxquelles il falloit pourvoir promptement, pour la conservation de l'Eglise. Le Synode, suivant l'article de la Discipline, n'est aucunement d'avis qu'on établisse un autre Conseil, que celui qui a été composé de Ministres, d'Anciens, & de Diacres, s'assurant que Dieu benira toujours les labeurs & les conseils de ceux qu'il aura appelez à la conduite de l'Eglise, & se servira de leur simplicité, aussi-tôt que de la prudence des Sages de ce monde. Joint qu'il sera toujours permis aux Pasteurs & aux Anciens, quand quelque grande affaire & difficulté se présentera, d'appeler ceux par le conseil desquels ils penseront être aidez. N'entend toutesfois le Synode empêcher que les particuliers ne puissent prendre conseil les uns avec les autres pour leur conservation, sur les affaires qui se présentent; mais ne veut pour cela autoriser aucune Compagnie pour être nommée le Conseil de l'Eglise, autre que le Consistoire.

Ce fut en ce même Synode que fut agitée l'affaire du sieur Jean Morelli, & sa doctrine condamnée, comme contenant des opinions mauvaises & dangereuses, qui renversoient la Discipline des Eglises, en ce qu'il déseroit le gouvernement de l'Eglise au peuple, ce qui introduit le tumulte, & la confusion dans l'Eglise, & peut avoir plusieurs autres dangereuses conséquences.

Au Synode de Vertueil 1567. sur l'avis qui y fut donné, qu'en quelques Eglises il y avoit des Conseils, autres que le Consistoire, lesquels entreprennent de manier les choses Ecclesiastiques: La Compagnie fut d'avis que l'article de la Discipline, sur ce fait, unanimement arrêté dans les Synodes de Poitiers, d'Orleans, de Lion, & de Paris, leur seroit signifié, pour le leur faire étroitement observer, & qu'il seroit procédé par censures contre les desobeissans.

Au Synode de Gap 1603. sur un fait particulier au 7. des appellations; La Compagnie confirme une ordonnance du haut Languedoc, portant, que les Ministres ne pourront appeler au Consistoire les Ministres des autres Eglises, pour délibérer des affaires, sans l'avis & consentement dudit Consistoire. Le Synode National aprouve ce réglemeut, en ce qui concerne les Consistoires ordinaires, permettant cependant aux Pasteurs, lors qu'ils seront requis de donner quelque avis en particulier, de prendre conseil de tel de leurs freres qui leur semblera bon, sans assembler le Consistoire.

Au Synode de Lion 1563. il est dit, que les Professeurs Ecclesiastiques peuvent être admis aux Consistoires & aux Synodes.

Ce fut au Synode de la Rochelle 1607. que furent ajoutées ces paroles, sans toutefois qu'on puisse, &c. jusqu'à la fin de l'article.

CONFORMITE.

Il n'y avoit anciennement dans chaque Eglise Chrétienne qu'un Sénat Ecclesiastique, comme nous l'avons appris d'Origène, & ce Sénat n'étoit proprement autre chose que ce que nous appellons Consistoire, qui est une Compagnie de personnes que l'Eglise revêt de ses droits & de son pouvoir pour la conduite de tout le Troupeau.

V.

Il demeure en la liberté du Consistoire d'admettre le pere & le fils, ou les deux freres, en un même Consistoire, sinon qu'il y eût empêchement d'ailleurs, de quoi le Colloque, ou le Synode Provincial connoitra.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Lion 1563.

Au Synode d'Aleix 1620. Sur l'apel d'une Eglise particuliere de la sentence du Synode de Bourgogne tenu à Gex 1617. touchant l'opposition faite par un particulier à la reception de quelques uns nommez pour Anciens, à cause de

diverses Parentelles qui étoient déjà au Consistoire de ladite Eglise: favoir de pere & de fils, & de trois beaux freres, d'oncle & de neveu, tous ensemble, & la suspension du sieur Desnoyers survenuë, pour cette opposition: La Compagnie juge que cette opposition étant valable, à cause de tant de diverses Parentelles, le Colloque a levé à bon droit la censure jetée contre le sieur Desnoyers, & tolerant, pour le present, l'état du Consistoire de ladite Eglise, leur enjoint d'observer à l'avenir, autant qu'il sera possible, l'exhortation qui leur a été faite par ledit Synode de Bourgogne, touchant le changement des Anciens, de laquelle exhortation ils n'ont deü appeler.

C O N F O R M I T E.

L'Eglise étant l'Eponse de Jesus Christ, & par conséquent la Maîtresse de tout le pouvoir & de toute l'autorité Ecclesiastique, qui réside en elle comme dans sa source, & dans les Consistoires comme dans des Compagnies qu'elle établit pour l'usage & pour l'exercice de cette puissance, elle a donc pû autoriser le Sénat Ecclesiastique & le Consistoire, d'admettre dans son Corps le pere & le fils, ou les deux freres, pourvu qu'ils soient agréables à l'Eglise, qui a donné en général ce pouvoir au Consistoire.

V I.

Il est aussi laissé à la prudence des Consistoires, d'y appeler les Proposans, combien qu'ils n'ayent aucune charge en l'Eglise, mais non sans de grandes causes & considerations, & quand leur prudence sera connuë. Et seront lesdits Proposans, non point pour avoir voix, quand on délibérera des affaires, mais afin, qu'étans là presens, ils soient rendus plus propres & façonnez à la conduite de l'Eglise, quand Dieu les y appellera deüement. Toutesfois il sera à la discretion des Pasteurs de demander leur avis, pour éprouver leur suffisance, ce qui ne se fera qu'avec grande prudence & discretion, & avec promesse de ne rien reveler.

O B S E R V A T I O N S.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1565. en ces mots. Parce que le Consistoire est composé des Ministres & des Anciens, on demande, si on peut appeler les Proposans n'ayant charge en l'Eglise, pour assister au Consistoire, sans toutefois avoir de voix, pour être mieux façonnez à la conduite des affaires de l'Eglise, quand Dieu les y appellera. Il a été répondu qu'il n'y a aucun inconvenient, & que cela doit être laissé à la prudence & discretion des Pasteurs; lesquels pourront même demander leur avis, pour éprouver leur suffisance.

Ces dernieres paroles, ce qui ne se fera qu'avec &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571.

Es.

Et sur ce que l'on vouloit porter cette liberté donnée aux Proposans d'assister aux Consistoires, jusqu'aux autres Assemblées Ecclesiastiques, savoir aux Colloques & aux Synodes: Au Synode de Vitré 1617. La Province d'Orléans & Berry, ayant représenté que quelques Proposans, tirant conséquence de l'article 6. du 5. chapitre de la Discipline, où il est laissé à la prudence des Consistoires d'admettre les Proposans dans leurs Assemblées, se sont presentez pour avoir entrée dans les Colloques, & dans les Synodes: La Compagnie laissant ledit article en son entier, pour plusieurs considerations; n'a pas trouvé expedient, que les Proposans soient admis aux Colloques & aux Synodes.

CONFORMITE.

Ceux que nous appellons Proposans sont de jeunes gens qui étudient en Théologie, & qui ont dessein d'exercer un jour parmi nous le Ministère de l'Evangile, & parce que cette Charge ne consiste pas simplement dans la prédication de la Parole, mais généralement dans tout ce que l'on doit faire, pour conduire sagement les Troupeaux; c'est avec raison que nous leur permettons sous certaines conditions l'entrée dans les Consistoires, afin qu'ils y apprennent de quelle manière ils devront agir, quand il aura plu à Dieu de leur commettre le soin de quelque Eglise.

VII.

Un Magistrat peut être appelé à la Charge d'Ancien au Consistoire, pourvu que l'exercice de l'une des deux charges n'empêche l'autre, & ne soit préjudiciable à l'Eglise.

OBSERVATIONS.

Cet article fut dressé au Synode de Lion 1563. sur une proposition faite par les Députés de Normandie.

CONFORMITE.

Ce que je viens de dire sur l'Article 5. se peut appliquer commodément à celui-ci.

VIII.

Le gouvernement de l'Eglise sera réglé selon la Discipline, comme elle a été arrêtée par les Synodes Nationaux. Et ne pourra aucune Eglise, ni Province, faire d'ordonnance qui ne soit conforme, en substance, aux Articles généraux de la Discipline. Pour cet effet les Articles de ladite Discipline seront leus au Consistoire, pour le tems,

au moins, qu'on célébrera la sainte Cène du Seigneur. Et les Anciens, & les Diacres feront exhortez d'en avoir une copie chacun, pour la lire & l'étudier en leur particulier à loisir.

OBSERVATIONS.

Cette Ordonnance, que les articles de la Discipline seront leus au Consistoire, du moins au tems que l'on célébrera la sainte Cène du Seigneur, form du Synode d'Orleans 1562. Et ce règlement est particulièrement recommandé au Synode de Saumur 1596. pour être mieux observé qu'il n'avoit été auparavant.

Au Synode de Vertueil 1567. Sur ce que la Compagnie fut avertie, que quelques particuliers du Royaume parloient & dispuoient contre la Discipline Ecclesiastique observée dans ledit Royaume; Les Députés, enquis les uns après les autres, si leurs Eglises revoquoient en doute l'ordre de la Discipline observée jusqu'à cette heure dans les Eglises de France, ont répondu, qu'elles y consentoient, & l'approuvoient, désirant qu'elle soit gardée inviolablement, & que ceux qui voudroient troubler cet ordre soient censurés; ce que les Provinces absentes, & qui étoient peu en nombre, ont aussi accordé, & consenti par leurs lettres.

On peut rapporter à cet article tous les jugemens des Synodes Nationaux contre les syndicats & pratiques qui se font dans les Eglises, au préjudice de l'ordre établi par la Discipline, comme au Synode de Privas 1612. La Compagnie informée du peu d'ordre qui se garde aux Synodes Provinciaux du haut & bas Languedoc : des brigues, pratiques, & syndicats qui y sont ordinaires, & du mépris de la Discipline, d'où naissent plusieurs scandales, a enjoint expressément à tous Synodes Provinciaux, & spécialement aux susdits, de se comporter désormais autrement, sur peine de procéder contre les infractions de la Discipline, avec toute rigueur, & notamment contre les Moderateurs de l'Action, jusqu'à la suspension de leur charge.

Le même Synode de Privas censure quelques particuliers, pour avoir recherché des syndicats & tenu des procédures extraordinaires dans des affaires Ecclesiastiques; au 3. des appellations.

Le Synode d'Allez 1620. en l'article des appellations, censure très-grièvement ces sortes de syndicats.

On peut encore rapporter à cet article ce qui a été ordonné au Synode d'Alençon 1637. touchant l'indiction des Jeûnes. C'est qu'à la requisition de la Province de la basse Guienne; La Compagnie déclare, que les indictions du jeûne, & toutes autres autres délibérations concernant la Discipline des Eglises, & le maintien de son ordre, doivent se résoudre dans les Assemblées Ecclesiastiques, à la pluralité des voix des Pasteurs & des Anciens, sans aucune préférence des uns sur les autres.

CONFORMITÉ.

Dans l'ancienne Eglise, il n'étoit pas permis à une Province, moins encore à une Eglise particulière, de faire aucune Constitution qui ne fût conforme

me aux Canons, qui étoient la Discipline de ce tems-là, au préjudice de laquelle on ne pouvoit rien établir, sur tout après que les Canons, qui composoient cette Discipline, avoient été autorisez par quelque Concile Oecuménique, comme le fut le Code des Canons de l'Eglise Universelle par celui de Calchédoine : Ceci fera encore plus éclairci par les remarques que je ferai sur l'Art. 2. du chapitre suivant.

IX.

La connoissance & le jugement des scandales appartient à la Compagnie des Pasteurs & des Anciens, & ne pourront être refusez les Consistoires entiers, ni plus de la moitié. Seront toutefois les recusations valables contre les particuliers desdits Consistoires, tant Pasteurs qu'Anciens, admises par ledit Consistoire, & étant jugées, il fera passé outre, nonobstant l'appel, sur l'admission ou rejection desdites recusations.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de Vertueil 1567. il est dit, que Nul Diacre ou Ancien ne se doit tenir pour recusé, que le reste du Consistoire n'ait au préalable avisé & connu, si les recusations sont recevables.

Au Synode de Gergeau 1601. il fut ordonné, que les Ministres & les Anciens ne se tiendront recusez, que les recusations ne soient jugées admissibles par le Consistoire.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il est porté que les Consistoires entiers ne pourront être refusez, ni l'un des Pasteurs ou un Ancien, quand le Consistoire ne jugera valables les causes de recusation, nonobstant l'appel.

Ce fut au Synode de Privas 1612. que ceci fut couché comme il est à présent, depuis ces mots, & ne pourront les Consistoires, &c. jusqu'à la fin.

Au même Synode, A la question si dans les Eglises où il n'y a qu'un Pasteur, arrivant que le Pasteur soit recusé, les Anciens peuvent juger du différend qui se présentera : La Compagnie a estimé, que les Anciens peuvent juger en l'absence du Pasteur, de tous les différends qui écherront, voire même de la suspension de la Cène, excepté ce qui touche la doctrine, & l'excommunication, desquels points les Anciens ne jugeront sans Pasteur. Ce même jugement ayant été confirmé au Synode suivant à Tonneins 1614. nonobstant que la Province de Languedoc y demandât quelque changement; il fut depuis inséré au Synode suivant tenu à Vitre 1617. en ces mots : Sur l'article qui permet aux Anciens, le Pasteur étant recusé, de juger de tous différends, jusqu'à la suspension de la Cène, la Province du bas Languedoc ayant demandé quelque changement; La Compagnie a jugé que l'article demeurerait comme il a été conçu.

Cependant nonobstant toutes ces confirmations, au Synode d'Aléz 1620. Il est dit, que sur la lecture de cet article de Tonneins inséré au Synode de Vi-

tré, par lequel il est permis aux Anciens en un Consistoire, le Pasteur étant recusé, de pouvoir suspendre un scandaleux de la sainte Cène, les Provinces de Bearn & des Cevenes ayant remontré les inconveniens qui se peuvent rencontrer en l'exécution de cette ordonnance : la Compagnie a jugé qu'arrivant qu'un Pasteur fût valablement recusé, les Anciens seuls ne doivent prononcer sentence de suspension de la sainte Cène, sans appeler pour ce jugement un Pasteur voisin.

Enfin, au Synode de Charenton 1644. Il est dit, que pour éclaircir l'article 9. du 5. chap. de la Discipline, & l'observation du Synode d'Alez sur le precedent; La Compagnie ordonne, que lors qu'en une Eglise servie par plusieurs Pasteurs, recusation sera faite de l'un d'eux, elle sera jugée par ses Collègues avec le Consistoire; & en celles qui ne jouissent du Ministère que d'un seul Pasteur, un des voisins sera prié de se trouver au Consistoire pour en délibérer, & prononcer le jugement, & qu'en attendant, le recusant s'abstiendra de la participation de la sainte Cène.

Au Synode de London 1659. au 22. article des appellations, quelques-uns sont censurez pour avoir pris un Consistoire à partie.

C O N F O R M I T E'.

Ce que j'ai écrit sur l'Article 3. du chap. 3. sert de Commentaire à celui-ci, sans qu'il soit nécessaire d'en dire davantage.

X.

La coutume qui s'est trouvée en quelques lieux, de faire enquete & censure generale des fautes, dans l'assemblée du peuple, en presence tant des hommes que des femmes, étant condamnée par la Parole de Dieu: les Eglises sont averties de s'en abstenir, & de se contenter, en fait de censure, de l'ordre porté par la Discipline.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode de Figeac 1579. qui ajoute, que les Eglises qui feront autrement, seront censurées.

C O N F O R M I T E'.

Voyez ce qui a été remarqué sur l'Article 51. du chapitre premier.

XI.

Les Anciens seront avertis de ne rapporter les fautes au Consistoire, sans grandes raisons: comme aussi personne ne sera appelé au Consistoire, sans raison ou occasion suffisante.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de Lion 1563. il est porté, qu'aucun ne sera appelé au Consistoire, sans raison & occasion suffisante.

Au même Synode, sur quelques lettres, & avis des Etats du Languedoc, il est dit, que pour les injures particulieres, & les fautes domestiques & légères, il suffira de faire avertir particulièrement par quelques uns du Consistoire: & quant aux fautes publiques, qui sont scandaleuses & grièves; à cause des circonstances, on pourra appeler les delinquans au Consistoire, pour y proceder sur la circonstance du fait. Il est dit outre cela, que bien que par la disposition du droit, un crime soit appelé public, qui merite punition exemplaire: toutefois, le Synode appelle public, ce qui engendre scandale ou mauvais exemple, pour être parvenu à la connoissance de tous, ou de plusieurs. Cependant cela ne doit pas empêcher, que dans les fautes publiques, les circonstances ne soient considérées, pour proceder aux censures, & à la correction.

Au Synode de la Rochelle 1571. il est dit, que l'on ne rapportera les fautes au Consistoire, sans grande raison & charité, & selon l'ordre de la Parole de Dieu. Et sur ce que, là même, un particulier, de très grande consideration, proposa de ne nommer les personnes au Consistoire au premier rapport, jusqu'à ce qu'on eût résolu, si la personne doit être appelée: Il fut arrêté, qu'on ne nommeroit personne pour le premier rapport, si le Consistoire, pour causes raisonnables, ne jugeoit qu'il le falût nommer.

C O N F O R M I T E.

Les Anciens ayant été établis pour veiller sur la vie & sur les mœurs de ceux qui sont membres de l'Eglise, comme je l'ai justifié, il n'y a point de doute qu'ils le doivent faire avec prudence & charité.

X I I.

En l'exercice de la Discipline Ecclesiastique, on s'abstiendra, tant que faire se pourra, tant des formalitez, que des termes dont on use ordinairement dans les Jurisdictions civiles.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Figeac 1579.

Au Synode de Vitré 1585. Sur le conseil que demande l'Eglise de Vitré, s'il étoit nécessaire de confronter les témoins, qui déposent de la faute d'un delinquant, même quand ledit delinquant nie opiniâtrément, & avec serment, avoir commis la faute: La Compagnie juge, que pour éviter toute matiere de

de nouvelles querelles, qui pourroient naître de telles confrontations de témoins, ils ne feront confronter, si de leur bon gré ils n'y consentent, ou qu'il failt proceder aux extrêmes & dernières censures, auxquelles on nedoit venir que le delinquant ne soit bien & deuëment convaincu : ce qui ne peut être qu'il ne confesse sa faute, ou que les témoins ne la lui maintiennent constamment.

Au Synode de la Rochelle 1607. il est dit, que pour obvier, à l'avenir, à la mauvaise coûtume, qui se glisse parmi les Eglises, & qui donne beaucoup d'affaires aux Synodes, par la lecture & par l'examen d'une infinité d'actes faits devant les Juges seculiers, qui introduiroient à la fin une maniere de chicane, indigne de telles Compagnies, il est défendu, très-expressément, d'user à l'avenir de telles procédures, & enjoint à tous, de se tenir à la simplicité convenable à telles matières, sous peine à ceux qui y contreviendront, de n'être point ouïs en leurs propositions. Le même Synode article 1. des faits particuliers, censure quelques particuliers, pour avoir produit plusieurs attestations, enquestes, & actes semblables faits devant Notaires & Juges seculiers. Le même Synode encore en Particle 2. des appellations, censure quelques uns, pour les Syndicats particuliers, & chicanerie dont ils ont usé. Chose semblable est jugé au Synode de Tonneins 1614. article 2. des appellations, contre quelques-uns, qui avoient représenté au Synode des Actes faits par mains de Notaire. Le Synode d'Allez 1620. semblablement censure quelques-uns, pour avoir donné une procuration à un particulier, comme s'il eût été question de plaider en une justice civile. Et entre les réglemens donnez au même Synode, pour la Provence, article 5. il est porté, que les Secretaires des Synodes ne coucheront point les articles en forme de proces verbaux, ni en termes de Palais, mais avec simplicité & bréveté. Au Synode de Loudun 1659. sont pareillement condamnez les syndicats, article 10. des appellations, le tout conformément au réglemant qui avoit été pris dès le Synode de S. Maixant 1609. portant, que les syndicats, pratiques, monopoles, & les recherches de signatures, pour embraser les divisions qui naissent en quelques Eglises, seront soigneusement reprimées par les Colloques & par les Synodes, qui y apporteront les censures convenables, selon leur discretion & prudence.

C O N F O R M I T E'.

Le Tribunal de l'Eglise étant d'une nature bien différente des Tribunaux de la Justice séculière, il faut aussi qu'on y agisse diversément, & que dans l'exercice de la Discipline Ecclésiastique on s'éloigne tant qu'on pourra des termes & des formalitez du Barreau; qu'on lise la Discipline des Anciens Chrétiens, par exemple le Code des Canons de l'Eglise Universelle dont j'ai déjà parlé, je m'assure qu'on y remarquera une conduite bien éloignée du stile & de la procédure de la Justice Civile. Je sçai bien que les Tribunaux des Evêques ont aujourd'hui beaucoup de rapport avec les Tribunaux séculiers; mais je sçai bien aussi qu'il n'en étoit pas ainsi au commencement, & que les Anciens Chrétiens se gouvernoient d'une autre manière.

XIII.

Les fideles seront exhortez par les Consistoires, voire sommez au nom de Dieu, de dire verité : d'autant que cela ne déroge en rien à l'autorité du Magistrat. Comme aussi on n'y usera des formalitez accoustumées en la prestation du serment déferé pardevant le Magistrat.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode d'Orleans 1562. Ce fut au Synode de la Rochelle 1571. que furent employez ces termes, exhortez & sommez au nom de Dieu de dire verité.

Au Synode de Montauban 1594. Sur cet article, il est dit, qu'il demeure, sans toutesfois qu'on use des formalitez & solemnitez accoustumées en la prestation du serment déferé par le Magistrat.

Au Synode de Lion 1563. Sur la question s'il suffit que la paillardise d'un homme soit prouvée par sa paillarde, & par le témoignage d'un homme notable, qui déposeroit avoir ouï la paillarde confesser le forfait, & autres domestiques qui témoignent de leur frequentation: il a été ordonné, qu'on exhortoit au Consistoire l'accusé de dire verité, lui confrontant, tant le témoin, que la paillarde, en examinant toutes les circonstances. Et au cas qu'il persistât à nier, il sera néanmoins suspendu de la sainte Cène, si celui qui témoigne est homme de bien, & sans reproche.

On peut rapporter ici ce qui fut réglé au Synode de Charenton 1623. Car sur la demande de la Province de Dauphiné, si les Consistoires pourront contraindre par censures Ecclesiastiques un Advocat à déposer contre sa partie des choses que ladite partie lui auroit communiquées en secret : Le Synode, considérant que les Advocats sont obligez, par le devoir de leurs charges, de tenir sous silence les choses qui leur ont été confessées par les particuliers, a jugé, que les Consistoires ne les doivent point presser, sinon en cas de crime de leze Majesté, ou autre importante considération.

CONFORMITE.

Ce règlement n'a rien qui ne soit très-conforme à l'usage & à la pratique des premiers Chrétiens; comme je le pourrais prouver par plusieurs témoignages; je me contenterai d'en produire deux, que les Conciles Oecuméniques d'Ephèse & de Calchédoine nous fournissent, puis que dans l'un & dans l'autre on exhorte & on conjure les Evêques par les saints Evangiles, de dire la vérité. Si ces deux Conciles n'ont pas fait difficulté d'en user ainsi envers les Evêques; pourquoi le Sénat Ecclesiastique, comme parle Origène, n'en auroit-il pas usé de même envers les particuliers dans les occasions?

Conc. Ephef. part. 2. Aff. 1. T. 2. Conc. P. 264. Calch. Aff. 1. T. 3. P. 131.

XIV.

Aux differens qui surviennent, les parties seront bien exhortées par les Consistoires, de se mettre d'accord, par toutes voyes amiables : mais les Consistoires ne delegueront Arbitres, & ne se porteront pour Arbitres. Que si quelques-uns d'édits Corps sont appelez pour être Arbitres, ce sera comme particuliers, & en leur nom seulement.

OBSERVATIONS.

Le devoir des Consistoires, est de mettre la paix où il y a division, & d'exhorter les parties contendantes à s'accorder, comme cela fut réglé au Synode de Saumur 1596. Ceux de la Religion qui ont des procez & des differens, tant civils que criminels, seront serieusement exhortez par leurs Pasteurs, de tâcher à s'accorder par arbitres de la Religion, sans plaider. Et au Synode de Vertueil 1567. il est dit, que quand les Gentils-hommes étant de nôtre Religion auront quelques débats & querelles, ils seront exhortez de s'en soumettre à l'avis & amiable composition de leurs parens & amis. Cependant, il est défendu aux Consistoires de se mêler d'arbitrages en cette qualité. Au Synode de Lion 1563. Les Corps des Consistoires ne feront point choisis pour arbitres, mais bien les particuliers en leur nom privé seulement.

CONFORMITE.

1 Cor. 6.

Cet Article est tiré de la Doctrine de S. Paul, qui exhorte les fidèles de terminer à l'amiable leurs procez & leurs differens, & de choisir quelques-uns de leurs frères, au jugement desquels il pourront remettre la décision de toutes les choses qui font le sujet de leurs querelles & de leurs divisions. S. Chrysostome & Théodoret expliquant les paroles de l'Apôtre, confirment entièrement l'Ordonnance de nôtre Discipline.

XV.

Outre les exhortations qui se font par les Consistoires à ceux qui ont failli, s'il échec d'user de peine ou de censure plus grande, ce sera ou de la suspension & privation de la sainte Cène à tems, ou de l'excommunication & retranchement de l'Eglise. Et seront avertis les Consistoires d'user de prudence, & de faire distinction de l'une & de l'autre, comme aussi de peser & d'examiner prudemment les fautes & les scandales qui seront raportez, avec toutes les circonstances, pour juger de la censure qui y sera requise.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559. Au Synode de Poitiers 1560. sur la demande, si on doit suspendre de la Cène ceux auxquels la repentance paroît extérieurement : Cela est remis au Consistoire, pour en ordonner selon la gravité du fait.

Au Synode de Figeac 1579. il est dit, que les Consistoires seront avertis d'user prudemment, & le plus rarement que faire se pourra, des reconnoissances publiques, & seulement dans les fautes commises en effet, & connues par la plus grande partie de l'Eglise, auquel cas la faute sera exprimée.

Le Synode de Gergeau met censure à la fin de l'article, au lieu du mot de peine, qui y étoit auparavant.

Il y a un fort grand acte du Synode de Paris 1565. duquel semblent extraits, tant ces articles que les suivans, jusqu'à l'acte d'excommunication, dont voici à peu près le sens. Qu'y ayant divers degrés de fautes, plus ou moins énormes & scandaleuses, publiques, ou secretes, il leur faut proportionner les censures de l'Eglise, ne rapportant pas au Consistoire les fautes secretes dont le pecheur semble penitent, sur les exhortations fraternelles qui lui ont été faites, mais celles qu'on n'auroit pu corriger, ou qui seroient publiques; dont on pesera au Consistoire le fait & les circonstances, afin, suivant cela, de rendre la censure ou plus griève, ou plus modérée, selon qu'il sera expedient, pour ramener le pecheur à la repentance, employant la suspension de la sainte Cène, & même l'excommunication, s'il est rebelle, & demeure obstiné, & impenitent; ne voulant pas néanmoins qu'on vienne à ce dernier remede qu'à toute extremité, ni que l'on confonde, comme quelques-uns faisoient, la simple suspension, avec l'excommunication; ne voulant pas aussi, que la simple suspension se fasse de l'autorité des seuls Pasteurs, mais par les Consistoires, après les exhortations adressées au pécheur. Même, si la faute n'est connue que de peu de personnes, ne veut pas que cette suspension soit signifiée au peuple, pour éviter le diffame, & scandale, comme aussi sa reconnoissance se fera simplement au Consistoire. Mais en cas de rebellion, de grandes & énormes fautes, punissables par le Magistrat, scandaleuses à l'Eglise, seront promptement & publiquement suspendus, bien qu'ils donnassent quelques marques de repentance, pour les humilier davantage, & donner de la crainte aux autres, & après de suffisantes marques de repentance, seront publiquement admis à la paix de l'Eglise, en confessant leur faute, pour reparer le scandale qu'ils ont donné. Mais, si après une longue attente, & diverses exhortations, & autres devoirs de charité, il demeure impenitent, il sera admonété publiquement au nom de l'Eglise, sa faute étant déclarée, & tous les soins qu'on a pris pour le ramener à son devoir, & l'Eglise exhortée de prier Dieu pour lui: afin de l'amener à la reconnoissance de son péché, pour prevenir le retranchement, & l'excommunication, à laquelle on témoignera qu'on ne vient qu'à regret, & on en exposera l'usage & l'importance, selon la Parole de Dieu, savoir, que c'est pour sa gloire, l'honneur & le repos de l'Eglise; le salut du particulier, & à ce que chacun apprenne à se maintenir dans son devoir. Que ces admonitions, & denonciations, se conti-

nueront par trois Dimanches, au premier desquels le pécheur ne sera nommé, mais aux deux autres seulement, pour l'épargner encore. Et en cas qu'il persévère, au 4. Dimanche sera prononcée publiquement l'excommunication d'un tel homme, & cela par le Pasteur, en l'autorité de la Parole de Dieu, & au nom, & du consentement de toute l'Eglise. Et non seulement ceux-là seront retranchés de la Cène, mais mêmes les autres seront exhortés de ne les fréquenter familièrement, pour leur donner honte, les humilier encore, & les amener à la repentance. Et en cas qu'ils en donnent de bonnes marques par des fruits connus du Consistoire, on en donnera connoissance au peuple, tant pour le porter à louer Dieu de la conversion d'un pécheur, qu'afin qu'il puisse reconnoître la sincérité de cette repentance. En suite de quoi ils se présenteront publiquement, pour reconnoître, confesser & detester leur faute, & en demander pardon à Dieu & à l'Eglise, pour être ensuite reconciliés avec elle. *Tout ce grand acte fait voir combien les Synodes ont apporté de précautions dans l'usage des censures de l'Eglise, afin de rendre les Pasteurs & les Consistoires fort retenus en cet égard; en considérant l'importance de ces procédures.*

C O N F O R M I T E.

Il n'y a rien de plus fréquent ni de mieux établi dans l'Ancienne Discipline que ce que prescrit ici la nôtre; De sorte qu'il n'est pas nécessaire d'insister longtemps sur un fait dont il seroit aisé de justifier la vérité par un très grand nombre de témoignages, si on ne craignoit d'ennuyer le Lecteur. Les premiers Chrétiens n'en usoient pas autrement que nous en usons, ils avertissoient les pécheurs de leur devoir, ils leur remontoient charitablement leurs fautes, ils leur appliquoient les censures convenables, ils les privoient de la participation des divins Mystères, ils les faisoient passer par certains degrés de pénitence qui étoient proportionnés à la grandeur de leurs péchez, & quand les crimes étoient énormes & l'endurcissement opiniâtre, ils les excommunioient en les séparant de la société des fidèles, comme des gens qui s'étoient rendus indignes de vivre dans le sein de l'Eglise. Tertullien a compris en peu de paroles toute cette conduite que je viens de toucher, lors que décrivant les Assemblées des Chrétiens de son tems, il remarque *qu'on y faisoit des exhortations, des répréhensions, & des censures; qu'on y infligeoit des peines, qu'on y jugeoit après avoir pesé murement toutes choses, persuadés qu'ils étoient que Dieu les voyoit; & c'est, dit-il, un très grand préjugé du dernier jugement, si quelqu'un a été privé pour ses péchez de la Communion de la prière, de l'Assemblée, & de tout saint commerce.* Ce qui paroît encore plus clairement, si l'on considère que Pierre Evêque d'Alexandrie, & Martin de Jésus Christ sous Dioclétien, a exprimé la vertu & l'efficacité de la Communion, *par communiquer en toutes choses, dans les prières, dans la participation du Corps & du Sang du Seigneur, & dans la prédication de la Parole.* Origène nous a déjà parlé du Sénat Ecclésiastique, & de ceux qui avoient charge de veiller sur la conduite des Chrétiens, pour encourager les uns à bien faire, & pour exclure des saintes Assemblées ceux qui vivoient mal; sur quoi il faut remarquer qu'il y avoit deux sortes d'excommunications parmi les premiers Chrétiens;

*Apoïog.
cap. 39.*

*Epist.
Canon.
cap. 8.*

*Chap. 3.
art. 3.*

la première, qui étoit la plus ordinaire, consistoit dans la privation des Sacramens, dont les pécheurs ne pouvoient approcher qu'après avoir fait pénitence de leurs péchez, comme il arriva à l'Empereur Théodose, au rapport de Sozomène liv. 7. chap. 25. car c'est ainsi qu'on punissoit tous les péchez publics; l'autre étoit un retranchement entier de la société des fidèles, que Tertullien exprime par *Omni Ecclesiæ testis submovere.*

XVI.

On usera de la suspension de la sainte Cène, pour humilier davantage les pécheurs, & les toucher plus vivement du sentiment de leurs fautes. Ne sera publiée au peuple cette suspension, ni la cause, ni pareillement la restitution du pécheur, sinon en cas que ce fussent hérétiques, contempteurs de Dieu, rebelles au Consistoire, traitres contre l'Eglise. Ceux aussi qui seront atteints de crimes dignes de punition corporelle, & qui apporteroient grand scandale à toute l'Eglise. De plus, ceux qui, contre les remontrances à eux faites, se marient à la Papauté : les peres & meres, qui y marient leurs enfans, les tuteurs & curateurs, & autres qui tiennent lieu de peres & de meres, & y marient leurs mineurs : ensemble ceux qui les y portent baptiser, ou en présentent d'autres au Baptême : Etant nécessaire que telles personnes, encore qu'on y aperçût quelque commencement de repentance, soient suspendus promptement, & privez pour quelque tems de la Cène, & que la suspension soit déclarée au peuple, tant afin qu'ils soient davantage humiliés & induits à repentance, que pour décharger l'Eglise de tout blâme & de tout reproche, & aussi pour donner de la crainte aux autres, & leur faire apprehender, par cet exemple ; à ne commettre de telles fautes.

OBSERVATIONS.

Cet article a son fondement, tant du Synode de Paris 1559. que dans le grand acte du 2. Synode de Paris 1565. rapporté sur l'article précédent. Car au susdit premier Synode de Paris, il est porté, que Ceux qui auront été excommuniés pour herésie, ou mépris de Dieu, pour schisme, pour trahison, & rebellion contre l'Eglise, & pour d'autres vices grandement scandaleux à toute l'Eglise, seront déclarés pour excommuniés au peuple, avec les causes de leur excommunication. Quant à ceux qui auront été excommuniés pour plus légère cause, ce sera à la prudence de l'Eglise d'aviser si elle les devra manifester au peuple, ou non, jusqu'à ce qu'autrement en soit défini par le Synode Provincial.

Au Synode de Poitiers 1560. il est dit, que celui qui est dénoncé herétique ou schismatique, sera déclaré tel aux autres Eglises, afin qu'on s'en donne garde.

Au Synode de Montpellier 1598. furent ajoutées ces paroles : Ceux aussi qui, contre les remontrances à eux faites, se marient à la Papauté, les peres & meres qui y marient leurs enfans, ensemble ceux qui les y portent baptiser, ou en presentent d'autres au Baptême.

Et au Synode d'Alez 1620. furent inserées ces paroles. Les tuteurs & curateurs qui tiennent lieu de peres & de meres, & y marient leurs mineurs.

Quant à la nature des fautes, pour lesquelles on peut encourir les censures de l'Eglise, il a été fait divers reglemens sur cette matiere. Au Synode de Paris 1559. Sur la question touchant ceux qui achettent des pirates ce qu'ils ont pillé, savoir s'ils sont sujets aux censures de l'Eglise; la réponse fut, que si lesdites denrées ou marchandises pillées se vendent publiquement & comme par permission du Magistrat l'approuvant, on en peut acheter en saine conscience, mais que si elles se vendent en cachette, on favoriseroit, en cela, lesdits pirates. Et sur ce qu'au même Synode il fut proposé par le Ministre de Marenne, savoir si les pirates & autres gens de pratique qui avoient mal usé de leur état, avant que d'être reçus en l'Eglise, doivent être admis à la Cène; il fut répondu, que non seulement ceux là, mais tous ceux qui retiennent le bien d'autrui injustement, en quelque sorte que ce soit, sont tenus de le restituer à ceux à qui il appartient, s'il est possible, à quoi les Ministres & les Consistoires prendront garde; & considerant aussi leur repentance, ils les pourront admettre à la communion après les avoir exhortés à la charité.

Au Synode de Poitiers 1560. sur la question proposée par le Ministre dudit lieu, si le prisonnier qui a fait abjuration devant le Juge & son Greffier, doit faire penitence publique, la réponse est que l'abjuration faite devant le Magistrat, qui est une personne publique, doit être réparée en public.

Le Synode de sainte Foi 1573. ordonne, que ceux qui ont commis quelques crimes énormes, comme parricides & incestes, soient promptement suspendus de la Cène, & leur suspension déclarée au peuple.

Au Synode de Montpellier 1598. Sur la question proposée, si un Prince Souverain peut, en certains cas, & dans des crimes de mort, remettre, changer, ou différer la peine, pour certaines considerations, & si cela est sujet à censure : La Compagnie, après avoir soigneusement examiné toutes choses, estime, que, par le benedice de nôtre Seigneur Jesus Christ, nous ne sommes altraités aux loix politiques de Moyse, & que les peines sont maintenant arbitraires; veu les exemples que nous en avons en l'Ecriture, que le Souverain le peut faire, principalement quand il y va de l'interet public. Et sur la question qui fut faite en suite au même Synode, s'il est permis à un particulier, parent ou ami, de quelque qualité ou condition qu'il soit, fût-ce exerçant le Ministerre, d'interceder envers le Souverain, pour un parent ou ami, à ce que grace lui soit faite : La Compagnie répond, que par la decision de la precedente question, celle-ci est viduée; Car s'il est permis au Souverain de la donner, aussi est-il au sujet de la demander, pourveu que ce ne soit pas par de mauvaises pratiques.

Au Synode de Privas 1612. Sur la question des Députés de Berry, demandant comment on se gouvernera à l'endroit de ceux qui sont tombez dans des crimes irremissible selon les loix civiles, & qui requierent neanmoins avec témoignage de repentance d'être consolez par la participation des Sacremens :

La

La Compagnie juge que le pecheur satisfaisant à l'Eglise, doit être receu à la Table du Seigneur, quoi qu'il ne puisse esperer de la part du Prince remission de son crime, l'une des Jurisdictions ne choquant point l'autre.

On peut rapporter à la rebellion à l'ordre de l'Eglise, les réglemens pris touchant ceux qui ne se veulent assujettir à la pluralité des voix. Au susdit Synode de Privas 1612. Un particulier a été censuré pour n'avoir pas adhéré aux conclusions prises par la pluralité des voix en l'Assemblée de Saumur, & s'être adjoint à ceux qui ont voulu faire valoir le petit nombre par dessus la plus grande partie, contre l'ordre de toutes Assemblées, dont ledit Sieur de B. a donné témoignage dès maintenant de repentance, protestant à l'avenir, de ne se départir en aucune sorte de la generalité & de la pluralité des voix.

Au Synode de Tonneins 1614. En la lecture de l'article du Synode de Privas, qui concerne ceux qui ne se rangent à la pluralité des voix dans les Assemblées generales: Les Députez de la Province de Xaintonge, ayant requis qu'on aviât à la censure de ceux qui n'acquiescent aux résolutions des assemblées Generales & Provinciales, tant Ecclesiastiques que Politiques, & s'oposent à leur execution, la Compagnie ordonne que ceux qui s'oposent ausdites Assemblées, seront poursuivis par toutes sortes de censures Ecclesiastiques, à la prudence des Consistoires, des Colloques, des Synodes Provinciaux & Nationaux.

A cela se peut encore rapporter ce qui fut arrêté au Synode de S. Maixant 1609: en ces mots. Sur la question des Députez du bas Languedoc, comment on se doit comporter contre ceux, qui en faveur de leurs parens & amis délinquans, contre lesquels les Consistoires ont procédé par censures Ecclesiastiques, selon la Discipline, se bandent avec eux contre les Consistoires, s'abstiennent des Presches & des Sacremens, & dénieient le payement ordinaire, il a été ordonné, qu'on procedera contr'eux, par toutes censures Ecclesiastiques; à quoi les Colloques & les Synodes tiendront la main.

Au Synode de Vitré 1583. Sur la proposition faite par les Députez du bas Languedoc, touchant ceux de la Religion, qui étant censurez, selon l'ordre de la Discipline, obtiennent du Magistrat défense de passer outre. La Compagnie a été d'avis, que, protestant à celui qui fera la défense, d'incompetence du Juge, & où il voudroit passer outre, d'en appeler, & relever son apel à la Chambre de l'Edict; cependant on ne laisse pas de continuer à l'execution de la censure commencée: & si pour cela les Ministres étoient inquietez, on est d'avis que tout le corps du Consistoire entreprenne leur défense. *Et au 2. Synode de Vitré 1617. il est dit,* que, d'autant que par le 29. article du chapitre 5. de la Discipline, il est ordonné, que l'on procedera par censures Ecclesiastiques, jusqu'à excommunication, &c. La Compagnie a aussi enjoint à toutes les Eglises, de proceder par mêmes censures, contre tous ceux qui pour se délivrer des censures des Consistoires se pourvoyent pardevant le Magistrat; encore que ce fût de la connoissance seule des Assemblées Ecclesiastiques, pardevant lesquelles ils se doivent pourvoir. *Voyez outre cela les observations faites sur l'article susdit 29. de ce même chapitre.*

Quant au fait de ceux qui se marient à des personnes de Religion contraire, Et en l'Eglise Romaine, il y a eu divers réglemens. Au Synode de la Rochelle 1607. Ceux qui auront épousé par un Prêtre, ne pourront être dispensés de la

la reconnoissance publique par les Consistoires, de quelque qualité & condition qu'ils soient.

Au Synode de Vitré 1617. Les Députés de la Province de Normandie ayant demandé avis sur l'exécution du 16. article du chapitre 5. de la Discipline, touchant la censure de ceux qui se marient en l'Eglise Romaine, la Compagnie ne leur en peut donner autre, que de presser leurs consciences par vives exhortations, tant en public, qu'en particulier.

Au Synode de Charenton 1623. Les Députés de Poitou ayant demandé si ceux qui étant mariés en l'Eglise Romaine, ou y ayant marié leurs enfans, viennent à témoigner leur repentance, peuvent être exemts de la suspension publique. Le Synode, jugeant une telle suspension nécessaire, pour contenir ceux qui n'ont que trop d'inclination à commettre de telles ou semblables fautes, a ordonné que l'article sera très étroitement observé, veu même que, sans une telle suspension, le scandale donné à l'Eglise ne pourroit être suffisamment réparé.

Au Synode d'Alençon 1637. Il est dit, que d'autant que l'Eglise ne juge point de ceux qui sont de dehors, & ne garde aucune juridiction sur ceux qui l'ont abandonnée; la Compagnie ne trouve pas à propos de denoncer en public ceux qui pour se marier à des parties de diverse Religion ont quitté la profession de la vraye, qu'ils avoient suivie auparavant.

C O N F O R M I T E.

On a toujours distingué dans l'Eglise les péchez secrets & cachez, de ceux qui étoient publics & scandaleux; à l'égard des premiers, l'Eglise n'exerceoit aucune puissance; car afin qu'elle puisse agir contre les pécheurs, il faut nécessairement qu'ils confessent leurs péchez, ou qu'ils en soient convaincus; mais parce qu'il peut arriver que le péché d'un particulier sera connu de quelques-uns des Conducteurs de l'Eglise, & qu'il n'aura pas scandalisé le public, en ce cas on le doit censurer dans le Sénat Ecclesiastique; & si sa faute le mérite, lui déclarer qu'il n'est pas en état d'approcher de quelque temps de la sainte Table, qui est justement ce que nous pratiquons. Mais lors que les péchez sont publics & scandaleux, nous suspendons publiquement de la sainte Cène ceux qui les commettent, & les laissons dans cet état jusqu'à ce qu'après avoir donné des marques suffisantes d'une pénitence sincère, nous les admettons à la paix de l'Eglise, par une reconnoissance publique de leur faute, qu'ils sont obligés de faire à la veue de tout le Peuple.

Et en cela nous suivons l'exemple de l'ancienne Eglise, qui n'assujettissoit que ces sortes de péchez aux Canons de la pénitence publique: C'est la doctrine constante d'Origène, comme il paroît par divers endroits de ses Ecrits, où il déclare formellement qu'il n'y a que les grands péchez, les péchez scandaleux, qui doivent être punis publiquement, & encore veut-il qu'on le fasse avec un esprit de charité, & selon le précepte de l'Evangile; car c'est ainsi in Matth. qu'il s'en explique dans sa 3. Homélie sur le Lévitique.

Tract. 55. Grégoire de Nyse, dans sa Lettre Canonique à Letoïus n'en parle pas autrement; & quoi qu'il s'exprime en d'autres termes qu'Origène, il reconnoît pour-

*Origén.
Hom. 7.
in Jos.
pag. 185.
Tom. 1.
August.
serm. 16.
de Verb.
Dom. c. 7.
Tom. 10.*

*Hom. 7.
in Jos. &
21. & 2.
in Jud.
Tom. 1. &
in Matth.
Tract. 55.
Tom. 2.*

pourtant qu'il n'y a que les péchez publics, qui doivent passer les degrez de la pénitence publique, selon la Constitution des Pères. *Can. 5. & 6.*

Saint Augustin n'est pas moins formel là dessus que les deux autres, il enseigne dans le Livre des 50. Homélies qui est dans le 10. Tome, il enseigne que lors que le péché est grand, & qu'il scandalise les autres, le pécheur doit faire pénitence en la présence de plusieurs, & même de tout le peuple, sur tout si l'édification de l'Eglise le demande; & dans une autre de ces mêmes Homélies, c'est à dire dans la 27. il fait passer par cette rude & laborieuse pénitence, les *mécontents, les adultères & les sacrilèges*; & dans le Sermon 16. des paroles de notre Seigneur, il dit *qu'il faut reprendre publiquement les pécheurs, qu'on commet publiquement, & en particulier ceux qu'on commet plus secrètement.* Je pourrais ajouter à ces témoignages ce qu'il en a écrit dans les Epîtres 54. & 108. qui sont dans le 2. Tome de ses Oeuvres, & dans le chap. 85. de son Manuel à Laurens. L'Auteur des Questions sur le Vieux & sur le Nouveau Testament, qui est dans l'Appendice du 4. Tome, est en cela de même sentiment que le véritable S. Augustin en expliquant la question 102. *Tom. 10. c. 7. Tom. 5.*

Césaire Evêque d'Arles, Ecrivain du 6. Siècle, dans la 1. & la 8. de ses Homélies, le Pape Grégoire 1. dans la Lettre 31. du Livre 12. Isidore Evêque de Séville environ le même tems, dans son second Livre des Sentences chap. 20. & dans le 3. chap. 46. ces trois là ont marché sur les traces des autres. C'est dans cette vûe que le 3. Concile de Carthage enjoint aux Evêques dans le 4. Siècle, de prescrire aux pénitens, selon la différence des péchez, les tems de la pénitence. Le Jésuite Petau dans les Chapitres 2. 3. & 10. de son 6. Livre de la Pénitence publique, reconnoît contre Mr. Arnaud que c'a été la pratique de l'Ancienne Eglise, où l'on ne reprenoit publiquement que les péchez énormes & scandaleux; Il reconnoît la même chose dans les Observations sur saint Epiphane, où il y a une Dissertation touchant la manière ancienne de la Pénitence, à l'occasion de l'Hérésie des Novatiens, qui est la 59. en ordre. Le Père Sirmond, de la même Société, n'en parle pas autrement dans son Traité de la Pénitence publique chap. 2. & 4. Au fond tout ce que je viens d'écrire regarde l'Excommunication ordinaire de l'Ancienne Eglise, dont j'ai parlé sur l'Article précédent, & par les loix de laquelle les pécheurs scandaleux ne pouvoient approcher de la sainte Table, qu'après avoir passé par tous les degrez de la Pénitence qui étoit alors en usage. *Tom. 2. pag. 711. Tom. 2. pag. 238.*

XVII.

Si par telles suspensions les pecheurs nes'amendent, mais demeurent obstinez & impenitens; après une longue attente, & après qu'ils auront été plusieurs fois exhortez & sollicitéz, on procedera contr'eux par exhortations publiques, faites au peuple par le Pasteur, par trois divers Dimanches, étant nommez (s'il en étoit besoin) pour leur faire plus de honte, & chacun étant averti de prier Dieu pour eux, & d'essayer, par tous moyens, de les ramener à se repentir de leurs péchez,

chez, pour prévenir le retranchement & l'excommunication, à laquelle on ne peut procéder qu'à regret. Que si, pour cela, ils ne se convertissent, mais persévèrent eu leur endurcissement, & en leur obstination, au quatrième Dimanche, il sera dit publiquement par le Pasteur, que l'on déclare ausdits scandaleux, & endurcis, (en les nommant) qu'on ne les reconnoît plus pour Membres de l'Eglise, les en retranchant, au Nom, & en l'Autorité de nôtre Seigneur Jesus-Christ, & de son Eglise. Et la forme de l'Excommunication sera telle.

OBSERVATIONS.

Cet article est encore fondé sur le grand acte du Synode de Paris 1565. rapporté sur l'article 15. ci-dessus.

Sur la question proposée par le Ministre de Xaintes au Synode de Nîmes 1572. savoir, si un homme qui ayant fait penitence publique, pour de grièves fautes qu'il auroit commises, seroit néanmoins retourné plusieurs autres fois en faute, doit être excommunié. On est d'avis, qu'attendu qu'il n'a point ouï véritablement l'Eglise, on peut procéder jusqu'à l'excommunication.

Ce qui est dit du 4. Dimanche, est du Synode de la Rochelle 1571. qui donne même quelque forme d'excommunication, en ces mots; Nous lui déclarons, & à tous, que nous ne le connoissons plus pour Membre de l'Eglise, & que nous l'en retranchons, au Nom, & en l'Autorité de nôtre Seigneur Jesus-Christ.

Au Synode de Figeac 1579. furent ajoutées ces paroles, & de son Eglise, après celles-ci, en l'Autorité du Seigneur Jesus-Christ.

Au Synode de Nîmes 1572. il est dit, que pendant lesdites publications, tant du retranchement que de la reconciliation, il sera permis à ceux du peuple qui n'y consentiroient, de le faire entendre au Consistoire, en toute sainte liberté, lequel Consistoire en jugera, & le silence des autres sera tenu pour consentement.

Et sur ce que quelques-uns entreprennent de se pourvoir dans les Cours de Parlemens, par appellations comme d'abus, des ordonnances & censures Ecclesiastiques; la Province de Xaintonge ayant demandé comment on se doit comporter contr'eux, au Synode d'Allez 1620. La Compagnie enjoint aux Synodes, Colloques & Consistoires, de procéder contre telles personnes, comme contre des rebelles à la Discipline, par toutes sortes de censures, jusqu'à l'excommunication, même après avoir, au préalable, recherché toutes les voyes de douceur, & usé de remontrances envers telles personnes, pour les ranger à leur devoir, & les faire soumettre à l'ordre de l'Eglise.

Ces paroles de la fin de cet article, Et la forme de l'Excommunication sera telle, furent mises au Synode de Charenton 1623. en la place de celles-ci, qui y étoient auparavant, étant de cette forme, ou de telle autre qu'il sera avisé par le Consistoire.

Forme de l'Excommunication.

MEs Freres, Voici la quatrième fois que nous vous déclarons, que N. pour avoir commis plusieurs fautes, & pour avoir scandalisé l'Eglise de Dieu, & s'être montré impenitent & contempteur de toutes les exhortations qui lui ont été faites par la Parole de Dieu, a été suspendu de la sainte Cène du Seigneur: laquelle suspension, & ses causes, vous ont été notifiées, afin que vous joignissiez vos prières avec les nôtres, à ce qu'il plût à Dieu amolir la dureté de son cœur, & le toucher de repentance, le retirant du chemin de perdition. Mais, puis qu'après l'avoir si longuement supporté, prié, exhorté, adjuré de se convertir à Dieu, & après avoir essayé tous les moyens de l'amener à la repentance, il persevere en son impenitence, & avec une obstination endurcie, se rebelle contre Dieu, & foule aux pieds sa Parole, & l'ordre qu'il a établi dans son Eglise, & se glorifiant de son péché, est cause que l'Eglise depuis si long-tems est troublée, & le Nom de Dieu blasphémé. Nous Ministres de la Parole de l'Evangile de notre Seigneur Jesus-Christ, que Dieu a armé d'armes spirituelles, puissantes de par Dieu à la destruction des forteresses qui s'opposent à l'encontre de lui: ausquels le Fils Eternel de Dieu a donné la puissance de lier & délier en terre, déclarant que ce que nous aurons lié en terre sera lié au ciel, voulant purger la Maison de Dieu, & délivrer l'Eglise des scandales; &, en prononçant Anathème contre le méchant, glorifier le Nom de Dieu: Au Nom & en l'Autorité du Seigneur Jesus, de l'avis & autorité des Pasteurs & des Anciens assemblés en Colloque, & du Consistoire de cette Eglise: Nous avons retranché, & retranchons ledit N. de la Communion de l'Eglise, l'excommunications, & l'ostons de la Société des Fideles, afin qu'il vous soit comme un Payen & un Peager, & qu'entre les vrais Fideles il soit Anathème & Execration. Que sa hantise soit estimée contagieuse, & que son exemple faisisse vos esprits de frayeur, & vous fasse trembler sous la puissante main de Dieu, puis que c'est chose horrible de tomber entre les mains du Dieu vivant. Laquelle Sentence d'Excommunication le Fils de Dieu ratifiera & lui donnera efficace, jusqu'à ce que ce pécheur, confus & abbatu devant Dieu, lui donne gloire par sa conversion, & que délivré de ces liens de Satan qui l'enveloppent, il pleure son péché d'un pleur de repentance. Priez Dieu, Freres bien-aimez, qu'il ait pitié de ce pauvre pécheur, & que ce jugement horrible, lequel, avec regret & grande tristesse de cœur, nous

prononçons contre lui, en l'Autorité du Fils de Dieu, serve à l'humilier, & à redresser au chemin de salut une ame qui s'en est égarée. Amen.

Maudit est celui qui fera l'œuvre du Seigneur lâchement. S'il y a quelqu'un qui n'aime point le Seigneur Jesus-Christ; qu'il soit Anathème, Maranatha. Amen.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Tonneins 1614. Sur la requisition de la Province de Saintonge, il ne fut pas trouvé à propos de dresser un autre formulaire d'excommunication que celui qui est porté par la Discipline, & rapporté sur l'article précédent du Synode de la Rochelle 1571.

Au Synode de Vitré 1617. Les Députés de l'Isle de France ayant demandé qu'il fût dressé un formulaire de l'excommunication, auquel ne fussent compris ces mots, de livrer à Satan. Il fut laissé à la prudence des Consistoires, d'user de telles formes qu'ils jugeroient expédientes.

Ce fut au Synode de Charenton 1623. que ce formulaire fut inséré dans le corps de la Discipline, tel qu'il avoit été dressé au Synode d'Allez 1620. à la requisition de la Province de Poitou, nonobstant l'arresté de Tonneins ci-dessus.

Ces mots, de l'avis, & autorité des Pasteurs & des Anciens assemblez en Colloque, & du Consistoire de cette Eglise, ont leur fondement dans un arrêté du Synode de Nîmes 1572. qui porte sur l'article d'excommunication, qu'en cas d'opposition, ou mécontentement, il ne sera procédé au retranchement, que par l'avis du Colloque: tenant néanmoins la suspension en son entière vigueur.

Cela même fut confirmé au Synode de Charenton 1623. Car sur la question, si à cause de ces mots au formulaire d'excommunication, De l'avis des Pasteurs assemblez en Colloque, le Consistoire ne peut procéder à l'excommunication sans l'avis du Colloque; il a été jugé, conformément à la Discipline, que les Consistoires peuvent procéder à l'excommunication, en cas qu'il n'y ait point d'appel: Et néanmoins sont exhortés les Consistoires, veu l'importance d'une telle action, de se fortifier de l'approbation d'un Colloque, au moins des Pasteurs voisins, tant que faire se pourra.

CONFORMITE.

Les Chrétiens n'ont pas les premiers infligé la peine de l'Excommunication aux pécheurs rébelles & scandaleux, les Payens & les Juifs ont pratiqué la même chose; je dis les Payens; en effet, César nous apprend dans ses Commentaires que les Druides dans les Gaules excommunioient ceux qui méprisoient leurs Decrets & leurs Constitutions, leur interdisant l'approche des sacrifices, ensuite de quoi on les regardoit comme des impies & des scélérats, dont chacun fuyoit la société & la communication, de peur qu'il n'en arrivât quelque mal

mal par contagion; & cette peine, qui étoit la plus grande de toutes celles qu'ils infligeoient, mettoit en un tel état les pécheurs qu'on y avoit soumis, qu'on refusoit de leur rendre justice, quoi qu'ils la demandassent, & ils les privoient de tout honneur.

Pour ce qui est des Juifs, tout le monde sçait que l'Excommunication a été en usage parmi eux, qui, à ce qu'on dit, en avoient de trois sortes; la première, & la plus légère, qu'ils appelloient *Niddui*, séparoit les coupables de la société de ceux qui ne l'étoient pas, mais d'un très-petit espace, & pour trente jours seulement; la seconde, qu'ils nommoient *Herem*, étoit accompagnée d'Anathèmes & de malédictions, & il n'étoit pas permis de manger ni de boire avec celui qui avoit été ainsi excommunié; & il y a de l'apparence que S. Paul regarde à cette sorte d'Excommunication, quand il dit 1. Cor. 5. 2. *Je vous écris que vous ne mangiez pas même avec un homme qui soit tel.* La 3. espèce d'Excommunication, c'étoit *Shammatta*, par laquelle on séparoit pour jamais le Criminel de la Communion de la République & de l'Eglise.

Puis donc que les Payens & les Juifs ont exercé cette puissance, il me semble qu'il y auroit de l'injustice de la refuser à l'Eglise Chrétienne, vu même que Jesus Christ, son Epoux & son Chef, nous a commandé dans son Evangile de regarder celui qui ne daigne écouter l'Eglise, de le regarder *comme un Payen & un Péager*, c'est à dire qu'il veut qu'on le jette hors de l'Eglise, ou qu'on l'excommunie, ce qui revient à une même chose. Saint Paul a exprimé cette action par *livrer à Satan*, 1. Cor. 5. 5. 1. Tim. 1. 20. si ce n'est qu'on veuille dire qu'il y avoit dans cette Excommunication de S. Paul quelque chose de plus, que dans celle que Jesus Christ désigne dans l'Evangile. Matth. 18. 17.

Quoi qu'il en soit, les Conducteurs des Eglises, appuyez sur le commandement du Seigneur, & sur l'exemple de ses Apôtres, ont toujours exercé cette puissance Ecclésiastique contre les pécheurs énormes & scandaleux. Tertullien & Origène ont témoigné sur l'Article 15. que c'étoit la pratique de leur tems, ce qui se vérifie encore par les lieux du même Origène que j'ai marquez sur l'Article précédent; & par un autre de Tertullien, qui écrit dans son Livre de la Pudicité chap. 4. qu'on chassoit ces pécheurs de tout l'enclos de l'Eglise, & du lieu où on s'assembloit; & c'étoit la grande & véritable Excommunication, au lieu que l'autre n'étoit que la privation des Sacrements. Nous pouvons joindre à ces deux témoins S. Cyprien contemporain d'Origène, qui fait souvent mention dans ses Epîtres de cette Censure, quand il parle d'éloigner de la Communion, de ne communiquer pas avec quelqu'un, de chasser, & de jeter hors de l'Eglise, de condamner par la bouche du Pasteur, de tuer avec l'épée spirituelle, & autres expressions dont il se sert pour signifier la même chose. Le 10. des Canons qu'on nomme des Apôtres, ne nous permet pas non plus d'ignorer cette ancienne Discipline, puis qu'il excommunique celui qui aura prid avec un excommunié, dans la maison seulement. Je ne passerai pas plus outre, parce qu'il faudroit faire un assez gros volume, si on vouloit assembler en un tous les Canons & tous les témoignages des Pères qui raient de l'Excommunication; & plus encore si on vouloit s'étendre sur l'histoire

Epist. 28.
38. 55. 62.
de la dernière édition.

toires des Interdits, que les Papes, pour rendre leur autorité formidable, ont jetté dans les derniers Siècles, contre l'usage & la pratique de la Primitive Eglise, à qui ils ont été entièrement inconnus.

Quant à l'ordre qu'on doit suivre selon nôtre Discipline, avant que de retrancher le pécheur de la Communion de l'Eglise, outre qu'il est fondé sur les loix & sur les préceptes de la charité, il est conforme à la pratique des premiers Chrétiens, qui au rapport d'Origène avertissoient & reprenoiient le coupable jusqu'à trois fois avant que d'en venir à cette dernière extrémité. De là vient aussi que l'on observoit la même chose, lors qu'il étoit question de la Déposition d'un Ecclésiastique; parce qu'en plusieurs occasions les mêmes fautes, qui méritoient la Déposition d'un Ecclésiastique, étoient punies de l'Excommunication à l'égard d'un Laïque, comme il paroît par divers Canons, particulièrement par le 6. & par le 7. du premier Concile Oecuménique d'Ephèse, où nous lisons ces paroles, *Si ce sont des Evêques ou d'autres personnes du Clergé, qu'ils soient Déposés, les Evêques de l'Episcopat, & les autres du rang de 17. du qu'ils tenoient dans le Clergé, dont on les exclut entièrement; mais si ce sont Concile de des Laïques, qu'ils soient Excommuniés; & nous avons montré sur l'Article 49. du Chapitre premier, qu'on citoit trois fois un Evêque, ou un autre Ecclésiastique, avant que de procéder à sa Déposition.*

Je ne touche point à la Forme de l'Excommunication qui est insérée ensuite de l'Article sur lequel je viens de faire les remarques nécessaires, parce qu'il est en la liberté de l'Eglise d'user dans ces occasions des termes qu'elle juge les plus propres, pourvu que dans le fond elle ne s'écarte point des bornes que l'Evangile nous prescrit, ni de l'exemple des saints Apôtres; nous ne voyons pas aussi que dans la Primitive Eglise on ait été astreint à l'usage de certaines paroles, toutes les fois qu'on excommunioit quelqu'un; ceux qui condamnoient les pécheurs à cette peine, ayant toujours été les maîtres de la forme & de la manière de l'Excommunication, qui est toujours la même en substance, quelque variété qu'il y pût avoir dans la forme où elle est conçue.

XVIII.

A l'avenir, toutes Sentences d'Excommunication confirmées par le Synode Provincial, demeureront fermes, comme aussi toutes Sentences de suspension de la Cène données par le Consistoire, lesquelles ne seront dénoncées au peuple, tiendront, combien que le suspendu fût appelant au Colloque ou au Synode Provincial.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode de Lion 1563. Ces paroles, données par le Consistoire lesquelles ne seront point dénoncées au peuple, combien, &c. sont du Synode de Charenton 1631.

Au Synode de Privas 1612. Les Députés de l'Isle de France ayant demandé l'interprétation du 18. article du chapitre 5. de la Discipline, touchant les apcl-

apellations des suspensions publiques, pour savoir si un Consistoire ayant décerné une suspension publique contre quelqu'un, & que le condamné en appelle, on peut procéder à la suspension nonobstant l'appel: La Compagnie a jugé que le Consistoire ne peut passer outre, mais doit déférer à l'appel, hormis dans les fautes publiques & connues à toute l'Eglise, & de cet appel sera jugé définitivement par le prochain Colloque ou Synode Provincial.

C O N F O R M I T E'.

Il n'y a rien dans cet Article qui ne soit très-conforme à l'Ancienne Discipline, selon laquelle chaque Eglise avoit pouvoir de décerner, dans toute l'étendue de sa juridiction Ecclésiastique, les peines & les censures nécessaires contre les pécheurs; de sorte que quand un Evêque avoit excommunié quelqu'un, il n'y avoit que le Synode de la Province qui pût lever cette Excommunication, comme il n'y avoit que le Synode de tout le Diocèse, qui comprenoit plusieurs Provinces, qui pût casser les jugemens du Synode Provincial. C'est la raison pourquoi le Canon 6. du 1. Concile Oecuménique de Constantinople, le 9. & le 17. de celui de Calchédoine permettent d'appeler de l'Evêque au Synode Provincial, & du Synode Provincial à celui de tout le Diocèse, dont nous avons une image dans nos Synodes Nationaux.

XIX..

Ceux qui ont abandonné la Profession de la Religion, pour adhérer à l'idolatrie, s'ils persistent en cette Apostasie, après qu'on aura tâché de les ramener au Troupeau, seront publiquement dénoncés Apostats; savoir ceux qui de fraîche memoire se feroient ainsi révoltez, sinon que par telle nomination le Consistoire jugât qu'il en dût arriver quelque grand & notable danger à l'Eglise, auquel cas, rien ne se fera que par l'avis du Synode de la Province. Quant à ceux qui de long-tems se feroient révoltez, l'exécution de cette denonciation est remise à la prudence des Consistoires.

O B S E R V A T I O N S.

Les premieres paroles de cet article jusqu'à Apostats, sont du Synode de France 1579. Les paroles suivantes jusqu'à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1581.

Au Synode de la Rochelle 1572. Sur la question proposée par les Eglises du Lyonois, comment on peut proceder aux censures de ceux qui se sont révoltez pendant les troubles. Resp. S. Augustin dit d'une Eglise où il y avoit grand nombre d'yvrognes, qu'il valoit mieux avoir une Eglise vicieuse que de n'en avoir point du tout. Et il semble qu'il faut plus prendre garde à la qualité, & à l'état des personnes, qu'à la gravité des faits: car il y en a qui ont failli grié-

grièvement, & qui se repentent affectueusement: d'autres qui ont failli plus légèrement, ou point en aparence, qui n'ont pas grand zele à se ranger à l'Eglise pour la rétablir: C'est pourquoi il faut peser les circonstances, & sur tout, il faut réunir & ramener au Troupeau les dévoyez, pour rétablir l'Eglise.

La même. Quant à ceux qui se disent Romains, & se sont retranchés de nos Eglises, tant pour l'Edit du Roi, que parce qu'il n'y auroit aucune édification, à laquelle doit tendre tout ce qui se fait dans l'Eglise, & que nous ne devons pas juger de ceux qui sont de dehors, il semble à quelques-uns qu'on doit abandonner de telles personnes, & nous contenter que le Seigneur en juge. En cet endroit, il seroit bon de les déclarer au peuple, après avoir attendu quelque tems, & fait devoir de leur remontrer; afin qu'on reconnoisse que ceux qui sont tels, ne sont plus des nôtres; prier Dieu pour eux, afin que, s'ils appartiennent à l'Eglise, Dieu les y ramène; autrement, que nous devons louer Dieu, qui nous a délivrés de telles gens, & partant, déclarer qu'ils ne nous appartiennent plus, mais que nous les laissons au jugement de Dieu.

Au même Synode, sur la demande proposée par plusieurs Députés, touchant la censure de ceux qui ont abandonné la Religion, il a été avisé, que quant à ceux qui ont abandonné la doctrine de l'Evangile pendant les troubles, ceux qui sont touchés au vif de leur faute, seront consolés & exhortés au Consistoire, où il sera avisé de la qualité des fautes, & de la façon de la reception des délinquans. Quant aux obstinez, on déclarera en general que ceux qui se sont séparés d'avec nous, ne sont plus de notre corps, ni des nôtres: afin que les fautes qu'ils feront ne nous soient imputées; & ne passera-t-on plus outre, aux lieux où il y a aparence d'evident danger pour l'Eglise. En un mot, la Compagnie est d'avis, que le tout soit remis à la prudence des Consistoires, qui auront égard à l'édification de l'Eglise.

Au Synode de Nismes 1572. Il fut fait un acte ample sur cette matière, portant, que sur la difficulté proposée par les Députés de Poitou, comment on doit proceder contre ceux, qui s'étant revoltés durant les troubles, ne pouvoient être ramenez par aucunes censures, & même se rendoient tellement ennemis, & persecuteurs, que si on les nommoit publiquement pour proceder contre eux, selon la Discipline, il étoit tout certain, qu'ils s'en rendroient pires, & s'aggraveroient tant plus à l'encontre du Troupeau, pour lui faire plus de dommage qu'anparavant, comme il a paru par experience. Il a été avisé que l'institution, & l'exécution des censures de l'Eglise, a été proprement faite pour ceux qui sont de son corps, & non contre ceux de dehors, & que son effet doit tendre à édification, & non à destruction, afin que le Troupeau ne soit gâté par les brebis infectées, & que celui qui est séparé étant humilié par honte soit à la fin réduit, & qu'à son exemple les autres craignent. Que quand on nomme en l'Eglise les revoltés, ce n'est pas proprement pour les excommunier, parce qu'ils sont déjà hors de la Communion: mais pour déclarer leur perfidie, & leur revolte, afin que chacun se donne garde d'eux, s'ils sont incorrigibles, & qu'on tâche néanmoins de les corriger, & de les réduire par tous moyens possibles, & que l'on prie Dieu pour eux. Et, quand il n'y a aparence d'au-

d'aucun amandement, & qu'il s'en trouve de tels, qu'au lieu de se repentir, ils s'endurcissent, & empirent, devenant comme furieux, jusqu'à machiner, & conspirer contre le Troupeau, & contre ses Conducteurs, sur tout, quand ils entendront qu'on les nomme, ou qu'on les veut nommer publiquement: Il est beaucoup meilleur de s'abstenir de telles nominations, parce que ce n'est aussi qu'une formalité, & que par un autre moyen on peut aussi bien prévenir ce même effet, qui est de noisier au peuple le retranchement de tels désesperez, afin que l'on se garde d'eux, & de leur conversation: cela se pouvant faire aisément & doucement par le moyen des Anciens & des Diacres, qui le feront entendre à leurs Compagnies, à ce que nul n'en puisse prétendre cause d'ignorance, & que ceux qui converseront avec lesdits revoltez soient censurez, selon l'ordre de la Discipline: Ce qui peut être confirmé par la doctrine generale des Ministres, qui le feront assez entendre, sans rien nommer, afin que l'avertissement fait & donné en particulier ne soit pas méprisé. Surquoi les Ministres, & les Consistoires seront avertis de proceder avec toute moderation & prudence, comme il est nécessaire que toute censure, & tout ordre de la Discipline, soit pour édifier & non pour ruiner, se souvenant du dire de S. Augustin, que là où les remedes nuisent plus qu'ils ne profitent, il vaut mieux s'en abstenir, & parce qu'en tous faits particuliers il y a beaucoup de circonstances, pour lesquelles on ne peut faire une loi; Il est nécessaire d'y user d'une grande discretion, & d'une entiere consideration; ce qui est remis à la prudence & à la sagesse du Consistoire.

Au Synode de Montauban 1594. Sur la proposition faite par les Députez de Xaintonge, touchant la publication des Apostats dans l'Eglise, dont la pratique semble difficile, il a été avisé que l'article 19. de la Discipline demeurera en son entier; & que les Consistoires seront exhortez de se porter diligemment & prudemment dans son observation.

Sur les remontrances faites au Synode de Charenton 1631. par Monsieur le Commissaire, tant sur cet article, que sur le suivant; les Provinces sont exhortées d'en venir prêtes au prochain Synode National, afin que là il soit avisé si lesdits articles doivent recevoir quelque changement.

Au Synode suivant d'Alençon 1637. Il fut dit; que rien ne seroit changé dans les susdits articles de la Discipline.

C O N F O R M I T É.

Dans la Primitive Eglise, l'Idolatrie & l'Apostasie étoient exclusés en divers endroits du pardon & de l'absolution durant les deux premiers Siècles du Christianisme, comme on le justifie par les Canons 1. & 46. du Concile d'Elibéri, qui fut assemblé l'an 305. de notre Seigneur, & par le dernier du 1. Concile d'Arles de l'an 314. mais il paroît aussi par ces mêmes Canons que la simple Apostasie n'étoit pas sans espérance de pardon du côté de l'Eglise, mais seulement lors qu'elle étoit accompagnée d'idolatrie que les Anciens Chrétiens regardoient comme le plus atroce de tous les crimes, & le plus criant de tous les péchez; mais le grand Concile de Nicée ôta cette différence dans le Canon 11. & leur fit espérer à tous dans un certain tems l'absolution, tant aux Idolâtres, qu'aux

*T.1. Conc.
p. 232.*

*T.1. Conc.
Gall. p. 8.*

*Paran. ad
parn. tom.
3. Bibl.
Pat. pag.
71.
Cyprian.
ep. 52.
cum 14.
Ep. 31.*

qu'aux simples Apostats & Deserteurs. Bien que ce Decret n'ait pas été si-tôt observé par tout, comme on le recueille des Ecrits de saint Pacien Evêque de Barcelone, qui écrivoit depuis la tenue de ce Concile; & l'on peut même dire qu'avant le milieu du 3. Siècle, les simples Deserteurs n'étoient pas reçûs à la paix de l'Eglise, mais on les laissoit toujours dans les travaux de la Pénitence, sans aucune espérance d'absolution, non pas même à l'heure de la mort; c'étoit du moins la pratique d'une bonne partie des Eglises d'Occident. Tertullien dans son Traité de la Pudicité, & S. Cyprien dans quelques-unes de ses Epîtres, ne nous permettent pas de révoquer en doute l'usage de cette sévère & dure Discipline, non plus que le tempérament qu'on commença d'y apporter en ce tems-là à Rome & en Afrique.

XX.

Dans les fautes publiques, c'est-à-dire, commises en effet, & connus d'une grande partie du peuple, la restitution du pécheur sera faite, par la reconnoissance publique de sa faute, quand même il auroit été puni par la Sentence du Magistrat.

OBSERVATIONS.

Cet article a son fondement dans un acte du Synode de Figeac 1579. portant, que les Consistoires seront avertis d'user prudemment, & le plus rarement que faire se pourra des reconnoissances publiques, c'est-à-dire, des fautes commises en effet, & connus par la plus grande partie du peuple, auxquels la faute sera exprimée. Au Synode suivant de la Rochelle 1581. au lieu de ces mots, par la plus grande partie, furent mis ceux ci, d'une grande partie.

Ces dernieres paroles, Quand bien il auroit été puni par la Sentence du Magistrat, sont du Synode de Gergeau 1601.

Au Synode de Montauban 1594. Sur la proposition faite par les Députés du haut Languedoc: si le pécheur qui ayant commis quelque crime, en a été puni par Sentence du Magistrat, jusqu'à note d'infamie, doit être censuré par l'Eglise jusqu'à faire reconnoissance publique de sa faute, il a été avisé qu'il la doit faire, attendu que ce sont choses distinctes que la Jurisdiction civile du Magistrat, & la connoissance Ecclesiastique du Consistoire; cette-ci se rapportant à la conscience, & à l'interieur de l'ame; & celle-là au corps, & aux choses exterieures tant seulement.

Au Synode de Montpellier 1598. Sur ce qui a été proposé par la Province du haut Languedoc, si un Magistrat ayant condamné un homme pour quelque crime, néanmoins le condamné perseverant dans ses dénégations, il doit être admis à la paix de l'Eglise sans reconnoissance; la Compagnie a jugé, qu'il falloit premierement examiner la vie passée du condamné, celle des accusateurs, des témoins, & des Juges, puis rechercher toutes les preuyes qu'on pourra, outre celle dudit Magistrat; Que si, après ces diligences, & adjurations de donner gloire à Dieu, ce neantmoins il persistoit en ses dénégations,

il soit reçu, en déclarant au peuple, en sa présence, qu'on le remet au jugement de Dieu, & à celui de sa propre conscience.

Au même Synode, il est dit, que, Celui qui mutilé quelqu'un injustement, tellement qu'il ne puisse gagner sa vie, & celle de sa famille, le malfaiteur ayant des moyens, il sera exhorté par censures Ecclesiastiques, de donner à celui qu'il a mutilé quelque pension, encore qu'il n'y eût été condamné par le Magistrat, d'autant qu'il ne peut autrement rendre témoignage de sa repentance.

Au Synode de la Rochelle 1607. Sur la question proposée par les Députés du haut Languedoc, & de la haute Guienne, comment on se doit gouverner envers ceux qui étant accusés de crime, sont absous par le Magistrat, & au cas qu'il se trouvât nouveaux témoignages, & que le scandale continuât, la Compagnie a remis cela à la prudence des Consistaires, lesquels s'y comporteront selon les circonstances, & auront grand égard à ne mettre en danger la vie, ou l'honneur des déférez.

Le même Synode déclare, que ceux qui auront épousé par un Prêtre, ne pourront être dispensés de la reconnaissance publique par les Consistaires, de quelque qualité & condition qu'ils soient.

Au Synode de la Rochelle 1571. à la requisition des Députés de Poitou. La Compagnie est d'avis que, quand le Magistrat sera le premier saisi de la connoissance de quelques crimes, le Consistoire attendra que le fait soit vérifié par ledit Magistrat, pour puis après faire au delinquant telles censures pour la conscience qu'il apartiendra, sinon que les circonstances fussent telles, qu'on ne pût attendre si long tems.

CONFORMITE.

Dans l'Ancienne Eglise, la restitution du pécheur scandaleux ne se faisoit qu'en la présence de tout le peuple par l'imposition des mains, qui étoit accompagnée de la prière, & pour mieux entendre la nature de cette Discipline, il faut sçavoir qu'on usoit de trois sortes d'imposition des mains envers les pécheurs, dont les péchez étoient punis selon les loix de la Pénitence publique; par la première, ils étoient reçus à faire pénitence après l'avoir demandé; que les pénitens, dit le Concile d'Agde en l'an 506. dans le Canon 15. *que les pénitens re-* T. I. Conc.
çoivent l'imposition des mains, dans le tems qu'ils demandent la pénitence. La Gall. p.
seconde ne se pratiquoit pas une seule fois comme la première; mais souvent du- 164.
rant tout le tems de la Pénitence, car toutes les fois que l'Eglise s'assembloit pour vâquer aux exercices de la piété & de la Religion, on les faisoit sortir aussibien que les Catéchumènes avant la célébration des divins Mystères, mais après que l'Eveque avoit imposé les mains & prié sur les uns & sur les autres séparément; c'est ainsi que nous l'apprenons du Canon 19. du Synode de Laodicée; Il faut, dit il, après les Homélies ou les Sermons des Evêques, faire la prière
séparément, premièrement sur les Catéchumènes, & ceux-ci étant sortis, il
la faut faire sur ceux qui sont dans la Pénitence, & après que les Pénitens
auront été sous la main de l'Eveque, & qu'ils seront partis, on doit faire les
trois Oraisons des fideles. La dernière étoit destinée à la réconciliation publique
des

Voyez le 4.
Concile de
Carthage,
Canon 80.
T. I. Conc.
p. 730. &

Conc. To- des pécheurs, après qu'ils avoient accompli tout le tems de leur pénitence, &
letan. 3. qu'ils avoient passé par tous ses divers degrez. C'est pourquoi le 3. Canon du 1.
c. 11. T. 4. Concile d'Orange de l'an 441. appelle cette imposition des mains, *l'imposition*
p. 504. *des mains reconciliatoire*, parce qu'on demandoit à Dieu qu'il pardonnât à ces
ann. 589. pécheurs pénitens, & qu'il les reconciliât avec Dieu & avec son Eglise. Le Ca-
T. 1. Conc. non 78. du 4. Concile de Carthage la nomme simplement *l'imposition des mains*,
Gall. p. 71. sans laquelle il ne veut pas qu'on absolve les pénitens malades, en cas qu'ils sur-
T. 1. Conc. vivent, quand même ils auroient reçu l'Eucharistie pendant leur maladie. Le
p. 730. Pape Leon I. l'appelle *la porte de la réconciliation*, dans son Epître 41. à
 Théodore.

XXI.

Attendu que la paillardise apporte note d'infamie, principalement
 aux femmes, la reconnoissance de tels scandales est remise à la pru-
 dence des Consistoires..

OBSERVATIONS..

Cet article est du Synode de Montpellier 1598. Et il fut dressé pour correctif
de l'acte de la Rochelle 1581. qui porte expressement, que les paillardises com-
mises & connus publiquement, seront reconnus publiquement par leurs
Auteurs.

Dés le Synode de Saumur 1596. qui précédoit celui de Montpellier, il avoit
été arrêté, que dans les reconnoissances publiques, ne seroient nommez ni
specifiez les crimes qui apporteroient danger de mort, ou note d'infamie; de
sorte que l'arrêté de Montpellier est une explication plus particuliere de ce qui
avoit été résolu à Saumur.

CONFORMITE.

Saint Basile dans ses Epîtres Canoniques a prescrit quelque chose d'appro-
 chant; Nos Pères, dit-il, ont défendu de publier (c'est à dire de faire con-
 noître au peuple) les femmes coupables d'adultère, soit qu'elles le confessassent
 par un mouvement de piété, ou bien qu'elles en fussent en quelque manière con-
 vaincues, de peur qu'étant convaincues, nous ne les mettions en danger de mort;
 mais ils ont ordonné qu'elles seroient privées de la Communion, jusqu'à ce qu'el-
 les eussent accompli le tems de la pénitence.

XXII.

Les reconnoissances publiques ne se feront qu'en personne, & le
 pécheur rendra témoignage de sa repentance.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1581:

Dès la premiere institution de la Discipline de Paris 1559. il est dit, que ceux qui auront été publiquement déclarez excommuniés, feront aussi penitence publique; mais s'ils n'ont pas été excommuniés publiquement, ils la feront seulement devant le Consistoire.

Au Synode de sainte Foi 1578: il est dit, que nulle reconnoissance ne se fera sans exprimer la cause, & le péché commis par celui qui fera ladite reconnoissance.

Au Synode de Montanban 1594. sur la proposition faite par les Députés de Xaintonge, si on se doit contenter de la reconnoissance publique, quand le pécheur rend témoignage de sa repentance, & de ses fautes, sans qu'elles soient spécifiées: La Compagnie a avisé qu'on ne changeroit rien pour le présent en cet article de la Discipline, mais qu'on s'y conformeroit le plus qu'il se pourra: mais que toutes les Provinces seront averties de venir bien préparées sur cette matière au prochain Synode National. Et ce fut sur cela que fut dressé au Synode de Saumur suivant, l'acte qui est rapporté sur l'article précédent.

Au Synode de Charenton 1623. La Province de Berry ayant requis, que non seulement le formulaire d'excommunication fût inséré au corps de la Discipline, mais encore qu'il y eût un autre formulaire dicté pour la réception du pécheur excommunié, pour être joint au précédent. La Compagnie remettant à la prudence des Pasteurs & des Consistoires d'user en la réception des excommuniés repentans, de la forme qu'ils jugeront convenable à la circonstance des lieux, & des personnes, ordonne que le seul formulaire d'excommunication sera inséré dans la Discipline, comme il est porté ci-dessus.

Au Synode d'Alençon 1637. il est dit, que la reconnoissance des fautes censurées par la suspension publique de la Cène, sera faite par les pécheurs en personne, & publiquement. Et une Eglise particulière est en même tems exhortée d'obéir désormais à ce règlement.

CONFORMITE.

Ce que nous avons rapporté sur l'Article 20. doit servir de Commentaire à celui-ci, puis que c'étoit le pécheur en personne qui étoit publiquement reconcilié à l'Eglise, après avoir pleinement satisfait aux loix de la Pénitence.

XXIII.

Le pécheur qui aura été suspendu de la Cène par le Consistoire, sans que la suspension ait été déclarée au peuple, demandera au Consistoire d'être restitué: & faisant paroître sa repentance, sera là restitué sans reconnoissance publique.

OBSERVATIONS.

Ceci a son fondement dans le 32. article de la Discipline dressée à Paris 1559. comme aussi l'article suivant.

C O N F O R M I T E'.

Cet Article est encore très-conforme à la pratique de l'Ancienne Eglise, qui n'ouvroit la porte de la reconciliation en la présence du peuple, sinon aux pécheurs qui étoient dans la pénitence publique, & privez publiquement de la participation des Sacremens, comme il paroît évidemment par tout ce que j'ai écrit jusqu'ici: Pour les autres pécheurs dont les fautes n'étoient pas publiques, on les traitoit d'une manière moins sévère, & proportionnée à la nature des péchez qu'ils avoient commis.

XXIV.

Mais celui duquel la suspension aura été déclarée, après que sa repentance aura été connue au Consistoire, par de bons fruits, & par de suffisans témoignages, sera publiquement reconcilié à l'Eglise, en reconnoissant sa faute.

C O N F O R M I T E'.

Cet Article étant en substance la même chose que le 20. le Lecteur pourra voir ce que nous avons remarqué sur celui là, sans qu'il soit nécessaire de rien observer sur celui-ci.

XXV.

Ceux qui par leur obstination & endurcissement en leurs fautes, auront été rétranchés de l'Eglise, ne seront légèrement restitués & reconciliés à l'Eglise; mais, après une bonne & longue épreuve de leur repentance, ils seront ouïs au Consistoire, & s'ils requierent d'être reçus à la paix de l'Eglise, reconnoissant leurs fautes, la denonciation en sera faite au peuple, pour l'émouvoir à prier Dieu, & à le louer, & quelque tems après, ils seront présentés à toute l'Eglise, pour confesser & detester leurs fautes & leurs rebellions passées, demandant pardon à Dieu & à son Eglise, & ainsi seront reconciliés avec joye, & avec prières publiques.

OBSERVATIONS.

Ceci a son fondement dans le grand acte de Paris 1565. rapporté ci-devant sur l'article 15. de ce Chap.

C O N.

CONFORMITE'.

Les Anciens Chrétiens avoient accoutumé de tenir les pécheurs dans la Pénitence, plus ou moins de tems selon la qualité des crimes dont ils étoient coupables; tous les Canons qui traitent de cette matière en font foi, & il ne faut que les lire pour y remarquer cette différence; le tems de la Pénitence des uns étant incomparablement plus long que celui des autres, parce que les péchez étoient plus énormes & plus crians; & comme l'endurcissement dans le péché le rend plus criminel, on ne manquoit pas aussi d'augmenter la peine en prolongeant le tems de la Pénitence, quelquefois jusqu'à l'heure de la mort, après même qu'on eut apporté quelque adoucissement à la rigueur de la première Discipline, à l'égard de certains péchez qui en divers lieux étoient exclus de toute espérance de pardon dans le sein de l'Eglise, comme cela se justifie par le Canon 16. du Synode d'Ancyre de l'an 314.

XXVI.

Ceux qui étant en une Eglise tombez en idolatrie, sur cela viendront demeurer en une autre, dans laquelle leur faute ne seroit point connuë, feront reconnoissance de leur cheute seulement au Consistoire; à condition que retournant en ladite Eglise qu'ils auront offensée, ils y reconnoissent aussi leur faute publiquement: remettant toutesfois à la discretion du Consistoire d'en user autrement, s'il juge que cela soit expedient pour l'édification des Eglises. Même jugement sera fait de toutes les autres fautes qui meritent reconnoissance publique.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode de la Rochelle 1581.

Ces dernières paroles, même jugement sera fait &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de Vitre 1617.

CONFORMITE'.

Parmi les premiers Chrétiens, quand un pécheur avoit été excommunié dans une Eglise, c'est à dire, quand il avoit été ou retranché de son corps, ou éloigné simplement de la sainte Table, il n'étoit pas permis à une autre de le recevoir sans le consentement de celle qui lui avoit infligé cette peine: ce fut par ce principe que le Clergé de l'Eglise de Rome, le siège vâquant après la mort de son Evêque Hygin, environ l'an de nôtre Seigneur 150. ne voulut pas recevoir Martion à la Communion, parce qu'il avoit été excommunié par son propre père qui étoit Evêque, pour avoir abusé d'une jeune fille; *Nous ne pouvons, disent-ils, faire cela sans l'ordre de vôtre vénérable Père.* Dans Théodore, *1. cap. 4.*

*Apud
Epiphani:
Petav.
Her. 42.
p. 303.
Hist. lib.
1. cap. 4.*

Alexan-

Alexandre, Evêque d'Alexandrie, se plaint à Alexandre Evêque de Constantinople, de ce que quelques Evêques avoient reçu à la Communion des personnes qu'il avoit excommuniées. Le Canon 5. du grand Concile de Nicée le défend expressement, & ensuite beaucoup d'autres qu'il n'est pas nécessaire d'alléguer.

Mais quand il n'y avoit point de jugement contre un pécheur, qu'il n'avoit pas comparu devant les Conducteurs pour confesser son péché, ou pour en être convaincu, & qu'il n'avoit pas été par conséquent excommunié ni de la grande ni de la petite excommunication, il est fort vrai-semblable que s'il se retiroit dans une autre Eglise où la faute n'avoit pas été commise, il y étoit traité selon les règles de la Charité Chrétienne, sans préjudice de la satisfaction qu'il devoit à celle qu'il avoit scandalisée, en cas qu'il y retourât : C'est justement ce que prescrit nôtre Discipline, au lieu qu'il n'y a point que je sçache dans les anciens Canons de Decret positif sur un fait de la nature de celui que nous examinons, quoi qu'on puisse le conclure raisonnablement de ce qu'on pratiquoit en d'autres occasions.

XXVII.

Toutes fautes reconnues & réparées seront ôtées des livres des Consistoires, hormis celles, qui étant conjointes avec rebellion, auroient été censurées de suspension de la Cène, ou excommunication.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Figeac 1579.

CONFORMITE'.

Comme il n'y avoit que les fautes publiques & les péchez scandaleux qui fussent réparés en la présence du peuple, il y a grande apparence que dans les premiers Siècles, le Sénat Ecclésiastique ne tenoit pas registre des autres qui étoient plus légers, & qui n'éprouvoient pas la rigueur de la Penitence publique, ou du moins que si on avoit accoutumé de les écrire, on ne manquoit pas aussi de les effacer, après que les pécheurs avoient satisfait à leur devoir devant les Conducteurs, & qu'on leur avoit appliqué les Censures nécessaires, autrement on auroit confondu ce que l'Eglise a toujours soigneusement distingué.

XXVIII.

Les Consistoires ne donneront témoignage au Magistrat par acte ni autrement, ni les particuliers des Consistoires ne reveleront à aucun les confessions des repentans, qui volontairement & de leur propre mouvement, ou par exhortations à eux faites, auront confessé leurs fautes devant eux, sinon en cas de crime de leze Majesté.

OBSERVATIONS.

Cet article est encore du susdit Synode de Figeac 1579.

Au Synode suivant de la Rochelle 1581. il fut ajouté, si ce n'est par l'avis du Consistoire.

Au Synode de Privas 1612. ces paroles furent ajoutées à la fin, hormis les crimes de leze Majesté, selon l'intention des Synodes précédens.

Dès le Synode de Poitiers 1560. Sur la question, s'il est permis aux fideles, de déferer ceux qui étant dans l'Eglise ont commis quelque crime punissable par les loix. Il fut répondu, qu'en égard aux vices scandaleux & préjudiciables à l'Eglise, les fideles doivent tenir la main au Magistrat, pour proceder contre les impenitens, qui perseverent en leur mal; mais qu'à l'égard de ceux qui n'auroient failli qu'une fois, & n'y persevereroient pas, une correction Ecclesiastique suffira.

Au Synode de la Rochelle 1571. Sur la question, savoir, s'il se doit donner acte en l'excommunication, ou autre censure, il a été répondu qu'il ne le faut pas donner, parce que c'est un fait de conscience, & qu'il n'appartient qu'au Magistrat de donner acte de ce qui est public.

Au Synode de Vitré 1583. ce règlement fut pris: Quand un crime très-enorme, & meritant la mort exemplaire, vient à la connoissance du Consistoire, ou de l'un de ses membres: Celui qui aura commis le crime n'ayant point été appellé audit Consistoire, & ne s'étant lui même découvert que pour avoir conseil, on demande si on le déclarera au Magistrat. La Compagnie est d'avis qu'on ne le déclare point, si ce n'est au Magistrat fidèle, & cela par manière d'avis seulement, & non comme délateur.

Au Synode de la Rochelle 1607. il a été ordonné, que désormais les actes particuliers qui concernent les appellations, censures & choses semblables, ne seront délivrez qu'à ceux qui y ont interest. Au même Synode, il est dit, que les Consistoires ne pourront délivrer leurs actes aux parties, après qu'elles auront été mises d'accord, quoi qu'elles les demandent.

Au Synode de Montpellier 1598. Sur la proposition faite par l'Eglise de Castres, s'il est loisible de donner par extraict un, ou plusieurs articles de la Discipline au Magistrat, soit fidele ou infidele, pour s'en servir en l'exercice de sa charge: La Compagnie a été d'avis qu'on le pouvoit faire, & qu'on pourroit communiquer tout le corps de la Discipline s'il le requeroit, attendu qu'il n'y a rien qui ne puisse servir à édification.

Au Synode de S. Maixant 1609. A la question proposée, comment se doit gouverner le Pasteur, auquel le Magistrat fait injonction d'exhorter publiquement ceux qui auront commis quelque crime, ou forcé, de le reveler: Il a été répondu qu'il n'est point obligé à de telles injonctions, non plus qu'à reveler ce qui se passe au Consistoire. En consequence dequoi tous les Pasteurs sont avertis, de ne déferer à de tels commandemens, & toutes les Eglises sont exhortées de maintenir ceux qui pour tels refus seront poursuivis en justice.

Au Synode de Privas 1612: article. 32. des appellations, un particulier de la

Province de Berry fut grièvement censurée, pour avoir contretenu à ce règlement.

Au Synode de Tonneins 1614. A la question de la Province du haut Languedoc, s'il est permis aux Consistoires de rendre témoignage devant le Magistrat, contre ceux qui se montrent insolens & outrageux, soit contre ceux qui y sont appelés, soit contre les Pasteurs, & les Anciens: il a été répondu que l'article de la Discipline, défendant la révélation en jugement des choses qui se sont passées au Consistoire, ne doit pas être restreint à la seule confession des fautes, mais aussi de toutes les autres choses qui s'y passent, excepté seulement les excès & les outrages de voye de fait, sur lesquels il sera permis de révéler au Magistrat ce qui se sera passé. Quant aux excès de paroles, quelles qu'elles soient, ce sera au Consistoire d'y appliquer les censures Ecclesiastiques.

C O N F O R M I T É.

Il n'est rien de plus judicieux que ce règlement, qui en conservant le secret de la confession que les pécheurs font de leurs fautes, ou au Corps des Consistoires, ou à quelques-uns de ceux qui les composent, excepte le crime de lèse-Majesté; parce qu'en effet le sceau de la confession ne doit point avoir de lieu, lors qu'il est question de la personne sacrée des Souverains, & du bien de leurs Etats, n'y ayant point de sujet, de quelque qualité & condition qu'il puisse être, qui dans ces occasions ne soit obligé en conscience de révéler le secret qui lui aura été confié, autrement il se rend coupable devant Dieu, & mérite d'être puni exemplairement par les loix des hommes.

XXIX.

On procédera par censures Ecclesiastiques, jusqu'à l'excommunication, contre ceux qui se disant de la Religion, appellent les Pasteurs & les Anciens, ou tout le Consistoire pardevant le Magistrat, pour leur faire rendre témoignage contre les delinquans, qui auront confessé leur faute devant eux.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Montauban 1594.

Au Synode de Vitré 1583. à la demande des Députés d'Anjou, comment on auroit à se gouverner sur ce que quelques Magistrats les vouloient contraindre à leur donner les faits agitez, & résolus au Consistoire; La Compagnie est d'avis, que l'on proteste à celui qui fera le commandement d'incompétence de Juge, qu'on appelle de tout à la Chambre de l'Edit, & qu'en cas que les Ministres fussent inquiétez pour cela, tout le corps du Consistoire entreprendra leur défense.

Au Synode de Montauban 1594. sur ce que plusieurs vouloient contraindre les Cons.

Consistoires de déposer devant le Magistrat des choses dites au Consistoire, il fut dit, qu'il seroit dressé un memoire pour l'Assemblée de sainte Foi, de prendre ce fait à cœur, & de tacher d'obtenir de Sa Majesté la conservation de la liberté desdits Consistoires: pour faire voir que les Synodes ont trouvé cette matière très-importante à la liberté de nos Compagnies Ecclesiastiques.

Au Synode de Vitré 1617. La Province des Sevenes demandant qu'en execution des articles 28. & 29. du chap. 5. de la Discipline, il soit déclaré de quelles censures on doit user contre les Anciens, tant ceux qui sont en charge, que ceux qui en sont hors, lesquels contreviennent audit article: La Compagnie exhorte les Consistoires à procéder par toutes censures Ecclesiastiques contre telles personnes, & même jusqu'à la déposition des Anciens qui sont en charge, & grièves censures contre ceux qui n'y sont plus, sans qu'ils doivent esperer d'y être jamais receus. Et quant aux Magistrats faisant profession de la Religion, ils sont exhortés à ne demander telles révélations aux Pasteurs & aux Anciens, & s'ils persistent, ils seront grièvement censurés par les Consistoires.

Au Synode d'Alez 1620. La Province de Xaintonge ayant demandé avis, comment on se doit comporter contre ceux qui se pourvoient aux Cours de Parlement, par appellations comme d'abus, contre les ordonnances, & les censures Ecclesiastiques, la Compagnie enjoint aux Synodes, aux Colloques, & aux Consistoires, de proceder contre de telles personnes par toutes sortes de censures, même jusqu'à l'excommunication, après avoir au préalable recherché toutes les voyes de douceur & usé de saintes remontrances envers de telles personnes, pour les ranger à leur devoir, & les faire soumettre à l'ordre de l'Eglise.

Le Synode de Loudun 1659. déclare, que ceux, qui, en violant les réglemens, tirent les affaires hors des Compagnies Ecclesiastiques, doivent être poursuivis par toutes sortes de censures, comme contempteurs des réglemens, & rebelles aux Consistoires.

Voyez encore sur ce sujet les observations faites ci-dessus sur l'article 16. de ce même chapitre.

C O N F O R M I T E.

Le Canon 11. du Concile d'Antioche de l'an 341. défend expressément aux Evêques & aux Prêtres de s'adresser à l'Empereur pour quelque affaire, sans le consentement & sans les lettres des Evêques de la Province, principalement du Métropolitain, & le 12. leur ôte la liberté de se défendre, & ne leur laisse aucune espérance de rétablissement, si après avoir été déposés par leur Synode, ils ont recours à l'Empereur, au lieu de s'adresser à un plus grand Synode, par exemple à celui de tout le Diocèse qui étoit composé des Evêques de plusieurs Provinces. Le Concile Oecuménique de Constantinople assemblé l'an de notre Seigneur 381. ordonne dans le Canon 6. de ne pas recevoir le témoignage de ceux qui méprisant l'autorité des Synodes Provinciaux & de ceux de tout le Diocèse, ont la hardiesse d'implorer la justice de l'Empereur ou des Magistrats séculiers, ou de demander le jugement d'un Concile Uni-

verfel; parce, difent les Pères, qu'ils font injure aux Canons, & qu'ils renverfent la Difcipline Ecclefiaftique.

XXX.

Quant aux crimes qui auront été déclarez aux Miniftres, par ceux qui demanderoient confeil & confolation, il eft deffendu aux Miniftres de les révéler au Magiftrat, de peur d'attirer du blâme fur le Miniftre, & d'empêcher les pécheurs de venir à la repentance, & à une libre confeffion de leurs fautes. Ce qui aura lieu en tous crimes déclarez, finon en cas de crime de leze Majesté.

OBSERVATIONS.

Cet article eft du Synode de Gap 1603. ces dernieres paroles, ce qui aura lieu, &c. jufqu'à la fin, font de Privas 1612.

Au Synode de Lion 1563. fur la propofition faite, favoir fi un Miniftre peut révéler au Magiftrat les crimes qui lui auroient été déclarez fecrettement par celui qui demanderoit confeil ou confolation: On eft d'avis que cela foit remis à la confeience du Miniftre, qui aura égard, felon fa prudence, à toutes les circonftances.

CONFORMITÉ.

Ce que j'ai écrit fur l'Article 28. fuffit pour l'éclairciffement de celui-ci; qui contient en fubftance la même chofe.

XXXI.

Si un, ou plufieurs du peuple, émeuvent débat pour rompre l'union de l'Eglife, fur quelque point de Doctrine, ou de la Difcipline, ou fur le formulaire du Catéchifme, de l'adminiftration des Sacramens, ou des Prières publiques, & de la Benediction du Mariage: & qu'à cela les exhortations particulières ne puiffent fuffifamment remédier; le Confiftoire du lieu tachera promptement de refoudre & apaiser le tout fans bruit, & avec toute douceur, felon la Parole de Dieu. Et fi les contredifans ne veulent acquiefcer, le Confiftoire du lieu priera le Colloque de s'affembler dans le tems & dans le lieu, le plus convenable, ayant préalablement fait faire aufdits contredifans promeffe exprefse, & enregistrée, de ne rien ferner de leurs opinions, de quelque maniere que ce foit, en attendant la convocation dudit Colloque, fur peine d'être cenfurez comme Schifmatiques; fauf toutefois de conferer avec les Pasteurs & les Anciens, s'ils n'ont été enfeignez. Et,
au

au cas que lesdits contredisans refusent de faire lesdites promesses, ils seront censurés comme rebelles, selon la Discipline. Et le Colloque assemblé, procédera comme dessus. Et si lesdits contredisans, ayant été ouïs patiemment, & refusez, demeurent satisfaits, le tout sera enregistré, sinon le Synode Provincial sera requis de s'assembler, même extraordinairement, s'il en est besoin, au tems, & au lieu que le dit Colloque jugera le plus propre, après la promesse telle que dessus réitérée par lesdits contredisans. Le Synode étant assemblé, il avisera préalablement, avec bonne & mûre délibération & considération, de la matière, des lieux, du tems, & des personnes, s'il sera expedient que la Conference avec lesdits contredisans se fasse en la présence du peuple à portes ouvertes, & qu'on donne audience à quiconque voudra parler, sans que toutefois la décision en appartienne à d'autres qu'aux convoquez de la Province, & le tout suivant l'ordre porté par la Discipline. Et lors, si lesdits contredisans ne se veulent ranger, ils feront les mêmes promesses que ci-dessus, & seront renvoyez au Synode National, ou ordinaire, ou, si la nécessité le requiert, extraordinairement assemblé, lequel les entendra en toute sainte liberté. Et là, sera faite l'entière & finale résolution par la Parole de Dieu, à laquelle s'ils refusent d'acquiescer de point en point, & avec exprès désaveu de leurs erreurs enregistrées, ils seront retranchez de l'Eglise.

OBSERVATIONS.

Cet article & le suivant sont du Synode de Nîmes 1572. seulement ces mots qui se trouvent vers le commencement, De l'administration des Sacramens, ou des Prières publiques, & de la Bénédiction du Mariage, sont du Synode de Gergeau 1601.

CONFORMITE.

Cet Article trouvera son explication dans ce que je dois remarquer sur le suivant.

XXXII.

Un Pasteur ou un Ancien rompant l'union de l'Eglise, ou émouvant contestation sur quelque point de Doctrine; ou de la Discipline, qu'il auroit signée, ou sur le Formulaire du Catechisme, ou de l'administration des Sacramens, ou des Prières publiques, & de la Bénédiction du Mariage, ne se voulant ranger à ce que le Colloque en aura

déterminé, il sera dès lors suspendu de sa charge pour être procédé plus outre au Synode Provincial, ou au National.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Nîmes, comme le précédent, & tous deux ne faisoient alors qu'un même article, mais ils ont été séparés, tant pour leur longueur, que parce que ce sont matières différentes.

CONFORMITÉ.

Epist. 71. pag. 121. ult. edit. Un Concile d'Afrique du tems de S. Cyprien dépose ceux du Clergé qui déchirent par leurs rebellions la concorde & l'union de l'Eglise. Saint Basile, dans le 1. Canon de sa première Epître Canonique à Amphiloche, prescrit de quelle manière on doit agir, non seulement contre les véritables Schismatiques; mais aussi contre tous ceux qui excitent des divisions dans l'Eglise, & qui sont même des conventicules & des assemblées à part; il parle au même lieu des Hérétiques; & comme ce sont trois sortes de personnes bien différentes les unes des autres, ce saint Docteur décerne aussi diversité de peines.

Mais outre ce que je viens de remarquer, nous avons encore plusieurs Canons des anciens Conciles qui favorisent le règlement de notre Discipline. Le 6. du 1. Concile Universel de Constantinople est contre ceux qui tâchent de confondre & de renverser l'Ordre Ecclesiastique. Les sept premiers du 1. d'Éphèse, qui est le 3. Oecuménique, furent dressés contre tous ceux tant du Clergé que du peuple qui se départiroient des Decrets du Concile, & qui adhéroient à l'Apostasie & à la révolte. Le 18. de Calchédoine interdit toutes sortes de confréries & de conjurations contre l'Eglise, remarquant que puis que ce crime est défendu par les Loix civiles, qu'il le doit être à plus forte raison dans l'Eglise: C'est à cela même qu'on doit rapporter le 21. Canon du 3. Concile d'Orléans de l'an 538. & le second Decret que fit le Synode de Reims l'an 630. de notre Seigneur.

T. 1. Conc. Gall. p. 254. 16. p. 480.

XXXIII.

En chaque Eglise, on dressera des memoires de toutes les choses notables pour le fait de la Religion, & en chaque Colloque il sera député un Ministre pour les recevoir, & les porter au Synode Provincial, & de là au National.

OBSERVATIONS.

Ce fut au Synode de la Rochelle 1581. qu'il fut dit, que chaque Colloque députeroit un Ministre, auquel chaque Eglise enverroient ses memoires pour les apporter au Synode Provincial, & de là au National.

Au Synode de Vitry 1583. l'article fut dressé tel qu'il est maintenant, &
l'exce.

l'exécution en fut soigneusement recommandée à toutes les Eglises de chaque Province.

Au Synode de Montauban 1594. toutes les Provinces furent censurées pour le peu de devoir qu'elles avoient fait au recueil des choses memorables avenues en ce Royaume, & furent chargez les Députez d'en avertir à leur retour leurs Colloques, pour y faire leur devoir, & en faire raport au prochain Synode National.

Au Synode suivant de Saumur 1596. Il fut dit, que cet article seroit observé, & il fut donné avis aux Provinces d'y tenir la main.

Au Synode de Privas 1612. Il est dit, que les Provinces seront exhortées de recueillir soigneusement les histoires des Pasteurs, & des autres fidèles, qui en ces derniers tems ont souffert pour la verité du Fils de Dieu. Et seront tels memoires envoyez à Geneve, afin que ce recueil soit joint au livre des Martyrs, pour être mis en lumiere.

Au Synode de Vitré 1617. Il est dit, que l'article dernier du chap. 5. de la Discipline n'ayant point encore été executé, suivant les exhortations des Synodes precedens: La Compagnie enjoint très-expressément à tous les Députez, d'avertir leurs Provinces, de nommer promptement, en chaque Colloque, un Pasteur, pour recueillir les memoires des choses les plus notables arrivées en leurs quartiers, depuis plusieurs années en çà, & les rapporter au prochain Synode de leur Province, pour être adressés au Sieur Rivet, Pasteur de l'Eglise de Thoirs, qui est chargé de les recevoir, & d'en dresser une histoire, laquelle sera par lui rapportée au prochain Synode National.

Au Synode de Loudun 1659. il est dit, que la Compagnie ayant pris le peu de soin qu'on a d'exécuter ce qui a été ordonné par le 33. article du 5. chap. de la Discipline, Elle enjoint à toutes les Provinces, & à toutes les Eglises particulieres, de le faire très-soigneusement à l'avenir, & de dresser des memoires bien exacts des choses notables pour le fait de la Religion, & de les adresser aux Colloques ou aux Synodes par le moyen de quelqu'un, à qui ils seront envoyez pour les recueillir, & réitérer l'ordre qui a été donné au Synode National de Vitré 1617. & ordonne à toutes les Provinces, chacune en leur premier Synode, de faire nomination de Pasteurs à qui les adresses seront faites.

A ceci se peut rapporter l'ordre du Synode de Gergeau 1601. portant, que les Eglises sont averties de faire memoire des Ecclesiastiques de l'Eglise Romaine, qui se sont rangez depuis le dernier Synode National, & se rangent tous les jours à la Religion Reformée, pour les envoyer à l'Eglise de Montauban.

Observations generales sur tout le Chap. V.

On peut fort bien rapporter à ce chapitre le réglement qui a été pris, de tenir soigneusement registre des morts, des Baptêmes & des Mariages qui se font en chaque Eglise, parce que cela est proprement du soin des Consistoires. Le réglement fut pris au Synode d'Alez 1620.

A ce même chapitre on peut rapporter les réglemens qui recommandent à chaque Eglise forte, de dresser des Bibliothèques pour l'usage des Pasteurs & autres, attendu que cela est encore des soins du Consistoire.

Au Synode de Saumur 1596. A la requisition de la Province du bas Languedoc, Toutes les Eglises qui ont des moyens, sont exhortées de dresser des Bibliothèques publiques pour servir aux Ministres & aux Proposans de leurs Eglises. Pareil régleme't, & en termes tout-à-fait semblables, fut réitéré au Synode de la Rochelle 1607. à la requeste des Députés d'Orléans & de Berry.

Au Synode de Castres 1626. La Compagnie exhorte toutes les Provinces, & en chaque Province les Eglises opulentes, à dresser des Bibliothèques, pour le soulagement des Pasteurs, ce qui sera particulièrement notifié aux Consistoires de Montpellier & de Paris, & aux Academies de Nîmes & de Montauban.

C O N F O R M I T E'.

Le Pape Fabien, qui finit ses jours par un glorieux Martyre pour la cause de Jesus Christ pendant la persécution de Décius, environ l'an 250. du Christianisme, le Pape Fabien, dis-je, établit des personnes pour recueillir les Actes des Martyrs, comme on le lit dans le Livre Pontifical qu'on attribue d'ordinaire à Damase; & l'on peut dire que c'a été le principal sujet que nôtre Discipline ait eu en veuë dans l'Article que nous examinons, comme il paroît par cet arrêté du Synode National de Privas de l'an 1612. *Les Provinces seront exhortées de recueillir soigneusement les Histoires des Pasteurs, & autres fîdèles, qui en ces derniers tems ont souffert pour la verité du Fils de Dieu, & seront tels mémoires envoyez à Genève, afin que ce recueil soit joint au Livre des Martyrs, pour être mis en lumière.*

Dans ce même Pontifical de Damase dont je viens de parler, il est remarqué que S. Clement Disciple des Apôtres avoit partagé long-tems avant Fabien les sept quartiers de la Ville de Rome, à sept personnes fîdèles de l'Eglise, pour rechercher exactement chacun dans le sien les Actes des Martyrs, au nombre desquels il fut mis lui-même environ l'an 100. de Jesus Christ. Le Pape Anterus, prédécesseur de Fabien, fit à peu près la même chose que Clement. Mais si cela se faisoit dans l'Eglise Romaine, on le pratiquoit aussi en beaucoup d'autres. Saint Cyprien le témoigne ainsi de celles d'Afrique dans son Epître 37. où il ordonne de marquer le jour de la mort des Martyrs pour en célébrer la mémoire. C'est dans cette vûë que Tertullien parle *des Fastes* de l'Eglise; & la Lettre de l'Eglise de Smyrne touchant le Martyre de saint Polycarpe nous fournit encore une preuve de la pratique dont il est question, & que l'on doit regarder comme l'origine de ce que nous nommons Martyrologes qui comprennent non les Martyrs d'une Eglise seulement, mais généralement de toutes, autant qu'on en peut découvrir, à quoi on croit qu'Eusèbe a travaillé le premier.

CHAPITRE SIXIÈME.

De l'Union des Eglises.

ARTICLE PREMIER.

Nulle Eglise ne pourra pretendre primauté, ni domination sur l'autre, ni une Province sur une autre.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559.

Conformément à ce règlement, il est dit au Synode de Lion 1563. au sujet d'une Province particuliere, que quand, outre les Assemblées des Synodes, on s'assemblera expressement pour aviser aux affaires, selon que la necessité se presentera, cela se fera de la volonté commune des Consistoires & des Eglises, & non par forme de commandement aucun, afin de ne contrevenir à l'article, qui porte, qu'une Eglise n'entreprendra rien sur l'autre.

CONFORMITÉ.

Que le Lecteur lise ce que j'ai écrit sur les Articles 16. & 18. du Chapitre premier, où il trouvera l'établissement de celui-ci, & sa conformité avec les Anciens Canons.

II.

Nulle Eglise ne pourra rien faire de grande consequence, où pourroit être compris l'interest ou dommage des autres Eglises, sans l'avis du Synode Provincial, s'il est possible de l'assembler: Et si l'affaire pressoit, elle en communiquera avec les autres Eglises de la Province, & elle en aura leur avis par lettres pour le moins.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559. & est le 39. de la Discipline qui fut dressée alors.

Au Synode de Montauban 1594. Sur la proposition faite par les Députés de Xaintonge, touchant les lettres qu'on écrit d'une Eglise à l'autre, & d'un Colloque ou d'un Synode à l'autre, des affaires communes des Eglises, il a été arrêté, que nulles lettres ne feront foi, qu'elles ne soient signées d'un Pasteur & d'un Ancien conjointement, ou de deux Anciens, où il n'y aura point de Pasteur. Elles seront adressées au Consistoire, ou particulièrement aux

Pasteurs, pour les communiquer prudemment au Consistoire, ou à quelque partie des Anciens, selon l'occurrence des affaires.

On peut fort bien rapporter à cet article le règlement pris au Synode de Charenton 1644. au sujet des Indépendans, conçu en ces termes. Sur ce qui a été représenté par quelques Députés des Provinces maritimes, que plusieurs, venant des pays Etrangers, qui s'appellent Indépendans, parce qu'ils enseignent que chaque Eglise se doit gouverner par ses propres Loix, sans aucune dépendance de personne, dans les matieres Ecclesiastiques, & sans obligation à reconnoître l'autorité des Colloques & des Synodes, pour son regime & la conduite, établissent leur demeure en ce Royaume, & pourroient ci-après causer de grands inconveniens, s'il n'y étoit pourveu de bonne heure. La Compagnie, craignant que ce venin gagnant insensiblement, ne jette la confusion & le desordre entre nous, & jugeant ladite secte des Indépendans, non seulement prejudiciable à l'Eglise de Dieu, entant qu'elle tâche d'introduire la confusion, ouvrant la porte à toutes sortes d'irregularitez & d'extravagances, & ôtant le moyen d'y apporter le remede; mais aussi très dangereuse à l'Estat; & que si elle avoit lieu, il se pourroit autant former de Religions, qu'il y a de Paroisses ou d'Assemblées particulieres: A enjoint à toutes les Provinces, & spécialement aux maritimes, de prendre garde que ce mal ne prenne pied dans les Eglises de ce Royaume, afin que la paix & l'uniformité, tant dans la Religion que dans la Discipline, y soient inviolablement entretenues, & que rien ne s'introduise parmi nous, qui puisse alterer en aucune maniere le service qui est deu à Dieu & au Roi.

C O N F O R M I T E.

Ce second Article est encore très conforme à l'Ancienne Discipline, selon laquelle les affaires de chaque Province étoient administrées par les Synodes Provinciaux; c'est en partie le sujet du second Canon du premier Concile Oecuménique de Constantinople, *Que le Synode de la Province administre toutes les choses qui regardent la Province, comme cela a été défini à Nicée*, c'est à dire dans le 6 Canon du grand Concile qui fut tenu dans cette Ville sous l'Empereur Constantin, & qui ordonne de conserver à chaque Province ses privilèges. Suivant cela, lors qu'il étoit question d'un point de Doctrine ou de Discipline qui regardât généralement tous les Chrétiens, cela ne pouvoit être décidé que par un Concile Universel, c'est à dire, par un Concile composé des Evêques, des cinq Patriarchats, dans l'enceinte desquels étoit renfermé le Christianisme de l'Empire Romain.

De là vient que le Moine Maxime, dans Baronius, ne reconnoît point de Concile légitime, à moins qu'il n'y ait une Lettre circulaire faite du consentement des Patriarches. Jean Damascène écrit, qu'on doit tenir pour Concile Oecuménique, celui où les cinq Patriarches ont dressé une seule foi, & une seule confession: mais que s'il y manque un seul Patriarche, ou bien qu'il refuse de s'y soumettre, ce ne sera pas un Concile, mais une perverse congrégation, une assemblée de vanité & d'orgueil. C'est encore pour la même raison que le Pape Pélage I. écrivoit dans le 6. Siècle, *que s'il se lève quelque doute*
dans

in Append. T. 8.

T. 2. Anst. Combes. p. 696.

dans l'esprit de quelques-uns à l'occasion d'un Synode Universel, il faut que ceux qui sont desirieux de leur salut, consultent les Sièges Apostoliques, pour apprendre la raison de ce qu'ils n'entendent pas. Dans les préliminaires du second Concile de Nicée, il est remarqué qu'on leur quelques écrits Synodaux qui défendoient d'assembler des Conciles Universels, ou du moins de les tenir sans le consentement de tous les Patriarches. Tom. 5. Concil. pag. 518.

*In Collect.
Rom. part.
2. p. 227.*

III.

Les Eglises, & les particuliers seront avertis, de ne se départir, pour quelque persécution qui survienne, de l'union sacrée du corps de l'Eglise, pour se procurer une paix & une liberté à part. Qui en fera autrement, sera censuré, selon que les Colloques & les Synodes le jugeront être expedient.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de sainte Foi 1578.

On peut rapporter à cet article le soin que les Synodes ont pris de serrer, de tems en tems, les liens de l'union qui est entre les Eglises. Car, ayant été renouvelée en l'Assemblée de Mantes, il fut dit au Synode de Montauban 1594. que l'union, faite en l'Assemblée de Mantes, sera jurée par toutes les Eglises en corps de ville ou au Temple, selon qu'il sera jugé plus convenable. Et au Synode de Saumur suivant 1596. Les Eglises sont exhortées, d'observer étroitement, en toutes choses, l'union qui a été faite à Mantes, par les Députés des Eglises de ce Royaume, pour le bien desdites Eglises, & seront informées par leurs Députés, combien elle est nécessaire. Et les Eglises qui ne voudront le conformer aux autres, seront grièvement censurées.

Au Synode de Tonneins 1614. Les Députés de la Province de Xaintes ayant requis qu'on avisât à la censure de ceux qui n'acquiescent pas aux résolutions des Assemblées générales & Provinciales, tant Ecclesiastiques, que Politiques, & qui s'opposent à l'exécution d'icelles. La Compagnie ordonne, que ceux qui s'opposent ausdites Assemblées, seront poursuivis par toutes sortes de censures Ecclesiastiques, à la prudence des Consistoires, des Colloques, & des Synodes Provinciaux, & Nationaux.

Au Synode de Privas 1612. Les Députés généraux sont chargés de s'opposer formellement à tous ceux qui poursuivent en Cour, pour obtenir quelque subvention au détriment du corps des Eglises de ce Royaume, & contre l'union jurée : & il en sera donné avis aux Eglises, afin que les Pasteurs particulièrement, & les Consistoires, fassent tout devoir de reprimer telle ouverture, & entrepise, comme scandaleuse, & qui menace nos Eglises de grand desordre.

Le même Synode travailla puissamment à la réunion de plusieurs particuliers, mais sur tout des Grands de notre profession, qui étoient desunis, & fut dressé l'acte du serment d'union des Eglises Réformées du Royaume, qui fut signé par

tous les Pasteurs & tous les Anciens, qui se trouverent en ce Synode. Il est conçu en ces termes.

Nous, sous-signez, Députez des Eglises Réformées de France, assemblez en Synode National en la ville de Privas en Vivarets, reconnoissant par l'expérience du passé, qu'il n'y a rien de si nécessaire à l'entretienement du bien, de la paix, & de l'établissement desdites Eglises, qu'une sainte union & une concorde, tant dans la Doctrine, que dans la Discipline, & dans ses dépendances, & que lesdites Eglises ne peuvent nullement subsister sans une bonne & étroite union, & sous une conjonction mutuelle, mieux gardée qu'elle n'a été par le passé : pour cette raison, désirant éteindre à l'avenir toute semence de division, & tout sujet de partialité entre les Eglises, & prévenir toutes impostures, menées, calomnies, & pratiques, par lesquelles plusieurs mal-affectioñnez à notre Religion tâchent de la dissiper & ruiner : ce qui nous donne sujet plus que jamais, de rechercher, d'un commun accord, les moyens de notre juste, légitime & nécessaire conservation en ladite union, sous l'obéissance de notre Souverain Roi, & de la Reine Regente sa Mere. Nous avons, au nom de toutes les Eglises, pour leur bien, & pour le service de leurs Majestez, juré & protesté, jurons & protestons ; promettant de faire ratifier les mêmes protestations dans nos Provinces ; de demeurer inseparablement unis & conjoints en la Confession de Foi des Eglises Réformées de ce Royaume, leuë dans cette Compagnie, approuvée & ratifiée de nous tous : jurant, tant en notre nom qu'au nom des Eglises & des Provinces qui nous ont députéz en cette Assemblée, vouloir vivre & mourir en cette confession. Comme aussi nous protestons, aux mêmes noms, de garder la Discipline Ecclesiastique, établie dans les Eglises de ce Royaume, & de suivre l'ordre qui y est porté, tant pour la conduite desdites Eglises, que pour la correction des mœurs : reconnoissant qu'elle est conforme à la Parole de Dieu, l'Empire duquel demeurant en son entier, Nous protestons & jurons de rendre obéissance & fidélité à leurs susdites Majestez, ne désirant que servir notre Dieu en liberté de conscience, sous la faveur de leurs Edicts.

On peut fort bien rapporter à cet article le soin que les Synodes ont pris d'aller au devant de toutes les propositions d'accommodement en matiere de Religion, comme jugeant bien que cela ne tend qu'à desunir les Eglises, & ainsi les perdre entièrement.

Au Synode de Montpellier 1598. Il fut dit que bien que les fidèles doivent désirer de tout leur cœur, tant pour la gloire de Dieu, & pour le salut des ames, que pour le repos de l'Etat, la réunion de tous les sujets qui le composent en une même doctrine ; toutefois, parce qu'à cause de nos péchez, c'est une chose plutôt à désirer, qu'à espérer ; & que sous ce pretexte plusieurs prophanes font ouverture d'unir ou de mêler les deux Religions : les Pasteurs avertiront soigneusement leurs Troupeaux de ne leur point prêter l'oreille ; ne pouvant y avoir de communion entre le Temple de Dieu, & celui des Idoles. Joint que de telles gens ne cherchent que d'engager les ames, pour leur faire après quitter la profession du S. Evangile. Ils seront pareillement avertis de n'en faire aucune ouverture, ni de bouche, ni par écrit ; autrement ils seront grandement censurés.

Au même Synode, sur la plainte qui fut faite de la part des Eglises de Geneve, de Berne, de Palatinat, & de divers endroits de ce Royaume, touchant certains écrits mis en lumiere, sous pretexte de la réunion de ses Sujets en une même doctrine, au prejudice de la verité, comme entr'autres un intitulé, *Aparatus ad fidem Catholicam*. Et un autre intitulé, *Avis pour la paix de l'Eglise & du Royaume de France*; La Compagnie, après avoir leu & examiné lesdits écrits, ouïs les avis du Colloque de Nîmes. assisté des autres Colloques de la Province, ensemble les censures des Eglises sus-nommées, les a condamnez, comme contenant plusieurs propositions erronées; sçavoir, que la verité de la Doctrine est toujours demeurée en son entier entre tous ceux qui se disent Chrétiens. Que ceux de l'Eglise Romaine ayant mêmes articles de Foi, mêmes Commandemens de Dieu, les Formulaires de prieres, Baptême, & les mêmes moyens pour parvenir au salut, sont par conséquent la vraie Eglise, & que la contestation n'est que des mots, & non de la chose. De plus, ce qu'il veut que les Anciens Conciles, & les Ecrits des Peres soient juges de nos différens, qu'il cite les Canons de Grätian, sous le nom de l'Eglise Catholique; nous fait Auteurs des schismes & des guerres survenuës dans ce Royaume: & autres tels points: & il est enjoint à toutes les Eglises des'en garder.

Au Synode de Charenton 1631. Plusieurs Provinces ayant demandé avis comment elles procederoient contre ceux qui donnant occasion à des bruits scandaleux, & préjudiciables à la paix de l'Eglise, pourroient ci-après mettre en avant des propositions d'accommodement, & de mélange des Religions: La Compagnie recommande à toutes les Eglises la pratique du réglement du Synode de Montpellier, rapporté ci-dessus.

C O N F O R M I T E .

Les partialitez & les divisions étant toujours funestes à l'Eglise, on ne sçauroit jamais trop s'étudier à cultiver l'union & la conecorde entre tous ceux qui en sont membres, & qui en cette qualité sont obligez d'entretenir inviolablement la paix & l'uniformité dans la Religion, tant à l'égard de la Doctrine, qu'à l'égard du culte & de la Discipline: C'est la raison pourquoi les Anciens Peres ont toujours eu en horreur le Schisme, & ont agi avec vigueur contre les Schismatiques, particulièrement contre les Novatiens & les Donatistes, qui déchiroient cruellement l'unité de l'Eglise.

I V.

Les disputes de la Religion avec les Adversaires seront réglées de telle sorte, que les nôtres ne seront point agresseurs: & , s'ils sont engagez en dispute verbale, ils ne le feront qu'avec la regle de l'Ecriture sainte, ne donnant point de lieu aux Ecrits des anciens Docteurs, pour le jugement & pour la décision de la Doctrine. Ils n'entreront en dispute réglée, que par des écrits respectivement donnez, & signez. Et quant à la dispute publique, ils n'y entreront qu'à l'avis de leur

Consistoire, & de quelquel nombre de Pasteurs, qui pour cet effet seront choisis par les Colloques, ou par les Synodes Provinciaux. Ils n'entreront en aucune dispute, ou conference générale, sans l'avis de toutes les Eglises assemblées au Synode National, à peine aux Ministres qui y entreront autrement, d'être déclarez Apostats, & defeauteurs de l'union de l'Eglise.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Gergeau 1601.

CONFORMITE.

On trouve dans les Ecrits des SS. Pères divers exemples des Disputes que les Docteurs Catholiques & Orthodoxes ont eues contre les ennemis de la vérité; nous avons pour le second Siècle la Dispute célèbre de saint Justin Martyr contre le Juif Tryphon qui fut l'agresseur. Eusèbe fait mention d'une autre Dispute qui se fit à Ancyre ville de Galatie à la fin du même Siècle, entre un Docteur Catholique & quelques Sectateurs de Montanus. Dans le troisième Siècle, Malchus Prêtre de l'Eglise d'Antioche disputa fortement contre Paul de Samosate qui en étoit Evêque, & le confondit en Dispute réglée, dont les Actes se trouvoient encore du tems d'Eusèbe, parce qu'ils avoient été recueillis par des personnes qui avoient été nommées pour écrire tout ce qui seroit allégué de part & d'autre. Le même Siècle vit une autre célèbre Dispute entre Archélaüs Evêque de Mésopotamie & l'Hérétique Manes, dans la maison d'un homme de qualité nommé Marcellus, & dans la Ville de Caschारा, en présence des principaux de la Ville, dont quatre, quoique Payens, furent choisis pour Arbitres, & ajugèrent la victoire à Archélaüs: Cette Dispute a été imprimée en Latin depuis quelques années à la fin des Notes de feu Mr. de Valois, sur l'Histoire Ecclésiastique de Socrate & de Sozomène, & saint Epiphane en traite amplement dans l'Hérésie des Manichéens qui est la 66. Je pourrois rapporter plusieurs autres Disputes, principalement celles de saint Augustin contre divers Adversaires; mais ce que j'ai dit justifie suffisamment que le règlement de notre Discipline ne s'accorde pas mal avec la pratique de l'Ancienne Eglise, bien qu'il apporte un peu plus de précaution dans l'ordre de la Dispute, à cause de la situation où étoient alors, & où sont encore ceux de notre Communion dans ce Royaume.

V.

Les Eglises doivent entendre que les Assemblées Ecclesiastiques des Colloques & des Synodes, tant Provinciaux, que Nationaux, sont les liens & les apuis de l'union & de la concorde contre les schismes, les hérésies, & tous les autres inconveniens: afin qu'elles fassent tout devoir,

devoir, & qu'elles s'employent par tous moyens, à ce que lefdites Assemblées Ecclesiastiques soient continuées & entretenues : & , au cas que quelque Eglise ou quelque personne particulière ne voulussent contribuer aux frais qu'il faut faire pour se trouver aux Assemblées Ecclesiastiques, tels seront grièvement censurés , comme deserteurs de la sainte union qui doit être entre nous. Les Ministres aussi qui ne tiendront la main à ce que dessus, seront grièvement censurés par les Synodes Provinciaux.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Montauban 1594. furent ajoutées ces paroles à cet article. Et au cas que les Eglises particulières ne veuillent pas contribuer aux Assemblées Ecclesiastiques, & autres qui concernent le bien des Eglises, elles seront privées du Ministère, comme deserteurs de l'union qui doit être entre nous, pour nôtre commune conservation, après avoir été deüement sommées, dans certain tems qui leur sera signifié. Il sera aussi défendu aux Ministres d'y exercer leur charge, à peine d'être déclarés Schismatiques. Mais au Synode suivant de Saumur 1596. les Provinces de Guienne, de Xaintonge & de Normandie, ayant demandé par leurs Députés, que ledit article fût modéré, comme trop rigoureux, il fut résolu de le coucher dans les termes où il est à présent, depuis ces paroles, & au cas, &c. jusqu'à la fin.

Il y a grande conformité entre cet article de la Discipline & le 5. du chapitre 8. des Synodes Provinciaux. Ainsi il sera bon de les comparer ensemble, & les observations faites tant sur l'un que sur l'autre.

CONFORMITE.

Il n'y a rien dans toute l'Ancienne Discipline qui soit plus étroitement commandé que la tenue des Synodes, où les Conducteurs des Eglises étoient obligés de se trouver, comme nous verrons sur le Chapitre 8. & où par conséquent il falloit qu'ils allassent aux dépens des Eglises qu'ils servoient ; cela se recueille du Canon 18. du 3. Concile de Tolède, assemblé l'an 589. *T. 4. Conc. pag. 505.* car il ordonne qu'au lieu de s'assembler en Synode deux fois l'an selon la Disposition des Canons, on ne s'assemblera qu'une seule fois, à cause de la *pauvreté des Eglises d'Espagne.*

CHAPITRE SEPTIÈME.

Des Colloques.

ARTICLE PREMIER.

EN chaque Province, il y aura un département des Eglises, selon leur nombre, & selon la commodité des lieux, en Classes ou Colloques des plus voisines. Et ce département sera fait par l'autorité du Synode Provincial. Et ainsi les Eglises voisines s'assembleront en Colloque, deux fois l'an, ou quatre fois, s'il se peut, selon l'ordre ancien, cela étant réservé à la prudence des Provinces: & là se trouveront les Ministres avec un Ancien de chaque Eglise.

Observation generale sur le titre du Chapitre.

Ce fut au Synode de Nismes 1572. que l'on arresta de faire un Chapitre des Colloques, qui fut mis avant celui des Synodes Provinciaux, & tout le chapitre fut compris en un seul article, qui régloit & les Eglises qui se doivent joindre en Colloque, & les tems, & les choses qui s'y doivent traiter.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Nismes susdit, il avoit été résolu, qu'on s'assembleroit en Colloque quatre fois l'an, s'il se pouvoit faire, & que les Ministres s'y trouveroient accompagnez d'un Ancien de chaque Eglise.

Au Synode de Figeac 1579. Il fut dit, que les Colloques se tiendroient deux fois l'an; reservant aux Provinces, qui en auront le moyen, de suivre le premier ordre.

Quant à ceux qui peuvent se trouver aux Colloques; Au Synode de Saumur 1596. sur la proposition de la Province de Gascogne, si les Consuls, & les Magistrats du lieu, faisant profession de la Religion, doivent être presens aux Colloques & aux Synodes Provinciaux, il a été avisé qu'ils n'ont point droit d'y être: toutefois si on connoît que leur pieté soit telle qu'ils puissent servir à la Compagnie, il est en la liberté des Synodes de les y appeler, eux le requerant. Conformément à ce règlement, le Synode de S. Maixant 1609. aux appellations, infirme le jugement d'un Synode Provincial, & le censure, pour y avoir contrevenu.

Au Synode de Gergeau 1601. La Compagnie est d'avis, qu'un Colloque, composé de trois Pasteurs, peut proceder à tous les actes d'un Colloque legitime, même jusqu'à la suspension des Ministres.

Au Synode de Tonneins 1614. Sur la demande des Députez du Vivarets & Vellai, qu'en l'article 1. du 7. chap. de la Discipline, le nombre des Anciens, qui doivent être envoyez aux Colloques & aux Synodes, soit réduit au nombre

bre des Pasteurs, & qu'un seul Ancien soit envoyé avec chaque Pasteur; il a été ordonné, qu'il ne sera rien changé, dans cet article.

Et quant aux Proposans exclus des Colloques & des Synodes, voyez les observations sur l'article 5. du chap. 6. de la Discipline.

Au Synode de S. Maixant 1609. Il n'est point permis aux Colloques ni aux Synodes, de s'assembler, sinon par les voyes prescrites dans la Discipline, par l'autorité de qui que ce soit: ni aux Pasteurs particuliers de donner attestation à part, pour quelque cause, & occasion que ce soit, à ceux qui la demanderoient, ne faisant d'ailleurs profession de la Religion, & sans l'autorité des Colloques & des Synodes, à peine de suspension de leur Ministère.

Au Synode de Castres 1626. Il est dit, qu'on n'usera pas, dans les lettres d'envoi portées par les Députez des Eglises particulières, aux Colloques & aux Synodes Provinciaux, de clauses de soumission si absolues, que sont celles qui sont insérées dans les lettres des Provinces aux Synodes Nationaux.

CONFORMITE.

Nos Colloques répondent en quelque manière aux Synodes Diocésains de chaque Evêque, comme étoit celui d'Aunacharius Evêque d'Auxerre l'an 578. ou bien aux Assemblées de quelques Evêques voisins qui s'assembloient pour terminer les Différens qui naissoient dans le voisinage, c'est à quoi tendent les Canons 11. 20. 28. 125. du Code Africain de Mr. Justel. Quoi qu'il en soit, il paroît par le Canon 100. du même Code que les Anciens Ecclesiastiques & de l'ordre des Laïques assistoient à ces sortes de jugemens; Je ne sçai si Firmilien Evêque de Césarée en Cappadoce ne portoit pas sa pensée sur cet usage, lors qu'il écrivoit à S. Cyprien, *Nous nous assemblons tous les ans & Pasteurs & Anciens, pour régler les choses qui ont été commises à nos soins.*

*T. 1. Conc.
Gall.*

*Apud
Cyprian.
contr. ep.
Steph. p.*

II.

Et se feront telles Assemblées & Colloques, pour aviser à composer les différens & les difficultez qui surviennent ausdites Eglises, comme il est ordonné par la Discipline, & généralement pour pourvoir à ce qui sera jugé être expedient & nécessaire pour le bien & l'entretenement des Eglises.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est encore du Synode de Nîmes susdit.

Cet article a beaucoup de conformité avec l'article 3. du chap. 5. auquel il faut avoir recours, pour plus grand éclaircissement du pouvoir des Colloques.

Au Synode de Vertueil 1567. Il est dit, que ce qui n'aura peut-être vuïdé au Consistoire, sera rapporté au Colloque, & de là au Synode, s'il en est besoin.

Au Synode d'Allez 1620. Entre les défauts d'une certaine Province particulière, dans la pratique de la Discipline, qui furent condamnés, audit Synode,

Bb

celui-

celui-ci est spécialement remarqué, de communiquer les uns avec les autres par lettres courantes, au lieu de convoquer les Colloques dans les affaires importantes.

C O N F O R M I T E.

On peut appliquer à ce second Article les Canons du Code Africain que j'ai marquez sur le premier, & y joindre même le 5. Canon du Concile de Nicée, d'où nous apprenons qu'un des motifs de la convocation des Assemblées Ecclésiastiques étoit de pacifier les différens, & d'entretenir l'union & la concorde; le 20. du Synode d'Antioche envisage cette même fin.

I I I.

Là aussi les Ministres proposeront la Parole de Dieu, chacun à son tour, afin qu'on connoisse quel devoir chacun fait de s'exercer en l'étude de l'Ecriture, & en la methode & maniere de la traiter.

O B S E R V A T I O N S.

Le fondement de cet article est encore du même Synode de Nismes.

Au Synode de sainte Foi 1578. il est dit, que les Colloques reprendront l'exercice des Propositions de la Parole de Dieu, comme cela se faisoit ci-devant avec grand fruit, & grande édification, & pour connoître quel devoir chacun fait de s'exercer en l'étude de l'Ecriture, & en la methode & maniere de la traiter.

Au Synode de Gap 1603. Les Députés de Bourgogne ayant demandé si les Propositions des Pasteurs doivent être en forme Scholastique ou populaire, la Compagnie juge que telles Propositions étant instituées pour faire voir comment les Pasteurs peuvent travailler utilement à l'instruction de leurs peuples, ils doivent plutôt tenir de la forme Scholastique que de la populaire; c'est à dire, qu'avec l'explication de la doctrine, on y joigne seulement quelque brève application pour les mœurs. Et elle ordonne que l'article soit soigneusement observé dans tous les Colloques.

Et parce qu'il se faisoit de certaines additions à la fin desdites Propositions, le Synode de S. Maixant 1609. les condamne, pour les inconveniens qui en reviennent, & qui surpassent de beaucoup le fruit qui s'en peut esperer, Et ordonne, que, quant aux censures desdites Propositions, elles se feront par les Pasteurs en la presence des Anciens. Et au Synode de Privas suivant, il est dit, que les Provinces qui n'ont point encore pratiqué ce règlement touchant les additions à la fin des Propositions qui se font dans les Colloques, sont exhortées de s'y ranger.

Et sur ce que quelques-uns vouloient ajouter à ces Propositions dans les Colloques quelques disputes Et quelques Propositions Latines, l'affaire ayant été proposée au Synode de Montauban 1594. par les Députés du haut Languedoc. Il fut dit,

dit, que les Provinces en viendroient prestes au prochain Synode pour y statuer par un régleme[n]t general; Et en consequence de cela, au Synode de Saumur 1596. il fut dit, que les disputes & les Propositions Latines, requises par quelques Provinces, ont été jugées propres aux Ecoles & aux Academies, & non aux Colloques.

Et sur ce que la Province de la basse Guienne remit encore cette proposition sur le tapis, il fut jugé, conformément au régleme[n]t de Saumur, que ces disputes devoient être renvoyées aux Ecoles; la Compagnie en jugeant l'usage très-dangereux entre les Pasteurs.

C O N F O R M I T E'.

Les Pasteurs étant établis pour l'instruction des Troupeaux, il est du devoir de leurs Supérieurs de prendre connoissance de leur conduite, & des progres qu'ils font dans l'étude de la Théologie, & parce qu'on en peut juger par leur Prédication, nôtre Discipline a très judicieusement ordonné que les Ministres expliqueront chacun à son tour dans les Colloques la Parole de Dieu.

I V.

L'Autorité des Colloques est soumise à celle des Synodes Provinciaux, comme celle des Consistoires aux Colloques.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1581.

A ceci se peut rapporter ce qui a été déjà touché ci-dessus sur l'article 11. de l'ordre qui se doit suivre pour les affaires que l'on veut premierement porter dans les Consistoires, avant que de passer aux Colloques & aux Synodes, suivant quoi un Pasteur fut censuré au Synode de Privas 1612. pour n'avoir premierement formé ses plaintes au Consistoire, & puis pour suivi au Colloque & au Synode.

Au Synode de Vitry 1617. Un Colloque particulier est censuré pour ne s'être adressé au Synode de la Province, avant que de se présenter au National.

Et pour montrer combien les Synodes Nationaux ont à cœur de faire que les Compagnies subalternes déferent à leurs Supérieurs; au Synode de S. Maixant 1609. un Consistoire particulier est censuré pour n'avoir executé qu'une partie de ce qui lui avoit été enjoint par le Synode de la Province. Et il lui est ordonné de le faire, à faute de quoi ledit Synode est chargé de proceder contre ledit Consistoire par toutes censures Ecclesiastiques.

C O N F O R M I T E'.

Il paroît par les Canons 28. & 125. du Code Africain qu'on pouvoit appeler du jugement des Evêques voisins, dont les Assemblées étoient à peu près comme celles de nos Colloques, il paroît, dis-je, qu'on en pouvoit appeler aux Conciles d'Afrique, ou aux Primats de leurs Provinces; & c'étoit par

par les réglemens de cette même Discipline qu'on appelloit d'un Synode Provincial à un plus grand Synode, tel qu'étoit le Concile de toutes les Provinces d'un Diocèse : C'est justement ce que prescrivent les anciens Canons, comme le 12. d'Antioche, le 6. du 1. Concile Universel de Constantinople, le 9. & le 17. de celui de Calchédoin.

V.

Les Colloques & les Synodes aviseront à limiter l'étenduë des lieux dans lesquels chaque Ministre pourra exercer son Ministère.

OBSERVATIONS.

Cet article est encore du Synode de la Rochelle 1581.

Au Synode de Vitré 1617. Sur la demande des Députés de Xaintonge, qu'il soit ordonné, que, désormais, aucun Colloque ne puisse faire aucune distraction d'un annexe d'une Eglise pour l'ajouter à une autre, sans l'avis & l'autorité du Synode Provincial : La Compagnie a jugé la demande équitable, & ordonne que cela soit tenu pour un règlement général.

C O N F O R M I T E'.

Ce règlement est encore très conforme à l'Ancienne Discipline des Chrétiens, selon laquelle les Synodes connoissoient de la juridiction des Evêques & de son étenduë, de même que des lieux où ils devoient exercer leur Ministère : De là viennent toutes ces défenses qu'ils leur font de rien entreprendre hors des bornes qui leur sont prescrites, comme nous avons vu sur le premier Chapitre.

V E.

A la fin des Colloques on fera des censures amiables & fraternelles, tant aux Pasteurs qu'aux Anciens qui s'y trouveront, sur toutes les choses qu'il sera trouvé bon de leur remontrer.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Gerseau 1601.

C O N F O R M I T E'.

Le 4. Concile d'Orléans de l'an 541. a fait un règlement semblable dans le Canon 37. qui veut que les Métropolitains assemblent tous les ans leurs Synodes, afin que pendant que les frères sont ensemble, on fasse avec charité les censures convenables ; ce qu'on vérifie encore par le principal motif de la convocation de ces Assemblées qui étoit, comme je viens de remarquer, de terminer les différens & de pacifier toutes les querelles.

CHAPITRE HUITIÈME.

Des Synodes Provinciaux.

ARTICLE PREMIER.

EN chaque Province, les Pasteurs de chaque Eglise s'assembleront une fois l'an ou deux, selon qu'on pourra: ce qui est remis à la prudence & à la discrétion du Synode.

OBSERVATIONS.

Ceci a son fondement du Synode de Figeac 1579.

Et au Synode de la Rochelle 1581. cet article touchant les tems des Colloques & des Synodes Provinciaux est confirmé selon le reglement de Figeac & l'Ancienne Discipline, étant laissé à la liberté de chaque Synode Provincial d'en user comme on pourra.

Ce fut au Synode de Nîmes 1572. que furent mises ces paroles, tant qu'on pourra, au lieu de celles-ci, pour le moins.

CONFORMITÉ.

Les Chrétiens ont toujours estimé les Synodes si nécessaires; qu'ils ont été fort soigneux de les convoquer toutes les fois que l'édification des Eglises le desiroit; parce que, comme dit Eusèbe dans le Chapitre 51. du 1. Livre de la vie de Constantin, *les grandes controverses ne se peuvent terminer que par les Synodes.* Au commencement & même durant l'ardeur des persécutions, quand il arrivoit quelque trouble dans une Eglise particulière, toutes les autres s'y intéressoient, & les Pasteurs par un pur mouvement de charité, & sans aucune forme de convocation, s'assembloient d'eux-mêmes pour y mettre la paix, & pour terminer les différens; & dans ces Assemblées les passions humaines étant bannies, & Jesus Christ y présidant par son Esprit, ils consultoient ensemble, & résolvoient sans cérémonies & sans formalitez ce qui étoit expédient. C'est à peu près ainsi qu'on en usa plusieurs fois contre Paul de Samosate Evêque d'Antioche, après qu'il eut publié son impiété: les Pasteurs des Eglises, comme dit Eusèbe, y étant accourus de toutes parts, comme contre un ennemi qui ravageoit le Troupeau du Seigneur; & je ne sçai si le Synode d'Iconie dans la Phrygie, dont parle Firmilien Evêque de Césarée en Cappadoce, n'étoit pas de la nature de ceux qui furent tenus contre Paul de Samosate dans le même Siècle; car il dit qu'ils s'étoient assemblés en celieu-là, de la Galatie, de la Cilicie, & d'autres Provinces voisines, pour confirmer ce qui avoit été déjà résolu touchant la réitération du Baptême des Hérétiques.

*Eusèb.
Hist. lib.
7. c. 27.
28. 29.*

*Apud
Cybrian.
contr. ep.
Steph. p.
146.*

Mais ce que les Evêques faisoient par le seul principe de la charité, ils furent obligés avec le tems de le faire aussi par devoir, les Canons leur prescrivant : En effet, le Canon 5. du 1. Concile de Nicée ordonne de tenir des Synodes deux fois l'année dans chaque Province ; le 20. du Concile d'Antioche renouvelle le même Decret, & c'est de là assurément que celui qui a supposé des Canons aux Apôtres, a emprunté le 37. qui contient le même règlement ; le 19. de Calchédoin, après s'être plaint de ce qu'on ne célébroit pas dans les Provinces les Synodes prescrits par les Canons, il ordonne de les tenir deux fois l'an, conformément aux Decrets des Saints Pères. Il y a une infinité d'autres Canons qui prescrivent la même chose, & que je me dispense d'alléguer, pour remarquer deux choses qui regardent la matière que nous examinons ; la première, qu'Avite Evêque de Vienne en Dauphiné, qui florissait à la fin du 5. Siècle & au commencement du 6. a taché de rétablir l'ancienne coutume qu'on abandonnoit insensiblement, selon qu'il le témoigne

T. 1. Conc. Gall. p. 69.

Ibid. p. 74.

Ibid. p. 173.

Ibid. p. 263. 284.

dans sa Lettre 80. Il semble que le Synode de Riez en Provence avoit donné l'an 439. de notre Seigneur quelque légère atteinte à la première pratique, lors qu'il la confirme dans le Canon 8. mais sous cette condition, que les tems seront tranquilles. Celui d'Orange s'en explique plus clairement l'an 441. dans le Canon 29. disant qu'il est difficile de s'assembler deux fois l'année, à cause des tems tristes & fâcheux. La seconde chose que j'ai dessein de remarquer, est que le Synode d'Agde en Languedoc fit un Decret dans le Canon 71. par lequel il réduit ces Assemblées Synodales à une seule fois l'année, & il déclare même dans ce Canon qui est de l'an 506. qu'il en use ainsi *selon les Constitutions des Pères*, ayant peut-être égard aux Canons d'Orange & de Riez que je viens de citer. Le 37. du 4. d'Orléans de l'an 541. le 23. du 5. de l'an 549. sont conformes à celui d'Agde ; & le 18. du 3. de Tolède allégué pour raison l'an 589. *la longueur du chemin & la pauvreté des Eglises.* Tom. 4. Concil. pag. 505. 506.

II.

Les Ministres amèneront avec eux un, ou deux Anciens, pour le plus, élus par ceux de leur Consistoire : & feront lesdits Ministres & Anciens aparoir de leur envoi. Que si le Pasteur vient seul, on n'aura point d'égard aux memoires qu'il apportera, non plus qu'à ceux de l'Ancien, s'il vient sans Pasteur : Ce qui aura lieu en toutes Assemblées Ecclesiastiques. S'ils ne peuvent s'y trouver, ils s'excuseront par lettres, desquelles les Frères assistans jugeront, & ils enverront leurs memoires signez par un Pasteur & par un Ancien. Ceux qui manqueront de se trouver aux Colloques, & aux Synodes Provinciaux, sans excuse legitime, seront censurez, & lesdits Colloques & Synodes Provinciaux pourront juger de leur fait définitivement, & disposer de leurs personnes.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559. Ces paroles, que si le Pasteur vient seul &c. jusqu'à ces mots, ce qui aura lieu &c. sont du Synode de Figeac 1579. Ces paroles suivantes, s'ils ne s'y peuvent trouver, &c. jusqu'à celles-ci, & enverront, sont du Synode de la Rochelle 1581. Celles-ci, signez par un Pasteur & par un Ancien, sont du Synode de Montauban 1594. les dernières paroles, ceux qui manqueront de se trouver &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de sainte Foi 1578.

Au Synode de Figeac susdit, il fut arrêté, que tous les Ministres se trouveroient à leurs Synodes Provinciaux, ou s'excuseroient par lettres.

Au Synode de S. Maixant 1609. Sur la question faite par les Députés de Poitou, par quels moyens on peut remédier à la contravention de plusieurs Eglises, qui envoient leurs Pasteurs sans Anciens aux Colloques & aux Synodes Provinciaux, la Compagnie a jugé qu'on ne pouvoit donner sur ce fait un règlement general: c'est pourquoi elle a remis le tout à la prudence des Provinces.

Au Synode de Saumur 1596. Il est dit que les Eglises qui ont plusieurs Pasteurs, en enverront aux Synodes Provinciaux le plus qu'elles pourront, & alternativement.

Au Synode de Privas 1612. il est laissé à la prudence des Synodes Provinciaux, d'envoyer les Professeurs en Theologie aux Nationaux, ou non. Le même arrêté fut pris au Synode National d'Alez 1620. D'où il apert qu'ils peuvent assister aux Synodes Provinciaux.

Au Synode de Tonneins 1614. ayant été représenté par les Députés du Vivarets, que plusieurs Eglises de leurs Provinces envoyant à leurs Synodes plusieurs Anciens, causent de l'inégalité aux voix, & des plaintes des moindres Eglises en certains faits. La Compagnie a laissé en la liberté du Synode de Vivarets, quand il y aura contestation, de regler les voix par les Eglises, sans conséquence generale pour les autres Provinces.

Au Synode d'Alez 1620. Il est dit, que nul, de quelque qualité ou condition qu'il soit, ne pourra entrer aux Assemblées Synodales sans lettres d'envoi de son Consistoire. Cependant les Consistoires sont exhortés de recevoir des Gentils-hommes en la charge d'Ancien, afin qu'ils puissent être Députés aux Synodes.

Au Synode de Charenton 1631. une Province entière, & quelques particuliers de cette Province, sont censurés, pour avoir admis quelques-uns dans leur Synode, sans lettres d'envoi, contre ce règlement.

Au Synode de Loudun 1659. sur la proposition faite par les Députés du bas Languedoc, lors de la lecture de cet article, touchant le nombre des Anciens qui doivent être envoyés au Synode avec les Ministres, demandant que désormais aux Synodes Provinciaux, ou du moins au leur, il ne fût envoyé par chaque Eglise qu'un Ancien avec le Ministre. La Compagnie n'a pas jugé à propos de rien changer audit article, non plus à l'égard de ladite Province, que des autres: Et aussi qu'une seule & même Eglise, bien que composée de divers
quar-

quartiers, ou annexes, non plus que les autres Eglises, ne pourra députer plus d'un ou deux Anciens.

Le Synode de la Rochelle 1607. Enjoint à une Province particulière, d'appeler à son Synode de chaque Eglise un Pasteur & un Ancien, ne pouvant approuver ce qui s'est fait par le passé en ladite Province, contre la Discipline, d'y appeler seulement les Députez des Colloques, & il l'a censuré de l'avoir ainsi pratiqué.

C O N F O R M I T E'.

Il y a dans ce règlement diverses choses à considérer ; premièrement la députation de nos Anciens aux Synodes avec nos Ministres ; ce qui est très conforme à la pratique de l'Ancienne Eglise, qui admettoit les Laïques dans ses Synodes, à l'exemple des Apôtres, qui dans le Synode de Jérusalem font mention de l'Eglise, en la distinguant non seulement d'eux-mêmes, mais aussi des Pasteurs ordinaires qu'ils désignent par le terme d'*Anciens*, Act. 15. 22. pour faire voir que par l'Eglise ils entendent le peuple fidèle qui assistoit à cette sainte Assemblée : Suivant cela, les Pères du Concile d'Antioche distinguent aussi les Eglises de Dieu, des Evêques, Prêtres & Diacres, dans la Lettre qu'ils écrivirent à Denis Evêque de Rome, à Maxime Evêque d'Alexandrie, & à toutes les Eglises, pour les informer de la Déposition de cet Hérésiarque ; ce n'est pas qu'il faille s'imaginer que les Eglises entières aient assisté à ce Concile, qui étoit assemblé de diverses Provinces, mais elles y assistoient par quelques-uns de leur corps qui les représentoient, c'est à dire par quelques-uns du corps du peuple. Mais pour dire quelque chose de plus particulier, j'ai montré sur l'Article 1. du Chap. 3. par l'autorité de Firmilien & du Code Africain, que les Anciens, tels que sont les nôtres, étoient députez aux Synodes avec les Pasteurs, contre lesquels ils défendoient quelquefois les droits du peuple qui les députoit.

La seconde chose que je remarque sur cet Article, est que les Députez aux Synodes sont obligez de s'y trouver, ou de s'excuser par Lettres ; & si leur excuse n'est pas légitime, ils sont censurez de la manière qu'on le juge à propos dans les Colloques, & dans les Synodes Provinciaux, qui ont le pouvoir de juger définitivement de leurs excuses, & de disposer de leurs personnes ; ce qui est encore de l'usage des premiers Chrétiens ; le Canon 40. du Concile de Laodicée est conçu en ces termes : *Il ne faut pas que les Evêques qui sont appellex au Synode négligent d'y aller, & si quelqu'un le néglige, il s'accusera lui même, à moins que quelque maladie ne l'en empêche.* Le 19. de Calchédoin veut qu'on reprenne fraternellement ceux qui manquent de s'y trouver, quoi qu'ils se portent bien, & qu'ils ne soient pas retenus par quelque affaire absolument nécessaire, & qui ne souffre point de remise. En France, on ne recevoit point d'autre excuse que celle de la maladie, comme il paroît par un grand nombre de Canons, & entr'autres par le premier du Synode d'Epaune, par le 1. du second d'Orléans, par la Lettre 80. d'Avite de Viennne, & par plusieurs autres Decrets que je ne rapporte pas. Le Concile d'Agde dans le Canon 35. joint à la maladie quelque Ordre du Roi ; à cela près, il prive de

*Apud
Euseb. lib.
7. c. 30.*

*T. 1. Conc.
Gall.*

*Ibid. p.
168.*

la Communion de l'Eglise jusqu'au prochain Synode ceux qui ont manqué de se trouver au précédent; & comme il les prive pour cetems-là de la Communion de l'Eglise, il les prive aussi de celle de la charité de leurs Frères, c'est à dire des autres Evêques; à quoi le Concile de Tarragone de l'an 517. dans le Canon 6. réduit toute la peine des Evêques qui ne daignent pas se trouver aux Synodes où ils ont été conviez par les Métropolitains, & n'en dispense que ceux qui sont atteints de quelque maladie. Le 15. de l'11. de Tolède, convoqué l'an 575. les excommunie pendant un an, s'ils ne sont retenus par quelque maladie, ou par quelque inévitable nécessité. Le 76. du Code Africain veut qu'ils se contentent de la Communion de leur Eglise. Le Canon 5. du Concile de Mérida, dont je parlerai sur l'Art. 10. du Chap. 9. excuse ceux qui sont retenus par maladie, ou par quelque ordre du Prince.

T. 3. Conc.
p. 823.T. 4. p.
826.

Quant à ce que dit notre Discipline, que si le Ministre vient seul, on n'aura point d'égard aux Mémoires qu'il apportera, ni à ceux de l'Ancien, s'il vient seul sans Ministre, il ne s'accorde pas mal avec ce que nous lisons dans le Canon 100. du Code Africain, où un Evêque se plaint de son Eglise; mais parce que les Anciens que l'Eglise avoit députez pour défendre sa cause contre l'Evêque ne comparoissent pas, le Concile renvoye le jugement de cette affaire à un certain nombre d'Evêques, dont les uns furent nommez par l'Evêque qui n'étoit pas content de son Troupeau, & les autres furent laissez au choix des Anciens, quoi qu'absens. Quant aux Mémoires dont il est parlé dans cet Article, on peut lire ce que j'en dirai sur l'Article 3. du Chapitre 9.

I I I.

Les Eglises qui ont plusieurs Pasteurs les députeront alternativement aux Colloques & aux Synodes.

O B S E R V A T I O N S.

Dès le Synode de Saumur 1596. il fut dit, que les Eglises qui auroient plusieurs Pasteurs, en envoyeroient aux Synodes Provinciaux, le plus qu'elles pourroient, & alternativement.

Cela fut confirmé au Synode de Gergeau 1601.

An Synode de Charenton 1631. une Province, & un Pasteur sont censurez, pour avoir violé le règlement, qui porte, que les Pasteurs des Eglises particulières ne seront députez aux Synodes Provinciaux, sinon alternativement.

C O N F O R M I T E.

Cet Article a son fondement sur ce que les Ministres ne peuvent prétendre aucune autorité les uns sur les autres, comme je l'ai prouvé sur l'Article 16. du Chapitre 1. & n'ayant point de puissance les uns sur les autres, il faut nécessairement pour entretenir cette égalité, que quand il y en a plusieurs dans une même Eglise, ils soient députez alternativement aux Colloques & aux Synodes.

IV.

Les Ministres & les Anciens députez pour les Colloques & pour les Synodes Provinciaux, y viendront aux frais communs de leurs Eglises.

OBSERVATIONS.

Ces dernières paroles, y viendront aux frais communs de leurs Eglises, sont du Synode de Nîmes 1572. Ici se doit encore rapporter le règlement pris à Montauban, & allégué ci-dessus chapitre 6. article 5.

CONFORMITÉ.

Il faut lire, pour l'explication de cet Article, ce que j'ai écrit sur le 5. du Chapitre 6. à quoi l'on peut ajouter que les Synodes ayant été instituez pour le bien & pour l'édification des Eglises, il est plus que raisonnable qu'elles soient chargées des frais qu'il convient faire pour se trouver dans ces Assemblées, sur tout lors que l'entretien qu'elles fournissent à leurs Ministres est si médiocre, qu'il ne suffit pas à leur subsistance, comme il arrive d'ordinaire parmi nous.

V.

Les Eglises qui refuseront à leurs Ministres les moyens de se trouver aux Colloques & aux Synodes, seront averties de faire leur devoir. Et à faute de le faire, en sorte que les Ministres fussent contraints d'y aller à leurs dépens, après deux ou trois exhortations, elles seront privées du Ministère, & les frais que lesdits Ministres auront faits, seront remboursés par les Eglises auxquelles ils seront envoyez: sauf leur recours contre l'Eglise ingrate, selon le jugement qu'en fera le Synode Provincial.

OBSERVATIONS.

Cet article fut ainsi dressé au Synode de sainte Foi 1578. Ces mots, seront privées du Ministère, sont du Synode de Gergeau 1601.

Les dernières paroles, sauf leur recours, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de Tonneins 1614.

On peut rapporter à cet article, ce qui est porté au 5. article du chapitre 6. avec ses observations.

CONFORMITÉ.

Ce règlement étant une suite du précédent, ce que je viens de remarquer sur celui-là peut servir de commentaire à celui-ci.

VI.

Quand il y aura différent entre l'Eglise & son Pasteur, & que, pour le composer, l'Eglise aura été avertie, par deux fois, du jour & du lieu du Colloque & du Synode, & aura refusé de s'y trouver, ledit Colloque, ou le Synode, nonobstant l'absence de l'une des parties, pourra passer outre au jugement.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de sainte Foi 1578.

Au Synode de la Rochelle 1607. article 12. des faits généraux, il est dit, que, quand dans une Eglise il survient du différent entre plusieurs parties, ou qu'une Eglise a contestation avec une autre: désormais dans les Synodes Nationaux & Provinciaux, les parties différentes ne pourront envoyer plus de deux Députés de chaque côté, & à l'avenir, il n'en sera admis un plus grand nombre dans lesdites Assemblées.

CONFORMITE.

Le Canon 100. du Code-Africain, que j'ai cité sur l'Article 2. autorise ce règlement, & justifie la conformité de notre Discipline avec l'Ancienne.

VII.

Dans chaque Synode, tant Provincial que National, l'un des Pasteurs sera élu à voix basse par un commun accord, pour y présider, avec un Scribe ou deux. Sa charge sera de conduire & de moderer toute l'Action: d'avertir des lieux, des jours, & des heures auxquelles on s'assemblera pour les Sessions du Synode: de proposer les choses qui sont en délibération, & d'en faire l'ouverture; de recueillir les voix de chacun en particulier, d'en déclarer le plus grand nombre, & de prononcer la conclusion. Comme aussi de faire qu'un chacun parle en son rang, & sans confusion: d'imposer silence aux contentieux; & s'ils ne veulent obéir, de les faire sortir, pour aviser à leur censure: de faire les remontrances & les réponses à ceux qui demanderoient conseil, ou envoyeroient des lettres au Synode. De plus, de présider aux censures, qui se feront à la fin de toute l'Action; le tout suivant l'avis de toute l'Assemblée, & non autrement. Et il sera lui-même sujet aux censures. Sa charge expirera à la fin du Synode: & il sera en la liberté du Synode suivant, d'élire celui-là, ou un autre. Les Modérateurs des Colloques se gouverneront aussi tout de même.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559. Ceci, à voix basse, est du Synode de la Rochelle 1607. Ces mots, avec un Scribe ou deux, sont du Synode de Vitré 1583. Le Synode de Gergeau 1601. a ajouté ces paroles, des jours & des heures, à celles-ci, de recueillir les voix de chacun en particulier; & ces dernières à la fin, Les Moderateurs des Colloques, &c.

Le Synode de S. Maixant 1609. ordonne, que ces mots, à voix basse, ajoutez au Synode de la Rochelle, demeurent, & enjoint aux Provinces qui sont autrement, de suivre cet ordre.

Au Synode de Vitré 1617. Les Députés de la Province de Dauphiné ayant représenté qu'il se trouve plusieurs inconveniens en la nomination des Moderateurs des Colloques, & des Synodes, faite à voix basse, conformément à cet article de la Discipline; ayant demandé qu'il soit permis à leur Province d'en user autrement, & de le faire à haute voix. La Compagnie a jugé, qu'il n'est pas à propos de rien changer à cet article, & il est enjoint à toutes les Provinces de se conformer à cette règle.

Au Synode d'Alez 1620. Il est dit, que le règlement pris en la Province de Xaintonge, pour exclure de l'élection à presider dans un Synode Provincial ceux qui auroient presidé au Synode précédent, & de la députation à un Synode National ceux qui auroient été députés à un autre Synode National immédiatement précédent, a été improuvé & cassé: la liberté demeurant entiere aux Synodes Provinciaux, de nommer ceux qu'ils voudront, & qu'ils jugeront plus à propos pour l'un, & pour l'autre, selon la Discipline Ecclesiastique. Au même Synode, sur la question de la Province de Bourgogne, s'il est mieux de faire les élections des Moderateurs aux Synodes, & les députations, à haute voix qu'à voix basse, la Compagnie juge (conformément aux Synodes de S. Maixant & Vitré) que, pour éviter plusieurs inconveniens, il est plus utile de faire lesdites élections à voix basse. Le même Synode ordonne, que les charges Synodales soient tellement distribuées, que toute matiere de jalousie, d'envie, & de discorde soit ôtée. Qu'il ne se traitera dans les Synodes que des affaires purement Ecclesiastiques. Que les Secretaires des Synodes ne concluront point les Articles en forme de procez verbaux, ni en termes du Palais, mais avec simplicité & bréveté. Enfin, au même Synode, sur l'avis de quelques défauts, qui se trouvent en une Province particuliere, comme celui-ci, que ceux qui avoient été nommez Moderateurs en un Synode, étoient toujours Ajoins au Moderateur au Synode suivant, contre la liberté requise par la Discipline, en l'élection des Moderateurs des Synodes. La Compagnie enjoint à ladite Province d'ôter ces desordres, & de rendre conte au prochain Synode National du devoir qu'elle y aura fait.

Au Synode de Charenton 1644. il est dit, que désormais les élections, tant des Moderateurs dans les Assemblées Synodales, que des Députés qui seront choisis des Provinces, pour assister, en leur nom, aux Synodes Nationaux, se feront selon la Discipline en toutes les Provinces par teile, & non par les Eglises. Et quant à la nomination des absens, elle demeure à la liberté de cha-

chacun des particuliers, qui aura à donner son suffrage. *Au même Synode, il a été arrêté, que le Modérateur du Synode, ayant fait la proposition de celle que fait concernant la Discipline, sur lequel il y aura à délibérer, différera à donner son suffrage après tous les Députés, desquels il recueillira les voix, & fera la conclusion.*

On peut rapporter à cet article les brigues, les syndicats, &c. qui se commettent, quelquefois, dans les Synodes, sur tout pour la nomination de la table, qui sont vivement condamnées par les réglemens des Synodes Nationaux, principalement par celui de Privas 1612. qui dit, que La Compagnie informée du peu d'ordre qui se garde aux Synodes de deux Provinces particulières, des brigues, des pratiques, & des syndicats qui y sont ordinaires, & du mépris de la Discipline, d'où naissent plusieurs scandales; a enjoint expressement à tous les Synodes Provinciaux, principalement aux susdits, de se comporter désormais autrement, sur peine de procéder contre les infracteurs de la Discipline avec toute rigueur, & notamment contre les Modérateurs de l'action, jusqu'à la suspension de leurs charges.

C O N F O R M I T É.

Je ne voi pas que dans les premiers Siècles, les Conducteurs des Eglises Chrétiennes aient observé beaucoup de formalitez, quand ils s'assembloient pour la décision de quelque différend: toutes choses s'y passaient avec tant de simplicité, parce que les passions humaines en étoient bannies, que chacun y parloit selon que Dieu le lui mettoit au cœur: qu'on lise ce qu'Eusèbe raconte de deux Synodes qui furent tenus dans le 3. Siècle contre Paul de Samosate, & je m'assure qu'on y remarquera cette simplicité que je viens de toucher: mais avec le tems les passions humaines s'étant mêlées avec la charité, il falut établir quelque ordre dans ces Assemblées, & choisir quelqu'un d'entre les Evêques pour proposer les matières sur lesquelles on devoit délibérer, pour recueillir les suffrages, & pour modérer toute l'action, honneur qu'on déferoit d'ordinaire, ou à la promotion, c'est à dire à celui qui étoit le plus ancien Pasteur, ou au mérite personnel à cause du grand sçavoir, ou quelquefois même à la grandeur & à l'éminence de la Ville dont on étoit Evêque. Palmas, comme le plus ancien des Evêques de la Province du Pont, présida dans un Synode qui s'y tint à l'occasion de la célébration de la Pâque, à ce que dit Eusèbe dans le chap. 23. du 5. livre de son Histoire. On pourroit ajouter à cet exemple ce que fit Leon I. dans le 5. Siècle en faveur de Léonce Evêque de Fréjus dans la seconde Narbonnoise, si la passion qu'il témoigna contre Hilaire Evêque d'Arles ne lui avoit fait violer les loix de la justice & de l'équité, en le dépouillant du droit de convoquer les Synodes dont il étoit en possession, & qui selon la Discipline de ce temslà appartenait à son Siège, pour en revêtir Léonce, parce qu'il étoit le plus ancien Evêque de la Province; & dès l'an 397. le 1. Canon du Concile de Turin défera à Proculus, Evêque de Marseille, la primauté sur les Evêques de la seconde Narbonnoise, non tant en considération de la Ville dont il étoit Evêque, qu'en considération de son âge & de son mérite. Enfin, le gouvernement Ecclésiastique s'étant entiè-

*Hist. lib. 7.
cap. 27.
28. 29.*

*Epist. ad
Episc.
Provinc.
Viennens.
T. 1. Conc.
Gall. p.
85.
Ibid. p.
27. 28.*

rement formé sur le modèle du Civil & du Politique, ce droit de présidence fut attaché dans les Provinces aux Evêques Métropolitains, à la réserve des Eglises d'Afrique, où ce privilège fut conféré aux Primats, & on appelloit Primat en ce pais-là, celui qui dans la Province avoit été le premier promu à l'Episcopat; car ce n'étoit pas simplement à l'âge qu'on attribuoit cette prérogative, mais au tems de la promotion. Nôtre Discipline, qui remet cela à l'élection, ne s'éloigne pas de ce qu'on pratiquoit dans l'Ancienne Eglise avant l'établissement de la Hiérarchie, particulièrement lors qu'on déferoit la présidence au mérite; ce qui ne se pouvoit faire que par la pluralité des suffrages, parce que d'ordinaire on juge diversement du mérite de quelqu'un; & c'est ainli que j'explique ce que dit S. Athanasé dans sa première Apologie, que Hosius étoit d'ordinaire le Chef & le Président des Synodes, honneur qu'on lui déferoit à cause de son mérite, & peut-être même à cause de son âge, comme on le défera à ce dernier égard à Musonius dans le Concile de Rimini, selon le témoignage de S. Jérôme dans son Dialogue contre les Lucifériens chap. 7. où il remarque que ce Musonius étoit de la Province Byzantine; mais au lieu de Byzantine, il faut lire Byzacène, qui étoit une Province d'Afrique, dans laquelle étoit l'Evêché de ce Prélat.

Quant au soin que le Président ou Modérateur du Synode doit prendre, afin que toutes choses se fassent dans l'Assemblée avec ordre & sans confusion, le Concile 11. de Tolède de l'an 675. ordonne dans le 1. Canon les mêmes observations que prescrivent ici les Auteurs de nôtre Discipline, sans oublier les peines qu'encourent ceux qui contreviennent à ces loix.

Tom. 4.
Cont. p.
820.

VIII.

Les Anciens, députez des Eglises, auront voix comme les Pasteurs: & les Anciens du lieu, auquel le Synode sera assemblé, y pourront aussi assister, & proposer en leur ordre: toutesfois deux d'entr'eux seulement y auront voix, afin d'éviter la confusion.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559.

Au Synode de Saumur 1596. sur la proposition de la Province de Gascogne, si dans les Colloques & dans les Synodes Provinciaux, les Consuls & les Magistrats du lieu, faisant profession de la Religion, doivent être présents, il a été avisé qu'ils n'ont pas droit d'y être. Toutefois si on connoit leur piété telle qu'elle puisse servir à la Compagnie, il est en la liberté des Synodes de les y appeler, s'ils le demandent.

Au Synode de S. Maixant 1609. sur l'appel porté par quelques Pasteurs, & quelques Anciens, d'un jugement rendu par un Synode Provincial, par lequel il étoit déclaré, qu'un certain Magistrat pouvoit être admis dans l'Assemblée du Synode, seulement pour y apprendre, ven qu'au commencement il avoit voulu y entrer en l'autorité de Magistrat, contre l'exemption qu'il a plu à sa Majesté d'ac-

d'accorder aux Colloques & aux Synodes: la Compagnie a jugé que les susdits ont eu raison d'appeler, & elle a infirmé le jugement du Synode avec censure.

C O N F O R M I T E'.

Après ce que j'ai écrit sur le 1. Article du Chapitre 3. il n'y a point de dissentiment pour l'intelligence de celui-ci; car le Diacre Hilaire nous a dit qu'on ne faisoit rien dans l'Eglise sans le conseil des Anciens; & Firmilien Evêque de Cappadoce, que les Prélats & les Anciens s'assembloient tous les ans, pour disposer des choses qui avoient été commises à leurs soins, & pour traiter par avis commun des plus grandes & des plus importantes.

I X.

Ce que les Synodes Provinciaux auront arrêté pour le réglemeⁿt de Eglises de leur Province, sera porté au Synode National.

O B S E R V A T I O N S.

Au Synode de Lion 1563. il est dit, qu'à l'avenir, les Synodes Provinciaux enverront à l'Assemblée générale les articles arrêlez par eux, tant ceux qui touchent le réglemeⁿt de leur Province, que ceux qui regardent la généralité des autres Eglises.

Au Synode de Charenton 1623. Le Synode a ordonné, que suivant les réglemens faits ci-devant, aucune proposition ne sera receuë aux Synodes Nationaux qui n'ait été premièrement portée aux Provinciaux.

C O N F O R M I T E'.

Le Canon 95. du Code Africain contient une Constitution à peu près semblable; car il ordonne que les affaires particulières se terminent dans les Provinces; mais pour les communes & les générales, il en renvoye la connoissance & le jugement au Concile Universel d'Afrique: Or il est certain que ce qui regarde toutes les Eglises d'une Province, doit être mis au rang des affaires générales, dont la décision appartient au Synode National.

X.

Parce que plusieurs, afin de décliner ou différer l'effet de la censure de leur faute, vont appelant d'une Assemblée Ecclesiastique à l'autre, même jusqu'au Synode National, qui par ce moyen est plus empêché à la décision de leur fait qu'à celle d'aucun autre; à l'avenir tous différens, enclos dans une Province, seront définitivement jugez, & sans apel au Synode Provincial: hormis ce qui touche les suspensions

sions & dépositions, tant des Pasteurs que des Anciens, & des Diacres, & les changemens des Pasteurs d'une Province à l'autre: Comme aussi le changement d'une Eglise, d'un Colloque à un autre, & ce qui concerne la Doctrine, les Sacrements, & le general de la Discipline: tous lesquels cas pourront, de degré en degré, aller jusqu'au Synode National, pour en avoir le jugement définitif & dernier.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Figeac 1579. Ces paroles, même aussi le changement d'une Province à l'autre, & d'une Eglise à l'autre, & des Eglises d'un Colloque à l'autre, sont du Synode de Gergeau 1601.

Il y a certains faits desquels les Synodes Provinciaux peuvent juger définitivement, & sans apel au National, comme sont les ordres particuliers qui se peuvent prendre pour les seances dans les Temples, les tems des exercices dans les Eglises particulieres, les affaires pecuniaires, la jonction & la distraction des annexes, &c. Et même, en cas de difficulté, cela est renvoyé aux Synodes voisins, pour décharger ainsi les Synodes Nationaux de plusieurs affaires moins importantes. C'est pourquoi, au Synode de Tonneins 1614. aux appellations, il y en a deux mises à neant, & déclarées non recevables; comme aussi au Synode de S. Maixant 1609. le fait étant de ceux qui peuvent être terminés dans les Synodes Provinciaux, savoir touchant quelques réglemens pris pour les Eglises particulieres: & une autre apellation renvoyée à une Province voisine, pour en juger définitivement, selon l'ordre observé dans les affaires pecuniaires.

Au Synode de S. Maixant 1609. Désormais, ceux qui viendront aux Synodes Nationaux, pour des causes qui se doivent terminer dans la Province, ne seront point ouïs, dequoi les Synodes Provinciaux avertiront les particuliers, qui appellent sans de justes raisons.

Au Synode de Vitré 1617. Toutes les Provinces sont exhortées, de se conformer aux réglemens des Synodes Nationaux precedens, autrement tous ceux qui apporteront dans ces Assemblées des affaires qui peuvent ou doivent être jugés par une Province voisine, seront renvoyez.

Au Synode de la Rochelle 1607. S'il arrive que quelqu'un se sente grevé par le Synode Provincial en des affaires pecuniaires, dans lesquelles le Synode auroit intérêt, s'il demande son renvoi à la Province voisine, elle en pourra juger définitivement, sans renvoyer de telles causes aux Synodes Nationaux.

Le Synode de S. Maixant 1609. au chapitre des appellations, renvoie une affaire de cette nature, à la Province voisine, suivant ce réglement de la Rochelle. Le Synode de Tonneins 1614. fait le semblable: Comme pareillement celui de Vitré 1617. en deux occasions.

Au Synode de Castres 1626. l'autorité de juger définitivement des jonctions & distractions des annexes des Eglises, fut attribuée aux Synodes Provinciaux. Et le Synode de Charenton 1631. confirmant ce réglement, sur une apellation particuliere, ordonne, qu'en cas que quelque difficulté empêche les Synodes Pro-

Provinciaux de passer au jugement définitif de telles causes, elles soient renvoyées au Synode de la Province voisine, sans être portées aux Synodes Nationaux.

On peut rapporter ici le règlement de Charenton 1644. au sujet des Ministres apelans au Synode National, des censures & des jugemens portez contr'eux dans les Synodes Provinciaux, & qui est déjà inséré sur l'article 3. du chap. 1. de la Discipline. Le même Synode, au chapitre des appellations, a statué, sur un certain apel, bien qu'il ne soit pas de choses qui doivent être portées au Synode National, déclarant que c'est sans préjudice du règlement, & seulement pour la paix d'une Eglise particulière.

Le Synode de Privas 1612. déclare, que l'apel d'un homme sans charge, contre une Assemblée Provinciale, n'est digne d'aucune considération.

Et dans les réglemens particuliers faits pour la Province au Synode d'Allez 1620. article 7. desdits réglemens, il est dit, que pour les matieres pecuniaires, les arretez des Synodes Nationaux, qui portent que les appellations, sur ce sujet, seront renvoyées à la Province voisine, pour quelque somme que ce soit, seront suivis. Semblable renvoi est fait au Synode de Castres.

Au Synode de Loudun 1659. sur ce qui fut représenté par la Province de l'Isle de France, que les appellations interjetées des jugemens rendus par les Synodes Provinciaux en suspendent long-tems l'effet, ce qui causoit beaucoup de troubles, auxquels il seroit nécessaire de remédier: La Compagnie reservant aux Synodes Nationaux la connoissance de ce qui concerne la Doctrine, les Sacremens, & le general de la Discipline, a ordonné, que désormais, lors qu'un Synode Provincial aura jugé de la déposition ou suspension d'un Pasteur ou d'un Ancien, ou prononcé sentence d'excommunication contre quelqu'un, ou ordonné le changement d'une Eglise, d'un Colloque, ou d'un Synode à un autre, ou d'un Pasteur d'une Eglise à l'autre, ou, quoi qu'il en soit, la séparation d'avec son Troupeau: s'il y a apel du jugement. par qui qu'il soit interjeté, la Province, qui l'aura prononcé, nommera d'entre les Provinces voisines les deux qui seront les plus près de tenir leurs Synodes, dont elle donnera le choix à l'apelant, pour s'y pourvoir, afin qu'elle en juge provisionnellement. Que si la partie apellante n'opte point; la même Province, de laquelle il y a apel, en choisira l'une des deux, devant laquelle l'apelant sera tenu de comparoître, pour en subir le jugement, qui tiendra par provision jusqu'au Synode National. Et à faute d'y comparoître, la Province, qui aura jugé, pourra prononcer nonobstant l'apel; &, néanmoins, sans y préjudicier. En toutes autres choses, dont il n'est point autrement disposé par la Discipline, les jugemens des Synodes Provinciaux seront en dernier ressort, & sans apel, chacun en son détroit; Et le present arreté sera pratiqué universellement dans toutes les Provinces, excepté dans celles, à l'occasion desquelles il auroit été fait quelque règlement particulier, avant que celui-ci fût arreté.

C O N F O R M I T É.

Le grand Concile de Nicée dans le Canon 6. conserve à chaque Province
D d les

Les droits & ses privilèges, sans qu'il soit permis à l'une de s'ingérer dans les affaires de l'autre, ni d'usurper de son pouvoir & de son autorité : On peut appliquer à ce même règlement les Canons 2. & 6. du 1. Concile Oecuménique de Constantinople, le 8. d'Ephèse, le 9. & 17. de Calchédoine, les 12. & 15. d'Antioche, le 19. 28. & 125. du Code Africain, avec la Lettre du Concile d'Afrique au Pape Célestin qui est dans le même Code sous le nombre 138. Saint Cyprien avoit enseigné à peu près la même chose environ 170. ans auparavant, comme il paroît par sa Lettre 55. Theodoret ne parle pas autrement dans son Epître 86. qui est dans le 3. Tome de ses Oeuvres : & c'est sur cette pratique que les Evêques Orientaux fondeoient leurs plaintes dans le 4. Siècle contre le Pape Jules I. de ce qu'il avoit reçu à sa Communion S. Athanase, & quelques autres qu'ils avoient excommuniés ; il ne faut que lire ce qu'en raconte Sozomène dans le Chapitre 8. du 3. Livre de son Histoire Ecclésiastique ; Socrate, livre 2. ch. 15. & la réponse même de Jules dans la 2. Apologie de S. Athanase, pour être persuadé de cette vérité ; car la Lettre, que les Orientaux écrivirent à Jules, n'est pas parvenue jusqu'à nous ; celle qui se trouve aujourd'hui dans le premier Tome des Conciles étant supposée, & ne faisant qu'un assemblage mal tissu de ce qu'en ont écrit les Auteurs que je viens de citer.

Il est vrai que nôtre Discipline excepte quelques cas dont on peut appeler au Synode National, après les jugemens des Synodes Provinciaux ; mais c'est en cela même que paroît sa conformité avec l'ancienne, pourvu qu'on distingue soigneusement les tems. Avant que le monde Chrétien, qui étoit renfermé dans l'Empire Romain, eût été divisé à l'exemple même de l'Empire en plusieurs Diocèses Ecclésiastiques, dont chacun comprenoit plusieurs Provinces, toute l'étendue de la Jurisdiction d'un Evêque, quelque grande qu'elle fût, ne faisoit qu'une Province Ecclésiastique ; par exemple, du tems de S. Cyprien, toute l'Afrique faisoit simplement la Province Ecclésiastique de l'Evêque de Carthage ; & du tems du 1. Concile de Nicée, l'Egypte, la Libye, & la Pentapole, celle de l'Evêque d'Alexandrie : & alors il falloit que les affaires se terminassent dans le Synode de la Province, sans qu'il fût permis d'appeller au Synode de quelqu'autre ; c'est la Disposition du 6. Canon de Nicée, qui confirme à l'Evêque d'Alexandrie ce dont la coutume l'avoit mis en possession, c'est à dire les droits Métropolitiques seulement ; bien qu'on puisse inférer du même Canon par une conséquence légitime les droits Patriarchiques aussi, quand il sera en état de les exercer, c'est à dire, quand la Province sera divisée en plusieurs Provinces Ecclésiastiques, & qu'il aura sous lui plusieurs Métropolitains, sur lesquels les Chefs de Diocèse & les Patriarches avoient le même pouvoir, que les Métropolitains sur les Evêques de leurs Provinces.

Mais après que cette division en Diocèses, & des Diocèses en plusieurs Provinces Ecclésiastiques, dont chacune avoit son Métropolitain, eut été faite, ce que le 1. Concile Universel de Constantinople commença d'établir, ou peut-être d'autoriser seulement ce que l'usage avoit déjà pu faire en divers pays, depuis le 1. Concile de Nicée, du moins il semble qu'on le peut ainsi inférer des Canons du Synode d'Antioche de l'an 341. quarante ans avant celui de Constanti-

antinople. Après cela, dis-je, il est certain qu'on appelloit des jugemens des Synodes Provinciaux aux Conciles de tout le Diocèse, pour la meilleure partie des Chefs que marque nôtre Discipline, comme on le vérifie par la plupart des Canons que j'ai citez ci-dessus, particulièrement par ceux de Constantinople, de Calchédoine, & du Code Africain, avec le 95. du même Code, auxquels on peut joindre le 3. Canon du 4. Concile de Tolède, assemblé l'an 633. Tom. 4. Concil. pag. 582.

XI.

S'il arrive différent entre deux Synodes Provinciaux, ils conviendront d'un troisième pour les accorder.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vertueil 1617. Il est vrai qu'en ce Synode cela étoit limité aux différens qui pouvoient survenir pour la réception des Ministres, ou pour la distribution des Eglises par leurs Provinces, ainsi que cela se voit par l'ordre qui en est rapporté ci-dessous, sur l'article 15. de ce chapitre: mais au Synode suivant de la Rochelle 1571. cela fut étendu à toute sorte de différens en general, qui pourroient arriver entre deux Provinces.

CONFORMITE.

Ce règlement ne s'accorde pas mal avec le 14. Canon du Synode d'Antioche, qui est conçu en ces termes : Si après qu'on a jugé un Evêque accusé de certains crimes, il arrive que les Evêques de la Province sont à cet égard dans des sentimens différens, les uns le déclarant innocent, & les autres coupable, le Synode, pour mettre fin à cette contestation, est d'avis que le Métropolitain appelle d'autres Juges de la Province voisine pour terminer le différent, & qu'il confirme ce qu'ils auront arrêté avec les Evêques de la Province. Ce Canon à la vérité ne parle pas des différens que deux Synodes Provinciaux peuvent avoir ensemble; mais puis que le Concile permet d'appeler des Evêques voisins, lors que ceux de la Province sont partagés sur une affaire; pourquoi ne permettroit-il pas à deux Synodes Provinciaux de convenir d'un troisième pour juger de leurs différens ? Les Canons 1. & 2. du Synode de Turin de l'an 397. sont encore plus exprès sur cette matière.

T. 1. Conc.
Gall. p.
27. 28.

XII.

Les Synodes, en chaque Province, feront un memoire des veuves, & des enfans des Ministres, qui seront morts au service de leurs Eglises, pour être assistés, & entretenus aux dépens communs de chaque Province, autant que la nécessité le requerra. Et quand la Province sera ingrate, son Député le rapportera au Synode National, afin qu'il y pourvoye.

OBSERVATIONS.

Cet article a beaucoup de conformité avec le 44. du chapitre 1. qu'il faut voir, sur ce sujet, avec ses observations.

Au Synode d'Alençon 1637. La pratique de l'article 12. du chapitre 8. de la Discipline, est recommandée à toutes les Provinces.

Ces dernières paroles, & quand la Province sera ingrate, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de Vitré 1583.

C O N F O R M I T É.

Cet Article n'est pas fondé seulement sur la charité chrétienne, mais aussi sur la reconnoissance que les Eglises doivent aux Ministres qui sont morts à leur service, & dont elles doivent donner des marques à leurs familles, lors qu'elles se trouvent dans la nécessité.

XIII.

Les Députez des Eglises ne partiront point du Synode sans congé, & sans emporter les décisions qui y auront été faites.

OBSERVATIONS.

On peut rapporter à cet article généralement tous les ordres & tous les réglemens pris touchant ce qui se doit faire & observer dans les Synodes Provinciaux, tant à l'entrée, qu'à la closture.

Pour le regard de l'entrée. Il est dit au Synode de Lion 1563. qu'au commencement des Synodes, tant Provinciaux que Nationaux, tous les articles de la Discipline seront lus.

Au Synode de Gap 1603. Les Provinces sont exhortées de lire désormais la Confession de Foi, avec la Discipline, à l'entrée des Synodes Provinciaux.

Mais au Synode de la Rochelle 1607. il fut dit, que l'exhortation faite par le Synode National de Gap, de lire la Confession de Foi, & la Discipline, dans les Synodes Provinciaux, ne s'entend qu'autant que faire se pourra.

Au Synode d'Alex 1620. il est ordonné, que désormais, les Députez aux Synodes Nationaux apporteront le Rôle des Eglises, & des Pasteurs actuellement servans dans les Provinces, signez des Modérateurs & des Secretaires des Synodes Provinciaux, autrement on-n'y aura point d'égard dans la distribution.

Au même Synode, dans les réglemens particuliers pour la Provence, il est dit, que les Députez ne se sépareront point, qu'après les actes mis au net, lus & signez, & les actes seront lus de séance en séance. Et quant à la convocation du Synode suivant, il est porté par les mêmes réglemens, que le Synode ne se séparera point, sans désigner le lieu du Synode suivant.

Et le Synode de la Rochelle 1607. veut, qu'en chaque Province on choisisse

une Eglise; dans laquelle les originaux de ses Synodes seront gardez, pour y avoir recours quand on en aura besoin.

Enfin le Synode de Castres 1626. à la requisition des Députés de Berry, déclara, que les Synodes Provinciaux sont obligés de procéder aux censures à la fin de leur tenuë, de même qu'il a été ordonné pour les Colloques.

Et dès le Synode de Gap 1603. une Province fut censurée, pour s'être séparée tumultueusement d'un Synode.

Au Synode de la Rochelle 1607. article 10. des appellations; la censure d'un Pasteur, portée par le Synode de la Province, pour s'être retiré du Synode sans congé, est confirmée, & son Colloque censuré pour s'être joint à son appel.

C O N F O R M I T E.

Il y a deux choses à considérer dans cet Article; la première; c'est qu'il n'est pas permis aux Députés de se retirer du Synode sans congé; le 2. Concile d'Arles fit ce Decret dans le Canon 19. l'an 452. de notre Seigneur, *Si T.1. Conc. quelqu'un s'imagine qu'il peut abandonner l'Assemblée de ses frères, avant la Gall. p. dissolution du Concile, qu'il sache qu'il est privé de la Communion de ses frères, sans qu'il y puisse être reçu, que prémicrement il n'ait été absous dans le Synode suivant.* On voit dans le 4. Tome des Conciles certains fragmens qu'on attribue à un Concile de Séville en Espagne, convoqué environ le tems du Pontificat de Grégoire I. dans le 10. desquels on lit mot pour mot le De Pag. 521.

cret du Synode d'Arles; ce qui me persuade que Burchard, duquel Garlias a tiré ce Canon, s'est trompé quand il l'a attribué au Concile de Séville; & je n'ai point de peine à le croire, quand je considère que la compilation des Canons, qui a été faite par cet Ecrivain, est pleine de ces sortes de bévueës. Le 4. Concile de Tolède, assemblé l'an 633. défend aussi dans le 4. Canon de se séparer du Concile, avant que toutes choses aient été décidées par les communs suffrages, & signées par tous les Evêques; le 16. de celui de Vornes de l'an 868. prescrit la même chose. Tom. 6. Concil. pag. 695. T.4. Conc. p. 583.

La seconde chose que prescrit notre Discipline à ceux qui sont Députés aux Synodes, c'est d'emporter avec eux les Décisions qui auront été faites; je trouve que la même chose se pratiquoit dans l'Ancienne Eglise; en effet, on voit par le Canon 29. du 1. Concile d'Orange de l'an 451. que chaque Evêque emportoit avec lui une copie des Actes & des résolutions qu'on avoit prises dans l'Assemblée, & qu'on en envoyoit même aux absens, pour les avertir de leur devoir par le ministère du Métropolitain; & dès l'an 431. le 1. Concile Oecuménique d'Ephèse avoit permis à chaque Métropolitain de prendre une copie des Actes, dont leurs Coevêques pouvoient avoir communication par son moyen: le 8. Canon, où ce pouvoir est donné aux Métropolitains, portant expressément que c'est pour leur propre seurété, c'est à dire, pour la conservation des droits de leurs Provinces, & par conséquent des droits de tous les Evêques suffragans: Voyez ce que j'écrirai sur l'Article 10. du Chapitre suivant. T.1. Conc. Gall. p. 75.

XIV.

L'autorité des Synodes Provinciaux est soumise à celle des Synodes Nationaux.

OBSERVATIONS.

Pour confirmation de cet article, le Synode d'Alençon 1637. enjoint aux Synodes Provinciaux de lire les Actes des Synodes Nationaux, afin que rien de ce qui y a été décidé ne demeure caché aux Eglises.

On peut rapporter à cet article le règlement pris au Synode de Charenton 1623. qui porte, qu'après la lecture des faits particuliers, ayant été remarqué, que plusieurs Provinces, qui étoient chargées par le Synode précédent de l'exécution de divers articles, ne raportoient pas de témoignage d'avoir fait sur cela des diligences: Le Synode a ordonné, que désormais les Députés des Provinces rapporteront les actes des Synodes Provinciaux, & les autres preuves nécessaires, pour faire paroître qu'elles se sont acquittées de leur devoir, dans l'exécution des choses qui leur avoient été jointes.

CONFORMITE.

Cette Constitution ne reçoit point de difficulté, sur tout après ce que nous avons remarqué sur l'Article 10. où j'ai prouvé par l'autorité de plusieurs Canons de Constantinople, de Calchédoine & du Code Africain, qu'on appelloit des Synodes Provinciaux à ceux de tout le Diocèse, auxquels répondent aujourd'hui nos Nationaux.

XV.

On se réglera selon les Gouvernemens, pour ce qui regarde les Colloques & les Synodes Provinciaux, sans que l'un s'avance sur l'autre, & telle sera pour le present la distribution des Synodes Provinciaux.

1. L'Isle de France, le pays Chartrain, la Picardie, la Champagne & la Brie.
2. La Normandie.
3. La Bretagne.
4. L'Orléanois, le Blésois, le Dunois, le Nivernois, le Berry, le Bourbonnois, & la Marche.
5. La Touraine, l'Anjou, le Loudunois, le Maine, le Vendomois, & le Perche.
6. Le Haut & le Bas Poitou.
7. La Saintonge, l'Aunis, la Ville & le Gouvernement de la Rochelle, l'Angoumois.

8. La

8. La Basse Guienne, le Périgord, la Gascogne, & le Limosin.
9. Le Haut & le Bas Vivarets, avec le Velay, & Forest.
10. Le Bas Languedoc, savoir Nîmes, Uzés, Montpellier, jusqu'à Beziers inclusivement.
11. Le reste du Languedoc, la Haute Guyenne, Tolose, Carcassonne, le Quercy, Rouergue, l'Armagnac, Haute Auvergne.
12. La Bourgogne, le Lyonnais, le Beaujolois, la Bresse, la Basse Auvergne, & Gex.
13. La Provence.
14. Le Dauphiné & la Principauté d'Orange.
15. Les Eglises de la Souveraineté du Bearn.
16. Les Sevenes & le Givaudan.

Que s'il arrive, pour la commodité des Eglises, qu'il en fallust séparer une en deux, ou en joindre plusieurs en une, cela se fera au Synode Provincial, dont aussi le National sera averti.

OBSERVATIONS.

Cet arrêté fut pris au Synode de Paris 1565. Seulement après ces paroles, sans que l'un s'avance sur l'autre, étoient ajoutées celles-ci, sauf toutefois si le Synode est trop grand, & qu'il y ait trop grand nombre de Ministres, à le diviser en deux Provinces & en autant de Synodes.

Dès le Synode d'Orléans 1562. il fut dit, que la distribution des Provinces, à l'égard des Synodes Provinciaux, demeureroit en son premier état, & au cas que lesdites Provinces ayent trop grand nombre d'Eglises, elles seront divisées par l'avis des Synodes Provinciaux; lesquels prendront garde d'accommoder les Eglises qui se plaindront d'être incommodées, & les enverront à une autre Province qui leur sera plus commode, leur donnant pour cela des lettres, adressantes à la Province à laquelle elles seront renvoyées pour s'y joindre. Et quant aux Eglises qui ont été dressées depuis les derniers Synodes Provinciaux, & celles qui le seront ci-après, elles seront tenues de se ranger sous la Province de l'Eglise dont elles seront le plus près.

Au Synode de Vertueil 1567. il fut dit, que les Synodes Provinciaux se feroient selon les gouvernemens, au cas qu'il y ait nombre suffisant de Ministres pour faire un Synode. Et que quand quelque Eglise se plaindroit d'être incommodée par là, & qu'il y auroit dispute d'une Province contre l'autre, elles choisiroient une troisième Province pour en connoître.

Au Synode de Figeac 1579. il est dit, que les Provinces demeureroient en l'estat qu'elles sont maintenant, pour le département des Synodes, sans y rien changer. Seulement elles sont exhortées chacune en particulier, de convoquer leurs Assemblées dans les lieux qui leur seront les plus commodes.

Au Synode de la Rochelle 1607. il est dit, qu'en lisant le département des Provinces, il a été trouvé bon, que celles qui sont grandes, & peuplées de grand

grand nombre de Pasteurs, avisent, s'il leur sera commode, de se séparer en deux, pour en venir prestes au Synode National prochain, qui est celui de S. Maixant.

Pour le regard de la distribution particulière des Provinciaux, qui se trouve presentement inserée dans cet article de la Discipline, il y a eu quelques ordres pris & changez, ou confirmez par les Synodes Nationaux.

Au Synode de saint Maixant 1609. sur l'article 15. du 8. chap. de la Discipline, dans la distribution des Provinces, celle de l'Isle de France, du pais Chartrain, de la Brie, de la Picardie, & de la Champagne, & les Eglises de la Souveraineté de Sedan, ayant requis qu'on approuvât les partages desdites Provinces en deux Synodes. La Compagnie n'a pas jugé à propos de faire cette séparation; & elle leur a enjoint de demeurer unis comme auparavant: nonobstant ce qu'ils en avoient arrêté dans leur Synode Provincial, & la seconde instance des Députés de ladite Province dans la presente Assemblée.

Aussi ledit Synode ne voulut pas admettre les Députés de Sedan en qualité de Députés, mais seulement comme Pasteurs particuliers, à l'ouïe de ce qui concerne la doctrine & la Discipline.

Au Synode de Gap 1603. sur ce même article. Il est dit que les Freres de Bretagne se pourvoiront d'un nombre de Pasteurs convenable pour faire un Synode Provincial, autrement il sera avisé au prochain Synode National à quelle Province ils se joindront.

La separation de la Province de Bourgogne, du Lionnois &c. d'avec celle de Dauphiné & de la Principauté d'Orange, fut faite au Synode de Nismes 1572.

Quant à la Provence, il fut dit au Synode d'Allez 1620. que les difficultez qui se sont rencontrées sur la proposition de réunir les Eglises de Provence avec la Province du Bas Languedoc, ou avec celles de Dauphiné, ayant fait juger que pour le present on n'y peut apporter de changement: d'autant néanmoins que le nombre des Eglises qui sont en Dauphiné est fort grand; & qu'il semble, qu'à cause de la proximité une partie pourroit être commodement jointe à ladite Province de Provence, pour constituer un Synode en nombre convenable: ladite Province de Dauphiné avisera quelles de leurs Eglises peuvent être ajoutées à la Provence pour en faire déclaration au prochain Synode National. Cependant l'affaire n'ayant pas été rapportée au Synode suivant, les choses sont demeurées en l'état où elles étoient alors.

Au Synode de Charenton 1631. & à celui d'Alençon 1637. il fut pris quelques réglemens au sujet de la jonction de la Province de Bearn aux corps des Eglises du Royaume. Et depuis, il a été arrêté au Synode de Loudun 1659. que dans l'impression qui se fera de la Discipline Ecclesiastique, on prendra garde de mettre la Province de Bearn au nombre de celles qui composent les Synodes Nationaux.

C O N F O R M I T É.

Ceux qui prendront la peine de lire le 2. Canon du 1. Concile Universel de Constantinople, & le 8. de celui d'Ephèse, appercevront facilement que
noire

notre Discipline ne s'éloigne pas de la pratique des premiers Chrétiens. Et quant à la division d'une Eglise en deux, ou à la jonction de plusieurs en une, lors que la nécessité le demande, on en voit des exemples dans les monumens anciens; pour la jonction, la 8. Lettre du 1. Livre de Gregoire le Grand nous en fournit un exemple, & les Pères du 16. Concile de Toléde autorisent dans le Canon 5. la jonction & la division l'an 639. & déclarent même de quelle manière cela se doit faire. L'Empereur Charles le Chauve dans ses Capitulaires de l'an 844. donne pouvoir aux Evêques de diviser une Eglise en deux, lors que la nécessité & l'édification des peuples le desiront, & s'il leur donne pouvoir de diviser les Eglises, il ne faut pas douter qu'il ne leur accorde aussi celui d'en joindre plusieurs en une, pour des causes justes & légitimes. Avec le tems, les Papes se sont attribuez ce droit de jonction & de division des Eglises, bien qu'en France il ne leur soit pas permis de l'exercer sans le consentement de nos Rois, comme l'a remarqué feu Mr. de Marca dans le Chapitre 13. du 4. Livre des Libertez de l'Eglise Gallicane, où il traite de ces choses.

*T. 5. Conc.
p. 450.*

*T. 2. Ca-
pit. cap. 7.
p. 23. edit.
Baluz.
1677.*

XVI.

Un Ministre député par un Synode Provincial, pour aller au Synode ou au Colloque d'une autre Province, pour quelques affaires communes, peut avoir voix délibérative, non seulement pour le fait pour lequel il est venu, mais aussi durant toute l'Action, sinon qu'il s'agit de son fait particulier.

OBSERVATIONS.

Cet article fut ainsi dressé au Synode de Vitré 1583. sur la proposition qui en fut faite par les Députez d'Anjou.

On peut rapporter à cet article l'approbation faite au Synode de S. Maixant 1609. des députations qui se font en certaines Provinces de quelques Pasteurs vers une autre Province voisine, pour entretenir l'uniformité entre les voisins.

C O N F O R M I T É.

Je ne croi pas qu'on doive révoquer en doute que la même chose ne se soit pratiquée dans la Primitive Eglise; du moins on le peut recueillir du Synode de Turin, assemblé l'an 397. à la prière des Evêques de France; outre que les Synodes qui sont les maîtres de ces choses, en peuvent disposer comme bon leur semble.

*T. 1. Conc.
Gall. p.
27.*

CHAPITRE NEUVIÈME.

Des Synodes Nationaux.

ARTICLE PREMIER.

Les Synodes Nationaux seront convoquez d'an en an, autant que faire se pourra : & cet ordre sera suivi pour la Convocation, qu'à la fin de chaque Synode National, il y aura une Province choisie, qui aura la charge d'assigner aux autres le jour & le lieu du suivant.

OBSERVATIONS.

Il étoit porté par le Synode de Paris 1559. que les Synodes généraux s'assembleroient selon la nécessité des Eglises.

Au Synode de Poitiers 1560. il est dit, que dès à présent, & à la fin de chaque Synode, une Eglise certaine sera chargée d'assembler dans un an un Concile général de toutes les Provinces, auquel viendront un Ministre, & un Ancien, ou un Diacre, pour le moins, de chaque Province : étant en la liberté des autres Ministres de s'y trouver si bon leur semble, avec le congé de leur Eglise. Et audit Synode fut nommé l'Eglise d'Orléans, pour la convocation du Synode suivant, & il lui fut enjoint de l'assembler dans un an, ou environ.

Ce fut au Synode de Nîmes 1572. qu'on ajouta ces mots, autant que faire se pourra, pour la difficulté qu'on commençoit à rencontrer de s'assembler si fréquemment. Cependant au Synode de Figeac, il fut encore recommandé de tenir le Synode National d'an en an.

Depuis au Synode de Montpellier 1598. il fut dit, qu'ayant égard à la nécessité présente des Eglises, & jusqu'à ce que Dieu leur ait donné plus de moyens, la Compagnie a ordonné, que les Synodes Nationaux ne se tiendront que de trois ans en trois ans, sinon en cas de nécessité, comme d'hérésie ou de schisme, dont la Province qui sera chargée d'assembler le Synode connoistra : Et à condition que les Provinces enverront le nombre des Pasteurs, & des Anciens, porté par l'article de la Discipline, autrement ils ne seront reçus pour avoir voix deliberative au Synode.

CONFORMITE.

T. I. Conc. p. 710. Le 3. Concile de Carthage de l'an 397. ordonne dans le 2. Canon, qu'on assemblera tous les ans le Concile Universel d'Afrique, où toutes les Provinces qui ont des Primats devoient envoyer leurs Députés, afin qu'il ne manquât rien à l'autorité d'une telle Assemblée. Le 7. Canon fait encore mention de ce Concile Universel qu'on convoquoit tous les ans; & le 18. du Code Africain contient en substance le même Decret, & dans le 19. il y fait

fait mention du Concile Universel qu'on tenoit chaque année. Le 3. Concile de Tolède, qu'on croit avoir été tenu l'an 589. de notre Seigneur, étoit composé des Evêques de toute l'Espagne & Galice, c'est à dire que c'étoit un Synode National; & c'est à mon avis à ces sortes d'Assemblées qu'il faut rapporter la fin du Canon 18. du même Concile; & avant ce tems-là, le Pape Leon I. dans son Epître 93. parle de la célébration d'un Concile général en Espagne. Quoi qu'il en soit, notre Discipline, qui veut qu'on convoque d'an en an les Synodes Nationaux, ajoute pourtant cette condition à son Ordonnance, *autant que faire se pourra*. Les Evêques d'Afrique, qui avoient accoutumé, comme nous avons vu, de convoquer tous les ans un Synode Universel de toute la Nation, ou comme ils le nomment encore un *Concile plénier*, reconnoissent avec le tems que cela ne se pouvoit faire, sans causer trop de peine & trop de fatigue aux Evêques; c'est pourquoi ils résolurent de n'en convoquer que quand la nécessité le desireroit, c'est à dire quand la cause commune de toutes les Eglises d'Afrique les obligerait à le faire. Le 4. Concile de Tolède qui étoit National, & qui fut assemblé l'an 633. déclare dans le Canon 3. qu'on ne doit convoquer de ces Synodes Nationaux, que lors qu'il s'agit de la foi, ou de quelqu'autre affaire où toutes les Eglises de la Nation sont intéressées.

T.4. Conc.
p. 493.
p. 506.

Cod.
Afric.
Can. 95.

T.4. Conc.
p. 582.

L'Article que nous examinons desirer encore une chose que nous ne devons pas passer sous silence, sçavoir qu'à la fin de chaque Synode National, une Province soit chargée d'assigner aux autres le jour & le lieu du suivant; ce qui revient à peu près à ce qu'ordonna l'an 441. le Concile 1. d'Orange dans le Canon 29. *qu'un Synode ne se sépare point sans en assigner un autre*. Le Canon 18. du Concile 3. de Tolède, dont nous avons parlé ci-dessus, 74. prescrit la même chose, & peut-être aussi le 73. du Code Africain, & il paroît par le Canon 95. que l'Eglise de Carthage faisoit la convocation des Synodes Nationaux d'Afrique lors qu'il étoit nécessaire.

T.1. Conc.
Gall. p.

I I.

S'il survient en une Province quelque difficulté, elle aura le soin d'en donner avertissement à celle qui aura la charge de la Convocation, afin que celle-ci, puis après, faisant ladite Convocation, en donne aussi avis aux autres Provinces, & que par ce moyen chacun puisse venir prêt au Synode, pour en faire la résolution.

O B S E R V A T I O N S.

An Synode de Paris 1565. ce règlement fut pris. En la convocation des Synodes Nationaux, on est d'avis de garder désormais l'ordre qui s'ensuit. Il y aura une Eglise choisie, qui aura la charge de marquer aux autres le jour & le lieu de la convocation. A cette Eglise toutes les difficultés qui surviendront par les Provinces seront envoyées. Si elles sont telles qu'il soit besoin que le Synode National en connoisse, ladite Eglise le convoquera dans le tems

dit, en tems & lieu commode, & elle en donnera avis à chaque Province; trois mois auparavant, & enverra un double des difficultez, qu'elle aura reçues de part & d'autre, ausdites Provinces, pour y aviser. Et, afin que ceux qui auront charge de ladite convocation, sachent où adresser leurs lettres: il fera bon qu'en toutes les Provinces une Eglise soit choisie entre toutes, afin de recevoir lesdites lettres, & suivant ces lettres, assembler le Synode Provincial dans lesdits trois mois, où les difficultez envoyées seront pesées & examinées, & les raisons soigneusement écoutées de part & d'autre, pour être envoyées au Synode général.

Dès le Synode de Poitiers 1560. Il fut dit, que l'Eglise d'Orleans seroit entendre, trois mois devant la convocation du Synode, à toutes les Eglises, le lieu, le jour, & les questions les plus difficiles qui y devoient être traitées. Et que, pour cet effet, les autres Eglises lui enverroient, dans neuf mois, les difficultez qu'elles voudroient être prevenues.

Au Synode de Montpellier 1598. il est porté, que, quand une Province désirera quelque notable changement aux articles de la Discipline, elle en donnera avis à celle qui est chargée de convoquer le Synode National, afin que, par elle, toutes les autres en étant averties, leurs Députés en puissent venir prêts audit Synode, n'entendant toutefois astreindre ledit Synode National de suivre le jugement des particuliers.

Au Synode de Gergeau 1601. il a été arrêté, que désormais la Province qui aura la charge de convoquer le Synode National, aura l'autorité de dénoncer le jeûne général à toutes les Provinces, quand elle jugera qu'il en sera besoin.

Le même règlement a été confirmé au Synode de Loudun 1659. qui ajoute seulement que ce sera selon l'avis des autres Provinces, & de ceux qu'elle demandera aux plus proches.

Au Synode de Gap 1603. quelques Provinces, & quelques Eglises particulières, sont grièvement censurées, pour avoir de leur propre autorité entrepris quelque chose qui regardoit le général des Provinces, sur quoi il fut dit, que les Provinces seroient averties de ne donner à l'avenir l'autorité à une seule Eglise, ou à une seule personne, pour disposer des choses qui peuvent concerner le général desdites Provinces, sans le leur avoir communiqué à toutes.

C O N F O R M I T É.

*Mss. lib. 7.
cap. 27.
p. 30.*

Il paroît par le recit que fait Eusèbe des Synodes où Paul de Samosate fut déposé & son hérésie anathématisée; il paroît, dis-je, que les Provinces s'avertissoient des affaires qui survenoient dans quelqu'une d'elles, & qui ne pouvoient être terminées que dans un Concile.

III.

Et, parce qu'il est mal-aisé aujourd'hui, & même dangereux, d'assembler le Synode National en grand nombre de Ministres & d'Anciens,

ciens, on a été d'avis, pour ce tems ici seulement, & durant de telles difficultez, que les Frères assemblent en chaque Synode Provincial élisent deux Ministres & deux Anciens, des plus experts dans les affaires de l'Eglise, pour les y envoyer, au nom de toute la Province; & ces Députés y viendront avec des témoignages suffisans, & chargez de bons memoires, signez par le Modérateur & par le Scribe du Synode Provincial; & afin qu'il n'y ait point de défaut, trois ou quatre Pasteurs, & autant d'Anciens, seront nommez, afin que si les premiers nommez ne peuvent faire le voyage, il y en ait d'autres qui puissent tenir leur place.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode de Paris 1565.

Ces mots, signez par le Modérateur & Scribe du Synode Provincial, sont du Synode de Montauban 1594. Les paroles suivantes, Et afin qu'il n'y ait point de défaut, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de Gergeau 1601.

Pour le regard du nombre des Députés, au Synode de la Rochelle 1581. il est dit, que le 3. article des Synodes Nationaux demeurera. Mais pour le bien des Eglises, il sera ajouté, que, le plus que faire se pourra, on y enverra désormais deux Ministres, & deux Anciens de chaque Province. Ce qui a été depuis pratiqué, à la réserve de deux Provinces, Provence & Bretagne, qui n'envoient qu'un Pasteur & un Ancien.

Au Synode de Montpellier 1598: il est dit, que désormais les Provinces nommeront trois ou quatre, pour se trouver aux Synodes Nationaux, afin que si quelqu'un est empêché par maladie d'y aller, les autres puissent suppléer à ce défaut.

Au même Synode, il est dit, que si les Provinces n'envoient au Synode National le nombre de Pasteurs & d'Anciens porté par l'article, leurs Députés ne seront point receus pour avoir voix délibérative audit Synode.

Au Synode de Gap 1603. il est dit, que les Provinces qui n'ont envoyé le nombre de Pasteurs & d'Anciens, porté par la Discipline, sont excusées pour cette fois: Mais qu'à l'avenir elles se conformeront toutes à ce qui en fut ordonné à Montpellier, autrement qu'elles n'auront pas de voix délibérative.

Au Synode de Loudun 1659: ce reglement a été pris. Afin que désormais les députations aux Synodes Nationaux soient complètes, outre les reglemens ci-devant faits sur ce sujet, la Compagnie ordonne, que ceux qui ne s'y trouveront pas, selon leur députation, informeront le Synode des raisons de leur absence, & de l'ordre qu'ils auront donné pour y faire trouver ceux qui étoient substitués, qui en jugera. Et s'ils ne le font, il est enjoint aux Provinces d'en prendre une exacte connoissance, & de procéder contre ceux qui auront défaut, sans de pertinentes raisons, jusqu'à la suspension de leurs charges, dont on rendra compte au prochain Synode National.

Le Synode de Tonneins 1614. censure grièvement le Consistoire d'une Eglise particuliere, pour s'être opposé à ce que son Pasteur se trouvât au Synode où il avoit été député, & même n'approuve pas que ledit Pasteur ait acquiescé à la volonté dudit Consistoire, au préjudice de l'arresté du Synode Provincial, & il nomme des Députez pour se transporter sur les lieux, & pour apliquer la censure audit Consistoire, en execution dudit arresté.

Au Synode de la Rochelle 1571. Il est laissé à la liberté des Provinces, d'envoyer au Synode National suivant ceux qui avoient été Deputez au precedent, selon qu'elles le jugeront expedient.

Pour ce qui regarde les lettres d'envoi des Deputez aux Synodes Nationaux, on a pris divers reglemens. Au Synode de Gap 1603. Le pouvoir donné au Deputé d'une Province pardevant Notaire & témoins est excusé pour cette fois. Mais il est dit, que désormais elle n'usera de telles formes, mais de lettres d'envoi signées des Moderateurs & des Scribes du Synode Provincial.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il est dit, qu'en la lecture des lettres d'envoi, celles de quelques Provinces n'ayant pas exprimé la clause qui promet approbation, & soumission aux choses qui seront arrestées & résolues, elles ont été averties, pour l'avenir, de ne l'omettre plus, comme étant très-necessaire pour la validité des conclusions de telles Assemblées.

Au Synode de Tonneins 1614. Il est enjoint, à l'avenir, à toutes les Provinces, d'exprimer les noms propres & les surnoms des Pasteurs & des Anciens deputez, de specifier les lieux auxquels ils exercent leurs charges, & parce que le manquement, remarqué dans les Synodes Nationaux precedens, s'est encore trouvé dans plusieurs lettres des Provinces, en ce qui regarde la soumission & l'obeissance, il est ordonné qu'elle sera promise en propres termes, pour tout ce qui sera conclu & arrêté, sans condition ou modification.

Au Synode de Vitry 1617. cette forme de lettres d'envoi fut dressée pour être suivie par les Provinces quand elles deputeront au Synode National. Nous promettons devant Dieu, de nous soumettre à tout ce qui sera conclu & resolu en votre sainte Assemblée, y obeir, & l'executer de tout nôtre pouvoir, persuadez que nous sommes que Dieu y presidera, & vous conduira par son Saint Esprit en toute verité & équité, par la regle de sa parole, pour le bien & pour l'édification de son Eglise, & à sa grande gloire. C'est ce que nous lui demandons par nos prieres, &c.

Au Synode de Castres, d'autant que les Deputez d'une Province particuliere se présentèrent avec des lettres d'envoi qui ne portoient point la clause de soumission, il leur fut déclaré qu'en les recevant, pour cette fois, ils ne pourront, à l'avenir, être admis aux Synodes Nationaux, pour y avoir voix deliberative, sinon lors qu'on fera la lecture de la confession de Foi, à l'égard de laquelle seule elle conservoit l'union avec nos Eglises: depuis elle s'est assujettie à l'ordre.

Au même Synode, les Deputez d'une autre Province furent exhortez, de tenir la main à ce que désormais leur Synode Provincial ne permette plus, que les lettres d'envoi, & les memoires qui seront apportez aux Synodes Nationaux par leurs Deputez, soient dressés hors des Assemblées Synodales, & signez d'autres que des Moderateurs de l'Action, ou de ceux qui leur feront subrogez,

ger, en cas que quelqu'un desdits Modérateurs entre dans la députation.

Ce qui fut cause qu'au même Synode le règlement de Tonneins fut renouvelé en ces termes. A cause de divers défauts qui se sont rencontrés dans les lettres d'envoi, apportées par les Deputez de quelques Provinces, toutes sont exhortées de tenir la main à l'exécution du règlement pris au Synode de Tonneins, touchant l'expression des noms, & des surnoms, de ceux qui sont Deputez : Comme aussi, de prendre garde que les lettres d'envoi & les memoires ne soient signez des Deputez au Synode National, ou de leurs substituez.

Le même Synode declare, qu'on n'usera point dans les lettres d'envoi, portées par les Deputez des Eglises particulieres aux Colloques & aux Synodes Provinciaux, de clauses de soumission si absolues, que celles qui sont insérées dans les lettres des Provinces aux Synodes Nationaux.

Au Synode de Charenton 1631. Il est enjoint à une Province particuliere de n'omettre plus à l'avenir la clause de soumission, qui ne s'étoit pas trouvée dans les lettres d'envoi apportées à ladite Compagnie.

Le Synode de Charenton 1644. expliquant l'article 3. du 9. chapitre de la Discipline, dit que la Compagnie déclare que les memoires, dont chaque Province charge les Deputez qu'elle envoie au Synode National, doivent être résolus dans les Synodes Provinciaux, à la pluralité des voix, & signez dans lesdites Assemblées par les Modérateurs, à faute dequoi, on n'y aura point d'égard, non plus qu'aux propositions que les particuliers pourroient avancer de leur chef, sans aucune charge.

Au même Synode, il est dit, qu'à cause du manquement qui s'est rencontré dans quelques lettres d'envoi des Provinces, il est enjoint à toutes, d'insérer dans leurs lettres les noms propres & les surnoms de leurs Deputez. Et, conformément aux susdits réglemens, une Province particuliere est avertie au même Synode de faire signer les lettres d'envoi de ses Deputez dans le Synode qui les a nommez, & d'insérer en elles la clause de la soumission aux Synodes Nationaux, telle qu'elle est exprimée dans l'article de la Discipline.

On peut fort bien rapporter ici les réglemens qui ont été pris au sujet des brigues qui se font dans les Provinces, pour les deputations aux Synodes Nationaux.

Au Synode de S. Maixant 1609. Sur la proposition faite par les Deputez de l'Isle de France, les Provinces sont chargées de proceder par toutes censures, même par suspension des charges, contre ceux qui seront convaincus d'avoir brigué les deputations aux Assemblées Politiques, ou aux Ecclesiastiques, dans lesquelles ceux qui s'y trouvent de la part des Provinces, feront serment de n'avoir pas été député par de telles brigues : Et qu'en donnant leurs voix, pour députer à de telles Assemblées, en quelque lieu que ce soit, ils n'ont donné lieu par leur suffrage à ceux qui auroient demandé, brigué, ou recherché de telles deputations, & ne les auront demandées ou recherchées pour eux-mêmes, par de telles, ou semblables voyes.

Au Synode de Privas 1612. Il a été résolu par la Compagnie, que désormais dans les Synodes Nationaux, de peur qu'à l'élection des Modérateurs, il n'entre quelqu'un qui ait brigué sa députation, on lira les lettres d'envoi des Deputez des Provinces, avant que de proceder à la nomination des Modérateurs,

teurs, & que le Pasteur du lieu, où sera convoqué le Synode, prendra de chacun des Députez le serment, s'ils n'ont point brigué leur députation.

Au Synode suivant de Tonneins 1614. le premier article porte, qu'après l'invocation du nom de Dieu, il a été procédé à la lecture des lettres d'envoi, pour connoître la vocation des assistans, & qu'on a tiré d'eux le serment de n'avoir point brigué leur députation, ni sceu qu'aucun de leurs Compagnons l'ayent fait.

Au Synode de Vitré 1617. Chaque Député a juré & protesté devant Dieu, de n'avoir en aucune sorte brigué, ni sceu qu'aucun de ses Collegues ait brigué sa députation.

Au Synode d'Alex 1620. Il est dit, que chaque Député à cette Compagnie a fait serment, selon l'ordre du Synode de Privas, de n'avoir brigué sa députation, ni directement, ni indirectement, ni pour soi, ni pour les autres. Et que la même chose sera faite désormais dans tous les Synodes.

Au Synode de Castres 1626. il est porté, qu'en consequence du règlement du Synode de Privas, il est enjoint aux Provinces de faire prêter le serment aux Députez de chaque Eglise, qu'ils ne donneront leurs voix à ceux qui seront reconnus briguer les suffrages, pour être envoyez au Synode National.

On peut rapporter encore à cet article ce qui est porté par le susdit Synode de Privas, que, sur la proposition des Députez du Bas Languedoc, à l'entrée du Synode, désirant qu'avant que de passer outre, la Compagnie avisé, s'il n'y en a point entre les Députez des Provinces, qui, depuis leur élection, ayant commis des actes suffisans pour les exclure de cette Assemblée; on a trouvé bon de faire cette recherche, pour aviser à leur censure.

Quant aux personnes qui peuvent être admises dans les Synodes Nationaux, outre les Députez, voici tout ce qui se trouve statué par les réglemens sur ce sujet.

Les Députez generaux y ont leur seance, & voix délibérative & decisive.

Au Synode de Vitré, il est dit que, le 6. Juin Monsieur de Berteville, Député general, est venu dans la Compagnie, en laquelle il a été receu, selon l'ordre, pour y avoir voix délibérative & decisive; Et qu'il y a juré & signé l'union des Eglises Reformées de ce Royaume.

Au Synode de Charenton 1631. Il est dit que, lors que les Sieurs Députez generaux assisteroient aux Synodes Nationaux, ils y prendroient leur seance en chaise, au dessus de tous les Députez des Provinces.

Quant aux Professeurs en Theologie, il a été dit ci-dessus, au Synode de S. Maixant, qu'ils ne peuvent avoir de seance dans les Synodes Nationaux, qu'en qualité de Députez des Provinces, étant laissé à la liberté desdites Provinces de les y envoyer.

Quant aux Pasteurs & aux Anciens non Députez, au Synode de Gap 1603. il fut dit, qu'attendu les inconveniens qui arrivent ordinairement dans ces Assemblées, par le moyen de ceux qui n'y sont pas députez; Il a été jugé, que, pour éviter de tels inconveniens, désormais les particuliers, qui n'auront point été députez par les Synodes Provinciaux, n'auront seance ausdits Synodes Nationaux, qu'aussi long tems, & dans les choses qui seront trouvées bonnes par la Compagnie.

Depuis, ce règlement fut pris au Synode de la Rochelle 1607. Sur l'instance de plusieurs Pasteurs & de plusieurs Anciens de diverses Eglises, qui n'étant point Députés, désireroient d'assister dans l'Assemblée, pour voir & ouïr tout ce qui s'y passeroit : La Compagnie considérant leur grand nombre, qui croissoit excessivement, & qui attiroit de la confusion & d'autres mauvaises conséquences, si tous y eussent été admis indifféremment en toutes choses, Elle n'a pas été d'avis de donner entrée à d'autres qu'aux Députés, sinon lors qu'on traitera des choses qui sont de la doctrine, & de la Discipline en general : Ce qui servira de règlement pour l'avenir. Et ceux qui se présenteront, n'ayant autres affaires, ne seront même reçus à ces choses, s'ils n'aportent attestation du congé de leurs Eglises, avec limitation du tems de leur demeure.

Au même Synode, il fut dit, que les Proposans pourroient être admis dans les Synodes Nationaux, lors qu'on traiteroit de la doctrine & de la Discipline en general, s'ils ont bon témoignage. Quant aux autres personnes qui ne sont pas Ecclesiastiques, de quelque qualité & condition qu'elles soient, il n'a pas été jugé à propos de les y admettre pour la consequence.

Au Synode de S. Maixant 1609. Il est dit, que désormais les Provinces seront averties, pour de grandes considerations, de retenir dans leurs Eglises, par leur autorité, les Pasteurs & les Anciens qui ne sont point députés au Synode National, afin de prévenir toutes les importunités de ceux qui s'y trouvent sans charge. Ce règlement fut pratiqué au Synode de Vitré 1617. tant envers les Pasteurs du lieu qu'envers les autres, & même aussi envers les Proposans qui étoient sur les lieux. Le même règlement fut pratiqué & confirmé, au Synode d'Alex 1620. qui admet les Pasteurs du lieu, & deux Anciens seulement, choisis par le Consistoire, & les autres Pasteurs sous les conditions du règlement de la Rochelle confirmé à Vitré.

On peut rapporter le règlement pris au Synode de Loudun 1659. touchant l'ordre qui doit être suivi pour donner les avis au Synodes Nationaux, concen en ces termes. Dans les Synodes Nationaux, après que le Modérateur a joint & le Secrétaire de l'ordre des Pasteurs auront dit leur avis, le Secrétaire de l'ordre des Anciens dira le sien : Ensuite Monsieur le Député général : puis après tout le corps des Pasteurs, & celui des Anciens députés des Provinces, & enfin le Modérateur recueillira les voix & fera la conclusion, auquel ordre & rang d'opiner se conformeront pareillement les Synodes Provinciaux.

Au Synode de la Rochelle 1607. les Députés du corps de ladite Ville avant demandé d'être admis audit Synode : La Compagnie ne fut pas d'avis qu'ils y fussent admis, veu que c'étoit une Assemblée purement Ecclesiastique.

C O N F O R M I T É.

Le 3. Concile de Carthage, assemblé l'an 397. réduit les Députés au nombre de trois dans le Canon 2. le 18. du Code Africain, qui est en substance le même que celui de Carthage que je viens de citer, parle de deux Députés, en laissant toutefois aux Provinces la liberté d'en envoyer en plus grand nombre; le 76. du même Code fait mention en général de ceux qui seront choisis par les Synodes Provinciaux pour assister aux Nationaux; mais ils s'accor-

T. I. Conc.
Gaill. p.
710.

dent tous en une chose, ſçavoir que dans chaque Province on choiſſoit ceux qui ſe devoient trouver au Synode National. Pour ce qui eſt des mémoires & des inſtructions que les Députez doivent apporter, il en eſt fait ſouvent mention dans l'Ancienne Diſcipline ſous le nom de *Commonitorium*, dont il eſt parlé juſqu'à quatre fois dans la ſeule Lettre du Concile d'Afrique au Pape Boniface, & ſouvent ailleurs. Le Concile de Mérida, que je citerai ſur l'Article 10. le preſcrit dans le 5. Canon, & appelle cela des inſtructions.

*Cod.
African.
pag. 402.
403.404.*

IV.

Aux Miniſtres & aux Anciens, Députez pour le Synode National, les Synodes Provinciaux ne limiteront point de terme certain pour retourner, mais ils ſouffriront qu'ils demeurent audit Synode, tant & ſi longuement qu'il en ſera beſoin : & leſdits Députez viendront aux frais & dépens communs de toute la Province.

OBSERVATIONS.

Cet article eſt du Synode de Paris 1565.

Au Synode de Tonneins 1614. Il eſt dit, qu'il paſſera en jugement général que les Provinces partageront entr'elles les frais des Eglises dont les Paſteurs ſeroient employez dans les Aſſemblées générales, tant Eccleſiaſtiques que Politiques.

Au Synode de Charenton 1631. Il eſt dit, qu'en explication du réglemeſt dreſſé au Synode National de Tonneins, obſervation ſeptième ſur celui de Privas, ordonnant aux Provinces de porter, &c. La Compagnie déclare que leſdits frais faits par les Eglises particulières, pour être ſervies pendant l'abſence de leurs Paſteurs, doivent être reſtituez, non par les Paſteurs ſur leurs gages, mais par la Province qui les a députez, ſur les deniers appartenans à toutes les Eglises de ſon département, &, à cette occaſion elle met à néant les appellations de diverſes Eglises ſur ce ſujet.

Les frais même de quelques Députez d'un Synode particulier, pour l'exécution d'une charge qui leur auroit été donnée par le Synode National, doivent être repetez ſur la Province, à qui le Synode d'Alençon 1637. ordonne d'avoir ſoin de leur rembourſement.

CONFORMITE.

Les Synodes Provinciaux étant inférieurs aux Nationaux, ils ne peuvent limiter de tems à leurs Députez à un Synode National, où ils ſont obligez de demeurer juſqu'à la fin de l'Aſſemblée, ce qui eſt très conforme à l'Ancienne Diſcipline, ſelon laquelle il n'étoit pas permis de ſe retirer avant la diſſolution du Concile, comme nous l'avons juſtifié ſur l'Article 13. du Chapitre précédent.

V.

Au commencement des Synodes Nationaux, les Articles de la Confession de Foi & de la Discipline seront lus.

O B S E R V A T I O N S.

Dès le Synode de Lion 1563. il fut dit, qu'au commencement des Synodes, tant Provinciaux que Nationaux, tous les articles de la Discipline seroient lus.

Au Synode de la Rochelle 1571. il est dit d'abord, que, parce que le vrai établissement de la Discipline Ecclesiastique provient de la pureté de la doctrine, bien & deuëment entretenue dans l'Eglise, il a été arrêté qu'on commencera par la lecture de la Confession de Foi des Eglises de France.

Enfin l'article fut dressé tel qu'il est présentement, au Synode de Gerse 1601.

On peut rapporter encore à ce même acte, ce qui fut arrêté au Synode de Privas 1612. & réitéré au Synode d'Alex 1620. pour un serment d'union, signé de tous les Députés au Synode, & qui fut fait avant toute autre chose, même avant la lecture de la Confession de Foi; qui a été rapporté ci-dessus sur l'article 3. du chapitre 6.

C O N F O R M I T E.

Dans les anciens Conciles, on lisoit & on confirmoit les Confessions de Foi qui étoient reçues dans l'Eglise; c'est ainsi qu'en usa le Concile Universel de Constantinople, à l'égard de la Confession de Foi de Nicée; le même Symbole fut lu dans la première Action du 1. Concile d'Ephèse; & le Concile de Calchédoinne renouvelle & confirme les Symboles de Nicée & de Constantinople, dont les exemplaires sont produits, & approuve de plus tout ce qui fut arrêté à Ephèse contre Nestorius l'an 431.

Pour ce qui est de la lecture des Canons, qui faisoient la Discipline de ce tems-là, on la recueille visiblement du 1. Canon du Synode de Calchédoinne, qui ordonne d'observer tous les Canons qui avoient été faits auparavant; & le quatrième du 4. de Tolède de l'an 633. en prescrit formellement la lecture. Qu'on lise ce que j'ai écrit sur l'Article 9. du Chapitre premier.

*T. 1. Conc.
p. 660.
Tom. 2.
p. 240.
Tom. 3.
p. 337.
338. 339.
T. 4. Conc.
p. 183.*

V I.

Et afin que le Synode National ne soit occupé par des questions vuidées aux Actes des Nationaux passez, les Provinciaux seront avertis de lire soigneusement les Actes desdits Nationaux passez, avant que de dresser leurs memoires, & de n'envoyer rien qui ne soit commun

mun & général à toutes les Eglises, ou qui ne merite la résolution du Synode National.

OBSERVATIONS.

Ceci est du Synode de Paris 1565.

Au Synode de la Rochelle 1607. il est dit, que, pour prévenir à l'avenir la mauvaïse coûtume qui se glisse parmi les Eglises, & qui donne beaucoup d'affaires aux Synodes, par la lecture & par l'examen d'une infinité d'actes faits devant les Juges seculiers, qui introduiroit à la fin une manière de chicane, indigne de telles Compagnies: Il est deffendu, très-expressement; d'user à l'avenir de telles procédures, & enjoint à tous, de se tenir à la simplicité convenable à de telles matieres: sous peine à ceux qui y contreviendront, de n'être point ouïs en leurs propositions.

On peut rapporter à cet article les censures portées contre ceux qui apellent aux Synodes Nationaux, d'affaires de peu d'importance, & qui se pourroient aisement terminer dans les Provinces, comme il y en a deux au Synode de Charenton en la 5. & 7. des appellations, & au Synode d'Alençon 1637. en la premiere des appellations.

Au Synode de Poitiers 1560. il est dit, qu'on n'aportera aux Conciles generaux que les questions qui n'auront pû être vuïdées par les Conciles Provinciaux, & tout ce qui concernera toutes les Eglises en general.

C'est à cela encore que se rapporte le réglemant pris de ne rien porter au Synode National, qui n'ait précédemment passé par le Provincial. Au Synode de Charenton 1623. La Province de Bourgogne ayant requis, qu'à l'avenir nulle Eglise, & nul Pasteur, ne soient receus à faire aucune proposition ni demande au Synode National, que par la voix du Synode Provincial, & des Deputez de la Province; Le Synode a ordonné, que, suivant les réglemens ci devant faits, aucune proposition ne sera receuë aux Synodes Nationaux, qui n'ait été premierement portée au Provincial.

CONFORMITÉ.

ibid. p. 756. 757. Le Concile 8. de Toléde, convoqué l'an 653. de nôtre Seigneur, avoit fait un Decret approchant de celui-ci, par lequel il défendoit de renverser, de contredire & de s'opposer à l'exécution & à l'accomplissement de ce qui avoit été établi par une autorité universelle; ce Synode confirmant pour toujours, comme disent les Pères, les Constitutions générales & universelles.

VII.

Le Synode National pourra définitivement décider, & resoudre de toutes choses Ecclesiastiques; les Provinces en ayant au préalable été averties par celle qui a la charge d'assembler le Synode, tant que faire se pourra.

O B S E R V A T I O N S.

Il fut dit au Synode de Poitiers 1560. que le Concile pourra décider sans apel de toutes choses Ecclesiastiques, réservant les points qu'il jugera être nécessaires pour envoyer au Concile universel de toutes les Eglises du Royaume, & autres qui s'y voudront trouver. La convocation duquel est remise à la discrétion du Concile général, quand la nécessité le requiert. Mais ce Concile universel n'ayant été d'aucun usage, n'ayant pas même pu être convoqué à cause de la Police de l'Etat, cela se vuide dans les Synodes Nationaux qui ont desormais ce pouvoir de régler toutes les choses Ecclesiastiques.

Au même Synode de Poitiers il est dit, que, quand il y aura contestation ou débat sur les articles de la Foi, de la doctrine, ou herésie, qui ne se pourra vider par disputes aux Conciles généraux ou Provinciaux : les Diacres & les Anciens seront choisis pour reduire leurs voix à pareil nombre que les Ministres. Quant aux autres faits & réglemens de Police, toutes les voix seront recueillies, encore que celles des Diacres & des surveillans surpassent en nombre celles des Ministres.

Au Synode de Lion 1563. il fut ordonné qu'on ne divulgueroit autres articles de la Discipline Ecclesiastique, que ceux qui sont résolus par l'avis commun de tous.

Le mot, Ecclesiastiques, fut ajouté au Synode de Vitré 1583.

Ces Paroles, les Provinces en ayant au préalable, &c. jusqu'à la fin, avoient été ôtées au Synode de Gap 1603. mais elles furent remises au Synode de la Rochelle 1607. avec la limitation de celles-ci, tant que faire se pourra. Cependant le même Synode de Gap, qui les avoit ôtées, renvoye quelques questions sur la Confession de Foi aux Provinces, pour en venir prestes au National.

Enfin ce réglemant fut pris au Synode de Tonneins 1614. Il a été ordonné, pour l'avenir, à la requisiion de plusieurs Provinces, que les Synodes Nationaux non seulement ne changeront aucune chose à la Confession, au Catechisme, au Formulaire des Prières, & à la Discipline, si la chose n'est proposée au nom d'une Province, ou de plusieurs ; Mais aussi que si la chose est de grande importance, elle ne sera point résoluë sans avoir été au préalable agréée de toutes les Provinces deuëment averties ; & s'il arrive que quelque Province s'en avise de bonne heure, elle pourra en écrire à celle qui aura la charge de convoquer le Synode National : lequel, en cas que la chose presse, la pourra toucher dans les lettres de convocation, afin qu'elles viennent préparées sur cela.

C O N F O R M I T É.

Ce réglemant s'accorde très-bien avec les anciens Canons, par exemple, avec le 6. de Nicée, selon l'explication que lui donnent les Evêques d'Afrique dans leur Lettre au Pape Célestin, avec le 2. & le 6. du 1. Concile de Constantinople, le 8. du 1. d'Ephèse, le 9. & 17. de Calchédoin, le 12. d'Antioche,

le 19. 28. 95. & 125. du Code Africain : Ceux qui désireront de plus grandes lumières pour l'intelligence de cét Article, n'ont qu'à lire ce que j'ai écrit sur le 10. du Chapitre 8.

VIII.

Les résolutions se feront par les Députez des Provinces. Que s'il s'y trouve d'autres Ministres que les Députez, ils pourront bien proposer ce qu'ils jugeront qui se doit faire; mais ils n'auront pas de voix délibérative, & décisive.

OBSERVATIONS.

Toutes les observations qui ont été faites sur l'article 3. de ce chapitre, touchant les personnes qui peuvent & doivent être admises aux Synodes Nationaux, peuvent encore avoir leur lieu sur celui-ci.

CONFORMITÉ.

I.4 Conc.
p. 756.
757.

Le même Canon du Concile de Tolède, que j'ai allégué sur l'Article 6. porte expressément que si dans un Synode un petit nombre, par ignorance, ou par contention, est d'un avis différent des autres, il faut qu'étant avertis ils le cèdent au plus grand nombre, ou bien qu'ils sortent de l'Assemblée avec honte, & qu'ils soient excommuniés pendant un an. Dès le 4. Siècle, le grand Concile de Nicée avoit remis la décision des affaires à la pluralité des suffrages dans le Canon 6. Decret que le 19. d'Antioche renouvella 16. ans après.

IX.

Ceux qui appellent des Synodes Provinciaux aux Nationaux, seront tenus de s'y présenter, ou d'envoyer d'amples mémoires, avec excuse legitime de leur absence. Et à faute de cela, la sentence du Synode Provincial sera ratifiée. Il en sera de même des appellations des Consistoires aux Colloques, & des Colloques aux Synodes Provinciaux.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de sainte Foi 1578. Ces paroles, avec excuse legitime de leur absence, sont du Synode de Viiré 1583.

Au Synode de Viiré 1617. & en plusieurs autres, diverses appellations sont renvoyées, & mises à neant, faute de mémoires.

On peut rapporter à cet article l'arrêt du Synode de la Rochelle 1607. qui porte, que, parce que plusieurs, dès l'ouverture de l'Assemblée, importunent la Compagnie, & troublent l'ordre des affaires, pressans les leurs particulières avec trop d'instance à cause des frais qu'ils peuvent faire, en un trop grand

grand séjour : Les Eglises seront averties , qu'à l'avenir on ne procedera aux appellations qu'au 7. jour après la convocation du Synode , afin que ceux qui ont intérêt , ne se precipitent pas trop , & qu'ils aient le loisir de se presenter à-propos.

On peut encore rapporter à cela le règlement du même Synode de la Rochelle , portant que , quand dans une Eglise il survient quelque différent entre plusieurs parties , ou qu'une Eglise a contestation avec l'autre , désormais , dans les Synodes Provinciaux & Nationaux , les parties différentes ne pourront envoyer plus de deux Députez de chaque côté , & qu'à l'avenir il n'en sera pas admis un plus grand nombre dans lesdites Assemblées.

On doit aussi rapporter au même article le règlement du Synode de Charenton 1623. qui dit , que les Députez des Provinces aux Synodes Nationaux ne seront admis à parler pour aucune Eglise , ni pour aucuns particuliers appellans du jugement de la Province : bien pourront-ils porter les memoires & les instructions desdites Eglises ou desdits particuliers , pour les presenter au Synode National , afin qu'ils soient mis entre les mains des Commissaires , pour en faire leur rapport.

C O N F O R M I T E'.

Le Canon 7. du 3. Concile de Carthage condamne l'Evêque , qui étant accusé de quelque chose , dont il n'a pas été justifié dans un Synode Provincial , ne comparoit pas au National , pour y faire juger définitivement l'accusation qu'on a intentée contre lui.

*T. 1. Conc.
pag. 710.
ann. 397.*

X.

Les Députez des Provinces ne partiront point , sans emporter les résolutions du Synode , signées de la main du Président & du Secrétaire. Et un mois après leur retour ; ils en donneront avis aux Colloques de leurs Provinces , afin qu'ils envoient querir les Actes dudit Synode ; & cela aux dépens desdits Colloques.

O B S E R V A T I O N S.

Ces dernières paroles , & un mois après , &c. jusqu'à la fin , sont du Synode de Montpellier 1598.

Quant aux actes & aux personnes particulieres , il fut ordonné au Synode de la Rochelle 1607. que désormais les actes particuliers , qui concernent les appellations & les censures , & choses semblables , ne seront delivrez qu'à ceux qui y ont intérêt. Mais , ensuite , cet article du Synode de la Rochelle fut révoqué au Synode de S. Maixant , pour plusieurs considerations.

C O N F O R M I T E'.

Ce que j'ai remarqué sur l'Article 13. du Chapitre 8. suffit pour l'éclaircissement

T. 4. Conc. fement de celui-ci, j'ajouterais seulement que tous ceux qui composoient les
pag. 183. Synodes, en signoient les Actes, comme il paroît par les souscriptions des
Et 826. Anciens Conciles; ce que le 4. Concile de Tolède prescrit l'an 633. dans le
 Canon 4. & que l'11. du même lieu pratique, & en fait sa déclaration dans
ib. pag. le 16. l'an 675. de Jesus Christ; à quoi l'on peut ajouter le Canon 5. de ce-
802. lui de Mérida en Portugal de l'an 666. puis qu'il ordonne la même chose.

X I.

Et afin que les Actes des Synodes soient conservez, & qu'on s'en puisse servir à l'avenir en la décision des questions qui se proposeront dans les Synodes Nationaux : lesdits Actes, tant du passé que de l'avenir, & tous les autres qui concernent les Synodes : Comme aussi les Articles de la Discipline, & de la Confession de Foi des Eglises Reformées, seront laissez en garde entre les mains des Députez de la Province qui sera nommée pour la convocation du Synode National suivant, & la dite Province en demeurera chargée pour les apporter audit Synode.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Nîmes 1572.

Au Synode de Vitré 1583. il est dit, que l'Eglise, dans laquelle le Synode National aura été assemblé, sera chargée d'envoyer les Actes dudit Synode à la Province qui aura charge d'assembler l'autre prochain Synode. Au même Synode, il fut trouvé bon de faire un cachet pour sceler les lettres d'importance qui seront envoyées au nom du Synode National, lequel sera envoyé à la Province où se doit tenir ledit Synode.

Cet article de la Discipline étoit du commencement placé dans le chap. précédent; mais au Synode de Gergeau 1601. il fut transporté dans ce chapitre, Et le mot de Nationaux fut mis au lieu de celui de Provinciaux, Et on ajouta le mot de Confession de Foi.

Au Synode de Gap 1603. il fut dit, que la Province, qui sera chargée de convoquer le Synode National, aura aussi la charge d'y représenter l'original de la Confession de Foi, lequel pour cet effet sera dressé, & signé de cette Compagnie.

Au même Synode, deux personnes furent nommées, l'une pour la Bretagne, Et l'autre pour le Languedoc, pour faire recherche des Actes & des papiers des Synodes Nationaux, pour savoir s'ils ne seront point à Vitré, ou en Languedoc, afin de donner ordre qu'ils fussent mis entre les mains de la Province qui seroit nommée pour la convocation du prochain Synode National, laquelle cependant devoit faire son devoir pour en solliciter lesdits Députez.

Au Synode de Loudun 1659. il est dit, qu'à la requiſition des Députez de la Province de Dauphiné, tous les Colloques sont exhortez de faire transcrire les Actes de tous les Synodes Nationaux, pour s'en servir dans l'administration de la Discipline.

On peut rapporter à cet article le soin que les Synodes Nationaux ont eu de faire conserver dans les Eglises les titres de leur établissement. Car au Synode de Charenton 1644. il fut dit, que, sur la proposition de l'Isle de France, il est enjoint à toutes les Eglises de conserver chèrement les Actes des établissemens faits dans les années 1599. & 1600. par Messieurs les Commisaires Députez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit, les faire insinuer par tout où ils ne l'ont pas été, & de prendre pareil soin de tous les titres & actions qui contiennent des preuves de l'exercice de la Religion, dans les lieux où il a été dans les années 1576 & 1577. Et 1596 & 1597.

C O N F O R M I T É.

Nous lisons dans le Canon 86. du Code Africain, qui est, à ce qu'on croit, du Concile de Milève de l'an 402. nous y lisons un Decret qui est fort approchant du nôtre : Il a semblé bon à tous les Evêques qui ont souscrit à ce Concile, que la Matricule & les Archives de Numidie soient gardées dans l'Eglise du premier Siège, & dans Constantine qui est la Ville Métropolitaine.

XII.

Aux Synodes Nationaux, devant que de se séparer, il y aura une censure amiable & fraternelle de tous les Députez, tant Ministres qu'Anciens, de ce seulement qui sera survenu durant l'Action, & en général de leurs Provinces. Et la sainte Cene de notre Seigneur Jesus-Christ sera célébrée, pour témoignage de leur union : pourveu, toutefois, que ce soit avec toute l'Eglise, où ils seront assemblez ; laquelle, pour cet effet, sera avertie de s'y préparer.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode de Paris 1559. Ces paroles, de ce seulement qui sera survenu durant l'Action, sont du Synode de Montaub. 1594. Au Synode de Char. 1623. au lieu qu'auparavant il y avoit, après laquelle sera célébrée la Cene, fut mis, & la Cene sera célébrée. Le Synode déclarant que c'est afin que le tems de la celebration demeure en la liberté du Synode.

Dès le Synode de Vitré 1583. il avoit été arrêté, que désormais l'Eglise, dans laquelle le Synode National sera convoqué, aura soin de prendre le tems de la convocation si à propos, qu'à la fin du Synode la sainte Cene du Seigneur se puisse célébrer, pour témoignage d'une sainte union entre toutes les Eglises de ce Royaume.

Depuis, même au Synode de Castres 1626 il fut arrêté, nonobstant la disposition ci-dessus, de celui de Char. pour laisser le tems à la liberté du Synode, que la pratique ancienne demeurant, la sainte Cene ne seroit célébrée qu'à l'issuë des Synodes Nationaux.

Ces dernières paroles, laquelle pour cet effet sera avertie de s'y préparer, font du Synode de Visré 1583.

C O N F O R M I T E.

Les Observations que j'ai faites sur l'Article 6. du Chapitre 7. servent de Commentaire à celui-ci.

Observations sur tout le Chapitre.

On doit rapporter à ce Chapitre l'ordre qui a été pris d'envoyer aux Synodes Nationaux le rôle de tous les Pasteurs du Royaume.

Au Synode de Privas 1612. il est dit, que la Compagnie a ordonné, que ci-après les Provinces enverront aux Synodes Nationaux le rôle de leurs Pasteurs actuellement servans, & de leurs Propotans entretenus, signez par les Modérateurs & les Scribes des Synodes; autrement on n'aura aucun égard audit rôle quand il sera question de la distribution des deniers de sa Majesté.

Au Synode d'Allez 1620. il est ordonné, que les Deputez aux Synodes Nationaux y apporteront désormais le rôle des Eglises, & des Pasteurs actuellement servans dans les Provinces, &c. qui est cela même qui avoit été résolu à Privas.

Au Synode de Charenton 1623. ce règlement a été fait: Le Synode voulant pourvoir à ce qu'à l'avenir les Synodes Nationaux puissent avoir une plus particulière connoissance des Pasteurs employez au saint Ministère dans ce Royaume, a ordonné que dès à présent il seroit fait un rôle contenant les noms des Pasteurs servans dans chaque Province, & de leurs Eglises, & des Pasteurs déchargez, comme aussi des Eglises à pourvoir; lequel rôle sera attaché à l'original des Actes du present Synode, & représenté par la Province qui aura droit de convoquer le prochain Synode National; & que cela sera continué en cette sorte dans les Synodes Nationaux suivans, enjoignant expressément à toutes les Provinces, que dans les rôles, qu'elles apporteront désormais des Pasteurs servans dans leurs départemens, les noms & surnoms desdits Pasteurs soient exprimez, & que, pour cette fin, elles rapporteront les Actes des Synodes Provinciaux signez des Modérateurs.

CHAPITRE DIXIÈME.

De Exercices sacrez de l'Assemblée des Fidèles.

ARTICLE PREMIER.

ON corrigera l'irreverence, qui s'aperçoit en plusieurs, lors qu'ils sont préens aux prières publiques ou domestiques, de ne se découvrir point la tête, & de ne fléchir point les genoux; chose qui repugne à la piété, qui donne soupçon d'orgueil, & qui peut scandaliser les bons. C'est pourquoi les Pasteurs seront avertis, comme aussi les Anciens, & les Chefs de famille, de veiller soigneusement à ce que, durant lesdites Prières, chacun, sans exception, ou acception de personnes, donne, par ces marques extérieures, témoignage de l'humilité de son cœur, & de l'hommage qu'il fait à Dieu: si ce n'est que quelqu'un soit empêché de le faire par maladie ou autrement, dont le jugement sera laissé au témoignage de sa propre conscience.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Figeac 1579.

CONFORMITE'.

Les premiers Chrétiens avoient accoutumé de se mettre à genoux en priant, comme Eusèbe le remarque expressément dans son Histoire Ecclesiastique. S. Chrysostome, dans son Homélie 18. sur la 2. Epître aux Corinthiens, dit qu'ils se prosternoient en terre, & Synésius dans son Epître 57. qu'il se mettoit à genoux en priant, & qu'en cette posture de suppliant, il souhaitoit la mort plutôt que l'Episcopat: Il faut pourtant avouer que dès la fin du second Siècle on commença à prier debout les jours de Dimanche, & durant tout cet intervalle de tems qui coule depuis Pasques jusqu'à la Pentecôte. Tertullien le témoigne ainsi dans le Chapitre 3. du Livre de la Couronne, & avec lui l'Auteur des Questions aux Orthodoxes, parmi les Oeuvres de Justin Martyr, dans la question 115. Pratique que le grand Concile de Nicée autorisa dans le Canon 20. à l'occasion de ceux qui en ufoient autrement. Du tems de S. Jérôme, c'est à dire dans le 4. & dans le 5. Siècle, on suivoit le Decret de Nicée, & il touche même la raison de cet usage dans sa Préface sur les Ephésiens, où il remarque que depuis Pasques jusqu'à la Pentecôte, *c'est un tems de joye & de victoire, pendant lequel, dit-il, nous ne fléchissons pas les genoux, Tom. 6. Et ne nous courbons pas vers la terre, mais ressuscitant avec le Seigneur, nous élevons au plus haut des Cieux.* Il remarque la même chose dans son

Dialogue contre les Lucifériens chap. 4. S. Paul néanmoins fait le contraire ; car nous lisons dans le Chapitre 20. du Livre des Actes vers. 36. qu'après avoir entretenu les Pasteurs de l'Eglise d'Ephèse, *il se mit à genoux, & pria avec eux tous*, & il paroît par le verset sixième du même Chapitre, que c'étoit entre Pasques & la Pentecôte. S. Luc remarque encore dans le Chapitre 21. vers. 5. du même Livre que l'Apôtre partant de Tyr environ le même tems, & étant accompagné des Disciples & des Frères de ce lieu-là avec leurs femmes & leurs enfans, *ils mirent les genoux en terre, & prièrent*. Au fond, cette pratique même des Anciens Chrétiens, que je viens de toucher, montre qu'en tout autre tems ils prioient à genoux, qui est la posture la plus sçante & la plus propre à fléchir la miséricorde de Dieu, comme le déclare l'Auteur des Questions aux Orthodoxes ; parce qu'en effet la créature ne peut jamais trop s'humilier devant la Majesté Souveraine de son Créateur, en la présence duquel il faut qu'elle s'anéantisse & qu'elle confesse sa bassesse & son néant, en lui disant avec Abraham, *je ne suis que poudre & cendre*. Et comme on prioit à genoux dans la Primitive Eglise, il ne faut pas douter qu'on ne priât aussi toujours la tête découverte, telles étoient assurément ces communes prières & supplications qui se faisoient dans leurs Assemblées, comme le témoignent Justin Martyr & Tertullien dans leurs Apologies.

Pour ce qui est du chant des Pseaumes, il a été de tout tems en usage dans les Assemblées des Chrétiens ; S. Paul le recommande aux Colossiens en ces termes : *Que la parole de Christ habite en vous, avec abondance, en toute sagesse, en vous enseignant, & vous exhortant les uns les autres par des Pseaumes, des loüanges, & des chansons spirituelles, avec grace, chantant de votre cœur au Seigneur*. Pline second dans sa relation à l'Empereur Trajan touchant les Chrétiens d'Asie, & leurs Assemblées qui se faisoient avant jour, par la crainte de la persécution, remarque entr'autres choses *qu'on y chantoit des Hymnes à Jesus Christ comme à un Dieu*. Tertullien fait mention de cette Lettre de Pline à Trajan dans le Chapitre 2. de son Apologie, & dans le 39. il parle de ces Chansons spirituelles que les Chrétiens chantoient à Dieu de son tems ; sur tout les Pseaumes de David ont toujours été en une singulière vénération dans l'Eglise, qui en a trouvé le chant si salutaire & si consolant, qu'elle l'a pratiqué sans interruption. Le Canon 17. du Synode de Laodicée prescrit la manière de les chanter dans l'Assemblée : Je n'aurois jamais fait, si je voulois rapporter tout ce que les Pères ont dit à la loüange de ces divins Cantiques, dont ils ont exalté à l'envi les uns des autres les avantages & l'utilité, principalement S. Basile, S. Ambroise, S. Chrysostome, Théodoret, & plusieurs autres ; c'est pourquoi je me contenterai de produire le témoignage de l'Auteur de la Topographie Chrétienne, qui dit, *qu'on chante les Pseaumes de David par tout le monde dans toutes les Eglises, & qu'ils sont presque en la bouche de tous, tant des petits que des grands, & que dans chaque Eglise on les chante & on les repasse plus souvent que les Ecrits des Prophètes, & qu'aucun autre monument sacré*.

Coloss. 3.

16.

Voyez

Ephes. 5.

19.

Lib. 10.

epist. 97.

Apud
Allatium
de libris
Græc. p.
61.

II.

Les Assemblées des Fideles étant aussi ordonnées pour chanter les loüanges de Dieu, & pour se consoler, & se fortifier par l'usage des Pseaumes, tous seront avertis d'en porter dans les Assemblées: & ceux qui par mépris negligeron d'en avoir, seront censurés, comme aussi ceux qui ne se découvrent tandis qu'on chante, tant au commencement qu'à la fin de l'Action, & même durant la celebration des Sacremens.

OBSERVATIONS.

Ces dernieres paroles, comme aussi ceux qui ne se découvrent, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de Montauban 1594. lequel ajoutoit encore ces mots, tant que faire se pourra. Mais le Synode de Gap 1603. les a rayés, & a exhorté toutes les Eglises à l'estroite observation de cet article.

Au Synode de Figeac 1579. il est dit, que les Eglises, qui en chantant les Pseaumes dans l'Assemblée, font lire tout haut les vers avant que de chanter, seront avertis de s'abstenir de cette façon de faire, comme étant inepte, & celles qui ont accoutumé d'en user ainsi, seront censurées.

Au Synode de la Rochelle 1581. il fut dit, que pour le grand mépris de la Religion, qu'on voit même dans les saintes Assemblées, tous seroient avertis d'avoir des Pseaumes dans lesdites Assemblées, & que ceux qui par mépris negligeron d'en avoir, & de les chanter, seront sujets aux censures.

Au Synode de Montpellier 1598. il se lit, que l'Assemblée, après avoir ouï la lecture des lettres de l'Eglise de Geneve, & pesé les raisons y contenues, & autres qui ont été mises en avant, a ordonné qu'il ne sera rien changé en la Liturgie receuë dans nos Eglises, ni dans le chant des Pseaumes, ni dans le Formulaire du Catechisme. Et pour le regard des Cantiques de la Bible, que Monsieur de Beze, à la requisiion des Synodes precedens, a mis en lumiere, ils seront receus & chantez dans les Familles, pour dresser & façonner le peuple à les chanter, jusqu'au prochain Synode National.

Au Synode de Vitre 1617. il est dit, que d'autant que quelques uns se sont plaints de ce qu'en quelques Eglises on chante avant la Predication une Pause d'un Pseaume, de laquelle on reserve le dernier verset après la Predication: La Compagnie exhorte toutes les Eglises, de chanter toutes les Pauses entieres, & ainsi se conformer à l'ordre ancien, tant que faire se pourra. Le Synode suivant, savoir d'Aleix 1620. raye les mots de, tant que faire se pourra.

Au Synode d'Alençon 1637. La Compagnie remet à la liberté des Provinces, de garder les costumes qu'elles ont observées d'ancienneté au chant de la priere qui a été ajoutée aux Commandemens de Dieu, & est recitée par quelques-uns à genoux, par d'autres debout, & par d'autres assis, selon l'ordre établi en chaque Eglise, n'estimant pas raisonnable de les astreindre à une seule forme, étant de sa nature entierement indifferente.

CONFORMITÉ.

Puis que la Prière & le chant des Pseaumes sont des choses essentielles à la pieté, nôtre Discipline a raison de prescrire la manière & les moyens de s'en acquitter dignement, & de déclarer censurables ceux qui contreviendront à son Ordonnance.

Elle desire la même chose dans le tems qu'on célèbre les Sacremens; & en le desirant, elle ne s'éloigne pas de la pratique de l'Ancienne Eglise, qui avoit tant de respect pour le Baptême, & pour la sainte Cène, qu'elle ne permettoit pas aux Catéchumènes, aux Energumènes, ni aux Pénitens, d'assister à la célébration de l'un ni de l'autre, les appelant tous deux des Mystères redoutables.

III.

En tems d'âpre persécution, ou de peste, ou de guerre, ou de famine, ou d'autre grande affliction; quand on voudra élire les Ministres de la Parole de Dieu; ou quand il sera question d'entrer au Synode; on pourra, si la nécessité le requiert, à certain jour ou plusieurs, ordonner les prières publiques & extraordinaires, avec le Jeûne, toutesfois sans scrupule & superstition, le tout avec grande cause & considération. Et les Eglises sont averties de se conformer les unes aux autres en la celebration du Jeûne, autant que faire se pourra, selon la commodité des lieux & des tems.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559. Ces paroles, & les Eglises sont averties de se conformer les unes aux autres en la celebration du jeûne, sont du Synode de Vertueil 1567. Les dernières paroles, autant que faire se pourra, selon la commodité des lieux & des tems, sont du Synode de Virel 1583.

Pour ce qui regarde la celebration du Jeûne en l'élection des Ministres, il en a été traité au 1. Chapitre sur l'article 7. auquel on peut avoir recours.

Le Synode de Charenton 1644. exhorte les Provinces d'indire des Jeûnes, selon que la nécessité particuliere le requerra.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il est permis aux Eglises particulieres de celebrer le Jeûne, en prenant avis des Eglises voisines, & cela pour de grandes causes & urgentes, desquelles elles rendront raison aux Colloques & aux Synodes Provinciaux.

CONFORMITÉ.

Cap. 2. Tertullien devenu Montaniste, & par conséquent ennemi des Catholiques
p. 545. & des Orthodoxes, qu'il traite injurieusement & d'une manière peu Chrétienne; Tertullien, dis-je, leur reproche dans son Livre des Jeûnes, qu'il écrit
vit

vit expressement contr'eux, il leur reproche qu'ils jeûnoient volontairement selon l'occasion & le sujet qu'ils en avoient; & dans le même Livre il dit, que les Evêques ont de coûtume d'indiquer & de dénoncer des Jeûnes à tout le peuple, lors que l'Eglise a sujet de s'humilier devant Dieu, & qu'elle est dans l'in-
Ibid. c. 13. p. 551. extr.
 quiétude pour quelque mal dont elle est menacée : Voilà quel étoit l'ordre des Anciens Chrétiens pour la célébration des jeûnes, ordre que nous observons exactement, & qui est fondé sur ce que Jesus Christ ni ses Apôtres n'ont prescrit en aucun lieu du Nouveau Testament en quels jours il faut ou ne faut pas jeûner, comme l'a remarqué S. Augustin dans son Epître 86. à Caisan.

IV.

Les Eglises qui ont accoutumé de faire les Prières publiques à certain jour, pourront garder l'ordre qu'elles ont long-tems, heureusement, observé : les autres pourront s'y conformer selon les moyens qu'il plaira à Dieu de leur en donner ci-après, & que leur édification le requerra.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Castres 1626. il y a ces mots à la fin de cet article. Les Pasteurs aussi s'acquittans avec soin & fidélité de leur charge, previeudront par leurs remontrances & exhortations le mépris duquel sont coupables plusieurs particuliers, qui dedaignent de frequenter les Prédications, & negligent l'usage des Prières, qui doivent être faites dans les maisons particulieres par les Chefs de famille, & leurs domestiques.

Au Synode de Lion 1563. il est dit, que quant à la question proposée par les Freres de Nismes, touchant les prieres du soir & du matin, les Freres sont d'avis que cela soit remis à la prudence des Synodes Provinciaux.

La même proposition étant remise sur le tapis au Synode de Paris 1565. ce règlement fut fait. Les Eglises, dans lesquelles, outre les prédications ordinaires, on a accoutumé de faire les prières publiques, le soir & le matin, à certains jours qu'on ne fait point de prêche, ou bien le soir tous les jours, seront exhortées de se conformer, en cela, à celles qui n'ont pas cette coutume, afin de prevenir la superstition qui s'en pourroit ensuivre, & le mépris qu'on voit souvent arriver tant des prédications que des prières qui doivent être faites par les familles. Joint aussi, que l'usage des prieres publiques & extraordinaires doit être réservé pour le tems de necessité, & d'affliction, comme un remede extraordinaire, ainsi que le Jeûne public, dont l'usage ne doit être commun. Desquelles raisons les Ministres des Eglises, où cette coutume des prieres publiques a été pratiquée, avertiront le peuple, afin d'ôter tous les scandales, & le murmure qui se pourroit faire à cause de leur abolition, & ils exhorteront soigneusement les Chefs de famille de faire ordinairement les prieres dans leurs maisons, le soir & le matin.

Quelques remontrances ayant été faites sur cette matiere, au Synode de Ver-
tnail

tuail 1567. Il fut dit, que sur la remontrance faite par plusieurs, touchant l'article des prières publiques dans les lieux où la prédication ordinaire est établie, disant qu'il est impossible de le faire pratiquer & observer sans beaucoup d'inconveniens, on est d'avis que l'article est fondé en très-bonnes & saintes raisons, & que, toutesfois, là où on ne pourroit en obtenir l'observation sans évident danger & préjudice des Eglises, la chose pourra être tolérée. Et néanmoins tous les Ministres de la Parole de Dieu seront tenus de l'empêcher, de tout leur pouvoir, & de faire observer ledit article.

La même affaire fut encore agitée au Synode de Ste Foi 1583. Et il fut dit, que sur l'article touchant les prières publiques qui se font en plusieurs lieux, les Eglises, dans lesquelles telles prières se font ordinairement, seront exhortées de se conformer aux autres, où telle coutume ne s'observe pas selon l'article, & les Ministres exhorteront les particuliers de faire la prière soir & matin, en chaque maison & famille.

Au Synode de Montauban 1594. une Eglise particulière est censurée, pour avoir dit qu'elle ne se pouvoit soumettre à cet ordre.

Au Synode de Montpellier 1598. il est dit, que les prières extraordinaires, qui ont été établies à raison de la persécution, cesseront, aussi tôt que cet article aura été publié.

Le Synode de Gergeau 1601. laisse à la liberté des Eglises de faire les prières publiques & la Prédication les jours de Fêtes. C'est en l'article 20. des appellations.

*Au Synode de Gap 1603. il est dit sur cet article, qu'*attendu les inconveniens que quelques-uns des Freres ont représenté pouvoir survenir par la contravention à cet article, entant que cette continuation des prières, instituées durant les troubles, apporte en quelques lieux un mépris des exhortations ordinaires, glisse quelque soupçon de Superstition, & rend les particuliers negligens aux prières domestiques, tous les Pasteurs sont exhortez de disposer peu à peu leurs Troupeaux à l'observation de l'article, laissant cependant à la prudence des Consistoires, de reconnoître ce qui tend le plus à édification.

Le Synode de Tonneins 1614. remet à la prudence des Provinces de retenir les prières extraordinaires où elles sont, & de les rétablir où elles auront été discontinuées.

Enfin au Synode de Castres 1626. l'article fut reformé, & dressé tel qu'il est ici présentement inséré, y joignant ce qui a été rapporté de Castres en la première observation.

CONFORMITE.

Cet article n'a point d'autre but que d'établir une entière conformité dans les Eglises, pour ce qui regarde les exercices de la piété & de la Religion, à peu près comme quand le Concile d'Epaune ordonne l'an 517. qu'on observe dans les Provinces pour la célébration des divins Offices l'ordre que tiennent les Métropolitains; la même chose fut résoluë cette même année en Espagne, dans le 1. Canon du Synode de Gironde, Tom. 3. Concil. pag. 806. & l'an 633. dans le 2. Canon du 4. de Tolède, Tom. 4. Concil. pag. 582. & dès l'an

l'an 465. un Concile de Vannes avoit arrêté qu'il y auroit dans toute la Province un même ordre & une même règle pour les divins Offices, & pour le chant des Pseaumes. CAN. 15.

V.

Il ne se fera aucune Prière, ou Prédication, ni aumône publique, aux enterremens, pour prévenir toutes superstitions: & ceux qui accompagnent les corps seront exhortés de se comporter avec modestie, durant le convoi, méditant, selon l'objet qui se présente, tant les misères & la bréveté de cette vie, que l'espérance de la vie bien-heureuse.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode d'Orleans 1562.

Les dernières paroles de l'article, ceux qui accompagneront, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de Vitry 1583.

Le Synode de Figeac 1579. veut que l'article touchant la sepulture des morts, qui défend d'y faire des exhortations, ou des prières, soit observé, & que ceux qui y contreviendront soient censurés.

Au Synode de Montauban 1594. Toutes les Eglises sont exhortées de faire diligemment observer les articles 5. & 6. du 13. chapitre de la Discipline. Le même arrêté a été fait dans les Synodes de Montpellier & de Figeac.

Au Synode de Saumur 1596. Sur cet article de la Discipline, le Deputé de Normandie ayant proposé, suivant les mémoires du Colloque de Constantin, qu'il soit fait quelque remontrance aux enterremens: La Compagnie a arrêté, que l'article demeurera, sans y rien ajoûter.

Au Synode de Montpellier 1598. En exposant cet article touchant les sepultures, il est enjoint aux Pasteurs d'empêcher qu'aucune aumône publique ne se fasse aux enterremens, pour prévenir les inconveniens qui en pourroient arriver.

Au même Synode, il est dit, que les Eglises de Languedoc sont exhortées d'empêcher les nouveautez qu'on veut introduire en la sepulture des morts, comme que les filles soient portées en terre par des filles avec des chapeaux de fleurs.

Au Synode de Gap 1603. Sur la proposition faite par les Freres du Bas Languedoc, si les Pasteurs doivent aller aux enterremens; La Compagnie estime, que, veu l'état de nos Eglises, & la forme des sepultures, il doit être remis au jugement & à la discretion du Pasteur de s'y trouver ou non.

Au même Synode, sur la question des Freres de Xaintonge, s'il est permis à un particulier de s'approprier un lieu de sepulture, & d'élever sur des pierres, ou autrement, les sepulchres, & s'il est permis aux Seigneurs ou autres, de faire mettre leurs armoiries aux Temples qui se bâtissent pour nos Eglises: La Compagnie a jugé, que pour les sepultures, tous se doivent tenir à la simplicité

plicité ancienne, sans s'approprier rien de particulier, en témoignant nôtre communion avec les Saints, aussi bien dans la mort, que nous la désirons dans la bien-heureuse resurrection. Quant aux Temples, on y observera la même modestie & simplicité, laissant cependant aux Colloques & aux Consistoires le jugement des faits particuliers.

Au Synode de Castres 1626. il est dit, que le règlement dressé au Synode de Gap, touchant les sepultures relevées dans les Temples & dans les Cimetieres, sera exactement observé par toutes les Eglises.

Au Synode d'Alençon 1637. il est dit, que sans permettre l'introduction d'aucune nouvelle coutume aux convois des funeraillies, pour la consolation des parens, & la pratique de l'article 5. du 10. chapitre de la Discipline étant recommandée à toutes les Eglises: La Compagnie permet à celles qui de long tems ont quelque forme particulière, & qui en ont usé avec édification, de demeurer dans l'observation de leur ordre.

C O N F O R M I T E.

Dans celui-ci, on veut ôter aux Chrétiens tout prétexte de superstition, où les hommes ne se laissent que trop aller.

VI.

Parce que le deuil n'est point dans les habits, mais au cœur, les fidèles seront avertis de s'y comporter en toute modestie, en rejetant toute ambition, hypocrisie, vanité & superstition.

O B S E R V A T I O N.

Cet article est du Synode de Vitré 1583.

C O N F O R M I T E.

Ce dernier prescrit la modestie, & va au devant de l'hypocrisie & de l'ambition, qui ont été généreusement combattues par les premiers Chrétiens.

Observations générales sur tout ce Chapitre.

On peut fort bien rapporter à ce Chapitre divers réglemens généraux, qui ont quelque relation à ces saints Exercices, & aux Assemblées des Fideles, où ils se font, comme au Synode de Paris 1565. au sujet de ceux qui se doivent trouver dans ces Assemblées, qui fut pris dans un tems où il se glissoit diverses personnes qui ne cherchoient qu'à épier ce qui se faisoit, pour troubler & scandaliser les bonnes ames. Ce réglemen est conceu en ces termes. Parce que plusieurs gens débordés & de mauvaise vie se mêlent avec les bons dans les Assemblées Chrétiennes, qui se font pour ouïr la parole de Dieu, dont son S. Nom est deshonoré, & l'Eglise grandement scandalisée, & qu'on ne peut exercer

cer contr'eux la discipline de l'Eglise, d'autant qu'ils ne veulent pas s'y ranger, & s'y assujettir, ils seront avertis plusieurs fois de leurs fautes, en particulier, & sollicitez à se ranger à l'ordre de l'Eglise; ce que ne voulant pas faire, & continuant dans leur mauvaise vie; afin que les fautes & les scandales qu'ils commettent ne soient imputez à l'Eglise, & ne tournent à son deshonneur, & que les ennemis de l'Evangile ne prennent de là occasion de la calomnier: Le Ministre signifiera publiquement au peuple fidèle, & sans toutesfois nommer personne, qu'on ne reputé point telle maniere de gens pour vrais membres de l'Eglise; ce que seront aussi les Anciens en leurs charges, & en leurs quartiers, avertissant chacun en particulier, que tels & tels, en les nommant, ne sont point de l'Eglise. La Compagnie aussi trouve à-propos, que l'ordre, qui est pratiqué en quelque Eglise, soit gardé dans toutes, c'est que ceux qui voudront être introduits dans l'Eglise pour en être membres, le feront entendre à l'Ancien de leur quartier, qui s'informerá de leur vie, & fera rapport au Consistoire du témoignage qu'il en aura eu; s'il s'en trouve de bons, il les amenera à la fin de l'Action devant le Ministre, qui leur fera faire la protestation & promesse accoutumée, de suivre la doctrine de l'Evangile qui leur sera enseignée; & de s'assujettir à l'ordre & à la Discipline de l'Eglise, & les exhortera de se trouver ordinairement aux prêches & aux Catechismes, pour être instruits en la Foi, jusqu'à ce qu'ils soient trouvez capables de participer à la sainte Cene. Que si, après avoir été instruits, ils different trop longtemps à y participer, & communiquer; s'il est connu qu'ils s'en abstiennent par mépris, il sera procédé contr'eux selon la Discipline: si c'est par infirmité ils seront supportez pour quelque tems, jusqu'à ce qu'ils se puissent confirmer. Quant à ceux qui ne se veulent ranger à l'ordre de l'Eglise, & néanmoins frequentent les exhortations, & ne sont pas de mauvaise vie, ni scandaleux, ils seront exhortez & incitez par tous moyens de s'y ranger.

On peut outre cela rapporter à ce Chapitre les ordres & les réglemens pris au sujet des bancs & des séances dans les saintes Assemblées.

Le Synode de Charenton 1644. casse le jugement d'un Synode Provincial, qui avoit approuvé qu'un particulier eust fait mettre un banc pour soy dans le Temple, directement contre l'avis du Consistoire, qui se tenant à l'ancien usage de l'Eglise, avoit estimé que les seules places des Seigneurs, Magistrats, & Juges du lieu exceptées, les autres devoient être libres à chacun, & ordonne qu'en telles causes chaque Consistoire aura droit de pourvoir à l'édification du peuple qui luy est commis, souverainement & sans appel, & que cy-après telles sortes d'appellations ne soient plus receuës aux Synodes Nationaux. Le même Synode, en un autre fait, déclare, qu'encore que son intention ne soit pas de toucher aux usages particuliers des Eglises, touchant les places dans les Temples, il juge toutefois qu'il y a moins d'inconvenient à les laisser libres, qu'à en faire de particulières, affectées à ceux qui étant de condition purement privée ne peuvent de droit s'attribuer aucune préférence sur les autres.

Au Synode de Loudun 1659. Les Députés du Bas Languedoc, & des Cévennes, ayant demandé quelque changement en l'arresté du Synode de Charenton, qui donne aux Consistoires l'autorité de juger souverainement des difficultez qui naissent

naissent au sujet des bancs qui se mettent dans les Temples, & le Consistoire de Montpellier ayant envoyé des memoires pour demander au contraire la confirmation du susdit arresté; La Compagnie, sans avoir égard aux arrêz des Synodes Provinciaux, rendus au préjudice de la disposition du Synode National de Charenton, & qui n'ont été jusqu'à present exécutés par les Consistaires; lesquels arrêz la Compagnie a cassés & annulés: elle a jugé que rien ne doit être changé en l'arresté dudit Synode National de Charenton, mais seulement elle a ordonné, qu'en cas qu'il se trouve des difficultez qui mettent en peine les Consistaires, ils pourront appeler des personnes notables d'entre les Chefs de famille, ou des Consistaires voisins, pour se fortifier de leur avis, & juger de tous différens touchant les bancs, souverainement & sans appel, & poursuivre par censures tous ceux qui ne s'y assujettiront pas, & particulièrement ceux qui entreprendroient de tirer cette sorte d'affaires hors des Compagnies Ecclesiastiques: déclarant au reste qu'elle juge (comme au précédent Synode National dans les articles 7. & 11. des appellations) qu'il y avoit moins d'inconvenient à laisser les places libres, qu'à en faire de particulières, affectées à ceux qui étant de condition purement privée ne peuvent de droit s'attribuer aucune préférence sur les autres, & elle exhorte toutes les Eglises de faire tout ce qui se pourra pour rendre les places communes.

Le même Synode, sur ce qui lui fut représenté de quelques différens survenus dans une Eglise particulière, au sujet des bancs dans le Temple, renvoie le tout au Consistoire de la dite Eglise, pour y être jugé souverainement, selon le règlement susdit du Synode de Charenton.

On peut aussi rapporter à ce Chapitre le règlement pris au dernier Synode de Loudun 1659. au sujet de l'observation du Dimanche, concen en ces termes. Les Députez de Bourgogne ayant représenté le peu de soin qu'on remarque en divers endroits de sanctifier le jour du repos, qui est employé par plusieurs personnes en divertissemens, & occupations mondaines, en se privant des exercices de piété, & se laissant emporter par les mauvais exemples à des jeux mêlez de dissolution: La Compagnie, touchée d'une sensible douleur d'une telle profanation, qui est capable d'attirer sur les hommes les jugemens de Dieu, exhorte tous les Fidèles à employer ces jours saints à la fin à laquelle ils sont destinez, en s'adonnant aux exercices de piété, publics & particuliers, à la prière, à l'ouïe & à la lecture de la Parole de Dieu, en s'abstenant religieusement, non seulement du travail ordinaire, mais principalement des Compagnies & des divertissemens, qui peuvent détourner les esprits du service divin & de la dévotion, à quoi nous sommes obligez, particulièrement en ces jours-là. On a ordonné aux Synodes Provinciaux, de faire sur ce sujet les réglemens qu'ils jugeront nécessaires, enjoignant expressement aux particuliers de s'y assujettir.

A ce même Chapitre peut être raporté ce qui fut dit au Synode de Charenton 1644. au sujet des prières qui se font par quelques particuliers en entrant au Temple, sçavoir, que la Province de Guyenne ayant requis qu'injonction fût faite à toutes les Eglises, de garder conformité avec celles qui ont reçu la coutume, que les particuliers s'humilient devant Dieu en entrant au Temple, & lui fassent chacun à part sa prière, pour implorer son assistance en l'ouïe de la Parole: La Compagnie n'a pas jugé devoir faire un règlement d'une chose qui
est

est libre de soi-même, mais elle a laissé les Eglises en leurs anciens usages, les exhortant toutes respectivement à chercher ce qui est de l'édification, & à éviter toute ostentation, affectation, & superstition.

Ici peut avoir lieu ce qui fut arrêté au Synode de Saumur 1596. que les Eglises, qui n'ont l'exercice qu'un jour la semaine, sont exhortées d'en avoir plus souvent, s'il est possible.

On doit aussi rapporter ici l'ordre pris au Synode de Vertueil 1567. de ne lire dans les Assemblées publiques au peuple que l'Ecriture sainte.

Enfin, c'est à ce Chapitre que doit être rapporté ce qui fut ordonné au Synode de Paris 1565. au sujet de l'absolution générale qui se donnoit en quelques Eglises après la Confession des pechez : l'Acte est conçu en ces sermons. Les Eglises où est déjà introduite la coutume de prononcer aux jours de Cene, ou tous les Dimanches après la Confession des pechez, une absolution générale, pourront continuer en elle. Mais où elle n'est point, le Synode leur donne conseil de ne rien innover à cause des dangereuses conséquences qui s'en pourroient ensuivre.

CHAPITRE ONZIEME.

Du Baptême.

ARTICLE PREMIER.

LE Baptême administré par celui qui n'a point de vocation est entièrement nul.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de Paris 1559. Le Ministre de Chastelleraut mit en avant qu'un Papiste avoit trouvé mauvais l'huile & les crachats, & les autres ceremonies jointes au Baptême desdits Papistes, au moyens dequoy il se seroit adressé à lui, requerant qu'il rebaptisât son enfant : la question est s'il le devoit. En cette question, pource qu'il falloit débattre si les enfans des Papistes doivent être reçus dans l'Eglise de Dieu, après plusieurs raisons déduites de part & d'autre, l'affaire fut remise à une grande Assemblée.

Au Synode de Poitiers 1560. la question fut proposée, s'il faut rebaptiser ceux qui auroient été baptisés par un Moine. Resp. Le Baptême administré par celui qui n'a ni commission, ni vocation aucune, est entièrement nul : c'est pourquoy, veu que les Moines n'ont aucune vocation, ny des Eglises Reformées, ny d'ailleurs, il faut rebaptiser ceux qui auroient été baptisés par les Moines, sinon qu'ils fussent reçus du peuple pour prescher l'Evangile, auquel cas y a apparence de vocation.

Au même Synode on forma cette question, comment on se porteroit quand

un enfant auroit été baptisé par un particulier. *Resp.* Il faut ôter le scandale qui en pourroit arriver par plusieurs prédications, & imprimer au cœur des fidèles, qu'un tel Baptême n'est d'aucune valeur, c'est pourquoy il faut introduire l'enfant dans l'Eglise de Dieu par le vray Baptême.

Au Synode de Lion 1563. il fut arrêté qu'il ne falloit point rebaptiser ceux qui auroient été baptisez par un Prêtre, & cela conformément à la décision du Synode de Poitiers cy-dessus, qui demande seulement quelque apparence de vocation, telle qu'est celle des Prêtres & des Curez, & non des simples Moines qui n'ont receu aucuns ordres.

Au Synode de Gap. 1603. Sur la question proposée, si le Baptême d'un enfant baptisé par un Proposant, sans avoir vraye vocation, est suffisant: La Compagnie juge qu'il faut soigneusement ôter le scandale que le peuple en pourroit recevoir: mais que tel Baptême estant de nulle valeur, l'enfant doit être introduit dans l'Eglise de Dieu par le vray Baptême, suivant la décision du Synode de Poitiers.

Au Synode de la Rochelle 1607. Sur la question proposée, si on doit baptiser ceux qui après avoir fait long-tems profession de la Religion Réformée, étant déjà parvenus à un grand âge, se trouvent n'avoir reçu le Baptême que par des sages femmes: La Compagnie a jugé qu'ils le devoient recevoir dans l'Eglise par le Ministère de ceux qui ont une vocation légitime, le premier étant du tout nul.

C O N F O R M I T E'.

L'Auteur des Constitutions Apostoliques ne se contente pas de défendre aux femmes de baptizer, il l'interdit aussi généralement à tous les Laïques, parce qu'ils n'ont point de vocation pour cela; en effet, après avoir employé le Chapitre 9. du 3. Livre à faire voir que les femmes ne doivent point baptizer, il commence ainsi le 10. *Nous ne permettons pas aussi à un Laïque de faire aucune fonction sacerdotale, comme d'offrir le Sacrifice* (c'est à dire de célébrer l'Eucharistie) *ou de baptizer, ou d'imposer les mains, ou de donner l'abénédiction, soit petite ou grande; car nul ne s'attribue cet honneur, mais celui-là en joit qui est appelé de Dieu.* S. Basile n'étoit pas dans un autre sentiment,

Pag. 341. comme le reconnoît le Jésuite Petau dans ses *Notes sur S. Epiphane*, où il dit qu'il semble que S. Basile a cru que le Baptême conféré par les Laïques étoit nul: & à dire le vrai, ce S. Docteur parlant de l'opinion de S. Cyprien, de Firmilien; & de plusieurs autres, qui enseignoient qu'il falloit rebaptizer tous ceux qui avoient été baptizez par les Hérétiques, il dit *qu'ils avoient ordonné qu'on les purifiât de nouveau par le véritable Baptême de l'Eglise, ne plus ne moins que s'ils avoient été baptizez par des Laïques.* S. Basile n'auroit pas parlé de cette manière, s'il n'eût été persuadé que le Baptême administré par T. 3. p. 21. les Laïques n'est pas un véritable Baptême.

Epist. ad Amphil. Cam. 1. T. 3. p. 21. Quant au Baptême conféré par les femmes, Tertullien l'avoit déjà condamné de son tems dans son *Traité du Baptême*, & avoit montré qu'il ne leur est pas permis d'enseigner ni de baptizer. Saint Epiphane dans l'Hérésie des Collyridiens, qui est la 79. en ordre, s'étend beaucoup à prouver la même chose, pour

pour arrêter la témérité des femmes qui voudroient entreprendre de baptizer, remarquant même que la sainte Vierge n'a pas eu ce pouvoir, parce que si Elle le l'avoit eu, Jesus Christ auroit pu être baptizé par Elle, plutôt que par S. Jean Baptiste. Le 4. Concile de Carthage fit ce Decret l'an 398. *que la femme ne presume pas de baptizer*; Il ne faut donc pas s'étonner si S. Epiphane dans l'Hérésie 42. remarque comme une chose blâmable, *que l'Hérétique Mar-* *Pag. 1059.*
1060.
T. 1. Conc.
Can. 100.
p. 730.

II.

Le Docteur en l'Eglise ne peut prescher ni administrer les Sacre-
mens, sinon qu'il fust ensemble Docteur & Ministre.

O B S E R V A T I O N S .

Cet article est du Synode de Poitiers 1560.

Au Synode de Tonneins 1614. il fut dit, qu'au lieu de ces mots, qu'il fût élu Docteur, seront mis ceux-cy, qu'il fust ensemble Docteur & Ministre.

On peut rapporter icy ce qui a été décidé touchant un Ministre déposé au Synode de saint Maixant 1609. Sur la question proposée, si on doit tenir pour vray Baptême, celui qui auroit esté conféré par un Ministre déposé, à la requeste & en la presence de toute l'Eglise: La Compagnie a jugé que le déposé étant appellé au Synode National, le Batême ne laisse pas d'être valable, avec les circonstances susdites, par consequent ne sera réitéré. Et néanmoins on procedra désormais, jusqu'à l'excommunication, contre de tels déposés qui entreprendront de telles choses.

C O N F O R M I T E .

Cét Article n'est proprement qu'une suite du premier: car puis qu'un Docteur en qualité de simple Docteur n'a pas de vocation pour prêcher la Parole, ni pour administrer les Sacrements, il est indubitable que le Baptême qu'il conférerait seroit comme celui qui auroit été administré par un simple Laïque; pour le pouvoir faire légitimement, il faut qu'il soit non-seulement Docteur, mais aussi Ministre.

III.

Un Payen ou un Juif, en quelque âge qu'il soit, ne doit estre baptisé devant que d'être instruit en la Religion Chrétienne, & qu'il en apparaisse par sa Confession.

O B S E R V A T I O N S .

Au Synode de Vitry 1617. Les Députés de Xaintonge ayant demandé si les Mores, & autres infidèles, ravis en leurs pays, & amenez à la Chrétienté, & baptisez

baptisez par des Prêtres, sans instruction préalable dans les points de la Religion Chrétienne, doivent être baptisez, après avoir deüement été enseignez : La Compagnie reconnoissant qu'il y a beaucoup de défaut en la première action, tient néanmoins que telles personnes ne doivent être rebaptisées, mais qu'il doit être suppléé à ce défaut par de bonnes instructions. A quoy les Eglises, auxquelles de telles gens seront adressez, sont exhortées de s'employer de tout leur pouvoir.

Au Synode de Lion 1563. il fut dit, qu'une fille sauvage, non instruite au Christianisme, ne doit pas être baptisée avant que d'être instruite dans la Religion Chrétienne, & qu'il en paroisse par sa Confession.

Le formulaire qu'il faut suivre au Baptême des Juifs, & des autres, qui se convertissent au Christianisme, fut dressé au Synode de Charenton 1644. & est rapporté à la fin de ce Chapitre.

C O N F O R M I T E.

Il n'y a rien dans ce règlement qui n'ait été pratiqué dans l'Ancienne Eglise. S. Justin Martyr témoigne dans sa seconde ou plutôt dans sa première Apologie, que les Chrétiens de ce tems-là ne baptizoient ceux qui vouloient se ranger à leur Communion, qu'après qu'ils avoient crû, & qu'ils étoient persuadés de la vérité de leur doctrine; & qui de plus promettoient de vivre conformément à la sainteté de leurs Loix & de leur Profession. Le Pape Victor I. ordonna vers la fin du second Siècle, à ce que dit le Livre Pontifical dans sa vie, qu'en cas de nécessité on pouvoit baptizer ou dans une rivière, ou dans la mer, ou dans une fontaine, ou dans un étang, tous ceux qui venoient du Paganisme au Christianisme, sous cette condition néanmoins, qu'avant toutes choses ils rendroient raison de la foy Chrétienne, & en feroient une ouverte Confession. Les dix Livres des Reconitions, qu'on attribue faullement à saint Clément Disciple des Apôtres, sont fort anciens, bien que supposés, & antérieurs à Origène Ecrivain du 3. Siècle; dans le sixième de ces Livres tout à la fin nous lisons que S. Pierre baptizoit auprès de la mer ceux qui avoient pleinement reçu la foy de notre Seigneur, c'est à dire, ceux qui avoient crû en luy, & qui avoient été instruits dans la connoissance de son Evangile. S. Jérôme expliquant ces paroles de Jesus Christ à ses Apôtres, Allez, instruisez toutes les nations, les baptisant au nom du Père, & du Fils, & du S. Esprit, S. Jérôme remarque que les Apôtres les enseignoient premièrement, & qu'après les avoir instruites, ils les baptisoient d'eau; Car, *In cap. 28. Matt. tom. 19. ajoute-t'il, il ne se peut faire que le corps reçoive le Sacrement du Baptême, 6. p. 66. que l'ame n'ait premièrement reçu la vérité de la foy.* Ce que le Canon 46. de Laodicée prescrit.

T. 5. spici- leg. p. 203. S. Oüen écrit dans le Chapitre 8. du 2. Livre de la Vie de S. Eloy Evêque de Noyon, qu'il baptizoit tous les ans à Pasques ceux qu'il avoit pû gagner pendant toute l'année, c'est à dire, ceux qu'il avoit pû convertir des ténèbres du Paganisme à la lumière de l'Evangile. Paulin Archevêque d'Iork n'en usoit pas autrement dans le même Siècle, c'est à dire dans le 7. au rapport de Beda dans le Chapitre 14. du 2. Livre de son Histoire Ecclesiastique d'Angleterre.

terre. Théodulphe Evêque d'Orléans suit le même chemin dans le Chap. 1. de son Traité du Baptême. Alcuin, qui n'approuvoit pas qu'on contraignist les Saxons à recevoir le Baptême, allégué pour raison que l'instruction doit précéder : Mais pour descendre jusqu'au Siècle passé, le Cardinal Borromée dans le 5. Concile de Milan, dont il étoit Archevêque, demande deux choses des adultes qui doivent être baptisés : la première, qu'ils sçachent les rudimens de la Doctrine Chrétienne ; la seconde, qu'ils se repentent de leur vie passée ; j'ajouterai à tout ce que j'ay observé jusqu'ici l'usage de la Primitive Eglise, qui instruisoit longtems les Catéchumènes avant que de les honorer du saint Baptême. Il y a dans notre Discipline à la fin de ce Chapitre, que nous examinons, un Formulaire du Baptême de ceux qui se convertissent à la foy Chrétienne ; & dès le 13. Siècle, Nicétas Choniates en avoit fait un pour les Mahométans qui desirent embrasser le Christianisme. Le 6. Concile de Paris autorise le Decret qu'il en fait l'an 829. dans le 6. Canon du 1. Livre, par la pratique de la Primitive Eglise, Tom. 2. Concil. Gall. pag. 486.

Ep. 104.
105.

Ann.
1579.
T. 9. Conc.
pag. 616.

T. 12. Bibl.
Pat. pag.
527. cum
531. 532.

IV.

Les enfans des peres & meres de l'Eglise Romaine, & des excommuniez, ne pourront estre receus au Baptême des Eglises Reformées, encore qu'ils fussent presentez par des Pareins fidèles, si le pere ou la mere n'y consentent, ou ne le requierent, & ne se demettent de leur autorité, en quitant & cedant aux Pareins leur droit quant à l'instruction, avec promesse qu'ils souffriront que leurs enfans soient instruits dans la vraye Religion.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode de Poitiers 1560.

Dès le Synode de Paris 1559. il fut dit, Sur la proposition du Frere de S. Lo, que le pere & la mere estant excommuniez, leur enfant ne sera receu au Baptême, jusqu'à ce que ledits pere & mere, ou l'un d'eux se soit reconcilié à l'Eglise, sinon que le grand pere, ou la grand' mere dudit enfant se presentassent, auquel cas il sera receu, d'autant qu'il est leur sang issu d'eux.

Au Synode de Vitré 1583. il fut dit qu'un pere pourra estre present au Baptême de son enfant, encore qu'il soit suspendu de la Cene.

Au Synode de la Rochelle 1607. Sur la question proposée par les Députez de Normandie, au nom de l'Eglise de Caën, si on peut recevoir au Baptême l'enfant né de mariage réprouvé en l'Eglise, estant présenté par des Pareins fidèles, qui déjà en avoient présenté d'autres issus du même mariage: Il a été jugé, que la faute des parens ne pouvant prejudicier aux enfans, il n'y a point de doute ou de difficulté qui les empesche d'être receus au Baptême, étant presentez par les mêmes Pareins l'Eglise néanmoins sera avertie, que c'est sans approbation du mariage.

Au Synode de Vitré 1583. Sur la question des Députez de Xaintonge, si

pour le regard des enfans nez hors mariage, même en adultere, ou inoeste, on usera de la forme de prière accoutumée, *engendré de pere & de mere que tu as appelez en ton Eglise*: La Compagnie est d'avis qu'on n'en doit point faire difficulté, d'autant que le nom de *pere & mere* comprend, non seulement les plus proches, mais aussi les Aïeulx, jusqu'à mille degrés: Considérant aussi qu'encore qu'il y ait des fautes dans les pareus, ils ne laissent pas d'être compris généralement dans l'alliance.

C O N F O R M I T E.

Cét Article est fondé sur ce que les enfans dépendent des Pères & des Mères, sans le consentement desquels on n'en peut pas disposer ni les baptizer contre leur gré, dans une Communion dont ils ne sont pas membres; autrement, ce seroit forcer les gens au Baptême, ce que l'Eglise a toujours condamné. Le Roy Chilperic, au rapport de Grégoire de Tours, commanda de baptizer les Juifs, c'est à dire qu'il en contraignit plusieurs à être baptizez; ce que le Pape Grégoire I. n'approuva pas, comme il paroît par la Lettre qu'il en écrivit à Virgile & à Théodore, dont le premier étoit Evêque d'Arles, & le second de Marseille, & qui est la 45. du Livre 1. Ainsi quand le Roy Sisebute en eut usé en Espagne de la même manière que Chilperic en France, le 4. Concile de Tolède changea l'an 633. par son Canon 56. cette pratique violente: le Decret est compris en ces termes: *Quant aux Juifs, le Synode a ordonné que désormais on ne forcera personne à croire, car Dieu a compassion de celui qu'il veut, & il enduret celui qu'il veut; & on ne doit pas sauver ces gens-là par force, mais volontairement, afin de garder la forme entière de la justice; car comme l'homme se perdit en obéissant volontairement au serpent, il se sauve aussi en croyant, & en se convertissant à Dieu, quand il l'appelle par sa grace; qu'on employe donc la persuasion, & non pas la violence, pour les porter à se convertir librement, & sans aucune contrainte; & il est à remarquer que l'Ordonnance de ce Prince comprenoit les enfans & les domestiques; c'est pourquoy S. Isidore de Séville écrivoit de luy ayant égard à*

Hist. lib. 6. cap. 17.

T. 4. Conc. pag. 593.

ib. p. 603.

Hist. Goth. in st. feb. 10.

cét Edit, *qu'il avoit le zèle de Dieu, mais non pas selon la connoissance: & nous avons déjà vu sur l'Article précédent, qu'Alcuin Précepteur de Charlemagne ne goûtoit aucunement la contrainte dont on usoit en ce tems-là envers les Saxons; il ne faut que lire ses Lettres 104. & 105. pour demeurer d'accord de cette vérité, jusques-là qu'il déplore en un endroit de la première le malheur de ce peuple, qui, à ce qu'il dit, a souvent perdu le Sacrement du Baptême, parce qu'il n'a jamais en dans son cœur le Sacrement de la foy. De là vient qu'il enseigne en l'une & l'autre, qu'il faut commencer par l'instruction, que la foy est une chose volontaire, & non pas forcée, qu'on ne peut contraindre un homme à croire ce qu'il ne croit pas.*

Mais afin qu'on ne s'imagine pas que le sujet que j'examine est de peu d'importance, & qu'on le peut mettre au rang de ces choses indifférentes, dont la pratique doit être libre; il faut montrer qu'il n'y a rien de si contraire au génie de l'Evangile, que de contraindre les hommes d'en embrasser la profession. Jesus Christ, l'Auteur de cette celeste doctrine, & le Souverain Docteur de cette vérité, n'a jamais employé la force, ny la violence pour la faire

faire recevoir, il s'est contenté des exhortations, & des remontrances, qu'il accompagnoit d'une vertu secrète & intérieure, à l'égard de ceux qu'il avoit dessein d'appeller à sa Communion, & qu'il attiroit avec efficacité, mais en même tems avec douceur, par des cordeaux d'humanité, par des liens d'amour & de charité. Les Apôtres suivirent religieusement son exemple, exhortant les hommes de se repentir & de croire à l'Evangile, & les suppliant au nom de Jesus Christ de se reconcilier avec Dieu.

Les Chrétiens qui vinrent après le Siècle des Apôtres n'en usèrent pas autrement. Tertullien, dans son Apologétique, déclare positivement qu'on ne peut ôter la liberté de la Religion, ni défendre aux hommes le choix de la Divinité qu'ils adorent, sans se rendre coupable du crime d'impiété & d'irréligion, parce qu'il prétend que le service de Dieu doit avoir pour principe un cœur volontaire; & dans son Livre à Scapula il dit, que ce n'est pas un acte de Religion, que de forcer la Religion, qu'on doit embrasser de gré & non pas de force. Lactance, dans le Chapitre 20. du Livre 5. de ses divines Institutions, témoigne qu'il n'y a rien de si volontaire que la Religion, qui n'est plus, dès le moment qu'on y a de l'aversion & de la répugnance. S. Hilaire de Poitiers, dans son 1. Livre à l'Empereur Constantius, écrit que Dieu a enseigné la connoissance que les hommes ont de luy, plutôt qu'il ne l'a exigée, autorisant ses commandemens par ses miracles, & ne desirant pas d'obéissance forcée, ni de confession contrainte; & dans son Livre contre Auxentius, il reproche aux Ariens qu'ils employent les prisons & les bannissements pour contraindre les hommes à prendre leur parti, & à passer dans leur Communion. S. Athanase n'avoit pas d'autres sentimens, comme il s'en explique en divers endroits de ses Ouvrages, particulièrement dans son Epître aux Solitaires, où il dit, que le propre de la piété & de la Religion n'est pas de contraindre, mais de persuader, à l'exemple de notre Seigneur, qui ne forçoit personne, mais laissoit en la liberté de chacun de le suivre, disant à tout le monde, si quelqu'un veut venir après moy; & à ses Disciples, & vous ne vous en voulez-vous point aussi aller? Ensuite de cela, il blâme extrêmement la conduite de l'Empereur Constantius, qui à la sollicitation des Ariens tourmentoit les Catholiques, & usoit de violence envers eux pour les forcer de se déclarer en leur faveur, violence qu'il exagère par des comparaisons un peu fortes, & que je me dispense de rapporter. Je pourrois alléguer plusieurs autres témoignages des Pères, si je ne craignois d'être trop long.

C'est pourquoi il suffira de remarquer, qu'il est fait mention dans le Code Africain de Mr. Justel d'une Loy qui avoit été publiée, par laquelle on remettoit à la liberté de chacun d'embrasser la Religion Chrétienne. L'Empereur Jovien, qui avoit succédé à Julien l'Apostat, est loué dans Socrate de ce qu'il avoit permis à chacun de faire profession de telle Religion qu'il voudroit. Ammien Marcellin n'a pas manqué aussi de louer pour le même sujet à la fin de son 30. Livre le grand Valentinien qui tint l'Empire après Jovien; ce que le Prince même témoigne de luy dans le Code Théodosien, où il déclare que dès qu'il commença à régner, il fit des Loix, par lesquelles chacun avoit le pouvoir de professer la Religion en laquelle il avoit été instruit & élevé; je ne sçay si je dois parler de Constantin Pogonat ou le Barbu, qui dans la Let-

Cap. 24.
28.

Pag. 82. G.
Pag. 82. G.
1544.

Ibid. p. 84.

T. I. p. 855.

Pag. 388.

Hist. lib. 3.
cap. 25.
extr.

Lib. 9. T.
16. de mathem.

T. 5. Conc. tre qu'il écrit à l'Evêque de Rome, à l'occasion du 6. Concile Universel qu'il
 pag. 11. convoquoit à Constantinople, luy parle de la sorte : *Nous pouvons inviter & exhorter tout le monde à s'amender, & à s'unir avec tous les Chrétiens; mais nous ne voulons pas y contraindre personne.* Mais je sçay bien que je ne dois pas finir l'examen de cette matière, sans faire mention de l'Empereur Marcien, par l'autorité duquel le Concile de Calchédoine fut assemblé l'an 451. de nôtre Seigneur: car dans la Lettre qu'il écrit aux Archimandrites & aux Moines de Jérusalem & des lieux circonvoisins, il dit, parlant de ce Concile, que personne n'a été contraint par son Ordre d'y souscrire & d'y consentir, & p. 488. voicy la raison qu'il en rend; *Car, dit-il, nous ne voulons entrainer qui que ce soit dans le chemin de la vérité par menaces ni par violence;* paroles dignes de ce sage Prince, & qui méritent d'être gravées dans l'esprit de tous les Souverains; & il eust été à souhaiter pour la gloire de Charlemagne qu'il en eust ainsi usé envers les Saxons, bien loin de menacer de mort ceux d'entr'eux qui refusoient d'être baptisez.

Collect. Rom. part. 2. pag. 179. cap. 7.

V.

Les enfans aussi de ceux qu'on appelle Sarrafins pourront être reçus au Baptême des Eglises Reformées, aux conditions que dessus; pourveu aussi qu'il n'y ait point de présomption qu'ils eussent esté déjà baptisez. Et après de sérieuses remontrances faites aux Pareins de bien aviser comment ils pourront s'acquiter de leur obligation, & de la promesse qu'ils font à l'Eglise, & deplus, que les Pareins & Marciens se chargent de la nourriture, & de l'instruction de l'enfant.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Montauban 1594.

Au Synode de Saumur 1596, cet article fut confirmé, & seulement, ces dernieres paroles furent ajoutées, Et deplus que les Pareins, &c. jusqu'à la fin.

Au Synode de Gergeau 1601. ont esté ajoutées ces paroles, pourvu aussi qu'il n'y ait presumption, &c.

Au Synode de Charenton 1631. fut osté le nom de Bohemiens, attendu que les deux suffisoient, savoir Sarrafin & Egyptien.

CONFORMITE.

Cet Article étant à peu près la même chose que le précédent, il n'a pas besoin d'autre éclaircissement que de celui que j'ay donné sur le 4. où j'ay remarqué diverses choses.

VI.

On ne fera aucun Baptême, que dans les Assemblées Ecclesiastiques; où il y a une Eglise publiquement dressée: Et où elle n'est pas publique,

que, & les peres & meres, par infirmité, craignent d'aller faire baptiser les enfans dans l'Assemblée, les Ministres aviseront bien prudemment combien ils leur doivent concéder: quoi qu'il en soit, qu'il y ait forme d'Eglise, & ensemble exhortation & prière: mais s'il n'y avoit aucune Eglise, & qu'il ne se pût assembler de Compagnie, le Ministre ne fera point de difficulté de baptiser, avec prière, & exhortation, l'enfant du fidèle qui lui sera présenté.

O B S E R V A T I O N S .

Cet article est du Synode de Paris 1559.

Au Synode de Poitiers 1560. Sur la question, s'il est permis d'administrer le Baptême extraordinairement, quand il y aura apparence que l'enfant ne puisse vivre que peu de tems. Resp. Dans les lieux où il y a prédication ordinaire, on doit garder l'ordre accoutumé. Quant aux lieux où les prédications se font extraordinairement & hors heure, il est à la discretion du Ministre de s'accommoder à l'infirmité des peres, se gardant bien de les nourrir en aucune superstition.

Au Synode de Lion 1563. il est dit, qu'en interpretant les articles des Synodes précédents, on ne fera aucun Baptême, que dans les Assemblées Ecclesiastiques & publiques.

Au Synode de Montauban 1594. il fut dit, qu'on ne laissera pas de baptiser les enfans, encore que les peres & les Parens les apportent trop tard, pourveu que l'Assemblée de l'Eglise ne soit pas entierement separée, parce que les enfans ne doivent pas porter la faute des peres, lesquels avec les Parens seront grièvement censurez de leur paresse, & du mépris des Prédications, où ils n'auroient daigné assister.

Au Synode de Saumur 1596. il fut dit que cet article demeureroit, savoir, que dans les Eglises qui ont exercice public on ne baptisera qu'aux heures & aux lieux ordinaires, mais dans les Eglises qui n'ont tel exercice, on y baptisera selon les rencontres, & toujours avec quelque forme de prédication. Que si le Pere par infirmité presse de faire baptiser son enfant avant la prédication, les Pasteurs aviseront à ce qui sera pour l'édification de l'Eglise, en avertissant le peuple.

Au Synode de Gap 1603. il fut encore arrêté, que cet article tiendrait selon les résolutions des Synodes de Poitiers, & de Saumur. Et quant à prêcher dans les maisons des Gentils-hommes, pour baptiser leurs enfans, on s'y conduira pour l'édification de l'Eglise: Et que quant au mot, d'infirmité, ils'entendent des peres, & non des enfans mêmes.

Au Synode de S. Maixant 1609. A la question proposée par la Province du haut Languedoc, s'il est permis, en cas de maladie pressante, l'enfant étant en évident peril de mort, de baptiser aux jours de prêches ordinaires, devant que le préche soit commencé: & si on peut administrer le Baptême aux prières publiques & ordinaires qui se font sans prédication: il a été répondu, que les Pasteurs le pourront faire, sur l'attestation que le Consistoire ou quelques

Anciens rendront de la maladie de l'enfant. Et si sur la pratique de cet article, il se trouve de nouvelles difficultez, les Provinces sont exhortées de venir préparées sur ces difficultez-là au Synode National prochain.

Au Synode de Privas 1612. Il est dit qu'on n'a rien voulu changer dans l'article susdit, qui approuve le Baptême devant la prédication, & aux Prières publiques & ordinaires, sinon dans la clause qui spécifie que cela est permis *en évident peril de mort*, & qui demande *témoignage du Consistoire, ou de quelques Anciens*, parce qu'il semble que cette clause donne quelque ouverture à l'opinion de la nécessité du Baptême. Et le reste de l'article tiendra jusqu'au Synode National prochain: pendant lequel tems, les Provinces sont chargées de se préparer soigneusement sur cette matiere, par l'avis des Consistoires, des Colloques, & des Synodes Provinciaux, & d'envoyer leur avis fortifié de raisons, afin que tout ayant été meurement considéré audit Synode National, il en soit fait une décision finale par la pluralité des voix recueillies par tête de tous les Députez qui se trouveront audit Synode. Et pour faciliter l'exécution de ce que dessus, quatre Pasteurs ont été nommez, pour mettre par écrit les raisons de part & d'autre, qui ont été proposées, & dont copie sera emportée avec les actes de la présente Assemblée.

Au Synode suivant de Tonneins 1614. La Compagnie fut d'avis que les Députez des Provinces proposeroient l'avis de chacune d'elles selon qu'il a été recueilli par la pluralité des voix, & non l'avis particulier de chacun d'eux: suivant quoi, par la pluralité des voix des Provinces, il a été ordonné, qu'on se tiendrait à l'ordre pratiqué devant le Synode de S. Maixant, & qu'il ne sera permis de baptiser sans prédication précédente, ou immédiatement suivante.

Au Synode de Castres 1626. La Province de Dauphiné ayant demandé avis, si elle doit contraindre par la rigueur des censures Ecclesiastiques ceux qui contreviennent au règlement du Synode de Tonneins, ordonnant que l'administration du Baptême ne se fera point sans prédication immédiatement précédente, ou immédiatement suivante; veu que plusieurs des Eglises qui ont retenu l'usage des Prières publiques & ordinaires à certains jours, administrent le Baptême ausdites Prières, sans prédication: La Compagnie, après une longue concertation, ayant reconnu que la parole nécessaire à la célébration du Sacrement est suffisamment contenuë dans la Liturgie de nos Eglises, & n'ayant pas trouvé à-propos de presser l'observation du règlement de Tonneins, a arrêté que les Provinces, après l'examen des raisons, qui peuvent être alléguées de part & d'autre, chargeront les Députez, qu'elles enverront au Synode National prochain, des argumens qu'ils estiment les plus forts, afin que sur eux ledit Synode prenne une finale résolution.

Enfin au Synode de Charenton 1631. on fit ce dernier règlement conçu en ces termes. En procédant, selon l'arresté du Synode National de Castres, à l'examen des raisons rapportées par les Députez des Provinces, sur la question, s'il est permis & à-propos d'administrer le Baptême aux jours de Prières publiques & ordinaires sans prédication, après avoir ouï les resultats des délibérations desdites Provinces: La Compagnie a déclaré que la Prédication, avant ou après le Baptême, n'est pas de son essence, mais de l'ordre dont l'Eglise
peut

peut dispoſer. C'eſt pourquoi les Eglises & les Provinces ſont renvoyées aux coſtumes & aux uſages qu'elles jugeront les plus convenables à leur édiſication.

C O N F O R M I T E'.

Le Canon 59. du 6. Concile Oecuménique, défend l'an 692. d'adminiſtrer le Baptême dans les Oratoires qui ſont dans les maiſons particulières, il veut que cela ſe faſſe dans les *Eglises Catholiques*, menaçant de dépoſer les Eccléſiaſtiques qui n'obéiront pas à ce Decret, & d'excommunier les Laiques qui le violeront. Le même Concile pourtant permet de le faire par l'avis de l'Evêque du lieu, Canon 31. bien que le 58. de Laodicée eût défendu abſolument aux Evêques & aux Prêtres dans le 4. Siècle, de célébrer l'Eucharistié dans les maiſons.

T. 5. Conc.
p. 319.

Mais la difficulté eſt de ſçavoir ce que le Concile entend par les *Eglises Catholiques*, quand il défend de baptizer ailleurs, expreſſion que je trouve auſſi dans les Préliminaires du ſecond Concile de Nicée, où il eſt dit que les Evêques allèrent *ad Luterem de la ſainte Eglise Catholique*; Le terme *Luter*, qui vient du Grec *λουω*, ſignifie un baſſin ou vaiſſeau à laver les pieds, & je ne ſçai ſi dans les paroles que j'examine il ne ſeroit pas inſi pour la fontaine baptiſmale. Après tout, je croirois volontiers que par les *Eglises Catholiques*, dont il eſt queſtion, il faut entendre les Eglises deſtinées à tout le peuple univerſellement, & où il y avoit de Baptiſtères publics: Suivant cela, il eſt parlé dans les Capitulaires de nos Rois des *Eglises Baptismales*, ainſi nommées, parce qu'il y avoit un Baptiſtère public, comme il paroît par le Canon 7. du Synode que Pepin, père de Charlemagne, ſittenit *apud Vernum*, l'an 750. Il ne ſaut pas qu'il y ait de Baptiſtere public en aucune Paroiſſe, que là où l'Evêque de qui eſt la Paroiſſe aura ordonné. Flodoard dans le ſecond Livre chap. 19. de ſon Hiſtoire de l'Eglise de Reims appelle ces Eglises des *titres Baptismaux*, ce qui les diſtinguoit des autres qui n'avoient pas de Baptiſtères.

T. 5. Conc.
p. 517.

T. 2. Conc.
Gall. p.
252.

ib. p. 30.

T. 16.
Bibl. Pat.
p. 674.

Et il eſt fort vrai-ſemblable qu'il n'y avoit dans chaque Ville qu'une Eglise Baptiſmale, où tout le monde étoit baptizé, ce qui avoit auſſi lieu dans les bourgs à la campagne; c'eſt ainſi qu'il faut entendre ce Decret du Concile de Meaux de l'an 845. *Qu'aucun Prêtre ne préſume de baptizer, ſinon dans les Eglises Baptismales qui ſont dans les bourgs*. Pour ce qui eſt des Oratoires, il n'étoit pas permis d'y bâtir de Baptiſtère, comme nous l'apprenons de l'Epître 9. du Livre 2. de Grégoire I. de la 71. & 83. du 7. & de la 3. du 8. Cette pratique d'roit encore du tems du Pape Zacharie, qui l'écrivit ainſi à Pepin l'an 747. de nôtre Seigneur, en ſe ſervant des propres termes de Grégoire I. mais avec le tems, on laiſſa à la liberté de l'Evêque de le permettre, pourvu que le conſentement de ſon Clergé intervînt; c'eſt ce qu'on lit dans le Decret de Gratien c. 16. q. 1. c. 53. Au reſte, ces Eglises Baptismales, qu'on nommoit autrement *Plebæ & Oracula*, étoient en telle conſidération par deſſus les autres, que Charlemagne dans ſon Capitulaire de l'an 793 chap. 2. ne veut pas qu'elles ſoient poſſédées par des perſonnes Laiques, à qui il défend de les donner ſous titre de bénéfice, quoi que cela n'ait pas toujours été obſervé; & peut-être don-

T. 3. Conc.
Gall. Can.
48. p. 45.

T. 1. Conc.
Gall. cap.
15. p. 566.

noit-

noit-on à ces Eglises les noms de *Plebes & Oracula*, parce que tout le peuple avoit accoutumé de s'y rendre, pour y entendre les Oracles de Dieu, c'est à dire la parole de son Evangile.

Quant à ce que nôtre Discipline permet aux Ministres de baptiser hors des Assemblées, lors qu'il est impossible d'en convoquer, il s'accorde très bien avec le 7. Canon du Concile *apud Venum*, que j'ai cité ci-dessus, où il est permis en cas de nécessité de baptiser hors des lieux où étoient les Baptistères publics; Au reste, *Venum Palatium* étoit une Maison Royale entre S. Denys & Compiègne, du moins plusieurs le croyent ainsi.

V II.

Parce que nous n'avons aucun commandement du Seigneur de prendre des Pareins & des Marceines, pour présenter nos enfans au Baptême, on ne peut imposer de loi expresse à personne d'en user: toutefois, parce que cette coutume est ancienne, & introduite pour une bonne fin, savoir pour témoigner de la foi des parens & du Baptême de l'enfant, & aussi pour entretenir la Société des Fideles par les liens de l'amitié; ceux qui ne la voudront pas suivre, mais présenter eux-mêmes leurs enfans, seront instamment exhortés de n'être pas contentieux, mais de se ranger à l'ordre ancien, qui est bon & utile.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode de Paris 1565.

Au Synode de la Rochelle 1571. le mot d'alliance, qui étoit joint à celui d'amitié fut ôté. Et là même le mot de contentieux fut mis au lieu de celui d'opiniâtre.

C O N F O R M I T É.

L'usage des Parreins & des Marreines pour présenter les enfans au Baptême est fort ancien, puis que Tertullien en fait mention dans son Livre du Baptême chap. 18. S. Augustin dans son Epître 23. dit qu'ils sont présentés par les pères & mères, ou par d'autres; le prétendu Denys Aréopagite dans sa Hiérarchie Ecclésiastique ne parle que des Parreins qui doivent être fidèles & choisis par ceux qu'on va baptizer, s'ils sont adultes, ou par les pères & les mères, si ce sont de petits enfans, & il veut même persuader aux Lecteurs, que c'est une institution des Apôtres. Grégoire I. dans son Livre des Sacramens n'oublie pas non plus ceux qui présentent les enfans au Baptême. Pour Césaire d'Arles, il déclare dans la 12. de ses Homélies, que Mr. Baluze nous a données, que les pères & les mères en sont les répondans. Le Canon 6. du Concile de Mets, de l'an 888. ordonne que le père ou la mère de l'enfant le reçoive quand il sort de la fontaine Baptismale, tant l'Eglise a usé de liberté en ces sortes de choses: Qu'on voye les trois derniers témoignages dont je fais mention sur l'Article 12.

V III.

T. 2. c. 2.
Ep. 7. p.
215. 216.
217. 361.
Paris.
1643.

T. 3. Conc.
Gall. p.
326.

VIII.

Les femmes ne seront point receües à presenter les enfans au Baptême, qu'elles ne soient accompagnées d'un Parein, & après qu'elles auront fait profession de la Religion Chrétienne.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Lion 1563. Expliqué au Synode de Paris 1565.

Cela avoit été en quelque sorte toléré d'abord par la nécessité des tems. Car au Synode de Poitiers 1560. sur la demande, si les femmes peuvent presenter (savoir seulement) les enfans au Baptême, il fut répondu, qu'il n'en faut pas faire une coutume: mais qu'il n'y a rien qui empêche, que, pour quelque considération, on ne les puisse quelquefois admettre.

Ces dernières paroles, & après qu'elles auront fait profession de la Religion Chrétienne, sont du Synode de Nîmes 1572.

CONFORMITE.

On ne voit dans toute l'Antiquité que peu ou point d'exemples d'une femme, qui ait présenté un enfant au Baptême sans Parein, & moins encore d'une femme infidèle; en effet, nous avons vû sur l'Article 7. que ceux qui présentent les enfans doivent être fidèles. Ce que j'ai allégué du Concile de Mets sur le même Article 7. ne détruisant pas ce que j'écris sur celui-ci, si on lit tout le Canon, outre que cela a été quelquefois toléré parmi nous pour quelque considération, comme il paroît par le Synode National de Poitiers de l'an 1560. cela s'entend à l'égard des femmes fideles, bien que cette tolérance n'ait plus de lieu aujourd'hui.

IX.

Nul Parein venant d'une autre Eglise ne sera receu à presenter un enfant au Baptême, sans apporter témoignage de son Eglise.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Montauban 1594.

Au même Synode il est dit, qu'on ne recevra point les presentations des enfans au Baptême, faites par Procureur, si ce n'est pour les Rois ou les Princes, qui à cause de leurs grandes occupations ne peuvent se trouver sur les lieux, quand le Baptême s'administre.

On doit rapporter à cet article, ce qui a été arrêté au Synode de London 1659. touchant les Lutheriens, en ces mots: En execution de l'article du Synode National de Charenton 1631. lors qu'il se rencontre quelques uns de ceux de la Confession d'Ausbourg, qui sont appelez Lutheriens, pour presenter des enfans

sans au Baptême, n'ayant point auparavant participé à la sainte Cène avec nous: La Compagnie ordonne, que les Consistoires prendront une particulière connoissance de leur disposition, s'ils se rangent à nos Assemblées, avec cet esprit de charité, & vraiment paisible, que ledit article requiert, auquel cas ils les recevront; ce qui sera pareillement observé à l'égard des mariages.

C O N F O R M I T É.

Anciennement on ne recevoit aucun étranger sans témoignage de son Eglise; c'est la disposition du 7. Canon du Concile d'Antioche de l'an 341. *qu'on ne reçoive aucun étranger sans Lettres pacifiques*; C'est ce qui paroît encore par le Chapitre 58. du 2. Livre des Constitutions Apostoliques, où nous lisons qu'on ne recevoit ni frère ni sœur d'une autre Eglise, sans Lettres de recommandation.

X.

Il faut que ceux qui présenteront des enfans au Baptême soient d'âge suffisant, comme de quatorze ans, & qui ayent fait la Cène: ou s'ils sont avancez en âge, & qu'ils n'ayent pas fait la Cène, il faut qu'ils protestent de la faire, & qu'ils soient deüement catéchisez.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article commençoit par ces mots, il sera bon, mais au Synode de Gap 1603. ils furent changez en ceux-ci plus obligatoires, il faut.

Dès le Synode de Paris 1565. *Il fut dit, que le Synode n'étoit pas d'avis que les enfans au dessous de l'âge de douze ans fussent admis à la Cène, &c.* Mais qu'après qu'ils auroient été une fois admis à la Cène, ils pourroient être receus à présenter les enfans au Baptême.

C O N F O R M I T É.

Héraud Evêque de Tours, dans son Capitulaire de l'an 858. fait cette Ordonnance, *que personne ne reçoive quelqu'un de la fontaine Baptismale, à moins qu'il ne sçache par cœur en sa propre langue & qu'il n'entende l'Oraison Dominicale & le Symbole; & que tous sçachent le Traité qu'ils ont fait avec Dieu.*

T. 3. Conc. Gall. cap. 55. pag. 113. Le Canon 6. du Concile de Mets prescrit en substance la même chose l'an 888. de notre Seigneur. Le Cardinal Charles Borromée Archevêque de Milan, dans les Conciles 4. & 5. qu'il y fit tenir l'an 1573. & 1579. n'en parle pas autrement, marquant même, aussi-bien que nôtre Discipline, l'âge de quatorze ans; & pour bien remarquer la conformité de nôtre Discipline avec celle des Anciens, il faut sçavoir que nous n'admettons personne à la participation de l'Eucharistie, qu'après qu'il a donné des preuves suffisantes de son instruction, & de la connoissance qu'il a des mystères de son salut. Le 6. Concile de Paris, antérieur à tous les témoignages que je viens de produire, puis qu'il fut assem-

Ibid. p. 326.
T. 9. Conc. p. 548.
E 615.

blé

blé l'an 829. de Jesus Christ, ce Concile se plaint dans le Canon 7. du 1. Livre, que ceux qui présentent les autres au Baptême, n'ont pas assez de connoissance pour les instruire, ce qu'il attribué à la négligence des Conducteurs; & dans le Canon 54. il veut absolument qu'ils soient instruits pour pouvoir répondre de l'instruction de ceux qu'ils présentent; se servant même dans le Canon 7. de quelques paroles d'un Sermon de S. Augustin pour confirmer ce qu'il dit.

T.2. Conc.
Gall. p.
487. &
521.

163. de
Temp.

X I.

Ceux qui sont suspendus de la Cène ne pourront en qualité de Pareins présenter des enfans au Baptême, tant que durera leur suspension.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode de Figeac 1579.

Au Synode de Gergeau 1601. Il a été résolu, que pour quelque faute que ce soit on ne peut refuser les fidèles de présenter les enfans au Baptême, jusqu'à ce qu'ils aient été suspendus de la Cène.

C O N F O R M I T E'.

Ce même Concile de Paris, que je viens de citer, défend dans le dernier de ses Canons que j'ai marqué, c'est à dire dans le 54. il défend à ceux qui pour quelque peché sont dans la pénitence, & par conséquent privez de la Communion, de présenter qui que ce soit au Baptême, jusqu'à ce qu'ils aient été reconciliez à l'Eglise. Le Cardinal Borromée dans son premier Concile de Milan, qu'il fit tenir l'an 1565. défend la même chose à tous ceux qui sont excommuniés.

T.9. Conc.
p. 453.

X I I.

Les Pasteurs exhorteront diligemment les Pareins & les Marceines, de peser & considerer les promesses qu'ils font en la célébration du Baptême: & aussi les peres & meres, de choisir des Pareins & des Marceines bien instruits en la Religion, de bonne vie, de bonnes mœurs, & qui soient de leur connoissance, tant que faire se pourra, & par le moyen desquels il y ait apparence, qu'à un besoin les enfans puissent être bien élevez.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est encore du Synode de Figeac susdit.

Dès le Synode de sainte Foi 1578. Il fut dit, que les femmes étant reçues

Mareines, se chargeroient de l'instruction des enfans, comme les Pareins, & feroient exhortées par les Ministres d'accomplir leur promesse.

Au Synode de Saumur 1596. Il fut dit, qu'on exhorteroit les peres, de choisir des Pareins qui soient de connoissance, & propres à accomplir les promesses qu'ils font.

Au Synode de Montpellier 1598. Il est dit, que l'obligation des Pareins & des Mareines, portée par le Formulaire du Baptême, emporte, non seulement l'instruction des enfans en la pieté, mais aussi, en cas de necessité, de procurer par tous moyens leur entretenement,

C O N F O R M I T E.

T. 2. c. 7. L'Auteur de la Hiérarchie Ecclésiastique, sous le nom de Denys l'Aréopagite, p. 361. prescrit justement ce qu'ordonne nôtre Discipline. Jonas Evêque d'Orleans suit 362. le même chemin dans le 9. Siècle, & établit, par les paroles de S. Augustin, les devoirs auxquels sont obligez les Parreins & les Marreines envers ceux qu'ils présentent pour être baptisez; c'est à quoi il employe le Chap. 6. du 1. Livre de l'Instruction des Laïques, & les paroles de S. Augustin dont il se sert sont prises du Sermon 163. du Tems, qui est dans le 10. Tome de ses Oeuvres. Le Cardinal Borromée dans son 1. Concile de Milan de l'an 1565. marche sur les traces des Anciens, ordonnant d'avertir les Parreins de ce qu'ils doivent à leurs Néophytes, & pour la doctrine, & pour les mœurs, au défaut des pères & des mères. Long-

Tom. 1.
spicileg.
p. 19.

T. 9. Conc.
p. 453.

Tom. 5.
spicileg.
p. 212.

tems avant ce Concile de Milan, S. Eloy avoit recommandé la même chose aux Parreins, & dans le 2. Livre des Capitulaires chap. 46. il est enjoint aux Parreins de s'appliquer à l'instruction des enfans qu'ils ont présentez au Baptême, parce qu'ils ont répondu pour eux; c'est encore le sujet d'un Canon d'un Concile de Reims dans Réginon, l. 1. c. 272.

XIII.

Ceux qui presenteront des enfans au Baptême de l'Eglise Romaine par Procureurs, seront apremment censurez, comme consentans à l'idolâtrie.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode de Montauban 1594. Ledit Synode avoit fait un fort ample réglemenr sur ce sujet, dont tout le commencement se voit dans les observations marginales de la Discipline de Saumur, commençant par ces mots, On ne recevra point, &c. Mais tout cela fut retranché au Synode suivant tenu à Saumur, & la fin seulement retenu, avec ordre qu'elle seroit inserée dans le corps des articles de la Discipline, qui est celui que nous avons en ce lieu.

Au Synode de Vitré 1617. Sur la demande de la Province du Bas Languedoc, la Compagnie a ordonné, que les peres & les meres qui prennent des Pareins & des Mareines de la Religion Romaine, pour presenter leurs enfans

au Baptême par Procureurs, faisant profession de la Religion Reformée, seront poursuivis par censures Ecclesiastiques, comme aussi lesdits Procureurs.

CONFORMITE.

Dans l'Ancienne Eglise, ceux qui vivoient dans une Communion séparée des autres, ne presentent jamais des enfans au Baptême dans celles dont ils n'étoient pas membres, & avec lesquelles ils n'entretenoient aucun commerce ni aucune société pour les choses de la Religion & du service de Dieu.

XIV.

Touchant les noms qui sont imposez aux enfans, les Ministres rejetteront, autant qu'il leur sera possible, & qu'il sera expedient, ceux qui restent de l'ancien Paganisme, & ils n'imposeront point aufdits enfans les noms attribuez à Dieu dans l'Eglise, comme Emanuel & autres semblables. Et au reste ils exhorteront les peres & les pareins de prendre des noms aprouvez en l'Ecriture sainte, autant qu'il sera possible. Que s'ils en aiment quelque autre, on les pourra recevoir, les susdits exceptez, & ceux qui signifient quelque chose d'indécet.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562. Au Synode de Vitry 1583. on ajouta ces mots, comme Emanuel, & autres semblables.

Le Synode de Charenton 1631. veut que ces mots, ni aussi les noms d'Office, comme Baptiste, Ange, Apôtre, soient retranchez, comme étant inutiles, & éloignez de la pratique de nos Eglises, & qui se lisoient dans l'ancienne Discipline.

Au Synode de Nismes 1572. il fut dit, que les Ministres d'une Province particulière seroient avertis, sur qu'elle difficulté qu'ils faisoient de recevoir certains noms au Baptême, que pour cet égard on s'y conduiroit désormais en toute modestie, sans y être par trop difficiles.

Au Synode de Figeac 1579 il fut dit, qu'en l'imposition des noms aux enfans, il faut fuir d'une part la nécessité précise, & de l'autre la superstition & le scandale, parce que ce fait, comme tous les autres, doit servir à l'éducation de l'Eglise, de façon que quand les peres & les Pareins requerroient que leurs noms ou d'autres fussent donnez aux enfans presentez par eux, ils pourroient être receus, pourveu que ce ne soient pas des noms prohibez par la Discipline, comme les noms de Dieu, d'Ange, ou d'Office, ou notoirement ridicules.

Les dernières paroles de l'article sont fondées sur ce qui fut dit au Synode de Montauban 1594. savoir, que les Ministres seront exhoitez de ne faire plus de difficulté de recevoir les noms des enfans au Baptême, encore qu'ils ne soient

pas contenus en l'Ecriture sainte, pourveu qu'ils ne contiennent rien d'indecent.

Au Synode de Saumur 1596. Les Députés de la Province de Poitou demandant si on peut imposer deux noms à un enfant, il a été jugé, que c'est une chose indifferente : mais on exhorte les parens de se tenir à la simplicité.

Au Synode de Charenton 1631. Les Députés de Xaintonge ayant représenté que plusieurs, selon la coutume du pays, imposent aux enfans des noms qui souvent donnent occasion à des rencontres ridicules, & qu'il seroit nécessaire d'y remédier : la Compagnie remet à ladite Province d'y pourvoir par les expédiens qu'elle jugera les plus convenables.

C O N F O R M I T É.

Elift. lib. 7. cap. 25. p. 275. Denys Evêque d'Alexandrie remarque dans Eusèbe que les Anciens Chrétiens avoient accoutumé de donner à leurs enfans les noms de Pierre, de Paul, & autres saints hommes, tant pour marquer le respect & l'amour qu'ils portoient à ces saints Personnages, que pour rendre leurs enfans aussi chers à Dieu que l'avoient été ces personnes. Saint Chrysostome écrit que les Antiochiens aimoient si tendrement Mélétius leur Pasteur, qu'ils en faisoient porter le nom à leurs enfans, oubliant pour cet effet ceux de leurs Aïeulx : & dans l'Homélie 21. sur le Livre de la Genèse, qui est dans le 2. Tome, il exhorte ses Auditeurs de ne pas imposer légèrement à leurs enfans toutes sortes de noms, non pas même ceux de leurs Ayeulx & Bisayeulx, & de ceux qui ont été illustres par leur naissance, mais plutôt les noms de ces saints hommes qui ont été célèbres par leurs vertus, & en grace auprès de Dieu : & ailleurs, il se plaint de ceux qui en usent autrement. Suivant cela, Eusèbe parle dans son Livre des Martyrs de la Palestine Chap. 11. de cinq Martyrs, qui ayant quitté les noms qu'ils avoient reçus de leurs pères, parce, dit il, que c'étoient peut-être des noms des Idoles, prirent les noms d'Elie, de Jérémie, d'Esaië, de Samuël, & de Daniel. Le 4. Concile de Milan, dont nous avons fait mention sur l'Article 13. veut qu'on suive cette pratique. Je croi pourtant que nôtre Discipline a raison de tenir le milieu entre une trop grande sévérité, & une trop grande indulgence, à quoy s'accordent très bien les réglemens de nos Synodes Nationaux sur cet Article.

X V.

Les Ministres exhorteront leurs Troupeaux à se comporter avec tout respect lors que le Sacrement du Baptême est administré. Et pour éviter le mépris que la plupart du peuple fait du Baptême, sortant de l'Assemblée, ou s'y comportant sans respect lors qu'on l'administre, il a été avisé qu'il sera bon désormais de l'administrer devant le dernier chant du Pseaume, ou pour le moins avant la benédiction, & le peuple sera soigneusement averti, de porter le même respect en l'administration

stration du Baptême, qu'en celle de la Cene, veu que Jesus-Christ avec ses promesses nous est offert en l'un & en l'autre Sacrement.

OBSERVATIONS.

Le commencement de l'article est du Synode de Lion 1563.

Ces paroles, pour éviter &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de Vitre 1583. & depuis au Synode de Montpellier 1598. il fut arrêté, qu'elles seroient insérées dans la Discipline.

Au Synode de Montauban 1564. il fut dit, qu'on ne laissera pas de baptiser les enfans, encore que les peres ou les Pareins les apportent trop tard, pourveu que l'Assemblée de l'Eglise ne soit pas entierement separée, parce que les enfans ne doivent pas porter la faute des Peres, lesquels avec les Pareins feront grièvement censurez de leur paresse, & du mépris des prédications où ils n'auroient daigné assister.

CONFORMITE.

Dans l'Action 5. du Concile de Constantinople, sous Menna qui en étoit Evêque, environ l'an 536. de nôtre Seigneur, il y a une requête du Clergé *T. 4. Conc.* de l'Eglise d'Apamée, où on fait voir le profond respect qu'on doit avoir *pag. 109.* dans le tems qu'on administre le Baptême. De là vient que les Anciens Docteurs l'appellent *un Mystère* ou *des Mystères terribles*. Il y a dans l'Euchologe ou Rituel de l'Eglise Gréque une excellente exhortation aux Catéchumènes qui sont sur le point d'être baptisez, dans laquelle on représente d'une *P. 340. Pânes* manière touchante & pathétique la dignité de ce Sacrement auguste, avec la révérence & la sainte frayeur qu'on doit avoir quand on le célèbre. Le Cardinal Borromée dans son 5. Concile de Milan, assemblé l'an 1579. ordonne *T. 9. Conc.* à tous les Curez, *pag. 616.* d'avertir souvent les fidèles qui assistent à la célébration du S. Baptême d'y apporter toute sorte de piété, de devotion & d'attention, méditant tacitement & avec soin les promesses qu'ils ont faites à Dieu, quand ils ont été baptisez. Il ne faut donc pas s'étonner si S. Chrysostome parle de la fontaine Baptismale, comme d'une piscine redoutable & desirable tout ensemble, & s'il exhorte ceux qu'on va baptiser, à se prosterner comme captifs devant leur Roy, à se jeter à genoux, en étendant leurs mains au Ciel, où le Roy de nous tous, dit-il, est assis sur un Thrône Royal, parce qu'en effet nous devons ce respect & cette vénération à ses Sacremens, toutes les fois que nous sommes présens quand on les célèbre. *In illud simile est regnum caelorum patrisam. 1.6. pag. 550.*

XVI.

Les Consistoires auront l'œil sur ceux, qui, sans grandes considérations, gardent leurs enfans long-temps sans être baptisez.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1571.

Le Synode de la Rochelle 1581. veut qu'on exhorte les fidèles, tant dans les prédications qu'en particulier, de ne laisser pas long-tems leurs enfans sans les faire baptiser, s'il n'y a de grandes considerations qui en empeschent.

Au Synode de Vitré 1617. La Province d'Anjou ayant demandé qu'à la fin de l'article 16. du chap. 11. de la Discipline il soit ajouté, qu'il est enjoint aux Consistoires, de proceder par censures contre ceux qui contreviendront audit article, la Compagnie n'a pas trouvé bon d'y rien ajouter. Néanmoins elle charge les Consistoires, d'exhorter les fidèles, de faire présenter leurs enfans au Baptême au plutôt, & de censurer les rebelles, jusqu'à les suspendre de la sainte Cene.

Au Synode de Loudun 1659. Il fut dit, que ceux qui diffèrent le Baptême de leurs enfans, seront grièvement censurés, selon la rigueur de la Discipline. Et s'il s'en trouve quelques-uns qui soient parvenus à l'âge de discrétion, ils seront catechisez, avant que de recevoir le Baptême.

CONFORMITE.

Epist. 59. p. 95. Saint Cyprien, ou plutôt un Synode de 66. Evêques, dont il étoit le premier, ordonna qu'on baptizeroit les enfans nouvellement nez, sans différer trop long-tems leur Baptême, & condamna l'opinion d'un certain Evêque nommé Fidus, qui vouloit qu'on attendît le huitième jour pour les baptiser, comme autrefois pour les circoncire. Le Pape Siricius dans sa Lettre à Himerius Evêque de Tarragone, écrite vers la fin du 4. Siècle, est d'avis qu'on baptisât promptement les petits enfans. Le Canon 5. du Synode de Gironde en Catalogne, assemblé l'an 517. prescrit de les baptizer le jour même qu'ils sont nez, si tant est, dit-il, qu'ils soient infirmes comme il arrive d'ordinaire. Pierre le Chrysologue, Evêque de Ravenne, fait assez connoître dans sa 10. Homélie, qu'il faut être soigneux d'administrer le Baptême aux petits enfans. Celuy qui a supposé à Denys l'Arcopagite la Hiérarchie Ecclésiastique est dans le même sentiment, & l'attribue même aux Apôtres, quoy qu'il ne détermine pas précisément le tems. Je n'aurois jamais fait, si je voulois produire tous les témoignages des Anciens, touchant le Baptême des petits enfans; puis qu'il a été reçu de tout tems dans l'Eglise: mon dessein est simplement de montrer que les Auteurs de notre Discipline ont eu raison, quand ils ont ordonné de ne pas différer trop long-temps le Baptême des petits enfans; & j'ai suffisamment justifié que cette pratique est conforme à celle de l'Ancienne Eglise.

Cependant, il ne faut pas s'imaginer que cette pratique ait été si bien établie de tout tems dans l'Eglise, qu'il n'y ait point eu de contrédisans. Tertulien, dans le Chapitre 18. de son Traité du Baptême, voudroit qu'on différât à les baptiser jusqu'à ce qu'ils fussent en état de rendre raison de leur foi. Gregoire de Nazianze ne va pas du tout si avant, mais du moins il seroit d'a-

vis qu'on devoit laisser passer trois ou quatre ans avant que de les honorer du S. Baptême, parce qu'il croit qu'à cet âge là ils pourroient entendre quelques-unes des demandes qu'on leur feroit & y répondre. Les Chrétiens de la Thessalie remettoient toujours à Pasques le Baptême de leurs enfans, quelque accident qui leur arrivoit, de sorte qu'une bonne partie mouroit sans Baptême, comme le remarque Socrate dans le Chap. 22. du Livre 5. de son Histoire Ecclesiastique. Plus je considère toutes ces choses, plus j'approuve la conduite de notre Discipline, qui enjoint sagement aux Consistoires de prendre garde qu'on ne diffère pas long-tems à baptiser les enfans.

Pour les Adultes, on sçait bien que dans la Primitive Eglise plusieurs différoient leur Baptême très long-tems, & souvent jusqu'à la fin de leur vie; mais on sçait bien aussi que les Pères ont déclamé contre ceux qui en usoient de cette manière.

XVII.

Encore que le Mari fidèle ait sa femme de Religion contraire, il n'est pas pourtant excusable quand son enfant est présenté au Baptême de l'Eglise Romaine: C'est pourquoy il ne sera point receu à la Cene, si ce n'est qu'il l'ait empêché de tout son pouvoir.

OBSERVATION.

Cet article est du premier Synode de Paris 1559.

CONFORMITE.

Outre ce que j'ai écrit sur l'Article 13. il faut remarquer que le père est le maître des enfans, & joindre à cette remarque le 14. Canon du Concile de Calchédoin, qui prescrit aux Lecteurs & aux Chantres qui sont mariez, de ne permettre pas que leurs enfans soient baptisez ailleurs que dans l'Eglise Catholique, si par hazard leurs femmes vivoient dans une autre Communion; & si à leur insceu elles les ont fait baptiser dans les Sociétez dont elles sont membres, il leur enjoint, c'est à dire aux maris, de les ramener dans le sein de l'Eglise, hors de laquelle ils ont été baptisez.

XVIII.

Les Baptêmes seront enregistrés, & soigneusement gardez dans l'Eglise, avec les noms des Peres & des Meres, des Pareins, & des Marreines, & des enfans baptisez. Et les Peres & les Pareins seront tenus d'apporter un billet, dans lequel seront contenus les noms de l'enfant, des pere & mere, Parein & Marreine de l'enfant, & le jour de la nativité y sera mis.

DU BAPTEME.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559.

Au même Synode, sur la question proposée par les Députés de saint Jean d'Angeli, s'il est permis aux fidèles de faire enregistrer les noms de leurs enfans au Registre des Prêtres Papistes : il a été répondu que puisque c'étoit une Ordonnance faite par le Roy concernant la Police : les Ministres & les Confesseurs auront égard à la fin & à l'intention de ceux qui seront de telles choses, & les exhorteront que par ce moyen ils ne veuillent donner à entendre qu'ils sont encore Papistes.

Ces dernières paroles, & les Peres & les Pareins seront, &c. jusqu'à la fin de l'article, sont du Synode de Montauban 1594.

Au Synode de Saumur 1596. il fut dit, que l'article du Synode précédent, contenant qu'on enregistrera les noms de ceux qui seront nouvellement reçus en l'Eglise, sera observé.

Au Synode de Charenton 1631. sur l'article 18. du chap. 11. de la Discipline, remontrance ayant été faite par Monsieur le Commissaire : Il est enjoint à toutes les Provinces, de tenir la main à ce que d'an en an les Registres des Baptêmes, des Mariages, & des Morts, en chaque Eglise, soient portez aux Greffes des Sieges de Justice, dont lesdites Eglises dépendent.

C O N F O R M I T E.

T. 2. c. 2.
pag. 216.

L'Auteur de la Hiérarchie Ecclésiastique, qu'on attribue faussement à Denys l'Aréopagite, fait mention de cette coutume, selon laquelle on enregistrait les noms de ceux qu'on baptisoit, & des personnes qui les présentoient. Le Moine Maxime son Scholiaste le reconnoît ainsi dans le 7. Siècle, comme il s'en explique clairement dans ses Notes, sur le lieu que nous avons marqué, & Pachymères, qui fit une Paraphrase sur ce même Ecrivain dans le 13. Siècle, n'a pas passé non plus sous silence cette circonstance, remarquant que les Prêtres & les Diacres écrivoient sur les Tables sacrées les noms des baptisez & des Pareins ; il est vray qu'il s'est trompé quand il a cru que ces Tables étoient ce qu'on appelloit dans l'Eglise le Livre ou les Diptyches des vivans ; car autre chose étoit ce registre public où l'on inséroit les noms des baptisez & de ceux qui les présentoient, & autre les Diptyches sacrées, qui étoient une espèce de Tablettes de deux feuilles, dans l'une desquelles on écrivoit les noms des vivans, dont on faisoit commémoration dans le tems qu'on célébroit l'Eucharistie.

pag. 341.
342.

T. 9. Conc.
p. 452. c. 2.
de reform.
matrim.

Quoi qu'il en soit, je ne doute pas que le Rituel des Grecs ne fasse allusion à la pratique que j'examine, dans une belle exhortation que l'Evêque fait aux Catéchumènes le Vendredi Saint. Le Concile de Trente dans la Session 24. l'an 1563. ordonne aux Curez d'écrire les noms des Baptisez, des Pareins & des Marreines. Le Cardinal Borromée, qui faisoit gloire de se tenir aux Décisions du Concile de Trente, & d'en procurer l'exécution, n'a pas manqué de prescrire à ses Curez dans le 1. Concile de Milan, tenu l'an 1565. d'a-

voir

voir un Livre, & d'y écrire les noms & les surnoms des baptisez, des pères & des mères, des Parreins & des Marreines, avec le jour auquel les enfans sont nez, & celui auquel ils sont baptisez, ce qu'il répète encore dans deux autres Conciles tenus au même lieu, c'est à dire dans le 4. & dans le 5.

Ib. p. 453.

Ib. p. 548,

549.

674.

XIX.

On enregistra au livre des Baptêmes les noms des peres & des meres des enfans nez de conjonction illicite, entant qu'on les pourra connoître: excepté ceux qui seront nez en inceste, afin d'esteindre la memoire d'une meschanceté si énorme: auquel cas il suffira de nommer la mere, avec celui & celle qui presenteront l'enfant. Et on tous illegitimes, il sera fait mention qu'ils sont nez hors de mariage.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vitre 1583.

Au même Synode il est porté, que, sur la question faite par les Députez de Xaintonge, si à l'égard des enfans nez hors de mariage, même en adultere, ou en inceste, on usera de la forme accoutumée: Engendré de pere & de mere, que tu as appellez en ton Eglise: La Compagnie est d'avis qu'on n'en doit point faire de difficulté, d'autant que le nom de pere & de mere comprend non seulement les plus proches, qui ont engendré, mais aussi les Ancestres, jusqu'à mille degrez: ayant aussi égard, qu'encore qu'il y ait des fautes dans les parens, ils ne laissent pas d'être compris généralement dans l'Alliance.

CONFORMITE.

Cet Article est à peu près le même que le précédent, à la réserve de ce qu'il est question des enfans qui sont nez de conjonction illégitime, dont notre Discipline veut qu'on enregistre les Baptêmes, à condition néanmoins qu'on remarquera qu'ils sont nez hors le mariage; c'est à quoi revient l'Ordonnance du Cardinal Borromée, dans le lieu du Concile de Milan que je viens d'alléguer; car il veut qu'on marque dans le Livre des Baptêmes, si les enfans sont sortis d'un légitime mariage.

FORMULAIRE DU BAPTEME

de ceux qui se convertissent à la Foi Chrétienne, d'entre les Payens, les Juifs, & les Mahumétans, & des Anabaptistes, qui n'ont pas été baptisez: dressé au Synode National des Eglises Reformées de France, assemblé à Charenton, l'an 1644. le 26. Decembre, & jours suivans.

Après que le Catechumene aura été suffisamment instruit & catechisé, pour rendre raison de sa Foi, & que l'Eglise aura pris par des témoins irréprochables connoissance de l'intégrité de sa vie, & de son instruction, il sera par lesdits témoins présenté à toute l'Assemblée des Fidèles, pour être baptisé en sa présence. Et le Ministre lui dira.

P R E M I E R E D E M A N D E.

NE reconnoissez vous pas, que vous êtes de nature enfant de colère, digne de la mort & de la malediction éternelle?

R. Ouy.

D. N'êtes-vous pas marri & affligé de tous les pechez que vous avez commis depuis que vous êtes au monde, & ne promettez-vous pas d'y renoncer pour jamais?

R. Ouy.

D. Ne renoncez vous pas, de tout vôtre cœur, aux seductions & aux artifices du Diable & de ses Anges, à toutes les pompes & vanitez du monde, & à toutes les affections & les convoitises de la chair?

R. Ouy.

Si c'est un Payen, le Ministre lui dira.

D. Ne croyez-vous pas qu'il y a un seul Dieu, qui a créé le Ciel & la Terre, qui soutient toutes choses par sa Parole puissante, & en qui nous avons être, vie & mouvement?

R. Ouy.

Après on viendra à la demande suivante, qui est commune à tous. Et ici le Lecteur doit être averti, que toutes les demandes qui sont du petit caractère Romain, doivent être fai-

faites à tous les Catechumenes, quels qu'ils soient. Et les autres, qui sont en caractère Italique, appartiennent, ou aux Payens seuls, ou aux Anabaptistes seuls, selon que le Titre de chacune le montre. Après quoi on revient aux demandes générales, qui sont de petit caractère, & qui doivent être faites à tous. Le tout dans l'ordre qu'elles sont ici couchées.

D. Ne croyez-vous pas que ce grand Dieu, qui a créé le Ciel & la terre, est un en essence, & distingué en trois Personnes égales & coéternelles, le Pere, le Fils engendré du Pere de toute éternité, & le S. Esprit procédant éternellement du Pere & du Fils?

R. Ouy.

Si c'est un Payen, on lui fera encore ces trois demandes suivantes.

D. Ne croyez-vous pas que ce grand Dieu, ne se laissant jamais sans témoignage, s'est manifesté aux hommes, non seulement par ses œuvres, qui publient incessamment depuis leur première production sa louange & sa gloire: mais aussi par la révélation de son conseil, pour le salut du genre humain, contenu dans les saintes Ecritures, apellées le Vieux & le Nouveau Testament?

R. Ouy.

D. Ne croyez-vous pas que toutes ces saintes Ecritures sont divinement inspirées, & qu'elles contiennent la règle parfaite de notre croyance, & de nos mœurs?

R. Ouy.

D. Ne protestez-vous pas de résister jusqu'au dernier soupir de votre vie au Diable, que vous avez adoré jusqu'à présent, servant ou aux Idoles faites de main, ou à la gendarmerie des Cieux, ou en un mot, à ceux qui de nature ne sont point Dieux?

R. Ouy.

Si c'est un Juif, on lui fera ces cinq demandes suivantes, en obmettant les quatre ci-dessus qui appartiennent aux Payens.

D. Ne detestez-vous pas la rebellion & l'endurcissement des Juifs, & ne demandez-vous pas pardon à Dieu d'y avoir été engagé si long-temps?

R. Ouy.

D. Ne croyez-vous pas que tout ce que Dieu nous a daigné révéler de sa volonté, est conçu, non seulement dans les Livres de l'Ancien Testament, mais aussi dans ceux du Nouveau?

R. Ouy.

*D. Ne croyez-vous pas que JESUS, le Fils de la Bien-heureuse Vierge Marie, conçu en elle par la vertu ineffable du S. Esprit, & condamné depuis à la mort de la Croix, sur l'accusation calomnieuse des Juifs, par la sentence inique de Ponce Pilate, ressuscité des morts au troisième jour, & maintenant élevé dans la gloire, est Dieu manifesté en chair, la Parole éternelle du Pere, par laquelle il a créé & soutient l'Univers, la semence benite qui a été promise à Adam incontinent après sa cheute, par la vertu de laquelle la tête du Serpent a été brisée, de qui tous les Patriarches ont attendu l'avènement par la foi, & par l'esperance, & le grand Prophe-
te & vrai Messie, prédit tant par Moïse, que par les autres Prophe-
tes qui ont vécu après lui?*

R. Ouy.

D. Ne croyez-vous pas que le Seigneur JESUS est l'accomplissement de la Loi en Justice à tout Croyant, la vérité de ses Types, & de ses figures; le vrai Agneau de Dieu qui ôste le péché du monde, & qu'en lui habite toute plénitude de Deité corporellement?

R. Ouy.

*D. Ne croyez-vous pas que maintenant l'observation des ceremonies de la Loi est non seulement superflue, mais aussi totalement préjudicia-
ble aux consciences?*

R. Ouy.

Si le Catechumene est Mahumetan, le Ministre dira six dix demandes suivantes, obmettant celles qui sont particulières aux Payens, ou aux Juifs.

*D. Ne croyez-vous pas que l'Ecriture du Vieux & du Nouveau Te-
stament est inspirée de Dieu, & qu'elle contient tout son Conseil, pour le sa-
lut des hommes, & la règle unique & parfaite de la foi & des mœurs?*

R. Ouy.

D. Ne croyez-vous pas que JESUS, le Fils de la Bien-heureuse Vierge Marie, conçu en elle par la vertu du S. Esprit, & formé selon la chair de sa propre substance, est Dieu & homme benit éternellement, Dieu parfait, & homme parfait, homme fait de femme en l'accomplissement des temps, & Dieu engendré de Dieu le Pere devant les tems éternels?

R. Ouy.

D. Ne

D. *Ne croyez-vous pas que le Seigneur JESUS dès sa premiere conception selon la chair, a esté Saint, innocent, sans tache, & séparé des pecheurs, & qu'il n'a point souffert la mort pour ses pechez, mais seulement pour les nostres?*

R. Ouy.

D. *Ne croyez-vous pas que sa mort est la propitiation de nos pechez, même de ceux de tout le monde; & que cette propitiation est d'un merite infini, par lequel le salut & la gloire éternelle nous ont été acquis?*

R. Ouy.

D. *Ne croyez-vous pas que Mahomet a été un imposteur, & que son Alcoran est un ramas sacrilege de songes pleins d'absurditez, & avancez à dessein d'establir une fausse & abominable Religion?*

R. Ouy.

D. *Ne croyez-vous pas que l'Evangile du Seigneur JESUS est la puissance de Dieu en salut à tout Croyant, que la Religion Chrétienne est l'unique, par laquelle Dieu le Pere a manifesté son bon plaisir pour le salut des hommes, jusqu'à la fin du monde: que depuis sa manifestation, il n'y en a plus de nouvelle à attendre: que le Seigneur JESUS-CHRIST seul est le grand Prophete, promis aux fideles de l'Ancien Testament? & que Dieu ayant autrefois parlé en diverses manières aux hommes avant la Loy, & sous la Loy, a parlé à l'Eglise du Nouveau Testament par la propre bouche de son Fils unique JESUS?*

R. Ouy.

D. Recitez le Sommaire de votre Foy.

R. Je croi en Dieu le Pere Tout-puissant, &c.

Si le Cathecumene est Anabaptiste, le Ministre dira, ayant fait toutes les demandes, qui sont de petit caractère, & obmis celles qui sont en lettre Italique, & qui apartiennent en particulier, ou aux Payens, ou aux Juifs, ou aux Mahumetans.

D. *Ne croyez-vous pas que le Seigneur JESUS est, & sera vrai Dieu, & vray homme, en ces deux natures, éternellement; qu'il a été, selon son humanité, semblable en toutes choses, hormis le péché, aux autres hommes, tellement qu'il a été vrai fils d'Abraham, de David, & de la sainte Vierge, issu de leur sang, & de leur semence, & que la substance de son corps a été formée, non seulement dans la Vierge, mais aussi de la propre substance de la Vierge, conformément à ce que dit l'Apôtre, qu'il a été de la semen-*

ce de David, selon les Ecritures, qu'il a été fait de femme, & qu'il a participé à la chair & au sang, comme les autres enfans?

R. Ouy.

D. Ne croyez-vous pas que le Baptême des petits enfans est fondé dans l'Ecriture, & dans la pratique perpetuelle de l'Eglise?

R. Ouy.

D. Ne renoncez-vous pas de bon cœur à l'erreur de ceux qui le rejettent, & n'estes-vous pas repentant de l'avoir dédaigné jusqu'icy?

R. Ouy.

D. Ne croyez-vous pas que l'établissement des Magistrats est une Ordonnance de Dieu, que ceux qui ne s'y veulent pas assujettir sont venir condamnation sur eux-mêmes, & que toute sorte d'obéissance leur est due selon Dieu?

R. Ouy.

D. Ne croyez-vous pas que ce bon Dieu, qui nous appelle tous par la prédication de sa Parole à la vie & au salut, a institué quelques signes & Sacremens dans son Eglise, qui nous scellent & confirment la vérité de l'Alliance de grace, qui nous est proposée par la prédication de l'Evangile?

R. Ouy.

D. Combien croyez-vous qu'il y ait de Sacremens dans l'Eglise Chrétienne?

R. Deux, savoir le Baptême, & la sainte Cene.

D. Ne désirez-vous pas être instruit de la nature & de l'usage du Baptême que vous demandez à l'Eglise?

R. Ouy.

Le Ministre dira ; Nôtre Seigneur nous montre en quelle pauvreté & misère nous naissons tous, en nous disant qu'il nous faut renaître : car s'il faut que nôtre nature soit renouvelée pour avoir entrée au Royaume de Dieu, c'est signe qu'elle est entièrement perverse & maudite. Par cela donc il nous avertit de nous humilier & de nous déplaire en nous-mêmes, & de cette manière, il nous prépare à désirer & requérir sa grace, par laquelle toute la perversité & la malediction de nôtre première nature soit abolie : car nous ne sommes pas capables de la recevoir, que premierement nous ne soyons vuides de toute fiance de nôtre vertu, sagesse, & justice, jusqu'à condamner tout ce qui est en nous.

Or quand il nous a remontré nôtre malheur, il nous console semblablement par sa miséricorde, nous promettant de nous régénérer par son S. Esprit en une nouvelle vie, laquelle nous soit comme une entrée
en

en son Royaume. Cette regeneration consiste en deux parties, c'est que nous renoncions à nous-mêmes, ne suivant point notre propre raison, notre plaisir, & propre volonté; mais que captivant notre entendement & notre cœur à la sagesse & à la justice de Dieu, nous mortifions tout ce qui est de nous & de notre chair: puis après que nous suivions la lumière de Dieu, pour complaire & obéir à son bon plaisir, comme il nous le montre par sa Parole, & nous y conduit par son Esprit.

L'accomplissement de l'un & de l'autre est en notre Seigneur Jesus, duquel la mort & passion a une telle vertu, qu'en y participant nous sommes ensevelis au péché, afin que nos concupiscences charnelles soient mortifiées. De même, par la vertu de sa résurrection, nous ressuscitons en une nouvelle vie, qui est de Dieu, tant que son Esprit nous conduit & nous gouverne, pour faire en nous les œuvres qui lui sont agréables. Toutefois le premier & le principal point de notre salut, c'est que, par sa miséricorde, il nous remet toutes nos fautes, ne nous les imputant point, mais en effaçant la mémoire, afin qu'elles ne viennent point en compte en son Jugement. Toutes ces grâces nous sont conférées, quand il lui plaît de nous incorporer dans son Eglise par le Baptême; car en ce Sacrement, il nous assure de la remission de nos pechez: C'est pourquoi il a ordonné le signe de l'eau; pour nous figurer, que, comme les ordures corporelles sont nettoyées par cet Element, ainsi il veut laver & purifier nos âmes, afin qu'il n'y paroisse plus aucune tache. Puis après il nous représente notre renouvellement; lequel consiste, comme il a été dit, dans la mortification de notre chair, & dans la vie spirituelle, laquelle il produit en nous.

Ainsi nous recevons une double grâce de notre Dieu au Baptême, pourveu que nous n'ancartissions point la vertu de ce Sacrement par notre ingratitude. C'est que nous y avons un certain témoignage que Dieu nous veut être Pere propice, ne nous imputant point toutes nos fautes & offenses. Secondement, qu'il nous assistera par son S. Esprit, afin que nous puissions combattre contre le Diable, le péché, & les concupiscences de notre chair, jusqu'à en avoir la victoire, pour vivre en la liberté de son regne, qui est le regne de Justice.

Puis donc que ces deux choses sont accomplies en nous par la grâce de JESUS-CHRIST, il s'ensuit que la vertu & la substance du Baptême est comprise en lui. Et de fait, nous n'avons point d'autre lavement que son sang; ny d'autre renouvellement qu'en sa mort & en sa résurrection; mais comme il nous communique ses richesses & ses be-

nédictions par sa Parole, aussi il nous les distribué par ses Sacre-
mens.

Or, en ceci, paroît la merveilleuse charité de Dieu envers nous, que ces graces, qui nous sont conférées, ayant été, avant la venue du Redempteur, renfermées dans le peuple des Juifs, & la muraille mitoyenne, qui separoit les Juifs d'avec les Gentils, étant ôtée par la mort du Seigneur JESUS, il a répandu sur le genre humain les eaux salutaires de sa grace, en telle abondance, qu'il n'y a maintenant en luy, ny Juif, ny Grec, ny masle, ny femelle, ny Circoncision, ny prépuce, ny aucune condition extérieure, qui nous excluë de ce grand salut, que JESUS-CHRIST veut être prêché à toutes les nations, comme il veut que l'alliance de sa paix leur soit ratifiée par le Baptême, selon la charge qu'il a donnée à ses Apôtres, disant, *Allez, prêchez à toutes nations, les baptisant au nom du Pere, du Fils, & du S. Esprit: & c'est de cette grace, Mon Frere, dont vous desirez être participant par le Baptême; N'est-il pas vrai? R. Ouy.*

D. Mais parce qu'en entrant dans la Maison de Dieu, chacun doit prendre garde à ses voyes, de peur de profaner le Sanctuaire, en se hâzardant d'y presenter, selon le dire du Sage, le Sacrifice des infensez & des impies, & qu'il doit être purgé de tout levain d'erreur & de malice; Ne detestés-vous pas toutes les erreurs contraires à la sainte doctrine enseignée dans nos Eglises? *R. Ouy.*

D. Puis qu'il est question de vous conférer le S. Baptême, ne protestez-vous pas de vivre & de mourir dans la foi du Seigneur JESUS, que vous venez de confesser, l'accompagnant d'une vie & d'une conversation sainte, & d'employer toutes vos pensées, vos paroles, & vos actions, à glorifier Dieu, & à édifier vos prochains, vous soumettant à l'ordre de l'Eglise, & à la Discipline, selon laquelle ce saint Ordre doit être maintenu inviolablement? *R. Ouy.*

Cela fait ainsi, le Ministre ajoutera, Prions Dieu qu'il lui plaise de benir cette sainte action, & fera cette priere.

Seigneur nôtre Dieu, tout sage & tout misericordieux: nous louions & benissons ton saint Nom, pour la grace que ta bonne main a daigné répandre sur ce tien serviteur, qui étoit dans les plus profondes tenebres de l'ombre de la mort, lors que tu l'as illuminé, faisant lever sur lui la clarté salutaire & vivifiante de ton Orient d'enhaut, le tirant d'un endurcissement déplorable, pour amolir son cœur, & le délivrant des liens de la mort, pour lui rendre la vie. Comme tu as, Seigneur, levé le voile qui étoit sur son cœur, l'appellant à te reconnoître
seul

seul vrai Dieu, & celui que tu as envoyé Jésus-Christ, & lui as inspiré le courage de faire aujourd'hui confession publique de ta très-sainte foi, & de l'espérance que tu as fait naître dans son ame, lui donnant de se présenter devant ta face, pour recevoir le saint Baptême, qui est le seau de ton Alliance, le gage de la remission de nos pechez, & le symbole de notre entrée en ta Maison, par une renaissance spirituelle; jette, ô bon Dieu, de plus en plus, sur lui, le regard de ta miséricorde, pardonnant tous ses pechez, arrosant sa conscience du sang précieux de l'Agneau sans tache, qui oste le péché du monde, & lui faisant sentir la vertu toute puissante de sa propitiation; que ton Esprit le sanctifie, & le rende nouvelle creature; afin que mourant au péché, il vive à la justice, & que dépouillant le vieil homme avec ses faits, il reveste le nouveau qui se renouvelle en justice & vraie sainteté. Comme nous allons verser sur sa teste l'eau de ton Sacrement, répans sur lui les dons & les graces de cet Esprit principal, le recevant au nombre de tes domestiques, & l'honorant de l'adoption de tes enfans. Fais lui la grace de te consacrer, durant tout le cours de sa vie, l'obéissance & le service religieux qui t'est dû, & de perséverer à jamais dans ta sainte alliance, afin que, comme maintenant, en ton nom, nous le recevons en la communion de ton Eglise militante, tu daignes l'élever, un jour, dans le sein de ton Eglise triomphante, & l'agréger pour jamais à l'Assemblée des premiers nez, dont les noms sont écrits au Ciel. Exauce nous, Pere de miséricorde, afin que le Baptême que nous lui communiquons, selon ton ordonnance, produise son fruit & sa vertu, telle qu'elle nous est déclarée par ton saint Evangile, en ton Fils notre Seigneur Jésus-Christ, qui nous a commandé de te prier, & de dire, *Notre Pere qui es aux Cieux, &c.*

Parlant à ceux qui présentent le Catechumene, le Ministre leur dira.

Comme vous vous êtes charitablement employez à l'instruction & à l'édification de notre Frere, & que vous êtes témoins du Baptême qu'il doit recevoir présentement par notre Ministère; Ne promettez-vous pas devant Dieu, & devant cette sainte Assemblée, de continuer de plus en plus à le fortifier dans la foi, & à l'exhorter à toutes bonnes œuvres? *R. Ouy.*

Cela fait, parlant au Catechumener qui attend à genoux que le Baptême lui soit administré; & en lui versant l'eau sur la tête, le Ministre dira. Veu les témoignages de votre Foi, N. Je vous baptise au nom du Pere, du Fils, & du S. Esprit. *Amen.*

Il n'y a rien dans tout ce Formulaire, quelque étendu qu'il soit, qui ne se trouve en substance en ce qui nous reste de Catéchèses des anciens Docteurs de l'Eglise, & en ce qu'on pratiquoit à l'égard de ceux à qui on alloit conférer le S. Baptême; & parce que la plupart de ceux qui se convertissoient à la Foi Chrétienne sortoient du Paganisme, où ils avoient appris à croire & à servir plusieurs Dieux, la première démarche qu'on leur faisoit faire dans le chemin du salut, étoit de les obliger à renoncer à cette doctrine diabolique, pour croire ensuite & être bien persuadés qu'il n'y a qu'un seul vrai Dieu qui a créé le Ciel & la Terre, qui soutient toutes choses par sa Parole puissante, qui nous a communiqué l'être, la vie & le mouvement; qui ne s'est jamais laissé sans témoignage, & qui s'est manifesté aux hommes, non seulement par ses œuvres, mais aussi par la révélation de son conseil, contenu dans les saintes Ecritures de l'Ancien & du Nouveau Testament. *Le premier acte de la foi des Catéchumènes*, dit S. Cyrille d'Alexandrie dans le troisième livre de l'Adoration en esprit & en vérité, *c'est de se départir de la créance & de l'opinion touchant la pluralité des Dieux, & d'embrasser celui qui est seul vrai Dieu par nature.*

Paris.
1646.

Théodulphe Evêque d'Orléans, dans un Traité qu'il a fait de l'Ordre qu'il faut observer dans l'administration du Baptême, établit à peu près la même pratique, quand il écrit dans le chapitre second que la première instruction qu'on donne aux Catéchumènes, c'est qu'il y a un seul vrai Dieu, afin qu'en laissant le culte de la créature, ils se consacrent au service du seul Dieu Créateur.

Il est vrai que lors que c'étoit un Prosélyte Juif, on l'obligeoit, avant que de le baptiser, à renoncer en particulier à toutes les cérémonies légales, à cet ancien culte typique & matériel, à tous les lavemens & purifications Judaïques, à leurs Fêtes, à leurs nouvelles Lunes & à leurs Sabbats, & généralement à tout ce qui appartenoit à la Synagogue, sur tout à ce faux Messie qu'ils attendent encore, & qui ne viendra jamais. De plus, il faloit qu'ils fissent profession ouverte de croire en Dieu, Pere, Fils, & S. Esprit, sainte, consubstancielle & indivisible Trinité, qu'ils admissent l'Incarnation du Verbe éternel Jesus Christ nôtre Seigneur, en confessant qu'il est venu au monde, & qu'il s'est fait homme, mais sans cesser d'être Dieu, la sainte Vierge l'ayant enfanté selon la chair, & étant devenuë par ce moyen la Mère de Dieu. Voilà de quelle manière on en usoit envers les Prosélytes Juifs, comme nous l'apprenons d'un Catéchisme qui est dans le Rituel des Grecs; ce qui répond en substance à ce que prescrit nôtre Discipline.

Pag. 344.
Paris.
1647.

Mais si c'étoit un Mahometan qui embrassât la Religion Chrétienne, la première chose qu'on exigeoit de lui, étoit d'anathématiser Mahomet, ses sectateurs, ses successeurs, son Alcoran, plein de songes, d'impostures & de rêveries, sur tout en ce qui regarde Jesus Christ nôtre Seigneur; en un mot, toutes les impiétez qui dépendent de la religion charnelle de ce fameux Imposteur d'Orient: Cela étant exécuté, ce Prosélyte faisoit cette déclaration: *j'adhère maintenant à Jesus Christ seul vrai Dieu; je croi au Père, au Fils, & au Saint Esprit, sainte, consubstancielle & indivisible Trinité; je confesse le*
myste.

myſtere de l'Incarnation, & la venue au monde d'un de la Sainte Trinité, c'eſt à dire du Verbe & du Fils unique de Dieu, qui a été engendré du Père avant ſous les Siècles, par lequel toutes choſes ont été faites, & je ſuis perſuadé qu'il eſt véritablement homme, ſans avoir été dépouillé de ſa Divinité; car il eſt vrai Dieu & vrai homme, ſans conſuſion, ſans converſion, & ſans altération, avec deux natures en une ſeule perſonne : je confeſſe encore qu'il a ſouffert volontairement toutes choſes, qu'il a été crucifié ſelon la chair, la Divinité étant demeurée impaſſible, qu'il a été enſeveli, qu'il eſt reſſuſcité le troiſième jour, qu'il eſt monté au Ciel, & qu'il viendra avec gloire pour juger les vivans & les morts; Enfin, je confeſſe & je croi que la ſainte Vierge eſt proprement & véritablement mère, & la mère d'un Dieu qui ſ'eſt fait homme. Ceux qui voudront être pleinement inſtruits de ce que je viens d'écrire, peuvent lire ce Formulaire de Nicéas dont j'ai fait mention ſur l'article troiſième de ce Chapitre, & dans le lieu que j'ay là marqué.

Après tout, il eſt conſtant qu'on inſtruifoit les Catéchumènes ſur tous les articles du Symbole, qui comprennent les principaux points du Chriſtianiſme, & les Dogmes eſſenciels & capitaux de la Religion; les Catéchèſes de S. Cyrille de Jérusalem en font foi, puis qu'il y explique toutes ces vérités ſalutaires que devoient ſçavoir ceux qui ſe diſpoſoient à recevoir le ſaint Baptême. En effet, on les entretenoit de Dieu le Père & de l'œuvre de la Création, avec les titres de Père, de Tout-puiſſant, & de Créateur, qui lui ſont donnez; de Jeſus Chriſt & de l'œuvre de la Redemption, avec ſa qualité de Fils unique de Dieu; du S. Eſprit, & de l'œuvre de la Sanctification: On leur enſeignoit qu'il y a trois perſonnes en l'unité d'une ſeule & même eſſence; que la ſeconde perſonne de la Trinité a revêtu nôtre nature dans les flancs d'une Vierge par l'opération du S. Eſprit, afin de pouvoir mourir, & faire par ſa mort l'expiation de nos offenſes, ſatisfaire pleinement pour nous à la juſtice de ſon Père, apaiſer ſa colère, & nous remettre en grace auprès de lui.

On leur parloit de ſa perſonne, de ſes deux natures, divine & humaine, de ſes Charges & de ſes Offices, des ſecrets de ſon Incarnation, des merveilles de ſa Naïſſance, de la ſainteté de ſa Vie, de la gloire de ſes miracles, de la honte de ſa Croix, de l'opprobre de ſon Supplice, de la vertu de ſa Réſurrection, de la gloire de ſon Aſcenſion & de ſon Triomphe; De là on paſſoit à l'explication de l'Article du S. Eſprit, dont on établiſſoit la Divinité & les opérations, Jeſus Chriſt l'ayant envoyé du Ciel ſur les Apôtres pour l'établiſſement de ſon règne, & pour l'illumination & la ſanctification de ceux qu'il devoit appeller efficacement à la Communion de ſon Evangile: Enfin on leur faiſoit comprendre la nature de la ſainte Eglife, qui les devoit engendrer ſpirituellement à Dieu, des grâces qu'il lui fait en cette vie, & de la gloire qu'il lui prépare en celle qui eſt à venir. Toutes ces choſes ſont amplement traitées dans ces Catéchèſes de S. Cyrille, que j'ay alléguées; & on les voit en abrégé dans le Chapitre 7. de ce petit Traité de Théodulphe dont j'ai auſſi parlé, & dans celui d'Amalarius Archevêque de Trèves dédié à Charlemagne dans Pag. 115.

Au reſte, il ne faut pas ſ'imaginer que dans l'Ancienne Eglife on ſe contentât d'expliquer aux Catéchumènes toutes ces choſes que je viens de toucher,

il falloit de plus qu'ils en rendissent raifon, en répondant aux interrogations qu'on leur faisoit fur chaque Article: Suivant cela, Eufèbe fait mention dans son Histoire Ecclesiastique d'un homme qui avoit assisté au Baptême de ceux qui depuis peu avoient été baptisez, & il dit qu'il avoit ouï leurs interrogations & leurs réponses. S. Cyprien dans l'Épître 70. parle aussi de cet usage, quand il dit, la demande même qu'on fait au Baptême est témoin de la vérité. Firmilien Evêque de Césarée en Cappadoce nous apprend la même chose, lors que parlant d'une femme qui se vantoit d'être Prophétesse, il dit que pour donner plus de couleur à ses fourberies, elle en baptisoit plusieurs; en employant les paroles légitimes dont on avoit accoutumé de se servir dans les interrogations, afin que son baptême ne semblât en rien différer de la règle Ecclesiastique, & même que ni le Symbole de la Trinité, ni l'interrogation légitime & Ecclesiastique ne lui manquoit pas. C'est à quoi regardoit fans doute le premier Concile de d'Arles, lors qu'il ordonna l'an 314. de Jesus Christ dans le huitième de ses Canons, de ne pas rebaptiser les Hérétiques, si après les avoir interrogés fur le Symbole, on appercevoit qu'ils avoient été baptisez au nom du Père, du Fils, & du S. Esprit; mais seulement ceux d'entr'eux qui étant interrogés ne répondoient pas cette Trinité, c'est à dire aux demandes qu'on leur faisoit touchant les personnes de la Trinité, & l'unité de leur essence.

S. Cyrille de Jérusalem n'a pas oublié cette circonstance dans sa seconde Catéchèse Mystagogique, non plus qu'Optat de Milève dans son cinquième Livre contre Parménien, ni S. Jérôme dans le Chapitre cinquième de son Dialogue contre les Lucifériens, ni S. Augustin dans le Chapitre 20. du 5. Livre contre les Donatistes, & il nous apprend même dans son Épître 23. à Boniface, que quand on baptisoit des petits enfans, ceux qui les présentoient répondoient pour eux à toutes les interrogations qu'on faisoit; & l'Auteur du livre des Dogmes Ecclesiastiques, qui est dans l'Appendice du 3. Tome de ses Oeuvres, établit cette même coutume dans le chap. 52. L'Auteur des livres des Sacremens dans le 4. Tome des Oeuvres de S. Ambroise remarque aussi cette pratique dans le chapitre septième du livre second; & long-tems auparavant Tertullien, dans le chap. 3. du Livre de la Couronne, avoit fait mention des réponses de ceux qu'on baptisoit; c'est pourquoi il eût souhaité qu'on eût différé le Baptême des enfans, jusqu'à ce qu'ils fussent en état de rendre raifon de leur foi; sentiment dont S. Grégoire de Nazianze n'étoit pas entièrement éloigné, comme je l'ai justifié sur l'article 16. de ce Chapitre.

Dans le Livre des Sacremens de Grégoire I. on demande à celui qui doit être baptisé, croyez-vous en Dieu le Père Tout-puissant, Créateur du Ciel & de la terre? Il répond, *Je croi*. Croyez-vous en Jesus Christ son Fils unique nôtre Seigneur, qui est né & qui a souffert? *Je croi*. Croyez-vous aussi au S. Esprit? Croyez-vous la sainte Eglise Catholique, la Communion des Saints, la rémission des péchés, la résurrection de la chair, la vie éternelle? *Je croi*. Voulez-vous être baptisé? *Je le veux*. On lit quelque chose d'approchant dans les livres des Sacremens dont j'ai parlé dans la section précédente, & dans le même endroit que j'ai marqué. Au fond, il y a grande apparence que S. Pierre faisoit allusion à cet usage quand il disoit dans le chap. 3. de sa première Épître, que le Baptême qui nous sauve, n'est pas celui par lequel

les ordures de la chair sont nettoyées, mais l'attestation ou le témoignage d'une bonne conscience devant Dieu, par la résurrection de Jésus Christ; le terme Grec, que nous avons traduit attestation ou témoignage, signifie proprement *interrogation*.

J'ajoute pour la fin à toutes ces considérations, que ceux qu'on devoit baptizer étoient obligés de reciter le symbole de leur foi, de renoncer au Diable, à sa pompe, & à ses anges; de reconnoître qu'ils étoient naturellement enfans de colère & de malédiction, & de faire paroître de la repentance pour les péchez qu'ils avoient commis durant le tems de leur ignorance; & si on les instruisoit dans la connoissance des vérités du Ciel, on les instruisoit aussi à bien vivre, c'est à dire à vivre saintement & d'une manière qui répondit à l'excellence de leur vocation. On leur expliquoit la nature & les fruits du Baptême; on leur donnoit même quelque teinture de l'Eucharistie, parce qu'on les communioit immédiatement après qu'ils avoient été baptisez: & toutes ces choses étoient accompagnées de prières ardentes à Dieu, tant pour lui rendre grâces de ce qu'il les appelloit à sa communion bien-heureuse, que pour implorer sur eux sa grace & sa bénédiction dans le moment même qu'il les honnoroit de ce sceau de son alliance & de ce sacrement de notre salut. Après tout ce que je viens d'écrire, on ne sçauroit méconnoître la parfaite ressemblance qui se trouve dans la matière que j'examine, entre notre pratique & celle de l'ancienne Eglise; si vous exceptez ce qui regarde les Anabaptistes, qui n'ayant commencé à paroître que dans le siècle passé, n'ont pu être ni le sujet ni l'occasion d'aucun des Decrets de l'ancien Droit Canonique.

CHAPITRE DOUZIEME.

De la Cène.

ARTICLE PREMIER.

Ou il n'y a point de forme d'Eglise, il n'est pas permis de faire la Cène du Seigneur.

OBSERVATION.

Cet article est fondé sur la raison, & sur la nature de ce Sacrement, qui est un Sacrement de communion des Fidèles, qui doivent à cette occasion former un corps de société légitime, pour participer ensemble à ce Sacrement avec fruit & avec consolation.

CONFORMITE.

La raison de ce premier Article est prise de ce que la sainte Cène est ainsi nom-

Hom. 21. 1. nommée à cause de la communion de ceux qui y participent; c'est la pensée
5. p. 312. de S. Chrysostome, qu'il a ainsi exprimée, l'Apôtre l'appelle la Cène du Sei-
gnieur, parce que tous ceux qui sont appelez en prennent en commun avec con-
cordé. L'Auteur des Commentaires sur les Epîtres de S. Paul, qui sont parmi
M 4. Cor. les Oeuvres de S. Jérôme, dit que la Cène du Seigneur doit être commune à
11. tous. La Cène est ainsi nommée, dit Isidore de Séville, de la communion de
Origin. 1. ceux qui mangent, & les communians de ce qu'ils s'assemblent en commun.
20. p. 132. De là vient que Justin Martyr écrit dans sa première Apologie qu'ils s'assem-
H. bloient le Dimanche des Villes & de la Campagne pour entendre la parole
Pag. 93. de Dieu, & pour participer à l'Eucharistie, & il remarque même qu'on en
quint 97. envoyoit aux absens, pour faire voir sans doute la communion qu'ils entre-
tenoient ensemble; & je ne sçai si ce ne seroit pas dans cette veüe que le Concile
de Laodicée avoit conçu en ces termes le Canon 58. Il ne faut pas que les E-
vêques ou les Prêtres fassent des Oblations dans les maisons particulières, c'est
Part. 1. c. à dire qu'ils y célèbrent l'Eucharistie, qu'on n'a commencé à célébrer sans
11. communians qu'environ le 12. siècle, comme je l'ai amplement montré dans
l'Histoire de l'Eucharistie.

I I.

Les enfans au dessous de l'âge de douze ans ne seront point admis à la Cene; mais au dessus de cet âge, il sera à la discrétion des Ministres de les y admettre ou non, selon qu'ils se trouveront bien, ou mal instruits.

O B S E R V A T I O N.

Au Synode de Lion 1563. il fut proposé, savoir, si les Fidèles au dessous de dix ans seront recceus à répondre au Catechisme: à quoy il fut répondu, que les Ministres regarderoient prudemment à ce qui est bienléant pour l'édification de l'Eglise. Et bien que cela regarde les Catechismes dont il a été parlé au chap. 1. néanmoins c'est entant qu'ils ont relation à la sainte Cène. Ces Catechismes étant proprement instituez pour savoir qui sont ceux qui sont en état d'y participer convenablement.

C O N F O R M I T E.

On peut ce me semble recueillir du lieu de S. Justin Martyr que j'ai marqué sur l'autre article, qu'on n'admettoit à la communion que les adultes & non pas les petits enfans; & il est fort vraisemblable que Tertullien eût été de cet avis, puis qu'il vouloit qu'on différât le Baptême de quelques années, aussi bien que Grégoire de Nazianze, comme je l'ai montré sur le chapitre précédent: Il est vrai que depuis le tems de S. Cyprien jusqu'environ le 12. siècle, on communia les enfans; mais cette pratique est rejetée avec raison par ceux de la Communion de Rome, & par les Protestans. En effet, les petits enfans sont incapables de l'épreuve que S. Paul prescrit avant que d'approcher de la sainte Table.

III.

Les Prêtres, les Moines, & les autres Ecclesiastiques de l'Eglise Romaine ne seront point admis à la sainte Cene, qu'ils n'ayent fait reconnoissance publique de leur vie, & de leur Profession passée.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562. à la reserve de quelque clause; mais il fut dressé, dans les termes où il est à présent, au Synode de Gergeau 1601.

CONFORMITE.

Cette pratique est entièrement conforme à celle des premiers Chrétiens, il n'est permis à qui que ce soit, dit S. Justin Martyr, de participer avec nous à l'Eucharistie, à moins qu'il ne soit persuadé de la vérité de notre doctrine, qu'il n'ait été baptisé, pour obtenir la rémission de ses péchez, avec une nouvelle naissance, & qu'il ne vive selon les loix de Jesus Christ. *Apol. 1. p. 97. 98.*

IV.

Les Beneficiers qui portent le nom & le titre de leurs benefices, & ceux qui y mêlent de l'idolatrie, directement, ou indirectement, soit qu'ils jouissent de leurs benefices par leurs mains, ou par les mains d'autrui, ne seront point receus à la Cene.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1571. qui avoit une clause touchant ceux qui jouissoient de leurs benefices par donation du Roy, & faisoient cependant ouverte profession de la Religion. Mais cette clause fut rayée au Synode de Gergeau 1601. & l'article fut dressé tel qu'il est à présent. Cette clause étoit conforme à un règlement pris au Synode de Lion 1563. conceu en ces termes. Ceux qui tiendront quelques biens Ecclesiastiques, sans se polluer en aucune idolatrie, & qui se mettront en devoir d'en extirper toute superstition, pour le moins de faire qu'il ne s'y en commette aucune de leur consentement, faisant protestation en même tems de renoncer à tout droit qu'ils pourroient avoir du Pape, pourvu aussi qu'il paroisse que ces biens-là soient employez en de bons & legitimes usages, tandis que le Roi leur permettra d'en jouir avec liberté de conscience, ils ne seront point rejettez de la Cene. Mais la chose a été jugée depuis de telle importance qu'on s'est restraint aux termes dans lesquels est couché l'article, sans cette modification.

Au Synode de Tonneins 1614. Il est étroitement défendu aux Synodes Provinciaux, aux Colloques, & aux Consistoires, d'admettre à la sainte Cène du

Seigneur, ceux qui entretiennent directement l'idolatrie, qui y nourrissent leurs enfans, qui ont recours aux dispenses du Pape, pour les pourvoir de benefices, & en jouir sous leur nom: & telles gens sont jugez indignes d'obtenir temoignages dans l'Eglise, pour être admis aux charges qui sont importantes pour sa feureté.

On doit aussi avoir recours à l'article 3. du chap. 14. de la Discipline, où cette matière est traitée, & éclaircie plus amplement.

C O N F O R M I T E'.

Ceux qui sont ici décrits n'étant pas dans l'état ni dans la disposition que S. Justin Martyr desire, ils ne peuvent pas être receus à la communion dans une société Chrétienne dont ils ne croient pas la doctrine, ou qui ne se rangent pas sous les loix de la Discipline qui s'observe au milieu d'elle.

V.

Les Ministres seront avertis, de ne recevoir à la Cene aucun des autres Eglises, qu'il n'ait suffisant temoignage de son Pasteur, ou d'un Ancien, au défaut du Pasteur, tant que faire se pourra.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode de Paris 1565.

Au Synode de Saumur 1596. Il est dit, que les Eglises seront averties de ne pas recevoir à la participation de la sainte Cene les habitans des lieux où il n'y a point d'exercice public de la vraie Religion, sans attestation de leurs Anciens.

Au Synode de Gap 1603. Les Eglises sont averties d'observer soigneusement cet article de la Discipline.

C O N F O R M I T E'.

L'Eglise a observé cet ordre dès les premiers siècles; car le Concile d'Anioche de l'an 341. défend dans le Canon 7. *de recevoir aucun étranger sans lettres pacifiques.* Le Canon 7. du 1. Concile de Carthage assemblé sous Gratus environ l'an 348. de notre Seigneur, en parle encore plus clairement, défendant formellement à ceux du Clergé & aux Laïques, de communier dans une autre Eglise sans lettres de leurs Evêques: L'Auteur des Constitutions Apostoliques prescrit à peu près la même chose. Il y a dans le 3. Tome des Conciles de France un Synode de Nantes dont le tems est incertain, & dont les deux premiers Canons sont employez à confirmer cette même pratique.

Lib. 2. c.
58.

pag. 601.
602.

V I.

Un homme sourd & muet, qui par signes & par d'évidens témoignages

gnages, & des gestes, démontre, autant qu'il peut, sa piété & sa religion, pourra être reçu à la Cene, quand, par une longue experience de la sainteté de sa vie, l'Eglise pourra apercevoir qu'il aura la foi, & sera vraiment enseigné de Dieu.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Vertueil 1567.

CONFORMITE.

L'Eglise n'a jamais demandé des communians qu'une sainte disposition; c'est pourquoi quand elle se trouve en un homme sourd & muet, & qu'il en donne des marques, il doit être admis à la communion; & quand je parle de l'Eglise, j'entens celle des premiers siècles; car je sçai bien qu'avec le tems on a imposé aux communians la nécessité de la confession auriculaire, sur tout depuis Innocent III. qui en fit le premier Decret dans son Concile de Latran l'an 1215. de Jesus Christ.

VII.

On doit administrer le pain de la Cene, à ceux qui ne peuvent boire du vin, en faisant protestation que ce n'est point par mépris, & en faisant tel effort qu'ils pourront, même en approchant la coupe de la bouche, tant qu'ils pourront, pour prévenir le scandale.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Poitiers 1560. Les dernieres paroles, même en prenant la coupe, &c. sont du Synode de la Rochelle 1571.

Au Synode de Vertueil 1567. il est dit, que la Compagnie n'est pas d'avis qu'en administrant la Cene, on distribue le pain à ceux qui ne voudront recevoir la Coupe.

On peut rapporter à cet article ce qui a été résolu au Synode National, touchant l'usage du pain levé en la Cene.

Au Synode de la Rochelle 1607. les Freres de Geneve furent priez de se vouloir conformer aux Eglises de France, en l'usage du pain levé en la celebration de la sainte Cene. Depuis au Synode de Charenton 1623. ils promettent au Synode de se conformer aux Eglises du Royaume en la pratique de la sainte Cene, non seulement dans les choses essentielles, mais mêmes dans les exterieures & indifferentes, & particulièrement en ce qui concerne l'usage du pain levé.

CONFORMITE.

C'est une condescendance sage & charitable en faveur d'une impuissance naturelle

turelle & insurmontable; c'est par ce principe que l'ancienne Eglise donnoit l'Eucharistie trempée à ceux qui étoient à l'extrémité; c'est ainsi qu'on en usa dans le 3. siècle envers un certain vieillard nommé Sérapion, qui étoit un pénitent moribond; car un Prêtre d'Alexandrie *envoya par un jeune garçon un peu ou une portion de l'Eucharistie, commandant de la tremper, & de la mettre dans la bouche du vieillard, pour la lui faire avaler*; mais on n'en usoit ainsi que dans une grande nécessité, comme l'a remarqué Hugues Menard sçavant Bénédictin dans ses notes sur le Livre des Sacrements de Grégoire I. On a usé de la même condescendance envers les petits enfans dans le tems qu'on les admettoit à la participation du Sacrement; & non seulement cela, mais même le Pape Paschal II. qui succéda à Urbain II. l'an 1099. ordonna de distribuer les deux symboles séparément, à la réserve des petits enfans, & de ceux qui sont extrêmement malades; car pour ceux-là il permet de les communier avec le vin sacré seulement, parce qu'ils ne peuvent avaler le pain. Il ne faut donc pas blâmer le support charitable dont use notre Discipline envers ceux qui ont une aversion & une antipathie invincible pour le vin.

Apud Euseb. de lib. 6. c. 44.

p. 179. 380.

Ep. 32. t. 7. Conc. part. 1. p. 130.

VIII.

Il demeure en la liberté des Pasteurs, en distribuant le pain & le vin, d'user des paroles accoutumées, la chose étant indifférente, pourvu qu'on en use à édification.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de sainte Foi 1578. Sur ce qui fut représenté, qu'en plusieurs lieux en administrant la Cene les Ministres usent de certaines paroles adressées à chacun du peuple, en leur distribuant le pain & le vin; la Compagnie fut d'avis, que pour ne rien innover, pour le present, de l'usage qui s'observe en plusieurs Eglises, la chose demeurera en la liberté des Ministres; dequoi les Provinces seront averties, pour en venir préparées au prochain Synode National.

En consequence dequoi au Synode suivant tenu à Figeac l'an 1579. l'article fut dressé tel qu'il est à present.

CONFORMITE.

Apol. 1. p. 97.

Strom. 1. 1. p. 271.

Quand Jesus Christ donna à ses Apôtres le Sacrement du Pain, il dit, *Ceci est mon Corps*, & en leur donnant le Symbole du Vin, *Ceci est mon Sang*, ou *ce Calice est la nouvelle alliance en mon Sang*. Pour les Apôtres, nous ne voyons pas qu'ils aient rien dit. Du tems de S. Justin Martyr, le distribuant ni le communiant ne disoient rien, mais les Diacres donnoient simplement aux Fidèles du pain & du vin qui avoient été consacrés; & on recueille de Clement Alexandrin qu'on en usoit encore ainsi à la fin du 2. siècle. Quelque tems après on disoit aux communians en leur donnant le Sacrement, *le Corps*

Corps de Christ, le Sang de Christ. Dans le 6. siècle & depuis on disoit, particulièrement dans l'Occident, le *Corps de notre Seigneur Jesus Christ vous garde pour la vie éternelle; le Sang de notre Seigneur Jesus Christ vous rachete pour la vie éternelle.* Les Grecs disent encore aujourd'hui, *vous communiquez Eucbol. p. 83. Et vous participez au sacré Corps, Et au précieux Sang de notre Seigneur Et* Sauveur *Jesus Christ en rémission de vos péchez, Et en vie éternelle;* parmi nous on dit d'ordinaire, *ceci est le Corps de Jesus Christ, ceci est le Sang de Jesus Christ : L'Eglise, comme chacun voit, ayant usé de tout tems d'une grande liberté dans cette occasion.*

I. X.

Les Eglises seront averties que c'est aux Ministres à administrer la Coupe.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Lion 1563. qui portoit encore ces mots, entant que faire se pourra, pour prévenir les mauvaises conséquences, qui furent depuis rayés au Synode d'Allez, comme il sera dit ci après.

Au Synode de Vertueil 1567. Sur la question proposée, savoir s'il étoit permis à d'autres, qu'aux Ministres de la Parole de Dieu, de distribuer la coupe au Sacrement de la Cene. La Compagnie, après avoir bien & meurement examiné les raisons de part & d'autre, est d'avis que l'article du Synode de Lion tiendra, qui est que les Ministres seuls administreront la coupe, entant que faire se pourra.

Au Synode de Montauban 1594. il est dit, que cet article de la Discipline demeurera en son entier.

Au Synode de Gergeau 1601. il a été résolu que le pain & la coupe ne se doivent distribuer en la sainte Cene, que par les mains des Pasteurs & des Anciens, qui les donnent eux-mêmes dans les mains de chaque Fidele.

Au Synode de S. Maixant 1609. Cette question de la distribution de la coupe par les Anciens, dans les Eglises nombreuses, ayant été meue au sujet des lettres d'un particulier, Et d'un livre composé par lui sur cette matière, Et envoyé au dit Synode, ven aussi les lettres des Pasteurs de Geneve, Et celle du Consistoire de Metz, sur ce sujet : la Compagnie déclare, qu'ayant déjà été pourveu, par l'article de la Discipline, auquel elle ne change rien, aux difficultés qui se pourroient presenter dans la distribution de la coupe, elle ne peut approuver les procédures du susdit particulier, sur tout en la publication de son livre, & dans la passion qu'il fait paroître dans ses lettres : Elle a ordonné qu'il seroit écrit à l'Eglise de Metz, afin que par elle il soit exhorté à la paix, & à la charité Chrétienne. Et pour avis à la dite Eglise sur sa demande, elle juge que les Pasteurs dans les Eglises nombreuses, dans lesquelles ils ne peuvent suffire à la distribution de la coupe, se servant de la main des Anciens, ils leur doivent imposer silence, & parler seuls dans la distribution des signes sacrez, afin qu'il paroisse clairement, que l'administration du Sacrement est de l'autorité de leur Ministère.

Au Synode de Privas 1612. Le sieur Mozet, l'un des Pasteurs de l'Eglise de Mers, ayant représenté quelques divisions survenues dans son Eglise, sur la distribution de la coupe dans la sainte Cene, par la main des Diacres, qui, selon la coutume pratiquée de longue-main dans la dite Eglise, en présentant la coupe, disent : Cette coupe est la Communion au sang de Christ, en obmettant ces paroles, que nous benissons : les lettres de l'Eglise de Mers ayant été lûes, & les raisons représentées sur lesquelles elle se fonde dans l'observation de cette coutume : la Compagnie, toutes raisons pesées, de part & d'autre, a confirmé le jugement rendu par le Synode de S. Maixant, qui porte que les Anciens & les Diacres, en cas de nécessité, pourront distribuer la coupe, mais sans parler, étant en cela fondez sur l'exemple de notre Seigneur Jesus-Christ, lequel a parlé seul ; mais a bien permis que les Apôtres distribuassent le pain & la coupe l'un à l'autre, & de main en main. Quant à ce retranchement des mots de l'Apôtre, laquelle nous benissons : la Compagnie n'estime pas qu'aucun doive être employé à proferer les paroles de l'Apôtre, s'ils ne peut les dire toutes entières. L'exemple de l'Eglise de Geneve ne peut servir à l'Eglise de Mers, puis qu'à Geneve les Diacres ne parlent point, non pas même les Ministres en la distribution. Pour lesquelles causes, & pour donner plus d'autorité au S. Sacrement, & lui attirer plus de respect, ladite Eglise est exhortée à se conformer, en cela, à l'exemple de Jesus-Christ, & à la coutume de nos Eglises : le tout par les voyes les plus douces qu'ils pourront, & sans rien violenter.

L'arresté du Synode de S. Maixant, duquel il est fait mention dans celui de Privas, est raporté tout du long à la fin de ce chapitre, dans les observations générales.

Au Synode d'Alez 1620. il est dit, que les mots de cet article, tant que faire se pourra, seront rayez, & qu'en toutes les Provinces les Pasteurs seront obligez, sans distinction, d'administrer la coupe aussi bien que le pain : comme aussi d'user de paroles convenables en l'administration de l'un & de l'autre Signe, pour élever en haut les esprits des Communians : & il est enjoint bien expressément à tous les Synodes Provinciaux d'avoir l'œil sur les Pasteurs qui y contreviendront.

Au même Synode, sur la remontrance de l'Eglise de Montauban, à ce que la distribution de la coupe en la sainte Cene soit laissée aux Anciens, selon la pratique de ladite Eglise : La Compagnie déclare qu'elle ne peut rien changer à l'arresté contenu dans les observations de ce Synode sur la Discipline (qui est celui qui vient d'être cité) & il est enjoint à tous Pasteurs, sans exception, de se soumettre à l'ordre qui y est prescrit.

Au Synode de Charenton 1623. Entre les autres choses sur lesquelles les Pasteurs de l'Eglise de Geneve déclarent par leurs lettres, qu'ils se veulent conformer aux Eglises de ce Royaume, dans la celebration de ce Sacrement ; ils promettent particulièrement, que, quant à la pratique qu'ils avoient observée dans la célébration de la Cene, les Anciens aidant aux Ministres pour la distribution de la coupe, à l'avenir ils en useront, comme les Eglises de France, laissant aux seuls Pasteurs la distribution de la coupe.

Au même Synode il est dit, que sur la lecture des Actes du Synode d'Alez,

& sur l'article dudit Synode, qui enjoit aux Pasteurs de distribuer la coupe; aussi bien que le pain dans la Cene: diverses Provinces ayant requis que les mots, *sant que faire se pourra*, qui avoient été rayez par l'Ordonnance du Synode d'Alez de l'article du Chapitre 12. de la Discipline, soient remis: La Compagnie considérant que la plus grande partie des Eglises de ce Royaume se conforment à l'article dudit Synode, & que plusieurs Eglises, tant dedans que dehors le Royaume, y ont depuis acquiescé: que de plus une telle observation est plus convenable à la dignité du Sacrement de la Cene; & apporte une plus grande édification aux communians; il est enjoit à toutes les Eglises d'observer uniformément l'article dudit Synode d'Alez.

Au Synode de Charenton 1611. Plainte ayant été faite de l'inexécution du règlement pris au Synode National d'Alez; touchant l'administration de la coupe dans la sainte Cene par les seuls Pasteurs; la Compagnie juge une Province particulière digne de censure, pour avoir usé de trop grand suport envers les Eglises de son ressort, qui jusqu'à present n'ont pas obéi. Elle censure grièvement les Consistoires desdites Eglises, & leur défend de s'éloigner à l'avénir de la pratique des autres Eglises de ce Royaume, à peine d'être poursuivis par toutes censures Ecclesiastiques.

Au Synode d'Alençon 1637. La Compagnie enjoit de nouveau à une Eglise particulière, de se ranger à l'observation de cet article, selon l'intention des Synodes precedens.

Tous ces réglemens sont fondez sur cette raison générale, que c'est aux seuls Pasteurs légitimement établis, qu'appartient le droit de distribuer ce Sacrement au peuple Chrétien. Et c'est à cela qu'on peut rapporter la réponse qui fut donnée au Synode de Poitiers 1560. à une question qui y avoit été faite, savoir, si un Curé, ou un Evêque peut administrer la Cene, veu que le Baptême qu'il a administré n'est point réitéré. Resp. qu'il y a difference, veu que celui qui reçoit la Cene est grand, & assez âgé, pour rejeter ce qu'il y a d'impur dans son ministère, ce qu'un petit enfant ne peut faire au Baptême, c'est pourquoi il n'est aucunement permis de recevoir la Cene d'un tel homme.

On peut rapporter à cet article le règlement qui fut pris au Synode de Charenton 1644. touchant les Pasteurs qui sont tellement infirmes, par l'âge, ou autrement, qu'ils ne peuvent distribuer la coupe. Le Synode déclare, que lors que dans les Eglises qui sont servies par plusieurs Pasteurs, quelqu'un d'entre eux se trouve, ou par vieillesse, ou par quelque autre accident, tellement incommodé, qu'il ne puisse administrer la coupe, il distribuera toujours le pain de la Cene. Et cet ordre sera suivi dans toutes les Provinces, sans exception.

C O N F O R M I T E'.

Comme Jesus Christ bénit & consacra son Eucharistie, il en fit aussi la distribution; car il n'y avoit que lui qui fit l'Office & les fonctions de célébrant. Un peu plus de cent ans après les Chrétiens recevoient de la main des Diacres la Communion, comme nous l'apprenons de S. Justin Martyr; pratique qui s'observa long-tems, quoi qu'avec quelque diversité; & il y a de l'apparence que

Lib. de
Coron. c. 3.

que ceux qui en ufoient ainfi se fendoient fur ce qui est dit dans le Chap. 6. du Livre des Actes, que les Diacres *devoient servir aux Tables*, comme si par cette expression il faisoit entendre la distribution du Sacrement sur la Table Eucharistique, au lieu qu'elle ne désigne autre chose que la distribution des aumônes & des charitez aux veuves & aux orphelins, & en général aux pauvres de l'Eglise. Après tout, Tertullien remarque qu'on ne la recevoit que de la main de ceux qui présidoient, c'est à dire, des Pasteurs, & c'étoit vrai-semblablement de son tems l'usage des Eglises d'Afrique, qui étoit sans doute plus conforme à l'exemple & à la pratique de Jesus Christ, à quoi nous pouvons joindre ce que dit S. Chrysostome dans l'Homélie 46. sur S. Matthieu, il est permis au Prêtre seul de donner le Calice du Sang de Jesus Christ, le terme Grec peut désigner aussi l'Evêque, de même que celui de *Sacerdos*, dont l'Interprète s'est servi.

X.

D'autant que dans la distribution de la Cene il se presente plusieurs personnes malades, ce qui fait que plusieurs autres font difficulté de prendre le vin après elles, les Pasteurs & les Anciens seront avertis d'y pourvoir prudemment, & avec bon ordre.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Figeac 1579.

C O N F O R M I T E.

C'est un réglemeut de prudence & de précaution pour éviter un plus grand inconvénient.

X I.

Ceux qui auront été long-tems dans l'Eglise, & qui ne voudront pas communier à la sainte Cene du Seigneur, s'ils le font par mépris, ou de peur d'être obligez de renoncer à toute idolatrie, après plusieurs exhortations, ils seront retranchez du corps de l'Eglise: mais si c'est par infirmité, ils seront supportez, pour quelque tems, jusqu'à ce qu'ils se puissent confirmer.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Poitiers 1560.

C O N F O R M I T E.

Il n'y a rien dans cet Article qui s'éloigne de la pratique de l'Ancienne Eglise,

Eglise, qui obligeoit de participer à l'Eucharistie tous ceux qui écoutoient la parole de Dieu. C'est à quoi tend le 2. Canon du Concile d'Antioche : *Il faut jetter hors de l'Eglise ceux qui entrent dans l'Assemblée, & qui écoutent les saintes Ecritures; mais qui par un certain dérèglement ne communiquent point à la prière avec le peuple, & se privent de la participation de l'Eucharistie.* Le 9. de ceux qu'on attribue aux Apôtres, & qui vrai semblablement a été emprunté de celui d'Antioche, n'est pas moins exprès; *Il faut retrancher tous les Fidèles qui entrent dans l'Assemblée, & qui écoutent la lecture des Ecritures, mais qui ne demeurent point à la prière; ni ne reçoivent la sainte Communion, parce qu'ils causent du trouble dans l'Eglise.* De là vient que dans le Chap. 11. du Livre 8. des Constitutions qu'on nomme des Apôtres, on ordonne que les Diacres se tiennent aux portes des hommes, & les Soûdiacres à celles des femmes, pour empêcher que personne ne sorte durant le tems de l'Oblation : c'est à dire pendant qu'on célèbre l'Eucharistie.

XII.

Ceux qui ne se trouveront aux Assemblées Chrétiennes qu'au jour de la Cene, seront repris, & exhortez de faire leur devoir, & même, pour cet effet, de se ranger à une certaine Eglise.

CONFORMITE.

L'Auteur des Constitutions qu'on a supposées aux Apôtres prescrit aux Fidèles de se trouver dans les saintes Assemblées, non seulement lors qu'on célé- *Lib. 2. c.* bre l'Eucharistie, mais même tous les autres jours, pour y vâquer à l'invocation du nom de Dieu, au chant de ses louanges, & à l'ouïe de sa parole. Le Canon 80. du 6. Concile Oecuménique dépose les Ecclesiastiques, & excom- *T. 5. Conc. pag. 344.* munit les Laïques, qui étant dans la Ville, passent trois Dimanches sans assister aux exercices sacrez qui se font dans l'Assemblée de l'Eglise.

XIII.

Les Fidèles qui sont état d'aller ouïr la Parole de Dieu en une Eglise, & de recevoir les Sacremens en une autre, seront censurez, & se rangeront à la plus prochaine, & plus commode, par l'avis du Colloque.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1581.

CONFORMITE.

Du tems de S. Justin Martyr, les Chrétiens s'assembloient des Villes & de *Apolog. 1.* la Campagne en un même lieu, non seulement pour ouïr la Parole de Dieu, *pag. 97.* mais

mais aussi pour Communier. Le Concile d'Agde en Languedoc, qui permet
T. 1. Conc. l'an 606. à ceux qui sont éloignés des Eglises Paroissiales, d'avoir des Ora-
Gall. c. 21. toires particuliers pour le soulagement de leurs familles, leur enjoint cepen-
pag. 165. dant de se trouver à leurs Paroisses aux principales Fêtes & solemnitez de l'an-
T. 2. c. 9. née. Charlemagne dans son Capitulaire de l'an 789. veut que cela se fasse tou-
pag. 157. tes les Fêtes & tous les Dimanches, & défend aux particuliers de convier les Pré-
ib. c. 45. tres à faire le Service divin dans leurs maisons en ces jours-là. Théodulphe
46. p. 223. Evêque d'Orléans prescrit la même chose dans le sien de l'an 797. On peut
 rapporter à cette même Discipline les deux Canons du Concile de Nantes,
 dont j'ai parlé sur l'Article 5.

XIV.

Bien qu'on n'ait pas accoutumé de célébrer dans nos Eglises la sainte Cene, plus souvent que quatre fois l'an, toutefois il seroit bien à désirer qu'elle se celebrast plus souvent, le respect qui y est requis étant gardé, parce qu'il est très-utile que le peuple fidèle soit exercé, & qu'il croisse en la foi, par l'usage frequent des Sacrements, comme aussi l'exemple de l'Eglise primitive nous y convie. C'est pourquoi les Synodes Nationaux y pourvoient comme le bien des Eglises le requerra.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode d'Orléans 1562. sur ce qu'un des Pasteurs de Picardie avoit accoutumé de faire la Cene tous les mois: la Compagnie est d'avis qu'il soit averti par un autre Pasteur, en son nom, de suivre le costume des autres Eglises, afin qu'elles marchent tout d'un même pied.

Ce fut au Synode de Paris 1565. que l'article fut dressé tel qu'il est à présent. Ces dernières paroles, C'est pourquoi les Synodes Nationaux, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571.

CONFORMITE.

Le relâchement des Chrétiens dans la piété a été cause que les Communions sont devenues moins fréquentes qu'elles n'étoient dans la Primitive Eglise: C'est pourquoi notre Discipline les a réglées à quatre fois l'année, souhaitant néanmoins qu'on fût en état d'y participer plus souvent. Le Concile d'Agde, que j'ai cité sur l'autre Article, les réduit à trois dans le Canon 18. Celui d'Autun dans le supplément des Conciles de France en use de même
Can. 14. l'an 630. Atton Evêque de Verceil renouvelle dans le 10. Siècle le Canon
p. 71. d'Agde dans son Capitulaire. Rathérius de Véronne dans le même Siècle
T. 8. Spicil. parle de quatre fois l'an dans son Epître Synodale aux Prêtres de son Diocèse,
c. 73. p. 27. & que Dom Luc d'Achery a mise dans son second Spicilegium. Pierre
pag. 94. de Celles dans son Traité de la Discipline Claustrale, qui est dans le 3. Spicilegium,

legium, écrit qu'il suffit à un Laïque de communier une fois l'an. Le Concile de Trente dans la Session 13. sous Jules III. l'an 1551. l'onzième jour d'Octobre, anathématise dans le Canon 9. tous ceux qui nieront que les Fidèles de l'un & de l'autre sexe soient obligés de Communier du moins à Pasques tous les ans; bien que dans la Session 22. qui est la 6. sous Pie 4. l'an 1562. & le 17. de Septembre, touchant la Doctrine du Sacrifice de la Messe Chap. 6. le Synode souhaite que tous les Fidèles qui sont présents communient non seulement par un desir & par une affection spirituelle, mais aussi par une participation sacramentelle; ce que le Cardinal Borromée n'a pas manqué de remarquer & de confirmer dans quelques-uns des Conciles qu'il fit tenir à Milan. J'oubliois le Canon 50. du 3. Concile de Tours, assemblé l'an 813. de notre Seigneur, que les personnes Laïques Communient du moins trois fois l'an, si elles ne peuvent pas Communier plus souvent, à moins qu'elles n'en fussent empêchées par quelque grand péché. Ce qui est répété mot pour mot dans le Chap. 45. du 2. Livre des Capitulaires de nos Rois. Théodulphe Evêque d'Orléans s'étoit contenté à la fin du 8. Siècle, d'avertir les Fidèles de ne s'abstenir pas trop long-tems de la participation de l'Eucharistie, & d'acquiescer les dispositions nécessaires, quand ils voudroient approcher d'un si grand Sacrement. Honorius d'Autun remarque dans le 10. Tome de la Bibliothèque des SS. Pères pag. 1198. qu'il fut arrêté à cause des hommes charnels, qu'on communieroit, ou tous les Dimanches, ou chaque troisième Dimanche, ou aux grandes Fêtes, ou bien trois fois l'an.

T. 9. Conc.
pag. 382.

lb. p. 402.

lb. p. 453.
517-549.

T. 2. Conc.
Gall. p.
503.

Ibid. c. 44.
p. 223.

Observations générales sur tout ce Chapitre.

On peut rapporter à ce Chapitre, tous les réglemens pris dans les Synodes Nationaux, qui regardent l'ordre & la bienfaisance que l'on doit observer dans la pratique de ce saint Sacrement.

Au Synode de Montauban 1594. il fut dit: que les Anciens des Eglises communieront à la Cene avec les Pasteurs au commencement de l'action, & le reste du peuple en tel ordre que les Consistoires jugeront être expedient pour l'édification de l'Eglise.

Au Synode de Lion 1563. La Compagnie déclare son sentiment sur une difficulté qui lui fut proposée, en ces termes; Un Gentilhomme trouble l'Eglise, & veut que sa femme aille à la sainte Cene après lui, devant tout le reste des hommes; & combien qu'il ait été ordonné par le Synode Provincial de Caën, qu'il suivroit la façon des autres Eglises, auxquelles les femmes vont après les hommes: néanmoins il n'y veut pas consentir. On est d'avis que cette Compagnie lui écrira, & qu'on l'avertira de marcher avec toute humilité.

Au Synode de S. Maixant 1609. il fut dressé un ample réglement sur ce sujet, conceu en ces termes: Afin que désormais toutes les Eglises de ce Royaume se conforment, en l'administration de la sainte Cene, les unes aux autres, sans aucune différence qui puisse apporter du scrupule à ceux qui ne savent pas bien souvent discerner la substance d'avec la circonstance: il est enjoint à tous les Pasteurs, de garder la simplicité ordinaire, & de s'abstenir de toutes façons nouvelles & particulières; comme de lire l'institution de la Cene entre la grande prière ordinaire, & celle qui est dressée sur le sujet de la Cene; laquelle

doit suivre l'autre immédiatement : de ne découvrir le pain & le vin en la lecture de l'institution : la coutume aussi de faire ranger le peuple par tablées, assis ou debout, au lieu de faire passer les Fidèles les uns après les autres : celle des exhortations & actions de grâces qui sont faites à chaque table devant que la distribution se fasse aux suivans, & de la distribution de la coupe par les Fidèles, les uns aux autres, contre les réglemens de la Discipline, qui ne l'attribuë qu'aux Pasteurs, entant que faire se pourra, & aux Anciens à leur défaut, en la place du Pasteur, pour le soulager dans une Eglise populeuse. Et les Colloques & les Synodes auront l'œil sur ceux qui feront autrement, pour les ranger à leur devoir, par censures convenables.

Au Synode de Loudun 1659. sur la demande faite par la Province de Bearn, si l'on doit permettre de célébrer la sainte Cene du Seigneur en un autre jour que le Dimanche. La Compagnie a jugé qu'encore que le culte religieux ne soit plus attaché aux circonstances des tems ni des lieux ; néanmoins il est à propos, veu l'importance d'une si sainte cérémonie, qu'elle soit célébrée, tant que faire se pourra, le jour du Dimanche, & non un autre jour, sinon pour de grandes considérations, dont les Synodes, les Colloques, & les Consistoires, prendront connoissance.

Au même Synode, à la requisition des Députés de la Province de Normandie, La Compagnie ordonne, que les Consistoires aient le soin de faire lire des Chapitres de l'Ecriture sainte, & chanter des Pseaumes pendant la célébration de la sainte Cene, qui soient les plus convenables à la nature de l'action, afin d'y attacher plus étroitement la devotion des particuliers, plutôt que de s'occuper à autre chose.

CHAPITRE TREIZIEME.

Des Mariages.

ARTICLE PREMIER.

LEs personnes qui sont en bas âge ne pourront contracter Mariage, sans le consentement de leurs pères & mères, ou autres, en la puissance desquels ils sont. Toutefois, s'ils avoient des pères & des mères si déraisonnables, qu'ils ne voulussent consentir à une chose si sainte & si utile, principalement s'ils le faisoient en haine de la Religion : le Consistoire donnera avis aux parties de se retirer pardevers le Magistrat.

OBSERVATION.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559. Il dit simplement sur

sur la fin, qu'en cas que les pères & les mères ne veulent pas donner leur consentement, ce sera au Consistoire d'y aviser.

Au Synode de Lion 1563. sur la proposition faite par, le Pasteur de Castres, savoir: si la promesse faite par une fille, âgée seulement de douze ans, du consentement de ses parens, à laquelle elle auroit renoncé depuis, avant que d'avoir atteint l'âge de treize ans, se peut dissoudre, on est d'avis que telle promesse est nulle.

Au Synode de Vertueil 1567. Il est dit, que la connoissance du tems & de l'âge, qui rend les personnes capables de contracter Mariage, appartient au Magistrat.

Au Synode de Montauban 1594. il est porté, que quand quelqu'un ne pourra obtenir la permission de son père de se marier, il se retirera vers le Magistrat. Et quand il lui, aura accordé par sa Sentence de se marier, les Pasteurs, à la requisiion, beniront un tel Mariage, pourveu qu'il n'y ait apel.

Au Synode de Charenton 1631. il est dit, qu'à la fin de cet article sur les remontrances de Monsieur le Commissaire, au lieu de ces mots, donnera tel avis aux parties qu'il verra être convenable, il sera mis selon l'intention du Synod National de Vertueil & de Montauban, donnera avis aux parties de se retirer par devers le Magistrat. Qui sont les termes qui forment à present cet article.

Au Synode de Charenton 1644. Rapport ayant été fait par les Députez de Normandie d'un procez intenté par un des chefs de famille de l'Eglise de Rouën, contre celle qui a été épousée par son fils, tant sans sa permission, que contre le gré de ses parens; La Compagnie ordonne que le fils, qui a été privé de la Communion, en consequence de ce différent, recherche la grace de son pere par toutes sortes de devoirs, de soumissions, & de respects, selon la parole de Dieu, & que le pere soit prié & conjuré par le Consistoire de limiter un tems, dans lequel il fasse vuider l'instance, lequel tems passé, le fils pourra être admis à la participation de la Cene.

C O N F O R M I T É.

La Discipline de l'Ancienne Eglise a pourvu à ce que prescrit ici la nôtre, & a pris le soin d'entretenir les enfans dans le respect & dans l'obéissance qu'ils doivent à leurs pères & à leurs mères, leur défendant de se marier sans leur consentement; & ce n'est pas seulement à l'égard des enfans qu'elle en use ainsi, mais même à l'égard de tous ceux qui sont sous la puissance de quelqu'un; c'est le sujet & la matière du Canon 42. de la 2. Epître Canonique de S. Basile. *Les mariages qui se font sans le consentement de ceux sous la puissance desquels on est, sont des fornications; ceux donc qui se marient du vivant de père ou du Maître, ne sont pas excusables, jusqu'à ce que leur consentement intervienne; car alors le mariage devient légitime, & reçoit toute la force qu'il doit avoir.* Ce Canon est comme un abrégé des deux précédens, selon la remarque de Balsamon & de Zonaras Canonistes Grecs, qui prétendent que le mariage est nul sans le consentement dont je viens de parler, & qu'on le doit dissoudre. Le Canon 32. de la même Epître est encore fort exprès là-

I. 3. 2. 33.

deffus; Les filles qui suivent leurs Amans sans l'avis du pere sont dans la fornication; mais si les peres & les meres se reconcilient avec elles, la chose semble être rétablie en un bon état par ce remède, sans pourtant qu'on les puisse admettre à la Communion, qu'après trois ans de pénitence. Surquoi les mêmes Canonistes Grecs, que j'ai déjà citez, remarquent que le consentement des parens, c'est à dire du pere & de la mere, changent la fornication en un mariage légitime, sans rien diminuer de la censure portée par le Canon.

T. r. Conc.

Gall. p.

265.

Ib. p. 316.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Pag. 504.

Le Canon 22. du 4. Concile d'Orléans défend l'an 541. de prendre une fille en mariage malgré le pere & la mere. Le 6. du 3. Synode de Paris de l'an 557. interdit la même chose. Le 3. Concile de Toléde fit un Decret semblable 32. ans après le Synode de Paris, & on le lit encore aujourd'hui dans le 4. Tome des Conciles, & dans le Canon 10. C'est à quoi tend le Chapitre 358. du Livre 7. des Capitulaires de Charlemagne & de Louïs le Debonnaire. Photius Patriarche de Constantinople n'en parle pas autrement dans la 5. de ses Lettres qu'on a tirées d'un ancien Manuscrit d'Orient: il n'y a pas jusqu'au Fourbe, qui a supposé deux Decretales au Pape Evariste, qui n'enseigne dans la première la même Doctrine, & mot pour mot de la manière dont il en est parlé dans le Capitulaire que je viens d'alléguer; de sorte qu'il faut nécessairement que l'un ait emprunté de l'autre. Il est aisé de juger, après tout ce que j'ai écrit sur cet Article, si le Concile de Trente marche sur les traces de l'ancienne Tradition, lors que dans la Session 24. qui est la 8. sous Pie IV. l'an 1563. & dans le chap. 1. du Decret touchant la réformation du mariage, il anathématize ceux qui affirment que les mariages contractez par les enfans de famille sans le consentement des peres & des meres sont nuls, & que les peres & meres les peuvent rompre ou les ratifier; condamnation qui enveloppe le Pape Célestin I. si nous en croyons ce que Gratien rapporte de lui dans le 1. Tome des Conciles c. 4. p. 910.

T. 9. Conc.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

p. 411.

Quant à ce que nôtre Discipline ajoute, que si les peres & les meres étoient si déraisonnables, que de ne vouloir consentir à une chose si sainte & si profitable, le Consistoire donnera avis aux parties de se retirer par devers le Magistrat; elle ne dit rien en cela qui ne soit conforme à l'ancienne pratique, comme nous l'apprenons de la Lettre de Photius que j'ai alléguée; car il déclare que le Juge peut alors prendre connoissance du mariage & le rendre légitime, en préférant la protection des enfans & leur volonté légitime à la mechanceté des peres & des meres.

P. 13. 392.

II.

Quant à ceux qui sont en âge, & qui jouissent de leurs droits, ils seront avertis par les Ministres dans les Assemblées publiques de l'Eglise, de ne point faire de promesse de Mariage, sinon en la presence de leurs parens, amis, voisins, & gens de bien: & ceux qui en useront autrement, seront censurez de leur légèreté, & du mépris dudit avertissement. Et il seroit bon que lesdites promesses de Mariage se fissent avec l'invocation du nom de Dieu.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vertueil 1567.

Dès le Synode de Lion, il fut dit, que les promesses de Mariages faites par contraintes, seroient nulles. Et au Synode de Paris 1565. il est dit, que celles qui seront clandestines, seront aussi nulles, quoi qu'elles soient faites entre personnes Majeures, & jouissantes de leurs droits, Et dit, qu'elles sont clandestines, si elles ne sont faites en présence de deux ou trois personnes pour le moins, & qu'il seroit bon que ce fust avec l'invocation du nom de Dieu, & les parens appelez, s'il y en a.

Au Synode de Montpellier 1598. il est dit, que les promesses de Mariage faites entre personnes nubiles, par l'autorité de leurs parens, Tuteurs, ou Curateurs, & par paroles de present, sont indissolubles.

Et parce qu'en vertu des dernières paroles de cet article, touchant l'invocation du nom de Dieu aux promesses de Mariage, quelques-uns prétendoient qu'elles ne pourroient être valables, sans y appeler les Pasteurs; le Synode de Gergeau 1601. déclare, qu'il est laissé à la liberté des Pasteurs & des Eglises, de faire trouver lesdits Pasteurs aux fiançailles & aux promesses de Mariage, ou non.

Au Synode de Tonneins 1614. un particulier apellant du jugement d'une Province qui confirme le refus qu'un Consistoire avoit fait de publier les annonces de sa fille, qu'au préalable elle n'eût été fiancée par un Pasteur: La Compagnie blâme le Synode de cette Province là, de la sévérité dont il avoit usé en cette rencontre, & lui enjoint à l'avenir de laisser cela à la liberté des particuliers.

Au Synode d'Aleix 1620. La Province de Normandie desirant que toutes les Eglises se conforment à la coutume qui est entr'eux, que les fiançailles se celebrent par les Pasteurs, avec prières & exhortations aux parties, pour les préparer à ce saint état, auquel ils sont appelez, la Compagnie, louant ceux qui en usent ainsi, juge néanmoins, que cela doit demeurer en la liberté des fidèles, sans y astreindre aucun expressement.

Au Synode de Lion 1563. A la question, si on peut faire promesse de Mariage devant un Prêtre, à la requête d'une mere, qui veut que sa fille soit fiancée par un Prêtre, veu que la présence du Prêtre est requise, afin que les fiançailles soient estimées mieux faites. On est d'avis que cela ne se doit point faire.

CONFORMITE.

Ce règlement a été fait pour obvier aux Mariages clandestins: On a mis dans le 1. Tome des Conciles quelques Decrets que Gratien attribue au Pape Célestin I. qui ordonne dans le 4. que les Parens de l'un & de l'autre sexe soient présens pour pouvoir rendre témoignage du Mariage. Paulin Evêque d'Aquilée dans le Concile qu'il fit assembler en un lieu de son Diocèse qu'on appelloit *Forum Julii*, desire que les voisins & les principaux du lieu assistent aux promesses de Mariage, pour éviter les inconvéniens qui peuvent naître des

pag. 910.

T. 7. Conc.
part. 1. c. 8.

p. 160.

Ma-

*T. 9. Conc.
pag. 412.* Mariages clandestins. Le Concile de Trente dans la Session 24. que j'ai citée sur l'autre Article, & dans le même Decret de la réformation du Mariage chap. 1. veut que cela se fasse en présence du Curé ou de quelqu'autre Prêtre qui tienne sa place, & de deux ou de trois témoins; ce que le Cardinal Borromée renouvelle dans le 5. & 6. Conciles de Milan.

III.

Les Fidèles qui sont en âge, encore qu'ils ayent été mariez, seront néanmoins cet honneur à leurs pères & mères, de ne contracter Mariage, sans leur en communiquer premièrement; & à faute de cela, ils seront censurez au Consistoire.

OBSERVATION.

Le fondement de cet article. est du Synode de la Rochelle 1571.

CONFORMITE'.

T. 1. p. 242. Nous avons déjà vu sur l'Article 1. que les enfans qui sont sous la puissance des pères & des mères, ne peuvent légitimement contracter Mariage sans leur consentement. Dans celui-ci, il est question de ceux qui ont été mariez, & qui veulent passer à un second Mariage, doivent honnêtement le leur communiquer. Saint Ambroise dans le Chapitre 9. du 1. Livre touchant Abraham, veut que la femme veuve qui a dessein de se remarier, remette au père & à la mère le choix du second mari qu'elle doit épouser. Balsamon & Zonaras expliquant le Canon 42. de la 2. Epître Canonique de S. Basile, distinguent les veuves qui sont sous la puissance de quelque Parent, d'avec celles qui ne dépendent que d'elles-mêmes, & pour ces dernières, ils prétendent qu'elles sont en liberté de se marier à qui elles veulent, pourvu que ce soit en nôtre Seigneur, & selon les loix & les Canons: mais quant aux autres, ils estiment qu'elles doivent avoir le consentement de ceux sous la puissance desquels elles sont, & qui sans cela ont droit de dissoudre leur Mariage. Il y a dans le 3. Tome des Conciles un Decret qu'on attribue à quelque Concile d'Arles, où il est parlé du Mariage des Veuves, & du consentement des pères & des mères.

Pag. 825.

IV.

Les pères & les mères, faisant profession de la Religion Reformée, desquels les enfans idolâtres se voudroient marier avec des femmes idolâtres, seront avertis, de détourner leurs enfans autant qu'il sera possible, de tels mariages; & singulièrement quand ils ne seront pas émancipez, les pères employeront leur puissance paternelle pour les empêcher: que s'ils ne peuvent tant gagner sur eux, assistans, quand on

on passera les contrats de Mariage, ils protesteront qu'ils ont en horreur l'idolâtrie dans laquelle leurs enfans se veulent prostituer de plus en plus. Et cela fait, lesdits pères pourront consentir aux promesses & aux conditions concernant le dot, & choses semblables, & ils feront paroître au Consistoire du devoir qu'ils auront fait, pour empêcher de tels Mariages.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Figeac 1579.

Ces dernières paroles, & ils feront paroître, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571.

Dès le Synode de Paris 1559. On fit cette décision. Sur ce qui a été proposé par le Ministre d'Angers, il a été dit, que celui qui auroit été fiancé à une fille, lors qu'il étoit encore hors de notre communion, étant depuis venu à la connoissance de Dieu, il n'est pas quitte de sa promesse, encore que ladite fille ne se veuille pas marier dans l'Eglise de Dieu. C'est pourquoi il la doit solliciter à exécuter sa promesse; mais si elle n'y veut pas consentir, il se doit contenir jusqu'à ce que le lien soit rompu, par le Mariage, ou par la paillardise de l'autre partie. Le même avis a été donné par Maître Jean Calvin.

Cette question est proposée au même Synode. Un jeune homme fait promesse de mariage à une fille, avec cette condition insérée dans le contrat, si elle consent de l'épouser dans l'Eglise Reformée. La fille promet & consent pour un tems, depuis voyant les troubles, elle ne consent plus à cela, & elle dit qu'elle ne veut point de ce jeune homme. On demande s'il est délié de sa promesse. La réponse est, que le jeune homme sollicitera la fille avec toute la diligence possible, pour la porter à exécuter sa promesse. Et il sera à la prudence du Consistoire de juger desdites diligences, & s'il en est besoin de procéder à la déclaration de nullité de mariage.

Au même Synode, il fut demandé si les Ministres doivent épouser ceux qui sont purement de la Religion Romaine; & il fut répondu, qu'il ne se peut faire, s'ils ne font profession ouverte de renoncer à la Messe.

Au Synode de Saumur 1596. sur la demande de la Province du Bas Languedoc, quelle censure sera donnée à ceux qui marient leurs enfans à des parties de contraire Religion. Il a été résolu, qu'eux, & leurs enfans seront privez de la sainte Cène, & reconnoîtront leur faute publiquement.

CONFORMITE.

Nous verrons sur l'Article 20. qu'il étoit défendu aux Orthodoxes de se marier avec des personnes de Religion contraire, à moins qu'elles ne promissent de se ranger à la Communion Orthodoxe, & qu'elles n'accomplissent leur promesse avant la consommation du Mariage; c'est pourquoi les pères & les mères ne pouvoient consentir à de tels Mariages que sous les conditions portées

par les Canons. On ne peut donc pas dire que notre Discipline s'éloigne de celle des Anciens Chrétiens dans le règlement que nous examinons, & qui doit recevoir beaucoup de lumière par les choses que je dirai sur le vingtième.

V.

On ulera désormais de paroles de futur dans les promesses de Mariage, & dans les fiançailles, & lesdites paroles ne seront pas estimées si indissolubles que les paroles de présent, veu que les paroles de présent ne promettent point le Mariage, mais le font en effet, toutefois ces promesses par paroles de futur ne se dissoudront sans de grandes & de légitimes causes.

OBSERVATIONS.

Il y a peu d'articles de la Discipline dont le sujet ait été si souvent manié & retouché par les Synodes Nationaux, & cela à cause de la différence de l'ancienne pratique dans les fiançailles d'avec la nouvelle, veu qu'autrefois les promesses de Mariage, qui se faisoient dans les fiançailles, étoient conçues par des paroles de présent. Et aujourd'hui elles se font par des paroles de futur, selon les réglemens & la disposition présente de la Discipline, les paroles de présent étant réservées aux tems de la benediction nuptiale en face d'Eglise.

Dès le Synode de Poitiers 1560. Sur la question, si les promesses de mariage pures & simples, légitimement faites par des paroles de futur, se peuvent dissoudre par le consentement des parties : il a été dit que telles promesses, soit par paroles de présent, ou de futur, se doivent inviolablement garder ; car combien que par ces paroles de futur l'exécution soit différée, tant y a que les parties ne sont pas moins tenues & obligées devant Dieu à les entretenir.

Au Synode de Lion 1563. il fut proposé, qu'il y a eu des promesses de Mariage, faites entre certaines personnes d'âge competant, & du consentement des parties, les promesses ratifiées & confirmées pour la deuxième fois, & par contract passé par main de Notaire. La fille refuse d'accomplir le mariage, disant avoir été contrainte par ses parens à faire la promesse : toutefois il paroît du contraire par le dire des parens ; même elle allegue aussi que la partie a l'haleine puante. La Compagnie a jugé le Mariage indissoluble.

Au même Synode, sur la demande proposée de la part d'une Demoiselle, laquelle requiert si elle peut demander ses intérêts à un Gentilhomme qui lui a fait promesse de Mariage par parole de présent, toutes solemnitez accoutumées ayant été observées, lequel néanmoins refuse maintenant d'accomplir un tel Mariage, alleguant l'inégalité de biens, diversité de Religion, & que pour ces causes il ne pourroit compatir avec elle : il a été répondu, qu'avant que d'insister aux choses qui sont consecutives de l'interruption & separation de Mariage, comme de demander intérêts, elle pourchassera que le mariage, suivant la promesse, soit accompli.

Au Synode de la Rochelle 1571. il est dit, que les Fidèles seront avertis, que pour obvier à beaucoup de difficultez qui surviennent sur les promesses de Mariages, ils seront désormais lefdites promesses purement & simplement, & par des paroles de present, desquelles promesses les parties ne se peuvent dédire.

Au Synode de sainte Foi 1578. Sur la question, quand une fille fiancée par des paroles de present, & avec les solemnitez requises, à un homme qui depuis auroit commis un crime, pour lequel il auroit été condamné aux Gale-res perpetuelles; desquelles étant échapé, il fommeroit sa fiancée de l'épouser, suivant sa promesse, & sa fiancée le refuseroit, demandant d'être déclarée libre de ladite promesse : La Compagnie est d'avis, que puis que le Mariage est une alliance mixte, les parties s'adresseront au Magistrat, suivant la sentence duquel l'Eglise se gouvernera.

Au Synode de la Rochelle 1581. il est dit sur cet article, que la Compagnie a jugé n'être point contraire à l'article 24. des Etats de Blois, auquel il n'est parlé qu'aux Notaires, & pourtant laissant ausdits Notaires de suivre l'Ordonnance du Roi, rien n'empêche qu'on ne puisse fiancer dans l'Eglise, par des paroles de present.

Au Synode de Vitré 1583. il est dit, que l'article des Mariages, qui dit que les promesses par des paroles de present sont indissolubles, demeurera, & ainsi, quand l'une des parties fiancée de cette maniere ne se voudroit pas marier à l'autre, pour quelque degout ou mécontentement qu'elle pourroit avoir, elle sera pressée de le faire par toutes censures Ecclesiastiques, même jusqu'à l'excommunication : si ce n'est que la partie qui a offensé, & qui est desertrice, n'est pas encore participé à la sainte Cene, auquel cas, après toutes exhortations qui lui seront faites au Consistoire, par trois denonciations en divers Dimanches, son endurcissement signifié au peuple, il suffira qu'au quatrième on déclare publiquement à l'Assemblée de l'Eglise, qu'une telle personne n'est plus réputée membre : & après cela, si la partie desertrice demeure obstinée, la partie innocente sera renvoyée vers le Magistrat, pour être mise en liberté. Ce qu'ayant obtenu de lui, elle pourra être mariée par l'Eglise, à qui bon lui semblera, pourveu que ce soit au Seigneur : Et quant à la partie desertrice, elle ne pourra être receüe à la sainte Cene, ni avoir permission de se marier à une autre, qu'après longue épreuve de sa repentance, & une longue & juste satisfaction.

Au même Synode, sur la difficulté proposée, touchant une veuve fiancée par des paroles de present, & avertie par le Ministre de son Eglise, de ce qu'emportent de telles promesses, & qui néanmoins, peu de tems après, se seroit fait séparer, au grand regret de son fiancé, par Sentence de l'Official, disant qu'elle n'avoit pas sçu ce que c'étoit que parole de present, ou de futur, & depuis se seroit mariée à un autre à la façon de l'Eglise Romaine, sans avoir égard à aucune des remontrances qui auroient été faites, tant à elle qu'à celui qu'elle a épousé, avant & après les époufailes. La Compagnie a jugé que la premiere promesse, de soi, & de tout droit, est indissoluble, & par conséquent, que le second mariage est nul de droit. Toutefois le premier fiancé peut, suivant la liberté qui nous est donnée par Jesus Christ, déclarer qu'il re-

publie & rejette sadite femme parce qu'elle a violé sa foi, & qu'elle est conjointe à un autre : Et, après une telle déclaration, le Consistoire pourra, si les parties qui ont ainsi failli se rangent à leur devoir, suivant la Discipline, aprouver & confirmer le second mariage, veu aussi que dudit Mariage il y a un enfant baptisé dans l'Eglise Reformée, le pere s'étant démis de son droit au parein qui l'a présenté.

Au Synode de Montauban 1594. Sur la proposition faite par les Députés de Xaintonge, touchant les inconveniens qui naissent en quelques Eglises des promesses de Mariage, faites par paroles de présent, & qu'il seroit bon de les recevoir par paroles de futur, suivant l'Ordonnance de Blois. Il a été avisé d'en remettre la décision au prochain Synode National, auquel toutes les Provinces viendront préparées sur cela.

Suivant quoi au Synode de Saumur 1596. Il a été ordonné que les promesses de Mariage se feront par des paroles de futur, suivant l'Ordonnance du Roi, & toutefois qu'elles seront indissolubles, s'il n'intervient quelque légitime empêchement. Ainsi l'article sera reformé.

*Depuis au Synode de Montpellier 1598. il est dit, qu'*après avoir soigneusement leu & examiné les memoires envoyez par les Provinces, touchant l'article 5. du chapitre 13. sur la forme en laquelle les promesses de Mariage doivent être faites : La Compagnie est d'avis que l'Article, tant de la Discipline, que du dernier Synode de Saumur, soient corrigez, étant laissé à la liberté & à la prudence des Eglises d'user des paroles de présent ou de futur.

Au Synode de Gergeau 1601. Il est dit, que cet article sera concen en ces mots : Il est laissé à la prudence des Eglises, d'user des paroles de présent ou de futur dans les promesses de Mariage : toutefois de telles promesses de présent, ou de futur, seront de foi indissolubles, s'il n'intervient légitime empêchement. *Et il est dit qu'après cet article, on mettra celui qui regarde les consanguinités.*

Au Synode de Gap. 1603. Il est dit, qu'on usera de toutes censures Ecclesiastiques contre ceux qui rompent les promesses de Mariage, soit qu'elles soient faites par paroles de présent, ou par paroles de futur.

Au Synode suivant de la Rochelle 1607. Sur la lecture des Actes du Synode de Gap, touchant les censures qui échecent à ceux qui rompent les promesses de Mariage sans de justes causes, quelques difficultez, qui se rencontrent en divers lieux sur ce sujet, ayant été représentées ; La Compagnie a jugé, que ni les Pasteurs, ni les Consistoires, n'ont pas l'autorité de rompre de telles promesses ; c'est pourquoi on les renvoyera au jugement & à l'Ordonnance légitime des Magistrats ; procedant par toutes sortes de reprehensions Ecclesiastiques contre ceux qui ne se rangeront pas à leur devoir.

Au Synode de Privas 1612. cette matiere fut encore resouchée, & il fut dressé, sur ce sujet, un très-long acte, en ces termes. Sur la difficulté proposée par quelques uns, si les promesses de Mariage faites par des paroles de futur sont aussi indissolubles, que si elles étoient faites par paroles de présent : La Compagnie a jugé qu'elles ne le sont point, y ayant autant de différence entre les paroles de présent, & les paroles de futur, qu'il y en a entre promettre & donner ; étant certain que les fiancez peuvent être separées à cause de plu-

plusieurs empêchemens qui ne peuvent rompre un mariage consommé, comme la diversité de Religion reconnuë depuis les promesses, ou l'impuissance survenue par quelque blessure, ou autre accident. Ce qui paroît par les Annonces, qui ordinairement se font après les fiançailles, afin de recevoir les oppositions, lesquelles se font, non aux Mariages faits, mais aux Mariages promis, & qui sont à faire: & souvent il arrive qu'une des parties fiancées se retraçant de ses promesses, se resout plutôt à ne se marier jamais: d'où il arriveroit, si les fiances étoient estimées liez par paroles de présent, que la partie innocente demeureroit sans se pouvoir marier à une autre, ce qui laisseroit sa conscience dans une grande tentation: & elle ne pourroit être séparée par le Magistrat contre la parole de Dieu, qui dit, *ce que Dieu a joint, que l'homme ne le separe point*, ni l'autorité du Magistrat ne pourroit nous obliger à tenir pour separez ceux que Dieu tient liez par sa parole. Il est vrai que les fiancées sont appellées *femmes* dans l'Ecriture. Mais ce n'est pas parce qu'elles le soient déjà en effet, c'est seulement, parce que l'Ecriture parle souvent des choses qui doivent être, comme si elles étoient déjà. Que si la fiancée paillardant, est aussi grièvement punie par la Loi de Moysé que les adulteres, il ne s'ensuit pas qu'elle soit adultere; car au même chapitre la fille qui a paillardé dans la maison de son pere, est aussi punie de mort. Pour ces raisons, parce que les loix du Royaume ordonnent que les promesses de Mariage se fassent par des paroles de futur, la Compagnie a ordonné, que désormais on se conformera à la Coutume & à l'ordonnance du Royaume, non seulement quant aux mots, mais aussi quant au sens: & que les paroles de futur ne seront point estimées lier les parties aussi indissolublement que les paroles de present: pour cet effet, l'article cinquième du chapitre des Mariages sera ainsi couché. *On usera désormais de paroles de futur dans les promesses de Mariages, &c. qui est l'article que nous avons, & auquel furent ajoutées ces paroles audit Synode.* C'est pourquoi la coutume de quelques Eglises qui font les fiançailles par l'intervention & la benediction des Ministres avec don de corps, & par paroles de present, est condamnée. Car par une telle solemnité les parties sont réellement & actuellement mariées: & par là les annonces deviennent preposterres, & faites après le Mariage: & une seconde benediction est renduë non nécessaire. Toutefois on ne trouve pas mauvais que le Pasteur assiste aux fiançailles: qu'il y fasse la priere, & qu'il exhorte les parties à l'union, à la fidélité, & à la crainte de Dieu: laissant les autres formalitez, qui ne servent qu'à rendre indissolable un lien, qu'on est souvent contraint de rompre puis après, sur les oppositions qui se font aux annonces, & sur les autres empêchemens qui surviennent. Par même moyen aussi les Eglises qui font les fiançailles au Temple, avec des solemnitez semblables à la benediction du Mariage, sont exhortées de renoncer à cette coutume, & de se conformer aux Eglises des autres Provinces de ce Royaume.

Au Synode de Tonneins 1614. Sur la remontrance faite par les Députez de la Province d'Orléans & Berry, que cet article auroit été changé à Privas sans l'avis des Provinces, & lesdits Députez demandant qu'il demeurast comme il avoit été couché par le Synode de Gergeau, ce que les Provinces du haut Lan-

guedoc & des Sevennes demandoient aussi. La Compagnie ordonne que l'article demeurera comme il a été dressé à Privas.

C O N F O R M I T E'.

De tous les Articles de nôtre Discipline, à peine y en a-t'il aucun qui ait été si souvent retouché par les Synodes Nationaux que celui-ci, à cause de la différence qui se rencontre entre l'ancienne & la nouvelle pratique à l'égard des fiançailles; car autrefois les promesses de Mariage se faisoient par paroles de présent, & aujourd'hui elles se font par paroles de futur, conformément aux Ordonnances du Royaume, & aux réglemens de cette même Discipline. Je ne trouve rien dans les premiers Siècles de l'Eglise qui me puisse apprendre de quelle manière on en usoit dans les fiançailles, c'est à dire, si les promesses de Mariages étoient conceuës par paroles de présent, ou par paroles de futur; je juge seulement par les choses qui sont arrivées dans les derniers Siècles, qu'il y avoit des lieux où ces promesses se faisoient par paroles de présent, ce qui fut enfin défendu.

En effet, l'an 1262. de nôtre Seigneur, Nicolas Gélant Evêque d'Angers fit ce Decret Synodal, *Nous ordonnons à nos Prêtres de ne pas consentir, mais de défendre publiquement dans leurs Eglises, de contracter Mariage par paroles de présent, jusqu'à ce qu'on soit venu à la bénédiction nuptiale.* Le 5. Concile de Milan, sous le Cardinal Borromée, prescrivit la même chose l'an 1579.

T. 11. spirit.
cil. p. 205.

T. 9. Conc.
pag. 663.

V I.

Touchant les consanguinité & les affinité, les Fidèles ne pourront contracter Mariage, sinon entant qu'il est permis par l'Edit du Roi.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article étoit ainsi couché au Synode de Paris 1559. Touchant les consanguinité, & les affinité, les Fidèles ne pourront contracter Mariage avec personnes dont grand scandale pourroit arriver, dequoi l'Eglise connoitra.

Ces dernières paroles, avec personnes dont, &c. jusqu'à la fin, furent changées en celles-ci, sinon entant qu'il est permis par l'Edit du Roi, au Synode de la Rochelle 1571.

Au Synode de Poitiers 1560. il se presenta un fait particulier d'un homme qui ayant donné des promesses à la cousine germaine de sa défunte femme, l'avoit connue avant que de l'épouser, & avoit eu des enfans d'elle, & demandoit d'être épousé, & recu dans l'Eglise. La Réponse fut, que, parce que les Mariages des cousines germaines ne sont pas défendus par la Parole de Dieu, mais seulement par le Magistrat, il a été avisé qu'ils se separeront pour quelque tems, & reconnoîtront leur faute publiquement en l'Eglise, & alors le Ministre censurant le fait, les épousera ensuite.

Au Synode de Lion 1563. Les Mariages avec les consines rémises de germain sont declarez licites.

CONFORMITE.

Quand on vit dans un Etat, il faut se soumettre aux Loix qui y sont établies pour le repos des sujets, & pour ce qui regarde les choses de cette vie; & c'est par ce principe que nous observons soigneusement les Edits & les Ordonnances de nos Rois, touchant les degrez de consanguinité & d'affinité dans les Mariages.

VII.

Il n'est nullement permis d'aller au Pape, demander dispense des empêchemens de Mariage, parce qu'en le faisant on consent à sa tyrannie: mais on peut bien en degrez non prohibez de Dieu, neanmoins défendus par la Police, s'adresser au Roi.

OBSERVATIONS.

Dès le premier Synode de Paris, ces sortes de dispenses furent condamnées.

Au Synode de la Rochelle 1571. Sur le fait proposé par l'Ancien de l'Eglise de Taillebourg, il a été dit, que le Ministre dudit lieu doit solemniser le Mariage, & censurer celui qui a obtenu dispense du Pape de la consanguinité.

Au Synode de Vitry 1583. Il est dit, que les Eglises seroient averties, qu'au 9. des articles secrets de l'Edit, le Roi permet de dispenser pour les degrez de consanguinité & d'affinité entre ceux de la Religion, sans qu'il soit besoin d'avoir recours au Pape, ainsi elles se pourront pourvoir par devers le Roi, par le moyen de l'Agent en Cour. Ce qui fut executé en un fait particulier, au Synode de Montpellier 1598.

Au Synode de Saumur 1596. Il fut dit que les Pasteurs pouvoient quant à eux proceder à la benediction des Mariages dans les degrez non prohibez de Dieu, sans demander la permission du Roi, pourveu qu'il n'intervint point d'opposition. Cela fut changé au Synode de Charenton 1644. sur la demande des Députés de Bretagne, & il fut interdit à tous de rien entreprendre de tel, attendu que cela est contraire à ce qui est porté par l'Edit.

Au même Synode de Saumur, sur la proposition faite par le Député de l'Isle de France, comme il se faudroit conduire envers ceux qui ont contracté Mariage dans les degrez prohibez par la parole de Dieu, soit avec ou sans dispense, & ont épousé à la Messe, & neanmoins demandent d'être receus à repentance. Il a été jugé, que tels ne peuvent être receus à la paix de l'Eglise qu'ils ne soient separés.

Au Synode de la Rochelle 1607. Sur la demande; quelle doit être la censure de ceux qui vivent en Mariage incestueux, quoi qu'ils ayent dispense du Pape: La Compagnie ordonne que l'article de Saumur tiendra, jugeant que tels ne pourront être receus à la paix de l'Eglise, qu'ils ne soient separés.

DES MARIAGES.

Au Synode de Montpellier 1598. Sur la question proposée en l'examen de l'article des incestes, si une fille ayant été mariée, en bas âge, par ses parens, avec celui qui auparavant avoit épousé sa tante, dont il y auroit des enfans, tou-
tefois avec dispense du Pape, venant puis après à la connoissance de Dieu, & non son mari, & ayant aussi des enfans dudit Mariage, doit être receuë en l'Eglise; La Compagnie mettant de la difference entre consanguinité & affinité, & ayant égard au tems dudit Mariage, & à ce que le mari est de contraire Religion, est d'avis, que sans approuver le dit Mariage, elle sera admise à la participation & communion des Sacrements, ce qui sera déclaré au peuple.

C O N F O R M I T E'.

Comme nous ne reconnoissons point la puissance du Pape, nous n'avons garde de nous adresser à lui pour obtenir dispense des empêchemens de Mariage; c'est au Roi que nous nous adressons pour être dispensés des degrés défendus par la Police de son Royaume, & non pas par la Parole de Dieu.

V I I I.

Les Cognations appellées spirituelles ne sont pas mêmes comprises ni entendues par les mots de consanguinité ou affinité dans l'Edit du Roi, & ne peuvent empêcher de contracter Mariage.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562. Il ajoute, que néanmoins il est d'avis que les Députés des Eglises, à la premiere commodité qui se presente, tâchent d'obtenir declaration du Roi, tant pour ce fait que pour les autres.

Au même Synode, il est porté que, sur le fait proposé par le Ministre de Paris, le Synode est d'avis que le Mariage prétendu avoir été rompu par la cognation spirituelle, demeure ferme & en son entier, & que par conséquent le second Mariage est nul, & les seconds mariez excommuniez pour être adulteres, jusqu'à ce qu'ils fassent reconnoissance publique, en faisant paroître leur repentance.

Le Synode de Gergeau 1601. a dressé l'article tel qu'il est à present, ayant un peu changé les termes de celui d'Orleans.

C O N F O R M I T E'.

Plus je lis nôtre Discipline, plus j'y trouve de conformité & de ressemblance avec celle des Anciens Chrétiens, je parle des Chrétiens des premiers Siècles: car ceux qui se sont appliquez à la lecture de l'Antiquité Ecclésiastique, peuvent avoir remarqué les changemens qui sont arrivez par succession de tems dans l'Ancienne Discipline, aussi-bien que dans la Doctrine; le réglemeut que je me dispose d'examiner en est une preuve authentique: car jusqu'au 7. Siècle,

ou

ou du moins jusqu'à la fin du 6. on ne s'est point avisé de proposer dans les Ouvrages des Ecrivains Ecclésiastiques, ni dans les Conciles, les Cognations spirituelles, comme des empêchemens légitimes du Mariage. Si l'Epître qu'on attribue au Pape *Deus dedit* étoit véritable, on ne pourroit pas nier que dès le 7. Siècle ces prétendues Cognations spirituelles étoient reçues dans l'Eglise; mais il est certain qu'elle est fautive & supposée, il ne faut que la lire pour en apercevoir la supposition & la fausseté; outre qu'il y a long-tems que feu Mr. Blondel a fait voir clairement dans la censure qu'il en a faite, que c'étoit l'ouvrage d'un fourbe & d'un imposteur.

Tom. 4.
Conc. pag.
553.
Pseudo-
isido. pag.
676.

Je sçai bien qu'il y a dans le 2. Tome des Oeuvres de Grégoire le Grand certains Decrets, dans l'un desquels on anathématise celui qui aura épousé sa Commère spirituelle, de sorte que si ces Canons sont véritablement de lui, il faudra demeurer d'accord que les Cognations spirituelles ont eu lieu dans l'Eglise Latine dès la fin du 6. Siècle; mais ce qui me feroit douter que ces Constitutions fussent de lui, c'est que Dom Luc Dacheri qui les a fait imprimer dans le Tome 11. de son *Spicilegium*, parmi une ancienne Collection de Canons, qu'il croit être antérieure au 9. Siècle, les représente à la vérité sous le nom de Grégoire, mais avec quelque diversité, sans spécifier de quel Grégoire elles sont, si bien qu'elles pourroient appartenir à quelque autre Grégoire, par exemple, au second ou au troisième, & ainsi il faudroit descendre jusqu'au 8. Siècle qu'ils ont occupé l'un & l'autre le Siège Romain.

Pag. 1122.
Paris.
1586.

En effet, en ce Siècle-là, les Affinités spirituelles étoient d'ordinaire dans l'Occident un obstacle au Mariage, comme il paroît par le 1. Canon d'un Synode tenu à Mets sous Pepin l'an 753. de notre Seigneur, par le chap. 5. du Livre 5. des Capitulaires, & par la réponse du Pape Etienne II. à la 4. question qui lui avoit été faite sur cette matière; de même que par le 12. Canon du Concile de Compiègne de l'an 757. Depuis ce tems-là, les Latins ont presque toujours défendu les Mariages des personnes entre lesquelles il y avoit quelque Affinité spirituelle, comme d'avoir présenté ensemble un enfant au Baptême. Je remarque pourtant dans le 10. Siècle, qu'un certain Evêque nommé Azo, soutenoit par l'Ecriture sainte contre Atton Evêque de Verceil, que ces Cognations spirituelles ne suffisoient pas pour dissoudre un Mariage, au lieu qu'Atton ne se défendoit proprement que par la coutume & par l'autorité des Loix des Princes & des Souverains, principalement par celle de Luitprand qui régnoit alors en Italie. Il ne faut donc pas s'étonner si le Concile de Trente autorisa ces fortes d'Affinités l'onzième jour de Novembre l'an 1563. dans la Session 24. qui est la 8. sous Pie IV. comme il s'en explique dans le Chap. 2. du Decret de la Réformation du Mariage; bien qu'à la fin du 9. Siècle cela ne fût pas exactement observé dans tout l'Occident, comme il paroît par les Canons 47. & 48. d'un Concile de Tribur, dont je parlerai sur l'Article 13.

Tom. 2.
Conc.
Gall. p. 5.
Ibid. p. 15.
Ibid. p. 43.

Tom. 8.
Spici. leg.
pag. 113.
ad 118.

Tom. 9.
Conc. pag.
412.

L'Eglise Gréque ne l'a pas voulu céder en ce point à la Latine; car à la fin du 7. Siècle le 6. Concile Oecuménique, assemblé à Constantinople, fit un Decret, où après avoir établi que l'Affinité de l'esprit est plus considérable que celle du corps, les Pères déclarent qu'il est venu à leur connoissance, qu'en quelques lieux ceux qui ont présenté des enfans au Baptême, se

Tom. 5.
Conc. cap.
13. p. 338.

mariant ensuite avec les mères de ces enfans , après qu'elles sont dévénues veuves , ce que le Concile défend de faire à l'avenir , & cassé même les Mariages de cette nature qui seront contractez depuis la défense , & assujettit ceux qui les contractent aux peines des fornicateurs. Nous apprenons de ce Decret , que jusques-là on n'avoit pas fait difficulté en divers lieux de contracter de ces sortes de Mariages , & de passer par dessus la considération des Cognations spirituelles qui pouvoient être entre ceux qui les contractoient.

Lib. 5.

Cod. Just.
tit. 4. c. 26.

Tom. 6.

Conc. c. 2.
pag. 608.

Cependant dès le 8. Siècle, l'Empereur Justinien avoit ordonné que la Cognation spirituelle seroit un empêchement légitime du Mariage, bien que l'Eglise Gréque n'en ait fait aucun Decret avant celui que je viens d'alléguer , & qui est postérieur à la Loi de Justinien de plus de cent ans. Aussi les Canonistes Grecs, qui ont recherché l'origine de cette pratique, ne sont pas allés au delà du Canon de Constantinople , & de la Loi de cet Empereur. Mais ce qui me surprend , est de voir que le Pape Nicolas I. dans ses réponses aux interrogations des Bulgares, ne fait pas descendre ces empêchemens du Mariage des Decrets de ses Prédécesseurs, mais bien des Loix des Princes & des Souverains, comme si ce que l'Eglise a fait dans cette occasion, n'avoit été qu'une execution des Ordonnances des Rois & des Empereurs. Je ne dirai rien des Canons Arabes qu'on attribue au 1. Concile de Nicée, & dont le 21. & le 23. parlent des Cognations spirituelles, parce que par la confession de tous les Scavans, qui ont de la sincérité & de la candeur, ce sont des Canons supposés, & qui ont été forgez plusieurs Siècles après le Concile de Nicée. Il vaut mieux que je finisse l'examen de cet Article par cette remarque, que quand notre Discipline a déclaré, que les Cognations, qu'on appelle spirituelles, ne peuvent pas empêcher de contracter Mariage, elle a marché sur les traces des Anciens Chrétiens, à qui ces sortes d'Affinités & de Cognations ont été inconnues durant les six premiers Siècles entiers, ou peu s'en faut; car vers la fin du 6. l'Empereur Justinien en fit une Loi, mais qui ne fut pas si tôt observée dans l'Eglise.

IX.

Il n'est pas permis d'épouser la sœur de sa defuncte femme, car de tels Mariages sont prohibez, non seulement par les loix, mais aussi par la Parole de Dieu. Et encore que par la Loi de Moysé il fût ordonné, que, quand le frere seroit mort sans enfans, le frere succéderoit lignée à son frere, toutefois telle loi ordonnée pour le peuple d'Israël a été temporelle, regardant seulement à la conservation des lignées dudit peuple. Il en est autrement de la sœur de la fiancée defunte, parce que l'alliance n'est pas contractée par commixtion de sang, c'est pourquoi un tel Mariage doit être receu & approuvé. Toutefois on aura égard à ce que le Magistrat, & les infirmes ne soient offensés.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Poitiers 1560. qui dit, qu'il se faut garder de tels Mariages dans l'Eglise.

Le Synode de Lyon 1563. y ajoute la raison portée par l'article, en ces termes, car de tels Mariages, &c.

Et quant à la fin de l'article, depuis ces paroles, il en est autrement, &c. jusqu'à la fin, cela est du Synode de Paris 1565. dans une réponse faite à une question qui porte le fait contenu dans l'article.

CONFORMITE.

Le 19. des Canons qu'on a supposez aux Apôtres n'admet pas aux Ordres de l'Eglise celui qui aura épousé les deux sœurs, surquoi Balsamon remarque qu'un tel Mariage est nul; & le 2. du Synode de Néocésarée, qui fut assemblé, à ce qu'on croit, l'an 314. de notre Seigneur, excommunie pour toute la vie celle qui se sera mariée à deux frères, c'est à dire, qui les aura épousés l'un après l'autre; mais si étant en danger de mort, elle promet de dissoudre le Mariage, quand elle sera guérie, le Synode par un mouvement d'humanité l'admet à faire pénitence, au lieu qu'il déclare, que si elle ou le mari meurent dans ce Mariage, on aura de la peine à y recevoir le survivant. Saint T. 3. *Can.* Basile, dans la seconde & troisième de ses Lettres Canoniques, condamne aussi 23. & 78. les Mariages qui se font avec deux sœurs successivement. Il s'en explique encore plus amplement dans une Lettre qu'il écrit à Diodore de Tarse, & qui est dans le second Tome des Pandectes Greques, qu'on a imprimées à Oxford ces dernières années, & c'est la 197. entre les Lettres de S. Basile: Sur cette Lettre, Balsamon remarque qu'elle n'a pas besoin de grande interprétation, parce que de son tems il n'y avoit point d'homme Chrétien qui eût voulu contracter de tels Mariages; cela étoit peut-être vrai à l'égard de l'Eglise Gréque qui ne le souffroit pas; mais non pas à l'égard de la Latine, où les Evêques de Rome donnent des Dispenses pour épouser les deux frères & les deux sœurs; & je m'étonne que Balsamon n'en ait rien sçeu, ou s'il l'a sçeu qu'il n'en ait rien dit; vû même que dans le Siècle où il vivoit, c'est à dire T. 9. *Spicil.* dans le 12. on trouve parmi les Latins des exemples de ces sortes de Mariages. P. 137. Le Moine Blastares dans ce même Tome des Pandectes que je viens de citer, P. 68. 69. suit l'autorité des anciens Canons qui défendent les Mariages dont nous traitons. *litt. G. c. 9.* Avite de Vienne n'en use pas autrement dans ses Lettres 14. 15. 16. Je pourrois encore alléguer, contre ces mêmes Mariages, un grand nombre d'autres Canons, comme le 18. du 1. Concile d'Orléans de l'an 511. le 65. de celui d'Agde l'an 506. le 30. d'Epaune l'an 517. le 21. du 2. de Tours l'an 567. le 30. d'Auxerre l'an 578. & plusieurs autres, qui sont aussi bien que ceux-ci dans le 1. Tome des Conciles de France par Sirmond, mais il suffit de ce que j'ai écrit jusqu'ici; je dirai seulement que je ne voi pas dans aucun de ces Canons, ni dans d'autres qui furent faits long-tems après sur le même sujet, je ne voi pas qu'on ait réservé aux Evêques, ni même aux Papes, le

droit de dispenser dans ces occasions, parce que tels Mariages sont prohibez, non seulement par les loix humaines, mais aussi par les divines, comme le reconnoissent formellement les Pères du 2. Concile de Tours, dans le Canon que j'ai marqué.

Mais s'il est défendu d'épouser la sœur de sa femme défunte, nôtre Discipline ne condamne pas le Mariage avec la sœur de la fiancée morte, parce qu'elle prétend que l'alliance n'est consommée que par commixtion de sang, ou, comme parle S. Augustin dans Gratien, par commixtion de sexe, disant que sans cét accouplement il n'y a point de Mariage; elle veut pourtant cétte Discipline, qu'on en use d'une telle manière, que le Magistrat n'en soit point choqué, ni les infirmes scandalisez; il n'est rien de plus sage, ni de plus circonspect. Le Pape Alexandre III. dans l'Appendice du Concile de Latran de l'an 1180. rapporte ce Decret d'un certain Benoît son Prédécesseur, à qui on avoit demandé si un homme pouvoit épouser la sœur de sa fiancée qui étoit morte avant l'accomplissement du Mariage; *Nous Ordonnons Et mandons par Censure Apostolique, que cela se peut faire sans crime. Car pourquoi défendrai-je ce que l'Ecriture sainte ne déclare jamais avoir été défendu, Et que les Loix même du Siècle ne disent rien d'une affaire de cette nature, lors qu'elles font le dénombrement des personnes entre lesquelles il n'est pas permis de contracter Mariage ?* & cela fait voir, pour le remarquer en passant, que les Decrets que Gratien attribué à Jules I. & à Grégoire I. sont des Decrets supposés, ou du moins qu'ils n'étoient de nul usage dans l'Eglise Romaine.

X.

Le-fiancé ne pourra épouser la mere de sa fiancée defuncte.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vitry 1583.

Au Synode de Charenton 1644. Il est dit que l'article sera éclairci, en ces termes. Le fiancé ne pourra épouser la mere de sa fiancée defuncte, si ce n'est en cas que le Magistrat l'ait autorisé par son ordonnance, qui sera attestuë, tant par le Pasteur, que par les parties contractantes.

Quant à la clôture de l'article de Charenton, en ce qui concerne l'égard qu'on doit avoir à l'ordre du Magistrat. Il est porté par le Synode de la Rochelle 1607. que sur la demande, si un particulier peut être reconcilié à l'Eglise tenant le Mariage qu'il a contracté & consommé, attendu qu'il a été approuvé par la Chambre de Nerac, sur les lettres de dispense obtenues du Roi. La Compagnie considerant cette circonstance, avec plusieurs autres qui ont été proposées, a jugé que lui & sa femme pourront être reconciliés à l'Eglise, après les censures convenables à leur faute, avec avertissement que c'est sans approbation dudit Mariage.

CONFORMITE.

Cet Article ayant quelque chose de semblable au précédent, c'est avec raison que les réglemens de nos Synodes Nationaux renvoient le tout au Magistrat, sans l'autorité duquel ils ne veulent pas que nous procédions dans nos Eglises à la bénédiction du Mariage dont il s'agit : Voici comment le Synode National de Charenton de l'an 1644. a éclairci l'Article ; *Le fiancé ne pourra épouser la mère de sa fiancée défunte, sinon en cas que le Magistrat l'ait autorisé par son Ordonnance, qui sera attendue, tant par le Pasteur, que par les parties contractantes*; ce qui est d'autant plus raisonnable, que les Loix des Empereurs défendoient autrefois de tels Mariages.

XI.

On ne pourra aussi épouser la tante de sa femme, un tel Mariage étant incestueux : & quand bien le Magistrat le permettroit, il ne sera point benit dans l'Eglise. A quoi les Pasteurs prendront bien garde. Et par même raison, le Mariage avec la Nicce, ou arriere-Nicce, de sa femme defuncte, est défendu.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Ste Foi 1578. qui veut même que les Eglises qui en auront usé autrement soient censurées.

La même chose fut résistée au Synode suivant à Figeac 1579. & les Pasteurs exhortez d'y prendre garde.

Ces mots, ou arriere Nicce, furent ajoutés au Synode de la Rochelle 1607.

*Au Synode de Vitry 1583. Sur la question si on doit tolerer le Mariage de celui qui a épousé la Nicce de sa defunte femme, s'étant rangé à l'Eglise longtemps après son dit Mariage, & ayant plusieurs enfans dudit Mariage : La Compagnie a jugé qu'un tel Mariage est incestueux, selon la Loi, *Levit. 18. 17.* C'est pourquoi il ne doit être nullement toleré, mais ils se doivent separer, pour ne provoquer pas la colère de Dieu. Quant aux personnes dont il est question, pour avoir commis ladite faute du tems de leur ignorance, on est d'avis qu'ils fassent seulement reconnaissance au Confistoire, où ils seront exhortez, & consolez par la Parole de Dieu.*

Au Synode de Charenton 1623. La Province de Xaintonge ayant demandé si on peut recevoir à repentance & à la Communion des Eglises, celui qui aura épousé la niepce de sa defunte femme. La Compagnie jugeant une telle conjonction incestueuse, a déclaré qu'il n'y peut être reçu, tant qu'il continuera en la dite conjonction. Le même arrêté fut pris aux Synodes Nationaux de Saumur, & de la Rochelle.

Au Synode de Loudun 1659. Les Députez de la Province de Xaintonge ayant demandé comment ils doivent agir avec ceux qui se trouveront avoir épousé la niepce, ou l'arriere-niepce de leur defunte femme, & qui deman-

deroient à faire la Cene : La Compagnie les renvoye à l'article xi. du chap. xiii. de la Discipline, & aux arrestez des Synodes Nationaux, de Vitré, & de Charenton, qui jugent de tels Mariages incestueux : défend à tous les Pasteurs d'en beuir à de tels degrez, sous quelque pretexte que ce soit ; ordonne aux Consistoires, sans toucher à la validité desdits Mariages, quant aux effets civils, dont la connoissance appartient au Magistrat, de déclarer à ceux qui se trouveront en cet état, qu'ils ne peuvent être admis aux gages de la remission de leurs pechez, pendant qu'ils habitent ensemble, & enjoint aux Colloques & aux Synodes, de tenir la main à l'observation du present reglement.

C O N F O R M I T É.

Nôtre Discipline regardant le Mariage d'un homme avec la tante de sa femme, comme un Mariage incestueux, elle a raison de ne pas souffrir qu'on le bénisse au milieu de nous, quelque permission que le Magistrat en puisse donner ; parce que l'autorité du Magistrat ne scauroit rendre légitime un Mariage qui de soi seroit incestueux. Les anciens Canons ne se sont pas expliquez précitément sur cette matière ; cependant ils ont étendu si loin les Mariages incestueux, que je ne doute point qu'ils n'eussent mis en ce rang-là celui que nous examinons ; du moins il me semble qu'on le peut ainsi recueillir de la conduite qu'ils ont tenuë dans ces occasions. Quoi qu'il en soit, je ne sçai si le Pape Zacharie, qui condamne le Mariage avec la veuve de son Oncle, ne l'auroit pas condamné avec la tante de sa femme défunte.

Les Auteurs de nôtre Discipline traitent de même le Mariage avec la nièce & arrière-nièce de sa femme défunte ; la raison en est prise de ce que le mari & la femme deviennent par le Mariage une même chair, & par manière de dire, une même personne, & ainsi en vertu de cette union étroite & intime, les tantes & les nièces de l'un sont les tantes & les nièces de l'autre : Or le Mariage avec la tante & avec la nièce, ou arrière-nièce, est défendu non-seulement par la Parole de Dieu, mais aussi par la Discipline des Anciens Chrétiens, comme il seroit aisé de le prouver par un grand nombre de Canons, s'il étoit nécessaire ; mais parce que la chose est sans difficulté, je me contenterai de remarquer que S. Ambroise condamne hautement, dans la Lettre 48. du 6. Livre, le Mariage avec la nièce. Gregoire I. l'anathématise dans un Synode Romain. Les Papes Eugène II. & Léon IV. dans le 9. Siècle, en usent de même que Grégoire I. dans le 6. ayant fait tenir chacun un Synode à Rome, où l'on prononce anathème dans le Canon 38. contre ceux qui se marient avec leurs nièces. Les Papes néanmoins d'aujourd'hui ne sont pas si scrupuleux, ni si attachez aux Decrets de leurs Prédécesseurs, qu'ils n'ayent quelquefois dispensé un Oncle d'épouser sa propre Nièce, nous en avons vu des exemples dans nos jours, bien que l'Ecriture sainte le défende expressément ; & pour le Mariage avec la Tante ; il est aussi mis entre les accouplemens incestueux par le 1. Canon du Synode de Mets de l'an 753.

XII.

Quant à épouser la veuve du frere de sa femme, l'honnêteté, ni la bienfaisance ne le peut permettre.

OBSERVATIONS.

Au Synode de la Rochelle 1581. Il est dit, que sur la question proposée s'il est permis à un homme d'épouser la veuve du frere de sa femme : on est d'avis, qu'outre ce que plusieurs ont jugé, qu'il y a une affinité occulte entre telles parties, d'autant que l'homme & la femme sont reputez un corps : l'honnêteté & la bienfaisance ne le peut permettre.

Et l'article fut couché de la sorte dès lors : mais depuis au Synode de Saumur 1596. on osta ces mots, outre ce qu'il y a une affinité, &c. Et on resint seulement les dernières paroles comme elles sont à présent dans l'article. Cela fut fait suivant le renvoi que le Synode de Montauban 1594. en avoit fait audit Synode de Saumur, & qui avoit même fait prier Messieurs de Beze & Dancaux, de rediger par écrit leurs raisons pour être veuës & examinées par ledit Synode, auquel cette matière devoit être traitée.

Le Synode de S. Maixant 1609. ordonne que les Provinces se tiennent prêtes sur cet article, pour aviser si on y doit changer quelque chose.

Au Synode de Charenton 1644. il fut dressé de la sorte qu'il est à présent, en y ajoutant ces mots. Les Eglises ne feront point de difficulté de benir de tels Mariages, s'il se trouve que le contract en ait été préalablement autorisé par le Magistrat.

On peut rapporter à cet article l'arrêté du Synode de Montpellier 1598. en ces mots. Sur la question proposée, par le Colloque de Foix, touchant celui qui auroit fiancé la veuve de celui qui auroit épousé sa sœur en premières nocces ; la Compagnie a jugé que ce Mariage n'est pas incestueux, ni qu'il n'est pas compris audit article, veu que l'affinité cesse par la mort, & qu'elle ne passe pas au-delà des personnes conjointes par ladite affinité.

CONFORMITÉ.

Tous les Canons des Conciles de France, que j'ai citez sur l'Article 9. & plusieurs autres que je n'ai pas alleguez, défendent formellement d'épouser la veuve de son frere ; mais je n'en ai pas trouvé un seul qui ait parlé du Mariage avec la veuve du frere de sa femme ; notre Discipline aussi ne dit autre chose d'un tel Mariage, sinon qu'il choque les loix de la bienfaisance & de l'honnêteté ; cependant, parce que dans ces occasions le Magistrat a pouvoir de passer par dessus cette consideration de l'honnêteté & de la bienfaisance, le Synode National, dont j'ai produit le règlement sur l'Article 10. lui en remet absolument la décision en ces termes : *Les Eglises ne feront difficulté de benir tels Mariages, s'il se trouve que le Contract en ait été préalablement autorisé par le Magistrat.*

XIII.

Nul ne pourra épouser, après la mort de sa femme, celle avec laquelle il auroit commis adultère du vivant de sa femme, si ce n'est qu'un tel Mariage soit autorisé par le Magistrat.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vitré 1583. qui ajoûtoit, à la fin, ces mots, si non avec connoissance de cause, & meure deliberation par le Consistoire. Mais ces paroles furent changées au Synode de Charenton 1631. Et on mit au lieu d'elles, celles qui y sont presentement, savoir, si ce n'est qu'un tel Mariage soit autorisé par le Magistrat.

CONFORMITE.

Can. 39. T. 3. Et in Pand. Græc. T. 2. pag. 97. Saint Basile dans sa seconde Epître Canonique à Amphilocheius enseigne la même chose, selon l'explication de Balfamon. Le Moine Blastares, dans sa Collection Alphabétique des Canons, est dans le même sentiment, comme il s'en explique dans le Chap. 8. de la Lettre B; nôtre Discipline pourtant, qui condamne un tel Mariage, permet néanmoins de le bénir si le Magistrat l'ordonne.

T. 7. Conc. c. 51. p. 157. Le Concile de Tribur, qui étoit autrefois une Maison Royale, non guères loin de Mayence, ce Concile, assemblé l'an 895. sous l'Empereur Arnulphe, fit ce Decret qui s'accorde très bien avec celui que j'examine presentement : *Nous arrêtons Et publions par un commun Decret, selon les définitions des Canons, que si quelqu'un a commis adultère avec une autre femme pendant la vie de son mari, Et que ce mari vienne à mourir, cet accez illicite lui soit interdit par le jugement du Synode, afin qu'il n'épouse pas celle avec laquelle il avoit auparavant commis adultère : Car nous ne voulons pas, Et il ne convient pas à la Religion Chrétienne, qu'aucun prenne à femme celle qu'il avoit auparavant souillée par l'adultère; & quant à la précaution que nôtre Discipline apporte à l'égard du Magistrat, les Pères de Tribur ne l'ont pas oubliée; car de la manière qu'ils parlent au Roi Arnulphe dans la Préface, ils font assez connoître qu'ils étoient persuadés que c'étoit une matière civile, sur laquelle le Prince a droit d'exercer sa puissance.*

XIV.

Veux que la principale occasion du Mariage est d'avoir des enfans; & d'éviter la paillardise; le Mariage d'un homme notoirement Eunuque ne pourra être reçu ni solemnisé dans l'Eglise Reformée.

OBSERVATIONS.

Cet article fut ainsi dressé au Synode de Figeac 1579.

Au Synode de Vitré 1583. Sur la question proposée par les Députés de Poichou, d'un certain Mariage, qui ayant été résolu par l'Official, à cause de l'impuissance du mari, la fille étant quelque tems après mariée dans l'Eglise, il est arrivé que l'homme s'est aussi marié, quelque tems après, dans l'Eglise Romaine: & étant maintenant touché de repentance, il demande d'être reconcilié à l'Eglise. La Compagnie est d'avis, qu'avant que d'être reçu, sa femme sera interrogée, si elle se contente de lui, afin d'entendre s'il n'a point abusé de la sainte ordonnance du Mariage, veu qu'auparavant il avoit été jugé inhabile: & que s'il se trouve tel, on est d'avis qu'il ne soit point encore admis, pour éprouver plus amplement sa repentance. S'il est autrement, après avoir réparé sa faute, selon la Discipline, de s'être marié dans l'Eglise Romaine, il sera reçu à la paix de l'Eglise. Et néanmoins la Compagnie est d'avis, que le Consistoire soit censuré, tant pour n'avoir point usé de son autorité, pour empêcher que la femme n'eût si promptement recours à l'Official, après ce mariage contracté & beni, comme aussi de n'avoir point insisté à exhorter le mari, de n'aquiescer pas, comme il a fait, si facilement, à la separation dudit Mariage, veu qu'une telle separation ne doit avoir lieu, qu'après trois Sentences Ecclesiastiques, à la façon Romaine, par degrez intervenus.

C O N F O R M I T E.

Le Concile de Verberie en Valois ordonne de dissoudre le Mariage pour l'impuissance du mari, après qu'elle aura été prouvée, ensuite de la plainte qui en aura été faite par la femme, à qui le Synode permet l'an 752. de faire ce qu'elle voudra, c'est à dire de se remarier. Le Pape Etienne II. défend pourtant deux ans après de se séparer pour cause d'impuissance, & toutefois il ordonne la dissolution, si l'une des parties est tourmentée par le Démon, ou infectée de lépre; en quoi il n'a pas suivi le sentiment de Grégoire II. son Prédecesseur, qui environ 30. ans auparavant permet à un homme de se séparer d'une femme impuissante, & de se remarier à une autre. Le Chapitre 55. du 6. Livre des Capitulaires de Charlemagne, donne la même liberté à la femme, si le mari est impuissant; ce qu'Isaac Evêque de Langres répète dans le Chap. 13. du Titre 11. de ses Canons. Photius Ecrivain du 9. Siècle, & Patriarche de Constantinople, ne parle pas autrement dans le Titre 13. Chap. 4. de son Nomocanon; il est vrai qu'il veut que cette separation se fasse après avoir souffert trois ans l'impuissance du mari; & dans la première de ses Lettres qu'on a tirées d'un ancien Manuscrit d'Orient, il établit l'impuissance pour un sujet légitime de separation, avec pouvoir à l'autre partie, soit homme ou femme, de se remarier.

*T. 2. Conc.
Gall. c. 17.*

pag. 4.

*ib. c. 2. p.
14.*

*Ep. 9. ad
Bonif. c. 2.*

*t. 1. Conc.
Gall. p.*

*T. 3. Conc.
Gall. p.*

673.

XV.

Les Mariages seront proposés au Consistoire, avec attestation suffisante des promesses.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559. qui veut que l'on raporte aux Consistoires les Contrâcts de Mariage passez par les Notaires publics, ou des attestations suffisantes par Notaires, ou autrement.

Le Synode d'Orleans 1562. Ne veut pas que les Eglises marient personne, sans avoir ample connoissance, & aprobaton.

Au Synode de Saumur 1596. Sur la proposition faite par les Députez d'Orleans, touchant les Contrâcts de Mariage, pour favoir, s'il est nécessaire de les voir avant que de publier les Annonces, veu qu'en toute leur Province les Contrâcts ne se passent que la veille des nopces : la Compagnie a avisé, qu'il suffira de voir les articles signez des parties principales.

CONFORMITE.

Ce règlement est pour obvier aux Mariages clandestins, & je ferai voir sur l'Article 19. qu'il est conforme à l'Ancienne Discipline.

XVI.

Les Annonces se feront aux lieux où les parties sont residentes & connues. Et, si elles veulent solemniser leurs Mariages ailleurs, que là où les Annonces auront été faites, elles prendront attestation suffisante de la publication des trois Annonces.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Paris 1565. Ceux qui viendront d'une Eglise en une autre pour y être mariez, ne seront point recûs sans attestation suffisante de l'Eglise d'où ils partent, & les annonces se feront aux lieux où ils seront residents & connus.

Ces paroles, & si elles veulent &c. jusqu'à la fin sont du Synode de la Rochelle 1571.

Au Synode de Charenton 1623. Il est dit, que le Synode enjoint aux Pasteurs d'exprimer dans les attestations des Annonces, si les parties résident ordinairement dans les Eglises où lesdites Annonces ont été publiées ou non. Es cela à la requisition des Députez de l'Isle de France.

Au Synode d'Alez 1620. La Province d'Anjou demandant si on peut recevoir les Annonces des Mariages des Estrangers, comme Allemands, Escossois, & autres, sans avoir attestation de leur pays, lesquelles sont bien souvent mal-aisées à recouvrer: La Compagnie remet à la prudence des Consistoires, de voir ce qui sera expedient, requerant pourtant qu'on tire des attestations, tant que faire se pourra.

Au Synode de Loudun 1659. Sur cet article de la Discipline, les Députez de la Province de Bourgogne ayant demandé comment on doit juger du domicile

cile de ceux qui contractent Mariage, pour y faire publier les annonces : La Compagnie n'a pas crû en devoir faire un règlement commun à toutes les Eglises, à cause qu'on doit suivre les coutumes des lieux particuliers qui sont différentes : c'est pourquoi elle en a renvoyé la connoissance à la prudence des Synodes Provinciaux, des Colloques, & des Consistoires, qui suivront ce qui s'observe en chaque détroit particulier.

On doit rapporter à cet article les réglemens qui ont été pris au sujet de ceux, qui, par défiance, cherchent les moyens de se garantir, en la benediction de leurs Mariages, des malefices, & sortilèges dont ils appréhendent les effets.

An Synode de Montpellier 1598. Sur la question proposée en consequence de l'article 16. du 13. chapitre de la Discipline : s'il est permis de donner attestation à ceux qui se veulent marier hors de leurs Eglises, pour éviter les sortilèges, & nouemens d'éguillette (qu'on appelle.) La Compagnie a été d'avis que cela ne leur devoit point être permis, mais qu'ils seront exhortez de ne donner point de lieu à de telles craintes qui procedent d'incrédulité ou d'infirmité. Et tous les Fidèles seront avertis de se munir de la Parole de Dieu, contre de telles illusions, & d'apporter plus de respect, & plus d'attention & de devotion à la benediction de leurs Mariages, qu'on ne fait d'ordinaire.

An Synode de la Rochelle 1607. Sur quelques remontrances qui furent faites au sujet du règlement precedent pris à Montpellier : La Compagnie a déclaré que l'article de Montpellier, qui ne permet pas de donner attestation à ceux qui par crainte de sortilège veulent solemniser leur Mariage en d'autres Eglises, qu'en celles auxquelles ils se rangent ordinairement, demeurera, comme n'étant pas contraire à celui de la Discipline, qui concerne les attestations au chapitre des Mariages.

Et en execution de ces réglemens au Synode de Privas 1612. sur un fait particulier de quelques procédures extraordinaires tenus en la benediction d'un Pasteur, pour éviter ces sortes de malefices, il fut dit, que tant ledit Pasteur, que celui qui avoit benî son mariage, meritent suspension de leurs charges, ledit Synode ajoûtant, que c'est une marque manifeste de défiance & d'incrédulité.

C O N F O R M I T É.

Le Pape Innocent III. répondant à l'Evêque de Beauvais, dans le 4. Livre des Decretales, fait mention de la publication des Annonces, & dans le Concile de Latran, qu'il convoqua l'an 1215. de notre Seigneur, il ordonne que la coutume de publier dans les Eglises les Annonces de Mariage, qui s'observe en certains lieux, sera observée par tout : Suivant cela, nous lisons dans le Tome 11. du Spicilegium de Dom Luc Dacheri Religieux Bénédictin, que Nicolas Evêque d'Angers défendit l'an 1270. de bénir & de célébrer aucun Mariage, que la publication des Annonces n'ayt été faite dans l'Eglise; il fait encore mention de cette même pratique dans un autre Synode de l'an 1274. ce que Guillaume son Successeur renouvella l'an 1304. Le Concile de Trente dans la Session 24. l'onzième jour de Novembre de l'an 1563 qui est la 8. sous Pie IV. prescrit cette même publication: Le Cardinal Borromée n'a

Tit. 1. de Sponsal. c. 27. T. 7. Conc. c. 51. p. 818. Pag. 217. 221. 222. Ib. p. 255. T. 9. Conc. p. 411. De

*cret. de re-
form. ma-
trimon. c. 1.* pas manqué de confirmer cet usage, & d'en recommander l'observation dans les Conciles de Milan; & il est à remarquer que les témoignages que je viens de produire, veulent que la publication des Annonces se fasse dans les Eglises des parties contractantes.

XVII.

Les Annonces se feront par trois Dimanches, dans les lieux où il y aura Prédication, & aux autres lieux, quand les prières communes se pourront faire. Quoi que ce soit, les Annonces doivent être continuées l'espace de quinze jours, après lequel tems, les Epousailles se pourront faire dans l'Assemblée, & même au troisième Dimanche.

OBSERVATIONS.

Ce fut au Synode de Nîmes 1572. qu'il fut dit, qu'après le tems des annonces, le Mariage seroit benit publiquement dans l'Eglise, selon la Parole de Dieu.

Au Synode de Lion 1563. Il est déclaré, que quand celui qui s'oppose à un Mariage, le fait seulement pour intérêt prétendu d'argent, on peut passer outre audit Mariage.

Au Synode de S. Maixant 1609. Sur la demande des Députés de Poitou; comment on se doit comporter, si en la publication des annonces il arrive opposition avant qu'elles soient entièrement publiées: la Compagnie juge, que si l'opposition est faite sans l'autorité du Magistrat, les Consistoires peuvent passer outre à la publication, non au contraire si l'autorité du Magistrat intervient: si ce n'étoit que le Magistrat défendit seulement la célébration ou benediction nuptiale, non la publication des annonces.

Au Synode de Torneins 1614. La Province de l'Isle de France requerant un règlement pour la lecture des annonces des Mariages, afin qu'elles se publient à l'avenir par le Lecteur, & non par le Pasteur: la Compagnie a remis cela à la liberté des Consistoires.

Au Synode d'Alex 1620. La Province de la basse Guyenne requerant qu'on mette quelque règlement aux Annonces, lesquelles bien souvent sont accompagnées de titres de vanité, la Compagnie jugeant qu'il est malaisé d'en faire une regle certaine, exhorte cependant tous les particuliers d'y user de simplicité & de modestie, autant que faire se pourra.

CONFORMITE.

Les mêmes témoignages que j'ai alleguez sur l'Article précédent, prescrivent en substance la même chose que notre Discipline; car les uns veulent que la publication dont il s'agit se fasse pendant un certain tems, qui donne le loisir à ceux qui voudroient s'opposer à un Mariage, de former leurs oppositions; d'autres que les Annonces soient publiées plusieurs fois en des jours de Fêtes; & d'autres enfin spécifient le nombre de trois fois.

XVIII.

Ceux qui demeurent dans les lieux où l'exercice ordinaire de la Religion n'est pas établi, pourront faire publier leurs Annonces dans les Temples de l'Eglise Romaine, entant que c'est chose purement politique.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de Paris 1559. il fut dit, que ceux qui voudroient faire publier leurs Annonces dans l'Eglise Romaine, le pourroient faire, entant que c'est chose purement politique.

Le Synode de Lion 1563. déclare qu'il est permis, non pas necessaire, de publier les Annonces de Mariage aux Temples de l'Eglise Romaine.

Ce fut au Synode de Castres 1626. que l'article fut couché tel qu'il est à present.

Au Synode de Charenton 1631. Sur la remontrance de la Province de Xaintonge, la Compagnie a ordonné à ceux qui, selon l'article 18. du 13. chapitre de la Discipline, font publier leurs Annonces dans les Temples de l'Eglise Romaine, de porter à l'Eglise voisine du lieu de leur demeure l'attestation de leur Religion & de leurs contrats, dans laquelle aussi leurs Annonces seront publiées, pour prévenir toutes surprises.

CONFORMITE.

La publication des Annonces étant une chose purement politique, notre Discipline a eu raison, quand elle a permis à ceux de notre Religion, dans le cas qu'elle marque, de les faire publier dans les Temples de l'Eglise Romaine.

XIX.

Les Eglises ne marieront personne, sans en avoir ample connoissance, & approbation.

OBSERVATION.

Au Synode de Lion 1563. il est dit que les Eglises seront averties de ne célébrer aucun Mariage de personnes étrangères, sans attestation de l'Eglise de laquelle elles sont.

CONFORMITE.

Outre ce que j'ai écrit sur l'Article 2. il paroît par le 1. Canon du Concile de Laodicée, que les Mariages clandestins étoient condamnez dès ce temps-là. Il y a dans le 3. Tome des Conciles un Decret du Pape Hormisdas,

- Can. 2. p. 801.* qu'on a tiré de Gratien, & qui est conçu en ces termes; *Qu'aucun Fiddle, de quelque condition qu'il soit, ne se marie point clandestinement & en cachette, mais qu'il se marie publiquement en notre Seigneur, en recevant la bénédiction*
- T. 3. Conc. du Prêtre; Gall. p. 116.* cet Hormisdas étoit Pape dans le commencement du 6. Siècle. Héraud Evêque de Tours fait la même défense dans le Chap. 130. de son Capitulaire de l'an 858. & le Canon 51. de ceux que le Pape Innocent III. proposa & fit passer dans le Concile de Latran l'an 1215. de notre Seigneur, *contient une semblable Constitution.* C'est pour cela que dans nos Eglises on ne bénit le Mariage d'aucun étranger, sans en avoir un bon témoignage de l'Eglise dont il est membre, pour sçavoir si les Annonces y ont été publiées par trois divers Dimanches sans aucun empêchement. Le Cardinal Borromée dans son 2. Concile de Milan l'an 1569. Decret 26. veut qu'on le pratique ainsi, selon l'Ordonnance du Concile de Trente.
- T. 9. Conc. p. 500.*

XX.

Quand il y aura une des parties de contraire Religion : les promesses de Mariage ne seront point reçues ni publiées dans l'Eglise : si ce n'est que la partie de contraire Religion soit suffisamment instruite, & qu'elle ait protesté publiquement dans l'Eglise du lieu où ladite partie sera connue, qu'en bonne conscience elle renonce à toute idolâtrie & superstition, nommément à la Messe, & qu'elle veut, moyennant la grace de Dieu, continuer le reste de ses jours, dans la pureté de son service : de laquelle instruction le Consistoire connoitra. Et il ne sera permis à aucun Pasteur, ni aux Consistoires, de faire autrement, à peine de suspension, & même de déposition de leurs charges.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Figeac 1579.

Au Synode de Lion 1563. Il se presente un fait particulier, sur lequel le Synode prononce. Un jeune homme fait promesse de Mariage à une fille, avec cette condition insérée dans le Contrat, qu'il promet de l'épouser, pourvu que ce soit dans l'Eglise Reformée : la fille promet & consent à cela pour un tems : mais depuis voyant les troubles, elle n'y veut plus consentir, & elle dit qu'elle ne veut point de ce jeune homme. On demande s'il est libéré de sa promesse. *Resp.* Le jeune homme la sollicitera de tout son pouvoir, avec toute la diligence possible, & il sera à la prudence du Consistoire, de juger des diligences, & de proceder à la déclaration de nullité du Mariage, s'il en est besoin.

Le même Synode de Lion, sur la question, si les Ministres doivent épouser ceux qui sont purement Papistes, est d'avis qu'on ne le peut faire, s'ils ne font ouverte déclaration qu'ils renoncent à la Messe.

Ces mots, qu'elle ait protesté, &c. jusqu'à ceux-ci, elle renonce, sont du Synode de S. Maixant 1609.

Au Synode de Saumur 1596. Sur les lettres des Pasteurs de l'Eglise de Sedan, demandant conseil, touchant les Mariages avec les nouveaux profelytes, s'il faudroit attendre qu'ils eussent fait la Cene avant que de benir leur Mariage : il a été avisé qu'on se tiendra à l'article de la Discipline, sans y ajoûter plus de rigueur.

Semblablement au Synode de S. Maixant 1609. Sur ce qui a été requis par la Province du bas Languedoc, que, pour obvier à la legereté de quelques-uns, savoir de ceux dont il est parlé dans cet article, on n'eroit de telles personnes avant qu'elles ayent participé à la sainte Cene : la Compagnie, sans rien changer, à l'article, a laissé cela à la prudence des Consistoires.

On a déterminé la même chose au Synode de Vitré 1617. Car les Députés de Normandie requerant, qu'en expliquant l'article 20. du chapitre 13. de la Discipline, on limite un certain tems, dans lequel on benira le Mariage de ceux, qui pour se marier veulent faire profession de la Religion Reformée, même après qu'on aura connu de leur instruction; la Compagnie n'a pas trouvé bon de rien ajoûter audit article, & elle remet à la prudence des Consistoires, de prolonger ou abrégier le tems, selon la connoissance qu'ils auront de l'instruction & de la piété desdites personnes.

Au Synode de Montpellier 1598. Sur l'examen du 20. article du chapitre 13. de la Discipline. L'Eglise Reformée dans la Maison de Madame sœur du Roi, demandant avis comment elle se doit conduire au Mariage de Madame avec Monsieur le Prince de Lorraine; attendu que jusqu'ici elle ne l'a pu empêcher, bien qu'elle y ait employé l'autorité du Synode Provincial, & de plusieurs autres personnes; la Compagnie, en approuvant ce devoir, a jugé, qu'ce mariage n'est nullement legitime, & qu'il ne doit point être permis dans nos Eglises, & que pour cet effet il lui en sera écrit. Et il est enjoint à tous les Ministres d'observer cela soigneusement.

Au Synode de S. Maixant 1609. Sur la proposition faite, si en faveur de quelque Grand qui auroit choisi une partie Papiste, laquelle consentiroit de recevoir la benediction du Mariage d'un Pasteur, pourveu qu'il ne voulût pas exiger d'elle la profession de la Religion Reformée, il seroit permis de relâcher quelque chose de la rigueur de l'article: Il a été ordonné qu'il sera exactement observé, & également à l'endroit de toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient.

C O N F O R M I T E'.

Dès les premiers Siècles du Christianisme, il étoit défendu aux Orthodoxes de contracter Mariage avec des personnes qui n'étoient pas de leur Communion, mais de quelqu'autre secte, qu'on regardoit comme hérétique & hétérodoxe. Le Concile d'Elibéri ou Elvira en Espagne employe à cela le 16. *1.1. Conc.* de ses Canons l'an 305. de Jesus Christ, le 10. & le 31. de Laodicée, environ l'an 360. traitent de la même chose; mais le 14. de Calchédoine est encore plus formel; car il interdit ces sortes de Mariages, *si ce n'est que celui qui a dessein d'épouser une fille Orthodoxe, promette de se convertir à la foi Orthodoxe.* Le Moine Blaitares dans ces Pandectes imprimées à Oxford, dont *Litt. G.c.* j'ai 12.

j'ai déjà parlé plusieurs fois , expliquant ce Canon de Calchédoin , fait deux remarques considérables ; la première , qu'il faut différer la consommation du Mariage dont il est question , jusqu'à ce que la partie hétérodoxe ayt accompli sa promesse ; la seconde , *qu'il faut exiger la même chose des Latins* (c'est à dire de ceux de l'Eglise Romaine) *lors qu'ils veulent épouser des femmes Orthodoxes* ; preuve évidente que l'Eglise Latine étoit dans la pensée de la Grèce une Eglise hétérodoxe du tems de Blaïtares , sçavoir dans le 14. Siècle.

T. 1. Conc. Gall. p. 231. 242. Je pourrois encore alléguer plusieurs autres Canons contre ces Mariages dont nous traitons , comme le 72. du 6. Concile Oecuménique à la fin du 7. Siècle , le 19. du 2. Concile d'Orléans de l'an 533. le 6. de celui d'Auvergne , assemblé deux ans après : & les Decrets 25. & 26. du 1. Titre du 2. Concile de Milan , que j'ai cité sur l'autre Article.

Que si des Conciles nous passons aux Ecrivains Ecclésiastiques , nous en trouverons plusieurs qui s'en sont expliqués de la même manière. S. Ambroise dans le Chap. 9. de son 1. Livre touchant Abraham , en parle si clairement , & en allégué des raisons si fortes & si pertinentes , qu'on ne peut pas douter qu'il n'ait condamné les Mariages contractés entre des personnes de Religion contraire ; c'est ce qu'il enseigne encore sur le Pseaume 118. & selon les Hébreux 119. & dans l'Epître 24. du 3. Livre qui est dans le 5. Tome de ses Oeuvres , il ne s'éloigne pas de ce sentiment. Le Diacre Hilaire , dans le 3. Tome des Ecrits du même S. Ambroise , explique ces paroles du verset 39. du Chap. 7. de la 1. Epître de S. Paul aux Corinthiens , *qu'elle se marie au Seigneur* , par ces autres à *un homme de sa Religion* ; & Balsanon à *un Orthodoxe* , en interprétant le Canon 41. de la 2. Epître Canonique de S. Basile ; Blaïtares sur ce même Canon à *un homme fidèle*.

XXI.

Si une des parties qui se veulent marier est excommuniée , le Mariage ne sera point reçu dans l'Eglise , que l'excommunié ne fasse reconnaissance de ses fautes : Quant à ceux qui sont suspendus de la sainte Cène , le Consistoire pourra leur permettre de se marier , nonobstant la suspension , toutefois avec connoissance de cause.

OBSERVATIONS.

Ceci a son fondement dans un acte du Synode de Vertueil 1567. qui porte , que , quand il y aura une partie infidèle , ou excommuniée , le Mariage ne sera point reçu dans l'Eglise , que l'infidèle ne fasse protestation de renoncer à toute idolatrie , pour vivre Chrétienement , & l'excommunié pareillement reconnaissance , & réparation publique de ses fautes.

Ces dernières paroles , quant à ceux qui sont suspendus , &c. jusqu'à la fin , sont du Synode de la Rochelle. 1571.

CONFORMITE.

Les excommuniez n'étant pas censez membres de l'Eglise, pendant tout le tems de l'excommunication, il faut nécessairement qu'ils fassent reconnoissance publique de leurs fautes, pour réparer le scandale qu'ils ont commis, avant qu'on puisse procéder à la bénédiction de leur Mariage; & j'ai montré sur l'Article 11. du Chapitre 11. qu'il ne leur étoit même pas permis de présenter un enfant au Baptême.

XXII.

Les Annonces des veuves qui se marient, ne seront publiées dans l'Eglise, que sept mois & demi, pour le moins, après le décès de leurs maris, pour prévenir les scandales & les inconveniens qui en pourroient arriver: excepté lors qu'il sera intervenu jugement du Magistrat au contraire.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Vertueil 1567. Il est dit, que les Ministres seront avertis de ne marier les veuves avant le tems ordonné par les loix civiles.

Le Synode de la Rochelle 1571. ordonne que les Annonces des femmes veuves ne soient point faites qu'il n'y ait sept mois & demi passez, depuis la mort de leur premier mari, pour prévenir le scandale qui en pourroit arriver.

Au Synode de Saumur 1596. sur l'article 22. du 13. Chapitre de la Discipline, il est remis aux Provinces, pour en venir préparées au prochain Synode National, s'il ne seroit pas expedient, qu'avant que de benir les Mariages des veuves, elle demeuraissent plus long-tems en viduité.

Suivant quoi, au Synode de Montpellier 1598. Il est dit sur cet article, que la Compagnie a ordonné, que les veuves ne seront pas receuës à contracter un nouveau Mariage, que sept mois & demi après la mort de leurs maris.

Au Synode de S. Maixant 1609. sur cet article, il est remis à la prudence des Consistoires, de juger, & ordonner du tems auquel un homme pourra épouser une seconde femme, après la mort de la première.

CONFORMITE.

Héraud Evêque de Tours dans son Capitulaire de l'an 858. ne met que trente jours; mais Photius dans le Chapitre 2. du Titre 13. de son Nomocanon, veut qu'il y ait un an de délai avant que la femme puisse passer à un second Mariage, à moins que le Prince ne lui permette de se marier dans la première année de sa viduité, ou qu'elle n'ait accouché avant la fin de l'année. Le Moine Blasares, dont j'ai si souvent parlé, prouve cette même pratique par les Loix des Empereurs, de même que Photius, à quoi notre Discipline ne s'accorde pas mal.

S f

XXIII

*T. 3. Conc.
Gall. cap.
41. p. 113.
T. 2. Bibl.
jur. Canon.
Fustel. p.
1075. ad
1078.
Lit. B. c.
8. & G.
c. 4.*

XXIII.

Le Mariage sera benit publiquement dans la Compagnie des Fidèles ; & cela par le Ministère des Pasteurs, & non d'autres.

OBSERVATIONS.

Ces dernières paroles, Et cela par le Ministère des Pasteurs, & non d'autres, sont du Synode de Montauban 1594.

Au Synode de Lion 1563. Sur la question, si on peut benir le Mariage dans la Maison d'une personne malade de maladie qu'il l'empêche de matcher. *Résp.* Il n'est pas permis. Que s'il ne peut aller en l'Eglise, qu'il s'y fasse porter.

Cet article est confirmé au Synode de Saumur 1596. sur ce que Pon avoit formé quelques difficultez.

Au Synode de Loudun 1659. La Province de Bearn ayant demandé d'être autorisée dans la pratique des réglemens, qu'elle a établis, ou pourroit établir pour les lieux ou les heures de la benediction des Mariages : La Compagnie lui a accordé sa demande, & a donné la même autorité aux Synodes Provinciaux, & fait défense aux Pasteurs qui celebrent les Mariages dans leurs Eglises, de le faire, sinon aux heures accoutumées.

On peut raporter à cet article, ce qui fut arrêté au Synode de Vitré 1617. en ces mots. La Province de Berri ayant demandé l'explication de l'article 17. du 13. chapitre de la Discipline, comment on se comportera lors qu'en l'Assemblée publique on benit un Mariage, s'il se presente quelqu'un qui s'y oppose. La Compagnie a jugé, qu'il est laissé à la prudence des Consistoires, d'en user, comme ils verront être expedient.

On peut raporter encore à ce même article, ce qui fut décidé au Synode de Lion 1563. au sujet de ce qu'une fille, lors de la benediction de son Mariage, s'étoit tenuë assise, sans se vouloir lever, prétendant après cela que son mariage étoit nul : la Compagnie declare que c'est un vrai Mariage, & indissoluble, parce qu'elle avoit l'âge requis, que le consentement des parties & des parens étoit intervenu, qu'elle étoit presente, & ainsi avoit consenti par son silence : & les parties sont exhortées de vivre en personnes que Dieu a jointes ensemble.

CONFORMITE.

Il y a très long-tems que les Chrétiens ont accoutumé de bénir publiquement dans l'Eglise les Mariages, puis que Tertullien, dans le Chapitre 4. du Livre de la Pudicité, fait passer ceux qui ne l'ont pas été pour des adultères & pour des fornications, & que dans le Chapitre 8. du 2. Livre qu'il écrit à sa femme, il publie le bonheur de ceux que l'Eglise a bénis, cette benediction arrêtant le cours des accouplemens occultes & des Mariages clandestins. De là vient que le 4. Concile de Carthage prescrit aux pères & aux mères, ou aux paranymphes, de présenter l'époux & l'épouse dont le Mariage doit être bené. Le Pape

Ho:-

Hormisdas, dans le commencement du 6. Siècle, ordonne aussi de les bénir publiquement dans l'Eglise. Il y a dans le Livre des Sacrements de Grégoire I. *T. 3. Conc. p. 801. c. 2.* que Ménard Religieux Bénédictin a fait imprimer, une Liturgie entière de la célébration du Mariage, qui a été tirée d'un Manuscrit de l'Eglise de Reims. Le Diacre Hilaire, dans le 3. Tome des Oeuvres de S. Ambroise, parle de cette bénédiction sur le verset 12. du Chapitre 3. de la 1. Epître de S. Paul à Timothée, & sur le 3. du Chapitre 5. il est vrai-semblable que S. Chrysostome portoit là sapensée, lors que dans l'Homélie 48. sur la Génèse il exhorte à envoyer quérir les Prêtres, pour serrer par prières & par bénédictions l'union & la concorde du Mariage. S. Isidore de Séville, dans le Chapitre 19. du 2. Livre des divins Offices, dit que quand le Prêtre bénit les Mariages, il le fait à l'exemple de Dieu qui bénit le Mariage du premier homme. Les Rois Charlemagne & Louis le Débonnaire dans le 7. Livre des Capitulaires Chap. 358. entre plusieurs conditions qu'ils prescrivent comme nécessaires à un légitime Mariage, n'ont pas oublié la bénédiction dont nous traitons; & dans les Capitulaires de Charles le Chauve, on lit les bénédictions nuptiales de Judith sa fille avec Edéulfe Roi d'Angleterre, & de Hermintrude avec lui même. Je pourrois alléguer encore d'autres preuves de cette ancienne pratique; mais pour ne pas ennuyer le Lecteur, je finirai par le témoignage de Photius, qui dans deux des cinq dernières Lettres qu'on a imprimées par forme d'augmentation au bas de toutes les autres, c'est à dire dans la 1. & dans la 5. fait diverses fois mention de la bénédiction publique des Mariages par les Pasteurs.

Tom. 2. p. 681. Paris. 1614.

XXIV.

Il est bon pour l'ordre de l'Eglise, de ne solemniser les Mariages dans les jours que la sainte Cene sera célébrée; & cet ordre ne sera rompu que pour de grandes raisons, dont le Consistoire connoitra. Les Mariages ne seront aussi solemnisez dans les jours du jeûne public.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1571.

CONFORMITE.

Le célébration de l'Eucharistie, qui nous convie à méditer la mort de notre Seigneur, & qui desire de nous de saintes dispositions pour y participer dignement, la célébration, dis je, de ce Sacrement, ne s'accordant guères bien avec ce qui se passe d'ordinaire aux noces des Chrétiens, c'est avec raison que les Auteurs de notre Discipline ont défendu de solemniser aucun Mariage dans les jours destinez à la Communion, non plus que dans les jours assignez à la célébration de quelque jeûne public; parce que le jeûne est un sujet d'affliction & de larmes, & le Mariage au contraire, de la manière que la plupart des gens en usent aujourd'hui, une occasion de réjouissance profane, & bien souvent de débauche & d'excez. L'Ancienne Eglise a défendu, quoique diversement, de

pag. 817. célébrer des Mariages en certains tems, comme il paroît par le Canon 52. de Laodicée, & par un fragment d'un Concile de Lérida de l'an 524. Tom. 3. Concil. & le second Concile d'Aix la Chapelle défend l'an 836. dans le Canon 18. du Chapitre 3. de faire des noces le jour de Dimanche, à cause de la révérence du jour, Tom. 2. Conc. Gall. p. 394.

XXV.

Ceux qui étans fiancez, auront habité ensemble avant que d'être légitimement mariez, soit que leur faute vienne à être connue, avant, ou après la benediction du Mariage, seront reconnoissance publique de cette faute, ou bien devant le Consistoire, à sa discretion. Et cela arrivant avant que le Mariage soit benit, il sera procédé audit Mariage, telles solemnitez observées que le Consistoire avisera. Excepté ceux qui auront habité ensemble pendant le tems de leur ignorance, sans mépris de l'ordre Ecclesiastique. Comme aussi ceux qui auroient habité ensemble, lors qu'il n'y avoit point d'Eglise dressée dans les lieux de leur demeure, ou dans la Province. Tous lesquels seront seulement appelez au Consistoire, afin que le Mariage soit ratifié & benit dans l'Eglise, si le Consistoire voit qu'il soit nécessaire.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562.

Ces paroles, étant fiancez, sont du Synode de Montpellier 1598.

Ces mots, soit que leur faute vienne à être connue, devant, ou après la benediction du Mariage, sont du Synode de Vitré 1583. qui efface ceux-ci, s'il demande de l'être. Le même Synode a inséré ces mots, Et cela arrivant, avant que le Mariage soit benit, il sera procédé audit Mariage.

CONFORTÉ.

T. 3. p. 37. S. Basile dans sa 3. Epître Canonique Canon 69. avoit ordonné quelque chose d'approchant en ces termes, *Si un Lecteur a connu sa fiancée avant les nocces, il sera suspendu de sa charge pendant un an, au bout duquel il en reprendra les fonctions, sans pouvoir monter plus haut.* On peut juger par là qu'il auroit du moins décerné contre des Laïques qui auroient commis une semblable faute, les peines exprimées dans nôtre Discipline. Le Moine Blaïares que j'ai déjà plusieurs fois cité, particulièrement sur l'Article 20. de ce Chapitre, veut qu'on applique la peine des fornicateurs à ceux qui ont habité ensemble, avant que d'être légitimement mariez. Le Cardinal Borromée dans le 2. Concile qu'il fit tenir à Milan l'an 1569. réserve à l'Evêque l'absolution du péché dont il s'agit, parce qu'on y tombe souvent, & prescrit une dure pénitence à ceux qui en sont coupables; ce qu'il répète dans le 6. Concile, assemblé au même lieu treize ans après le second.

XXVI.

Pour éviter les inconveniens qui arrivent en différant trop la benediction des Mariages, les parties, & ceux en la puissance de qui elles sont, seront avertis de ne différer ladite benediction de plus de six semaines, s'il est possible.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vitre 1583.

On peut rapporter à cet article, ce qui a été réglé au Synode de Montpellier 1598. qu'il n'est pas de la bienfaisance des Chrétiens, que les fiancez demeurent en un même logis.

CONFORMITÉ.

C'est un règlement de prudence pour prévenir les inconvéniens & les suites fâcheuses qui peuvent naître, en différant trop long-tems la célébration du Mariage ; & c'est dans cette veüe que le Cardinal Borromée défend dans le dernier lieu que je viens de citer, il défend à ceux qui sont fiancez toute sorte de familiarité & de commerce.

XXVII.

Les Mariages seront enregistrez, & les registres en seront soigneusement gardez dans l'Eglise.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Paris 1559. qui veut même que les noms des peres & meres des enfans qu'on baptise soient enregistrez.

CONFORMITÉ.

Ce règlement regarde l'utilité publique, c'est pourquoi on a souvent recours aux Registres des Mariages que l'on garde dans l'une & dans l'autre Communion, & les extraits qu'on en tire servent souvent à terminer des procez considérables. Le Concile de Trente ordonna l'an 1563. dans la Session 24. & dans le Chapitre 1. du Decret touchant la réformation du Mariage, il ordonna que *T.9. Conc. chaque Curé auroit un Livre qu'il garderoit soigneusement, & où il écrivoit les noms des mariez & des témoins, avec le jour & le lieu où le Mariage a été contracté. pag. 412.* Le Cardinal Borromée renouvelle cette Ordonnance dans le premier & *lib. p. 480. 481. 590.* dans le troisième des Conciles qu'il fit tenir à Milan.

XXVIII.

Les Fidèles qui auront leurs parties convaincuës d'adultère , seront exhortez de se réunir avec elles. Que s'ils ne le veulent pas faire , on leur déclarera la liberté qu'ils ont par la Parole de Dieu : toutefois si cela arrivoit à un homme qui eût charge dans l'Eglise , il ne pourroit reprendre sa femme , & exercer sa charge.

OBSERVATION.

Ces dernières paroles , toutefois si cela arrivoit , &c. jusqu'à la fin , sont du Synode de la Rochelle 1571.

CONFORMITE.

T. 6. p. 358. S. Augustin a fait deux Livres des Mariages adultérins , c'est à dire des Mariages où l'adultère intervient , & dans le second de ces Livres chap. 6. 8. & 9. il veut qu'on tienne envers la partie convaincuë d'adultère la même conduite que nôtre Discipline établit , c'est à dire qu'il desire que la partie innocente se rejoigne à celle qui a violé la foi conjugale ; & il en allègue pour raison , qu'étant Fidèle nous devons croire qu'elle a été lavée de son péché par le Baptême ou par la Pénitence ; ce n'est pourtant qu'un avis & qu'un conseil qu'il donne , sans imposer aucune nécessité d'en user ainsi à la partie qui n'est point coupable ; qui est justement l'ordre que prescrit l'Article que nous examinons , à la réserve de ce qu'il déclare que si une telle chose arrivoit à quelqu'un qui eût charge dans l'Eglise , il ne pourroit reprendre sa femme & exercer sa charge , parce sans doute qu'il ne seroit plus en edification , & que le souvenir de l'adultère de sa femme seroit , pour le moins aux infirmes , un sujet de scandale & d'achopement. C'est ainsi que l'ordonna , l'an 314. de nôtre Seigneur , le Concile de Néocésarée dans le Canon 8. qui enjoint à ceux qui sont établis dans le Ministère de l'Eglise , & dont les femmes ont commis adultère , il leur enjoint de les laisser , ou s'ils veulent vivre avec elles , il leur déclare qu'ils ne peuvent plus exercer leurs Charges. Voyez le Decret de Gratien caus. 32. q. 1. Can. *de Benedictio* , où la même pratique est autorisée , bien que quelques-uns des Pères défendent de se rejoindre à la partie adultère.

XXIX.

Pour régler la dissolution des Mariages , pour la cause d'adultère , la partie offensée pourra poursuivre en jugement , & devant le Magistrat , la partie qui aura offensé , jusqu'à ce que par sentence définitive , & dernier jugement , elle soit deüëment convaincue , de laquelle sentence la partie offensée fera aparoir au Consistoire , lequel lui fera entendre

dré la liberté qu'elle a, selon la Parole de Dieu. Mais pour les difficultez de ce tems, on conseille aux Ministres de ce Royaume, de ne remarier les parties auxquelles il est libre de se pourvoir ailleurs. Et à l'égard de la partie qui a offensé, il sera procédé avec grande & mœu-
re délibération, avant que de lui déclarer sa liberté.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562. Il est vrai que la disposition en est un peu différente de celle en laquelle il est couché à présent, sur tout au regard de la partie qui a offensé, étant dit alors qu'elle ne pouvoit être receu à se marier, devant que la partie offensée le soit, si ce n'est qu'après un long-tems elle déclarât ne se vouloir pas marier, parce qu'alors l'Eglise devoit permettre à la partie qui a offensé la liberté de se marier, après avoir fait réparation publique de sa faute, & cet ordre est pris seulement jusqu'à ce que les Eglises aient une plus grande liberté. Le même Synode déclare, que le semblable sera observé, au cas qu'il arrive que les promesses de Mariage faites, la fiancée se trouve avoir paillardé avant lesdites promesses, & que cela n'eût été connu de celui qui lui auroit promis Mariage.

Ces mots, mais pour les difficultez, &c. jusqu'à la fin de l'article, furent ainsi disposés au Synode de la Rochelle 1571. au lieu de ceux qui y étoient auparavant du Synode susdit d'Orleans.

Dès le Synode de Paris 1559. voici quel avoit été le règlement pris sur ce fait. Les Fidèles qui auront leurs parties convaincues de paillardise, seront exhortez de se réunir avec elles. S'ils ne le veulent faire, on leur déclarera la liberté qu'ils ont, par la Parole de Dieu. Mais les Eglises ne dissoudront point les Mariages, afin de n'entreprendre sur l'autorité du Magistrat.

Au même Synode cette difficulté fut proposée. Un particulier épouse une femme qui s'étoit auparavant mal gouvernée, mais à son insceu: Elle étant accouchée, cinq mois après leur Mariage, il la voulut laisser; Cependant les parens de la femme Payant induit par diverses raisons à la reprendre, il habite avec elle l'espace d'un an, durant lequel elle se gouverne bien, mais après le mari ennuyé d'elle s'en separe, prétendant que ses parens l'avoient abusé, & il refuse de la reprendre, & d'obéir aux ordres de son Consistoire. Sur la question comment il se faut gouverner en cette occasion, le Synode dit, qu'on lui fera de nouvelles remontrances, & que s'il n'y acquiesce, il sera retranché de la Communion de l'Eglise.

Au Synode de Paris 1565. ce règlement fut pris. Sur le fait des divorces faits pour cause d'adultere, verifié devant le Magistrat, les Consistoires pourront bien déclarer à la partie innocente, la liberté qu'elle a par la Parole de Dieu, mais ils ne toucheront point à l'exécution de ce droit, & à la dissolution du Mariage, pour recevoir ladite partie à un nouveau Mariage, parce que cela appartient au Magistrat.

Au Synode de Vertueil 1567. Sur ce qui a été proposé, si on peut recevoir à un nouveau Mariage la partie offensée, après que l'adultere a été verifié
par

par Sentence du Magistrat. On est d'avis, que les Articles 29. & 30. de ce chapitre tiendront.

C O N F O R M I T E'.

Ceux qui accommodent les Canons au tems, & qui jugent de la Discipline des Anciens Chrétiens par celle qu'ils suivent aujourd'hui, s'imaginent qu'on n'a jamais permis dans l'Eglise à ceux qu'on séparoit pour cause d'adultère, de se remarier à quelqu'autre; cependant, pour si peu qu'on se soit appliqué à la lecture de ce qui nous reste des Ecrits de l'antiquité Ecclésiastique, on y aura assurément remarqué que pendant plusieurs siècles la liberté de se remarier a été accordée à ceux dont le mariage étoit dissout par l'adultère: je serois trop long si je voulois rapporter tout ce que je pourrois produire pour l'établissement de cette vérité: je me contenterai donc de l'établir par un certain nombre de témoignages formels & positifs, & qui seront au dessus de la chicane des esprits contentieux.

Pour le faire avec quelque méthode, il faut avant toutes choses transcrire deux endroits de l'Evangile où Jesus Christ s'est expliqué sur cette matière; le premier est dans le chap. 5. vers. 31. 32. de l'Evangile selon S. Matthieu; *Il a été dit aussi, si quelqu'un délaisse sa femme, qu'il lui donne la lettre de divorce: Mais moi je vous dis, que quiconque aura délaissé sa femme, si ce n'est pour cause de paillardise, la fait devenir adultère, & que quiconque se mariera à la femme délaissée, commet un adultère*: ces paroles, comme chacun voit, nous enseignent deux choses, l'une qu'il n'y a que l'adultère qui soit une cause légitime de la dissolution du mariage; & l'autre, qu'il s'agit ici d'une séparation entière & quant à la couche, & quant au lien.

Le second est dans le chapitre 19. du même Evangile vers. 3. & suivans. *Alors des Pharisiens vinrent à lui, le tentant & lui disant, est-il permis à l'homme de répudier sa femme pour quelque cause que ce soit? lequel répondant leur dit, n'avez-vous point lu que celui qui les a faits dès le commencement, les fit mâle & femelle? & qu'il dit, pour cette cause l'homme quittera son père & sa mère, & s'ajointra à sa femme, & les deux seront une même chair? Ainsi ils ne sont plus deux, mais une même chair: Donc, ce que Dieu a joint, que l'homme ne le separe point. Ils lui dirent, Pourquoi donc Moïse a-t-il commandé de donner la lettre de divorce, & de répudier sa femme? Il leur dit, c'est que Moïse, pour la dureté de votre cœur, vous a permis de répudier vos femmes; mais du commencement il n'étoit pas ainsi. Or moi je vous dis, que quiconque répudiera sa femme, si ce n'est pour cause de paillardise, & se mariera à une autre, commet adultère, & que celui qui se sera marié à celle qui est répudiée, commet un adultère. Comme les Pharisiens entendoient dans leur demande une séparation totale, il ne faut pas aussi douter que Jesus Christ ne l'ait entendu de même dans la réponse qu'il leur fit: En effet, parmi les Juifs le terme de répudier comprend une rupture entière, avec pouvoir de se remarier; c'est pourquoi dans l'ancien formulaire des divorces des Juifs, le mari parloit ainsi à la femme qu'il répudioit; *Je te renvoye & te répudie, afin qu'il te soit libre de te marier à qui tu voudras.**

Voyons

Voyons maintenant ce que disent les témoins que je me suis engagé de produire pour l'établissement du fait dont il est question. Je commencerai par Chromatius Evêque d'Aquilée, un des plus sçavans & des plus saints Prélats de son tems, c'est à dire du 4. siècle, & du commencement du 5. Ce sçavant Ecrivain interprétant les deux versets du chap. 5. de S. Matthieu que j'ai transcrits ci dessus, parle de la sorte; *qu'ils sçachent combien est grand le crime de condamnation qu'encourent auprès de Dieu ceux qui vaincus par le plaisir effrené de la convoitise, & sans cause d'adultère, répudient leurs femmes, pour passer à un autre mariage* : Il est clair par le raisonnement de Chromatius, que s'ils les répudioient pour cause d'adultère, il leur seroit permis de se remarier; & après avoir montré qu'encore que les Loix humaines permissent de répudier sa femme hors le cas même d'adultère, ceux qui le faisoient n'étoient pourtant pas excusables, mais que leur péché étoit d'autant plus grand, qu'ils préféroient les loix des hommes à celles de Dieu; après cela, dis-je, il ajoute, *comme il n'est pas permis de répudier une femme qui vit chastement & bonnêtement; De même il est permis de répudier une adultère, parce que celle-là se rend indigne de la compagnie de son mari, laquelle en péchant contre son propre corps, a eu l'audace de violer le Temple de Dieu.*

T. 2. Bibl.
Pat. p. 168.

Le Diacre Hilaire Ecrivain du 4. Siècle dans ses Commentaires sur les Epîtres de S. Paul qui sont dans le 3. Tome des Oeuvres de S. Ambroise, Hilaire expliquant ces paroles du vers 11. Chap. 7. de la 1. aux Corinthiens, *Que le mari non plus ne quitte point sa femme, il s'explique ainsi, il faut s'entendre, sinon pour cause de paillardise, parce qu'il est permis au mari de se remarier, après avoir répudié sa femme pour cause d'adultère.*

pag. 365.

S. Epiphane est formel là-dessus, puis qu'il s'explique de cette manière : *Celui qui n'a pu se passer d'une seule femme, soit qu'elle soit morte, ou qu'il l'ait quittée pour cause de paillardise, ou d'adultère, ou pour quelqu'autre crime, s'il se joint à une seconde femme; ou si la femme (pour un même sujet) prend un second mari, la Parole de Dieu ne le condamne pas, & ne le prive pas de la Communion de l'Eglise, ni de la vie éternelle; mais elle le supporte à cause de son infirmité, non afin qu'il ait deux femmes en un même tems, l'une étant encore en vie, ou lui restant; mais afin qu'après avoir quitté l'une, il puisse, s'il le veut, en prendre une autre légitimement.* Le Jésuite Petau dans ses Notes sur ces paroles de saint Epiphane, demeure d'accord que c'a été le sentiment de cet ancien Docteur; mais il ajoute que si en ce tems-là il étoit permis de l'avoir, parce que l'Eglise n'avoit encore rien ordonné sur cette matière, il n'est plus permis aujourd'hui, après la Décision du Concile de Trente; il reconnoît pourtant que ce Decret de Trente n'est pas conforme à quelques-uns de ceux que Gratien rapporte cauf. 32. quæst. 7. & même que le Cardinal Cajetan; & quelques autres Docteurs de la Communion ont suivi une opinion contraire à la Définition des Pères de Trente, c'est à dire qu'ils ont crû qu'il est permis à un Chrétien de répudier sa femme à cause d'adultère, & d'en épouser une autre; en effet, non-seulement Cajetan sur le chap. 19. de S. Matthieu, mais aussi Ambroise Catharin dans le Livre 5. de ses Annotations, & Erasme sur le chap. 7. de la 1. Epître aux Corinthiens, ont été dans ce sentiment.

Hel. 59. de
Cathar.

T. 2. p. 255.

Self. 24. E.

Avite Evêque de Vienne à la fin du 5. Siècle, & au commencement du 6. témoigne suffisamment que de son tems on se séparoit pour cause de paillardise avec pouvoir de se rémarier, quand il remarque dans quelqu'une de ses Lettres, *que c'est pour cela seul que Dieu permet à l'homme de se séparer de sa femme*; surquoi le Père Sirmond, qui a publié les Ouvrages d'Avite, fait cette observation; *il paroît d'ici qu'on étoit encore en ce tems-là persuadé en France, que le mari pouvoit, par la permission de Jesus Christ, se séparer de sa femme pour cause d'adultère, & en épouser une autre*; ce qu'il confirme par un Canon d'un Synode de Vannes que je citerai dans la suite.

Epist. 29. Loup Abbé de Ferrières en Gàtinois étoit dans le 9. Siècle du même sentiment
P. 54. qu'Avite; car il déclare aussi-bien que lui, qu'il n'y a que la fornication qui puisse rompre le Mariage, à quoi Mr. Baluze, qui en a procuré la dernière
pag. 499. édition avec de sçavantes Notes, applique l'Observation du Jésuite Sirmond que je viens d'alléguer.

Tom. 3. Isaac Evêque de Langres dans le 3. Titre de ses Canons qui traite des adul-
Conc. tères, dit formellement Chap. 1. que le mari dont la femme est adultère, a pou-
Gall. p. voir d'en prendre une autre s'il veut; ce Prélat vivoit & écrivoit dans le 9.
656. Siècle.

Je viens maintenant aux Concilés, dont l'autorité peut contribuer à l'établissement du fait que j'examine, & je commence par le 1. Concile d'Arles, que l'Empereur Constantin convoqua l'an 314. de nôtre Seigneur, Concile célèbre, & pour les Decrets qui y furent faits, & pour le nombre des Evêques qui s'y trouvèrent; car il y en avoit six cens, si nous en croyons plusieurs Ecrivains. En effet, il y a dans la Collection des Lettres d'Irlande par Usserius une Lettre du Prêtre Cumien à l'Abbé Segienus touchant la célébration de la Pasque, dans laquelle il lui écrivoit, *il y a plus de mille ans, que le Concile d'Arles, composé de six cens Evêques, confirma dans le 1. Canon ce qui avoit été résolu pour l'observation de la Pasque, c'est à dire, qu'on la célébreroit par tout le monde en un même tems & en un même jour.* Avo, Evêque de Vienne dans le 9. Siècle, écrit dans l'âge 6. de sa Chronique, que du tems que Marin étoit Evêque d'Arles, il s'y assembla un Concile de six cens Evêques. Dans le 10. Spicilegium de Dom Luc Dacheri, & dans les Additions on lit une Observation touchant les Synodes, qui a été tirée d'une ancienne Collection écrite il y a plus de huit cens ans, où il est fait mention du Concile dont nous parlons, & du nombre des six cens Evêques qui y assistèrent; & c'étoit apparemment dans la vue de ce grand nombre de Prélats, que les Pères du second Concile assemblé dans la même Ville l'an 452. disoient dans le Canon 18. *que le premier fut convoqué de toutes les parties du monde.*

Quoi qu'il en soit, le 10. Canon de ce 1. Concile qui regarde le sujet que nous traitons est exprimé en ces termes. *Pour ce qui est des jeunes hommes fidèles qui surprennent leurs femmes en adultère, & on leur défend de se marier à d'autres; il nous a semblé bon qu'il falloit leur conseiller autant qu'il est possible, de ne se pas rémarier du vivant de leurs femmes, quoi qu'adultères.* Je recueille deux choses de ce Canon; la première qu'avant la tenuë de ce Concile, il y en avoit qui défendoient à ceux qui se séparoient de leurs fem-

T. 1. Conc.
Gall. p. 6.

femmes pour cause d'adultère , de se rémarier à d'autres : La seconde, que les Pères du Concile au nombre de six cens , entre lesquels il y avoit deux Prêtres & deux Diacres de l'Eglise Romaine qui tenoient la place de Silvestre son Evêque , ces Pères donc ayant examiné meurement la chose , changèrent la défense en conseil , qu'ils souhaitent qu'on suive , mais autant seulement que l'infirmité de l'homme le peut permettre : ce qui montre qu'ils ne croyoient pas , comme on le croit aujourd'hui dans la Communion de Rome , que le lien du mariage fût indissoluble quand l'adultère intervenoit.

L'an 465. de Jesus-Christ , il se tint un Concile à Vannes en Brétagne , dont voici le second Canon. *Pour ceux qui laissent leurs femmes , si ce n'est pour cause de paillardise , comme il est dit dans l'Evangile , & qui en épousent d'autres sans avoir prouvé l'adultère , nous ordonnons qu'ils soient privés de la communion , c'est à dire excommuniés , de peur que par notre indulgence les péchez impunis ne portent les autres à la licence.* Il paroît par ce Canon que quand l'adultère étoit prouvé , il étoit permis de contracter un autre mariage ; c'est ainsi que l'a entendu le Père Sirmond sur la lettre d'Avite dont j'ai déjà parlé , en quoi il a été suivi par Mr. Delalande son neveu , & Tresorier de l'Eglise de S.Frambourg de Senlis ; car dans le Supplément des Conciles de France il explique ce Canon de la même manière que je l'ai expliqué , & on ne doit pas regarder cette interprétation comme une interprétation particulière , puis que ce Supplément a été approuvé par le Clergé de France assemblé à Paris dans les années 1655. & 56. T. 1. Conc. Gall. p. 138.

Le Synode d'Agde en Languedoc marche l'an 506. sur les traces de celui de Vannes dans le Canon 25. qui excommunie ceux qui répudient leurs femmes pour se marier à d'autres , avant que d'avoir proposé aux Evêques de la Province les causes de leur séparation , & avant que leurs femmes aient été condamnées , c'est à dire pour adultère ; car quand elles en avoient été convaincues , il étoit permis aux maris d'en prendre d'autres ; c'est ce qu'on infère légitimement de la disposition de ce Canon. T. 1. Conc. Gall. p. 166.

Théodore Archevêque de Cantorberi tint un Synode l'an 679. de notre Seigneur , comme écrit Beda dans son Histoire Ecclesiastique d'Angleterre , où il fit ces Canons qui concernent le mariage. *Que personne ne délaisse sa femme , si ce n'est pour cause de fornication , comme l'Evangile l'enseigne. Que si quelqu'un répudie sa femme qu'il a légitimement épousée , qu'il ne se marie pas à une autre , s'il veut être bon Chrétien , mais qu'il demeure ainsi , ou qu'il se réconcilie à sa propre femme ; c'est à dire s'il la répudie hors la cause d'adultère ; & on ne peut pas douter que ce ne soit le vrai sens des paroles de Théodore , sur tout si l'on considère que dans le 9. Spicilegium de Dom Luc Dacheri , il y a un certain nombre de Canons choisis d'entre tous ceux du même Théodore , dont le 116. contient formellement ce Decret. Il est permis à celui dont la femme commet adultère , de la répudier , & d'en prendre une autre.* Lib. 4. c. 32.

Gratien attribué ce Decret au Pape Zacharie qui vivoit dans le 8. Siècle. *Vous avez couché avec la sœur de votre femme ; si cela est , vous ne pouvez avoir pour femme ni l'une ni l'autre ; mais pour celle qui étoit votre femme , enbuisi.* C. 32. q. 7. Can. Con.

si elle n'a pas consenti à ce crime, & qu'elle ne se puisse contenir, elle peut se marier en notre Seigneur à qui elle voudra. Les anciens exemplaires Manuscrits, & les vieilles éditions de Gratien, produisent ce Decret comme étant du Pape Zacharie: Il y a pourtant des Compilateurs des Decrets qui l'ont cité comme l'ayant tiré du Pénitenciel Romain; mais il n'en est pas moins considérable, puis que c'étoit le Pénitenciel d'une Eglise dont Zacharie a été Evêque. L'Auteur de la glose explique de cette manière les dernières paroles du Canon, *qu'elle se marie à qui elle voudra*; il les explique en ajoutant ces autres, *après la mort du mary*; comme si une femme dont le mari est mort, n'étoit pas en pleine liberté de se remarier, sans qu'elle ait besoin pour cela d'aucune permission, au lieu qu'ici il est question d'un homme convaincu d'adultère, par lequel le mariage est dissout: c'est pourquoi on permet à la femme qui est innocente, & qui n'a point de part au crime du mari, on lui permet de se remarier: Erasme sur le chap. 7. de la 1. Epître aux Corinthiens, où il examine la question, *si le divorce est quelquefois permis entre les Chrétiens*: Erasme reprend & condamne la glose que je viens d'alléguer, comme étant contraire aux paroles du Decret, & à l'intention du Pape Zacharie à qui il l'attribue, & il en use ainsi contre le Maître des Sentences qui avoit interprété le Canon avec cette addition, *c'est à dire après la mort du mari*.

l. 4. diff.
34.

l. 2. Conc.
Gall. p. 2.

Le Concile de Verbeirie en Valois assemblé l'an 752. fit plusieurs Canons dont le 2. est compris en ces termes. *Si quelqu'un habite charnellement avec la fille de sa femme, il ne peut avoir ni la mère ni sa fille, & ni lui ni elle ne se pourront jamais marier à d'autres; mais pour ce qui est de la femme, si elle veut, & si elle ne se peut contenir, si après qu'elle a reconnu que son mari commet adultère avec sa fille, elle n'a plus de commerce charnel avec lui, elle peut se marier à un autre, si ce n'est qu'elle s'en abstienne volontairement*: Et dans le Canon 10. *Si un fils a commis adultère avec la femme de son père, ni lui ni elle ne se peuvent marier; mais pour le mari il a pouvoir s'il veut de prendre une autre femme; il vaut pourtant mieux s'en abstenir*. Les Canons 11. 12. 18. du même Concile confirment cet usage & cette police Ecclésiastique.

l. 1. Can.
2. p. 43.

Celui de Compiègne fit ce Decret sept ans après. *Si un homme a une femme légitime, & son frère a commis adultère avec elle, que le frère ni la femme qui ont commis l'adultère ne se marient jamais pendant leur vie; mais quant au mari de la femme, il a pouvoir d'en prendre une autre s'il veut*. Les Canons 14. & 15. établissent encore la même Discipline. Le Canon 8. se trouve encore dans le 5. livre des Capitulaires chap. 19. C'est apparemment le Canon 8. de ce Concile que Gratien rapporte, quoi qu'en des termes un peu différents, *can. 32. q. 7. c. quadam*, sous le nom de Decret d'un certain Concile.

Dans la Collection Romaine, qui fut imprimée à Rome il y a quinze ans par les soins du Cardinal François Barberin Vice-chancelier, & dédiée par lui-même au Pape Alexandre VII. on trouve deux Synodes qui furent tenus à Rome dans le 9. Siècle, l'un sous Eugène II. & l'autre sous Léon IV. Et par les Constitutions de l'un & de l'autre, on peut se séparer pour cause d'adultère, avec pouvoir de se remarier. Voici ce que porte le 36.

Ca-

Canon du premier, qu'il ne soit permis à qui que ce soit de délaisser sa femme, & de se joindre à une autre: Si ce n'est pour cause de paillardise; autrement il faut que le transgresseur reprenne la première. Le même Canon est répété dans le second dans les mêmes termes, & sous le même nombre de 36. 1b. p. 92.

Le Concile de Tribur dont j'ai parlé sur l'Article 13. confirme la même pratique dans le Canon 41. où les Pères veulent que les Evêques ayant égard à l'infirmité humaine consolent ceux qui auroient été séparés pour cause d'adultère, & qui ne peuvent se contenir, en leur permettant de se remarier après avoir accompli le tems de la pénitence.

Le Moine Blaftares, que j'ai déjà cité plusieurs fois, témoigne que l'Eglise Grèque en usoit encore ainsi de son tems, c'est à dire, dans le 14. Siècle, car entre plusieurs causes de la dissolution du mariage, il conte l'adultère, pour lequel il déclare qu'on peut dissoudre légitimement le mariage, & en contracter un autre après la Sentence des Juges. Lit. 7. c. 13. p. 73. 74.

Ce fut dans la vûe de cette pratique des Orientaux, que les Ambassadeurs de Venise firent lire dans le Concile de Trente une demande qu'ils faisoient sur l'Anathème des divorces, laquelle contenoit en substance, que leur République tenoit les Îles & Royaumes de Chypre, de Candie, de Corfou, de Zante, de Céphalonie, habitées par les Grécs, qui de toute ancienneté ont accoutumé de repudier la femme adultéresse, & d'en prendre une autre, & que cet usage connu de toute l'Eglise n'avoit jamais été condamné, ni repris par aucun Concile, & qu'ainsi il plût aux Pères, de disposer le Canon qui parloit de cela d'une manière qui ne leur fût pas préjudiciable; à quoi le Concile eut quelque égard, car l'opinion des Grécs n'y fut pas directement condamnée. Hist. du Concile de Trente par Pier. Soave liv. 8. p. 920. 921.

Il paroît clairement par tout ce que j'ai écrit jusqu'ici, que le règlement de notre Discipline est très judicieux & très conforme à l'usage & à la pratique de l'Ancienne Eglise, & même de l'Eglise Grèque d'aujourd'hui: De sorte que la nouveauté est du côté de ceux qui ont quitté le chemin de leurs Pères, & qui ont pris une route contraire, en enseignant que le lien du mariage est indissoluble même pour cause d'adultère; je ne pense pourtant pas que le Pape Urbain II. eût été si sévère, ni qu'il eût absolument interdit le mariage à un homme qui se seroit séparé de sa femme après l'avoir convaincu d'adultère; & ce qui me le persuade ainsi, c'est que dans un Synode qu'il tint l'an 1093. à Troye dans la Pouille, on résolut dans le premier Canon de dissoudre le mariage de deux personnes qui étoient parentes, à cette condition néanmoins que s'ils se separoient selon le jugement des Evêques, il leur fût permis de contracter d'autres mariages, parce qu'ils étoient jeunes: quelle apparence qu'Urbain avec son Synode composé de 70. Evêques, & de 12. Abbez, n'ait pas estimé le lien du Mariage indissoluble à l'égard de ceux-là, & qu'il l'eût voulu croire tel après l'adultère d'une des parties? Abud Marcant de Conc. 1. 4. c. 14. p. 282.

Je m'assure que si l'occasion s'en fût présentée, ce Pape n'en eût pas usé autrement à l'égard des personnes qui se séparent pour cause d'adultère, qu'en usèrent dans le 9. Siècle les deux Synodes Romains que je viens d'alléguer, & dans le 8. les Conciles de Verberie & de Compiègne, qui permet-

tent, comme nous avons vû, à la partie innocenté de se remarier, lors que le lien du premier mariage est entièrement dissout par l'adultère, certes les Pères de ces deux Conciles n'avoient garde d'interdire le mariage à ceux que l'adultère a séparé, puis qu'ils permettent la séparation pour des sujets bien moindres que n'est celui de la paillardise, & qu'ils accordent en même tems le pouvoir & la liberté de se marier de nouveau; par exemple le 3. Canon du Synode de Verberie est conçu en ces termes, *si un Prêtre a épousé sa niece, qu'il la laisse, & qu'il soit déposé; si un autre la prend pour sa femme, qu'il la renvoie aussi; parce que c'est une chose digne de répression qu'un autre homme épouse celle qui a été délaissée par un Prêtre: mais si cet homme ne se peut contenir, qu'il en prenne une autre.*

Le 5. Canon contient ce Decret, *si une femme a concerté avec d'autres hommes la mort de son mari, & que le mari tué en se défendant celui qui vient pour l'assassiner, & qu'il le puisse prouver; il peut repudier sa femme, & se marier à une autre s'il veut.* Le 9. permet à celui qui est forcé de quitter son pays pour aller demeurer en un autre, sans que sa femme l'y veuille suivre, il lui permet de se marier à une autre.

Dans le 6. il est permis à un homme libre qui auroit épousé une esclave la croyant de condition libre, il lui est permis d'en prendre une autre, si la première est remise en servitude, & qu'on ne la puisse racheter; le même pouvoir est donné à une femme libre, qui se seroit mariée à un esclave sans savoir qu'il le fût; à moins qu'il n'eût été contraint par la famine de se vendre, du consentement même de sa femme, & que le prix de la vente du marié eût servi à garantir la femme de la nécessité, & de la violence de la faim; hors cela cette femme peut repudier son mari, & en épouser un autre, si elle ne se peut contenir.

Ce dernier Canon du Synode de Verberie est repeté dans le 5. de celui de Compiègne, où nous lisons ces paroles, *si un homme libre a pris en mariage une femme qu'il croyoit libre, & qu'il a découvert en suite qu'elle ne l'étoit pas, qu'il la repudie s'il veut, & qu'il en prenne une autre.*

Le 4. du même Concile de Compiègne fait cette Ordonnance, *si un homme a marié la fille de sa femme, étant de condition libre, à un homme libre, ou à un esclave, ou à un Ecclesiastique, & qu'il l'ait mariée contre son gré, & contre le gré de sa mere & de ses parens, si elle ne le veut pas pour mari, & qu'elle le laisse, ses parens lui en peuvent donner un autre, ou si elle même en a pris un autre, après avoir quitté le premier, qu'on ne les sépare point.*

Dans le 13. nous lisons ceci, *si quelqu'un a laissé sa femme, & qu'en considération de la piété & de la Religion, il lui ait donné pouvoir d'entrer dans un Monastère, ou que pour l'amour de Dieu, il lui ait permis de prendre le Voile hors du Monastère, que cet homme prenne une femme légitime, & que la femme en use de même en une occasion semblable.*

Le 16. est compris en ces paroles: *Si un homme lépreux a une femme saine & nette, & si lui veut permettre de se marier à un autre, que la femme en prenne un autre si elle veut, & que le mari fasse le semblable.* Le Pape Etienne II. avoit prescrit à peu près la même chose trois ans auparavant, d'où l'on peut inférer que selon toutes les apparences il n'auroit pas fait difficulté d'approuver le second mariage de ceux que l'adultère auroient séparé. Quoi

T.2. Conc.
Gall. p. 3.

Ubi supra
p. 42. 43.
44.

16. Can. 2.
2.

Quoi qu'il en soit, je pourrois produire plusieurs autres témoignages pour l'établissement du fait que j'examine, si je ne craignois d'être trop long; je finirai donc cét examen par deux remarques; la première regarde les Ecrivains Ecclésiastiques, qui enseignent qu'il est permis de se séparer pour cause d'adultère, comme Tertullien qui s'en explique ainsi, *Si Deus defendit sub conditione de repudier sa femme, il ne l'a pas absolument défendu, & ce qu'il n'a pas absolument défendu, il l'a permis.* Lactance dit, *que celui là est un adultère qui délaisse sa femme, pour en épouser une autre, s'il la délaisse pour autre sujet que pour le crime de paillardise.* La Loi, dit S. Grégoire de Naziance, *donne la lettre de divorce pour toutes sortes de causes: mais quant à Jesus-Christ il ne la donne pas pour toute sorte de sujet, mais il permet seulement de se séparer de la femme impudique & adultère:* Cette séparation, si nous suivons l'explication du Père Sirmond sur la Lettre 49. d'Avite, emporte le pouvoir de se marier à une autre, à quoi revient encore ce que Théophylacte écrit sur le Chap. 5. de S. Mathieu, *que celui qui repudie sa femme pour une juste cause, c'est-à-dire, pour cause de paillardise, n'est sujet à aucune condamnation:* je dis la même chose de tous ceux qui se sont expliqués à peu près de la même manière, comme saint Basile dans sa première Epître Canonique à Amphilochius can. 9. & quelques autres.

Dans ma seconde remarque je produis les témoignages de deux célèbres Docteurs de l'Eglise Grèque, qui témoignent que le mariage est entièrement dissout par l'adultère, & que le lien en est tout à fait rompu; le premier est S. Chrysostome qui dans ses Homélies sur le chap. 7. de la 1. Epître aux Corinthiens enseigne positivement, *que le mari qui chasse une femme adultère n'est pas coupable;* & si vous lui en demandez la raison, il vous dira que c'est *parce que le mariage est déjà dissout, & qu'après la fornication le mari n'est plus mari.*

L'autre témoin est Théodore, qui traitant cette matière dans sa Thérapeutique ou manière de guerir les affections des Grecs, fait cette reflexion digne de lui: *L'auteur de la nature en créant la nature humaine fit au commencement un seul homme & une seule femme, & défendit de dissoudre le mariage, n'ayant permis de le dissoudre que pour une seule cause, qui en rompt véritablement le lien.* Et après avoir allegué les paroles de l'Evangile où Jesus-Christ permet de se séparer pour cause d'adultère, & de se remarier, il ajoute, *par ces paroles Jesus Christ ordonne d'endurer tous les autres défauts de la femme, le babil, l'hyrognerie, la médisance: mais si elle viole les Loix du mariage, il commande alors d'en dissoudre & d'en dénouer le lien.* On ne peut rien souhaiter de plus positif ni de plus formel pour l'éclaircissement du sujet que je traite. C'est pourquoy, je finis en remarquant que la déposition de S. Chrysostome & de Théodore ne favorise pas moins l'Article de notre Discipline, que les témoignages que j'ai raportez au commencement, tant des Ecrivains Ecclésiastiques que des Conciles, par tous lesquels j'ai fait voir clairement, qu'on étoit persuadé dans l'ancienne Eglise, comme on l'est encore aujourd'hui parmi les Grecs & parmi les Protestans, que Jesus Christ permet aux Chrétiens de se séparer de leurs femmes pour cause d'adultère, & de se marier à d'autres.

XXX.

S'il arrive qu'après les promesses faites, & avant l'accomplissement du Mariage, la fiancée se trouve avoir paillardé, avant lesdites promesses ou après, & que cela eût été inconnu à celui qui lui avoit promis Mariage, après sentence définitive, le Consistoire pourra procéder à un nouveau Mariage : la fiancée aura la même liberté, s'il se trouve que le fiancé ait paillardé avant lesdites promesses.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est encore du Synode d'Orleans 1562. comme il paroît par ce qui en est rapporté sur l'article précédent.

Ces dernières paroles, la fiancée aura, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de Nismes 1572.

Au Synode de Lion 1563. Un jeune homme fait promesse de Mariage à une fille, & proteste devant les parens, & à plusieurs fois, qu'il ne la prendroit pas en mariage, si elle n'étoit pas Vierge, eux l'assurant toujours qu'elle l'étoit; & elle le maintenant aussi; il demande s'il est quitte de sa promesse, parce qu'il dit qu'il a été trompé. On répond que pourveu qu'il apparaisse de la paillardise, & qu'il ne l'ait pas sûe auparavant, on est d'avis qu'il est libre.

CONFORMITÉ.

Ann. 879. Il y a dans le 3. Tome des Conciles de France une Lettre du Pape Jean VIII. à Walenus Evêque de Mets par laquelle il lui fait connoître qu'il a tort de vouloir contre l'autorité des Canons contraindre un homme à épouser sa fiancée, quoi qu'elle se trouve enceinte des œuvres d'un autre avant la consommation du mariage.

XXXI.

Les femmes dont les maris s'en seront allez, & auront été longtemps absens pour marchandise, ou pour d'autres causes, se pourvoiront pardevant le Magistrat, si elles demandent d'être remariées.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vertueil 1567.

Le Synode de Ste Foi 1578. Est d'avis, que d'autant que le Mariage est une alliance mixte, les parties s'adressent au Magistrat, selon la sentence duquel le Consistoire se gouvernera. Cela fut arrêté audit Synode, au sujet d'une question considerable; Une fille ayant fiancé un homme par des paroles de present, & avec les solemnitez requises, lequel homme auroit commis un crime depuis,

depuis, au sujet duquel il auroit été condamné aux Galeres à perpétuité, desquelles étant échappé, il demandoit & sommoit sa fiancée de l'épouser suivant sa promesse, & sa fiancée refusant de le faire, demandoit d'être libérée de sa promesse. On demande si elle peut être libérée; à quoi le Synode répond ce que dessus.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il est dit, que les femmes de ceux qui sont absens pour crime, ne peuvent contracter Mariage en bonne conscience avec d'autres, tant que leurs maris seront vivans.

On peut fort bien rapporter en cet endroit toutes les décisions des Synodes Nationaux, sur la dissolution des Mariages, au sujet de quelques maladies incurables, comme l'adverberie, &c.

Au Synode de Paris 1559. Il est dit, que la femme qui ne veut pas, ou qui diffère se joindre avec son mari infecté de maladie contagieuse, ne sera pourtant pas rejetée de la Cene. Toutefois elle sera exhortée de faire au reste tout le devoir d'une femme envers son mari. Il sera aussi remontré au mari à quel danger il exposerait sa femme.

Au Synode de Poitiers 1560. Un homme fait promesse de Mariage à une fille, & puis, pour quelque dépit des parens de ladite fille; il s'absente pour trois ans entiers du pays, proferant ces paroles, vous ne m'en verrez de trois ans. Etant retourné, au bout de trois ans, il la trouve mariée. On demande s'il est tenu de faire instance pour la r'avoir, ou s'il se peut marier à une autre sans la demander. Resp. S'il paroît au Consistoire qu'elle se soit mariée légèrement, sans avoir une juste & suffisante occasion de penser que son mari fût mort, veu qu'en cela elle lui a faussé la foi qu'elle lui avoit promise, en se mariant à un autre, il n'est pas tenu de la redemander, mais il suffira qu'il demande au Magistrat qu'il le déclare libre : mais, si par un faux rapport elle a eu occasion de penser qu'il fût mort, veu qu'elle n'a pas eu la volonté de paillarder, ni de rompre sa foi, il la doit demander, & faire instance pour la r'avoir.

Au Synode de Lion 1563. Les freres sont d'avis que le second mariage contracté par un homme, qui auroit laissé la premiere femme à cause de la laderie, est nul, & par consequent, qu'il ne peut être reçu à la Cene, sans se separer de la seconde femme, & sans reparer le scandale.

Au même Synode, une fille refusant d'épouser celui auquel elle avoit été fiancée, alleguant que ses parens l'avoient contrainte, & que sa partie avoit l'haleine infectée, le Synode déclare le Mariage indissoluble.

Au Synode de Versuail 1567. Il est dit, que quand un homme sera infecté de lepre, si sa femme consent de cohabiter avec lui, elle le pourra faire, demeurant aussi sequestrée : que si elle n'y consent pas, on est d'avis qu'on ne la peut contraindre, attendu l'interet de la republique, pourveu qu'elle s'acquie des autres devoirs envers son mari.

Au Synode de Vitry 1583. Sur la question, savoir, s'il est permis à un homme dont la femme est devenue ladre, de se remarier à une autre, la Compagnie a été d'avis, que, suivant la sentence de Jesus-Christ, il n'est pas permis de se remarier à une autre femme du vivant de la premiere, si ce n'est pour la cause d'adultere : & que celui qui demande à se marier ne le peut

faire, c'est pourquoi il doit être exhorté à prier Dieu, & se contenir du vivant de la femme, à laquelle il donnera toute l'assistance qu'il pourra.

Au Synode de la Rochelle 1607. La Compagnie, suivant les avis des Synodes précédens, de Lion, & de Vitté; déclare nuls les Mariages de ceux qui ont contracté avec d'autres, leurs parties vivantes, combien qu'elles soient sequestrées pour la cause de ladrerie.

CONFORMITE.

Can. 31. Saint Basile dans sa 2. Epître Canonique met au rang des femmes adultères celles qui se remarient avant que d'être assurées de la mort de leurs maris absens, en telle sorte néanmoins qu'il veut qu'on traite un peu plus favorablement les femmes de ceux qui portent les armes, parce qu'une longue absence fait plus fortement presumer qu'ils sont morts, que les autres qui s'absentent pour quelque autre sujet.

Ep. 79. c. Le Pape Leon I. écrivant à Nicetas Evêque d'Aquilée touchant les femmes qui se sont remariées après une longue absence de leurs maris qui avoient été emmenés captifs, il ordonne qu'à leur retour il leur soit permis de reprendre leurs femmes, qui pour cet effet se devoient séparer des seconds: c'étoit aussi le sentiment d'Innocent I. Epist. 9.

Can. 113. Théodore Archevêque de Cantorberi, que j'ai cité sur l'Article 29. permet à un Laïque dont la femme s'est absentée, d'en épouser une autre au bout de sept ans avec le consentement de l'Evêque, & dans un an si elle a été emmenée par force en captivité.

T. 5. Conc. Le Canon 83. du 6. Concile universel suit en partie la Discipline de S. Basile, & en partie celle de Léon premier.

Le 9. de celui de Verbérie, dont j'ai fait mention plusieurs fois, permet à un homme qui est contraint de changer de pays, & que sa femme ne veut pas suivre, il lui permet d'en prendre une autre, s'il ne se peut contenir, Tom 2. Concil. Gall. pag. 3.

Photius dans le titre 13. Can. 3. de son Nomocanon declare le tems & la manière que la femme du mari absent doit suivre avant que de se remarier.

Litt. grec. 5. Le Moine Blaslares marche sur les traces de Photius, & quand l'absence du mari ou de la femme est causée par la captivité, il prétend que si pendant cinq ans on n'en reçoit point de nouvelles, le mariage est dissout.

XXXII.

Quant aux femmes des Prêtres & des Moines, qui se revoltent & retournent à l'idolatrie, chantant Messe ou n'entrant dans les Cloîtres, d'où ils étoient sortis auparavant, elles sont averties de n'habiter avec leurs dits maris pendant leur Apostasie, pour ne charger le Mariage de blâme & d'opprobre, & elles ne pourront se marier à d'autres, que le premier Mariage ne soit annullé par le Magistrat.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1571. sur un renvoi du Synode de Vertueil précédent, & le Synode, dans ce règlement, déclare, qu'il semble que par la providence de Dieu, les femmes en cet état sint vocatz ad coelibatum.

Le Synode de Figeac 1579. déclare aussi qu'une femme mariée avec un homme qui aura été Prêtre ou Moine, lequel retourne après en sa première profession, ne se pourra remarier que son premier mariage ne soit dissolt, de laquelle dissolution le jugement apartiendra au Magistrat.

Ces mots de l'article, chantant Messe, ou rentrant dans leurs Cloîtres, sont du Synode de Tonneins, à la requisition des Députés de l'Isle de France, & pour ôter toute ambiguïté, ainsi que le déclare ledit Synode.

On peut rapporter à cet article ce qui fut décidé au Synode de Poitiers 1560. sur la question, si la femme qui est tenuë d'un Prêtre pour concubine, bien qu'elle proteste que ce soit son mari, & que le Prêtre lui déclare en secret qu'il l'a tient pour sa femme, le niant toutefois en présence de témoins, doit être retranchée de l'Eglise: Elle doit faire toute diligence de sommer le Prêtre, à ce que le Mariage soit accompli, & benit dans l'Eglise. Et, au cas que le Prêtre le refuse, elle se doit separer de lui: afin qu'elle soit receuë dans l'Eglise, après qu'on aura connu sa repentance.

C O N F O R M I T E.

On peut rapporter sur-cet Article le Canon 44. de la 2. Epître Canonique de S. Basile avec les interprétations de Balsamon & de Zonaras, le Canon 13. du 1. Concile d'Orléans de l'an 511. le 3. de celui de Verberie assemblé l'an 752. car dans tous ces lieux là, on ordonne quelque chose qui approche fort du règlement de nôtre Discipline.

*T. 1. Conc.
Gall. p.
150. & 1.
2. p. 2.*

CHAPITRE QUATORZIÈME.

Des Réglemens, ou avertissemens particuliers.

ARTICLE PREMIER.

Aucun ne sera receu à la Communion de l'Eglise, qu'il n'ait préalablement renoncé publiquement à toutes les idolatries & à toutes les superstitions de l'Eglise Romaine, particulièrement à la Messe.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Gergeau 1601.

V v 2

Cc

Ce mot, publiquement, est du Synode de Gap 1603.

Au Synode de Saumur 1596. Sur la proposition de la Province de Gascogne, savoir si dans les receptions de ceux qui font profession publique de se ranger à l'Eglise, on doit specifier le renoncement à la Messe: il a été avisé que cela est entierement necessaire.

Au Synode de Montauban 1594. Sur la proposition faite par les Députés de Berri & d'Orléans. Le Synode a jugé que les Eglises auront à dénoncer à ceux qui en secret font de la Religion Réformée, & qui toutefois n'en font pas profession ouverte, qu'ils doivent être tenus au rang des infidèles, jusqu'à ce qu'ils aient renoncé à l'idolatrie.

Au même Synode. Sur la proposition faite par les Députés de Xaintonge, il a été arrêté, que désormais, dans toutes les Eglises, on fera registre, tant de ceux qui sont reçus dans l'Eglise, lesquels seront tenus de signer l'acte de leur reception, s'ils savent écrire, tant que faire se pourra, que de ceux qui viendront à mourir.

On peut rapporter ici ce qui a été arrêté au Synode de Charenton 1631. au sujet de ceux de la Confession d'Ausbourg, en ces mots. Sur la demande faite par la Province de Bourgogne, si les Fidèles suivans la Confession d'Ausbourg, pourront être reçus à contracter Mariages & à presenter des enfans au Baptême dans nos Eglises, sans abjuration précédente des opinions qu'ils tiennent contraires à la crénce desdites Eglises: Le Synode déclare, qu'attendu que les Eglises de la Confession d'Ausbourg conviennent avec les autres Eglises Réformées dans les principes, & dans les points fondamentaux de la vraie Religion, & qu'il n'y a dans leur culte ni idolatrie ni superstition; les Fidèles de ladite Confession, qui se rangent aux Assemblées publiques des Eglises Réformées de ce Royaume, & desirant leur communion, avec un esprit de charité & de paix, pourront, sans faire abjuration, être reçus à la sainte Cene, contracter Mariage avec les Fidèles de notre Confession, & presenter des enfans au Baptême en qualité de Pareins, promettant au Consistoire qu'ils ne les solliciteront jamais à contrevenir, soit directement, soit indirectement, à la doctrine qui est crüe & professée dans nos Eglises: mais se contenteront de les instruire dans les choses dont nous convenons tous.

On peut aussi rapporter à cet article ce qui a été résolu au Synode de Vitré 1583. Ceux qui auront commis des vols, des meurtres, ou quelque autre crime signalé, punissable par le Magistrat, ne seront point reçus dans l'Eglise, laquelle pourroit encourir le blâme de leur avoir servi de retraite. *Tant les Synodes ont eu à cœur de garantir l'Eglise de tous scandales, & d'exclure les personnes scandaleuses.*

Voyez outre cela, ce qui est observé sur l'article 4. du Chapitre 4. touchant la reception des Moines dans l'Eglise.

C O N F O R M I T É .

L'Eglise a observé de tous tems de ne recevoir personne à sa Communion, que premièrement on n'ait rendu raison de sa foi, & qu'on n'ait renoncé à toutes les erreurs dont on faisoit auparavant profession, & à tous les faux cultes

tes qu'on pratiquoit: je pourrois établir cette vérité par un grand nombre de Canons: mais je me contenterai d'en produire quelques uns, la chose parlant d'elle même: Le Canon 6. du Concile de Laodicée est exprès là dessus. *Il ne faut pas permettre aux Hérétiques d'entrer dans la maison de Dieu, s'ils persévèrent dans leur Hérésie.* Le 7. n'est pas moins formel. *Il ne faut pas recevoir ceux d'entre les Novatians, Photiniens, ou Quartodécimans, ni ceux qu'on nomme parmi eux fidèles, qu'au préalable ils n'ayent anathématisé toute Hérésie; principalement celle en laquelle ils étoient retenus.* On peut appliquer à ce même sujet les Canons 37. & 38. du même Synode; environ quarante ans auparavant, le grand Concile de Nicée avoit ordonné dans le Canon 8. touchant les Cathares, que quand ils reviendroient à la communion de l'Eglise, ils seroient obligés de déclarer par écrit qu'ils embrassoient tous les Dogmes de l'Eglise Catholique & Apostolique, & qu'ils renonçoient par conséquent à toutes les erreurs qui leur étoient contraires, & dont ils avoient été infectés; & parce que toutes les erreurs ne sont pas également dangereuses, le 2. Concile Oecuménique, convoqué à Constantinople l'an 381. de notre Seigneur, prescrit dans le 7. Canon la manière de recevoir ceux qui se convertissent à l'Eglise; & cette manière est différente selon la diversité des erreurs de ceux qui se convertissent; mais après tout la moindre chose qu'on exige d'eux, c'est d'Anathématiser par écrit toute Hérésie qui ne s'accorde pas avec les Dogmes de la sainte Eglise Catholique & Apostolique.

II.

Il n'est point permis à l'homme Fidèle, de se mêler d'aucune chose où il y ait de l'idolatrie conjointe, comme de ce qu'on nomme le Baïse-main, ou le dedans de l'Eglise: faire des Messes, Vigiles, & nourrir les Moines, qui ne sont ordonnez que pour servir à cela: mais de tenir Priorez, censés, rentes, Chapelanies, & dixmes, pour en rendre le revenu aux Ecclesiastiques, entant qu'ils en sont Seigneurs temporels, c'est chose indifférente, & en la liberté de ceux qui le voudront faire: Néanmoins, les Fidèles sont avertis de ne se mêler de telles choses, s'il s'y trouve des abus, & s'il y a apparence de quelque conséquence mauvaise, dequoi les Consistoires & les Colloques jugeront prudemment.

OBSERVATIONS.

Ces paroles, & nourrir les Moines, sont du Synode de Nîmes 1572.

Au Synode de Paris 1559. Sur la proposition faite touchant ceux qui accompagnent leurs Maîtres dans les Temples Papistes, encore qu'ils ne s'échiffent point le genouïl, néanmoins, à cause des scandales qui en peuvent arriver aux infirmes, ils sont à reprendre. Quant aux exemples qu'ils amènent ordinairement de Naaman & du Duc de Saxe, lors qu'ils donneront témoignage

public, à l'exemple de ceux-là, de ne se vouloir polluer, ni consentir aux idolatries qui se commettent dans les Temples où ils hantent, ils seront supportez.

Au même Synode de Paris, sur la question faite par le Ministre de S. Jean d'Angeli, s'il étoit permis à un homme de prendre à ferme les revenus Ecclesiastiques des Curez, & des Moines; il est répondu, qu'il n'est pas permis à un homme Fidèle de se mêler d'une chose où il y ait de l'Idolatrie, comme de ce qu'on appelle la Patene, ou le dedans de l'Eglise, & de faire dire des Messes, Vigiles, & nourrir les Moines qui ne sont ordonnez qu'à servir à cela: mais de tenir Prieurez, censés, ou Chastellenies pour en rendre le revenu aux Ecclesiastiques, entant qu'ils en sont Seigneurs temporels, le Synode laisse cela à la liberté de ceux qui le voudront faire.

Au Synode de Vertueil 1567. Il est dit que l'article du I. Synode de Paris, qui est celui qui precede, touchant les Fermiers des biens Ecclesiastiques, demeurera en son entier. Et pour son éclaircissement, la Compagnie y comprend toutes sortes de fermes dans lesquelles, en quelque sorte que ce soit, l'Idolatrie est entretenue. Et parce qu'on aperçoit, que quelques-uns, pour éviter les censures, se servent de quelques moyens & subtilitez, en prenant lesdites fermes: le Synode déclare que ce sera à la prudence des Consistoires de juger des abus qui y pourroient être commis.

Le Synode de Ste Foi 1578. déclare, qu'encore que de tenir le temporel des benefices à ferme soit une chose indifferente, toutefois les Fidèles seront avertis de ne se mêler pas beaucoup de telles trafiques, à cause de la mauvaise & dangereuse conséquence, dequoi les Consistoires & les Colloques jugeront prudemment. Ce qui est la fin de l'article present.

Le Synode de Figeac survant 1579. confirme le règlement précédent, ajoutant seulement ces mots, néanmoins lesdits inconveniens cessans, il ne peut être défendu à ceux de la Religion, de prendre de telles fermes, & de cela les Consistoires connoistront.

Au même Synode, il est dit, qu'il sera déclaré à ceux de la Religion, qui jouissent des Dîmes, qu'ils aient à les employer à de bons usages, comme à l'entretienement du Ministre, à la subvention & aux necessitez des pauvres, à l'instruction des Ecoliers, comme pepinieres de l'Eglise, & nullement à leur profit particulier: sur peine d'être censurez, jusqu'à la suspension de la Cene.

Cela est conforme en quelque sorte à ce qui avoit été arrêté dès le Synode de Lion 1563. sçavoir, que ceux qui tiendront quelques biens Ecclesiastiques, sans se polluer en aucune idolatrie, & se mettent en devoir d'en extirper toute superstition, pour le moins qu'elle ne s'y commette de leur consentement & aveu, faisant protestation par même moyen de renoncer à tout droit qu'ils pourroient avoir du Pape, pourvu aussi que ces biens là fussent notoirement employez à de bons & legitimes usages, tandis que le Roi leur permettra d'en jouir avec liberté de conscience, ils ne seront point rejettez de la Cene.

Au Synode de la Rochelle 1581. Il est porté, que quant aux patronages & beneficiers & Fermiers de benefice, les choses demeureront selon les anciens reglemens de la Discipline, cependant chacun rapportera, en sa Province, les difficultez qu'on a faites & proposées sur telles matières, pour en venir prêtes

au Synode National. Et quant à ce qu'ont requis ceux du Languedoc, de Gascogne, & de Perigord, qu'il leur soit permis pour le bien de leurs Eglises de censurer tels Fermiers, la chose est remise à la prudence des Synodes Provinciaux.

Mais parce que quelque Province abusoit en quelque sorte de cette Concession, obligeant lesdits Fermiers à donner à l'Eglise quelque somme de deniers. Le Synode de Vitré 1583. A jugé que désormais cette façon de faire, avec telle rigueur, ne sera plus usitée : mais bien que lesdits Fermiers seront exhortez selon leur devoir de contribuer quelque notable partie de leur gain, pour subvenir aux Ecclesiastiques, auxquels ce revenu est particulièrement affecté.

Au Synode de Montauban 1594. Sur la proposition faite par les Deputez de Gascogne, s'il est permis de prendre à nouveau sief le fonds, & le domaine des Ecclesiastiques Romains, à la charge de porter la rente au Couvent & autres domiciles desdits Ecclesiastiques, il a été avisé qu'il n'y a point d'inconvenient, pourveu que ce ne soit point de choses qui servent à l'idolatrie, comme de porter de l'encens, de la cire pour faire des cierges, & d'autres choses semblables.

Au même Synode il est dit, qu'on ne changera rien à cet article, mais seulement qu'on obvierra aux abus qui s'y commettent. Ce qui est confirmé au Synode de Saumur 1596.

Le même Synode de Montauban dit, que l'article deuxième du Chapitre 14. de la Discipline demeurera en son entier touchant les patronages. Ceux qui sont patrons laïcs, pourront néanmoins protester de leurs droits & émolumens, pour la conservation de ces droits, se fondans sur ce que ladite collation est contraire à la Religion, contre laquelle ils ne sont tenus de faire aucune chose, ainsi que portent les Edicts de pacification.

Au Synode de Montpellier 1598. Sur la question s'il est permis d'acquérir des terres aux conditions d'entretenir le service, qu'on appelle divin en la Papauté: La Compagnie est d'avis qu'il faut mettre difference entre ceux qui acquièrent aux conditions de payer tels ou tels droits à un Evêque, Abbé, ou Curé, &c. Et ceux qui stipulent en termes exprès de faire dire la Messe. Que ceux là ne sont pas censurables; mais qu'on doit déclarer à ceux-ci; qu'ils ne peuvent en bonne conscience ni acquérir ni posséder de telles terres.

Au Synode de Gergeau 1601. conformément aux reglemens cy-dessus, il est dit, que la Compagnie faisant droit sur l'appel interjeté du jugement d'un Synode Provincial, est d'avis que les Fermiers des Ecclesiastiques qui ne se mêlent en aucune Idolatrie, ne doivent pas être exclus de la Ste. Cene, & censure ledit Synode pour avoir en cela excédé la Discipline.

On peut encore rapporter à cet article les reglemens cy-dessous, au sujet de ceux qui ont quelque part à toute superstition.

Au Synode de Saumur 1596. Sur la proposition du Député de Gascogne; si un Magistrat ou Juge de la Religion peut déferer le serment aux Papistes sur le Crucifix, les reliques, les autels, les custodes & autres choses appartenantes à l'idolatrie, eux le requerant: La Compagnie a avisé que le Juge fidèle ne doit déferer aucun tel serment, mais exhorter les parties de jurer par le vrai Dieu; Que si les parties ne le veulent, & insistent à jurer autrement, pour-

pourveu qu'ils se contiennent dans les ordonnances du Roi, le Juge fidèle les peut recevoir.

Au Synode de Gap 1603. Sur la question, s'il est permis de prêter serment au Magistrat, en mettant la main sur la Bible: La Compagnie jugeant qu'une telle Ceremonie est de dangereuse conséquence, elle déclare qu'on n'en doit point user, mais se contenter de lever la main.

*Au Synode de Charenton 1631. La Compagnie a approuvé la Sentence renduë par le Synode de Xaintonge: qui a jugé que les Fidèles ne doivent point demander que les parties de contraire Religion jurent sur le *Te igitur*, ou sur la Croix.*

Au même Synode. Sur ce qui a été représenté, qu'en plusieurs lieux le Magistrat ayant commandé à ceux de la Religion, de tendre devant leurs maisons le jour de la fête appelée du Sacrement ou du Sacre; & que plusieurs, par une infirmité déplorable, se sont tant oubliés que d'exécuter une Ordonnance qui engage leur conscience à déferer à la créature l'honneur qui est dû au Createur: La Compagnie ne pouvant assez témoigner la juste douleur qu'elle reçoit d'une lâcheté si inexcusable, interpelle les consciences de ceux qui sont tombés en des fautes si repugnantes à la vraie piété, par la frayeur du Dieu vivant; par le zèle de sa gloire, par les entrailles de la miséricorde du Fils de sa dilection, & par les soins que tous les Fidèles doivent avoir de leur salut: les exhortans de reprendre leur zèle, se rendre fidèles imitateurs de la foi & constance de leurs Peres, & témoigner par leur persévérance au bien, la sincérité de leur repentance & de l'affection au service de Dieu. Elle enjoint de plus aux Consistoires des lieux, où de tels scandales sont arrivés, de reprimer, avec une sainte vigueur, ceux qui en donnent l'exemple: & aux Synodes, de procéder par toutes censures Ecclesiastiques, jusqu'à la suspension & à la déposition des Pasteurs & des Anciens, qui par leur connivence ou dissimulation favorisent ou pourroient favoriser ci-après les délinquans.

Au Synode de Charenton 1644. Il est porté, que parce que l'adoration qui est renduë par l'Eglise Romaine à l'Hostie, qu'elle prétend consacrée, tant en son service public, que lors qu'elle la fait porter en Procession & aux malades, a pour fondement unique cette fausse presuppotion, que par la consecration elle est faite proprement le même corps qui a été pris au ventre de la sainte Vierge par le Fils Eternel de Dieu, & joint à sa Personne Divine, à laquelle appartient, tant devant qu'après son Incarnation, l'Empire, la gloire, & l'adoration proprement, & non à son humanité separement; Que l'Eglise Romaine ne rend ni n'exige pour l'Hostie consacrée que l'adoration de latrerie, & que ceux de la Religion par cela même qu'ils suivent une autre croyance, touchant la substance de cette même Hostie, qu'ils tiennent être depuis sa consecration la même matiere insensible & inanimée qu'elle étoit auparavant, ne peuvent, suivant le sentiment de leur conscience, & le principe fondamental du Christianisme, attribuer l'adoration souveraine à une chose qui de nature n'est pas Dieu, ni transférer la gloire du Dieu Eternel à une des créatures du plus bas degré. Le Synode les adjure tous par la profession qu'ils font, de servir le Seigneur purement, & par le prejudice irréparable qu'ils causent d'une

d'une part à la vérité qu'ils combattent inconsidérément, & de l'autre à leur propre conscience qu'ils trahissent honteusement, & à celle tant de leurs Concitoyens de la Communion Romaine, qu'ils confirment en leurs superstitions, que des infirmes d'entre les nôtres, qu'ils induisent en erreur par l'exemple d'une prevarication très-indigne du nom qu'ils portent, de revenir à eux mêmes, & de genir devant la face du grand Dieu & Sauveur Jesus-Christ, duquel ils profanent la gloire, autant qu'en eux est : Et ordonne que lors que l'Hoslie sera portée par ceux de l'Eglise Romaine, chacun se retire le plus promptement qu'il lui sera possible, pour ne donner aucun scandale à leurs prochains. Et quant à ceux qui ne se voulans retirer se paissent de cette imagination frivole, qu'ils peuvent sans porter, comme font les Membres de l'Eglise Romaine, leurs pensées à l'adoration de l'Hoslie, qu'elle sert de même culte que la Divinité, se conformer à sa coutume par une complaisance servile, en tirant le chapeau lors que ladite Hoslie passe, sinon à cause d'elle même comme leur complaisance requeroit, au moins en l'honneur du Curé ou du Vicairé qui la porte, & de ceux qui l'accompagnent, veu qu'ils ne respondent en cela, ni à l'intention de ceux qu'ils pensent gratifier, tant qu'ils entreprennent de substituer une salutation au culte Religieux que l'Eglise Romaine ordonne, & qu'ils l'attribuent à un autre objet que celui qu'elle propose : s'arrestant, contre les maximes de la civilité receüe entre tous les hommes, à honorer, non comme pretend l'Eglise Romaine, le Seigneur de gloire, mais en sa presence, & comme à son mépris, le Ministre qui se dit appelé pour le servir, & cela même dans l'acte propre du service qu'il pretend lui rendre; ni au devoir de la sincerité Chrétienne, qui requiert que nos faits soient de véritables expressions de nos desseins, & non des feintes trompeuses de ce qui non seulement n'est pas dans nôtre intention, mais y est formellement contraire, pour abuser malignement ceux qui nous voyent & observent; ni enfin l'exemple des anciens Chrétiens, qui ne pouvant nullement souffrir de tels déguisemens, mais les tenans pour sacrileges & impietez, ont mieux aimé s'exposer à la mort, que se departir tant soit peu de la fidelité jurée à Dieu dans leur Baptême. Le Synode ordonne qu'il leur sera soigneusement remontré qu'ils ne peuvent continuer en cette hypocrisie, de quel pretexte qu'ils la colorent, sans derision & moquerie ouverte de Dieu & des hommes, sans scandale de leurs freres, & sans blessure mortelle de leur conscience : Et en cas qu'ils s'obstinent en leurs mauvaises résolutions, enjoint à tous les Consistoires de les poursuivre par toutes censures Ecclesiastiques, comme indignes de la Communion des Fideles, après avoir fait par tout où besoin sera lecture publique du present acte, afin que nul n'en pretende cause d'ignorance.

Au Synode de Saint Maixant 1609. sur la question des Députés de la Basse Guienne. La Compagnie a jugé qu'en bonne conscience un Fidèle peut recevoir la subvention octroyée par sa Majesté aux pauvres qui ont été incommodés portant les armes pour son service, & ne seront exclus de ce Saint Sacrement non-obstant la croix qu'ils portent sur le manteau, non pour marque de superstition, mais pour signe de leur condition. Seront toutefois exhortés d'avoir égard lors qu'ils se trouvent aux saintes Assemblées, de fuir tout scandale.

CONFORMITE.

Il ne faut que lire ce que j'ai écrit sur l'article 19. du Chap. V. qui est celui des Confistoires, pour voir de quelle manière on traitoit dans la primitive Eglise ceux qui étoient tachez d'idolatrie; j'ajouterais seulement ici deux choses, la première que les Anciens Pères nommoient l'idolatrie *crimen principale, summum scelus, principale crimen generis humani, summus saculi reatus, tota causa iudicii*; & par ces expressions ils ont voulu faire voir combien les Chrétiens doivent avoir en horreur l'idolatrie, puis qu'elle rompt toute sorte de communion avec Dieu. La seconde, que le Concile de Laodicée après avoir déclaré dans le Canon 35. qu'il ne faut pas que les Chrétiens laissent l'Eglise de Dieu, pour aller après les Anges & les invoquer, il fait cette menace, *si on trouve quelqu'un servant à cette idolatrie occulte, qu'il soit anathème, parce qu'il a laissé notre Seigneur Jesus-Christ le Fils de Dieu, & s'est tourné vers l'idolatrie.* Le Lecteur remarquera s'il lui plaît que les Pères de Laodicée prétendent qu'on abandonne Jesus-Christ, & qu'on se retire de lui, dès le moment qu'on fait quelque démarche vers l'idolatrie: & il ne serviroit de rien de dire qu'on croit souvent qu'il y a de l'idolatrie où il n'y en a pas, parce que dès lors qu'un homme est persuadé qu'il y en a, il ne doit pas s'en mêler, ni près ni loin, quand même il se tromperoit en son jugement: car il trahiroit les sentimens de sa conscience, & feroit brèche à son salut, puis qu'en matière de Religion tout ce qui se fait sans foi est péché, à ce que dit S. Paul.

III.

Ceux qui par des moyens illicites, comme par des Bulles du Pape, ou achat de deniers, tiendront les Benefices, & pareillement ceux qui entretiendront l'idolatrie, directement ou indirectement, sont déclarés indignes d'être receus à la Communion de la sainte Eglise. Quant aux Benefices desquels on pourroit quelqu'un par droit de Patronage, soit par provision du Seigneur Patron Laïc, soit par collation de l'Eveque, les Fidèles sont aussi avertis de n'en recevoir aucun qu'on leur veuille donner, sous condition tacite ou expresse de quelque service dédié à l'Idole.

OBSERVATIONS.

Le Commencement de cet article. jusqu'à ces mots, quant aux Benefices, &c. est du Synode de la Rochelle 1581. Mais le reste. depuis lesdites paroles, jusqu'à la fin, est du Synode de Figeac 1579.

Au Synode de Poitiers 1560. Sur la question s'il est permis à un Moine qui est sorti de son Monastere, de s'aider de la dispense du Pape, pour s'entrer dans les biens. Le Synode répond, que le Moine a mal fait d'obtenir telle dispense.

se, & seroit encore plus mal de s'en servir, pour jouir de ses biens si injustement.

Au même Synode de Poitiers. Sur la question, si les Curez & Beneficiers ranger à l'Eglise, peuvent prendre le-revenu de leurs benefices, entretenant le Ministère. *Resp. Non.*

Au même Synode. Un Curé ayant vendu sa Cure, & n'en ayant pas touché les deniers, ne pourra être reçu à la sainte Cene, qu'en protestant de ne point prendre ni recevoir lesdits deniers. Et pour la faute qu'il a commise d'avoir vendu sadite Cure, il fera reconnaissance devant le Consistoire.

Au Synode d'Orleans 1562. Il est dit, que les Fidèles ne pourront en bonne conscience obtenir aucuns benefices, ni partie de leur revenu, au cas que par ce moyen ils adherassent à aucune espece d'Idolatrie, ou la favorisassent en quelque façon que ce soit.

Au Synode de Lion 1563. Il est porté que les Gentilshommes, & autres qui tiennent des Benefices sous le nom de quelque Prêtre, où l'Idolatrie regne encore, seront serieusement exhortez de s'en abstenir dans quelque temps, & s'ils n'obeissent, ils seront enfin retranchez de la Cene.

Au même Synode. Sur la question, si un particulier pourroit en saine conscience prêter son nom à un autre, qui par ce moyen voudroit jouir des fruits d'un certain benefice, il a été avisé qu'il ne le peut faire.

Au même Synode, sur la demande que fait un particulier, qui ayant renoncé à ses Benefices, demande conseil de ce qu'il doit faire des titres, lettres, & autres enseignemens des terres, & autres revenus de son Benefice. Il a été avisé qu'il s'en déchargera par Justice, & selon l'ordonnance du Magistrat. Quant aux lettres de Collation il les rompra.

Au même. Ceux de Vivarets demandans si en bonne conscience on peut donner la Cene à une Abesse, qui auroit embrassé la Religion, & néanmoins retiendroit encore les revenus de son Abbaye, & ne les employeroit à leur droit usage. La réponse est, qu'on ne lui peut donner la Cene.

Au même Synode il fut proposé, sçavoir, si un Ministre qui a été auparavant Curé, & qui n'a point d'autre bien ni d'autre-revenu que celui qui appartient à la Cure, qui peut valoir environ 600. livres, lequel revenu il ne peut exiger qu'en contraignant par le Magistrat ceux qui doivent, & que le Magistrat ne les peut condamner, sinon qu'il agisse au nom de Curé: On demande s'il lui est permis de le faire. *Resp. Non.*

Au Synode de Paris 1565. Il a été dressé un acte fort ample sur cette matiere, dont le sommaire est, que, puisque ceux qui veulent approcher de la Table du Seigneur, se doivent soigneusement examiner; & qu'un des principaux fruits de cet examen est de connoître si on a bien renoncé à tout ce qui est contraire au service de Dieu, & que les Beneficiers, ainsi nommez, encores qu'ils aient quelque connoissance de la verité, retenant cette qualité, & jouissant aucunement des fruits de ce benefice, ne semblent pas s'acquiescer de ce devoir: sur la question s'ils doivent être admis à la Cene, la réponse est que ceux d'entr'eux, qui, en quittant leurs benefices, se reservent néanmoins quelques pensions sur eux, soit par provision de Rome, ou convention secrette avec ceux qui en sont investis par leur resignation ou autre moyen, ne seront reçus à la communion.

en ce que on ils reconnoissent encore l'autorité du Pape dans ses indults, ou ils assujettissent un autre aux mêmes superstitions & idolatries qu'ils font profession de fuir en leur particulier : & ainsi approuvent encore, entant qu'en eux est, le mal qu'ils ont fait, & auquel ils ont renoncé. Semblablement, & en plus forts termes encore, sont condamnez ceux qui se servent du nom emprunté de quelqu'un qui est dans leur dépendance pour jour de tout, ou d'une partie du revenu des benefices, ou en trafiquent, & disposent à leur plaisir; veu que c'est un déguisemens honteux de la vérité & une fausse couverture du mal. Que quant à ceux qui avec la jouissance des fruits des benefices en retiennent le nom & le titre, s'abstenant cependant des superstitions qui y sont jointes, en usant bien dudit revenu, ils sont plus excusables. Et néanmoins il seroit plus à désirer qu'ils s'en dépouillassent absolument : & ils seront soigneusement exhortez de renoncer entièrement à tout ce qui peut être dans quelque dépendance de l'autorité du Pape, & de mettre peine, ansant qu'il se pourra, à ce que toute superstition & idolatrie soit bannie des lieux, des maisons, & des benefices qui dépendent d'eux, pour y établir le pur service de Dieu par le S. Ministère, & n'autoriser directement ou indirectement, par eux ou par d'autres, quoi que ce soit, qui soit contraire à la pureté de l'Evangile. Et que quant au revenu desdits benefices, ils l'employent aux saints usages auxquels il a été premierement destiné, comme sont la subvention des pauvres, l'entretien du service de Dieu, l'Erection des Colleges & Ecoles, pour l'instruction de la jeunesse, & l'assistance de quelques pauvres Escoliers, pour fournir par leur moyen les Eglises de Ministres, employant du moins le tiers desdits revenus à ces usages pieux, selon les anciennes coutumes; sous lesquelles conditions ils pourront être admis à la Sainte Cene.

An Synode de Vitré 1583. Il est dit que les Gentils-hommes & autres qui auront droit de patronage, ne seront pressés pour leur faire quitter leur droit, mais seront exhortés, s'ils en tirent quelque profit, d'employer le revenu, ou les deniers qu'ils en auront, en bons usages, comme à l'entretien de l'Eglise, des Colleges & des pauvres.

An même Synode sur le fait proposé par le Député de Poitiers touchant quelqu'un qui s'étoit dédit d'un benefice, & en tiroit encore pension du Curé qui le tenoit. Il a été répondu, qu'il sera averti ou de quitter telle pension, ou de l'employer à de bons usages.

An Synode de Montauban 1594. Il est dit que ceux qui tiennent des benefices par collation Royale, & sans charge d'ame, seront exhortés d'employer une bonne partie de leur revenu à de bons & droits usages, comme à l'entretien du vrai service de Dieu, & des pauvres: autrement il sera procédé contre eux jusqu'à la privation de la sainte Cene.

An Synode de Gergeau 1601. Le Synode a jugé que les Seigneurs & Gentils-hommes de la Religion Reformée, qui ont des Chapelles dans les Temples où se dit la Messe, ne peuvent en bonne conscience les faire rétablir, encore qu'ils ne puissent garder le Domaine qui y est annexé, qu'en les rétablissant.

An Synode de Tonneins 1614. Il est étroitement défendu aux Synodes Provinciaux, Colloques, & Consistoires, d'admettre à la Ste Cene du Seigneur, ceux

ceux qui entretiennent directement l'idolatrie, & qui nourrissant leurs enfans en elle, ont recours aux dispenses du Pape, pour les pourvoir de benefices, & en jouir sous leur nom: & telles gens sont jugés indignes d'obtenir témoignage en l'Eglise, pour être admis aux charges importantes à sa seureté.

Au Synode de Vitré 1617. Les Députés de la Province de Bourgogne ayant demandé si quelqu'un peut en bonne conscience vendre un droit de patronage, ou Chapellenie, pour employer l'argent qu'il en a reçu en œuvres pieuses, il a été dit, qu'il le peut suivant l'arrêté du Synode National de Vitré 1583.

On peut rapporter encore à cet article le quatrième du Chapitre 12. de la Discipline, & les observations faites sur ledit article; que l'on peut consulter pour plus ample éclaircissement de cette matiere.

C O N F O R M I T E.

Cet article étant une suite & une dépendance du précédent, il n'a pas besoin d'autre interpretation.

I V.

Les Imprimeurs, Libraires, Peintres & autres Artisans, & en general tous Fidèles, notamment ceux qui ont charge dans l'Eglise, seront exhortez de ne faire aucune chose de leur métier qui depende directement des superstitions de l'Eglise Romaine. Et quant aux faits particuliers, & à la correction qui y eschet; ce sera au Consistoire d'en juger.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562.

Au Synode de Vertueil 1567. Il est dit qu'en explication de cet article, il a été résolu, que les Charpentiers, les Maçons, les Vitriers, & tous autres, de quelque métier qu'ils soient, s'abstiendront de faire chose aucune de leur art, qui puisse en quelque chose que ce soit favoriser l'idolatrie, dequoy ils seront avertis, & s'ils ne s'en veulent abstenir; ils seront sujets aux censures.

Au Synode de Charenton 1631. Il est dit, que La Compagnie ne pouvant rien ajouter ni changer à l'article 4. du 14. chap. de la Discipline, remet à la Province de Normandie, d'établir pour son usage particulier le Reglement qu'elle jugera plus convenable à l'édification des Eglises de son département.

C O N F O R M I T E.

On peut dire à peu près de celui-ci, ce que j'ai dit du troisième, & ajouter en même tems qu'après nous être separés d'avec l'Eglise Romaine pour des choses que nous n'approuvions pas, nous ne pouvons en bonne conscience pratiquer aucune de celles qui ont été le motif & le sujet de notre séparation.

V.

Les Notaires, Secretaires, & autres qui par le deu de leurs charges sont obligez à signer & sceller indifferemment les choses qui leur sont présentées, ne seront repris pour avoir receu Testamens, passés Contrats, & expédié lettres des choses qui concernent l'idolatrie, ni les Juges pour avoir jugé des causes concernantes les biens Ecclesiastiques, & l'exécution de l'Edit.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1565. jusqu'à ce mot l'idolatrie. Et depuis ce mot jusqu'à la fin, c'est du Synode de la Rochelle 1571. qui éclaircit ce qui étoit couché dans l'article de Paris touchant les jugemens des choses qui sont contraires à la Religion.

Au Synode de Verneuil 1567. Il fut dit, que d'autant que plusieurs Freres ont fait difficulté sur cet article, touchant les Juges & les Notaires: on est d'avis de renvoyer cette matiere aux prochains Synodes Provinciaux, afin d'en deliberer meurement & rappoter leur avis avec les raisons qu'ils en auront au prochain Synode general, en attendant lequel le susdit article tiendra. Le Synode suivant fut le susdit de la Rochelle 1571. où fut simplement ajouté ce qui est à la fin de l'article, comme il a été dit.

Au Synode de Montauban 1594. Il est dit que, Veu que les Notaires, en plusieurs lieux, vacquent à boutiques ouvertes à passer toutes sortes de contrats & de transactions; à quoi plusieurs d'entre le peuple sont occupez, au lieu de sanctifier le jour du repos, il a été arrêté que les Notaires ne passeront point de contrats le jour du Dimanche, si ce ne sont contrats de Mariage, testamens, accords de differens, & procez entre les parties, en choses qui ne peuvent être différées, ausquels cas, qui sont de nécessité ou de charité, on pourra passer tels contrats au dit jour, pourveu qu'on le fasse hors des heures de l'exercice de la Religion, & sans ouvrir les boutiques, tant que faire se pourra. Il est vrai que ce reglement peut être mieux placé au Chapitre 10. des Saints, Exercices, aux remarques faites touchant la sanctification du Dimanche.

CONFORMITE.

Les Auteurs de nôtre Discipline ont sagement permis à ceux de nôtre Communion, par opposition à ceux de l'Eglise Romaine, toutes les choses que l'on peut faire sans blesser sa conscience, & sans donner atteinte à son salut.

VI.

Les Arbitres ne se mêleront aucunement des choses concernantes l'idolatrie, directement ou indirectement.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1571.

Le Synode de Paris 1565. avoit déclaré que les Avocats arbitres, & tous autres ayant des charges libres, seroient exhortés de s'abstenir du tout de plaider ou autrement traiter les causes beneficales, ou autres telles & semblables matieres.

CONFORMITE.

Il ne faut point d'autre commentaire sur ce réglement, que ce que j'ai remarqué sur les articles 10. & 11.

VII.

Les Avocats & Procureurs ne pourront postuler dans les causes qui tendent à ôter le Prêche & établir la Messe. Et en general, il ne leur sera point permis de donner conseil aux Ecclesiastiques Romains dans les causes qui tendent directement ou indirectement à l'oppression de l'Eglise.

OBSERVATIONS.

Le Synode de la Rochelle 1571. dit que les Avocats seront avertis de ne postuler, ni donner conseil, mêmes dans les causes beneficales. Toutefois ils pourront prendre charge des causes qui regardent l'execution de l'Edit.

L'article fut enfin dressé, tel qu'il est à présent au Synode d'Alex. 1620.

CONFORMITE.

Il n'est rien de plus juste que de défendre à toutes les personnes de nôtre Religion, d'établir ce que nous condamnons, & de détruire ce que nous établissons.

VIII.

Ni les Evêques, ni les Officiaux, ni les Archidiacres, tels qu'ils sont à présent, n'ont, de droit, aucune juridiction Ecclesiastique, ni Civile. Toutefois parce que les Fideles sont quelquefois contraints d'aller pardevant eux pour obtenir leur droit, lequel autrement ne pourroit être obtenu, ils s'y pourront adresser: y étant renvoyés par le Magistrat, auquel premierement ils s'adresseront.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559. qui au sujet de la
re-

restriction portée par l'article sur le fait dont est question , ajoûte , qu'il seroit toutefois à désirer, qu'un chacun s'en abstînt entierement.

Ces dernières paroles, y étant renvoyez, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571.

C O N F O R M I T E'.

On peut & on doit même se soumettre à toutes les Jurisdicções qui sont établies dans un Etat par l'autorité ou par le consentement du Souverain, sur tout quand on y est renvoyé par l'Ordonnance du Magistrat, sous cette condition néanmoins, que le service de Dieu n'y soit point blessé ni la conscience intéressée.

I X.

Les Avocats fideles ne doivent postuler aucunement, ni plaider devant les Officiaux, sinon dans les cas pour raisons desquels on peut poursuivre son droit devant eux, suivant l'article precedent.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode de Poitiers 1560.

On peut raporter encore à cet article, ce qui a été remarqué cy-dessus, sur l'article 13. du chapitre 5. de la Discipline.

On pourroit encore raporter à ce même article, la gridev censure qui fut faite au Synode de Montauban 1594. d'une Province particuliere pour avoir fait une proposition au Synode, jugée tout-à-fait indigne d'être mise en déliberation, savoir, s'il seroit bon d'agir politiquement contre le Pape avec ceux de l'Eglise Romaine, pour maintenir les libertz de l'Eglise Gallicane, pour faire voir combien les Synodes ont rejetté tout ce qui tend aucunement à entretenir quelque union avec les avversaires de nôtre Religion, en choses qui sont de la conduite & de l'ordre de l'Eglise.

C O N F O R M I T E'.

Cet article dépendant du précédent, il n'est pas nécessaire d'y chercher d'autre explication.

X.

Ce n'est pas chose illicite de soi d'exercer les Jurisdicções civiles & procurations sous les Ecclesiastiques, lesquelles ne touchent rien à ce qu'ils appellent la spiritualité.

O B S E R V A T I O N.

Cet article est du Synode de Paris 1559.

CON-

C O N F O R M I T E.

Puis qu'il est permis de reconnoître dans les occasions les Jurisdictions des Ecclesiastiques de la maniere que je l'ai établi, il doit être aussi permis de les exercer.

X I.

Les Fidèles ne pourront obtenir, ni faire jetter Monitoires, ni Excommunications de l'Eglise Romaine.

O B S E R V A T I O N S.

Dès le Synode de Paris 1559. Il avoit été dit sur une proposition particuliere, que ceux qui se servent d'Excommunications Papales se polluent.

La même chose fut confirmée au Synode d'Orleans 1562. qui ajoûte ceci à l'article, que l'on ne pourra obtenir dispense de serment de l'Official, ou d'autre de l'Eglise Romaine, où il y auroit tromperie, le serment ne pourroit empêcher la rescision du contract.

Au Synode de Montpellier 1598. Il est dit, que les Avocats & Procureurs faisant profession de la Religion ne pourront requérir pour leurs parties des Monitoires, attendu que cela depend de leur volonté. Mais les Juges les pourront ordonner, d'autant qu'ils sont personnes publiques, qui doivent juger selon les loix.

Au Synode de Tonneins 1614. Sur la remonstrance des Deputez du haut Languedoc, qu'attendu l'utilité qu'on raporte des Monitoires obtenus contre ceux de l'Eglise Romaine, pour tirer d'eux la verité; il seroit à propos que la demande en fût permise, & l'article 11. du 14. chap. rayé. Le Synode a ordonné que l'article demeureroit sans changement.

Au Synode d'Alex 1620. La Province de Normandie demandant quelque modification à cet article, la Compagnie a ordonné que l'article demeurera en son entier, selon la resolution du Synode de Tonneins.

On peut aucunement raporter à cet article, ce qui fut dit au Synode de Loudun 1659. au sujet de ceux qui prêtent leurs noms à des personnes de contraire religion pour leur donner moyen d'évoquer leurs causes aux Chambres de l'Edit, attendu que c'est une voye oblique par laquelle on confond en cet égard la distinction qui doit être entre les deux professions différentes. Le jugement de ladite Compagnie est concu en ces termes: Sur les remonstrances des Deputez de l'Isle de France, deffences sont faites, sous les plus grieves & dernieres censures, à tous ceux de nôtre Communion de prêter leurs noms à des personnes de diverse Religion pour attirer indirectement des affaires, dans lesquelles ils n'ont en effet aucun intérêt, dans les Chambres de l'Edit.

CONFORMITE.

Les Protestans ne reconnoissant pas l'autorité du Pape pour légitime, ils n'y doivent point avoir recours ni directement ni indirectement.

XII.

D'autant qu'il n'est ni licite ni expedient d'aller oüir les Predicateurs de l'Eglise Romaine, ou autres qui se font ingerez sans aucune legitime vocation, les Troupeaux seront empêchez par leurs Pasteurs d'y aller, & ceux qui y iroient seront apellez au Consistoire, & censurez selon l'exigence du cas.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Paris 1559.

CONFORMITE.

Il y a plus de treize cens ans que le Concile de Laodicée fit ce Decret : *Il ne faut pas permettre à ceux qui sont Membres de l'Eglise, d'aller aux Cimetieres ni aux Oraitoires de quelques Hérétiques que ce soit, ou pour prier ou pour obtenir la guérison de quelque mal : mais il faut priver de la Communion pour quelque tems les Fidèles qui l'auront fait, & les y admettre ensuite s'ils confessent leur faute, & s'ils s'en repentent.*

XIII.

Les Seigneurs Gentils-hommes & autres seront exhortez de n'entretenir dans leurs maisons des personnes scandaleuses & incorrigibles, & sur tous s'ils y souffrent des Prêtres, chantans Messe, ou dogmatifans, pour débaucher leurs domestiques, ou si de nouveau ils en prennent & reçoivent à leur service.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1565.

On doit rapporter à cet article la réponse qui fut faite sur un fait particulier au Synode de la Rochelle 1571. d'un avis qui fut demandé à la Compagnie par une personne de tres-éminente qualité, en ces termes. La Reyne de Navarre a demandé conseil si elle peut en bonne conscience recevoir ou ordonner des Officiaux Papistes, par faute d'autres, & aussi en cas pareil des Domestiques. Sa Majesté est suppliée de bien regarder de près à ceux qui sont ses Officiers & Domestiques, & de se servir le plus qu'elle pourra de gens craignans Dieu, & de la Religion.

Au Synode de Vitré 1617. Il fut dit, tant sur cet article que sur le suivant, que parce que l'on voit que l'impiété & l'indifférence de la Religion se glissent & accroissent de plus en plus, au grand deshonneur de la gloire de Dieu, & au blâme de la vraye Religion. Il est enjoint tres-expressément à toutes les Eglises, d'observer exactement les articles 13. & 14. du dernier chapitre de la Discipline, sans acception de personnes, & d'en rendre compte aux Colloques & aux Synodes, qui sont chargez d'y avoir l'œil, & d'user de grièves censures contre les Consistoires qui ne s'acquitteront pas de leur devoir en cela.

C O N F Æ R M I T E.

Ce Reglement ne tend qu'à la sanctification des mœurs & à conserver la pureté de la Religion, qui sont des choses où chacun est obligé de s'appliquer avec soin.

XIV.

Les Peres & Meres seront exhortez de prendre soigneusement garde à l'instruction de leurs enfans, qui sont la semence & la pepiniere de l'Eglise. Et ceux qui les enverront à l'Ecole des Prêtres, des Moines, des Jesuites, & des Nonnains, seront poursuivis par toutes censures Ecclesiastiques. Seront aussi exhortez ceux qui mettent leurs enfans pour être Pages, ou autrement, dans les maisons des Seigneurs & Gentils-hommes de Religion contraire.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode de sainte Foi 1578.

Les paroles du milieu, Et ceux qui les enverront, &c. jusqu'à celle 115, seront aussi, &c. furent ainsi disposés au Synode de Gergeau 1601.

Au Synode de Gap 1603. un particulier fut grièvement censuré, pour avoir continué d'envoyer son fils au College des Jesuites, nonobstant les censures du Synode de sa Province. Pareille censure est portée contre un autre particulier au Synode de Tonneins 1614.

Au Synode de S. Maixant 1609. A la demande des Députez de Vivarets, s'il seroit expedient de prescrire le tems auquel on peut proceder jusqu'à l'excommunication, contre ceux qui envoient leurs enfans aux Jesuites. Le Synode a jugé que cela doit demeurer à la prudence des Consistoires.

Au Synode de Charenton 1623. La Province de Dauphiné ayant requis qu'après ces mots, aux Colleges des Moines, des Prêtres, des Jesuites, & des Nonnains, soit ajouté, & autres Precepteurs Papistes. Le Synode a ordonné qu'il ne seroit rien ajouté, descendant néanmoins à tous peres & meres Fidèles, de prendre dans leurs maisons, pour l'instruction de leurs enfans, aucuns Precepteurs de Religion contraire, remettant au sur-plus à la prudence des Consistoires, Colloques ou Synodes Provinciaux, de faire les régle-

mens qu'ils jugeront convenables à la condition des Eglises qui sont sous leur direction.

Au Synode de Castres 1626. Le Synode de Bearn ayant fait sa plainte de ce que le Parlement de sa Province s'oppose directement à la pratique de l'article de la Discipline, qui enjoint à tous les Consistoires de censurer ceux qui envoient leurs enfans aux Colleges regis par des Prêtres de l'Eglise Romaine, notamment par les Jésuites; la Compagnie a arrêté, que très-humbles supplications seront faites au Roi, par le Sieur de Montmartin, Député général, à ce qu'il plaise à sa Majesté de conserver à toutes les Eglises le libre exercice de la Discipline, à elles accordé par ses Edits; Et que les Pasteurs des Eglises de Bearn seront exhortez de presser de plus en plus l'observation de la Discipline, comme fondée sur la Parole de Dieu, sur les Réglemens, & sur la pratique de l'ancienne Eglise.

Au Synode de Charenton 1631. Il est enjoint à toutes les Provinces de pratiquer soigneusement l'exhortation portée tant par le 6. article des observations de Charenton 1623. sur la Discipline, que par le cinquième des faits particuliers de celui de Castres, & de ranger à leur devoir par tous moyens légitimes & possibles ceux qui font instruire leurs enfans par des Prêtres & les envoient à l'école des Jésuites.

Au Synode d'Alençon 1637. Charge expresse est donnée à toutes les Provinces de tenir la main à l'exécution de l'article 14. du chap. 14. de la Discipline, & de répondre au Synode National prochain du devoir qu'elles y auront fait,

C O N F O R M I T E'.

Celui ci procède d'un même principe que l'autre, & a été fait par de semblables motifs, qui sont des motifs très raisonnables & très conformes à la pratique de l'ancienne Eglise.

XV.

Ceux qui auront des freres, des sœurs, ou d'autres parens ayans quitté leur Monastere pour servir Dieu en liberté de conscience, seront exhortez de les assister, & de leur subvenir selon le devoir d'humanité & de parentage.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode de Paris 1565. qui veut mêmes que l'on renvoye telles gens à partage, ou du moins qu'on leur donne nourriture & pension, enjoignant cela sous de graves censures.

Ces dernières paroles, seront exhortez, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571.

CONFORMITÉ.

Si les Chrétiens sont obligez, comme ils le sont par la Parole de Dieu & par les Anciens Canons, d'exercer envers tout le monde les œuvres de la charité, à plus forte raison les doivent ils pratiquer envers leurs proches & leurs parens, sur tout lors qu'ils tombent dans la nécessité pour servir Dieu en liberté de conscience, en sortant d'une communion dans le sein de laquelle ils étoient persuadez qu'ils ne pouvoient pas faire leur salut.

XVI.

Les Ministres, ni autres de l'Eglise ne pourront faire imprimer de livres, composez par eux ou par d'autres, touchant la Religion, ni autrement les publier, sans les communiquer au Colloque, ou si besoin est au Synode Provincial, & en cas que la chose pressée, aux Academies, ou à deux Pasteurs, qui seront nommez par le Synode, & qui attesteront de l'examen par eux fait desdits écrits.

OBSERVATIONS.

Dès le-Synode de Paris 1559. Il fut dit, que les Ministres ni autres de l'Eglise ne pourroient faire imprimer de livres composez par eux, ou par d'autres touchant la Religion, ni autrement publier, sans les communiquer à deux ou trois Ministres non suspects.

Au Synode de la Rochelle 1581. Il est ordonné, que désormais les Ministres, & autres Fidèles, ne publieront, ni par impression, ni autrement, leurs écrits; & avis particuliers, sans congé exprès, & sans l'approbation du Colloque.

Le Synode de Montauban 1594. veut, que ceux qui s'ingèrent de faire imprimer des Livres, sans les avoir au préalable communiquez aux Colloques & aux Synodes, selon la Discipline, soient grièvement censurez, & leurs écrits supprimez.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il fut ajouté à la fin de l'article, & en cas que la chose pressée, aux Academies, ou aux prochains Pasteurs.

Depuis au Synode de Charenton 1631. Monsieur le Commissaire ayant requis, que désormais aucun écrit ne fût publié, sans avoir au préalable été examiné par ceux que le Synode aura commis pour cet effet, l'article fut dressé tel qu'il est à présent, ayant été mis à la fin, au lieu de ces mots, ou aux prochains Pasteurs, ceux-cy, ou à deux Pasteurs nommez par le Synode, qui attesteront de l'examen par eux fait desdits écrits.

Au Synode d'Alex 1620. entre les observations qui furent faites sur la Discipline. Il est porté expressément sur cet article, que les Synodes, les Colloques, & les Consistoires, sont exhortez d'avoir l'œil à ce que tous les Pasteurs, & tous les Anciens qui mettent quelque livre en lumière, observent exactement cet article, & de corriger severement tous les contrevenans.

Au Synode de Castres 1626. Le Synode enjoint à toutes les Eglises, de
Y y 3 ren-

rendre compte aux Colloques & aux Synodes Provinciaux, des contraventions faites à l'article 16. du 14. chapitre de la Discipline. Il enjoint aussi aux Colloques & aux Synodes de censurer ceux qui se trouveront l'avoir violé, soit qu'ils aient fait imprimer leurs méditations, soit qu'ils aient fait publier des livres de Controverses.

An Synode d'Alençon 1637. Il fut dit, que toutes les Provinces se tenant à la pratique exacte de l'article 16. du dernier chapitre de la Discipline, prendront chacun à son égard les expédiens qu'elles jugeront plus propres pour l'exécution d'icelui. Et au même Synode, il est porté ensuite, que, selon la demande de la Province de Poitou, quiconque cy après contreviendra à l'article 16. du dernier chapitre, & aux Réglemens particuliers pris en la Province, pour la publication des Livres, sera suspendu du S. Ministère.

An Synode de Loudun 1659. A la requisition des Députés de la Province de Xaintonge & de Poitou, l'article de la Discipline, & les Actes des Synodes Nationaux, qui défendent de mettre en lumière les traités de Religion, sinon qu'ils aient été examinés par ceux qui sont nommez dans les Synodes Provinciaux, ont été étendus aux Sermons, & à toutes sortes d'écrits de Religion.

Et sur ce que dans ce même Synode un livre fut présenté par un Pasteur particulier, pour en obtenir l'approbation de la Compagnie, il fut renvoyé au Synode de la Province pour en juger, selon les arrêts des Synodes Nationaux.

L'article 15. du premier chapitre de la Discipline a tant de rapport à celui cy, qu'il sera très à propos de les conférer ensemble, & les observations qui ont été faites tant sur l'un que sur l'autre. Veu, sur tout, que cette matière a toujours paru de très-grande importance aux Synodes Nationaux, comme pouvant causer beaucoup d'édification ou de trouble, selon son bon ou mauvais usage.

C O N F O R M I T É.

Cette Ordonnance est très judicieuse pour éviter toutes les suites fâcheuses qui pourroient quelquefois arriver, sans l'examen qu'elle prescrit; la même chose s'observe parmi les Catholiques Romains, dont les ouvrages sont d'ordinaire approuvés par quelques Docteurs, & à Rome par le Maître du Sacré Palais: qu'on lise ce que j'ai écrit sur l'article 15. du premier chapitre.

XVII.

Ceux qui mettent la main à la plume, pour traiter en poésie les Histoires de l'Ecriture sainte, sont avertis de n'y mêler les fables poétiques, & de n'attribuer à Dieu le nom des faux Dieux, & de n'ajouter ou diminuer à l'Ecriture sainte, mais de se tenir à peu près à ses termes.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de sainte Foi 1578.

Cet article a aussi beaucoup de conformité avec l'article 12. du cb. 1. de la Discipline, on y pourra avoir recours, & aux observations qui y ont été faites, pour juger de l'importance de ce règlement.

CONFORMITE.

Cet Article se trouvera suffisamment expliqué, par les choses que j'ai remarquées sur l'Article 12. du chapitre premier, où le Lecteur peut avoir recours.

XVIII.

Les Livres de la Bible, soit Canoniques ou autres, ne seront transformez en Comedies ou Tragedies.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Figeac 1579.

CONFORMITE.

On doit ce respect à l'Ecriture Sainte que de ne la pas faire servir de sujet ni d'argument à toutes ces Pièces de Théâtre que l'Ancienne Eglise a si sévèrement condamnées, interdisant à ses Enfans d'y assister.

XIX.

Les Eglises, où il y aura des Imprimeurs, les avertiront de n'imprimer les livres qui concernent la Religion, ou la Discipline Ecclesiastique, sans premièrement les avoir communiquez au Consistoire, pour les inconveniens qui en sont arrivez. Seront aussi exhortez les Imprimeurs, les Libraires, & les Colporteurs, de ne vendre des livres appartenans à l'idolatrie, scandaleux, contenant impiété, & qui pourroient corrompre les bonnes mœurs.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562. qui de plus exhorte lesdits Libraires, &c. à n'être pas deraisonnables en la vente de leurs livres, se contentant d'un gain raisonnable. Pareille chose leur fut recommandée au Synode de la Rochelle 1571. & conformément à cet ordre, au Synode de Gap. 1603. les Freres de la Rochelle sont exhortez de donner ordre à ce que l'édition de la Bible, faite par Hierosme Hantun, soit mise à prix raisonnable dans la vente.

Les

Les dernières paroles de l'article, depuis seront aussi, &c. jusqu'à la fin, furent ainsi disposées au Synode de la Rochelle 1581.

Le Synode de Montpellier 1598. dit, que Sur les plaintes faites par diverses Provinces, de la licence que se donnent les Imprimeurs de mettre toute sorte de livres en lumière. Les Villes & les Eglises, où il y a Imprimerie, sont averties de ne permettre qu'aucun livre soit imprimé, qu'au préalable il n'ait été veu & approuvé par l'Eglise.

Au Synode de Privas 1612. Il est dit, que Les Consistoires des lieux où il y a des Imprimeurs sont exhortés de prendre garde aux impressions des Pseaumes, à ce que, dans les Calendriers qu'on y ajoute, il ne soit rien mis d'injurieux contre l'honneur des particuliers. Et Messieurs les Pasteurs de l'Eglise de Geneve sont priés de tenir la main à ce que les Imprimeurs ne contreviennent pas au présent article.

Pareil Règlement fut pris à Castres 1626. en ces termes : Les Eglises auxquelles il y a des Imprimeurs seront averties de prendre garde que lesdits Imprimeurs ne s'ingèrent point à insérer dans les Calendriers des remarques d'Histoires qui puissent attirer l'envie de nos Eglises, & augmenter les animosités de nos adversaires.

Au même Synode de Castres Il est dit, que les Pasteurs de l'Eglise de Paris sont chargés de revoir les citations marginales de la Confession de Foi, & d'avertir les Eglises où il y a des Imprimeries, des remarques qu'ils auront faites, afin que ladite Confession soit imprimée correctement, & sans aucune diversité.

Dès le Synode de Vitry 1617. Il avoit été pris un ample règlement sur ce sujet concen en ces mots : D'autant qu'on a trouvé des fautes notables dans les Impressions des Bibles entières, des Nouveaux Testaments, & des Pseaumes à part: Il est enjoint aux Consistoires des Eglises, dans lesquelles il y aura des Imprimeries, de prendre soigneusement garde que les Imprimeurs aient de bons Correcteurs, & employent de bons caractères, & de bon papier. Et en la réponse qui sera faite aux lettres de Messieurs les Pasteurs & Professeurs de l'Eglise & Ecole de Geneve, ils seront priés de prendre soigneusement garde sur les Impressions qui se feront cy-après des saintes Bibles, à ce qu'elles soient plus correctes que celles qui ont été cy-devant faites. *Dans le même Acte de ce Synode, les Pasteurs de l'Eglise de Montauban furent particulièrement chargés de recueillir les exemplaires du Nouveau Testament qui avoit été imprimé audit lieu quelques années auparavant, in octavo, pour les supprimer à cause des fautes fréquentes de l'impression, qui en alteroient le sens, & des mauvaises conséquences du débit de telles copies.*

Au Synode de Charenton 1631. Il est dit, que les Imprimeurs de Geneve & de Sedan seront avertis par l'Eglise de Paris, de suivre exactement les observations qui ont été faites sur les citations ajoutées ou à ajouter dans la marge de la Confession de Foi.

Au Synode de Charenton 1644. Sur la remontrance des Provinces d'Anjou & de l'Isle de France, toutes les Eglises des lieux auxquels il y a des Imprimeurs sont particulièrement chargées, de ne souffrir qu'aucun changement soit fait, ni en la version de l'Ecriture sainte, ni en la rime des Pseaumes, ni dans le

texte

texte de la Confession de Foi , ni dans la Liturgie , ni dans le Catechisme , sans l'ordre exprès du Consistoire , autorisé par le Synode Provincial.

Au Synode de Londun 1659. La Compagnie réitérant le 8. article des faits généraux du dernier Synode National , qui enjoint aux Consistoires des Eglises , où il y a des Imprimeries , de prendre garde qu'il ne se fasse aucun changement ni en la version de la Bible , ni en la Liturgie , ni dans les Pseaumes , sans l'ordre exprès du Consistoire , autorisé par le Synode National , en recommande étroitement l'observation ; & déclare dignes de censures ceux qui n'en auront pas le soin , & veut qu'ils en rendent compte aux Synodes Nationaux & Provinciaux , & aux Colloques. Et deplus , elle desend à toutes sortes de personnes de faire imprimer la Liturgie & le Catechisme ordinaire , & d'y joindre d'autres Catechismes , ni d'autres prières.

Au même Synode. Il est dit , que pour empêcher la diversité qui se trouve dans les éditions de la Bible , des Pseaumes , de la Liturgie , & du Catechisme : la Compagnie a ordonné , qu'en chaque Province on fera les remarques des changemens , qui ont été faits , & de ceux qu'il seroit expedient de faire , pour les envoyer au Consistoire de Paris ; qui en fera choix selon la prudence , & en informera le Synode de l'Isle de France , qui donnera les ordres nécessaires pour former une édition bien correcte de la Bible & des Pseaumes , de la Liturgie , & du Catechisme , à laquelle les Imprimeurs se conformeront dans les Impressions qu'ils feront à l'avenir. Elle a aussi donné charge aux Consistoires des lieux où il y a Imprimerie d'y tenir la main , & pour l'exécution dudit acte , ont été nommez divers Pasteurs dans ce Synode.

C O N F O R M I T E.

Après ce que j'ai observé sur les 2. 3. & 16. Articles de ce chapitre , celui-ci ne demande pas de nouvelle interprétation.

X X.

Encore que les Prêtres s'usurpent faussement les dixmes à raison de leur administration ; neanmoins elles doivent être payées , eu égard au commandement du Roi , & pour éviter sedition & scandale.

O B S E R V A T I O N S.

Ce fut au Synode de Paris 1559. que cet article fut dressé sur la proposition faite par le Pasteur de saint Lo , le même Synode déclarant que ceci est des choses indifferentes , dans lesquelles il paroît évidemment , tant par cet article , que par le suivant , & plusieurs autres de la Discipline , que nos Synodes ont eu soin de s'accommoder à ceux de contraire Religion en toutes choses qui sont d'elles-mêmes indifferentes , & qui ne tirent aucune superstition en consequence , pour éviter toute sorte de scandale & tout sujet de plainte , & montrer ainsi , que si nous nous sommes separés d'eux , ce n'a été que par des motifs de

conscience, où nous estimons qu'il y va de la gloire de Dieu, & non par aucun intérêt particulier, ni par aucune considération mondaine.

C O N F O R M I T E'.

Ce que nous payons les dixmes aux Curez est un effet de l'obéissance que nous devons aux Ordonnances de nôtre Souverain, & une marque du soin qui nos Synodes ont eu de s'accommoder dans les choses indifférentes à ceux d'avec qui nous nous sommes séparés par des purs motifs de conscience, & non par des considérations mondaines, ni par des intérêts particuliers.

X X I.

Les Fidèles seront exhortés de ne commettre aucun scandale en travaillant aux jours chomables suivant l'Edit.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562.

Au Synode de Montauban 1594. Il fut dit, que les Eglises seront averties de n'innover rien en l'observation des Fêtes annuelles, comme de Noël & autres.

Au Synode de Saumur 1596. Sur ce qui a été remontré par le Député du bas Languedoc, touchant l'acte du susdit Synode de Montauban, qui est de ne rien innover en l'observation des Fêtes annuelles, &c. La Compagnie a été d'avis, que dans les lieux où on est contraint de chomer lesdites Fêtes, il est permis au Pasteur de faire quelques exhortations par l'avis des Consistoires, & aux jours de la celebration de la sainte Cene, de prendre tels textes de l'Ecriture que bon leur semblera, pour l'édification de l'Eglise.

Au Synode de Vitre 1617. Sur la proposition qui a été faite, les Eglises sont averties, que parce que par l'Edit du Roi les artisans sont obligés à chomer les jours de Fêtes observées par l'Eglise Romaine, outre le jour du Dimanche, il est laissé à la prudence des Consistoires de faire assembler le peuple, pour ouïr la prédication ou prières publiques, & en cela ils suivront ce qu'ils trouveront expedient, & d'édification.

C O N F O R M I T E'.

C'est encore par un même principe d'obéissance & de soumission que nous observons les Fêtes pour ne pas scandaliser nos prochains & pour nous tenir aux termes de l'Edit sous les Loix duquel nous vivons.

X X I I.

Toutes usures seront très-étroitement prohibées & reprimées, & on se réglera en matière de prêt, selon l'Ordonnance du Roi, & selon la règle de la charité,

OB-

OBSERVATIONS.

Dès le Synode d'Orléans 1562. cet article avoit été couché en cette sorte : Les Eglises reprendront les usures & toute sorte de concussions, entant qu'en elles sera, & toutefois elles ne condamneront point ceux qui reçoivent quelque médiocre profit de leur argent, selon l'Ordonnance du Roi, & selon la règle de la charité.

Au Synode de Lion 1563. Il est dit, que Touchant les intérêts, on est d'avis qu'on se comporte en cela en tout & par tout, selon les Edits du Roi, & que sur tout on ait égard à la charité.

Au Synode de la Rochelle 1581. Il est dit, que toutes usures excessives & scandaleuses seront étroitement prohibées, & reprimées.

Au Synode de Saumur 1596, l'article fut corrigé, & furent remises ces dernières paroles, & on se réglera, &c. jusqu'à la fin, telles qu'elles sont à présent.

On peut fort bien rapporter à cet article, le règlement qui fut pris au Synode de Vertueil 1567. contre ceux qui sophistiquent, & déguisent les marchandises, & usent de telles autres tromperies, avec denonciations expressees que s'ils ne s'en veulent desister, ils seront sujets aux censures. Les Synodes ayant ainsi pris soin de remédier à tout ce qui peut apporter quelque préjudice aux intérêts du prochain, bien que d'ailleurs il ne soit pas sujet aux peines civiles.

On peut encore rapporter à cet article ce qui a été ordonné dans les Synodes, pour arrêter le cours des procez entre les Fidèles, & pour empêcher toute chicane, puisqu'il ne tend qu'à la ruine du prochain.

Au Synode de Saumur 1596. Il est dit, que ceux de la Religion qui ont des différens, ou des procez, tant civils que criminels, seront soigneusement exhortés par les Pasteurs, de tâcher à s'accommoder par arbitres de la Religion, sans plaider.

On peut enfin rapporter encore à cet article, le règlement pris au Synode d'Amsterdam 1637. au sujet du trafic des esclaves, comme contraire à la charité Chrétienne; le règlement est tel. Bien que l'esclavage ayant été toujours reconnu être du droit des gens, ne soit point condamné dans la Parole de Dieu : & n'ait point été aboli dans la plus grande partie de l'Europe par la manifestation de l'Evangile; mais seulement par un usage introduit insensiblement au contraire : Néanmoins, parce que plusieurs Marchands trafiquant sur la côte d'Afrique, & dans les Indes, où ce commerce est permis, acquièrent des Barbares par échange, ou à prix d'argent, des Esclaves, desquels ils transmettent la possession à d'autres, par forme de vente, ou de permutation : la Compagnie confirmant le règlement dressé sur ce sujet en Normandie, les exhorte de n'abuser de cette liberté contre la charité Chrétienne, & de ne se défaire de ces pauvres infidèles qu'entre les mains des Chrétiens qui les traitent humainement, & surtout qui aient le soin de les instruire en la vraie Religion.

C O N F O R M I T É.

Les anciens Canons défendoient étroitement les usures, parce qu'elles étoient

étoient exorbitantes & qu'il s'y commettoit de grands abus; nôtre Discipline fuit un tempérament honnête, en déclarant qu'en matière de prêt on agira selon l'Ordonnance du Roi, & de plus qu'on consultera la règle de la charité.

XXIII.

Toute violence & parole injurieuse contre ceux de l'Eglise Romaine, même contre les Prêtres & les Moines, seront non seulement empêchées, mais aussi reprimées, tant que faire se pourra.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Poitiers 1560.

Conformément à cet article au Synode de la Rochelle 1607. un Pasteur particulier fut loüé, pour avoir supporté patiemment, & avec modestie, les outrages publics, & affiches seditieuses & libelles d'un Moine contre lui, & fut exhorté de continuer de la sorte, avec ordre cependant aux Députés Généraux d'en faire de très-humbles remontrances au Roi.

Cet article est un de ceux dont la pratique est des plus importantes à ceux qui vivent dans nôtre Communion, tant pour faire voir à un chacun quelle est la débonnairété, la douceur, & la charité, à quoi nous appelle nôtre Religion, que pour converser en paix avec nos concitoyens, en les prévenant par toute sorte de modération, & de bonté.

Entre cet article & le suivant, il y en avoit autrefois un, touchant l'achapt des Offices, dressé à Orleans 1562. mais depuis il fut retranché au Synode de Saumur 1596. comme étant des choses purement politiques, & qui doivent dépendre des réglemens de l'Etat, & de la volonté du Prince.

CONFORMITE.

Matth. 5. 22. Cét article est fondé sur l'Evangile, qui met au nombre des meurtriers ceux qui outragent leurs prochains par des paroles injurieuses, & fait voir la disposition que nous avons toujours eüe de vivre avec douceur avec nos Concitoyens, sans parler des Canons qui interdisent toutes sortes d'outrages.

XXIV.

Les jureurs, qui, par colère ou légèreté, prennent le nom de Dieu en vain, & autres qui déchirent la Majesté du Seigneur, seront grièvement censurez, & après une ou deux exhortations, s'ils ne desistent, ils seront suspendus de la Cene; & les blasphémateurs outrageux, comme aussi les renieurs, & semblables, ne seront point tolerez en l'Eglise, mais dès la première faute, ils seront censurez jusqu'à la suspension de la Ste.Cene; & s'ils continuent, ils seront publiquement excommuniez.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Vitre 1583.

Ce fut au Synode suivant tenu à Montauban 1594. que l'article fut dressé tel qu'il est à présent dans la Discipline. Ce même Synode ajouta au pied de l'article, qu'il avoit été trouvé bon qu'au retour des Deputez des Provinces le susdit article fut leu devant tout le peuple par toutes les Eglises.

Au Synode de Castres 1626. Il est dit, que sur la lecture des articles 24. 25. & suivans jusqu'au 28. inclusivement, il a été résolu de dresser l'article suivant pour être leu dans toutes les Eglises. D'autant que la colere de Dieu se manifestant à plein du Ciel sur l'impiété des hommes, fond notamment sur ceux, qui après avoir été honorez de la vocation d'en haut, osent retenir la vérité en injustice, pour s'envelopper dans les souilleures de ce monde, & changer la grace de Dieu en dissolution. Le Synode National des Eglises Reformées de France, assemblé par la permission du Roi en la ville de Castres, ne pouvant, sans être navré d'une juste douleur, jeter les yeux sur les débordemens qui regnent, après tant de desolations, entre ceux qui se disent membres de l'Eglise, quoi qu'en effet ils deshonorent la profession de la vraie Religion, par une vie licencieuse, & renient, entant qu'en eux est, la force de la piété par une méconnoissance ouverte de la bonté de Dieu; il a arrêté que pour prévenir l'ardeur de sa grande colere, émouvoir de plus en plus les entrailles de ses compassions paternelles, desquelles il lui a plu se souvenir en frappant son heritage, & obtenir de sa faveur, dans le cours d'une vie mieux réglée, la continuation de la paix qu'il a renduë contre toute esperance à un peuple contredisant, qui avoit tant provoqué sa jalousie, & qui paroît avoir aujourd'hui si peu profité sous la verge de son châtiment : Toutes les Eglises seront sollicitées par toutes sortes d'exhortations à s'humilier par une serieuse repentance devant sa Majesté, retrancher entièrement l'affèctation, le luxe, la bigarure & somptueuse superfluité des habits, les ornemens & passe-tems indecens, comme frizures lascives, fards, ouverture de sein, danses, bals, mascarades, fêtes des Rois, carnevals, & toutes autres œuvres infructueuses de tenebres; afin que tous Fidèles, reformans leurs mœurs, & produisans des fruits dignes de repentance, se démontrent par leurs bonnes œuvres religieux gardiens du précieux dépôt de la vérité salutaire. Il est aussi enjoint à tous les Consistoires, de réprimer soigneusement, en l'autorité de Dieu, l'insolence de tous ceux qui faisant gloire de leur ignominie, pourroient entreprendre, à l'avenir, de résister par la continuation de leur conversation déréglée aux remontrances qui seront adressées au nom d'r Seigneur.

Et pour parvenir avec plus de facilité à l'exécution de ce S. Règlement, il leur est ordonné d'en faire lecture publiquement par toutes les Eglises, & d'en rendre compte de l'observation aux Colloques, & aux Synodes Provinciaux, à peine de répondre des contraventions qui y seront faites, en leur propre & privé nom. - Ce qui fait voir combien les Synodes ont été soigneux de prévenir les jugemens de Dieu, qu'une vie licencieuse attire sur son Eglise, en arrêtant par les moyens les plus efficaces le cours de la débauche & du li-

bertinage, qui se glissent quelquefois dans les sociétés les plus saintes, & corrompent ce qu'il y a de plus pur.

Et parce que les blasphèmes condamnés par cet article sont entre les plus grands crimes, & qui menacent davantage des jugemens de Dieu, le dernier Synode tenu à Loudun 1659. fit cet arrêté. D'autant que les blasphèmes doivent être mis entre les péchez les plus crians, qui provoquent la colère de Dieu contre les hommes, la Compagnie, saisie d'horreur, de voir que tant de prophètes se trouvent engagés dans cet épouvantable crime, a ordonné que l'article 24. du 14. chap. de la Discipline sera lu publiquement dans toutes les Eglises, avec de pressantes exhortations de prévenir les jugemens de Dieu, par une sérieuse repentance, qui bannisse cet horrible vice d'entre les Chrétiens. Et les Consistoires sont autorisés de prendre les ordres les plus convenables pour l'exécution de ce présent Acte.

C O N F O R M I T E'.

Le fondement de cét article est pris du troisième Commandement de la première Table de la Loi: *Tu ne prendras point le nom de l'Eternel ton Dieu en vain. Car l'Eternel ne tiendra point pour innocent celui qui aura pris son Nom en vain;* Après une défense si expresse & une menace si terrible, notre Discipline a eu raison d'établir des peines contre les transgresseurs de ce Commandement, pour ne pas attirer sur elle quelque blâme & quelque reproche; parce que, comme dit Grégoire I. *Celui qui ne corrige pas ce qui mérite d'être retranché, le commet;* Notre Roi saint Louis fit une Ordonnance l'an T.2. Spicil. 1270. pour exterminer de son Royaume les blasphèmes & les juremens par pag. 548. lesquels on déchire criminellement la Majesté de Dieu.

XXV.

Les Eglises exhorteront les Fidèles, tant hommes que femmes, d'avoir la modestie recommandée, & singulièrement dans leurs habits, & donneront ordre de retrancher les superfluités qui s'y commettent. Toutefois lesdites Eglises n'en feront point ordonnance, comme de chose appartenante au Magistrat; mais elles feront par toutes sortes de remontrances que les Ordonnances du Roi sur cela soient diligemment observées.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562.

Au Synod de sainte Foi 1578 il est dit, que l'article touchant les accoutremens & habits dissolus, tant des hommes que des femmes, sera gardé le plus diligemment & étroitement que faire se pourra, & seront exhortés, les uns & les autres, de garder de la modestie, tant dans leurs cheveux, qu'en autre chose qui scandalise & offense le prochain.

Et

Et parce que quelque Eglise particulière vouloit mettre au rang de ces choses superflues les chapeaux de fleurs que portent les fiancées, le Synode de Gergeau 1601. met cela au rang des choses indifférentes & que l'on peut tolérer.

C O N F O R M I T E.

Les remarques que j'ai faites sur l'Article 20. du Chapitre premier feront voir la conformité de celui ci avec la Discipline des Anciens Chrétiens.

X X V I.

On ne pourra priver personne de la Communion de la sainte Cene, pour quelque façon d'habit, laquelle seroit ordinaire & accoutumée en ce Royaume : mais en ce rang on ne doit comprendre ceux qui portent notoire marque d'impudicité, dissolution, nouveauté trop curieuse, comme fard, ouverture de sein, & choses semblables. Les Consistoires feront tout devoir de reprimer de telles dissolutions par censures, & ils procederont contre les rebelles, jusqu'à la suspension de la Cene.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est encore du Synode d'Orleans 1562. au moins pour le commencement, les limitations, qui y sont ajoutées, étant prises des Synodes suivans.

Au Synode de la Rochelle 1581. il est dit, qu'en éclaircissant cet article de la Discipline, pour le règlement des particuliers touchant les habits. La Compagnie a avilé qu'on ne doit comprendre au rang des habits ordinaires & accoutumés ceux qui portent marque notoire d'impudicité, &c. qui sont à peu près les termes même de l'article, ajoutez à ce qui avoit été déjà établi au Synode d'Orleans susdit.

Et d'autant que ledit Synode de la Rochelle faisoit mention de plusieurs modes particulières qui avoient la vogue en ces tems-là. Le Synode de Montauban 1594. ordonne que, l'article demeurant en son entier, on effacera seulement les noms de ces modes dont l'usage ne subsistoit plus. Cela fut encore réitéré au Synode de Gergeau 1601. Et au lieu qu'à la Rochelle on avoit porté les censures de ces desordres jusqu'à la dernière. Celui-ci dit, que l'on usera de support, tant qu'on pourra pour l'édification, & qu'on se contentera d'une simple suspension des Sacrements, afin de ranger les delinquans à ce qui est de la modestie Chrétienne. Déclarant seulement que l'on devoit user de plus grande rigueur contre celles qui se fardent, & qui portent le sein ouvert.

Au Synode de Saumur 1596. quelque Eglise particulière ayant demandé avis au Synode, sur ce qui regardé le fait des habits dissolus: La Compagnie leur donne conseil de se conformer à cet article de la Discipline, sans plus de rigueur.

Au Synode de Vitry 1583. Sur la question si on doit tolérer une femme fidèle mariée avec un mari de religion contraire, être habillée autrement que la modestie Chrétienne ne porte, quand son mari le lui commande, & qu'à faute de le faire elle tomberoit en piques & mauvais ménage avec lui. La

Comi-

Compagnie est d'avis qu'elle soit tolérée, pour éviter l'inconvenient susdit, hormis aux jours de la Cene, & si elle presentoit un enfant au Baptême, auxquels cas elle s'habillera modestement, pour témoigner son humilité, & la modestie Chrétienne.

C O N F O R M I T E'.

Je dis la même chose de celui-ci que du précédent.

X X V I I.

Les danfes seront reprimées, & ceux qui sont en état de danser ou assister aux danfes, après avoir été exhortez plusieurs fois, seront excommuniés quand il y aura pertinacité, & rebellion. Et les Consistoires sont chargez de bien pratiquer cet Article, & d'en faire lecture publiquement au nom de Dieu, en l'autorité des Synodes. Et les Colloques exhortez de bien prendre garde, aux Consistoires qui ne se mettront pas en devoir de les censurer.

O B S E R V A T I O N S.

Dès le Synode de Poitiers 1560. Il fut dit que tous Consistoires seront exhortez par les Ministres, de defendre soigneusement toutes danfes, mommeries, & bastelleries.

Au même Synode, il fut arrêté que celui qui fait métier de danser sera excommunié, après qu'il aura été plusieurs fois exhorté de s'en abstenir, & principalement à cause de la pertinacité & rebellion. Le Synode jugeant ainsi que le refus de se soumettre à l'ordre de l'Eglise est un des plus grands crimes, & qui rend inexcusables ceux, dont les premières fautes n'auroient mérité que de légères censures.

Au Synode de Figeac 1579. Il est dit, que Pour le regard des danfes, les Ministres & les Consistoires seront avertis qu'ils aient à faire observer, autant qu'ils pourront, l'article 27. des avertissemens pour les réglemens des particuliers, lequel défend de danser, distinguant prudemment entre ceux qui se montreront rebelles à cette sainte exhortation, & ceux qui montreront par leur discontinuation avoir profité des avertissemens qu'on leur aura donnez de ne point danser.

Au Synode de la Rochelle 1581. A cause des danfes, & des dissolutions qui croissent & pullulent par toutes les Eglises, il a été avisé que les Consistoires seront exhortez au nom de Dieu, de bien pratiquer l'art. susdit du Synode de Figeac, & d'en faire lecture publiquement au nom de Dieu, & en l'autorité de cette Compagnie, & les Colloques & Synodes chargez de censurer les Consistoires qui n'y auront fait, & n'y feront leur devoir.

C O N F O R M I T E'.

Le Synode de Laodicée fit vers le milieu du 4. Siècle un Canon contre les dan-

danſes qui eſt compris en ces paroles : *Il ne faut pas que les Chrétiens qui vont aux nœces danſent , mais qu'ils ſoupernt ou dînent honnêtement comme il eſt ſeant à des Chrétiens.* Dans le 3. Tome des Conciles on attribue un ſemblable Décret à un Concile de Lérida de l'an 524. bien que ce ne ſoit qu'une verſion de celui de Laodicée que je viens de rapporter : Héraud Evêque de Tours dans ſes Capitulaires de l'an 858. qui ſont dans le 3. Tome des Conciles de France, défend encore de danſer non ſeulement aux nœces, mais auſſi en d'autres occaſions ; Le Moine Blaſtares n'a pas oublié dans ſa Col-
 lection le Canon de Laodicée chap. 7. de la lettre G. pag. 66. Saint Eloi E-
 vêque de Noyon dans le 7. Siècle déclamoit fortement contre les danſes qu'il
 met au rang des divertiffemens diaboliques, comme le raconte S. Oüen dans
 le 2. Livre de ſa vie, chap. 15. Tome 5. Spicileg. pag. 217.

Dès l'an 589. le 3. Concile de Toléde avoit ordonné dans le Canon 23. d'ex-
 terminer cette coſtume profane & irréligieuſe du peuple, qui au lieu de va-
 quer avec application au ſervice de Dieu les jours de Fêtes, employoit le tem-
 à danſer & à chanter des chanſons ſales & déshonnêtes, & les Pères chargent les
 Evêques & les Juges du ſoin de répurger l'Eſpagne de ce dérèglement. Et en-
 viron le commencement du 5. Siècle, un Concile d'Afrique avoit arrêté dans
 le Canon 27. qu'on ſuplieroit les Empereurs d'interdire les danſes qu'on faiſoit
 par les rues dans les jours deſtinez à célébrer la mémoire des Martyrs : Dans
 le 6. Livre des Capitulaires de nos Rois, de la ſeconde race, les danſes & les
 chanſons laſcives & ſales y ſont abſolument interdites, & on y déclare for-
 mellement que ceux qui contreviendront à cette Ordonnance ſubiront la pei-
 ne portée par les Canons, alléguant pour raiſon que ce ſont des reſtes du
 Paganifme.

XXVIII.

Les Momerics & Baſtelleries ne ſeront point ſouffertes, ni faire le
 Roi boit, ni le Mardi gras ; ni auſſi les joueurs de paſſe-paſſe, tours
 de ſoupleſſes, marionnettes. Et les Magiſtrats Chrétiens ſont exhorte-
 z de ne les point ſouffrir, parce que cela entretient la curioſité, &
 apporte de la dépenſe, & perte de tems. Il ne ſera auſſi permis aux
 Fidèles d'aſſiſter aux Comedies, Tragedies, Farces, Moralitez, &
 autres jeux jouéz en public ou en particulier, veu que de tout tems
 cela a été défendu entre les Chrétiens, comme apportant corruption
 de bonnes mœurs, mais ſur tout quand l'Ecriture ſainte y eſt profa-
 née. Neanmoins quand dans un College il ſera trouvé utile à la jeu-
 neſſe de repréſenter quelque Hiſtoire, on le pourra tolerer, pourveu
 qu'elle ne ſoit comprise en l'Ecriture ſainte, qui n'eſt pas donnée pour
 être jouée, mais purement preſchée, & auſſi que cela ſe faſſe rare-
 ment, & par l'avis du Colloque qui en verra la compoſition.

OBSERVATIONS.

Le fondement & commencement de cet article est du Synode de Poitiers 1560. comme il se peut voir sur l'article précédent.

Ce qui suit depuis ces mots, semblablement les joueurs, &c. jusqu'à ceux-ci, perte de tems, est du Synode de Montpellier 1598.

On retrancha au Synode de Gergeau 1601. ces mots, ou de planter des Mais.

Au Synode de S. Maixant 1609. Sur la demande de la Province de Xaintonge, on n'a point été d'avis de remettre en cet article, ces mots, Planter des Mais. Toutefois les Eglises sont chargées de proceder par toutes censures contre ceux qui le font par superstition, & y commettent des débauches, & des insolences. Les Synodes ayant en toujours égard à ce qui est de l'édification publique, même dans les choses qui d'ailleurs pourroient être tolérées comme indifférentes.

Tout le reste de l'article depuis ces mots, il ne sera aussi permis, &c. jusqu'à la fin, fut ainsi dressé & ajouté au Synode de Nismes 1572.

Au Synode de Vitré 1617. A la requisition de la Province du haut Languedoc. Il est enjoint à toutes les Eglises, de reprimer soigneusement toutes insolences, comme celle qu'on appelle Charivaris, Rançonnemens de Mariages, & autres. Et ceux qui après avoir été exhortez se montreroient incorrigibles, seront poursuivis par toutes censures Ecclesiastiques. Et les Magistrats faisant profession de la vraye Religion, seront exhortez d'interposer leur autorité pour empêcher & punir de tels scandales.

CONFORMITE.

On peut appliquer à cét Article pour ce qui regarde les Momeries & les licences du Mardi gras & autres choses semblables, ce que les Pères ont dit & fait contre les Chrétiens qui se licencioient à l'exemple des Payens aux Calendes de Janvier, c'est à dire, le premier jour de ce mois-là, & qui faisoient à peu près ce qu'on fait aujourd'hui au Carnaval : mais pour abréger il suffit de renvoyer le Lecteur au premier Canon d'un Synode d'Auxerre de l'an 578. à une Homélie de Maxime Evêque de Turin & Ecrivain du 5. Siècle, laquelle a pour titre, *Homélie en la Circoncision du Seigneur, ou reprehension des Calendes de Janvier* : Car dans ce Sermon il explique les folies & les débauches que les Chrétiens faisoient en ce jour là ; & à ce que S. Ouën écrit de S. Eloi dans le même chapitre que j'ai cité sur l'autre Article, d'où nous aprenons qu'ils s'abandonnoient à beaucoup d'excez ; ils se masquoient, & prenoient la forme & la figure de diverses bêtes, comme de Brebis, de Cerfs, de Vaches, d'Ours & d'autres animaux, pour pouvoir agir avec plus de liberté & plus de licence, jusqu'à ce qu'enfin cette insolence ayant été reprimée par les Loix Ecclesiastiques & civiles, les Chrétiens ont transporté toutes ces folies des Calendes de Janvier aux jours qui précèdent le Carême, comme si l'on devoit pécher pour avoir occasion de faire pénitence.

Pour le reste de l'Article qui concerne la Comédie & le Théâtre, les Anciens

T. I. Conc.
Gall. p.
362.

p. 199.
edit. de
Lyon 1652.

ciens Docteurs de l'Eglise ne cessent de crier contre ces divertissemens mondains : Tertullien & S. Cyprien en ont fait des traités exprès pour en détourner les Chrétiens & les ont intitulés *des Spectacles*. Lactance, S. Basile, S. Cyrille de Jérusalem, Isidore de Péluse, S. Chrysostome, S. Augustin les ont hautement condamnez, & Salvien dans son Traité de la Providence exagère merveilleusement les maux qui en procèdent, & dit bien des choses qu'on peut justement appliquer à ceux d'entre nous qui fréquentent le Théâtre & la Comédie.

1.6.p.127.
Etc. *Paris*.
1669.

Le 3. Concile de Carthage de l'an 388. le défend formellement, dans le Canon 11. & le 4. qui fut assemblé l'année suivante excommunique dans le Canon 88. tous ceux qui en un jour Solennel abandonnent l'Assemblée de l'Eglise pour se trouver aux spectacles : C'est pourquoi dans un autre Concile sous Aurelius, les Pères d'Afrique résolurent de supplier les Empereurs d'interdire ces divertissemens du Siècle, particulièrement dans les jours solennels destinés aux exercices de la piété & de la Religion ; Le 6. Concile Oecuménique employe à cela même le Canon 51. à la fin du 7. Siècle. De là vient que l'ancienne Discipline excommunioit les Batteurs, les Bouffons, & tous ceux qui montoient sur le Théâtre pour donner ces divertissemens au peuple, & il ne faut pas que les mondains abusent de ce qui est ajoûté à la fin du Règlement que j'examine ; puis qu'on n'a eu en vûe que d'exercer quelquefois les écoliers dans les Collèges.

T.1. Conc.
p.710.

Ib. p.730.

Ib. c.28. p.
915.

XXIX.

Tous jeux défendus par les Edicts du Roi, comme cartes, detz, & autres jeux de hazard, & ceux où il y aura avarice, impudicité, perte notoire de tems, ou scandale, seront reprimez, & les personnes reprises & exhortées au Consistoire, & centiurées selon les circonstances. Les Blanques aussi ne peuvent être approuvées, soit qu'elles se fassent par la permission du Magistrat, ou autrement.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de la Rochelle 1571.

Le Synode de Gergeau 1601. ajoûta ces mots, impudicité, & perte notoire de tems.

Au Synode de Montpellier 1598. Il fut dit, que la Blanche qui sera autorisée par les Magistrats pour le saulagement des mineurs, detteurs & Marchands, ne sera condamnée, mais les autres qui ne sont de cette qualité, comme celle qu'on appelle roué de fortune, sont condamnées.

Mais le Synode susdit de Gergeau déclare, qu'attendu les grands inconveniens qu'on a remontré être survenus en beaucoup d'endroits des Blanques établies en divers lieux de ce Royaume, il sera mis à la fin de cet article, ce qui s'y lit maintenant, savoir, les blanques aussi, &c. jusqu'à la fin, &c. il est dit, que les Magistrats Fidèles seront exhortez d'y tenir la main.

CONFORMITE.

Tr. Conc. Le 6. Concile Universel a fait ce Decret, qui est dans le Canon 50. *qu'il n'y ait aucun Chrétien, soit Laïque, ou du Clergé, qui joue désormais aux jeux de hazard; Et si on surprend quelqu'un le faisant, s'il est du Clergé, qu'il soit déposé, mais s'il est Laïque, qu'il soit excommunié.*

XXX.

Assister aux banquets & festins des nocces, Mariages, & nativitez d'enfans, qui se font par ceux de l'Eglise Romaine, est de soi indifférent : toutefois les Fidèles sont avertis d'en user à édification; & de bien sonder s'ils seront assez forts pour résister aux dissolutions, & autres maux qui s'y peuvent commettre, & même les reprendre. Auxquels festins ne sont compris ceux que les Prêtres font à leur première Messe, auxquels il n'est pas permis d'assister.

OBSERVATIONS.

Cet article confirme ce qui a été dit sur le 28. du soin que les Synodes ont pris de bannir même des choses les plus indifférentes en elles-mêmes, tout ce qui pourroit altérer l'édification publique.

Dès le premier Synode National à Paris 1559. On proposa une difficulté, d'une Eglise particulière, qui tenant, selon qu'elle avoit été enseignée, que les Fidèles ne pouvoient assister en bonne conscience à de tels festins, bien qu'il n'y eût aucune superstition, ni Idolatrie, pratiquoit cette coutume de faire jurer avant la Cene de ne se point trouver auxdits banquets. Depuis, ayant reconnu que ce n'étoit qu'un scrupule, & que l'on pouvoit y assister sans polluer sa conscience : on demande s'ils étoient délivrés de ce serment, comme fait sous un mauvais donné à entendre. La réponse fut qu'ils en étoient délivrés.

L'Article fut dressé tel qu'il est maintenant au Synode de Vertueil 1567. jusqu'à ces mots, & même les reprendre.

Les dernières paroles depuis, auxquels festins, &c. jusqu'à la fin, sont du Synode de Montpellier 1598.

Au Synode de Vitry 1583. Il est dit que, touchant la question proposée par les Députés d'Anjou, s'il est permis d'accompagner une épouse à l'Eglise Romaine jusqu'au Temple, il a été avisé que cela se fera le plus rarement qu'on pourra, & pourveu qu'il n'y ait en la compagnie aucune dissolution, soit de menétriers, ou autres débordemens accoutumés en tels actes. Le semblable a été jugé du convoi des funérailles de ceux de ladite Eglise Romaine jusqu'au sepulchre, à savoir, qu'il n'est permis d'y assister, s'il y a aucune espèce d'idolatrie & de superstition.

Au Synode de Saumur 1596. Sur la proposition des Députés du haut Languedoc, s'il est permis d'accompagner ceux de l'Eglise Romaine jusques aux portes

portes de leurs Temples aux convois de Mariages & de Baptêmes, il a été avisé que non, &, entel cas, il échet censure.

Au Synode de Castres 1626. il est dit que la Compagnie remet à la prudence des Confessoires le jugement des censures qui doivent être appliquées à ceux qui assistent au Baptême, bénédictions de Mariages, & convois de funérailles de l'Eglise Romaine.

C O N F O R M I T E'.

Le Concile de Laodicée a pourvû par les Canons 53. & 54. aux dissolutions qui peuvent arriver aux festins, & a recommandé aux Chrétiens de n'y pas participer.

Quant aux festins que les Prêtres font à leur première Messe, nôtre Discipline a eu raison quand elle a défendu à ceux de nôtre Communion de s'y trouver; parce que ce seroit en quelque manière une aprobation tacite d'une chose qui a fait un des principaux sùjets de nôtre séparation d'avec l'Eglise Romaine; ce fut par un semblable principe que le Synode de Laodicée interdit aux Chrétiens dans les Canons 37. 38. 39. de communiquer à aucune des choses qu'on avoit accoustumé de faire & de pratiquer dans les Fêtes des Juifs, des Hérétiques & des Gentils.

X X X I.

On n'assistera aucunement aux nopces, & banquets de ceux qui pour épouser une partie de contraire Religion, se revoltent de la profession de l'Evangile. Quant à ceux qui se seroient revoltés de longue-main, ou seroient du tout Papistes, il demeure en la prudence des Fidèles de considerer ce qui est expedient.

O B S E R V A T I O N.

Ce fut au Synode de la Rochelle 1581. que cet article fut dressé, par lequel on a voulu empêcher tout ce qui pourroit autoriser, même de la simple présence, les choses qui sont d'elles-mêmes blâmables: Aussi le susdit Synode ajoûte que dans les occasions mêmes où l'on pourroit assister legitimement, les Fidèles aviseront bien de n'approuver point le mal, & de ne point communiquer aux choses qui ordinairement se font & se commettent en ces rencontres.

C O N F O R M I T E'.

Ce que j'ai observé sur la fin de l'article précédent peut être appliqué à celui-ci.

X X X I I.

Ceux qui appellent ou font appeller en duel, ou qui étans appelés l'accept-

ceptent, même tuent leurs parties : quand bien depuis ils en auroient obtenu grace, ou auroient été autrement justifiés ; seront censurés jusqu'à la suspension de la sainte Cene, laquelle suspension sera promptement publiée : & en cas qu'ils veuillent être receus à la paix de l'Eglise, ils feront reconnoissance publique de leur faute.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Montauban 1594. qui donna son sentiment sur l'avis qui fut demandé de la part de plusieurs Provinces, touchant le fait qui y est contenu.

Au Synode de Saumur 1596. Il est dit, que cet article du Synode de Montauban, touchant ceux qui s'appellent en duel, sera observé exactement, & mis au corps de la Discipline.

C'est au Synode de Gergeau 1601. que furent mis ces mots, ceux qui appellent ou font appeler en duel.

Le Synode de Tonneins 1614. confirme cet arrêté, car sur la demande des Députés des Cévennes, pour obtenir quelque éclaircissement sur cet article, il est dit que la Compagnie n'a pas jugé qu'autre éclaircissement lui soit donné, & qu'il demeurera dans ces termes comme étans assez clairs. Et tous Consistoires sont exhortés à le pratiquer exactement.

Au Synode de l'Isle 1617. Les Députés de l'Isle de France ayant demandé avis sur les difficultés qui se rencontrent en l'exécution de l'article 32. du 14. Chap. de la Discipline, qui enjoint une prompte publication de la suspension de la sainte Cene, de ceux qui appellent, acceptent, ou se battent en duel. La Compagnie faisant distinction entre ceux dont la faute ne seroit connue que de quelques particuliers, & ceux qui l'auroient commise publiquement, & qui seroit venu à la connoissance d'un chacun, exhorte les Consistoires d'en juger avec prudence, en sorte que la Discipline ne soit enfreinte.

Enfin au Synode de Loudun 1659. il est dit, que l'article 32. du dernier Chapitre de la Discipline, qui défend les duels sous les plus grièves peines, jusqu'à l'excommunication, sera lu dans toutes les Eglises, avec de pressantes exhortations, pour bannir d'entre les Fidèles cet horrible péché, condamné si expressément dans la Parole de Dieu, & déclaré digne de la dernière infamie par les Edits du Roi. Enjoint aux Consistoires d'y tenir la main, & de poursuivre les réfractaires par toutes sortes de censures.

CONFORMITE.

Les Duels étant expressément condamnés par la Parole de Dieu, & par les Edits de nôtre Invincible Monarque, il est très juste de censurer grièvement les réfractaires, tous ceux qui passent par dessus les Loix du Ciel & de la Terre, donnent lieu à ces emportemens & à ces fureurs qui procèdent d'un appétit déréglé de vengeance & de ressentiment.

XXXIII.

CEs Articles, qui sont ici contenus touchant la Discipline, ne sont pas tellement arrêtez entr'e-nous, que si l'utilité le requiert, ils ne puissent être changez : mais il ne sera pas en la puissance des Ministres, des Consistoires, des Colloques & des Synodes Provinciaux, d'y ajoûter, changer, ou diminuer, sans l'avis & consentement du Synode National.

OBSERVATIONS.

Cet article est fondé sur ce que la Discipline de l'Eglise n'étant pas immédiatement émanée de l'autorité Divine, comme est la doctrine salutaire qui nous a été révélée dans les Saintes Ecritures; & n'ayant pour fondement que le précepte général de l'Apôtre, que toutes choses se fassent dans l'Eglise avec ordre & bien-séance, ce qui dans le détail doit dépendre de la prudence de ceux qui gouvernent l'Eglise, qui doivent avoir égard à une infinité de circonstances qui peuvent aisément varier; il est absolument nécessaire de laisser à la liberté de ceux qui conduisent les Troupeaux du Seigneur, de regarder à suivre toujours ce qu'ils estiment être le plus expédient, & de plus grande édification. Cependant, si on laisse cette direction à la volonté de chaque Eglise particulière, ou même de chaque Province, il pourroit arriver beaucoup de diversité dans la pratique de la Discipline entre les Troupeaux qui sont renfermez dans l'enceinte d'un même Etat, ce qui apporteroit du trouble, & seroit sujet à mauvaise interprétation. C'a été donc fort à propos que ce Règlement a été pris, de ne faire aucun changement dans la Discipline, que de l'avis & du consentement du Synode National, pour conserver ainsi l'uniformité du Gouvernement dans toutes les Eglises du Royaume.

Dès le Synode de Paris 1559. à la fin de la Discipline, cet article se voit à peu près dans les mêmes termes qu'il est à présent.

Au Synode de Lion 1563: Il fut dit, que l'on ne divulgueroit autres articles de la Discipline Ecclesiastique, sinon ceux qui sont résolus par l'avis commun de tous. Afin que comme c'est une règle générale, à laquelle tous sont assujettis, aussi tous aient quelque participation à son établissement, & que le tout soit concerté entr'eux, pour y apporter toutes les précautions nécessaires.

On peut rapporter ici tous les réglemens qui ont été pris dans les Synodes Nationaux, sur le 7. article du Chapitre 9. de la Discipline.

On peut encore rapporter ici comme une observation générale sur toute la Discipline, le règlement qui fut pris au Synode de Vitré 1583. touchant la publication qui se peut faire des articles de la Discipline devant le peuple, selon l'exigence des cas. Il est conçu en ces termes. Les Articles de la Discipline, contenant les réglemens du peuple, seront lus publiquement. C'est pourquoi les Colloques seront un extrait des articles qu'ils jugeront être nécessaires, que tous connoissent, & dont lecture publique sera faite, au jour & heure extraordinaire, selon la prudence du Consistoire.

CONFORMITE.

Pour si peu qu'on ait de connoissance de l'Antiquité Ecclésiastique, on ne peut pas ignorer que les Conducteurs des Eglises Chrétiennes n'ayent fait en diverses occasions ce que nôtre Discipline permet dans ce dernier article, & de la manière qu'elle le prescrit ; De là vient que quand il s'agissoit d'un point de Discipline qui regardoit généralement toutes les Eglises de l'Empire Romain, il n'y avoit qu'un Concile Oecuménique qui en pût décider, comme je l'ai justifié sur l'article 2. du chapitre 6. où le Lecteur peut avoir recours : Au reste il seroit aisé de produire plusieurs exemples des changemens qui ont été faits en divers tems dans l'ancienne Discipline ; mais comme c'est une vérité reconnue de tout le monde, je m'arrêterai simplement à la matière de la Pénitence, dont la pratique a été fort diverse selon la diversité des tems, les Conciles y ayant apporté dans les occasions les changemens qu'ils ont crû nécessaires, comme il paroît par la lecture des anciens Canons : qu'on lise ce que j'ai écrit sur l'article 19. du chapitre 5. qui est des Consistoires. Quoi qu'il en soit, la Discipline Ecclésiastique doit être toujours conforme à la nature de l'Evangile & à l'intention de Jesus Christ, & avoir pour fondement cette maxime de saint Paul, *que toutes choses se fassent honnêtement & par ordre dans l'Eglise de Dieu* ; pourvu que cela soit, l'Eglise a eu de tout tems le pouvoir de changer dans sa Discipline ce qu'elle a jugé à propos, puis que selon la remarque de S. Augustin les derniers Conciles Oecuméniques ont souvent corrigé les premiers ; il est vrai qu'il dit que cela se doit faire sans arrogance & sans orgueil, sans envie & sans contention, avec un esprit d'humilité, de paix & de charité. *Car la règle de la foi demeurant en son entier*, dit Tertullien, *le reste qui concerne la Discipline souffre la nouveauté de la correction, par le moyen de la grace de Dieu, qui opère & qui fait en nous des progrès jusqu'à la fin.*

12. de
Bapt. c. 3.
T. 7. p. 40.
De Ve-
land.
Virg. cit.

*Fin de la Discipline des Reformez de France & de
la Conformité.*

L'ORDRE ECCLESIASTIQUE

des Eglises Reformées du Pays-bas, tant de l'une que de l'autre Langue, conclu au Synode National, convoqué par les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies, à Dordrecht l'An 1618. & 1619.

I.

LE Reglement de la Discipline Ecclesiastique est compris en quatre points principaux. En Charges ou Offices : en Assemblées : En ce qui concerne la Doctrine, Sacremens & Ceremonies : & finalement en Censures : desquels quatre points sera traité par ordre.

Des Charges & Offices.

II.

Il y a quatre sortes de Charges, à sçavoir, des *Pasteurs* : des *Docteurs* : des *Anciens*, & des *Diares*.

III.

Nul ne doit entreprendre de prêcher ou administrer les Sacremens sans vocation legitime, encores qu'il fût Docteur, Ancien ou Diacre. Et advenant que quelcun l'entreprit & qu'après quelques admonitions il ne s'en déportât, la Classe jugera s'il le faut declarer schismatique, ou user envers lui d'autres Censures Ecclesiastiques.

IV.

En la Vocation legitime de ceux qui auparavant n'ont point exercé le Ministère est requis tant és Villes qu'és villages. 1. *L'Election*, laquelle se doit faire avec Prieres & jeûne par le Consistoire & les Diares, & ce non sans tenir bonne correspondance avec le Magistrat Chrétien du lieu respectivement : Aussi avec le sceu & avis de la Classe où cela jusques à present a été en usage. 2. *L'Examen* tant de la doctrine que de la vie, lequel se fera par la Classe, y assistans les Deputez du Synode ou aucuns d'iceux. 3. *L'Approbaton* du Magistrat & puis aussi des Membres de l'Eglise Reformée du lieu, quand le nom du Ministre ayant été proposé à l'Eglise par l'espace de 15. jours, il n'y a point eu d'opposition. 4. La *Confirmation* publique en l'Eglise, laquelle se doit faire avec demandes & promesses nécessaires, admonitions, prieres & imposition des mains du Ministre qui fera la *Confirmation* ou de quelque autre és Eglises où il y a plusieurs Ministres, & ce suivant le Formulaire ordonné à cette fin; bien entendu que l'*Imposition* des mains se

pourra faire en l'Assemblée Classique, à celui qui sera appelé au Ministère pour être envoyé aux Eglises qui sont sous la Croix.

V.

Touchant les Ministres qui sont déjà établis au Ministère, & sont appelez en une autre Eglise, telle vocation se fera semblablement tant és villes qu'és villages, avec correspondance comme ci devant, par le Consistoire & Diacres, avec avis & approbation de la Classe, où lesdits appellés exhiberont suffisant témoignage Ecclesiastique de leur vie & Doctrine. Et ainsi étans approuvez par le Magistrat & representez à l'Eglise du lieu respectivement par l'espace de 15. jours comme dessus, seront confirmés en leur Ministère par stipulations & Prieres. Tout ce que dit est ne tendant à prejudicier à aucun en son droit legitime de Patronage & presentation ou autre, entant qu'on le pourra pratiquer avec edification sans prejudice de l'Eglise de Dieu & du bon ordre Ecclesiastique. Sur quoi plaira aux Superieurs Souverains & aux Synodes des Provinces respectivement adviser & donner tel ordre qu'ils jugeront être necessaire pour le plus grand bien des Eglises.

VI.

Nul Ministre aussi ne pourra accepter aucun Ministère en quelque Seigneurie particuliere ou Hospital, ou ailleurs, qu'il ne soit premierement admis suivant les Articles ci dessus mentionnez, & sera sujet à l'ordre des Eglises comme les autres Ministres.

VII.

Nul ne sera appelé au Ministère sans lui assigner une certaine Eglise, si ce n'est qu'il soit envoyé çà & là és Eglises qui sont sous la Croix, ou autrement pour recueillir quelques Eglises.

VIII.

Nuls Maîtres d'Ecole, manouvriers ou autres qui n'ont point étudié, ne pourront être admis au Ministère, si ce n'est qu'on soit bien assuré qu'ils sont doüez de dons singuliers de Pieté, d'humilité, modestie, de bon Esprit, de discretion & d'éloquence, & quand tels se presenteront pour être receus au Ministère, la Classe les examinera premierement si le Synode le trouve bon. Et selon qu'on les aura trouvé propres en l'examen, on leur prescrira certain temps durant lequel ils auront à proposer en privé. Et puis en sera fait par la Classe comme elle jugera convenir à edification.

IX.

Les nouveaux introduits en l'Eglise, les Prêtres, Moines ou autres qui auront quitté quelque secte ou heresie, ne pourront être receus au Ministère qu'avec grand soin & prudence, & après qu'ils auront été bien éprouvez certain temps.

X.

Un Ministre étant une fois legitiment appellé au Ministère ne peut delaisser l'Eglise où il est Ministre affecté, & sans condition, pour accepter ailleurs vocation, sans le consentement du Consistoire, Diares, & de ceux qui auparavant auront été en charge d'Anciens & Diares, ensemble du Magistrat & avec le sceu de la Classe: comme aussi nulle autre l'Eglise ne le pourra recevoir, devant qu'il exhibe témoignage legitime de l'Eglise & de la Classe où il aura servi.

XI.

D'autrepart aussi les Consistoires, comme representans les Eglises, seront tenus de pourvoir à l'entretenement convenable de leurs Ministres, de ne les quitter sans le sceu & advis de la Classe, laquelle aussi jugera si par faute d'entretenement les Ministres devront être transportez ailleurs.

XII.

D'autant qu'un Ministre étant legitiment appellé comme dessus, est obligé toute sa vie au Ministère, il ne lui sera permis de s'adonner à autre vocation, si ce n'est pour grandes & urgentes raisons, desquelles la Classe connoistra & jugera.

XIII.

Si'il advient que quelques Ministres soient rendus inhabiles à exercer leur Ministère, soit par vieillesse, maladie ou quelque autre inconvenient, ils retiendront neantmoins le nom & honneur de Ministre, & seront honnêtement entretenus par l'Eglise où ils auront servi: comme aussi les Veuves & Orphelins des Ministres en général secourus & assistez.

XIV.

Si quelques Ministres, pour les causes susdites ou autres, étoient contrains de laisser pour quelque temps leur Ministère (ce qui ne se fera sans l'advis du Consistoire) ils seront neantmoins & demeureront tousjours sujets à la vocation de l'Eglise.

XV.

Il ne sera permis à aucun Ministre, en delaisant pour quelque temps le service de son Eglise, ou bien étant sans Ministère, d'aller prêcher çà & là sans le consentement & autorité du Synode ou de la Classe. Semblablement nul ne pourra prêcher en une autre Eglise ni administrer les Sacremens sans le consentement du Consistoire.

XVI.

L'Office des Pasteurs est de vaquer à Oraisons & à la Predication de la Parole, administrer les Sacremens: prendre soigneusement gar-

380 DISCIPLINE DES REFORMEZ
de sur leurs confreres Ministres, Anciens & Diacres, voire sur toute l'Eglise, & par ensemble avec les Anciens non seulement exercer la Discipline Ecclesiastique; mais aussi porter soin que tout se fasse en l'Eglise honnêtement & par ordre.

XVII.

L'Egalité se gardera entre les Pasteurs, tant en ce qui concerne les charges de leur Ministère, comme aussi en toutes autres choses, entant que faire se pourra, & ce par l'advis du Consistoire, & si besoin est, de la Classe, ce qui aussi s'observera és Anciens & Diacres.

XVIII.

L'Office des *Docteurs & Professeurs* en Theologie est d'exposer les Saintes Ecritures, & de maintenir la pure Doctrine contre les Hérésies & erreurs.

XIX.

Les Eglises travailleront à ce qu'il y ait des Etudiants en Theologie entretenus du bien public.

XX.

On établira l'usage de la Proposition és Eglises où il y a plusieurs Ministres idoines à la conduire, pour par tel exercice en preparer quelques uns au Ministère de la Parole, suivant l'ordre que le Synode present en a spécialement dressé.

XXI.

Les Consistoires porteront soin qu'il y ait par tout de bons Maîtres d'Ecole, qui non seulement apprennent les enfans à lire, écrire, avec les langues & arts Liberaux: mais aussi leur enseignent la crainte de Dieu & le Catechisme.

XXII.

Les Anciens seront esleus par l'advis du Consistoire & des Diacres, de sorte qu'il sera libre aux Eglises, selon qu'elles trouveront plus convenable, d'en proposer autant qu'elles en auront de besoin, pour être tenus & approuvez, s'il n'y a point d'opposition, & confirmez avec prieres publiques & stipulations; ou d'en nommer un double nombre, dont la moitié soit élue par l'Eglise & confirmée en leur charge suivant le formulaire qui en a été fait.

XXIII.

L'office des Anciens (outre ce que nous avons dit *Artic. 16.* leur être commun avec les *Pasteurs*) est de veiller sur lesdits *Pasteurs*, leurs autres Compagnons & les Diacres, à ce que chacun s'employe fidelement en sa charge: & de faire la visitation, selon que la commodité du temps & du lieu le permettra pour l'edification de l'Eglise, soit devant,
soit

soit après la Cene, pour consoler & enseigner les Membres de l'Eglise principalement, & pour aussi admonester les autres d'embrasser la Religion Chrétienne.

XXIV.

L'Election, Nomination, Approbation & Confirmation des Diacres se fera comme celle des Anciens.

XXV.

Le propre office des Diacres est de recueillir diligemment les aumônes & autres biens donnez pour l'entretienement des povres, & les distribuer soigneusement & fidelement d'un commun avis, selon la necessité d'iceux & mêmes des étrangers : de visiter & consoler les affligez : & soigneusement prendre garde, qu'ils n'abusent des aumônes ; finalement de rendre leurs contes au Consistoire, & mêmes devant l'Eglise si quelques uns y veulent assister. Et ce au temps qui sera trouvé convenable par le Consistoire.

XXVI.

Les Diacres, es lieux où il y a d'autres aumôniers, les solliciteront à vouloir tenir bonne correspondance avec eux, afin que les aumônes soient tant mieux distribuées à ceux qui en auront plus grande nécessité.

XXVII.

Les Anciens & Diacres serviront deux Ans, se changeant tous les Ans la moitié d'iceux & autres entrans en leur place, voire si la commodité & utilité de quelques Eglises ne requerroit un temps plus court ou plus long.

XXVIII.

Comme c'est le devoir du Magistrat Chrétien de procurer en toutes manieres le bien du Saint Ministère, & le recommander à leurs sujets par leur exemple, & de maintenir les *Pasteurs, Anciens & Diacres* par leurs bonnes ordonnances & statuts & difficultés qui peuvent survenir : ainsi les *Pasteurs, Anciens & Diacres* sont tenus d'inculquer sérieusement & droitement à toute l'Eglise l'obeissance, amour & reverence qu'ils doivent au Magistrat. En quoi toutes personnes Ecclesiastiques montreront bon exemple à leur troupeau, & tâcheront par respect & correspondance convenable de gagner & conserver la faveur des Superieurs envers l'Eglise : afin qu'un chacun faisant de son côté en la crainte de Dieu ce qui est de sa vocation, on puisse prevenir tous soupçons & desiances à la conservation de la paix & bonne concordé en l'Eglise de Dieu.

Des Assemblées Ecclesiastiques.

XXIX.

On observera quatre sortes d'Assemblées Ecclesiastiques. 1. *Les Consistoires.* 2. *Les Classes.* 3. *Les Synodes Particuliers.* 4. *Les Generaux ou Nationaux.*

XXX.

En ces Assemblées on ne traittera rien finon affaires Ecclesiastiques & ce à la façon Ecclesiastique. On ne traittera rien és plus grandes Assemblées finon les choses qui n'auront peu être resolües és moindres, ou qui concernent en general toutes les Eglises des grandes Assemblées susdites respectivement.

XXXI.

Si quelqu'un se plaint d'être grevé par la sentence de la moindre Assemblée, il en pourra appeller à une plus grande Assemblée Ecclesiastique. Et ce qui sera approuvé par la pluralité des voix sera tenu pour resolu & arresté, n'étoit qu'on fit paroître que la resolution seroit contraire à la Parole de Dieu ou aux Articles arrestez en ce Synode National, jusques à ce que par un autre Synode General lesdits Articles-soient changez.

XXXII.

On commencera les actions de toutes Assemblées par l'invocation du Nom de Dieu: Et se finiront par actions de graces au Seigneur.

XXXIII.

Ceux qui seront deputez pour aller aux Assemblées apporteront Lettres de Credence, & leurs Instructions sousignées de ceux desquels ils seront envoyez, & ceux-ci seuls auront voix decisive.

XXXIV.

En toutes Assemblées on adjoindra au President un Ecrivain, afin de rediger soigneusement par écrit tout ce qui devra être mis par memoire.

XXXV.

L'office du President sera de proposer & éclaircir ce qu'on doit traiter: porter soin que chacun parle en son rang: commander à ceux qui seroient trop âpres & contentieux de se taire. Et en cas qu'ils n'obeissent, les reprendre & censurer selon leur merite, & cessera sa charge à la fin de l'Assemblée.

XXXVI.

La Classe aura une semblable autorité sur le Consistoire, que le Sy-

Synode particulier sur la Classe, & le general sur le particulier.

XXXVII.

En toutes Eglises y aura un Consistoire composé des Ministres & Anciens, lesquels s'assembleront pour le moins toutes les semaines une fois. Le Pasteur y presidera, & s'il y en a plusieurs ils presideront l'un après l'autre. Et pourront les Magistrats des lieux respectivement (s'il leur plaît) deputer un ou deux d'entr'eux qui soient Membres de l'Eglise pour assister au Consistoire, & y entendre & deliberer des choses qui y seront proposées.

XXXVIII.

Es lieux où on voudra dresser un Consistoire, on ne le fera sans l'avis de la Classe: Et es lieux où le nombre des Anciens est fort petit, les Diacres pourront être adjoints au Consistoire.

XXXIX.

Où il n'y a pas encores de Consistoire, la Classe fera ce qu'autrement le Consistoire est tenu de faire suivant ce Reglement Ecclesiastique, jusques à ce qu'il y ait quelque Consistoire dressé.

XL.

Les Diacres s'assembleront semblablement toutes les semaines, pour avec l'Invocation du Nom de Dieu traiter de ce qui concerne leur charge. Sur quoi les Ministres auront égard, & se trouveront en leur Assemblée, si la necessité le requiert.

XLI.

Les Assemblées Classiques seront composées des Eglises voisines, de chacune desquelles un Ministre & un Ancien s'assembleront avec credence authentique au temps & lieu dont ils s'accorderont à la fin de chaque Classe, à condition toutes fois qu'ils ne passent l'espace de trois Mois. En ces Assemblées Classiques presideront les Ministres l'un après l'autre, ou bien celui qui sera élu par la Compagnie, tellement toutes fois que nul ne soit élu deux fois de suite. Celui qui presidera interrogera un chacun entre autres choses: Si on tient Consistoire en leur Eglise: Si on y exerce la Discipline Ecclesiastique: Si on a soin des Povres & des Ecoles: finalement, s'il y a chose en laquelle ils ayent à faire de l'avis & assistance de la Classe pour bien regler & gouverner leur Eglise. Le Pasteur à qui la charge en aura été donnée en la Classe precedente, fera une brieve Predication de la Parole de Dieu, de laquelle les autres jugeront, & s'il y a quelque chose à reprendre, l'en advertiront. Pour conclusion, en la Classe qui precedera le Synode particulier, seront élus ceux qui se trouveront audit Synode.

XLII.

XLII.

Où il y aura pluralité de Ministres en une Eglise, lesdits Ministres pourront tous comparoître en la Classe avec voix décisive, hormis es affaires qui concernent spécialement leurs personnes, ou leurs Eglises.

XLIII.

En la fin des Classes & des Assemblées plus grandes se fera censure de ce qu'en l'Assemblée aura été commis digne de reprehension, comme aussi de ceux qui auront méprisé les admonitions des Assemblées inferieures.

XLIV.

La Classe autorisera quelques uns de leurs Ministres, pour le moins deux, des plus vieux mieux experimentez & idoines, pour en toutes leurs Eglises tant es Villes qu'es villages faire tous les Ans la visite, & regarder si les Pasteurs, Consistoires, & Maîtres d'Ecole font fidelement leur charge, persistent en la pureté de la doctrine, observent en tout l'ordre receu, & procurent comme il convient & entant qu'en eux est, tant de parole que de fait, l'édification de l'Eglise, & l'avancement de la jeunesse, afin que s'ils en trouvent aucuns nonchalans à faire leur devoir, ils les admonétent en temps fraternellement, & aident à diriger toutes choses à la paix, édification, & plus grand profit des Eglises & Ecoles, & pourra chaque Classe continuer lesdits visiteurs en leurs charges aussi long-temps que bon lui semblera, si ce n'est que les visiteurs mêmes pour raisons (dont la Classe jugera) requierent en être dechargez.

XLV.

L'Eglise en laquelle la Classe ou le Synode, soit particulier, soit general, s'assemblera, portera soin de representer en l'Assemblée les Actes de la precedente.

XLVI.

Les Instructions de ce qu'on aura à proposer es plus grandes Assemblées, ne se coucheront point par écrit que premierement on ait leu les résolutions des Synodes precedents, afin de ne proposer derechef ce qui une fois auroit été resolu, n'étoit qu'on estimast quelque changement être requis.

XLVII.

Tous les Ans (si la necessité ne-requiert qu'il se fasse plutôt) s'assembleront quatre ou cinq Classes voisines ou en plus grand nombre. Et seront envoyez à ce Synode particulier deux Ministres & autant d'Anciens de chacune desdites Classes. Et en la fin des Synodes tant particuliers que Nationaux se nommera une Eglise, laquelle avec l'avis de sa Classe aura charge de constituer le temps & le lieu du Synode suivant.

XLVIII.

XLVIII.

Il sera libre à chaque Assemblée Synodale de requérir le Synode ou les Synodes voisins d'entretenir ensemble correspondance, telle qu'ils jugeront être de besoin pour leur commune édification.

XLIX.

Chaque Synode deputera quelques uns, premierement pour effectuer ce qui aura été conclu au Synode, tant envers le Souverain Magistrat, comme es Classes respectivement étans sous leur ressort. 2. Pour assister, soit tous ensemble ou en moindre nombre, en tous examens de nouveaux Ministres. 3. Pour prêter la main aux Classes en toutes difficultez qui surviennent, afin que tout bon ordre, paix & union puisse être conservée & établie. Et auront lesdits Deputez à tenir notice de toutes leurs besognes, pour en faire raport au Synode, & en rendre raison, s'il est requis. Et ne seront déchargez de leurs charges que par le Synode même.

L.

Le Synode National s'assemblera pour l'ordinaire de trois Ans en trois Ans, si la nécessité ne requiert de l'assembler plû-tôt. Et seront envoyez à ce Synode deux Ministres & autant d'Anciens de chaque Synode particulier, tant de la Langue Flamande que Wallonne: Et advenant qu'il faille assembler le Synode National devant le temps de trois Ans, l'Eglise nommée pour le convoquer portera soin d'assembler son Synode particulier, & en fera advertissement à la prochaine Eglise de l'autre Langue, laquelle y enverra quatre Deputez pour d'un commun avis resoudre du temps & du lieu. La dite Eglise esleüe pour convoquer le Synode National ayant à deliberer du temps & du lieu, en fera de bonne heure advertissement au Magistrat Supérieur, afin que de son sceu & en la presence de ses Deputez (s'il lui plaît en envoyer quelques uns) la chose soit resolue en la Classe.

LI.

Comme ainsi soit qu'en ces Pais-bas on ute de deux Langues assavoir Flamande & Wallonne, a été trouvé bon que les Eglises tant de l'une que de l'autre Langue tiennent distinctement leurs Consistoires, Classes & Synodes particuliers.

LII.

Neanmoins a été trouvé convenable qu'es Villes où il y aura Eglise de deux Langues, quelques Ministres & Anciens de chaque Consistoire, s'assemblent tous les mois une fois pour entretenir bon accord & correspondance, & s'assister mutuellement de bon conseil autant que la nécessité le requerra.

LIII.

Les Pasteurs, ensemble les *Professeurs* en Theologie (ce qui seroit convenable être fait aussi par les autres *Professeurs* publics) signeront la Confession de Foi des Eglises du Baïs-bas. Et les Ministres qui refuseront de ce faire seront de fait suspendus de leur Ministère par le Consistoire ou la Classe, jusques à ce qu'ils se soient entierement declarés sur cela, & en cas qu'ils persistent opiniâtement en ce refus, ils seront du tout deposez.

LIV.

Semblablement les Maîtres d'Ecole seront tenus de soubsigner les Articles comme dessus, ou en lieu d'iceux-le Catechisme.

LV.

Nul de la Religion Reformée ne pourra faire imprimer ni publier en façon quelconque aucun Livre ou Ecrit traitant de la Religion composé ou traduit de lui ou d'autrui, si premierement ledit Ecrit n'a été examiné & approuvé par les Pasteurs de sa Classe ou de son Synode particulier, ou par les *Professeurs* publics en Theologie de ces Provinces. Et toutes fois non sans le sceu de la Classe.

LVI.

On scellera l'Alliance de Dieu par le Baptême aux Enfans des Chrétiens aussi-tôt qu'il se pourra administrer, & se fera publiquement en l'Eglise après la Predication de la Parole de Dieu. Et quant aux lieux où la Predication se fait rarement, on ordonnera un certain jour la semaine auquel le Baptême s'administrera extraordinairement, à condition toutesfois qu'il ne se fasse sans quelque Predication.

LVII.

Les Ministres travailleront & feront leur devoir à ce que les Peres presentent leurs Enfans au Baptême. Et quant aux Eglises, où les autres Peres la coutume est de prendre des parains ou témoins au Baptême des petits Enfans (laquelle coutume de soi indifferente ne doit facilement être changée) il est convenable qu'on prenne des parains qui suivent la pure doctrine & soient de bonne conversation.

LVIII.

Quant au Baptême tant des Enfans que des personnes âgées, les Pasteurs useront des formulaires de l'institution & usage d'icelui qui distinctement en ont été dressés pour cet effet.

LIX.

Les âgez sont entez par le Baptême en l'Eglise Chrétienne & re-
ceus

ceus pour Membres de l'Eglise. Et pourtant sont tenus de communiquer à la Table du Seigneur: dequoi aussi ils feront promesse en leur Baptême.

LX.

On enregistra les noms des Enfans Baptisez, des Parens & Parains, & se notera le temps du Baptême.

LXI.

Nul ne sera receu à la Communion de la Sainte Cene que premierement il ne fasse profession de la Religion Reformée, suivant l'ordre de l'Eglise à laquelle il s'adjoint, ayant témoignage d'honnêteté de vie. Et ceux qui viennent des autres Eglises, ne seront aussi receus sans témoignage.

LXII.

Chaque Eglise observera la maniere d'administrer la Sainte Cene qu'elle jugera la plus convenable à édification, de sorte toute fois qu'il ne sera licite de changer les Ceremonies ordonnées en la Parole de Dieu. A condition aussi qu'on se garde de toutes superstitions. Et la Predication & priere ordinaire étans achevées en la chaire, le formulaire de la Cene & la Priere servant à icelle sera lue à la Table.

LXIII.

On celebrera la S. Cene tous les deux mois si faire se peut, & où l'opportunité de l'Eglise le permettra sera bon de ce faire les jours de Pâques, Pentecôte & Noël. Et là où il n'y a point encores d'ordre Ecclesiastique établi, on ne l'administrera pas que premierement on n'ait esleu des Anciens & Diacres par provision.

LXIV.

D'autant qu'en plusieurs lieux les assemblées au soir sont trouvées fructueuses, chaque Eglise fera touchant l'usage d'icelles ce qu'elle jugera servir à grande édification. Et là où sera trouvé bon de les ôter ne se fera sans l'avis de la Classe, & aussi du Magistrat faisant profession de la Religion.

LXV.

On n'introduira point les Predications funebres où elles ne sont point en usage. Et là où on a accoustumé d'en user sera advisé de les abolir par le meilleur moyen que faire se pourra.

LXVI.

En temps de guerre, peste, famine, ou de grieve persecution des Eglises, ou d'autres calamitez publiques, les Ministres prieront le Magistrat que par son commandement & autorité soit ordonné & sanctifié un jour de jeûne & Prieres publiques.

Les Eglises observeront, outre les jours de Dimanche, les jours de Noël, Pâques & Pentecôte avec le jour ensuivant. Et pource qu'en la plus grand part des Villes & Provinces du Pais-bas on observe le jour de la Circoncision & Ascension de Jesus-Christ, les Ministres, és lieux où cet usage n'est point encore, travailleront à l'endroit de leur Magistrat à ce qu'ils se conforment à la coûtume des autres Eglises.

LXVIII.

Au jour du Dimanche après midi les Ministres exposeront brièvement en toutes les Eglises le Sommaire de la doctrine Chrétienne contenuë au Catechisme qui est à present receu és Eglises du Pais-bas, de sorte qu'il puisse être achevé tous les Ans, suivant la division qui en a été faite en icelui à ces fins.

LXIX.

On chantera seulement en l'Eglise les cent cinquante Pseaumes de David: les x. Commandemens: nôtre Pere: les 12. Articles les nôtre Foi: les Cantiques de *Marie*, *Zacharie* & *Simeon*. Et est laissé en la liberté des Eglises de chanter ou ne chanter point le Cantique Flamend, O Godt die onse Vader bist, &c. Et quant aux autres Cantiques on n'en usera point en l'Eglise. Et où la coûtume est autre, on fera tout devoir pour les faire cesser par les moyens les plus convenables.

LXX.

Comme il se trouve que jusques à present on use par tout de diverses manieres touchant les Mariages, & toutefois est convenable d'entretenir une conformité en cet endroit, les Eglises continueront l'usage qu'elles ont eu jusques à maintenant, conforme à la Parole de Dieu & aux precedentes ordonnances Ecclesiastiques, jusques à ce que par le Magistrat superieur (lequel on requerra promptement pour cet effect) en soit établie avec l'advis des Ministres une ordonnance generale, à laquelle ce Reglement Ecclesiastique se rapporte quant à ce point.

Des Censures & Admonitions Ecclesiastiques.

LXXI.

Comme la Censure Chrétienne est spirituelle & ne delivre personne du jugement & punition du Magistrat: ainsi au contraire les Censures Ecclesiastiques sont requises outre les punitions Politiques pour reconcilier à l'Eglise & au prochain ceux qui ont peché, & ôter les scandales de l'Eglise de Jesus-Christ.

LXXII.

Quand donc quelqu'un aura commis quelque scandale soit en la doctrine soit és mœurs, si la faute est secrète & éloignée d'offension publique, on observera la règle que Jésus-Christ prescrit expressément, Matt. 18.

LXXIII.

Les pechez secrets, dont le pecheur étant admoneté ou particulièrement par un seul ou par deux ou troistémoin, s'il declare avoir repentance, ne doivent être rapportez au Consistoire.

LXXIV.

Mais si quelqu'un és fautes secrètes n'écoute point la remonstration de deux ou de trois personnes étant admoneté en charité. Item si quelqu'un commet un peché public, on le doit rapporter au Consistoire.

LXXV.

La reconciliation des pechez qui de leur nature sont publics, ou qui par mépris des admonitions Ecclesiastiques sont devenus publics, se fera publiquement par le jugement du Consistoire, quand on verra certains signes de Repentance, & és petites villes & villages où il n'y a qu'un Ministre, avec l'avis de deux Eglises prochaines, selon la forme & la maniere que chaque Eglise trouvera être convenable à edification.

LXXVI.

Celui qui rejettera obstinément les remontrances du Consistoire, comme aussi celui qui aura commis une faute publique ou autrement grievé, sera suspendu de la communion de la Sainte Cene, & si étant ainsi suspendu après plusieurs admonitions il ne donne aucun signe de Repentance, on viendra finalement au dernier remede, à savoir à l'Excommunication suivant le formulaire conforme à la Parole de Dieu dressé à ces fins. Toutefois nul ne sera excommunié sans l'avis & jugement de la Classe.

LXXVII.

Devant qu'on vienne à l'Excommunication on signifiera publiquement au peuple l'obstination du pecheur, declarant le peché, ensemble le devoir fait envers lui en le reprenant & suspendant de la Cene, & les admonitions reiterées à lui faites; l'Eglise aussi sera exhortée de l'admonester & de prier pour lui, & se feront tels advertissements par trois diverses fois. Au premier le pecheur ne sera point nommé, afin qu'on l'espargne aucunement. Au second son nom sera exprimé par l'avis de la Classe. Au troisieme on declarera au peuple qu'il sera forclos de la

communion de l'Eglise s'il ne se convertit, afin que s'il demeure obstiné, son Excommunication se fasse par le consentement tacite de l'Eglise. L'Espace du temps entre ces advertissemens sera en la discretion du Consistoire.

LXXVIII.

Quand quelqu'un qui est excommunié se voudra reconcilier à l'Eglise par Repentance, il sera premierement signifié à l'Eglise devant la celebration de la Cene ou autrement selon que l'opportunité se presentera, afin qu'il soit admis à la prochaine Cene, s'il n'y a personne qui mette en avant quelque empêchement, étant receu avec publique Confession de sa repentance suivant le formulaire dressé à ces fins.

LXXIX.

Si les *Pasteurs, Anciens & Diacres* viennent à commettre quelque grand peché & public qui soit ignominieux à l'Eglise ou punissable par l'autorité du Magistrat, quant aux *Anciens & Diacres*, ils seront deposez incontinent de leurs charges par l'avis & jugement du Consistoire y adjoind celui de l'Eglise voisine. Et quant aux *Pasteurs* ils seront suspendus. Et sera à l'Assemblée Classique de juger s'ils devront être du tout deposez de leur Ministère.

LXXX.

Or entre les crimes & pechez qui meritent ou suspension ou deposition les principaux sont fausse Doctrine ou Heresie; schismes publics, blasphemes manifestes: Simonie, desertion desloyale de sa charge, ou invasion de celle d'autrui; perfidie; adultere; paillardise; larrecin; yvrognerie; violence; batteries; gain deshonnête; brief tous les pechez & crimes qui apportent infamie publique, ou qui en un autre Membre de l'Eglise seroient reputez dignes d'excommunication.

LXXXI.

Les *Pasteurs, Anciens & Diacres* feront la Censure Chrétienne entr'eux, s'admonestans les uns les autres amiablement de l'administration de leurs charges.

LXXXII.

On donnera à ceux qui se retireront de quelque Eglise témoignage de leur vie passée & ce avec l'advis du Consistoire, étant le témoignage cacheté du cachet de l'Eglise, ou s'il n'y en a point il sera signé de deux au Consistoire.

LXXXIII.

Si ce sont povres gens qui partent pour justes causes, on leur donnera par l'advis des *Diacres* ce dont ils auront besoin, en notant sur le dos

dos de leur attestation le lieu où ils veulent aller & l'assistance qui leur aura été faite.

LXXXIV.

Nulle Eglise n'aura primauté & domination sur les autres Eglises: ni semblablement les *Pasteurs* sur les autres *Pasteurs*: ni les *Anciens* sur les autres *Anciens*: ni les *Diacres* sur les autres *Diacres*.

LXXXV.

Es choses indifferentes ne sera convenable de condamner les Eglises des autres Provinces qui useront d'autres coutumes que les nôtres.

LXXXVI.

Or ces Articles, concernans l'ordre legitime de l'Eglise, sont tellement dressez & approuvez par commun accord, que si l'édification de l'Eglise le requiert, ils puissent & doivent être changez & augmentez & diminuez. Toute fois il ne sera permis à aucune Eglise, Classe ou Synode particulier de le faire: ains chacun advisera de garder ces Articles jusques à ce que par le Synode Général ou National il en soit autrement ordonné

*Collationné avec l'Original qui a été signé par Jean Polyander,
Daniel de Conlogne, Arnould de Lannoi, Esaie du Pré.*

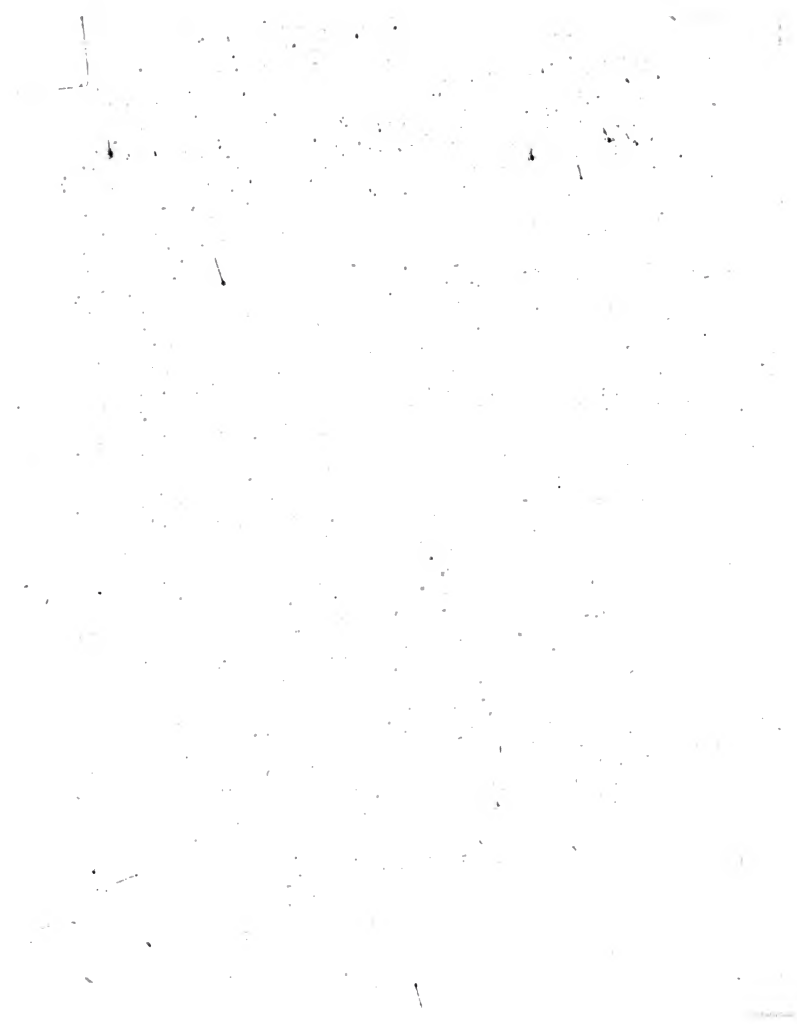
Pour certification dequoi j'ai signé ce que dessus,

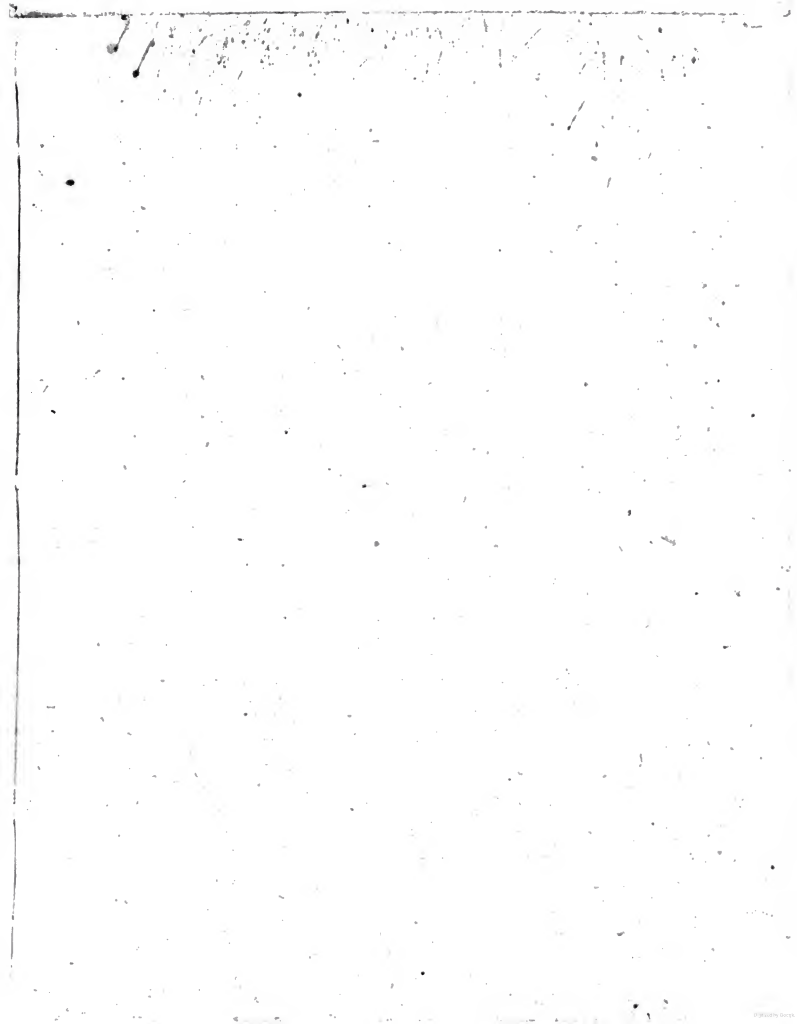
Esaie du Pré.

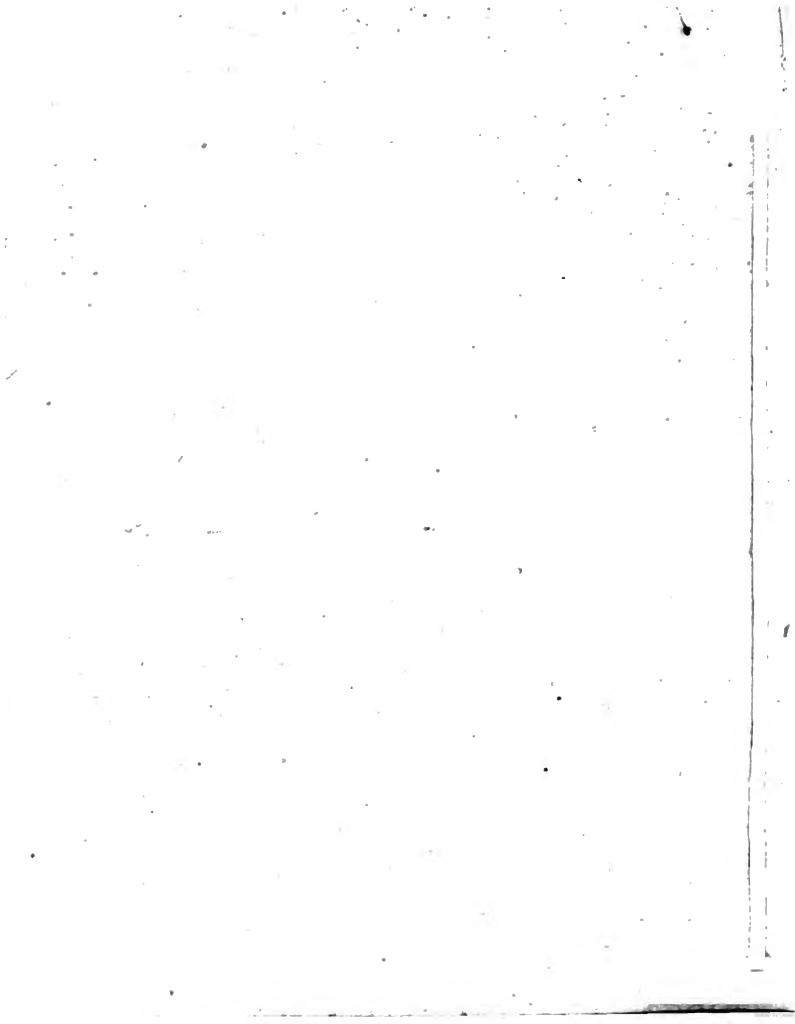
F I N.

VA 1

1530181







11/11/11

163
B
23



